

MYTHES et RÉALITÉS

Le guide du conflit israélo-arabe

Mitchell G. Bard

*Nouvelle Édition
Revue et corrigée*

*Traduction et Adaptation
Gaya Goldcymer-Taïeb*

Table des Matières

Préface	3
1. Les Racines d'Israël	5
2. Le Mandat Britannique	17
3. La Partition	27
4. La Guerre de 1948	32
5. La Guerre de 1956	37
6. La Guerre des Six-Jours 1967	40
7. La Guerre d'Usure 1967 - 1970	50
8. La Guerre de 1973	56
9. Les Frontières	59
10. Israël et le Liban	68
11. Les Guerres du Golfe	74
12. Les Nations Unies	81
13. Les Réfugiés	89
14. Situation des Juifs dans les Pays Arabo-Musulmans	113
15. Les Droits de l'Homme en Israël et dans les Territoires	133
16. La Guerre Palestinienne 2000 - 2005*	150
17. Jérusalem	171
18. La Politique des USA au Moyen-Orient	183
19. Le Processus de Paix	207
20. Les Implantations	249
21. L'Équilibre des Armes	258
22. Les Médias	266
23. Opinions du Monde Arabo-Musulman sur Israël	278
ANNEXES	286
L'Équilibre des Armes au Moyen-Orient	286
La Feuille de Route du Moyen-Orient	286
Charte du Mouvement de Résistance Islamique (HAMAS)	293
Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies	294
Sites Internet Conseillés	296
Ouvrages Conseillés	299
American-Israeli Cooperative Enterprise (AICE)	308
Au Sujet de l'Auteur	310

Préface

« *La plupart de temps, le plus grand ennemi de la vérité n'est pas le mensonge – délibéré, prémédité ou malhonnête – le plus grand ennemi de la vérité : c'est le mythe, persistant, persuasif et répété.* »

-Président John F. Kennedy*

On me demande souvent quel est le mythe dominant qui prévaut au sujet du Moyen-Orient. Je réponds que c'est le fait de suggérer, d'une manière ou d'une autre, que les Israéliens ne veulent pas la paix.

Personne ne désire la paix autant que les Israéliens ne la désirent, eux qui ont déjà vécu sept guerres et des campagnes de terreur ininterrompues depuis presque soixante années. C'est la raison pour laquelle, souvent à ses risques et périls, Israël n'a cessé de rechercher des compromis qui pourraient déboucher sur la fin du conflit. C'est ce qui fait l'objet de ce livre.

Chaque fois qu'une nouvelle tentative pour la paix est engagée, nous avons l'espoir que nous n'aurons plus de nouvelle édition de *Mythes et Réalités* à publier, texte dont la première édition a été imprimée il y a plus de 40 ans. Nous demeurons optimistes et nous espérons toujours que les voisins d'Israël accepteront un état juif. Mais pendant ce temps, les vieux mythes, avec les mêmes vieilles diffamations, continuent d'être recyclés et de nouvelles calomnies voient le jour. Il ne faut pas laisser tout cela sans réponse.

Mythes et Réalités ne se dérobe pas quand il s'agit de mettre en cause la responsabilité israélienne dans les événements et les politiques qui ont terni son image. Les amis d'Israël n'essaient jamais de déguiser la vérité, mais ils essaient toujours de mettre les événements dans leur contexte. C'est également notre but. Quand les amis critiquent Israël, c'est parce qu'ils veulent que le pays s'améliore. Les détracteurs d'Israël n'ont pas ce même but ; ils n'ont qu'un intérêt, celui de délégitimer ce pays, en plaçant des obstacles entre Israël et ses alliés, et en travaillant à sa destruction.

Cette nouvelle édition traite des bases historiques de ce conflit et propose des faits et des éléments documentés, répondant point par point aux mythes et croyances les plus communément répandus. Pour en savoir plus, il suffit de visiter notre **Bibliothèque Virtuelle Juive** (www.JewishVirtualLibrary.org), où nous proposons en ligne en Anglais, une édition réactualisée de *Mythes*, du matériel d'archives qui ne figure pas dans cet ouvrage et des documents majeurs et essentiels. AICE se réjouit de pouvoir également proposer en ligne, des traductions en Espagnol, en Allemand, en Portugais, en Russe, en Suédois et en Hébreu. De plus, nous avons un serveur offrant des mythes et des réalités hebdomadaires en Anglais ainsi que d'autres publications, mises à jour en permanence. Pour s'abonner, visitez la section "Informations" de la Bibliothèque.

J'aimerais citer les contributions de tous les éditeurs qui m'ont précédé, les distingués : Sheila Segal, Wolf Blitzer, Alan Tigay, Moshe Decter, M.J. Rosenberg, Jeff Rubin, Eric Rozenman, Lenny Davis et Joël Hipmelfarb. Je voudrais également

* Président John F. Kennedy, Discours d'Ouverture à Yale University, (11 Juin 1962)

remercier Rafi Danziger, Rébecca Weiner, Isaac Wolf, David Shyovitz, Alden Oreck, Elihai Braun, Sarah Szymkowicz, Avi Hein, Joanna Sloame, Stéphanie Persin, Ariel Scheib, et David Krusch, pour l'aide incomparable et précieuse, qu'ils ont apportée aux Editions AICE.

AICE est tout particulièrement reconnaissant aux sponsors de cette édition : Evelyne et Dr Shmuel Katz de Bal-Harbour de Floride qui ont apporté leur contribution en mémoire des membres de leurs familles AUSCH et KATZ (O.B.M. H.Y.D.) qui trouvèrent la mort en Europe, dans l'Holocauste. Que leur mémoire soit bénie. Que leur grandeur soit un modèle et une inspiration pour les gens de bonne volonté.

« Les faits sont têtus, » faisait remarquer John Adams, « mais quelque soient nos souhaits, nos inclinations, ou les diktats de nos passions, ils ne peuvent transformer la réalité des faits et des évidences. » Les pages qui suivent mettent en lumière la ténacité des faits du conflit israélo-arabe. Ce sont les armes les plus sûres que nous ayons pour faire triompher la vérité sur le mythe.

Mitchell G. Bard
Janvier 2006

1. Les Racines d'Israël

MYTHE

« Les Juifs n'ont aucune légitimité à réclamer cette terre qu'ils nomment Israël. »

RÉALITÉ

En l'an 70 de notre ère, après la destruction du 2^{ème} Temple de Jérusalem, les Juifs* furent contraints à l'exil par les Romains puis, selon une croyance erronée largement répandue, ils seraient soudainement revenus en Palestine, après 1 800 ans d'absence, pour exiger qu'on leur rende leur terre. Or, la réalité est tout autre car, pendant 3 700 ans, les Juifs n'ont jamais cessé de maintenir des liens vivaces avec leur patrie historique.

Le peuple juif fonde donc son droit à réclamer la Terre d'Israël sur au moins, quatre faits d'évidence : 1) le peuple juif y est installé depuis toujours et c'est lui qui a développé cette terre ; 2) c'est la communauté internationale qui a accordé au peuple juif la souveraineté politique sur la Palestine ; 3) ces territoires ont été conquis lors de guerres, uniquement défensives ; et 4) c'est Dieu qui a promis cette terre au patriarche Abraham.

Après la destruction du 2^{ème} Temple, et même après le commencement de l'exil, la vie juive en Terre Israël ne s'est jamais interrompue et, souvent, elle y a prospéré. Dès le 9^{ème} siècle, d'importantes communautés s'établissent à Jérusalem et à Tibériade et, au 11^{ème} siècle, des communautés se développent à Rafah, à Gaza, à Ashkelon, à Jaffa et à Césarée. Si, au cours du 12^{ème} siècle, de nombreux Juifs furent massacrés par les Croisés, au cours des deux siècles qui vont suivre, d'autres communautés vont se reconstituer, fondées par des rabbins et par les nombreux pèlerins juifs ayant émigré à Jérusalem et en Galilée. Et pendant 300 ans encore, d'autres éminents rabbins continueront de fonder des communautés dans tout le pays, notamment à Safed et à Jérusalem

Dès le début du 19^{ème} siècle – donc, bien avant la naissance du Sionisme moderne – plus de 10 000 Juifs vivaient déjà dans l'Israël d'aujourd'hui.¹ Et c'est ainsi que la construction de la nation, démarrée en 1870 et qui durera 78 années, trouvera finalement son aboutissement dans la re-naissance de l'Etat juif.

Le « Certificat International de naissance » d'Israël a été validé par des instances diverses : par la promesse de la Bible ; par la présence ininterrompue des Juifs sur cette terre, depuis Josué jusqu'à nos jours ; par la Déclaration Balfour ; par le Mandat de la Société des Nations intégrant la Déclaration Balfour de 1917 ; par la résolution de partage prise devant les Nations Unies en 1947 ; par l'admission Israël au sein des Nations Unies en 1949 ; enfin, par la reconnaissance de l'état d'Israël par la plupart des autres états siègeant et – surtout – par la société que le peuple d'Israël a créée, au cours de plusieurs décennies d'une réalité nationale dynamique et florissante.

« On n'accorde aucune faveur particulière à Israël quand on lui concède un droit à l'existence. Car le droit Israël à exister est incontestable et inconditionnel, tout comme celui des Etats-Unis,

* On trouvera dans le texte une majuscule à Juif car il s'agit d'un peuple, comme les Arabes par exemple, mais pas de majuscule à chrétien ou musulman, qui désignent une religion.

celui de l'Arabie ou celui de n'importe lequel des 152 états siégeant dans cette assemblée. La légitimité d'Israël n'est pas une abstraction flottant dans l'air, et en attente d'une quelconque reconnaissance...

Aucun autre état, quel qu'il soit, grand ou petit, ancien ou récent, ne peut considérer ni comme une faveur, ni comme une concession négociable, la reconnaissance de son « droit à exister ».

-Abba Eban²

MYTHE

« La Palestine a toujours été un pays arabe. »

RÉALITÉ

On considère généralement que le terme « Palestine » provient de « Philistins », ce peuple égéen qui, au 12^{ème} siècle avant notre ère*, s'est établi le long de la plaine côtière Méditerranéenne, zone correspondant à l'Israël d'aujourd'hui et à la bande de Gaza. C'est seulement au cours du 2^{ème} siècle de notre ère, et après avoir écrasée la dernière révolte juive, que les Romains ont désigné la Judée (partie sud de ce que l'on appelle aujourd'hui Cisjordanie) par le terme de Palaestina, dans l'unique but de réduire – au maximum – toute possibilité d'identification juive à la terre Israël. Quant au mot 'Filastin', c'est simplement le mot latin 'Palaestina' mais, arabisé.³

C'est en 1300 avant notre ère que les Hébreux s'installèrent en Terre Israël. A l'époque, ils vivaient fédérés en tribus jusqu'à ce que le roi Saül, leur premier monarque, réalise leur unification. Puis c'est David, deuxième roi Israël, qui vers l'an 1000 avant notre ère, établit Jérusalem comme capitale, et c'est Salomon, le fils de David, qui va ensuite faire bâtir le Temple, consolidant ainsi toutes les fonctions du royaume : militaire, administrative et religieuse. Sous le règne du fils de Salomon, la nation sera ensuite divisée en deux royaumes : le royaume du nord (Israël), qui va durer jusqu'à sa destruction par les Assyriens en 722 avant notre ère, et le royaume du sud (Judée), qui existera jusqu'à 586 avant notre ère, date de sa conquête par les Babyloniens. Au cours des périodes qui suivirent, le peuple juif connut encore des moments de souveraineté mais, finalement, en 135 de notre ère, la plupart des Juifs durent quitter leur pays.

L'Indépendance juive sur la Terre Israël aura donc duré plus de 400 ans : c'est une durée bien supérieure à celle dont les Américains ont profité dans leurs Etats-Unis d'Amérique.⁴ Et, s'il n'y avait pas eu les conquêtes étrangères venues de l'extérieur, Israël serait aujourd'hui, un pays âgé de plus de 3 000 ans.

Bien que l'arabe soit progressivement devenu la langue parlée par la plupart des populations locales, suite aux invasions musulmanes du 7^{ème} siècle, la Palestine n'a jamais été un pays exclusivement arabe et aucun état indépendant, ni arabe ni palestinien, n'y a jamais existé. D'ailleurs en 1946, quand le citoyen arabe américain, grand historien et Professeur émérite à l'Université de Princeton, Philip Hitti, témoigne devant le Comité Anglo-Américain contre la Partition, il déclare : « L'histoire ne connaît aucune entité telle que "Palestine", absolument aucune. »⁵

Avant la partition, les Arabes de Palestine ne se considéraient pas comme ayant une identité spécifique. En Février 1919 lorsque le Premier Congrès des Associations Musulmanes et Chrétiennes s'est tenu à Jérusalem, pour choisir les représentants palestiniens à la Conférence de la Paix de Paris, ils adoptèrent la résolution suivante :

« Nous déclarons que la Palestine fait partie intégrante de la Syrie arabe

* Nous utilisons les termes "avant notre ère" et "de notre ère" car ce sont des termes neutres qui remplacent le traditionnel "avant Jésus Christ" et "après Jésus Christ"

dont elle n'a jamais été séparée. Et que nous lui sommes liés par des liens religieux, linguistique, naturel, économique et géographique. »⁶

En 1937, un chef local arabe, Auni Bey Abdul-Hadl, déclara devant la Commission Peel, celle-la même qui, plus tard, prônera la partition de la Palestine : « Ce pays (la Palestine) n'existe pas ! Ce mot, Palestine, est un mot inventé par les Sionistes ! Il n'y a aucune Palestine mentionnée dans la Bible. Depuis des siècles, notre pays fait partie de la Syrie. »⁷

En Mai 1947, le représentant du Haut-Comité Arabe aux Nations Unies soumettait à l'Assemblée Générale une déclaration selon laquelle « La Palestine faisait partie de la Province de Syrie » et que, « politiquement, les Arabes de Palestine n'étaient pas indépendants en ce sens qu'ils ne constituaient pas une entité politique séparée. » Quelques années plus tard, Ahmed Shuqeiri, qui deviendra président de l'OLP, déclarera devant le Conseil de Sécurité : « Il est de notoriété publique que la Palestine n'est rien d'autre que la Syrie du sud. »⁸

Le nationalisme arabe palestinien est, pour l'essentiel, un phénomène post-Première Guerre Mondiale et il n'est devenu un mouvement politique significatif, seulement après la Guerre des Six Jours en 1976 et après qu'Israël ait conquis la Rive Occidentale du Jourdain (dite Cisjordanie).

MYTHE

« Les Palestiniens sont les descendants des Cananéens et ils étaient en Palestine bien avant les Juifs. »

RÉALITÉ

Le fait que les Palestiniens revendiquent d'être apparentés aux Cananéens est un phénomène très récent et contraire à la vérité historique. Les Cananéens ont disparu de la surface de la terre il y a trois mille ans et personne n'est capable de dire s'ils ont eu des descendants et, s'ils en avaient eu, personne ne sait qui ces descendants pourraient bien être.

Shérif Hussein, gardien des Lieux Saints musulmans en Arabie, affirmait que les ancêtres des Palestiniens étaient dans la région depuis seulement 1 000 ans.⁹ Et les Palestiniens eux-mêmes ont reconnu que leur présence dans la région était bien plus récente que celle des Juifs. Ainsi en 1946, lorsqu'ils ont témoigné devant le Comité Anglo-Américain, le lien qu'ils revendiquaient avec la Palestine datait juste de plus de mille ans, faisant remonter l'origine de ce lien à la conquête faite par les disciples de Mohammed, et donc, le situant au cours du 7^{ème} siècle.¹⁰ Mais, même cette affirmation est douteuse. En effet, au cours des derniers 2 000 ans, les populations locales ont été décimées par des invasions massives (les Croisades, par exemple), par les migrations, par la peste ainsi que par les désastres naturels ou provoqués par l'homme lui-même. La population locale a été intégralement remplacée plus d'une fois. Et au cours du seul Mandat Britannique, plus de 100 000 Arabes qui y ont immigré, arrivant des pays arabes voisins, sont aujourd'hui, considérés comme étant des Palestiniens.

A l'inverse, aucun historien sérieux ne met l'accent sur le lien vieux de plus de 3 000 ans, que les Juifs ont avec la Terre Israël et personne non plus, ne met en lumière la relation existant entre le peuple juif d'aujourd'hui et les anciens Hébreux.

MYTHE

« La Déclaration Balfour n'a pas donné aux Juifs le droit à un Foyer »

national en Palestine. »

RÉALITÉ

En 1917, la Grande-Bretagne publia la Déclaration Balfour :

« Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement la création, en Palestine, d'un Foyer national pour le peuple juif ; il s'efforcera de faciliter au maximum l'accomplissement de cet objectif, tout en évitant de porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives vivant actuellement en Palestine ou de porter préjudice aux droits et au statut dont les Juifs bénéficient dans les autres pays. »

Le Mandat pour la Palestine incluait la Déclaration Balfour et se référait spécifiquement « aux rapports historiques du peuple juif avec la Palestine » et à la validité morale de la « reconstitution de leur Foyer National dans ce pays. » Le terme de « reconstitution » se réfère au fait que la Palestine a toujours été le foyer des Juifs. De plus, les Britanniques avaient reçu pour consigne de « faciliter au maximum » l'immigration juive, d'encourager l'établissement des Juifs sur cette terre et de « sécuriser » le Foyer national juif. Le mot « Arabe » ne figure pas dans les termes du Mandat.¹¹

Le 24 Juillet 1922, le Mandat était officiellement adopté par les 52 Etats membres de la Société des Nations.

MYTHE

« L'installation de colonies juives a mis en péril les conditions "traditionnelles" des Arabes de Palestine. »

RÉALITÉ

Pendant des siècles, la Palestine n'était rien d'autre qu'une zone à peine peuplée et à peine cultivée, faite de collines érodées, de déserts sablonneux et de marais paludéens. Ce n'est qu'en 1880 que le consul américain à Jérusalem, signala que le déclin historique de la région était continu, constatant que « La population et la richesse de la Palestine n'ont pas augmenté au cours des dernières quarante années. »¹²

En 1913, le Rapport de la Commission Royale sur la Palestine décrit la situation de la Plaine Maritime comme suit :

« La route menant de Gaza vers le Nord était une piste uniquement utilisable en été, par les chameaux et par les chariots...et on n'y voyait ni orangeries, ni vergers, ni vignobles sauf quand on s'approchait du village juif de Yabna [Yavné]... Les maisons étaient faites de boue, sans la moindre fenêtre...Les charrues étaient en bois... Les rendements étaient très faibles...Les conditions sanitaires du village étaient épouvantables. Il n'y avait aucune école...La partie occidentale, vers la mer, était presque un désert...Dans cette région les villages étaient très peu nombreux et très peu peuplés. Et, disséminés dans toute la région, on voyait de nombreux villages en ruines, désertés par leurs habitants, victimes d'un paludisme endémique. »¹³

Paradoxalement, ceux qui n'éprouvaient aucune sympathie pour la cause Sioniste, estimaient cependant que les Juifs amélioreraient la condition des Arabes de Palestine. Dawood Barakat, rédacteur en chef du journal égyptien Al-Ahram, écrivait : « Il est

absolument nécessaire qu'une entente soit réalisée entre les Sionistes et les Arabes car la guerre des mots ne produira que le mal. Le pays a besoin des Sionistes : par l'argent qu'ils apporteront, par leur savoir, par leurs connaissances, par leur intelligence ainsi que par l'ardeur au travail qui les caractérise, il est clair qu'ils contribueront à la renaissance du pays.»¹⁴

Un éminent leader du nationalisme arabe est, lui aussi, convaincu que le retour des Juifs dans leur patrie, ressuscitera le pays. D'après Shérif Hussein, gardien des Lieux Saints musulmans en Arabie :

« Les ressources du pays, qui n'est encore qu'une terre vierge, seront développées par les immigrants juifs. Il ne faut pas oublier le fait surprenant que, très récemment encore, le Palestinien avait pour habitude de quitter le pays et d'émigrer dans toutes les directions, son sol natal ne pouvant le retenir même si ses ancêtres y avaient vécu pendant mille ans. A la même époque, des Juifs affluaient en Palestine, venant de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, d'Amérique et la cause majeure de ces arrivées ne pouvait pas échapper à ceux qui étaient perspicaces. Eux savaient bien que, pour ses fils d'origine (*abna 'ihilasliyin*), et malgré leurs différences, le pays représentait une patrie sacrée et bien-aimée. Ils savaient aussi que ces exilés (*jaliya*) de retour dans leur patrie, formeraient leurs frères, tant sur le plan matériel que sur le plan spirituel, dans cette école expérimentale que sont les champs, les usines, les commerces et tous les domaines du travail et de la production. »¹⁵

Comme Hussein l'avait pressenti, la renaissance de la Palestine et la croissance de sa population ne se produisirent qu'après le retour des Juifs.

*Mark Twain, qui avait visité la Palestine en 1867, la décrivait « comme... un pays désolé dont le sol est riche mais qui ne produit, en tout en pour tout, qu'un vaste espace de silence de mort...La désolation qui règne ici est telle que la plus débridée des imaginations ne pourrait lui rendre la vie... Nous n'avons croisé aucun être vivant tout au long de notre route... ni aucun arbre. C'est à peine si nous avons vu un arbuste. Les oliviers et même les cactus, plantes de la dernière chance des sols arides, même eux, ont déserté le pays. »*¹⁶

MYTHE

« *Le sionisme est un racisme.* »

RÉALITÉ

En 1975, l'Assemblée Générale de l'ONU adopte une résolution assimilant le sionisme au racisme. Or, le sionisme est le mouvement de libération nationale du peuple juif, prônant que les Juifs ont droit à une patrie, comme tous les autres peuples.

A maintes reprises, l'histoire a montré que la sécurité du peuple juif reposait sur l'existence d'un foyer national. Le sionisme, considérant que le peuple juif se définit par une origine commune, par une religion, par une culture et par une histoire communes a réalisé son rêve, concrétisé par presque cinq millions de Juifs, venant de plus de 100 pays différents et qui sont, aujourd'hui, des citoyens israéliens.

Grâce à la Loi du Retour, les Juifs obtiennent automatiquement la nationalité en Israël, mais les non-Juifs ont eux aussi le droit de devenir citoyens, grâce au processus de naturalisation, commun à tous les pays. Plus d'un million d'Arabes, musulmans et chrétiens, les Druzes, les Ba'hais, les Circasiens, auxquels s'ajoutent d'autres groupes

ethniques, sont tous les composantes de la population d'Israël. De plus, la présence en Israël de milliers de Juifs noirs, venant d'Ethiopie, du Yémen et de l'Inde, est une preuve vivante du caractère non raciste du sionisme. A l'issue d'une série de ponts aériens demeurés historiques – les opérations Moïse (1984), Josué (1985) et Salomon (1991) – c'est Israël qui a volé au secours de plus de 20 000 membres de l'ancestrale communauté des Juifs d'Ethiopie.

Le caractère ouvert et démocratique d'Israël et la défense scrupuleuse des droits religieux et politiques des chrétiens et des musulmans prouvent qu'Israël ne mène aucune politique de discrimination ou d'exclusion à l'égard de quiconque. De plus, il est permis à tous d'être sionistes, que l'on soit Juif ou non-Juif, Israélien, Américain ou Saoudien, noir, blanc, jaune ou violet.

Après que l'Opération Moïse ait été rendue publique, William Safire écrivait :

« ...Pour la première fois dans l'histoire, des milliers de Noirs ont été amenés dans un pays, non pas enchaînés, mais dans la dignité, non pas en tant qu'esclaves mais en tant que citoyens. »¹⁷

A l'inverse, dans les états Arabes la définition du citoyen est très restrictive : seuls et uniquement les enfants nés de parents qui sont déjà citoyens, obtiennent la citoyenneté. Ainsi, il est donc pratiquement impossible de devenir citoyen par naturalisation dans la plupart des états arabes, notamment en Algérie, en Arabie Saoudite, et au Koweït. Quelques pays arabes ont adopté des lois facilitant la naturalisation de ressortissants Arabes venant d'autres pays à l'exception, bien sûr, des Arabes de Palestine. En 1954, la Jordanie a instauré sa propre « loi du retour » en accordant la citoyenneté à tous les anciens résidents arabes palestiniens à l'exception, bien sûr, des Juifs.¹⁸

Condamner l'aspiration des Juifs à l'autodétermination est, en soi, une forme de racisme. En 1968, contacté par un étudiant de Harvard qui attaquait le sionisme, Martin Luther King lui répliqua : « Quand les gens critiquent les sionistes, en fait, ils visent les Juifs. Et vous parlez donc d'antisémitisme. »¹⁹

La résolution de l'ONU de 1975 s'inscrivait dans le cadre d'une campagne anti-israélienne menée par les Soviétiques et les Arabes à l'époque de la guerre froide. Presque tous les pays non-arabes qui avaient soutenu cette résolution, formulèrent des excuses et modifièrent leur position et, quand l'Assemblée Générale de 1991 annula cette résolution, seuls quelques états arabo-musulmans, avec Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam, s'y opposèrent.

MYTHE

« Les délégués à la Conférence Mondiale des Nations Unies contre le Racisme ont redéfini le Sionisme comme étant un racisme. »

RÉALITÉ

En 2001, lors de la Conférence Mondiale des Nations Unies contre le Racisme qui s'est tenue en Afrique du Sud, à Durban, les états arabes ont, une fois encore, cherché à délégitimer Israël en introduisant l'équation : « sionisme égal racisme ». Les Etats-Unis ont rejoint Israël dans leur boycott de la conférence lorsqu'il est clairement apparu que, plutôt que de traiter des sujets à l'ordre du jour – le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et leurs effets désastreux – la conférence s'est transformée en forum violemment anti-israélien.

La délégation américaine s'est retirée afin « d'envoyer un message aux nations attachées aux valeurs de liberté et de respect, et de signifier le refus de participer s'il devait être question de définir le sionisme comme racisme : ce qui est une contre-vérité absolue. » L'Attaché de Presse de la Maison Blanche, Ari Fleisher, ajoutait : « le Président est fier de se ranger aux côtés d'Israël et de la communauté juive et d'affirmer que tout groupe qui mettra au même niveau sionisme et racisme, ne sera ni bienvenu ni respecté où que ce soit dans le monde. »²⁰

MYTHE

« Les sionistes auraient pu choisir un autre pays que la Palestine. »

RÉALITÉ

A la fin du 19^{ème} siècle, la montée d'un antisémitisme religieux et raciste provoqua une recrudescence des pogroms en Russie et en Europe de l'Est, réduisant à néant tout espoir d'égalité et de tolérance. Ce qui encouragea l'immigration juive de l'Europe vers la Palestine.

C'est à cette même époque qu'une vague d'immigration juive venant du Yémen, du Maroc, d'Irak et de Turquie, se rendit en Palestine. Ces Juifs ne savaient rien du sionisme politique de Théodore Herzl et ignoraient tout des pogroms se déroulant en Europe. Ils étaient poussés par le rêve séculaire du « Retour à Sion » et redoutaient l'intolérance des pays dans lesquels ils vivaient. Aussi, dès qu'ils apprirent que les portes de la Palestine s'ouvraient, ils décidèrent malgré la difficulté du voyage, de retourner sur la Terre d'Israël.

L'idéal sioniste du retour à Israël a des racines religieuses très profondes, la plupart des prières faisant référence à Jérusalem, à Sion et à la Terre Israël. Et l'injonction faite à tout Juif, de ne jamais oublier le lieu où se trouve le Temple, de ne jamais oublier Jérusalem, est l'axe majeur du Judaïsme. L'hébreu, la Torah, les lois du Talmud, le calendrier juif, les fêtes et les célébrations juives, tout trouve son origine en Israël, rythmé par les saisons et la réalité Israël. Les Juifs prient en se tournant vers Jérusalem et, chaque année à Pâque, ils répètent les mots « l'année prochaine à Jérusalem ». La religion, la culture et l'histoire juives montrent clairement que l'Etat Juif ne peut se construire nulle part ailleurs qu'en Israël.

C'est en 1897 que les dirigeants Juifs donnèrent au mouvement sioniste une organisation politique, appelant à la restauration du Foyer national juif en Palestine où les Juifs pourraient trouver asile, autodétermination et travailler à la renaissance de leur culture et de leur civilisation.

MYTHE

« En alternative à la Palestine, c'est Herzl lui-même qui proposa de créer l'état juif en Ouganda. »

RÉALITÉ

Théodore Herzl chercha l'appui des grandes puissances pour aider à la création d'une patrie juive. Il se tourna vers la Grande-Bretagne et rencontra Joseph Chamberlain, Secrétaire britannique aux Colonies, ainsi que d'autres personnalités. Les Britanniques acceptèrent le principe de la création d'un Foyer national juif en Afrique de l'Est.

C'est à Bâle, lors du Sixième Congrès Sioniste, le 6 août 1903, qu'Herzl proposa le Programme de l'Ouganda britannique comme refuge temporaire d'urgence, pour les Juifs de Russie en danger immédiat. Mais Herzl avait clairement affirmé que ce

programme ne devait, en rien, affecté le but ultime du sionisme, à savoir, la création d'une entité juive en la Terre Israël. Cette proposition provoqua un tollé au Congrès et conduisit presque à la scission au sein du mouvement sioniste. Le Programme de l'Ouganda qui n'avait d'ailleurs jamais bénéficié d'un grand soutien, fut repoussé par le mouvement sioniste lors du Septième Congrès, en 1905.

MYTHE

« Tous les Arabes se sont opposés à la Déclaration Balfour, la considérant comme une trahison de leurs droits. »

RÉALITÉ

En 1919, pendant la Conférence de la Paix de Paris, l'Emir Faïçal, fils de Shérif Hussein, et leader de la révolte arabe contre les Turcs, avait signé un accord avec Haïm Weizmann et avec d'autres leaders sionistes. Cet accord reconnaissait « la parenté ethnique et l'ancienneté des liens existant entre les Arabes et le peuple Juif » et aboutissait à la conclusion que « le plus sûr moyen de mettre en œuvre les aspirations nationales respectives, était d'établir une étroite collaboration dans le développement des états Arabes et de la Palestine. » De plus, il fut stipulé qu'il fallait tout mettre en œuvre pour trouver tous les moyens qui seraient nécessaires afin que la Déclaration Balfour se concrétise... « pour encourager et promouvoir une importante immigration des Juifs en Palestine et pour favoriser l'établissement des émigrants juifs sur cette terre au moyen d'une colonisation plus dense et d'une culture intensive des sols. »²¹

Faïçal s'était engagé à accepter la Déclaration Balfour à la condition que les Britanniques tiennent la promesse faite aux Arabes pendant la guerre d'indépendance, promesse qu'ils n'ont finalement, pas tenue.

Les opposants dénièrent toute légitimité à l'accord signé entre Faïçal et Weizmann car il ne fut jamais promulgué, cependant, le fait qu'un leader du mouvement nationaliste arabe et celui du mouvement sioniste aient pu s'entendre, est un fait très significatif puisqu'il démontre que les aspirations Juives et Arabes ne s'excluent pas mutuellement.

MYTHE

« Les sionistes ont été instrumentalisés par l'impérialisme occidental. »

RÉALITÉ

Yehoshofat Harkabi écrivait que « le colonialisme, c'est vivre en exploitant les autres. Or, qu'y-a-t-il de plus éloigné du colonialisme que l'idéalisme de ces Juifs des villes, s'efforçant de devenir fermiers, cultivateurs, ouvriers et voulant vivre de leur propre travail ? »²²

Comme l'a si bien fait remarquer l'historien britannique Paul Johnson, l'opposition unanime des grandes puissances à leur cause faisait que les sionistes, au lieu d'être l'instrument de l'impérialisme, en étaient plutôt le repoussoir. « Dans tous les pays occidentaux, les ministères des Affaires Etrangères, ceux de la Défense, comme les milieux d'affaires : ils étaient tous opposés aux sionistes. »²³

L'Emir Faïçal, quant à lui, a toujours considéré le mouvement sioniste comme le partenaire naturel du mouvement nationaliste arabe, dans son combat contre l'impérialisme, comme il l'a expliqué dans une lettre datée du 3 mars 1919, adressée à Félix Frankfurter, Professeur de droit à Harvard et futur juge à la Cour Suprême, le lendemain même de la présentation par Haïm Weizmann du point de vue sioniste à la

conférence de Paris. Faiçal écrivait :

Les Arabes, surtout la classe instruite, considèrent le mouvement sioniste avec une réelle sympathie... Nous souhaitons la bienvenue aux Juifs, de retour à la maison... Nous travaillons ensemble pour un Proche-Orient réformé et modifié car nos deux mouvements sont complémentaires l'un de l'autre. *Le mouvement Juif n'est pas un impérialisme mais un nationalisme*. En Syrie, il y a de la place pour deux et je pense qu'aucun de nous deux ne pourra réussir sans l'autre. » (C'est nous qui soulignons).²⁴

Dans les années 40, les mouvements clandestins juifs lancèrent une guerre anti-coloniale contre les Britanniques. Mais au même moment, les Arabes étaient surtout engagés dans le combat contre les Juifs plutôt que dans la lutte contre l'impérialisme britannique.

« Nos colons ne viennent pas ici comme l'ont fait les colonisateurs d'Occident, dans le but de faire travailler les autochtones à leur place ; ils s'engagent de toutes leur forces et s'impliquent corps et âme, suant sang et eau, afin de rendre cette terre fertile et cette fertilité, nous ne la désirons pas égoïstement, pour notre seul usage. Les cultivateurs juifs ont déjà commencé à enseigner à leurs frères, les cultivateurs Arabes, comment cultiver la terre de manière intensive, et nous voulons aller plus loin : nous désirons « servir » la terre, comme on dit en hébreu, la cultiver ensemble et avec eux. Plus cette terre sera fertile et plus il y aura d'espace pour nous et pour eux. Nous, nous n'avons aucun désir de les déposséder : nous voulons vivre avec eux. Nous ne voulons pas les dominer : nous voulons servir, avec eux... »

-Martin Buber ²⁵

MYTHE

« Dans la correspondance Hussein-Mac Mahon, on trouverait la promesse faite par les Britanniques d'une indépendance arabe. »

RÉALITÉ

A l'époque de la première Guerre Mondiale, la figure emblématique du mouvement nationaliste arabe, Hussein ibn 'Ali, avait été nommé Shérif de la Mecque en 1908, par le Comité Turc d'Union et de Progrès. En tant que Shérif, Hussein avait la responsabilité de la garde des sanctuaires de la Mecque et, de facto, il accédait d'emblée au statut de chef spirituel des Musulmans.

En juillet 1915, Hussein adressa une lettre à Sir Henry Mac Mahon, Haut Commissaire pour l'Egypte, l'informant des conditions de la participation des Arabes à la guerre contre les Turcs.

La correspondance échangée entre Hussein et Mac Mahon a permis de retracer la carte des zones que les Britanniques étaient prêts à céder aux Arabes et, nulle part, à aucun moment, il n'y est fait mention de la Palestine. Les Britanniques ont soutenu que cette omission était intentionnelle, justifiant ainsi leur refus d'accorder, après la guerre, l'indépendance aux Arabes de Palestine.²⁶ Mac Mahon expliquait :

Il était de mon devoir d'affirmer, et je l'ai fait avec force et en toute conscience, qu'il n'avait jamais été dans nos intentions de donner au Roi Hussein le moindre engagement visant à inclure la Palestine dans le territoire concerné par la promesse d'indépendance arabe. J'avais également toutes les raisons de penser, à ce moment, qu'il était clair pour le Roi Hussein que la

Palestine n'était pas incluse dans ma promesse.²⁷

Et pourtant, aujourd'hui comme hier, les Arabes continuent de soutenir que la promesse de l'indépendance arabe figurait bien dans cette correspondance.

MYTHE

« La politique israélienne provoque l'antisémitisme. »

RÉALITÉ

L'antisémitisme existe depuis des siècles, bien avant la création de l'Israël moderne. Et, au lieu de considérer Israël comme étant la cause de l'antisémitisme, il faudrait plutôt mettre en cause la manière orientée dont les médias rendent compte de la politique d'Israël, renforçant ainsi, l'antisémitisme latent.

Comme l'a bien remarqué l'écrivain Léon Wieseltier, « croire que les Juifs dans leur ensemble, doivent être tenus pour responsables des faits et gestes de chacun d'entre eux n'est pas une notion sioniste : c'est même plutôt une idée d'antisémite. » Et il ajoute que les agressions perpétrées en Europe, contre les Juifs, n'ont absolument rien à voir avec Israël. Reprocher l'existence de l'antisémitisme aux Juifs c'est comme dire que les Noirs sont responsables du racisme.

En tant que Juif, on peut se désolidariser de la politique de tel ou tel gouvernement israélien mais cela ne signifie aucunement qu'Israël soit mauvais pour les Juifs. Comme Wieseltier l'a noté « Israël est un facteur positif pour les Juifs de Russie qui pourraient être amenés à chercher asile, ou pour les Juifs d'Argentine qui pourraient être amenés à chercher asile, ou pour n'importe quel Juif qui pourrait être amené à chercher asile. »²⁷

« Aujourd'hui, Israël est le seul état au monde et les Juifs sont le seul peuple au monde, à être la cible de menaces constantes, venant de toutes sortes d'instances, gouvernementales, religieuses et terroristes qui, toutes, visent à les détruire. Mais ce qui est le plus dérangeant, c'est le silence, l'indifférence et parfois même, l'indulgence à l'égard d'un tel antisémitisme génocidaire »

-Irwin Cotler Procureur et Ministre Canadien de la Justice²⁹

MYTHE

« Les partisans d'Israël critiquent les Arabes mais ne critiquent jamais les Israéliens. »

RÉALITÉ

Israël n'est pas parfait. Même les amis inconditionnels d'Israël reconnaissent qu'un gouvernement peut faire des erreurs et ne pas trouver les solutions à tous ses problèmes de société. Mais, si les partisans d'Israël ne mettent pas systématiquement l'accent sur les imperfections d'Israël, c'est sans doute qu'ils pensent que d'autres se chargent, sans relâche, de les souligner. Car la plupart du temps, les gens n'ont accès ni à la version israélienne du conflit avec les Arabes, ni aux aspects positifs de la société israélienne.

Il n'y a pas de critiques plus durs pour critiquer les Israéliens que les Israéliens eux-mêmes. Et si vous cherchez à lire des critiques du comportement israélien, ne cherchez pas dans les médias anti-israéliens : il vous suffit d'ouvrir n'importe lequel des journaux israéliens pour trouver une profusion d'articles et de commentaires

négatifs à l'égard de la politique gouvernementale. Quant aux médias internationaux, ils sont obnubilés par Israël et la manière dont ils rendent compte d'Israël, est toujours plus défavorable que flatteuse.

Notes

1. Dan Bahat, ed. *Twenty Centuries of Jewish Life in the Holy Land*, (Jerusalem: The Israel Economist, 1976), pp. 61–63.
2. *New York Times*, (18 Novembre 1981).
3. Yehoshua Porath, *The Emergence of the Palestinian- Arab National Movement, 1918–1929*, (London: Frank Cass, 1974), p. 4.
4. Max Dimont, *Jews, God and History*, (NY: Signet, 1962), pp. 49–53.
5. Moshe Kohn, "The Arabs' 'Lie' of the Land," *Jerusalem Post*, (18 Octobre 1991).
6. Yehoshua Porath, *Palestinian Arab National Movement: From Riots to Rebellion: 1929–1939*, vol. 2, (London: Frank Cass and Co., Ltd., 1977), pp. 81–82.
7. Moshe Kohn, "The Arabs' 'Lie' of the Land," *Jerusalem Post*, (18 Octobre 1991).
8. Avner Yaniv, *PLO*, (Jerusalem: Israel Universities Study Group of Middle Eastern Affairs, Août 1974), p. 5.
9. *Al- Qibla*, (23 Mars 1918), cité par Samuel Katz, in *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1977), p. 128.
10. British Government, Report of the Anglo- American Committee of Enquiry, 1946, Part VI, (20 Avril 1946).
11. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 129.
12. Ben Halpern, *The Idea of a Jewish State*, (MA: Harvard University Press, 1969), p. 108.
13. Palestine Royal Commission Report, p. 233.
14. Neville Mandel, "Attempts at an Arab- Zionist Entente: 1913–1914," *Middle Eastern Studies*, (Avril 1965), p. 243.
15. *Al- Qibla*, (23 Mars 1918), cité par Samuel Katz, in *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1977), p. 128.
16. Mark Twain, *The Innocents Abroad*, (London, 1881).
17. *New York Times*, (7 Janvier 1985).
18. Jordanian Nationality Law, Article 3(3) of Law No. 6 of 1954, Official Gazette, No. 1171, 16 Février 1954.
19. Seymour Martin Lipset, "The Socialism of Fools -The Left, the Jews and Israel," *Encounter*, (Décembre 1969), p. 24.
20. Briefing de la Maison Blanche sur la menace américaine de boycott de la Conférence de l'ONU sur le racisme, (27 Juillet 2001).
21. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, (NY: Schocken Books, 1966), pp. 246–247; Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 121.
22. Yehoshofat Harkabi, *Palestinians and Israel*, (Jerusalem: Keter, 1974), p. 6.
23. Paul Johnson, *Modern Times: The World from the Twenties to the Nineties*, (NY: Harper & Row, 1983), p. 485.
24. Samuel Katz, *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1977), p. 55.
25. Lettre ouverte de Martin Buber au Mahatma Gandhi en 1939, cité par Arthur Hertzberg, *The Zionist Idea*, (PA: Jewish Publications Society, 1997), p. 464.
26. George Kirk, *A Short History of the Middle East*, (NY: Frederick Praeger Publishers, 1964), p. 314.
27. *London Times*, (23 Juillet 1937).

28. Leon Wieseltier, "Israel, Palestine, and the Return of the Binational Fantasy," *The New Republic*, (24 Octobre 2003).
29. *Jerusalem Post*, (5 Février 2004).

2. Le Mandat Britannique

MYTHE

« Les Britanniques ont aidé les Juifs à déplacer les populations arabes natives de Palestine. »

RÉALITÉ

Herbert Samuel, premier Haut Commissaire pour la Palestine et citoyen Juif Britannique, imposa des restrictions à l'immigration juive « dans l'intérêt de la population présente », en tenant compte « de la capacité d'absorption du pays. »¹

On a prétendu que l'afflux des pionniers juifs chassait les fellahs arabes (les paysans autochtones) de leur terre. Or à l'époque, moins d'un million d'habitants vivaient dans cette région qui en compte aujourd'hui, plus de 10 millions.

En réalité, les Britanniques limitèrent la capacité d'absorption de la Palestine en partageant le pays.

Et en 1921, Winston Churchill, Secrétaire aux Affaires coloniales, réduisit la Palestine de près des quatre cinquièmes du territoire – à peu près 90 650 km² – afin de créer une nouvelle entité arabe : la Transjordanie. Comme prix de consolation pour avoir attribué à la famille Saoud, le Hedjaz et l'Arabie (qui forment l'Arabie Saoudite d'aujourd'hui), Churchill nomma Abdullah, le fils du Shérif Hussein, émir de Transjordanie, pour le récompenser de sa participation à la guerre contre les Turcs.

Les Britanniques allèrent encore plus loin en imposant des restrictions sur les achats de terres par les Juifs dans ce qui restait de la Palestine, contrevenant ainsi aux termes du Mandat (article 6) qui stipulait que « l'Administration de la Palestine... devait encourager, en coopération avec l'Agence Juive... l'établissement des Juifs dans le pays, jusques et y compris sur les terres appartenant à l'Etat et sur les terres en friche, non acquises comme biens publics. » Or, dès 1949, sur les 375 000 hectares, les Britanniques avaient alloués 175 000 hectares (soit 47%) de terres cultivables aux Arabes et seulement 8 500 hectares (soit 2%), aux Juifs.²

Finalement, les Britanniques avouèrent que l'argument concernant la fameuse capacité d'absorption du pays était un argument spécieux. La Commission Peel observait d'ailleurs que « L'importante immigration juive des années 1933-36 prouvait combien il était possible d'augmenter la capacité d'absorption. »³

MYTHE

« Les Britanniques ont autorisé les Juifs à venir en masse en Palestine tandis qu'ils contrôlaient sévèrement l'immigration des Arabes. »

RÉALITÉ

La réponse des Britanniques pour tenter d'apaiser les Arabes face à l'immigration juive, créa un précédent qui devint la règle pendant toute la durée du Mandat. Ainsi, ils imposaient des restrictions à l'immigration juive alors qu'ils autorisaient les Arabes à entrer librement dans le pays. Selon toute vraisemblance, Londres semblait penser que la venue massive des Arabes, n'affectait pas la capacité d'absorption du pays. »

Pendant la Première Guerre Mondiale, la population juive de Palestine déclina, à

cause de la guerre, de la famine, des maladies et des expulsions ordonnées par les Turcs. En 1915, environ 84 000 Juifs vivaient en Palestine, au milieu de 590 000 Arabes musulmans et chrétiens. Selon le recensement de 1922, la population juive était de 84 000 personnes et la population arabe se chiffrait à 643 000 personnes.⁴ Tandis que la population arabe augmentait de façon exponentielle, la population juive, elle, stagnait.

Au milieu des années 20, l'immigration juive en Palestine augmenta essentiellement du fait des lois économiques anti-juives mises en place par la Pologne, et par l'imposition de quotas restrictifs, mise en place par Washington.⁵

En 1935, le chiffre record d'immigrants (voir tableau) fut une réponse aux persécutions croissantes des Juifs dans l'Allemagne Nazie. Malgré cette situation, l'Administration britannique considéra ce chiffre comme trop élevé et l'Agence Juive fut informée que, pour l'année 1936, moins d'un tiers des quotas demandés seraient autorisés.⁶

Les Britanniques allèrent encore plus loin dans l'acceptation des exigences arabes, en annonçant dans le Livre Blanc de 1939, la création d'un état arabe indépendant dans les prochains 10 ans et la limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes pour les cinq années à venir, immigration destinée ensuite, à cesser totalement. Ils annonçaient également l'interdiction de la vente de terres aux Juifs sur 95% du territoire de Palestine. Mais malgré cela, les Arabes rejetèrent la proposition.

Immigrants Juifs en Palestine⁷

1919	1 806	1931	4 075
1920	8 223	1932	12 533
1921	8 294	1933	37 337
1922	8 685	1934	45 267
1923	8 175	1935	66 472
1924	13 892	1936	29 595
1925	34 386	1937	10 629
1926	13 855	1938	14 675
1927	3 034	1939	31 195
1928	2 178	1940	10 643
1929	5 249	1941	4 592
1930	4 944		

A l'inverse, tout au long de la période du Mandat Britannique, l'immigration arabe ne fut soumise à aucune restriction. En 1930, la Commission Hope Simpson, envoyée par Londres pour enquêter sur les émeutes arabes de 1929, dénonce la pratique britannique consistant à volontairement ignorer l'immigration arabe illégale en provenance d'Egypte, de Transjordanie et de Syrie, et ayant pour effet direct de supplanter les futurs immigrants juifs.

Le Gouverneur britannique du Sinaï de 1922 à 1936, fit observer que : « Cette immigration illégale se poursuivait, non seulement à partir du Sinaï mais aussi à partir de la Transjordanie et de la Syrie et qu'il était très difficile de parler de la misère des Arabes de cette zone si, au même moment, les Arabes des pays voisins venaient, précisément dans cette région, dans le seul but de partager cette misère-là. »⁹

Et la Commission Peel d'ajouter, dans un rapport de 1937 que, le « manque de terres est dû... bien plus à l'accroissement de la population arabe qu'à l'étendue des terres acquises par les Juifs. »¹⁰

MYTHE

« Les Britanniques ont changé leur politique après la Seconde Guerre Mondiale pour permettre aux survivants de l'Holocauste de s'établir en Palestine. »

RÉALITÉ

Les portes de la Palestine demeurèrent fermées pendant toute la durée de la guerre, abandonnant à l'Europe des centaines de milliers de Juifs dont la plupart finirent en victimes de la « Solution Finale » d'Hitler. Mais après la guerre, les Britanniques refusèrent de permettre aux survivants du cauchemar nazi de trouver refuge en Palestine. Le 6 juin 1946, le Président Truman pressa le Gouvernement britannique de soulager les souffrances de ces Juifs d'Europe, enfermés dans les camps de personnes déplacées, et d'accepter l'arrivée immédiate de 100 000 Juifs. Ernest Bevin, le Ministre britannique des Affaires Etrangères, répliqua avec sarcasme, que les Etats-Unis voulaient voir les Juifs "déplacés", immigrer en Palestine pour « éviter d'en voir un trop grand nombre d'entre eux, arriver à New-York. »¹¹

Quelques Juifs réussirent pourtant à gagner la Palestine, sur les bateaux délabrés que les membres de la résistance juive utilisaient pour les faire entrer clandestinement. Entre le mois d'août 1945 et la création de l'Etat d'Israël en mai 1948, 65 bateaux d'immigrants "illégaux" arrivèrent, transportant 69 878 personnes en provenance des côtes européennes. Mais, en août 1946, les Britanniques commencèrent à interner dans des camps, à Chypre, tous ceux qu'ils pouvaient attraper. Approximativement 50 000 personnes furent emprisonnées dans ces camps et 28 000 y étaient encore internées lors de la déclaration de l'indépendance d'Israël.

MYTHE

« Plus la population juive de Palestine augmentait, plus la condition des Arabes palestiniens s'aggravait. »

RÉALITÉ

Entre la Première et la Seconde Guerre Mondiale, la population juive avait augmenté de 470 000 personnes alors que, dans le même temps, la population non juive augmentait de 588 000 personnes.¹³

En fait, entre 1922 et 1947, la population arabe avait augmenté de 120%.

Cette croissance rapide était la résultante de différents facteurs. L'immigration en provenance des pays voisins, constituée d'Arabes qui voulaient profiter d'un niveau de vie supérieur rendu possible par les Juifs, représentait 37% de l'immigration totale de ce qui allait devenir l'état d'Israël.¹⁵ La population arabe augmentait aussi grâce à l'amélioration des conditions de vie créées par les Juifs, asséchant les marécages générateurs de malaria et améliorant les conditions médicales d'hygiène et de santé de la région. Ainsi, par exemple, le taux de mortalité infantile chez les Musulmans tomba de 201 pour mille en 1925 à 94 pour mille en 1945, et l'espérance de vie s'éleva de 37 ans en 1926 à 49 ans en 1943.¹⁶

La population arabe augmenta considérablement dans toutes les villes où d'importantes communautés juives avaient créé de nouvelles possibilités économiques. De 1922 jusqu'à 1947, la population non-juive augmenta de 290% à Haïfa, de 131% à Jérusalem et de 158% à Jaffa. Alors que la croissance dans les villes arabes était bien plus lente : 42% à Naplouse, 78% à Djénine et 37% à Bethléem.¹⁷

MYTHE

« *Les Juifs ont volé la terre arabe.* »

RÉALITÉ

Malgré la croissance continue de leur population, les Arabes n'ont cessé de proclamer qu'ils ont été déplacés. La vérité est très différente, en effet, depuis le début de la Première Guerre Mondiale, une partie des terres de Palestine appartenait à des propriétaires absents, vivant au Caire, à Damas et à Beyrouth. Environ 80% des Arabes de Palestine étaient de pauvres paysans, criblés de dettes, semi-nomades et Bédouins.¹⁸

Les Juifs, de leur côté, évitaient d'acquérir des terres d'où les Arabes pourraient être déplacés. Ils cherchaient des terres qui n'étaient pas cultivées, marécageuses, de peu de valeur et, le plus important : sans habitants. En 1920, David Ben-Gourion exprimait sa préoccupation quant au sort des *fellahs* arabes, qu'il considérait comme « l'atout le plus important de la population locale. » Il déclarait qu'en « aucune circonstance, il ne fallait toucher aux terres appartenant aux *fellahs* ou à celles où ils travaillaient. » recommandant aussi de les aider à se libérer de leurs oppresseurs. « C'est seulement si le *fellah* quitte l'endroit où il est installé que nous pouvons nous autoriser à lui proposer d'acheter sa terre à un prix acceptable. »¹⁹

Ce n'est qu'après avoir acheté les terres non cultivées qui étaient à vendre, que les Juifs commencèrent à acheter des terres cultivées. La plupart des Arabes voulaient vendre pour s'installer dans les villes côtières et parce qu'ils voulaient de l'argent afin d'investir dans la production des agrumes. »²⁰

Quand John Hope arriva en Palestine en Mai 1930, il réalisa que « les Juifs payent des prix exorbitants pour les terres qu'ils achètent et que, de plus, ils versent aux occupants, des sommes considérables qu'ils ne sont pas, légalement obligés de leur verser. »²¹

En conclusion d'une étude menée en 1931 sur le manque de terres, Lewis French proposa de nouveaux terrains aux Arabes "dépossédés". Les représentants Britanniques reçurent plus de 3 000 demandes, dont 80% furent jugées irrecevables par le conseiller aux affaires légales du Gouvernement, au motif que les demandeurs n'étaient absolument pas de pauvres Arabes sans terres. En réalité, 600 Arabes étaient réellement sans terre et le Gouvernement offrit des terrains à une centaine d'entre eux. »²²

En Avril 1936, une nouvelle vague d'attaques arabes contre les Juifs fut menée par un leader syrien, un guérillero du nom de Fawzi al-Qawukji, commandant de l'Armée de Libération Arabe. En novembre, quand finalement, les Britanniques envoyèrent Lord Peel à la tête d'une nouvelle commission d'enquête, ce fut pour constater que 89 Juifs avaient déjà été tués et plus de 300 étaient blessés. »²³

Dans son rapport, la Commission Peel affirmait que les réclamations des Arabes concernant l'acquisition de terres par les Juifs, étaient nulles et non avenues et qu'elles ne reposaient sur rien. Il souligna que « la presque totalité des terres, aujourd'hui couvertes d'orangeries n'étaient, quand elles furent achetées, que des dunes de sables ou des marécages non cultivés... et, à l'époque des premières ventes, il est clair que les propriétaires n'avaient ni les ressources ni la formation nécessaire pour développer ces terres. »²⁴ De plus, la Commission constata que la pénurie de terres ne venait absolument pas du nombre de terres acquises par les Juifs mais que la cause de cette pénurie n'était due qu'à l'augmentation de la population arabe. » Et le rapport concluait que la présence des Juifs en Palestine ainsi que le travail de l'administration britannique, avaient permis l'augmentation des salaires, un meilleur

niveau de vie et de réelles perspectives de nouveaux emplois. »²⁵

Dans ses mémoires, le roi Abdullah de Transjordanie écrivait :

« Quand on regarde les deux cartes, celle tracée par la Commission Simpson et celle tracée par la Commission Peel, il est clair pour tous, que *les Arabes n'hésitent jamais à vendre leurs terres, sans état d'âme, mais qu'ensuite, ils se répandent en pleurs inutiles, et en lamentations* (c'est le roi Abdullah qui souligne).²⁶

Même au plus fort de la révolte arabe de 1938, le Haut Commissaire britannique pour la Palestine pensait que les propriétaires adoptaient la stratégie de la plainte pour faire monter les enchères et pour demander aux acheteurs Juifs, des prix bien trop élevés pour les terres qui étaient à vendre. Bon nombre de propriétaires arabes, terrorisés par les rebelles arabes, décidèrent de vendre leurs terres aux Juifs et de quitter la Palestine.²⁷

Les Juifs payaient des sommes exorbitantes à de riches propriétaires fonciers pour des petites parcelles de terre aride. En 1944, en Palestine, les acheteurs juifs payaient entre 1 000 et 1 100 dollars l'hectare de terres aride ou semi-aride, tandis que, pour la même année, l'hectare des terres fertiles de l'Iowa se vendait 220 dollars.²⁸

En 1947, les possessions juives en Palestine se chiffraient à 926 000 hectares à peu près. Environ 45 000 hectares furent achetés au gouvernement mandataire ; 30 000 de ces hectares furent achetés à différentes églises et 387 000 à des Arabes. L'étude de ces terrains, acquis de 1880 à 1948, montre que 73% des parcelles achetées par les Juifs l'avaient été à de gros propriétaires terriens et pas du tout à de pauvres *fellahs*.²⁹ Parmi les vendeurs de terres, on peut citer les maires de Gaza, le maire de Jérusalem et celui de Jaffa. As'ad el-Shuqeiri, religieux musulman érudit, et père du président de l'OLP, accepta de l'argent pour la vente de ses terres. Et le roi Abdullah lui-même, loua ses terres. En fait, de nombreux leaders du mouvement nationaliste arabe, y compris des membres du Conseil Suprême Musulman, vendirent des terres aux Juifs.

***CARTE 1 – Division de la Palestine Mandataire par la Grande-Bretagne – 1921-1923**

MYTHE

« *Les Britanniques ont aidé les Palestiniens à vivre en paix avec les Juifs.* »

RÉALITÉ

En 1921, Hadj Amin el-Husseini fut le premier à organiser des commandos de *fedayin* ("ceux qui se sacrifient") dans le but de terroriser les Juifs. Hadj Amin espérait rééditer le succès de Kemal Atatürk en Turquie, et chasser les Juifs de Palestine comme Kemal l'avait fait des envahisseurs grecs de son pays.³¹ Et, grâce à l'administration britannique qui ne prenait aucune mesure efficace à leur rencontre, les arabes radicaux gagnèrent de plus en plus d'influence, jusqu'au moment où finalement, ils se révoltèrent contre la domination britannique.

Le Colonel Richard Meinertzhagen, ancien chef du Service de Renseignements britannique au Caire, et plus tard Officier principal de la politique pour la Palestine et la Syrie, écrivit dans son journal que les officiels britanniques « penchaient en faveur de l'exclusion du sionisme de Palestine. » Les Britanniques encouragèrent même les Palestiniens à attaquer les Juifs. Selon Meinertzhagen, le Colonel Waters-Taylor

(conseiller financier auprès de l'Administration Militaire de Palestine, de 1919 à 1923), rencontra Hadj Amin quelques jours avant Pâques, en 1920, pour lui dire « qu'à Pâques, il aurait l'occasion de montrer au monde... que le sionisme était impopulaire, non seulement auprès de l'Administration de Palestine mais également auprès de Whitehall et que, si des troubles assez violents auraient lieu à Jérusalem, au moment de Pâques, le Général Bols (Administrateur en chef de Palestine de 1917 à 1920), ainsi que le Général Allenby (Commandant des Forces Egyptiennes de 1917 à 1920 puis Haut Commissaire d'Egypte), recommanderaient l'abandon du Foyer Juif. Waters-Taylor ajoutait également que la liberté ne pouvait s'obtenir que par la violence. »³²

Hadj Amin suivit le conseil du Colonel et fomenta une émeute. Les Britanniques retirèrent alors de Jérusalem, leurs troupes et la Police Juive, laissant ainsi le champ libre à la foule arabe : les personnes juives furent attaquées et les boutiques juives furent mises à sac. Cependant, à cause du rôle prééminent d'Hadj Amin dans l'instigation du pogrom, les Britanniques décidèrent de l'arrêter : il fut condamné, par contumace, à 10 ans de prison.

Un an plus tard, certains Britanniques pro-arabes réussirent à convaincre Samuel Herbert, le Haut Commissaire, à accorder son pardon à Hadj Amin et à le nommer au poste de Mufti. Tandis que Vladimir Jabotinsky, et plusieurs de ses partisans qui avaient créé une Brigade de Défense juive pendant les troubles, eux furent condamnés à 15 années d'emprisonnement.³³

Samuel rencontra Hadj Amin le 11 Avril 1921, pour l'assurer que « sa famille et lui-même pèseraient de tout leur poids pour assurer la tranquillité. » Trois semaines plus tard, des émeutes dans Jaffa et ailleurs, causèrent la mort de 43 Juifs. »³⁴

Hadj Amin consolida encore son pouvoir et prit le contrôle financier de tous les fonds religieux musulmans de Palestine. Il utilisa son autorité pour prendre le contrôle des mosquées, des écoles et des tribunaux. Personne, aucun Arabe ne pouvait espérer atteindre un poste d'influence s'il ne faisait vœu d'allégeance au Mufti. Son pouvoir était si absolu « qu'aucun Musulman de Palestine ne pouvait ni naître ni mourir sans en référer à Hadj Amin. »³⁵ Les hommes de main du Mufti s'assuraient aussi que personne ne s'opposerait à lui, en tuant systématiquement tous les Palestiniens des clans rivaux qui envisageaient de discuter ou de coopérer avec les Juifs.

En tant que porte-parole des Arabes de Palestine, Hadj Amin ne demanda pas à la Grande Bretagne de leur accorder l'indépendance. Tout au contraire, dans une lettre à Churchill de 1921, il demandait que la Palestine soit réunie à la Syrie et à la Transjordanie.³⁶

Grâce au laxisme des Britanniques et à leur non réponse face aux violences perpétrées contre les Juifs, les Arabes finirent par réaliser que l'émeute était une arme politique très efficace. En réalité, les Britanniques géraient les émeutes, toutes les émeutes, faisant en sorte que les Arabes aient le champ libre pour attaquer les Juifs et que par contre, ils mettaient les Juifs dans l'empêchement de se défendre. Après chaque explosion de violence, une commission d'enquête était menée par les Britanniques, afin d'en établir la cause et la conclusion était invariablement la même : les Arabes redoutaient que les Juifs ne les déplacent. Et afin d'arrêter les émeutes, les commissions préconisaient que des restrictions soient imposées à l'immigration juive. C'est donc ainsi que les Arabes comprirent qu'avoir recours à l'émeute serait le moyen de pression idéal pour bloquer l'afflux des Juifs.

C'est après la série des émeutes de 1921, que le cycle de la violence s'enclencha. Ayant échoué à protéger la communauté juive des attaques de la foule arabe, les Britanniques nommèrent la Commission Haycraft pour enquêter sur les raisons de

cette violence. Mais, alors que l'enquête avait conclu que les Arabes étaient bien les agresseurs, on tentait cependant, de justifier ces attaques : « La cause fondamentale des émeutes tient au sentiment de mécontentement et d'hostilité éprouvé par les Arabes à l'égard des Juifs, sentiment dû à des raisons politiques et économiques ainsi qu'à l'immigration juive et à la conception que les sionistes ont de la politique... »³⁷ L'une des conséquences de cette violence fut l'adoption d'une interdiction temporaire de l'immigration juive.

La fameuse peur des Arabes d'être "déplacés" ou "dominés" était utilisée comme prétexte aux attaques impitoyables qu'ils menaient contre les paisibles agriculteurs juifs. Il faut aussi remarquer que ces émeutes n'ont jamais été inspirées par une quelconque ferveur nationale – si cela avait été le cas, elles auraient été dirigées contre leurs maîtres britanniques – elles ont été motivées par des malentendus et par la haine raciale.

En 1929, des provocateurs arabes réussirent à convaincre les foules que les Juifs avaient des visées sur le Mont du Temple (tactique qui sera désormais utilisée à de nombreuses occasions et dont la plus récente eut lieu en 2000, lors de la visite d'Ariel Sharon). Une cérémonie religieuse au Mur Occidental (dit à tort, des Lamentations, et qui fait partie du Mont du Temple), servit de catalyseur aux émeutes arabes contre les Juifs. Démarrées à Jérusalem, ces émeutes se répandirent dans d'autres villes et villages, jusqu'à Safed et Hébron.

Et de nouveau, les Britanniques ne firent rien pour empêcher ni pour endiguer cette violence et, une fois la violence déclenchée, ils ne firent rien pour protéger les populations juives. Après six jours de terreur, les Britanniques se décidèrent enfin à faire venir des troupes pour réprimer les troubles. Mais au cours de ces six jours, la presque totalité de la population juive de Hébron avait fui ou avait été tuée. Ces pogroms avaient donc fait, dans la communauté juive, un total de 133 morts et de 399 blessés.³⁸

Après la fin des émeutes, les Britanniques ordonnèrent une enquête dont les minutes se trouvent dans le Livre Blanc Passfield. On pouvait y lire que « l'immigration, l'achat des terres et la politique de colonisation de l'Organisation sioniste étaient d'ores et déjà préjudiciables aux intérêts arabes et que cela allait continuer. En conséquence, cela engageait le Mandat britannique à déclarer à la communauté non juive que les ressources de la Palestine devaient être réservées, en priorité, à l'économie arabe croissante... »³⁹ Ce qui, bien sûr, signifiait qu'il fallait imposer des restrictions, non seulement à l'immigration juive mais aussi aux achats de terres par les Juifs.

MYTHE

« Le Mufti n'était pas antisémite. »

RÉALITÉ

En 1941, Hadj Amin al-Husseini s'enfuit en Allemagne et y rencontra Adolf Hitler, Heinrich Himmler, Joachim Von Ribbentrop et d'autres chefs nazis. Il voulait les convaincre d'étendre le programme nazi anti-juif à tout le monde arabe. Le Mufti envoya à Hitler pas moins de 15 avant-projets de déclarations qu'il demandait que l'Allemagne et l'Italie rendent publiques, au sujet du Moyen-Orient. L'une d'elle demandait que ces deux pays déclarent comme illégale l'existence d'un Foyer national Juif en Palestine et que, de plus, « ils accordent à la Palestine et aux autres pays arabes, le droit de résoudre le problème juif de Palestine et des autres pays arabes, conformément à l'intérêt des Arabes et selon la méthode employée par les

pays de l'Axe. »⁴⁰

En novembre 1941, le Mufti rencontra Hitler qui lui confia que les Juifs étaient ses pires ennemis. Pourtant, il refusa la demande du Mufti de faire une déclaration en faveur des Arabes, affirmant que ce n'était pas le moment. Le Mufti remercia Hitler « pour la sympathie dont il avait toujours fait preuve à l'égard de la cause arabe et en particulier de la cause palestinienne, sympathie qu'il avait toujours clairement exprimée dans ses discours... Les Arabes sont les amis naturels de l'Allemagne puisqu'ils ont les mêmes ennemis, à savoir... les Juifs. » Ce à quoi Hitler répliqua :

que l'Allemagne menait une guerre sans pitié contre les Juifs et que cela impliquait, tout naturellement, une opposition sans faille à tout Foyer national juif en Palestine... L'Allemagne fournirait une aide concrète et matérielle aux Arabes engagés dans ce même combat... L'objectif de l'Allemagne [est] uniquement la destruction de tout élément juif résidant dans la sphère arabe... Et quand ce moment sera venu, le Mufti sera le porte-parole le plus représentatif du monde arabe.

Le Mufti remercia Hitler avec effusion.⁴¹

MYTHE

« L'Irgoun fit sauter l'Hôtel King David dans le cadre d'une campagne de terreur contre les civils. »

RÉALITÉ

L'Hôtel King David était le siège de l'Etat-Major Britannique et du Département britannique des Enquêtes criminelles. C'est le 29 juin 1946, après que les locaux de l'Agence Juive aient été envahis par les troupes britanniques et que de nombreux documents aient été confisqués, que l'Irgoun décida alors de choisir cet hôtel pour cible. Au même moment, dans toute la Palestine, 2 500 Juifs étaient arrêtés et mis en prison. Des dossiers contenant des informations sur les opérations menées par l'Agence Juive, y compris sur ses activités secrètes dans les pays arabes, furent emportées à l'Hôtel King David.

Une semaine plus tard, la nouvelle du massacre de 40 Juifs au cours d'un pogrom en Pologne, rappela aux Juifs de Palestine comment la politique restrictive des Britanniques avait condamné à mort des milliers de personnes.

Le chef de l'Irgoun, Menahem Begin, insistait sur sa volonté d'épargner les civils et sur le fait que trois appels téléphoniques avaient été donnés pour prévenir les Britanniques et pour demander l'évacuation de l'immeuble avant l'explosion : un appel à l'Hôtel, un autre au Consulat français, et un troisième au *Palestine Post*, avertissant que des explosifs placés à l'Hôtel King David, seraient bientôt mis à feu.

Les appels furent passés le 22 juillet 1946. L'appel passé à l'hôtel fut bien reçu mais il fut ignoré. Begin cite les paroles d'un responsable britannique censé avoir refusé d'évacuer le bâtiment et disant : « Nous n'avons pas d'ordre à recevoir des Juifs. »⁴² En conséquence, quand les bombes explosèrent, le nombre des victimes fut élevé : il y eut un total de 91 tués et 45 blessés. 15 Juifs se trouvaient parmi les victimes. Il y eut peu de victimes parmi les personnes se trouvant dans l'hôtel même, à ce moment-là.⁴³

A l'inverse des leaders arabes qui glorifie les attaques contre les Juifs comme autant d'actes héroïques, le Conseil National Juif condamna l'explosion de l'Hôtel King David.

Pendant des décennies, les Britanniques nièrent avoir été prévenus. Pourtant, en

1979, un membre du Parlement britannique apporta la preuve indéniable que l'Irgoun avait averti l'Hôtel de l'explosion. Un officier anglais déclara qu'il avait entendu d'autres officiers au bar de l'Hôtel King David, plaisantant au sujet d'une menace sioniste à l'encontre du Quartier Général. Cet officier, qui prit la menace au sérieux, quitta immédiatement les lieux et il survécut.⁴⁵

Notes

1. Aharon Cohen, *Israel and the Arab World*, (NY: Funk and Wagnalls, 1970), p. 172; Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 146.
2. Moshe Auman, "Land Ownership in Palestine 1880–1948," cité par Michael Curtis, et autres, in *The Palestinians*, (NJ: Transaction Books, 1975), p. 25.
3. *Palestine Royal Commission Report* (the Peel Report), (London: 1937), p. 300. [Henceforth Palestine Royal Commission Report].
4. Arie Avneri, *The Claim of Dispossession*, (Tel Aviv: Hidekel Press, 1984), p. 28; Yehoshua Porath, *The Emergence of the Palestinian- Arab National Movement, 1918–1929*, (London: Frank Cass, 1974), pp. 17–18.
5. Porath (1974), p. 18.
6. Cohen, p. 53.
7. Yehoshua Porath, *Palestinian Arab National Movement: From Riots to Rebellion: 1929–1939*, vol. 2, (London: Frank Cass and Co., Ltd., 1977), pp. 17–18, 39.
8. John Hope Simpson, *Palestine: Report on Immigration, Land Settlement and Development*, (London, 1930), p. 126.
9. *Palestine Royal Commission Report*, p. 291.
10. *Palestine Royal Commission Report*, p. 242.
11. George Lenczowski, *American Presidents and the Middle East*, (NC: Duke University Press, 1990), p. 23.
12. Cohen p. 174.
13. Dov Friedlander et Calvin Goldscheider, *The Population of Israel*, (NY: Columbia Press, 1979), p. 30.
14. Avneri, p. 254.
15. Curtis, p. 38.
16. Avneri, pp. 264; Cohen p. 60.
17. Avneri, pp. 254–55.
18. Moshe Aumann, *Land Ownership in Palestine 1880–1948*, (Jerusalem: Academic Committee on the Middle East, 1976), p. 5.
19. Shabtai Teveth, *Ben- Gurion and the Palestinian Arabs: From Peace to War*, (London: Oxford University Press, 1985), p. 32.
20. Porath, pp. 80, 84.
21. Hope Simpson Report, p. 51.
22. Avneri, pp. 149–158; Cohen, p. 37; basé sur le Rapport sur le Développement Agricole et sur le Règlement de la Terre de Palestine par Lewis French, (Décembre 1931), Rapport Supplémentaire, Avril 1932, et documents soumis à la Palestine Royal Commission.
23. Netanel Lorch, *One Long War*, (Jerusalem: Keter, 1976), p. 27; Sachar, p. 201.
24. Rapport de la Palestine Royal Commission (1937), p. 242.
25. Palestine Royal Commission (1937), pp. 241–242.
26. King Abdallah, *My Memoirs Completed*, (London, Longman Group, Ltd., 1978), pp. 88–89.
27. Porath (77), pp. 86–87.
28. Aumann, p. 13.

29. Abraham Granott, *The Land System in Palestine*, (London, Eyre and Spottiswoode, 1952), p. 278.
30. Avneri, pp. 179–180, 224–225, 232–234; Porath (77), pp. 72–73.
31. Jon Kimche, *There Could Have Been Peace: The Untold Story of Why We Failed With Palestine and Again With Israel*, (England: Dial Press, 1973), p. 189.
32. Richard Meinertzhagen, *Middle East Diary 1917–1956*, (London: The Cresset Press, 1959), pp. 49, 82, 97.
33. Samuel Katz, *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1977), pp. 63–65; Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 97.
34. Paul Johnson, *Modern Times: The World from the Twenties to the Nineties*, (NY: Harper & Row, 1983), p. 438.
35. Larry Collins et Dominique Lapierre, *O Jerusalem!*, (NY: Simon and Schuster, 1972), p. 52.
36. Kimche, p. 211.
37. Ben Halpern, *The Idea of a Jewish State*, (MA: Harvard University Press, 1969), p. 323.
38. Sachar, p. 174.
39. Halpern, p. 201.
40. "Grand Mufti Plotted To Do Away With All Jews In Mideast," *Response*, (Fall 1991), pp. 2–3.
41. Enregistrement de la Conversation entre le Furher et le Grand Mufti de Jérusalem, le 28 Novembre 1941 en Présence du Ministre des Affaires étrangères du Reich et du Ministre Grobba de Berlin, *Documents on German Foreign Policy, 1918–1945*, Series D, Vol. XIII, London, 1964, p. 881ff in Walter Lacquer et Barry Rubin, *The Israel- Arab Reader*, (NY: Penguin Books, 2001), pp. 51–55.
42. Menachem Begin, *The Revolt*, (NY: Nash Publishing, 1977), p. 224.
43. J. Bowyer Bell, *Terror Out Of Zion*, (NY: St. Martin's Press), p. 172.
44. Anne Sinai and I. Robert Sinai, *Israel and the Arabs: Prelude to the Jewish State*, (NY: Facts on File, 1972), p. 83.
45. Benjamin Netanyahu, ed., "International Terrorism: Challenge And Response," Proceedings of the Jerusalem Conference on International Terrorism, 25 Juillet 1979, (Jerusalem: The Jonathan Institute, 1980), p. 45.

3. La Partition

MYTHE

« *Les Nations Unies ont injustement découpé la Palestine.* »

RÉALITÉ

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, on découvre l'ampleur de l'Holocauste et les demandes de résolution de la question de la Palestine se multiplient, afin de permettre aux survivants de la « Solution Finale » d'Hitler, de trouver asile dans une patrie qui soit la leur.

Les Anglais essayèrent de trouver un accord qui soit acceptable par les Arabes et par les Juifs mais leur insistance à obtenir l'approbation des premiers ne mena qu'à l'échec, les Arabes refusant toute concession. Ils décidèrent alors de se décharger de la question sur l'ONU en février 1947.

L'ONU créa la Commission spéciale pour la Palestine (l'UNSCOP) afin de trouver une solution. Les délégués de 11 nations* se rendirent sur place et constatèrent ce qui était clair depuis déjà longtemps, à savoir que les aspirations des Juifs et des Arabes étaient irréconciliables.

Les attitudes opposées des deux parties « ne pouvaient manquer de donner l'impression que les Juifs étaient si convaincus de la justesse de leur cause, qu'ils étaient prêts à la défendre devant n'importe quel tribunal impartial, alors que les Arabes étaient manifestement moins sûrs de la légitimité de la leur, et craignaient le jugement des nations. »¹

A leur retour, les délégués de sept nations – Canada, Tchécoslovaquie, Guatemala, Pays-Bas, Pérou, Suède et Uruguay – recommandèrent la création de deux états séparés, l'un juif l'autre arabe, rassemblés dans une union économique, et, pour Jérusalem, un statut international. Trois pays – Inde, Iran et Yougoslavie – recommandèrent un état unifié avec des provinces arabes et juives. L'Australie préféra l'abstention.

Les Juifs de Palestine n'étaient satisfaits ni du petit territoire que la Commission leur avait alloué, ni du fait que l'Etat Juif était amputé de Jérusalem, pourtant, ils acceptèrent le compromis. Les Arabes, quant à eux, rejetèrent les recommandations de l'UNSCOP.

Le Comité *ad hoc* de l'Assemblée Générale de l'ONU rejeta l'exigence arabe d'un état arabe unitaire. Le 29 novembre 1947, la recommandation de la majorité des membres en faveur de la partition fut adoptée par 33 voix contre 13 et 10 abstentions.²

*CARTE 2 - Plan de Partition – 1947

Selon la Résolution 181 de l'ONU

« Il est difficile de voir pourquoi le monde arabe, et plus encore, les Palestiniens, devraient

* Australie, Canada, Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Pays-Bas, Pérou, Suède, Uruguay et Yougoslavie

souffrir à cause d'une simple reconnaissance d'un fait accompli – à savoir, la présence d'une communauté juive dense, bien organisée et pratiquement autonome. »

-Editorial du London Times¹

MYTHE

« *Le plan de partition a donné la majorité des terres, aux Juifs, tout particulièrement des terres cultivables.* »

RÉALITÉ

Le plan de partition ressemblait à un échiquier, notamment parce que les villes et les villages juifs étaient largement répartis dans toute la Palestine. Mais ce qui compliquait plus gravement encore la situation, c'était le niveau de vie bien plus élevé dont jouissaient les villes juives et qui attirait une large population arabe. Cette donnée faisait que, quel que soit le type de partition qui prédominerait, l'état d'Israël allait invariablement devoir inclure une importante population arabe. Tenant compte du besoin qu'avaient les implantations juives de se développer, la Commission avait alloué aux Juifs des terres dans le nord du pays, en Galilée, et dans le grand désert aride du Néguev, dans le sud. Quant au reste, il devait former l'état arabe.

Les délimitations tenaient donc exclusivement compte du facteur démographique. Et de ce fait, les frontières de l'état hébreu furent établies sans tenir le moindre compte du facteur sécurité avec, pour conséquence directe, une défense des frontières pratiquement impossible à réaliser. L'état hébreu s'étendait sur 14 244 km² environ, avec une population juive de 538 000 personnes et une population arabe de 397 000. Approximativement 92 000 Arabes vivaient à Tibériade, Safed, Haïfa et Bet Shean et 40 000 Bédouins vivant, pour la plupart d'entre eux, dans le désert. Le reste de la population arabe étant répartie sur toute la surface de l'état hébreu.

L'état arabe devait s'étendre sur 11 655 km² avec une population de 804 000 arabes et de 10 000 Juifs.⁴ Les critiques prétendaient que l'ONU avait donné des terres fertiles aux Juifs tandis que les Arabes n'avaient reçu que des terres arides et en altitude. Pourtant, tout au contraire, 60% de l'état hébreu était constitué par le désert du Néguev, alors que les Arabes occupaient la plupart des terres agricoles.⁵

L'insistance de la majorité des états membres de l'ONU à faire de Jérusalem une zone administrée internationalement et séparée des deux états, rendait la situation encore plus compliquée. Ainsi, à cause de cet arrangement, 100 000 Juifs vivant à Jérusalem se trouvaient *de facto*, isolés de leur pays et encerclés par l'état arabe.

Selon les statistiques britanniques, 70% du territoire qui allait devenir Israël, n'étaient pas la propriété de fermiers arabes mais appartenaient au Gouvernement Mandataire Britannique. Ces terres seront d'ailleurs remises sous contrôle israélien après le départ des Britanniques. Les Juifs possédaient presque 9% des terres et les Arabes qui allaient devenir des citoyens d'Israël, en possédaient 3%. Ce qui, en clair, signifiait que 18% des terres étaient la propriété d'Arabes qui avaient quitté le pays, avant et après l'invasion arabe d'Israël.⁶

MYTHE

« *Israël a volé la Palestine en 1948.* »

RÉALITÉ

A peu près 80% de ce qui était la terre historique de Palestine et le Foyer National Juif, tels que définis par la Société des Nations, fut confisqué par les Britanniques en 1921 et offert à ce qui deviendra la Transjordanie avec, pour effet, de bloquer toute implantation juive. Quant aux 20% restant, ils furent partagés par l'ONU, entre les deux états. Avec l'annexion par la Jordanie, de la partie occidentale (Cisjordanie) en 1950, et le contrôle de Gaza par l'Égypte : les Arabes contrôlaient plus de 80% du territoire du Mandat, tandis que l'état hébreu en possédait à peine 17,5%.⁷

MYTHE

« On n'a jamais offert d'état aux Arabes Palestiniens, leur déniait ainsi tout droit à l'autodétermination. »

RÉALITÉ

En 1937, la Commission Peel concluait que la seule solution logique pour résoudre les aspirations contradictoires des Juifs et des Arabes était de partager la Palestine en deux états distincts, l'un Juif et l'autre, Arabe. Les Arabes rejetèrent le plan parce qu'il les forçait à accepter la création d'un état juif et parce qu'il impliquait pour quelques Palestiniens, de vivre sous "domination juive". Les Sionistes, eux, s'opposaient au plan parce qu'il les aurait confinés dans un ghetto d'à peine plus de 3 000 km² sur les 16 500 km² restant de la Palestine. Néanmoins, les Sionistes décidèrent quand même de négocier avec les Britanniques tandis que les Arabes refusèrent tout compromis, quel qu'il soit.

En 1939, le Livre Blanc des Britanniques, préconisait la création d'un état arabe en Palestine dans les 10 années à venir, et la limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes pour les cinq prochaines années. Après quoi, aucun immigrant juif ne serait autorisé à entrer dans le pays, sans le consentement de la population arabe. Mais, bien que le contrôle de l'immigration juive ait été confié aux Arabes, et qu'on leur ait offert l'indépendance – ce qui était bien le but des nationalistes arabes – les Arabes refusèrent le Livre Blanc.

Grâce à la partition, les Arabes se voyaient offrir non seulement un état mais la possibilité d'obtenir l'autodétermination : ils rejetèrent ces deux possibilités.

***CARTE 3 – Plan de Partition proposé par la Commission Peel en juillet 1937 –**

MYTHE

« En Palestine, la majorité de la population était arabe : un état arabe aurait donc dû être créé. »

RÉALITÉ

En 1947, au moment de la partition, les Arabes étaient majoritaires dans l'ouest de la Palestine : 1,2 million Arabes pour 600 000 Juifs.⁸ Mais les Juifs, eux, étaient majoritaires *sur tous les territoires qui leur avaient été attribués* par la Résolution de Partition *ainsi qu'à Jérusalem*.

C'est la politique de restriction britannique sur l'immigration juive qui eût pour conséquence d'empêcher les Juifs d'être majoritaires. A l'inverse, la politique britannique à l'égard de la population arabe, en déclin avant le Mandat en 1922,

permet son augmentation exponentielle grâce aux Arabes des pays voisins qui pouvaient entrer dans le pays, sans aucun contrôle – et c’est ce que firent des milliers de personnes – profitant ainsi du développement rapide de l’économie et des conditions d’hygiène et de vie meilleures, qui étaient celles des Sionistes.

La décision de découper la Palestine n’a pas été uniquement déterminée par les données démographiques ; elle l’a aussi été par la conviction que les demandes territoriales des Juifs et des Arabes étaient inconciliables et que le compromis le plus logique serait de créer deux états. Paradoxalement, et pour le moins ironiquement, c’est la même année, en 1947, que les états arabes de l’ONU votaient la Partition du sous-continent indien et la création du Pakistan, ce nouvel état à majorité musulmane.

MYTHE

« *Les Arabes étaient prêts à accepter des compromis afin d’éviter tout bain de sang.* »

RÉALITÉ

Alors que la date du vote de Partition approchait, il devint de plus en plus évident qu’il n’y avait aucun espoir de solution politique à un problème qui transcendait la politique : les Arabes refusant d’accepter tout état juif en Palestine, et les Sionistes refusant de se contenter du peu qu’on leur offrait. La détermination obstinée des Arabes apparut clairement quand David Horowitz et Abba Eban, les représentants de l’Agence Juive firent un ultime effort pour arriver à un compromis lors de la réunion avec le Secrétaire de la Ligue Arabe, Azzam Pasha, le 16 septembre 1947. Pasha leur déclara sans état d’âme :

« Le monde arabe n’est pas d’humeur à faire des compromis. Que votre plan soit rationnel et logique, c’est possible, M. Horowitz, mais le destin des nations ne se décide pas avec de la logique rationnelle. Les nations ne concèdent rien : elles combattent. Vous n’obtiendrez rien par des moyens pacifiques ou par le compromis. Et si, peut-être, vous réussirez à obtenir quelque chose, ce ne sera que par la force et par les armes. Nous allons essayer de vous vaincre. Je ne suis pas sûr que nous y réussirons, mais nous essaierons. Nous avons pu chasser les Croisés mais, d’un autre côté, nous avons perdu l’Espagne et la Perse. Il se peut donc que nous perdions aussi la Palestine. Mais il est trop tard pour parler de solutions pacifiques. »⁹

Notes

1. Aharon Cohen, *Israel and the Arab World*, (Boston: Beacon Press, 1976), pp. 369-370.
2. Votes en *favor* de la partition: Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Biélorussie SSR, Canada, Costa-Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Suède, Ukraine SSR, Union d’Afrique du Sud, URSS, USA, Uruguay, Venezuela.
Votes contre la partition: Afghanistan, Cuba, Egypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Arabie Saoudite, Syrie, Turquie, Yémen.
Abstentions: Argentine, Chili, Chine, Colombie, Salvador, Ethiopie, Honduras, Mexique, UK, Yougoslavie. *Yearbook of the United Nations, 1947–48*, (NY: United Nations, 1949), pp. 246–47.
3. *London Times*, (1^{er} Décembre 1947).

4. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1998), p. 292.
5. Cohen, p. 238.
6. Moshe Aumann, "Land Ownership in Palestine, 1880–1948," Michael Curtis, et autres, *The Palestinians*, (NJ: Transaction Books, 1975), p. 29, citation p. 257 du Gouvernement de la Palestine, Sondage sur la Palestine.
7. La Palestine historique inclut la Jordanie actuelle (environ 92 307 km²), Israël (20 769 km²), Gaza (360 km²), la Rive Occidentale (5 861 km²).
8. Arie Avneri, *The Claim of Dispossession*, (NJ: Transaction Books, 1984), p. 252.
9. David Horowitz, *State in the Making*, (NY: Alfred A. Knopf, 1953), p. 233.

4. La Guerre de 1948

MYTHE

« *Les Juifs ont déclenché la guerre avec les Arabes.* »

RÉALITÉ

Le président du Haut Comité arabe annonça que les Arabes « combattraient pour chaque pouce de leur pays. »¹ Deux jours plus tard, les religieux de l'Université Al-Hazhar du Caire appelèrent le monde musulman à proclamer un *djihad* (une guerre sainte) contre les Juifs.² Avant le vote sur le partage, Djamal Husseini, porte-parole du Haut Commissaire arabe, avait déclaré à l'ONU que les Arabes « verseraient leur sang pour leur terre, et jusqu'à la dernière goutte... »³

Au moment où l'ONU adopta la résolution de partition, le 29 novembre 1948, ce qu'Husseini avait prédit commença à se réaliser. Les Arabes décrétèrent une grève de protestation et provoquèrent des émeutes qui coûtèrent la vie à 62 Juifs et à 32 Arabes. Les violences ne cessèrent d'augmenter jusqu'à la fin de l'année. »⁴

C'est le 9 janvier 1948 que les assauts de grande envergure démarrèrent quand 1 000 Arabes environ, attaquèrent les communautés juives du nord de la Palestine. En février, les Anglais affirmaient que tellement trop d'Arabes étaient déjà infiltrés, qu'il leur était désormais impossible de les renvoyer.⁵ Mais en réalité, les Britanniques fournissaient des bases et des armes aux Arabes illégaux et à la Légion Arabe.

Dans la première phase de la guerre, du 29 novembre 1947 jusqu'au 1^{er} avril 1948, les Arabes de Palestine prirent l'offensive avec l'aide de volontaires des pays voisins. Les Juifs subirent de lourdes pertes et l'accès de la plupart de leurs routes principales fut coupé.

*CARTE 4 – L'Invasion Arabe du 15 mai 1948 -

Le 26 avril 1948, le roi Abdallah de Transjordanie affirmait :

[Tous] nos efforts pour trouver une solution pacifique au problème de la Palestine, ont échoués. La seule voie qui nous reste, c'est la guerre. Et c'est moi qui aurai le plaisir et l'honneur de sauver la Palestine.⁶

Le 4 mai 1948, la Légion Arabe attaqua Kfar Etzion. Les défenseurs du village repoussèrent les agresseurs mais la Légion revint une semaine plus tard. Après un siège de deux jours, les habitants, mal équipés et peu nombreux, furent écrasés. Et de nombreux défenseurs furent massacrés après leur reddition.⁷ Ces faits eurent lieu avant l'invasion par les armées régulières arabes et qui suivit la Déclaration d'Indépendance d'Israël.

Les Nations Unies accusèrent les Arabes d'organiser la violence. Le 6 février 1948, la Commission des Nations Unies pour la Palestine, qui ne fut jamais autorisée

ni par les Arabes ni par les Britanniques à se rendre sur place pour y mettre en œuvre la Résolution, rapporta devant le Conseil de Sécurité que les puissants intérêts arabes se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine, défiaient ouvertement la résolution de l'Assemblée Générale et qu'ils s'étaient délibérément engagés dans un effort visant à changer, par la force, l'application des mesures envisagées pour la région.⁸

Les Arabes assumèrent totalement la responsabilité du déclenchement de la guerre. En avril 1948, Djamal Husseini déclara devant le Conseil de Sécurité :

« Hier, le représentant de l'Agence Juive nous a dit qu'ils n'étaient pas les agresseurs et que les Arabes avaient commencé le combat. Nous ne le nions pas. Nous avons prévenu le monde entier que nous allions faire la guerre. »⁹

John Bagot Glubb, le commandant britannique de la Légion Arabe de Jordanie, reconnut que :

« Début janvier, les premiers détachements de l'Armée Arabe de Libération commencèrent à s'infiltrer en Palestine à partir de la Syrie. Plusieurs passaient aussi par la Jordanie et même par Amman... Mais ce faisant, ils portaient le premier coup qui mènerait les Arabes de Palestine à leur ruine... »¹⁰

Malgré leur infériorité en nombre, leur manque d'armes et d'organisation, les Juifs commencèrent à prendre l'initiative à partir du 1^{er} avril jusqu'à la déclaration d'Indépendance, le 14 mai. La Haganah s'empara de plusieurs villes importantes dont Tibériade et Haïfa et réussit à ouvrir la route de Jérusalem.

La résolution de partition ne fut jamais suspendue et encore moins, abrogée. C'est ainsi qu'Israël, l'état juif de Palestine, naquit le 14 mai 1948, quand les Britanniques quittèrent finalement le pays. Immédiatement, cinq armées arabes (l'Egypte, la Syrie, la Transjordanie, le Liban et l'Irak) envahirent Israël. Leurs intentions étaient annoncées par Azzam Pasha, Secrétaire Général de la Ligue Arabe : « Ce sera une guerre d'extermination. Un immense massacre va avoir lieu dont on parlera comme on parle encore des massacres perpétrés par les Mongoles et les Croisés. »¹¹

MYTHE

« Les Etats-Unis ont été le seul pays à critiquer l'attaque arabe contre Israël. »

RÉALITÉ

Les Etats-Unis, l'Union Soviétique et presque tous les autres états, reconnurent Israël aussitôt son indépendance déclarée, le 14 mai 1948, et condamnèrent les Arabes pour leur agression. Les Etats-Unis préconisèrent une résolution accusant les Arabes d'acte de violation de la paix.

Le 29 mai 1948, Andreï Gromyko, le délégué soviétique déclara devant le Conseil de Sécurité :

« Ce n'est pas la première fois que les Etats arabes, qui ont organisé l'invasion de la Palestine, ignorent une décision du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale. La délégation de l'URSS estime qu'il est essentiel que le Conseil exprime plus clairement son opinion, en faisant preuve de plus de fermeté quant à l'attitude des pays arabes à l'égard des décisions prises par le

Conseil de Sécurité. »¹²

Le 15 juillet, le Conseil de Sécurité menaça de citer à comparaître les gouvernements arabes pour leur agression, conformément à la Charte des Nations Unies. C'est à ce moment que les Forces de Défense Israéliennes réussirent à stopper l'offensive arabe, mettant ainsi fin à la première phase du combat.

**CARTE 5 – Les Lignes de l'Armistice de 1949 –*

MYTHE

« Le soutien que l'Occident aurait apporté à Israël a permis aux Juifs de conquérir la Palestine. »

RÉALITÉ

Les Juifs ont remporté leur guerre d'indépendance avec une aide minimale de la part des pays occidentaux. En réalité, ils l'ont gagnée malgré tous les efforts accomplis pour les affaiblir en affaiblissant leur force militaire.

Bien que les Etats-Unis aient soutenu avec vigueur, la résolution de partition, le Département d'Etat ne voulait pas fournir aux Juifs les moyens de se défendre. Car, soutenait le sous-secrétaire d'Etat, Robert Lovett « les Arabes pourraient utiliser des armes d'origine américaine contre les Juifs ou les Juifs pourraient les utiliser contre les Arabes. »¹³ En conséquence, le 5 décembre 1947, les USA imposèrent un embargo sur les armes destinées à cette région.

De nombreux fonctionnaires ont vu dans cet embargo, un moyen supplémentaire pour faire obstacle à la partition. Le Président Truman fut cependant d'accord pour l'appliquer, espérant que cela éviterait les effusions de sang. C'était faire preuve de grande naïveté, étant donné le refus de la requête faite par Lovett à la Grande-Bretagne, demandant la suspension des expéditions d'armes aux Arabes et la suspension des accords visant à fournir des armes supplémentaires à l'Irak et à la Transjordanie.¹⁴

Les Arabes n'eurent aucune difficulté à obtenir toutes les armes dont ils avaient besoin. En fait, la Légion Arabe de Jordanie était armée et entraînée par les Britanniques et elle était même dirigée par un officier Britannique. Fin 1948 début 1949, les avions britanniques de la RAF volaient en compagnie d'escadrilles égyptiennes et survolaient la frontière israélo-égyptienne. Et le 7 janvier 1949, des avions israéliens abattirent quatre appareils de l'aviation britannique.¹⁵

Par contre, les Israéliens, eux, étaient mis dans l'obligation d'importer des armes, essentiellement de Tchécoslovaquie. Lorsque Israël déclara son indépendance, en mai 1948, son armée ne possédait ni canons ni tanks. Son armée de l'air se résumait à neuf avions obsolètes et, bien que la Haganah pouvait aligner 60 000 combattants entraînés, seuls 18 900 d'entre eux furent mobilisés et préparés pour la guerre.¹⁶ La veille de la guerre, le chef des opérations Yigael Yadin confia à Ben-Gourion : « Ce que nous pouvons dire de mieux, c'est que nous avons une chance sur deux. »¹⁷

La guerre arabe qui visait à détruire Israël échoua. Il est clair que les Arabes étant les agresseurs, ils obtinrent moins de terres qu'ils n'auraient pu en obtenir s'ils avaient accepté la partition.

Mais c'est Israël qui paya le prix fort. « Une grande partie de ses champs les plus productifs, se retrouvèrent dévastés et minés. Ses plantations d'agrumes qui, depuis des décennies, formaient la base de l'économie du Yishouv [communauté juive],

furent largement détruites. »¹⁸ Tandis que ses dépenses militaires s'élevaient à un total approchant les 500 millions de dollars. Mais il y avait pire car 6 373 Israéliens trouvèrent la mort soit un pourcent de la population juive qui se chiffrait alors à 650 000 personnes.

Si l'Occident avait fait respecter la Résolution de partage ou s'il avait donné aux Juifs les moyens de se défendre, de nombreuses vies auraient pu être sauvées.

En 1949, des pays arabes signèrent des accords d'armistice avec Israël, à commencer par l'Égypte (le 25 février), suivie du Liban (le 23 mars), de la Jordanie (le 3 avril) et de la Syrie (le 20 juillet). Le seul pays à ne pas avoir signé d'accord avec Israël fut l'Irak qui préféra retirer ses troupes et céder son secteur à la Légion Arabe de Jordanie. Aucun des pays arabes ne voudra négocier d'accord de paix.

MYTHE

« Le boycott économique d'Israël fut décidé après la guerre de 48 »

RÉALITÉ

Le boycott arabe fut officiellement décidé par le Conseil de la toute récente Ligue Arabe, créée le 2 décembre 1945 : « Tous les produits juifs, tous les articles fabriqués par les Juifs, seront désormais bannis de tous les pays arabes. » Et le monde arabe dans son ensemble – « les institutions, les organisations, les négociants, les courtiers et les particuliers » – fut appelé à « refuser de vendre, de distribuer ou de consommer les produits sionistes ou fabriqués par les Sionistes. »¹⁹ Il est plus qu'évident que dans cette déclaration, les termes "Juif" et "Sioniste" étaient utilisés comme synonymes l'un de l'autre. Ainsi, avant même la création d'Israël, les états arabes avaient décrété un boycott économique contre les Juifs de Palestine.

Le boycott qui se mit en place dès après 1948, comprend trois volets. Le premier volet du boycott consiste à interdire tout commerce direct entre Israël et les pays arabes. Le second volet du boycott, est dirigé contre les sociétés qui font des affaires avec Israël. Et le troisième volet, c'est la constitution d'une liste noire où figurent les noms des entreprises qui traitent avec des sociétés qui, elles, ont des relations commerciales avec Israël.²⁰

L'objectif du boycott était d'isoler Israël de ses voisins, de la communauté internationale et d'empêcher toute possibilité d'échange commercial lui permettant d'augmenter sa puissance militaire et économique. S'il est vrai que le boycott a réussi à isoler Israël et à priver l'état hébreu de la plupart de ses marchés naturels, il n'a, en revanche, pas réussi à en saper l'économie autant que les pays arabes l'avaient souhaité.

En 1977, le Congrès américain interdit aux compagnies américaines de se joindre au boycott arabe. En signant la loi, le Président Carter affirma que « cette question du boycott était le cœur même du libre-échange entre les nations » et ajouta que cette loi était destinée à « mettre fin aux dissensions créées par les boycotts venus de l'étranger et qui visent les membres juifs de notre société américaine. »²¹

Peu à peu, le boycott s'est réduit et seule, une minorité de pays n'appartenant pas au Moyen-Orient, s'y plièrent. Le premier volet du boycott – l'interdiction de tout commerce direct entre les pays arabes et Israël – s'interrompt lorsque des pays comme le Qatar, Oman et le Maroc firent du commerce avec Israël tandis que d'autres pays tel que l'Arabie Saoudite, décidèrent d'interrompre le processus du boycott afin se conformer aux critères de l'Organisation Mondiale du Commerce et de pouvoir ainsi devenir membre de cette organisation.²² Malgré cela, en théorie le boycott demeurait effective.²³

Notes

1. *New York Times*, (1^{er} Décembre 1947).
2. *Facts on File Yearbook*, (NY: Facts on File, Inc., 1948), p. 48.
3. J.C. Hurewitz, *The Struggle For Palestine*, (NY: Schocken Books, 1976), p. 308.
4. *Facts on File 1948*, p. 231.
5. *Facts on File 1947*, p. 231.
6. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 322.
7. Netanel Lorch, *One Long War*, (Jerusalem: Keter Books, 1976), p. 47; Ralph Patai ed. *Encyclopedia of Zionism and Israel*, (NY: McGraw Hill, 1971), pp. 307–308.
8. Security Council Official Records, Special Supplement, (1948), p. 20.
9. Security Council Official Records, S/Agenda/58, (16 Avril 1948), p. 19.
10. John Bagot Glubb, *A Soldier with the Arabs*, (London: Staughton and Hodder, 1957), p. 79.
11. Isi Leibler, *The Case For Israel*, (Australia: The Globe Press, 1972), p. 15.
12. Security Council Official Records, SA/Agenda/77, (29 Mai 1948), p. 2.
13. *Foreign Relations of the United States 1947*, (DC: GPO, 1948), p. 1249. [Henceforth FRUS].
14. Mitchell Bard, *The Water's Edge And Beyond*, (NJ: Transaction Books, 1991), pp. 171–175; *FRUS*, pp. 537–39; Robert Silverberg, *If I Forget Thee O Jerusalem: American Jews and the State of Israel*, (NY: William Morrow and Co., Inc., 1970), pp. 366, 370; Shlomo Slonim, "The 1948 American Embargo on Arms to Palestine," *Political Science Quarterly*, (Fall 1979), p. 500.
15. Sachar, p. 345.
16. Larry Collins et Dominique Lapierre, *O Jerusalem!*, (NY: Simon and Schuster, 1972), p. 352.
17. Golda Meir, *My Life*, (NY: Dell, 1975), pp. 213, 222, 224.
18. Sachar, p. 452.
19. Terence Prittie et Walter Nelson, *The Economic War Against The Jews*, (London: Corgi Books, 1977), p. 1; Dan Chill, *The Arab Boycott of Israel*, (NY: Praeger, 1976), p. 1.
20. Prittie et Nelson, pp. 47–48; Sol Stern, "On and Off the Arabs' List," *The New Republic*, (27 Mars 1976), p. 9; Kennan Teslik, *Congress, the Executive Branch and Special Interests*, (CT: Greenwood Press, 1982), p. 11.
21. Bard, pp. 91–115.
22. "Israel nod let Saudis into WTO," Jewish Telegraphic Agency, (11 Novembre 2005).
23. *Jerusalem Post*, (25 Juin 2002).

5. La Guerre de 1956

MYTHE

« *Les gouvernements arabes étaient prêts à accepter Israël après la guerre de 1948.* »

RÉALITÉ

À l'automne 1948, le Conseil de Sécurité de l'ONU appela Israël et les états arabes à négocier afin de trouver un accord d'armistice. Grâce à l'insistance du médiateur de l'ONU, Ralph Bunche, faisant pression pour établir des négociations directes et bilatérales entre Israël et chacun des états arabes, les conditions d'un armistice furent conclues entre Israël et l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie au cours de l'été 1949. Seul l'Irak, qui avait aussi combattu contre Israël, refusa de conclure un accord.

Le 11 décembre 1948, l'Assemblée Générale avait adopté une résolution appelant les parties concernées à négocier la paix dans le cadre d'une Commission de Conciliation sur la Palestine (CCP), dont les membres étaient les États-Unis, la France et la Turquie. Toutes les délégations arabes votèrent contre.

Après 1949, afin d'accepter de négocier la fin de la guerre, qu'ils avaient eux-mêmes déclenchée, les Arabes insistèrent pour qu'Israël accepte les frontières de la Résolution de Partition de 1947, et rapatrie les réfugiés palestiniens. C'est à cause de leurs défaites successives et après ces défaites, qu'ils adoptèrent cette nouvelle approche, à savoir : la guerre à responsabilité limitée. Selon cette théorie, les agresseurs peuvent rejeter l'accord d'un compromis et parier sur la guerre afin de tout gagner, en ayant, de plus, la certitude rassurante que même s'ils échouent, ils peuvent insister pour réinstaurer le *statu quo ante*.

MYTHE

« *La frappe militaire israélienne de 1956 était préméditée.* »

RÉALITÉ

Même après la signature de l'accord d'armistice, l'Égypte avait continué de maintenir l'état de belligérance à l'égard d'Israël. Le premier acte de belligérance fut la fermeture du Canal de Suez à la navigation israélienne. Le 9 août 1949, la Commission Mixte d'Armistice de l'ONU, reçut la plainte d'Israël concernant le blocage illégal du Canal par l'Égypte. Ralph Bunche, le négociateur de l'ONU, déclara que « la liberté de circulation de la navigation civile devait être respectée et qu'aucun vestige du blocus datant de la guerre ne devait être autorisé, car cela ne correspondrait ni à l'esprit ni à la lettre des accords d'armistice. »¹

Le 1^{er} septembre 1951, le Conseil de Sécurité ordonna à l'Égypte de réouvrir le Canal à la navigation israélienne mais l'Égypte refusa d'obtempérer.

Au début de l'année 1955, Muhammad Salah al-Din, Ministre égyptien des Affaires Étrangères, déclara : « Les Arabes n'ont aucune honte à dire qu'ils ne seront entièrement satisfaits que lorsque Israël sera totalement effacé de la carte du Moyen-Orient. »²

En 1955, le Président égyptien, Gamal Abdel Nasser, commença à importer des armes en provenance du bloc soviétique afin de constituer un arsenal et de se préparer à la confrontation avec Israël. Sur le court terme cependant, il employa une nouvelle

tactique pour déclencher une guerre avec Israël. Le 31 août 1955, il annonça :

L’Egypte a décidé de répandre ses héros, les disciples du Pharaon et les fils de l’Islam, qui vont nettoyer la terre de Palestine... Il n’y aura pas de paix sur la frontière d’Israël parce que nous crions vengeance et que notre vengeance sera la mort d’Israël.³

Les héros en question étaient des terroristes, ou *feddayins*, entraînés et équipés par les services de renseignements égyptiens afin d’engager des actions hostiles sur la frontière et pour commettre des meurtres et des actes de sabotage en Israël. Les *feddayins* opéraient essentiellement à partir des bases de Jordanie, plaçant la Jordanie en première ligne lors des représailles d’Israël qui ne manqueraient pas d’avoir lieu. Ces attaques terroristes violaient l’accord d’armistice qui interdisait d’utiliser des forces paramilitaires, pourtant, le Conseil de Sécurité de l’ONU condamna Israël pour ses actions défensives.

L’escalade de l’offensive contre les Israéliens, se poursuivit par le blocus du détroit de Tiran et par la nationalisation du Canal de Suez en juillet 1956. Le 14 octobre, Nasser déclara ses intentions :

« Je ne combats pas uniquement contre Israël. Mon devoir est de délivrer tout le monde arabe de la destruction, orchestrée par les intrigues d’Israël, et qui ont leurs racines à l’étranger. Notre haine est puissante. Il serait absurde de parler de paix avec Israël. Il n’y a pas le moindre espace pour la moindre négociation. »⁴

Le 25 octobre, soit moins de deux semaines plus tard, l’Egypte signait un accord tripartite avec la Syrie et la Jordanie, donnant à Nasser le commandement suprême des trois armées.

La poursuite du blocus du Canal de Suez et du Golf d’Aqaba interdisant la navigation israélienne, l’augmentation des attaques des *feddayins* et le caractère belliqueux des déclarations arabes, tous ces éléments se combinèrent pour amener Israël, avec le soutien de la Grande-Bretagne et de la France, à anticiper sur ce qui se préparait et à attaquer l’Egypte, le 29 octobre 1956. L’action menée par Israël contre l’Egypte, fût un succès et se solda par la prise de Gaza, du Sinäi et de Sharm el-Sheikh par les forces israéliennes. Au total, 231 soldats israéliens périrent dans ces combats.

Le 30 octobre, devant le Conseil de Sécurité, Abba Eban, l’Ambassadeur israélien auprès des Nations Unies, expliqua les provocations :

« Pendant les six années de conflit permanent et interrompu, et en dépit de l’accord d’armistice, les violations ont été nombreuses : 1843 cas de vols et d’agressions à main armée, 1339 cas d’affrontements armés avec les forces armées égyptiennes, 435 incursions à partir des territoires contrôlés par l’Egypte, 172 sabotages perpétrés en Israël, par les unités militaires égyptiennes et par les *feddayins*. Le bilan de ces actes d’hostilité égyptienne contre Israël sera lourd : 364 Israéliens tués et 101 blessés. Pour la seule année 1956, le bilan des agressions égyptiennes était déjà de 28 Israéliens tués et 127 blessés.⁵

La raison majeure du caractère intolérable de ces raids, était qu'Israël avait choisi de se doter d'une petite armée et, en cas de guerre, de faire appel à des réservistes sur lesquels le pays s'appuyait totalement. Cela signifiait que si un conflit se déclenchait en état d'urgence, Israël ne disposait que d'une force armée restreinte et que l'appel des réservistes provoquerait la paralysie du pays et donc, qu'il faudrait bloquer l'attaque ennemie assez longtemps pour que la mobilisation générale soit complète.

MYTHE

« Le soutien inconditionnel d'Israël par les Etats-Unis s'est totalement dévoilé au cours de la guerre de Suez. »

RÉALITÉ

Le Président Eisenhower fut mécontent d'apprendre qu'Israël, la France et la Grande-Bretagne avaient secrètement planifié une campagne pour évincer l'Égypte du Canal de Suez. Qu'Israël n'ait pas informé les Etats-Unis de ses intentions et que les demandes américaines de ne pas déclencher de guerre, aient été ignorées par Israël, cela provoqua des tensions sérieuses entre les deux pays. Un peu plus tard, les Etats-Unis se joignirent à l'Union Soviétique (ironie de l'histoire : juste après que celle-ci ait envahi la Hongrie) afin de contraindre Israël à se retirer. Ils menacèrent Israël d'interrompre toute aide en provenance des USA, de le faire sanctionner par l'ONU et même de l'expulser des Nations Unies.

Sous la pression des Etats-Unis, les Israéliens durent se retirer des zones conquises sans qu'aucune concession n'ait été faite de la part des Égyptiens. C'est ce qui sema les graines de la guerre qui aurait lieu en 1967.

L'une des raisons pour lesquelles Israël se plia à la volonté d'Eisenhower fut l'assurance qu'il donna au Premier Ministre, David Ben-Gourion. Avant d'évacuer les points stratégiques de Sharm el-Sheikh et du détroit de Tiran, Israël avait obtenu la promesse que les Etats-Unis maintiendraient la liberté de navigation.⁶ Washington avait également parrainé une résolution de l'ONU créant la Force d'Urgence des Nations Unies (en Anglais : UNEF) pour superviser les territoires libérés par les Forces israéliennes.

***CARTE 6 – Les attaques terroristes de 1951 à 1956 –**

***CARTE 7 – La Campagne du Sinäi – 1956 –**

Notes

1. Eliezer Erel, "The Bat Galim Case Before the Security Council," *Middle Eastern Affairs*, (Avril 1955), pp. 108–9.
2. *Al-Misri*, (12 Avril 1954).
3. *Middle Eastern Affairs*, (Décembre 1956), p. 461.
4. *Middle Eastern Affairs*, (Décembre 1956), p. 460.
5. *Security Council Official Records*, S/3706, (30 Octobre 1956), p. 14.
6. Janice Gross Stein et Raymond Tanter, *Rational Decision Making: Israel's Security*

6. La Guerre des Six-Jours 1967

MYTHE

« *Les gouvernements arabes reconnurent Israël après la guerre de Suez en 1956.* »

RÉALITÉ

Israël n'a jamais cessé d'exprimer le désir de négocier avec ses voisins. Le 10 octobre 1960, dans une déclaration adressée à l'Assemblée Générale des Nations Unies, Golda Meir, alors Ministre des Affaires Etrangères, invita les leaders arabes à rencontrer le Premier Ministre David Ben-Gourion, afin de négocier un accord de paix. Le 15 octobre, le Président égyptien Nasser, répondit qu'Israël essayait de tromper le monde et il réitéra que son pays ne reconnaîtrait jamais l'Etat Juif.¹

Les Arabes étaient tout aussi catégoriques dans leur refus de négocier un accord séparé pour les réfugiés. Nasser lui, affirma sans ambiguïté que trouver une solution à la question des réfugiés n'était pas son problème. « C'est l'existence même d'Israël qui est une menace : dans le présent et dans ce qu'il représente. »²

Parallèlement, la Syrie se servait des Hauteurs du Golan, surplombant la Galilée de 990 mètres, pour bombarder les fermes et les villages israéliens. En 1965 et en 1966, tandis que la rhétorique de Nasser se faisait de plus en plus belliqueuse, les attaques syriennes se faisaient de plus en plus fréquentes. Le 8 mars 1965, il disait : « Quand nous entrerons en Palestine, nous ne foulerons pas un sol recouvert de sable, car le sol de la Palestine que nous foulerons sera gorgé de sang. »³

Quelques mois plus tard, Nasser exprima de nouveau l'aspiration des Arabes : « ...la restauration totale des droits du peuple palestinien. En d'autres termes, notre objectif est la destruction totale de l'Etat d'Israël. L'objectif immédiat étant de renforcer au maximum la puissance militaire arabe. L'objectif national : l'éradication d'Israël. »⁴

MYTHE

« *La frappe militaire d'Israël en 1967 était préparée.* »

RÉALITÉ

La combinaison de la rhétorique belliqueuse arabe, alliée à des attitudes menaçantes, et pour finir, à un acte de guerre, ne laissèrent aucun choix à Israël sauf celui d'une action préventive de défense. Et pour réussir cette action, Israël ne pouvait jouer que sur la surprise. S'il avait attendu l'invasion arabe, cela aurait joué d'une manière catastrophique au désavantage du pays.

**CARTE 8 – Les Hauteurs du Golan avant la Guerre de 1967.
Distances et Altitudes*

Tandis que Nasser n'arrêtait pas de prôner la guerre dans des discours menaçants,

les attaques des terroristes arabes n'arrêtaient pas d'augmenter. En 1965, 35 raids furent menés contre Israël. En 1966, le nombre des attaques s'éleva à 41. En 1967, au cours des quatre premiers mois seulement, 37 attaques furent perpétrées.⁵

Au même moment, la Syrie attaquaient les kibboutzim israéliens depuis les hauteurs du Golan, provoquant en retour, les représailles du 7 avril 1967, au cours desquelles les avions israéliens abattirent six Mig's syriens. Immédiatement après, l'Union Soviétique – qui avait aidé militairement et économiquement la Syrie et l'Égypte – transmit à Damas des renseignements sur une prétendue attaque massive israélienne qui serait en préparation. Malgré les démentis israéliens, la Syrie décida d'invoquer son traité de défense avec l'Égypte.

Le 15 mai, fête nationale de l'Indépendance d'Israël, les troupes égyptiennes commencèrent à faire mouvement dans le Sinâï et à se cantonner massivement à la frontière israélienne. Et le 18 Mai, les troupes syriennes étaient prêtes au combat à partir des hauteurs du Golan.

Nasser ordonna aux Forces d'Urgence de l'ONU, stationnées dans le Sinâï depuis 1956, de se retirer le 16 mai. Sans aucunement en référer à l'Assemblée Générale comme son prédécesseur s'y était engagé, U Thant, le nouveau Secrétaire Général, se plia sans discuter, à cette injonction. Une fois le retrait des forces internationales effectué, « La Voix des Arabes » proclama (le 18 mai 1976) :

A compter de ce jour, il n'y a plus aucune force internationale d'urgence pour protéger Israël. Notre patience a atteint ses limites. Nos plaintes contre Israël nous ne les adresserons plus à l'ONU. La seule méthode que nous utiliserons désormais sera la guerre totale contre Israël, avec, comme but unique, l'extermination de l'existence sioniste.⁶

Le 20 mai, le Ministre syrien de la Défense, Hafez Assad reprenait en un écho enthousiaste :

A présent, nos forces sont totalement prêtes, non seulement à repousser toute agression mais également à prendre l'initiative de démarrer l'action de libération elle-même et à pulvériser la présence sioniste de la patrie arabe. L'armée syrienne, le doigt sur la gâchette, est unie... En tant que militaire, je crois que le temps est venu de s'engager dans une bataille d'annihilation.⁷

Le 22 mai, l'Égypte fermait le détroit de Tiran à toute navigation israélienne et à tous les navires en provenance d'Eilat. Ce blocus coupait Israël de sa seule voie d'approvisionnement vers l'Asie et de son principal fournisseur de pétrole du moment, à savoir, l'Iran. Le Président Johnson déclara que ce blocus était illégal et tenta, sans succès, de mettre en place une flottille internationale pour tester son efficacité.

Nasser était parfaitement conscient de la pression qu'il exerçait pour forcer la main d'Israël. Le jour suivant la mise en place du blocus, il déclara agressivement : « Les Juifs nous menacent de faire la guerre. Je leur réponds : Soyez les bienvenus ! Nous sommes prêts pour la guerre. »⁸

Chaque jour, Nasser mettait Israël au défi de combattre. Le 27 mai, il déclarait : « Notre objectif de base, c'est la destruction d'Israël. » Et, le lendemain, il précisait : « Nous n'accepterons... aucune coexistence avec Israël... Aujourd'hui, la question n'est pas d'établir la paix entre les états arabes et Israël... La guerre avec Israël est un fait accompli depuis 1948. »¹⁰

Le 30 mai, après que le roi Hussein de Jordanie ait signé un pacte de défense avec l’Egypte, Nasser annonçait :

Les armées d’Egypte, de Jordanie, de Syrie et du Liban se tiennent aux frontières d’Israël... pour relever le défi, tandis que, derrière nous, se tiennent les armées d’Irak, d’Algérie, du Koweït, du Soudan et toute la nation arabe. Cet état de fait va sidérer le monde. Aujourd’hui, le monde va apprendre que les Arabes sont alignés pour le combat et que le Jour J est arrivé. Nous avons atteint la phase de l’action et non plus celle des déclarations.¹¹

Le Président d’Irak, Abdur Rahman Arek, se joignit à la guerre des mots : « L’existence d’Israël est une erreur qui doit être corrigée. C’est pour nous, l’occasion d’effacer l’ignominie dont nous sommes l’objet depuis 1948. Notre but est évident : balayer Israël de la surface du globe. » Le 4 juin, l’Irak se joignait à la coalition militaire de l’Egypte, de la Jordanie et de la Syrie.

Les propos rhétoriques arabes allaient de pair avec la mobilisation des troupes. Environ 250 000 soldats (dont presque la moitié cantonnée dans le Sinaï), plus de 700 tanks et 700 avions encerclaient Israël.¹⁵

Face à cette réalité, les Forces Israéliennes étaient en alerte depuis déjà trois semaines. Mais le pays ne pouvait demeurer indéfiniment en état de mobilisation générale et ne pouvait accepter de se voir interdire son propre couloir maritime via le Golf d’Aqaba. La seule option viable laissée à Israël était donc de frapper en premier. Le 5 juin, ordre était donné d’attaquer l’Egypte.

MYTHE

« Nasser avait le droit de fermer le détroit de Tiran et d’interdire la navigation aux bâtiments israéliens. »

RÉALITÉ

En 1956, les USA donnèrent à Israël l’assurance qu’on reconnaîtrait à l’Etat Juif le droit de passage dans le détroit de Tiran. En 1957, aux Nations Unies, 17 puissances maritimes déclarèrent qu’Israël avait le droit absolu de transiter par le détroit. Il fut reconnu que le blocus violait la Convention sur le Droit Territorial des Mers et du Littoral, adoptée par la Conférence de l’ONU dans le cadre de la Loi sur la Mer du 27 avril 1958.¹⁴

C’est la fermeture du détroit de Tiran qui fut le véritable *casus belli*, la vraie cause de la guerre de 1967. L’attaque menée par Israël se fit en réaction à la première attaque égyptienne. Après cette guerre, le Président Johnson précisera (19 juin 1976) :

Si parmi tous ces actes de folie, on ne devait en retenir qu’un seul, comme ayant été le responsable de cette explosion, alors, ce serait l’annonce de la décision dangereuse et arbitraire de la fermeture du détroit de Tiran. Le droit de passage maritime, pour tous les bateaux civils, doit être préservé pour toutes les nations.¹⁵

****CARTE 9 – Israël avant 1967 –***

****CARTE 10 – Le Front Egyptien, 5-8 Juin 1967 -***

MYTHE

« C'est grâce à l'aide des Américains qu'Israël a réussi à battre les Arabes en six jours . »

RÉALITÉ

Les Etats-Unis tentèrent d'empêcher la guerre par la négociation, mais ils ne réussirent pas à convaincre Nasser ni les autres états arabes, de cesser leurs déclarations et leurs actes de belligérance. Juste avant la guerre, le Président Johnson avait averti : « Israël ne restera pas seul, sauf s'il décide d'y aller seul.¹⁶ Mais, après le déclenchement de la guerre, le Département d'Etat – le Ministère des Affaires Etrangères – annonça : « Notre position c'est la neutralité, en pensée, en paroles et en actes. »¹⁷

Par ailleurs, alors que les états arabes accusaient à tort les Etats-Unis d'organiser un pont aérien vers Israël, Johnson imposa un embargo sur les armes à destination de toute la région. (La France, autre fournisseur principal d'Israël, déclara également un embargo sur les armes à destination d'Israël).

Et au même moment, les Soviétiques livraient massivement de grandes quantités d'armes aux Arabes. Simultanément, les armées du Koweït, d'Algérie, d'Arabie Saoudite et d'Irak, fournissaient des troupes pour le front égyptien, syrien et jordanien ainsi que des armes.¹⁸

MYTHE

« Israël attaqua la Jordanie pour conquérir Jérusalem. »

RÉALITÉ

Le Premier Ministre israélien Lévi Eshkol, envoya un message au roi Hussein pour lui faire savoir qu'Israël n'attaquerait pas la Jordanie, à moins que le roi ne décide de lancer les hostilités. Un radar jordanien avait capté une escadrille aérienne en provenance d'Egypte et qui se dirigeait vers Israël. Les Egyptiens persuadèrent Hussein que ces avions étaient égyptiens, le roi ordonna alors le bombardement de Jérusalem Ouest. Il s'avéra qu'en fait, les avions en question étaient israéliens et revenaient d'une mission de destruction d'appareils égyptiens au sol.

Si la Jordanie n'aurait pas attaqué, le statut de Jérusalem serait resté inchangé durant toute la guerre. Mais, à partir du moment où la ville était sous le feu, Israël devait la défendre par les armes et, ce faisant, il saisit cette occasion pour réunifier sa capitale.

MYTHE

« Israël n'avait pas à tirer le premier. »

RÉALITÉ

Après seulement six jours de combat, les forces israéliennes brisèrent les lignes ennemies et furent en position de marcher sur Le Caire, sur Damas et sur Amman. Le 10 juin, un cessez-le-feu fut demandé.

La victoire coûta très cher à Israël. Au cours des violents combats sur les Hauteurs du Golan, Israël perdit 115 soldats – à peu près le nombre des Américains qui périrent lors de l'Opération Tempête du Désert. Au total, le bilan des pertes d'Israël sera de 777 morts et 2 586 blessés soit, en proportion, le double des pertes américaines au cours des huit années de la guerre du Vietnam.¹⁹ Et, malgré l'incroyable succès de la campagne aérienne, l'Armée de l'Air israélienne perdit 46 de ses 400 combattants.²⁰

Pourtant, si Israël n'avait pas pris l'initiative de l'action et s'il avait attendu que les Arabes frappent les premiers (comme ce fut le cas en 1973), le coût aurait probablement été bien plus élevé et la victoire n'aurait pas été assurée.

MYTHE

«Israël n'avait aucune intention de négocier les territoires conquis pendant la Guerre des Six Jours. »

RÉALITÉ

A la fin de la guerre, les territoires qu'Israël avait gagnés lui firent plus que tripler la surface de la zone sous son contrôle, passant de 20 500 km² à 65 000 km². La victoire permit à Israël d'unifier Jérusalem. Les forces israéliennes avaient aussi conquis le Sinaï, les Hauteurs du Golan, la Bande de Gaza et la rive occidentale du Jourdain.

Les dirigeants israéliens espéraient négocier un accord de paix avec leurs voisins dès la fin de la guerre et, dans cette optique, ils exprimèrent leur volonté de négocier la restitution de certains des territoires. Israël rendit la totalité du Sinaï à l'Égypte, le territoire que la Jordanie réclamait fut rendu au Royaume Hachémite et toute la Bande de Gaza ainsi que plus de 40% de la rive occidentale du Jourdain furent donnés aux Palestiniens pour y établir l'Autorité Palestinienne.

Israël donna pratiquement 94% des territoires conquis pendant cette guerre défensive, à ses voisins arabes, montrant ainsi avec éclat, combien sa volonté de faire des compromis territoriaux, était sérieuse.

***CARTE 11 – La Bataille de Jérusalem – 5-7 Juin 1967 –**

MYTHE

« Israël expulsa de paisibles villageois arabes de la rive occidentale du Jourdain et les empêchèrent d'y revenir après la guerre. »

RÉALITÉ

Le 5 juin, environ 325 000 Palestiniens vivant sur la Rive Occidentale s'enfuirent, après que la Jordanie ait attaqué.²¹ Il s'agissait de citoyens jordaniens qui se déplaçaient d'une partie de ce qu'ils considéraient être leur pays vers une autre, pour essentiellement éviter d'être pris sous les feux croisés de la guerre.

Un réfugié palestinien, administrateur du camp de Jérico de l'UNWRA (organisation de l'ONU pour les réfugiés), affirmait que les politiciens arabes avaient répandu des rumeurs dans le camp. « Ils disaient que tous les jeunes gens seraient tués. A la radio, on pouvait entendre que ce n'était que le début, que ce serait une guerre qui durerait longtemps et qu'il valait mieux être en Jordanie. »²²

Parmi les Palestiniens qui partaient, certains préféraient vivre dans un état arabe plutôt que sous la loi militaire israélienne. Des membres des différentes factions de l'OLP s'enfuirent pour éviter d'être capturés par les Israéliens. Nils-Göran Gussing, désigné par le Secrétaire Général de l'ONU pour enquêter sur la situation, apprit que de nombreux Arabes redoutaient de ne plus recevoir l'argent des membres de leur famille vivant et travaillant à l'étranger.²³

Ce n'est qu'à une poignée de personnes que les forces israéliennes ordonnèrent de déménager pour des « raisons stratégiques et de sécurité. » Et dans certains cas, ils furent autorisés à revenir quelques jours plus tard, dans d'autres cas, Israël offrit de

les aider à se réinstaller ailleurs.²⁴

Désormais Israël administrait plus de 750 000 Palestiniens dont la plupart étaient hostiles au gouvernement. Pourtant, plus de 9 000 familles palestiniennes furent réunies en 1967. Et au final, plus de 60 000 Palestiniens furent autorisés à revenir.²⁵

***CARTE 12 – Lignes de Cessez-le-Feu après la Guerre des Six Jours – 1967 –**

Après la fin de la Guerre des Six Jours, le Président Johnson annonça l'étape suivante, celle qui serait nécessaire afin de mettre un terme au conflit :

« Il est clair que les troupes devront être retirées ; mais il faudra aussi reconnaître les droits nationaux, progresser dans la recherche d'une solution de la question des réfugiés, accorder la liberté de passage à toute navigation civile, limiter la course à l'armement et respecter l'indépendance politique et l'intégrité territoriale. »²⁶

MYTHE

« Israël a délibérément attaqué le USS Liberty. »

RÉALITÉ

L'attaque israélienne menée sur le *USS Liberty* fut une terrible erreur, due à la confusion inhérente à toutes les guerres. Dix enquêtes américaines et trois enquêtes israéliennes ont toutes établi dans leur conclusion que l'attaque aura été une erreur tragique.

Le 8 juin 1967, le quatrième jour de la Guerre des Six Jours, le haut Commandement israélien recevait des informations indiquant que des troupes israéliennes situées à El Arish, subissaient des bombardements venant de la mer, apparemment d'un navire égyptien. Au préalable, les Etats-Unis avaient affirmé aux Nations Unies qu'ils n'avaient aucune force maritime à proximité du front ; pourtant le *USS Liberty*, un bateau américain d'écoute et de renseignements destiné à surveiller les combats, était dans la zone sensible. A la suite d'une série d'erreurs dans les communications avec les Etats-Unis, l'avertissement lui disant d'éviter de se trouver dans un rayon de 140 km, ne fut pas reçu par le *Liberty* ; le navire espion se trouvait déjà à 20 km des côtes du Sinaï. Les israéliens le prirent, à tort, pour le navire qui était en train de mitrailler ses soldats et ils envoyèrent des avions de guerre et des vedettes lance-torpilles pour attaquer le navire. Trente quatre membres de l'équipage du *Liberty* furent tués et 171 furent blessés.

Les transmissions radio faites plus tôt, pendant et après l'attaque, ne font état d'aucun élément prouvant que les pilotes aient vu le moindre drapeau américain sur le navire. Durant le raid, un pilote a précisément dit : « aucun drapeau ne flotte sur le navire ! » Les enregistrements indiquent également que dès que les pilotes eurent un doute quant à l'identité du navire et à son numéro d'immatriculation, ils arrêtaient aussitôt leur attaque et reçurent l'ordre de quitter la zone, immédiatement.²⁷ Certaines personnes ont dit que l'enregistrement israélien avait été modifié mais, en juillet 2003, l'Agence Nationale de Sécurité des Etats-Unis publia des transcriptions classées « top secret », confirmant la version israélienne.

De nombreuses erreurs ont été accomplies et par les Etats-Unis et par Israël. Par exemple, il avait été dit – à tort, on le verra plus tard – que le *Liberty* naviguait à une

vitesse de 30 nœuds (vitesse qui sera précisée avoir été de 28 nœuds).

A l'époque, selon les lois maritimes en vigueur en Israël (mais également aux USA), un bateau naviguant à cette vitesse était supposé être un navire de guerre. La mer était calme et le Tribunal d'Enquête des Affaires Navales américain établit que le drapeau n'était probablement pas levé et qu'il était donc pas visible ; d'autre part, des membres d'équipages, y compris le capitaine du navire, le commandant William McGonagle, témoignèrent que le drapeau fut arraché par la première ou la deuxième attaque.

Selon les Mémoires de Yitzhak Rabin, alors chef de l'état-major d'Israël, les ordres étaient d'attaquer tout navire non identifié naviguant près des côtes.²⁸ Le jour du déclenchement des opérations, Israël avait expressément demandé aux navires américains de quitter les côtes israéliennes ou dans le cas contraire, de notifier la situation exacte des navires.²⁹ La Sixième Flotte quitta donc la zone car le Président Johnson redoutait d'être entraîné dans une confrontation avec l'Union Soviétique. Il ordonna également qu'aucun avion ne soit envoyé dans la zone du Sinäi.

Un document de la CIA sur cet incident, et daté du 13 juin 1967, mit à jour le fait qu'un pilote avait pu confondre le *Liberty* avec un navire égyptien, le *El Quseir*. C'est après le raid aérien que les vedettes lance-torpilles israéliennes identifièrent le *Liberty* comme étant un bâtiment naval égyptien. Et, quand le *Liberty* commença à tirer sur les Israéliens, ceux-ci répondirent alors par un torpillage, qui tua 28 marins.

Au tout début, les Israéliens étaient terrifiés à l'idée qu'ils avaient pu attaquer un navire *soviétique*, ce qui risquait de provoquer l'entrée des Soviétiques dans le conflit.³⁰ Dès qu'ils réalisèrent ce qui c'était vraiment passé, les Israéliens en référèrent à l'Ambassade des Etats-Unis à Tel-Aviv et proposèrent leur aide afin d'évacuer les survivants et de récupérer le navire. L'offre fut acceptée et l'attaché naval des Etats-Unis fut amené sur le site du *Liberty*.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv confirma que les Israéliens « étaient manifestement choqués » par l'erreur qu'ils avaient commise en attaquant le navire. Selon un rapport secret sur la guerre de 1967, la crainte majeure était que les Arabes auraient pu considérer la présence du *Liberty* à proximité de la zone des conflits, comme preuve d'une collusion USA-Israël.³¹

Dès que l'Agence Nationale de Sécurité (NSA) apprit l'attaque du *Liberty*, elle envoya aussitôt dans la zone, un avion espion qui enregistra les conversations de deux pilotes israéliens d'hélicoptères de l'Armée de l'Air israélienne, le 6 juin, entre 14h30 et 15h37. La NSA eut aussi l'enregistrement des échanges entre les pilotes et les contrôleurs de la tour de contrôle d'Hatzor, demandant aux pilotes de rechercher les survivants égyptiens du « bateau de guerre égyptien » qui venait juste d'être bombardé.

On demanda l'attention des pilotes « car le bateau était à présent clairement identifié comme étant égyptien. » Neuf minutes plus tard, Hatzor dit aux pilotes que le navire pouvait être un cargo égyptien. A 15h07, on leur disait qu'il était possible que le navire ne soit pas égyptien, on leur demandait de chercher les survivants et d'informer immédiatement la base, de la nationalité de la première personne qui serait secourue. Ce ne fut qu'à 15h12 que l'un des pilotes rapporta qu'il avait vu un drapeau américain flottant sur le navire, on lui demanda alors de s'assurer qu'il s'agissait bien d'un bâtiment américain.³²

En octobre 2003, le premier pilote israélien qui avait atteint le navire, brisa un silence de 36 années au sujet de cette attaque. On avait prévenu le Brigadier général Yiftah Spector, qu'un navire égyptien se trouvait en vue des côtes de Gaza. « Ce navire n'avait absolument aucun symbole reconnaissable, ni aucun drapeau que

j'aurais pu voir. La seule chose qui m'obsédait c'était qu'il ne soit pas l'un des nôtres. Je regardais alors le symbole sur notre navire : c'était une croix blanche tracée sur le pont. L'autre navire ne l'avait pas, donc il n'était pas l'un des nôtres. » *Le Jerusalem Post* récupéra l'enregistrement des transmissions radio de Spector disant, « Je n'arrive pas à les identifier mais, c'est sûr, c'est un bateau militaire. »³³

De nombreux survivants du *Liberty* demeurent amers, convaincus que l'attaque était délibérée. Pourtant, aucun des accusateurs d'Israël ne peut expliquer pourquoi Israël aurait délibérément attaqué un navire américain juste au moment où les Etats-Unis étaient le seul ami au monde et l'unique soutien d'Israël. L'explication la plus probable est à trouver dans l'atmosphère tendue et dans une série de communications confuses voire contradictoires, qui se produisirent des deux côtés, américain et israélien.

Les accidents causés par "le feu ami" n'est pas chose rare en temps de guerre. En 1988, la Marine américaine abattit par erreur, un avion iranien de passagers, tuant 290 civils. Pendant la Guerre du Golfe, 35 des 148 Américains qui trouvèrent la mort furent tués par "le feu ami". En avril 1994, deux hélicoptères américains Black Hawks, avec deux grands drapeaux américains peints sur chaque côté, furent abattus par des F-15 de la Force Aérienne US, en plein jour et dans une zone "interdite de vol" en Irak, tuant 26 personnes. En Afghanistan, en avril 2002, un F-16 américain lâcha une bombe tuant ainsi quatre soldats canadiens. Et la veille de l'attaque du *Liberty*, les Israéliens avaient bombardé par erreur, une de leurs colonnes blindées.³⁴

Shlomo Erell, Amiral à la retraite et qui était Chef de la Marine d'Israël en juin 1967, se confiait à l'Associated Press (le 5 juin 1967) : « Jamais personne n'aurait pu imaginer qu'un navire américain puisse se trouver dans cette zone. Les Etats-Unis eux-mêmes ne savaient pas où se trouvait leur navire. Nous avons même été informés par les autorités compétentes qu'il n'y avait aucun bateau américain à moins de 140 km.

Le 26 juillet 1967, le Secrétaire de la Défense Robert McNamara s'adressa au Congrès en ces termes : « La conclusion de la commission d'enquête, dirigée par un Amiral de la Marine en qui nous avons une totale confiance, est que l'attaque n'a pas été un fait délibéré. » Vingt ans plus tard, il réaffirmait avec force que toute cette affaire avait été une erreur, et répondant à un correspondant du « Larry King Show », il ajoutait qu'en vingt ans, aucun élément nouveau n'était apparu pour le faire changer d'avis, et lui faire croire que l'affaire aurait été étouffée. »³⁵

En janvier 2004, le Département d'Etat tenait une conférence de presse au sujet du *Liberty* et il rendait publiques de nouveaux documents qui comprenaient des mémorandums de la CIA, datés du 13 juin et du 21 juin 1967, montrant bien qu'Israël ignorait qu'il frappait un navire américain. David Hatch, historien de l'Agence nationale de Sécurité affirme également que les preuves à notre disposition « suggèrent fortement qu'Israël ignorait frapper un bâtiment américain. Deux anciens officiels américains, Ernest Castle, l'attaché aux Affaires Navales des Etats-Unis à l'Ambassade des USA à Tel-Aviv en juin 1967, qui fut le premier à recevoir d'Israël le rapport sur l'attaque, et John Hadden, Chef de la CIA à Tel-Aviv, confirmèrent à leur tour que l'attaque du *Liberty* avait bien été une terrible erreur.³⁶

Israël présenta ses excuses pour cette tragédie et versa aux Etats-Unis et aux familles des victimes, une somme de 13 millions de dollars en dédommagements humanitaires, montant établi par le Département d'Etat américain. L'affaire fut définitivement classée et, le 17 décembre 1987, les deux gouvernements reprirent leurs relations par l'échange de leurs créances diplomatiques.

Notes

1. *Encyclopedia Americana Annual 1961*, (NY: Americana Corporation, 1961), p. 387.
2. Discours de Nasser à l'Assemblée Nationale de la République Arabe Unie, 26 Mars 1964, cité par Yehoshafat Harkabi, in *Arab Attitudes To Israel*, (Jerusalem: Keter Publishing House, 1972), p. 27.
3. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 616.
4. Samuel Katz, *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1985), pp. 10–11, 185.
5. Netanel Lorch, *One Long War*, (Jerusalem: Keter, 1976), p. 110.
6. Isi Leibler, *The Case For Israel*, (Australia: The Globe Press, 1972), p. 60.
7. Ibid.
8. Abba Eban, *Abba Eban*, (NY: Random House, 1977 p. 330.
9. Leibler, p. 60.
10. Leibler, p. 18.
11. Leibler, p. 60.
12. Leibler, p. 18.
13. Haïm Herzog, *The Arab- Israeli Wars*, (NY: Random House, 1982), p. 149.
14. *United Nations Conference on the Law of the Sea*, (Geneva: UN Publications 1958), pp. 132–134.
15. Yehuda Lukacs, *Documents on the Israeli- Palestinian Conflict 1967–1983*, (NY: Cambridge University Press, 1984), pp. 17–18; Eban, p. 358.
16. Lyndon B. Johnson, *The Vantage Point: Perspectives of the Presidency 1963–1969*, (NY: Holt, Rinehart and Winston, 1971), p. 293.
17. Associated Press, (5 Juin 1967).
18. Sachar, p. 629.
19. Katz, p. 3.
20. *Jerusalem Post*, (23 Avril 1999).
21. *Encyclopedia Americana Annual 1968*, p. 366.
22. George Gruen, "The Refugees of Arab- Israeli Conflict," (NY: American Jewish Committee, March 1969), p. 5.
23. Gruen, p. 5.
24. Gruen, p. 4.
25. *Encyclopedia Americana Annual 1968*, p. 366.
26. Lyndon B. Johnson, *Public Papers of the President*, (DC: GPO 1968), p. 683.
27. Hirsh Goodman, "Messrs. Errors and No Facts," *Jerusalem Report*, (21 Novembre 1991); Arie O'Sullivan, "Exclusive: Liberty attack tapes revealed," *Jerusalem Post*, (3 Juin 2004).
28. Pour une analyse plus approfondie, voir A. Jay Cristol, *The Liberty Incident*, (Washington, D.C.: Brassey's Inc., 2002); Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, (CA: University of California Press, 1996), pp. 108–109.
29. Rabin, p. 110.
30. Dan Kurzman, *Soldier of Peace: The Life of Yitzhak Rabin*, (NY: HarperCollins, 1998), pp. 224–227; Rabin, p. 108–109.
31. "United States Policy and Diplomacy in the Middle East Crisis, May 15–June 10, 1967," document secret déclassifié, Lyndon Johnson Presidential Library, pp. 143–144.
32. Nathan Guttman, "Memos show Liberty attack was an error," *Ha'aretz*, (9 Juillet 2003).
33. "Pilot who bombed 'Liberty' talks to Post," *Jerusalem Post*, (10 Octobre 2003).
34. Hirsh Goodman et Ze'ev Schiff, "The Attack on the *Liberty*," *Atlantic Monthly*, (Septembre 1984).
35. "The Larry King Show" (radio), (5 Février 1987).

36. *Jerusalem Post*, (13 Janvier 2004); *Washington Times*, (13 Janvier 2004).

7. La Guerre d'Usure 1967 - 1970

MYTHE

« Après la Guerre des Six Jours, les Palestiniens étaient prêts à négocier un accord. »

RÉALITÉ

En 1964 au Caire, la Ligue Arabe crée l'Organisation de Libération de la Palestine (l'OLP), comme arme contre Israël. Jusqu'à la Guerre des Six Jours, l'OLP prenait part aux attaques terroristes contre Israël, ce qui alimentait le conflit. Ni l'OLP ni aucun des autres groupes palestiniens n'ont jamais fait campagne auprès de l'Égypte ou de la Jordanie pour la création d'un état palestinien indépendant sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza. La cible de l'activisme palestinien était la destruction d'Israël.

Et, même après que les états arabes aient été battus en 1967, ils ne changèrent pas leur objectif. Certains Palestiniens pensaient qu'avec un million d'Arabes dépendant de l'Administration israélienne, une guerre populaire de libération devenait de plus en plus envisageable. A cette fin, Yasser Arafat lança une campagne terroriste à partir de la Rive Occidentale. De septembre à décembre 1967, 61 attaques eurent lieu contre des cibles civiles, telles que des usines, des théâtres, et des maisons de particuliers.¹

Dans leur traque des terroristes pour déjouer leurs plans d'attaques, les forces israéliennes acquirent une expérience leur permettant d'être de plus en plus efficaces, en Israël et dans les territoires. En conséquence, l'OLP démarra une nouvelle stratégie : attaquer des Juifs et des cibles israéliennes à l'étranger. Et, début 1968, le premier avion était détourné par des terroristes palestiniens, premier d'une longue série à venir.

MYTHE

« Après la guerre de 1967, Israël refusait de négocier un accord avec les Arabes. »

RÉALITÉ

Après sa victoire à l'issue de la Guerre des Six Jours, Israël espérait que les états arabes entameraient des négociations de paix. Il informa donc les états arabes de sa volonté de renoncer à presque tous les territoires conquis en échange de la paix. Comme l'a si bien dit Moshé Dayan, Jérusalem n'attendait qu'un simple coup de fil de la part des leaders arabes pour pouvoir démarrer les négociations.²

Mais ces espoirs furent réduits à néant quand, en août 1967, les leaders arabes, réunis à Khartoum, adoptèrent la résolution dite "des trois non", à savoir : Non à la paix avec Israël, non à toutes négociations avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël... »³

En réaction, l'ancien Président Haïm Herzog s'exprima ainsi : « L'espoir d'Israël que la guerre était terminée et que la paix régnerait désormais le long de ses frontières vient de voler en éclats. Trois semaines après la fin des hostilités, le premier incident majeur a déjà lieu sur le Canal de Suez. »⁴

MYTHE

« L'acquisition de territoires par Israël, au cours de la Guerre de 1967, serait "inadmissible", selon la Résolution 242 du Conseil de Sécurité. »

RÉALITÉ

Le 22 novembre 1967, la Résolution 242, adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU, établissait les principes qui allaient guider les négociations pour un règlement de paix arabo-israélien. Cette résolution était un compromis tortueux, faite de propositions opposées et contradictoires.

Le premier point abordé par la résolution, était le caractère « inadmissible de l'acquisition de territoires grâce à la guerre. » Cette clause fut interprétée par certains, comme donnant le droit d'exiger le retrait d'Israël de tous les territoires conquis. Or, cette affirmation était censée ne s'appliquer que lors des guerres offensives car, dans le cas contraire, cette clause aboutirait à l'effet inverse, à savoir qu'elle inciterait plutôt à l'agression. Si un pays en attaque un autre et que le pays attaqué repousse son agresseur et, ce faisant, gagne un territoire au cours des hostilités, il devrait, selon l'interprétation de cette clause, rendre le territoire conquis. Du coup, l'agresseur n'aurait rien à perdre puisqu'en cas de défaite, il serait, de toute façon, assuré de ne rien perdre de son propre territoire.

« C'est la première guerre de toute l'histoire, ayant pris fin avec des vainqueurs plaidant pour la paix et des vaincus, exigeant une reddition inconditionnelle. »

-Abba Eban ⁵

Le but ultime de la Résolution 242, clairement énoncé dans le paragraphe 3, c'est la réalisation « d'un accord pacifique et accepté. » Ce qui en clair, signifie un accord négocié et basé sur les principes de la résolution, plutôt qu'un accord imposé aux belligérants. Selon Arthur Goldberg, l'ambassadeur américain qui mena la délégation à l'ONU en 1967, cette résolution découle de la Résolution 338⁶, résolution, adoptée après la guerre de 1973, qui appelait les belligérants à des négociations et à un cessez-le-feu immédiats.

MYTHE

« La Résolution 242 exigeait qu'Israël revienne à ses frontières d'avant 1967. »

RÉALITÉ

La clause la plus controversée de la Résolution 242 est la demande « du retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit. »³ Cette clause est liée à la suivante qui demande, sans la moindre ambiguïté, « la fin de toutes les revendications et de tous les cas de belligérances » ainsi que la reconnaissance du fait que « chaque état de la région » a le « droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, sans menaces ni actions de force. »

La résolution ne fait pas du retrait israélien, une condition préalable pour une action arabe. D'autre part, elle ne spécifie pas l'ampleur des territoires qu'Israël devrait céder. Le Conseil de Sécurité ne précise pas qu'Israël devrait se retirer de « tous » les territoires occupés après la Guerre des Six Jours. Et c'était délibéré. Le délégué soviétique lui, avait exigé l'introduction de ces termes disant que, s'il n'y figuraient pas, cela signifierait « qu'une partie des territoires pourrait rester entre les mains israéliennes. » Les Arabes quant à eux, poussaient pour que le mot « tous » (les

territoires), soit rajouté mais leur demande fut rejetée. Néanmoins, ils affirmèrent qu'ils liraient cette résolution en considérant malgré tout, que le mot "tous" y figurait. Lord Caradon, l'Ambassadeur britannique qui rédigea la résolution finale et approuvée, déclara après le vote : « C'est cette résolution, à l'exclusion de toute autre, qui nous rassemble et que nous considérons comme clairement énoncée. »⁷

Cette version littérale et précise, sans la mention de "tous", a toujours été la version validée et reconnue par tous ceux qui ont participé à sa rédaction. Ainsi, le 29 octobre 1969, le Ministre britannique des Affaires Etrangères déclarait devant la Chambre des Communes que le retrait envisagé par la résolution, n'était en aucun cas, un retrait de "tous les territoires."⁸ Quand plus tard, on lui demanda d'expliquer la position britannique, Lord Caradon déclara : « Cela aurait été injuste de demander à Israël de revenir aux positions du 4 juin 1967 car ces positions étaient inappropriées et artificielles. »⁹

De la même façon, l'Ambassadeur américain Arthur Goldberg expliquait : « Quant à la question du retrait, les omissions très notables – qui ne sont pas du tout le fait du hasard – sont les mots : "les" ou "tous" et "lignes du 5 juin 1967"...Or, la résolution parle de retrait de territoires mais sans définir l'extension de ce retrait. »¹⁰

Les Résolutions appelaient clairement les états arabes à faire la paix avec Israël. La condition principale étant qu'Israël se retire des "territoires occupés" en 1967. Dans la mesure où Israël s'était déjà retiré d'approximativement 94% des territoires en ayant rendu le Sinäi, la Bande de Gaza et une partie de la Rive Occidentale, Israël avait donc en partie, voire totalement rempli les conditions imposées par la Résolution 242.

Les états arabes protestaient également contre la mention « frontières sûres et reconnues » car ils redoutaient que cela implique de négocier avec Israël. Or, en août 1967, à Khartoum, la Ligue Arabe avait déjà explicitement exclu cette possibilité en proclamant la fameuse résolution dite "des trois non". Goldberg précise que ces termes furent spécialement rajoutés car les parties étaient supposées faire « des ajustements territoriaux dans leur recherche d'un règlement de paix : ce qui n'impliquait pas le retrait des forces israéliennes des territoires occupés car, les précédentes frontières d'Israël s'étaient avérées particulièrement peu sûres. »

La question devenait alors celle de savoir si Israël devait rendre, ou non, un territoire de plus. Et à présent que des accords de paix étaient signés avec l'Égypte et la Jordanie, et qu'Israël s'était retiré jusqu'à la frontière internationale avec le Liban, les seuls différends territoriaux qui demeuraient, concernaient les Palestiniens (absolument pas mentionnés dans la Résolution 242), et la Syrie.

Le différend avec la Syrie concerne les Hauteurs du Golan. Israël a inlassablement exprimé sa volonté de négocier un compromis en échange de la paix ; malgré cela, la Syrie a refusé de considérer toute éventualité d'un traité, même limité, à moins qu'au préalable, Israël ne consente à un retrait total. Dans la Résolution 242, et en l'absence d'un accord de paix avec la Syrie, Israël n'a aucune obligation à se retirer de tout ou partie du Golan.

Dans le même temps, d'autres pays arabes – tels que l'Arabie Saoudite, le Liban et la Libye – continuent à maintenir un état de guerre avec Israël, refusent de reconnaître Israël diplomatiquement, et même s'ils n'ont aucun différend territorial avec Israël, ces états ont pourtant posé comme condition à toute relation (au moins, en théorie) qu'Israël se retire sur ses frontières de 1967.

Bien qu'elle soit ignorée par la plupart des analystes politiques, la Résolution 242 contient d'autres clauses. L'une d'elle étant que la liberté de navigation soit garantie. Cette clause avait été incluse car la principale raison de la Guerre de 1967 avait été le blocus du détroit de Tiran par l'Égypte.

MYTHE

« La Résolution 242 reconnaît un droit des Palestiniens à l'autodétermination. »

RÉALITÉ

Les Palestiniens ne sont jamais mentionnés dans la Résolution 242. On y fait allusion dans la deuxième clause du second article qui appelle à « un règlement juste du problème des réfugiés. » Mais il n'est nulle part exigé que l'on reconnaisse des droits politiques ou territoriaux, aux Palestiniens.

MYTHE

« Les états arabes et l'OLP ont accepté la Résolution 242 alors qu'Israël l'a rejetée. »

RÉALITÉ

Les états arabes ont reconnu la Résolution 242 mais ils l'ont reconnue sur la base de leur propre interprétation, à savoir, avec l'exigence d'un retrait total et inconditionnel d'Israël des territoires faisant partie du contentieux.

Le 15 octobre 1968, dans une déclaration à l'Assemblée Générale de l'ONU, l'OLP repousse la Résolution 242 et insiste sur le fait que « la mise en œuvre de ladite résolution aboutira à la disparition de tout espoir d'une paix juste et durable pour la Palestine et pour tout le Moyen-Orient. »

La position d'Israël, exprimée le 1^{er} mai 1968 devant le Conseil de Sécurité, par son Ambassadeur Abba Eban, était exactement inverse : « Mon gouvernement a clairement exprimé son acceptation de la Résolution du Conseil de Sécurité pour la promotion d'un accord en vue de l'acceptation d'une paix juste et durable. Je suis aussi habilité à réaffirmer que nous sommes disposés à trouver un accord avec chacun des états arabes, sur tous les sujets figurant dans cette résolution. »

Il fallut près d'un quart de siècle pour que l'OLP accepte finalement, en signant la Déclaration de Principes de septembre 1993, que les Résolutions 242 et 238 constituent la base des négociations avec Israël.

MYTHE

« Israël est responsable de la Guerre d'Usure. »

RÉALITÉ

Le Président égyptien Gamal Nasser était persuadé qu'Israël ne pourrait pas soutenir une guerre d'usure parce que son armée était essentiellement composée de réservistes. Il pensait que dans la durée, Israël ne pourrait pas supporter le poids économique et que le moral des Israéliens serait miné par le nombre des victimes. Afin de poursuivre sa stratégie de lent affaiblissement d'Israël, Nasser ordonna des attaques contre Israël, calibrées de telle sorte à ne pas entraîner la guerre totale comme réponse d'Israël.

Dès le 1^{er} juillet 1967, l'Égypte utilisa l'artillerie lourde contre les positions israéliennes proches du Canal de Suez. Le 21 octobre 1967, l'Égypte coula le croiseur israélien *Eilat*, tuant 41 personnes. Quelques mois plus tard, l'artillerie égyptienne pilonna les positions israéliennes le long du Canal et les patrouilles israéliennes étaient victimes d'embuscades. La sanglante Guerre d'Usure, telle qu'on l'a décrite, dura trois années. Le bilan des morts du côté israélien, entre le 15 juin 1967 et le 8

août 1970 (quand le cessez-le-feu fut déclaré), s'éleva à 1 424 soldats tués et à plus de 100 civils. Quelques 2 000 soldats et 700 civils furent blessés au cours des affrontements.¹¹

MYTHE

« A la fin de la Guerre d'Usure, l'Egypte a offert la paix à Israël mais Jérusalem a fait échouer ses initiatives. »

RÉALITÉ

Au cours de l'été 1970, les Etats-Unis persuadèrent Israël et l'Egypte d'accepter un cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu avait pour objet de rendre possible des négociations sous les auspices de l'ONU. Israël déclara accepter le principe d'un retrait des territoires qu'il avait conquis.

Mais le 7 août, les Soviétiques et les Egyptiens déployèrent des missiles sol-air SAM-2 et SAM-3 le long de la rive ouest du Canal de Suez, dans une zone étroite et profonde de 51 km. Cela représentait une violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu qui interdisait l'introduction ou la construction, de toute installation militaire dans cette région.

Times Magazine faisait observer que les reconnaissances effectuées par les Etats-Unis « montraient que les 36 missiles SAM-2 qui avaient été installés en catimini, dans la zone du cessez-le-feu, n'étaient en fait que la première ligne d'un imposant système aérien d'une ampleur encore jamais égalée.¹³

Les photos prises par les satellites du Département américain de la Défense mettaient en lumière, sans le moindre doute possible, que 63 missiles SAM-2 avaient été installés dans une zone de 126 km située entre les villes d'Ismailia et de Suez. Trois ans plus tard, ces mêmes missiles allaient fournir la couverture aérienne dans l'attaque surprise de l'Egypte contre Israël.¹⁴

Malgré ces violations égyptiennes, les négociations reprirent sous les auspices de l'ONU, preuve éclatante du désir d'Israël à vouloir progresser en direction de la paix. Mais les pourparlers furent aussitôt court-circuités, lorsque l'envoyé spécial de l'ONU, Gunnar Jarring, accepta l'interprétation de la Résolution 242 et exigea le retrait total d'Israël sur les lignes de démarcation du 5 juin 1967.

C'est sur cette base que, dans une lettre datée du 20 février 1971 et adressée à Jarring, l'Egypte exprimait qu'elle était prête « à accepter un accord de paix avec Israël ». Mais les réserves radicales et les conditions préalables émises par l'Egypte montraient que cette modération apparente masquait en fait, un irrédentisme inchangé et un manque total de volonté à accepter une paix réelle.

Ces phrases – cruciales – au sujet d'un « accord de paix avec Israël », ne furent jamais ni publiées ni diffusées en Egypte. Pire encore, l'Egypte refusa d'entamer des pourparlers directs avec Israël. Alors, dans l'espoir d'avoir au moins, des pourparlers indirects, Israël tenta de transformer la mission moribonde de Jarring et d'envoyer ses lettres, non plus à Jarring, mais au gouvernement égyptien lui-même. L'Egypte refusa de les accepter.

Au Caire, et peu après la lettre à Jarring, le nouveau Président égyptien, Anouar el-Sadate, fit un discours lors d'une réunion du Conseil national de la Palestine (CNP). Il promettait son soutien à l'OLP, « jusqu'à la victoire » et déclara que l'Egypte n'accepterait pas la Résolution 242.¹⁴

Cinq jours plus tard, Anouar el-Sadate déclarait qu'il était prêt à faire la paix avec Israël. Mohammed Heikal, confident de Sadate et rédacteur de l'officieux journal *Al-Ahram*, écrivait :

Au stade où nous en sommes, la politique arabe n'a que deux objectifs. Le premier, c'est l'élimination des traces de l'agression de 1967, grâce au retrait israélien de tous les territoires qu'il a occupés cette année-là. Le deuxième objectif, c'est l'élimination des traces de l'agression de 1948, grâce à l'élimination de l'état d'Israël lui-même. Aujourd'hui cependant, cela est encore un objectif abstrait et indéterminé, et certains d'entre nous se sont égarés, en commençant par la deuxième étape au lieu de la première.¹⁵

MYTHE

« Le rejet par Israël, des initiatives de paix égyptiennes, a abouti à la Guerre de Kippour. »

RÉALITÉ

Avec l'échec de la mission Jarring, les Etats-Unis lancèrent une nouvelle initiative. Ils proposaient un accord temporaire israélo-égyptien, préconisant un retrait partiel d'Israël du Canal de Suez et l'ouverture de cette voie maritime à la navigation.

Israël accepta d'entamer les négociations sans conditions préalables mais Sadate posa comme condition, qu'Israël accepte de se retirer sur les anciennes lignes de 1967.

Ce faisant, Sadate recherchait une garantie anticipée du fruit des « négociations » à venir. Ce qui était inacceptable pour Israël et qui lui fit suggérer que Sadate n'était pas sincèrement intéressé à la paix.

Notes

1. Netanel Lorch, *One Long War*, (Jerusalem: Keter, 1976), pp. 139–146.
2. Walter Lacquer, *The Road to War*, (London: Weidenfeld and Nicolson, 1968), p. 297.
3. Yehuda Lukacs, *Documents on the Israeli- Palestinian Conflict 1967–1983*, (NY: Cambridge University Press, 1984), p. 213.
4. Haïm Herzog, *The Arab- Israeli Wars*, (NY: Random House, 1982), p. 195.
5. Abba Eban, *Abba Eban*, (NY: Random House, 1977), p. 446.
6. *Jerusalem Post*, (28 Mai 1984).
7. Prosper Weil, "Territorial Settlement in the Resolution of November 22, 1967," in John Moore, ed. *The Arab- Israeli Conflict*, (NJ: Princeton University Press, 1974), p. 321.
8. Eban, p. 452.
9. *Beirut Daily Star*, (12 Juin 1974).
10. Discours à la Conférence de la Police de l'AIPAC, (8 Mai 1973).
11. Des historiens situent la date du début de la Guerre d'Usure en 1968 ou 1969. Nous utilisons les dates proposées par Haïm Herzog. Haïm Herzog, *The Arab- Israeli Wars*, (NY: Random House, 1984), pp. 195–221; Nadav Safran, *Israel The Embattled Ally*, (MA: Harvard University Press, 1981), p. 266.
12. *Time*, (14 Septembre 1970).
13. John Pimlott, *The Middle East Conflicts From 1945 to the Present*, (NY: Crescent Books, 1983), p. 99.
14. Radio Cairo, (25 Février 1971).
15. *Al- Ahrām*, (25 Février 1971).

8. La Guerre de 1973

MYTHE

« Israël est responsable de la Guerre de 1973 »

RÉALITÉ

En octobre 1973 – à Yom Kippour, jour le plus saint et le plus sacré du calendrier juif – l’Egypte et la Syrie déclenchent une attaque surprise et combinée, contre Israël. L’équivalent de la totalité des forces de l’OTAN basées en Europe, est mobilisé et massé aux frontières d’Israël.¹ Sur les Hauteurs du Golan, approximativement 180 tanks israéliens subissent l’attaque meurtrière de 1 400 chars syriens. Le long du Canal de Suez, moins de 500 défenseurs israéliens sont attaqués par 80 000 combattants égyptiens.

Après deux jours pendant lesquels il se voit contraint à une défense passive, Israël mobilise ses réservistes et finalement, réussit à repousser les envahisseurs, faisant reculer les combats loin à l’intérieur de la Syrie et de l’Egypte. Par air et par mer, l’Union Soviétique envoya aussitôt des armes aux états arabes, et elle rejeta la proposition faite par les Etats-Unis, de travailler de concert, afin d’obtenir un cessez-le-feu immédiat. Les Etats-Unis réagissent alors, un peu tard, en organisant un pont aérien vers Israël. Deux semaines plus tard, grâce au Conseil de Sécurité de l’ONU et grâce à sa passivité quand les événements étaient en faveur des Arabes, l’Egypte évitait une défaite désastreuse.

Dans la mesure où les Arabes semblaient pouvoir l’emporter, l’Union Soviétique ne manifestait aucun intérêt pour initier une quelconque tentative de paix. Ce qui était également le cas du Secrétaire Général de l’ONU, Kurt Waldheim.

Le 22 octobre, le Conseil de Sécurité adoptait la Résolution 238 qui « appelait toutes les parties impliquées dans le conflit à cesser le feu immédiatement et à stopper immédiatement, toute activité militaire. » Le vote intervint le jour même où les forces israéliennes avaient isolées la Troisième Armée égyptienne et se trouvaient désormais, en position de pouvoir la détruire.²

Malgré le succès final et incontestable, remporté sur le terrain par les Forces de Défense Israéliennes, la guerre fut considérée comme un échec diplomatique et militaire. Au total, 2 688 soldats israéliens avaient été tués.

MYTHE

« Anouar el-Sadate avait accepté les propositions de paix américaines et il ne voulait pas la guerre. »

RÉALITÉ

En 1971, le Président égyptien Anouar el-Sadate évoquait la possibilité de signer un accord avec Israël, sous réserve que les territoires du conflit, soient rendus par les Israéliens. Pourtant, aucun progrès en direction de la paix ne fut accompli et, l’année suivante, Sadate affirmait que la guerre était inévitable et qu’il était prêt à sacrifier un million de ses soldats dans la confrontation avec Israël.³ Sa menace ne se traduisit pas dans les faits cette année-là.

Pendant toute l’année 1972 et pendant une grande partie de 1973, Sadate ne cessa de brandir la menace d’une guerre, à moins que les Etats-Unis n’obligent Israël à se

retirer des territoires de 1967.

Et en simultanément, le dirigeant égyptien menait une offensive diplomatique auprès des états européens et africains, pour gagner des soutiens à sa cause. Il appelait l'Union Soviétique à faire pression sur les Etats-Unis pour fournir plus d'armes offensives à l'Egypte et lui permettre de franchir le Canal de Suez. L'Union Soviétique avait plus d'intérêts à maintenir l'apparence de la détente avec les Etats-Unis, qu'à provoquer une confrontation au Moyen-Orient : c'est pourquoi elle rejeta les exigences de Sadate.

La réponse de Sadate fut l'expulsion brutale de quelques 20 000 conseillers militaires soviétiques hors d'Egypte.

Dans une interview, en avril 1973, Sadate renouvelait sa mise en garde en renouvelant ses menaces de guerre à l'encontre d'Israël.⁴ C'était cette même menace qu'il avait déjà brandie en 1971 et en 1972, et la plupart des observateurs demeurèrent sceptiques.

Les Etats-Unis adoptèrent le point de vue d'Israël sur la nécessité qu'avait l'Egypte à s'engager dans des négociations. La trêve parrainée par les Etats-Unis durait depuis déjà trois ans et le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, avait engagé un nouveau dialogue de paix dans le cadre de l'ONU. Et presque tout le monde pensait que la perspective d'une guerre était repoussée.

Sadate eut des propos acides à l'égard de l'initiative de Kissinger :

Les Etats-Unis sont toujours et encore sous la pression sioniste. Ils continuent de voir le monde à travers les lunettes sionistes qui les rendent aveugles à tout ce qui n'est pas Israël et ses désirs. Et ça : nous ne l'acceptons pas.

« Tous les pays devraient faire la guerre aux sionistes, eux qui sont là pour détruire toute organisation humaine, pour détruire la civilisation et tous les efforts que les gens de bonne volonté tentent d'accomplir. »

-Roi Fayçal d'Arabie Saoudite⁶

***CARTE 13 – Attaque égyptienne – 6 octobre 1973**
Attaque syrienne – 6 octobre 1973

MYTHE

« L'Egypte et la Syrie ont été les seuls états arabes à être impliqués dans la guerre. »

RÉALITÉ

Au moins neuf états arabes, dont quatre pays étrangers au Moyen-Orient, prirent une part active à l'effort de guerre égypto-syrien.

Quelques mois avant la Guerre de Kippour, l'Irak transférait en Egypte, une escadrille de jets Hunters. Pendant la guerre, une division irakienne d'environ 18 000 hommes et de plusieurs centaines de chars furent déployés au centre du Plateau du Golan et participa, le 16 octobre, à l'attaque contre les positions israéliennes.⁷ Les Migs irakiens lancèrent les opérations sur les Hauteurs de Golan dès le 8 octobre, au troisième jour de la guerre.

L'Arabie Saoudite et le Koweït qui finançaient le conflit en sous-main, engagèrent

également des hommes dans la bataille. Une brigade saoudienne, d'environ 3 000 fantassins, fut envoyée en Syrie et participa aux combats dans les environs de Damas. D'autre part, violant l'embargo de Paris sur la fourniture d'armes françaises aux belligérants, la Libye envoyait des Mirages à l'Égypte (de 1971 à 1973, le Président libyen Muhammad Kadhafi donna au Caire, plus d'un milliard de dollars dans le réarmement de l'Égypte et pour le paiement des armes que l'Union Soviétique avait livrées).⁸

D'autres pays d'Afrique du Nord répondirent "présents" aux appels arabe et soviétique, pour se joindre aux états arabes déjà présents sur le front. L'Algérie envoya trois escadrilles d'avions de combat et de bombardiers, une brigade de blindés et 150 tanks. Des soldats tunisiens, entre 1 000 et 2 000 hommes, se positionnèrent dans le Delta du Nil. Le Soudan stationna 3 500 hommes dans le sud de l'Égypte, et le Maroc envoya trois brigades de plus sur le front, dont 2 500 hommes en Syrie.

Les forces aériennes de défense syriennes utilisaient les radars libanais, Liban qui autorisait aussi les terroristes palestiniens à bombarder, depuis son territoire, les civils et les villages israéliens. Tandis que sur le front Sud des Palestiniens combattaient en compagnie d'Égyptiens et de Koweïtiens.⁹

Le participant le moins enthousiaste à la guerre d'Octobre, fut sans aucun doute le roi Hussein de Jordanie qui d'ailleurs, n'était pas informé des plans de guerre égyptien et syrien. Néanmoins, il envoya deux de ses meilleures unités en Syrie. Cette armée prit position dans le Secteur Sud, pour défendre l'axe Amman Damas et pour attaquer, le 6 octobre, les positions israéliennes le long de la route reliant Kuneitra à Sassa. Trois batteries d'artillerie jordaniennes participèrent aussi à l'assaut mené par une centaine de tanks.¹⁰

Notes

1. Haïm Herzog, *The Arab- Israeli Wars*, (NY: Random House, 1984), p. 230.
2. Herzog, p. 280.
3. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 747.
4. *Newsweek*, (9 Avril 1973).
5. Radio Cairo, (28 Septembre 1973).
6. *Beirut Daily Star*, (17 Novembre 1972).
7. Trevor Dupuy, *Elusive Victory: The Arab- Israeli Wars, 1947-1974*, (NY: Harper & Row, 1978), p. 462.
8. Dupuy, p. 376; Herzog, p. 278; Nadav Safran, *Israel The Embattled Ally*, (MA: Harvard University Press, 1981), p. 499.
9. Herzog, p. 278, 285, 293; Dupuy, 534.
10. Herzog, p. 300.

9. Les Frontières

MYTHE

«La création de l'état d'Israël en 1948, a changé les relations politiques et territoriales entre des états indépendants, existant depuis des siècles. »

RÉALITÉ

C'est à la fin de la première Guerre Mondiale, après la défaite de la Turquie, et après l'instauration des mandats français et britannique, que les frontières des pays du Moyen-Orient furent arbitrairement tracées. Dans le cadre du plan de partition de l'ONU, les parcelles attribuées à Israël étaient toutes des parcelles ayant été sous contrôle des Ottomans, eux qui avaient régné sur la Palestine de 1517 à 1917.

Quand la Turquie fut vaincue, à la fin de la Première Guerre Mondiale, les Français prirent possession des zones aujourd'hui appelées Liban et Syrie. Les Britanniques prirent le contrôle de la Palestine et de l'Irak. En 1926, les frontières furent redessinées et le Liban fut détaché de la Syrie.

L'émir Fayçal, que les Français avaient déposé en Syrie, fut installé par la Grande-Bretagne, à la tête du nouveau royaume d'Irak. Et en 1922, les Britanniques créèrent l'émirat de Transjordanie qui incluait toute la partie de la Palestine se trouvant à l'est du Jourdain. Cette découpe était faite pour que l'émir Abdullah, dont la famille avait été vaincue lors d'affrontements claniques dans la Péninsule arabe, puisse avoir un royaume sur lequel régner. Aucun des états limitrophes d'Israël ne devint indépendant avant le vingtième siècle. De nombreux états arabes devinrent même indépendants, après Israël.¹

MYTHE

« Depuis sa création, Israël est un état expansionniste. »

RÉALITÉ

Quand elles adoptèrent la Résolution de Partition en 1947, les Nations Unies déterminèrent aussi les frontières d'Israël. Israël avait conquis de nouveaux territoires au cours d'une série de guerres défensives, territoires dont il devra se retirer à plusieurs reprises.

Dans le cadre de l'accord de désengagement de 1974, Israël restitua à la Syrie des territoires qu'il avait conquis lors des guerres de 1967 et de 1973.

Aux termes du Traité de Paix de 1979 signé entre l'Égypte et Israël, Israël se retira, pour la troisième fois, de la Péninsule du Sinaï, alors qu'il avait déjà évacué de larges parties de ce désert conquis lors de la Guerre d'Indépendance. Après avoir conquis la totalité de désert du Sinaï au cours du conflit de Suez de 1956, une année plus tard, avec réticence, Israël dut rendre la péninsule à l'Égypte.

En septembre 1983, Israël se retira de larges secteurs qu'il avait occupés au Liban, pour se cantonner au sud de la rivière Awali. En 1985, il acheva son retrait du Liban, ne stationnant que sur une étroite zone tampon à sa frontière nord. Et, en 2000, il se retira unilatéralement de cette zone.

Après avoir signé un accord de paix avec les Palestiniens et un traité de paix avec la Jordanie, Israël accepta de se retirer de la plus grande partie de la rive occidentale du Jourdain qu'il avait pris à la Jordanie en 1967. Une petite partie de ce territoire fut

restitué à la Jordanie mais 40% furent cédés à l'Autorité Palestinienne. L'accord avec les Palestiniens impliquait aussi qu'Israël se retire, en 1994, de la plus grande partie de la Bande de Gaza qui avait été prise à l'Égypte, en 1973.

Dans le cadre d'une résolution finale de cette question, le Premier Ministre israélien, Ehud Barak, offrit qu'Israël se retire de 97% de la rive occidentale du Jourdain et de 100% de la Bande de Gaza. D'autre part, le Premier Ministre Yitzhak Rabin, et plus tard ses successeurs, proposa un retrait de la presque totalité des Hauteurs du Golan, en échange d'une paix avec la Syrie.

En août 2005, toutes les troupes israéliennes et tous les civils avaient évacué la Bande de Gaza et ce territoire avait été remis à l'Autorité Palestinienne. De plus, quatre communautés du nord de la Samarie, couvrant une région plus large que la Bande de Gaza dans son intégralité, furent également évacuées, dans le cadre du plan de désengagement. En conclusion, Israël venait de restituer 94% des territoires conquis depuis 1967.

Les négociations se poursuivaient pour trouver les dispositions finales concernant les 6% restants (environ 4273 km²) des territoires contestés, encore en possession d'Israël. La volonté d'Israël de faire des concessions territoriales en échange de la sécurité, montrait combien le but d'Israël était la paix, et non pas l'expansion.

****CARTE 14 – Portée des Missiles et de l'Artillerie depuis les positions de la Rive Occidentale***

MYTHE

« La Rive Occidentale fait partie de la Jordanie. »

RÉALITÉ

La Rive Occidentale n'a jamais fait partie de la Jordanie. D'après le plan de partition de 1947 de l'ONU – que les Juifs ont accepté et que les Arabes ont refusé – la Rive Occidentale devait faire partie d'un état arabe indépendant en Palestine occidentale. Mais au cours de la guerre de 1948, l'armée jordanienne envahissait et occupait cette zone et, en 1950, la Jordanie annexait la Rive Occidentale. Seulement deux états – la Grande-Bretagne et le Pakistan – reconnurent formellement cette annexion jordanienne. Le reste du monde, les États-Unis y compris, ne l'ont jamais reconnue.

MYTHE

« Israël prit le contrôle des Hauteurs du Golan au cours d'une guerre d'agression. »

RÉALITÉ

Entre 1948 et 1967, la Syrie a, non seulement contrôlé les Hauteurs du Golan mais les a utilisées comme position militaire d'où ses troupes tiraient au hasard, sur des cibles civiles israéliennes se trouvant en contrebas, dans la Vallée de Huleh, forçant ainsi les enfants vivants dans les kibboutz, à dormir dans des abris protégés.

De surcroît, de nombreuses routes du nord d'Israël ne pouvaient être traversées qu'après avoir été déminées par des véhicules de détection. A la fin de l'année 1996, un adolescent fut déchiqueté après avoir sauté sur une mine, alors qu'il jouait au football près de la frontière libanaise. A plusieurs reprises, ces attaques furent menées par le Fatah de Yasser Arafat, que la Syrie autorisait à mener des opérations depuis

son territoire.²

Les protestations constantes d'Israël contre les bombardements syriens, auprès de la Commission Mixte d'Armistice de l'ONU chargée de la mise en place du cessez-le-feu, n'ont jamais été couronnées de succès. Ainsi, par exemple, en octobre 1966, Israël s'est présenté devant l'ONU afin de demander l'arrêt des attaques du Fatah. La réponse de Damas, faite par l'ambassadeur syrien, fut de l'ordre de la provocation : « Notre devoir n'est pas de les arrêter mais plutôt de les encourager. »³

Aucune mesure ne fut prise pour arrêter l'agression syrienne. L'Union Soviétique opposa son veto contre la timide résolution du Conseil de Sécurité qui exprimait des "regrets" devant de tels incidents mais, au même moment, l'ONU condamnait Israël pour avoir répondu aux attaques. D'ailleurs, l'historien Netanel Lorch remarquait que « toutes les fois où le Conseil de Sécurité a été saisi officiellement, c'est la saison de la chasse qui s'ouvrait, pour tuer des Israéliens sur leur propre territoire... »⁴

Après le début de la Guerre des Six Jours, les forces aériennes syriennes essayèrent de bombarder les raffineries de pétrole de Haïfa. Tandis qu'Israël combattait dans le Sinaï et sur la Rive Occidentale, l'artillerie syrienne bombardait les forces israéliennes dans l'est de la Galilée et les unités blindées faisaient feu sur les villages de la Vallée de Huleh, en contrebas des hauteurs du plateau du Golan.

Le 9 juin 1967, Israël va se retourner contre les forces syriennes stationnées sur le Golan. Et le 10 juin, en fin d'après-midi, Israël prend le contrôle total du plateau. C'est exactement après 19 ans de provocations constantes de la part de la Syrie, et après les efforts infructueux de la communauté internationale à agir contre les agresseurs, qu'Israël reprenait le contrôle de ces positions stratégiques.

MYTHE

« Le Golan n'a aucune importance stratégique pour Israël. »

RÉALITÉ

Jusqu'en 1974, la Syrie – fortement dissuadée par la présence de l'artillerie israélienne qui était à portée de Damas – maintenait donc le Golan dans un calme relatif. Mais, pendant toute cette période, la Syrie offrait néanmoins, asile et soutien à de nombreux groupes terroristes attaquant Israël à partir du Liban et d'autres pays. Parmi ces groupes, on trouvait notamment le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP), le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), le Hezbollah et le Commandement Général du Front Populaire de Libération de la Palestine (CG-FPLP). La Syrie continuait aussi à déployer des centaines de milliers d'hommes – soit, 75% de son armée – sur le front israélien, à proximité des Hauteurs du Golan.

Depuis la partie occidentale du Golan, entre Haïfa et Saint Jean d'Acre, région qui est le cœur industriel d'Israël, il n'y a pas plus de 90km de route, sans accidents de terrain. Cette partie occidentale du Golan, qui culmine entre 120 et 520 mètres – zone des frontières d'avant 1967 – surplombe la Vallée de Huleh, région agricole la plus riche d'Israël. Aux mains d'un voisin ami, cet escarpement n'a pas grande importance militaire. Cependant, contrôlé par un pays hostile, le Golan peut facilement redevenir un cauchemar stratégique pour Israël.

Avant la Guerre des Six Jours, quand les exploitations agricoles d'Israël étaient mitraillées à partir des hauteurs du Golan, les options qui s'offraient à Israël pour contrer les attaques syriennes, étaient dictées par la réalité géographique du Plateau lui-même. Irving Heymont, Colonel de l'Armée américaine (aujourd'hui en retraite), faisait remarquer : « Les contre-attaques de l'artillerie israélienne étaient limitées par

le manque de visibilité depuis la Vallée de Huleh ; l'efficacité de leurs attaques aériennes étaient contrées grâce aux défenses syriennes fortement implantées, et une attaque sur le site, contre leurs positions aurait obligé à faire appel à de nombreuses forces, impliquant le risque majeur de lourdes pertes humaines et de graves répercussions politiques. »⁵

Rendre le Golan à une Syrie toujours hostile, sans obtenir le moindre accord de sécurité en contrepartie, cela aurait mis en danger le système d'alerte contre les attaques surprises, qu'Israël venait à peine de mettre en place. En effet, Israël avait installé des systèmes radars sur le Mont Hermon – point le plus élevé de la région – et, s'il devait se retirer du Golan et installer de nouveau ces systèmes dans les régions plates de la Galilée, Israël perdrait la plus grande partie de son efficacité stratégique.

MYTHE

« Israël a refusé tout compromis au sujet du Plateau du Golan alors que la Syrie était prête à échanger la paix contre des territoires. »

RÉALITÉ

Sous Hafez El-Assad, la position de la Syrie fut intransigeante et invariable sur l'obligation du retrait inconditionnel par Israël, de la totalité des Hauteurs du Golan. Ce n'est qu'après ce retrait qu'Hafez El-Assad pouvait envisager une discussion au sujet de ce que la Syrie pourrait faire en retour. Pourtant, à aucun moment, il ne laissa supposer que s'il récupérait tout ou partie du Golan, il aurait la volonté de faire la paix.

De son côté, et avant de rendre la moindre parcelle, Israël demeurait inflexible dans son exigence de savoir ce que la Syrie était prête à concéder. La volonté d'Israël à négocier tout ou partie du Golan, était donc directement liée à la volonté de la Syrie quant à la normalisation des relations et à sa volonté de signer un accord mettant un terme à l'état de guerre qui, selon elle, existait entre les deux pays.

Les inquiétudes liées à la topographie et associées au retrait des Hauteurs du Golan, pouvaient être compensées par la démilitarisation, mais Israël devait aussi avoir une frontière sûre d'où il pourrait se défendre avec le minimum de pertes. Plus la démilitarisation serait large, plus Israël aurait la possibilité de se mobiliser en cas d'alerte et plus il pourrait se montrer souple au sujet de cette frontière.

Outre la sécurité militaire, Israël recherchait la normalisation des relations entre les deux pays. Les liens d'Israël et de la Syrie devaient au moins, être semblables à ceux qu'Israël avait avec l'Égypte; et idéalement, ils devraient être semblables à la situation de paix entre Israël et la Jordanie. Cela voulait dire qu'il fallait aller plus loin qu'un simple échange d'ambassadeurs, qu'il fallait ouvrir des lignes aériennes et créer les conditions dans lesquelles Israéliens et Syriens pourraient visiter le pays de l'autre, engager des relations commerciales et avoir toutes les formes de coopérations qui sont normales entre nations amies.

Mais, au sujet du retrait du Golan, des réticences existaient aussi à l'intérieur d'Israël. La plupart des gens pensaient que "si" et "quand" les Syriens signeraient un accord et prendraient des mesures, comme le contrôle des attaques du Hezbollah contre Israël à partir du Sud Liban : démonstration serait alors faite d'un réel intérêt syrien pour la paix. Le Président Hafez El-Assad est mort en juin 2000 et depuis, aucune négociation n'a eu lieu avec Bashar, son fils et successeur qui n'a pas changé d'un iota la position de la Syrie au sujet du Plateau du Golan. En l'absence de véritable changement dans l'attitude de la Syrie envers Israël, la sécurité de l'état hébreu continue donc de dépendre du maintien de son contrôle militaire sur le Golan.

« Du point de vue strictement militaire, Israël devrait exiger de conserver certain des territoires conquis afin de lui permettre d'avoir des frontières militairement défendables. »

**-Rapport du Commandement général des armées,
destiné au Secrétaire de la Défense, 29 juin 1967**

***CARTE 16 – Distances et Mesures du Plateau du Golan**

MYTHE

« Israël a illégalement occupé le Plateau du Golan en 1981, contrevenant aux lois internationales et à la Résolution 242 de l'ONU. »

RÉALITÉ

Le 14 décembre 1981, la Knesset vota l'annexion des Hauteurs du Golan. Ce faisant, la loi et l'administration civiles israéliennes s'appliquaient aux résidents du Golan, remplaçant ainsi l'autorité militaire qui avait régné dans cette zone, jusqu'en 1967. Cette loi n'effectue aucune forclusion de l'option "négociations", concernant un accord final sur le statut de ce territoire.

A la suite de l'adoption de la loi à la Knesset, Julius Stone, Professeur de Droit au Hastings College, écrivait : « Il n'y a aucune application de loi internationale qui exige que, dans une telle situation, la loi de l'occupant militaire attende ainsi, éternellement, avant de s'appliquer, [d'effectuer] le contrôle du territoire et d'y installer un gouvernement permanent... De nombreux hommes de loi internationaux se sont vraiment émerveillés de la capacité de patience d'Israël, patience qui l'a fait attendre aussi longtemps. »⁶

« Il est impossible de défendre Jérusalem à moins d'avoir le contrôle des hauteurs qui l'environnent... Un avion décollant de n'importe quel aéroport d'Amman, survole déjà Jérusalem en deux minutes et demie, il m'est donc impossible de défendre le pays dans sa totalité sauf si j'ai le contrôle de ce territoire. »

**-Lieutenant Général (à la retraite) Thomas Kelly, directeur des opérations
pour le Commandement général des Forces alliées, pendant la Guerre du Golfe⁷**

MYTHE

« Le retrait de la Rive Occidentale par Israël serait à peine plus difficile que le retrait du Sinaï. »

RÉALITÉ

Plusieurs pages du Traité de Paix entre Israël et l'Égypte sont consacrées aux dispositifs de sécurité. Par exemple, l'Article III de l'annexe du traité, concerne les zones dans lesquelles les vols de reconnaissance sont autorisés et l'Article V permet l'installation des systèmes radars d'alerte avancée, dans des zones spécifiques.

Les garanties de sécurité, nécessaires pour rassurer Israël au point de lui permettre de se retirer, ne pouvaient être données qu'à une seule condition : que le Sinaï soit

démilitarisé. Ces garanties donnaient à Israël une large bande de sécurité mettant les deux principales villes israéliennes, Tel-Aviv, à plus de 75km de la frontière, et Jérusalem, à plus de 110km.

La situation dans les Territoires était totalement différente. Plus de deux millions d'Arabes vivent sur la Rive Occidentale, la plupart dans des villes surpeuplées et dans des camps. La majorité d'entre eux étant située dans la proximité immédiate des grandes villes israéliennes comme Tel-Aviv et Jérusalem. Ces dernières années, le danger représenté par cette situation, a souvent été illustré par l'infiltration de terroristes de l'Autorité Palestinienne, venus commettre ces actes horribles que sont les attentats suicides.

Malgré ces risques, et depuis les Accords d'Oslo, Israël s'est retiré de plus de 40% de la Rive Occidentale et a même offert, au cours des négociations passées, d'en restituer 97% en échange d'un règlement définitif avec les Palestiniens. Sans vouloir, cependant, retourner aux frontières d'avant 1967, comme l'exigeaient les Palestiniens et les états arabes.

MYTHE

« Les demandes d'Israël en matière de frontières sûres ne sont pas raisonnables, à l'époque des missiles à longue portée et des bombardiers à long rayon d'action. »

RÉALITÉ

L'histoire montre bien qu'aucune attaque aérienne n'a jamais réussi, à elle seule, à vaincre un pays. Ce sont les troupes qui, occupant les territoires, réussissent à les conquérir.

Un exemple en est donné par l'invasion du Koweït par l'Iraq qui a occupé et conquis ce pays, en seulement quelques heures. Bien que les forces multinationales aient bombardé l'Iraq pendant presque six semaines, le Koweït n'a pu être libéré qu'au moment où les troupes alliées l'ont occupé physiquement, au cours des derniers jours de la guerre. Des frontières défendables et sûres sont celles qui empêchent ou rendent impossibles, de telles attaques terrestres.

Le retour d'Israël à ses frontières d'avant 1967 – frontières que les états arabes voudraient réimposer – donnerait l'envie à d'éventuels agresseurs, de relancer les attaques contre l'état hébreu, comme d'ailleurs ils le faisaient en permanence, avant 1967. Avec ce retour, Israël perdrait aussi le bénéfice des systèmes sophistiqués de radars d'alerte avancée qu'il a installé sur les collines de Judée et de Samarie. Si des voisins hostiles prenaient le contrôle de ces monts, alors les armées ennemies pourraient couper Israël en deux : car de ce point précis, il n'y a que 23km – sans le moindre obstacle topographique – jusqu'à la Méditerranée.

A leur point le plus étroit, ces lignes de démarcation de 1967 sont à 13km de Tel-Aviv, à 15km de Beer-Sheva, à 30km de Haïfa et à 30cm de Jérusalem.

Un rapport destiné au Secrétaire de la Défense, rédigé en 1967 par le Commandement Général des Forces américaines, remarquait que pour défendre Jérusalem, Israël devra toujours avoir des frontières « positionnées à l'est de la ville. »⁸ Avoir le contrôle sur la vallée du Jourdain, était également essentiel pour la sécurité d'Israël car cette vallée « constitue une barrière naturelle de sécurité entre Israël et la Jordanie et fonctionne en tant que défense anti-char, » remarquait aussi l'analyste militaire Anthony Cordesman. « Cette ligne défensive augmente considérablement le temps dont Israël dispose pour mobiliser ses troupes et pour assurer le contrôle sur la Rive Occidentale dans l'éventualité d'une guerre. » Il

ajoutait que sacrifier le contrôle sur les routes menant sur les Hauteurs du Golan en passant par la Rive Occidentale, rendrait bien plus difficile le déploiement des Forces de Défense Israéliennes, et augmenterait les risques de voir les Forces jordaniennes, syriennes ou palestiniennes prendre position sur les hauteurs.⁹

Même à l'époque des missiles à longue portée, le concept de profondeur stratégique est pertinent. Le Centre Jaffee d'Etudes Stratégiques, un groupe d'études israélien considéré comme très performant, tirait les conclusions que « les stations radars d'alerte avancée et le déploiement de batteries de missiles sol-air, peuvent donner le temps nécessaire à mettre en action les alarmes anti-aérienne et prévenir la population de la nécessité de se rendre dans les abris en cas d'attaques de missiles. Cela peut même permettre l'interception de missiles ennemis en vol... Tant que ces missiles sont armés d'armes conventionnelles, ils peuvent causer de lourdes pertes et causer de graves dommages mais ne peuvent pas décider de l'issue du conflit. »¹⁰

***CARTE 17 – Temps de vols vers Israël –**

MYTHE

« Israël "occupe" la rive occidentale du Jourdain. »

RÉALITÉ

En politique, les mots comptent. Or, malheureusement, l'utilisation déviante des mots a structuré la perception du conflit israélo-arabe au désavantage d'Israël. C'est le cas, par exemple, du terme "Rive Occidentale" et du terme "occupation" qui ont été détournés par ceux qui veulent peindre Israël sous les pires couleurs possibles. Cet usage déviant des mots, donne aussi la possibilité à certains d'expliquer ou de qualifier le terrorisme d'acte de "résistance à l'occupation", comme si les femmes et les enfants tués par des attentats suicides dans les bus, les pizzerias et dans les centres commerciaux étaient responsables de la situation des Arabes.

Etant donné la connotation négative attachée au mot "occupant", il n'est pas étonnant que les portes-parole arabes utilisent ce mot ou ses variantes, aussi souvent que possible lorsqu'ils s'adressent aux médias. Il n'est pas non plus étonnant, que ce qui correspond très précisément à la Judée et à la Samarie, se transforme en territoires "contestés".

« Pour un Texan, une première visite en Israël est une véritable révélation. Dans sa partie la plus étroite, entre la Méditerranée et l'ancienne ligne d'Armistice, le pays n'est large que de 12km : moins que la distance qui sépare les deux extrémités de l'aéroport de Dallas-Ft. Worth. Et la totalité d'Israël, réduit à ses frontières d'avant 1967, fait à peu près six fois la taille du King Ranch, non loin de Corpus Christi. »

-Président George W.Bush¹¹

***CARTE 18 – Distances entre les centres de peuplement israéliens
et les lignes de l'Armistice d'avant 1967 –**

Généralement, quand on mentionne la plupart des territoires contestés dans le monde, on ne les mentionne jamais comme étant des territoires occupés par celui qui

les contrôle. C'est le cas, par exemple, du Cachemire, région pourtant extrêmement contestée.¹²

Le terme occupation désigne précisément le contrôle qu'une puissance étrangère exerce sur une région qui auparavant, était sous la souveraineté d'un autre état. Dans le cas de la Rive Occidentale, il n'y avait aucune souveraineté légitime antérieure puisque ce territoire avait été illégalement occupé par la Jordanie, de 1948 à 1967. Et que seuls, deux pays – la Grande-Bretagne et le Pakistan – avaient reconnu l'annexion jordanienne.

Les Palestiniens n'ont jamais demandé la fin de l'occupation jordanienne ni la création d'un état palestinien.

Il est également essentiel de faire la distinction entre un territoire gagné lors d'une guerre de conquête et un territoire obtenu lors d'une guerre défensive. Un pays qui en attaque un autre et qui, ensuite, garde les territoires ainsi conquis, est un pays occupant.

Par contre, le pays qui gagne des territoires en se défendant contre un agresseur, n'est pas dans cette catégorie. C'est le cas d'Israël qui avait officiellement averti le Roi Hussein que, si la Jordanie restait en-dehors du conflit, Israël ne combattrait pas contre lui. Hussein ignora l'avertissement et attaqua Israël. C'est en repoussant l'assaut et en faisant reculer les troupes de l'envahisseur jordanien, qu'Israël en vint à contrôler la Rive Occidentale.

En repoussant les requêtes arabes, demandant le retrait d'Israël de tous les territoires conquis en 1967, le Conseil de Sécurité de l'ONU, dans la Résolution 242, reconnaissait qu'Israël était légitimement fondé à réclamer tout ou partie de ces territoires, afin de se constituer des frontières sûres et défendables.

Depuis Oslo, il était presque impossible de continuer à taxer Israël de puissance occupante puisqu'il avait transféré la quasi-totalité de l'administration civile à l'Autorité Palestinienne. Israël ne conservait que le contrôle de sa propre sécurité extérieure et celle de ses ressortissants tandis que 98% de la population de la Rive occidentale et de la Bande de Gaza, passait sous contrôle de l'Autorité Palestinienne. La présence militaire d'Israël sur ces territoires, étant la conséquence directe de l'absence de volonté des Palestiniens à cesser la violence exercée contre Israël. Le meilleur moyen, pour les Palestiniens, de conclure le conflit au sujet des territoires, est de remplir leurs engagements quant à la Feuille de route, de réformer l'Autorité Palestinienne, d'arrêter la terreur et de négocier un véritable accord de paix.

Notes

1. L'Égypte n'est devenue qu'en 1922; le Liban en 1946; la Jordanie en 1946; et la Syrie en 1946. La plupart des états du Golfe ont gagné leur indépendance après Israël: le Koweït en 1961; Bahraïn en 1970; les Emirats Arabes Unis en 1971; et le Qatar en 1971.
2. Netanel Lorch, *One Long War*, (Jerusalem: Keter, 1976), pp. 106–110.
3. Anne Sinai et Allen Pollack, *The Syrian Arab Republic*, (NY: American Academic Association for Peace in the Middle East, 1976), p. 117.
4. Lorch, p. 111.
5. Sinai and Pollack, pp. 130–31.
6. *Near East Report*, (29 Janvier 1982).
7. *Jerusalem Post*, (7 Novembre 1991).
8. Rapport du Secrétariat de la Défense, 29 Juin 1967, cité par Michael Widlanski, *Can Israel Survive a Palestinian State?*, (Jerusalem: Institute for Advanced Strategic and Political Studies, 1990), p. 148.

9. Anthony Cordesman, "Escalating to Nowhere: The Israeli- Palestinian War—Fighting and Failed Peace Efforts," (DC: CSIS, 22 Août 2003).
10. *Israel's Options for Peace*, (Tel Aviv: The Jaffee Center for Strategic Studies, 1989), pp. 171–72.
11. Discours devant le Comité Juif Américain, (3 Mai 2001).
12. Département d'Etat des USA, Lettre d'Information Consulaire: Inde, (22 Février 2002).

10. Israël et le Liban

MYTHE

«L'OLP ne représentait aucune menace contre Israël et observait un cessez-le-feu quand Israël a attaqué le Liban. »

RÉALITÉ

Au cours du mois de juillet 1981, l'OLP ne cessa de violer l'accord de cessez-le-feu. En juin 1982, quand l'armée israélienne fit son entrée au Liban, la vie des Israéliens était devenue absolument impossible du fait des actions de l'OLP : 270 actions terroristes avaient frappé la Bande de Gaza, la Rive Occidentale et les frontières avec le Liban et la Jordanie. Vingt neuf Israéliens furent tués et plus de 300 personnes furent blessées lors des attaques.¹ La fréquence des attaques contre la Galilée forcèrent des milliers de personnes à fuir et à quitter leur maison ou à passer beaucoup de temps dans les abris.

Au Liban, une armée de 15 à 18 000 hommes de l'OLP était cantonnée sur des dizaines de sites, dont 5 à 6 000 mercenaires venant de Libye, d'Iraq, d'Inde, du Sri Lanka, du Tchad et du Mozambique.² L'arsenal de l'OLP comprenait aussi des mortiers, des fusées Katioucha, et un réseau étendu de défense anti-aérienne. Dans ces sites, Israël découvrit plus tard, assez d'armes légères et de matériel de guerre, pour équiper cinq brigades.³ L'OLP avait également installé une centaine de chars T-34 dans la région.⁴ La Syrie, qui avait laissé le Liban devenir un havre de paix pour l'OLP et pour d'autres groupes terroristes, faisait entrer dans le pays des missiles sol-air qu'elle fournissait ensuite à l'OLP, rajoutant un danger supplémentaire pour Israël.

Ni les frappes israéliennes ni les actions commandos ne semblaient réussir à empêcher la croissance de l'armée de l'OLP. Pour prendre des mesures contre les terroristes, Israël considéra qu'il ne pouvait plus se permettre d'attendre des nouvelles attaques meurtrières contre les civils israéliens.

Aux attaques qu'Israël avait lancées les 4 et 5 juin, l'OLP répondit par une attaque massive à l'artillerie lourde et au mortier, contre la population israélienne de Galilée. Le 6 juin, l'armée israélienne rentra au Liban pour en expulser les terroristes.

L'ancien Secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, justifia l'opération israélienne : « Aucun état souverain ne peut tolérer indéfiniment, la création le long de ses frontières, d'une force militaire dont le but avoué est sa destruction et la réalisation de ses objectifs par le moyen de bombardements et de raids périodiques. »⁵

MYTHE

« L'OLP a traité les Libanais avec dignité et respect. »

RÉALITÉ

Pour les habitants arabes du Sud Liban, l'OLP était un vrai cauchemar. En 1970, après que le Roi Hussein ait expulsé l'OLP de Jordanie, de nombreux cadres de l'OLP allèrent au Liban. L'OLP s'empara de régions entières, brutalisa les populations et se substitua à l'autorité du gouvernement libanais.

Le 14 octobre 1976, Edward Ghorra, l'ambassadeur libanais auprès de l'ONU, déclara à l'Assemblée Générale que l'OLP menait son pays à la ruine : « Des éléments palestiniens appartenant à différentes organisations, pratiquent le kidnapping

de Libanais, et parfois d'étrangers, ils les gardent prisonniers, les interrogent, les torturent et parfois, ils les tuent. »⁶

D'innombrables Libanais ont raconté de pénibles histoires de viols, de mutilations et de meurtres commis par les hommes de l'OLP. Deux femmes arabes de Sidon témoignaient que l'OLP « tuait des gens et jetait leurs corps dans les arrières cours. Certains de ces corps étaient mutilés et démembrés. Personne n'osait plus sortir, de peur de finir comme eux. Nous n'osions plus aller à la plage parce qu'ils nous maltrahaient, les armes à la main. » Ces femmes parlèrent aussi d'une situation qui s'était produite peu avant l'entrée des Israéliens, au cours de laquelle une femme avait été violée puis assassinée par des hommes de l'OLP qui jetèrent son cadavre au pied d'une célèbre statue de la ville. La photo du corps mutilé est parue dans la presse locale.⁷

Après une visite à Damour, village chrétien près de Beyrouth, occupé par les Palestiniens depuis 1976 à l'époque où les Palestiniens et les Libanais de gauche mettaient la ville à sac et massacraient des centaines d'habitants, David Shipler, correspondant du *New-York Times*, écrivait que l'OLP avait transformé la ville en base militaire, « utilisant les églises comme places fortes et comme dépôts d'armes. »⁸

Quand l'armée israélienne expulsa les Palestiniens hors de Damour, en juin 1982, le Premier Ministre israélien, Menahem Begin annonça que les habitants chrétiens de la ville pouvaient revenir et reconstruire leurs maisons. A leur retour, ils trouvèrent leurs maisons recouvertes d'inscriptions et de slogans nationalistes palestiniens, toutes sortes de brochures du Fatah et des posters de Yasser Arafat. Ils se confièrent à Shipler, lui disant combien ils étaient heureux d'avoir été libérés par les Israéliens.

MYTHE

« Israël est responsable du massacre de milliers de réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila. »

RÉALITÉ

Les 16 et 17 septembre 1982, les milices phalangistes chrétiennes perpétrèrent les massacres qui eurent lieu dans les deux camps de réfugiés situés dans la banlieue de Beyrouth. Les Israéliens avaient autorisé les Phalangistes à entrer dans Sabra et Chatila afin de leur permettre d'extirper les cellules terroristes dont on avait localisé la présence. On estimait que 200 hommes armés se trouvaient dans les camps, agissant à partir des innombrables bunkers construits par l'OLP au fil des années et abondamment fournis en réserves de munitions.¹⁰

Quand les Israéliens ordonnèrent aux Phalangistes de quitter les camps, ils trouvèrent des centaines de morts (entre 460 selon la police libanaise, et 700 à 800, selon les Renseignements israéliens). A en croire les Libanais, 35 femmes et enfants se trouvaient parmi les victimes, le reste des victimes étant des hommes, Palestiniens, Libanais, Pakistanais, Iraniens, Syriens et Algériens.¹¹ Ces tueries avaient été perpétrées pour venger l'assassinat du Président libanais Béchir Gémayel et de 25 de ses proches, tués quelques jours plus tôt dans une attaque à la bombe.¹²

C'est dans le cadre d'un transfert d'autorité aux Libanais qu'Israël avait permis aux Phalanges de pénétrer dans les camps mais il accepta cependant d'assumer la pleine responsabilité des conséquences de cette décision. La Commission d'Enquête Kahane, formée par le gouvernement israélien devant la réaction de colère et de déchirement de l'opinion publique israélienne, conclut qu'Israël avait une responsabilité indirecte dans ce qui avait eu lieu, en n'ayant pas anticipé l'éventuelle violence des Phalangistes. Ariel Sharon, Ministre de la Défense, démissionna et le

Chef d'Etat-major de l'Armée, Rafal Eitan, fut démis de ses fonctions.

La Commission Kahane, déclara Henry Kissinger, ancien Secrétaire d'Etat, « est la preuve de la grande intégrité de la démocratie israélienne...Il y a très peu de gouvernements dans le monde, capables de mener à bien une enquête publique sur un épisode aussi traumatisant et douloureux. »¹³

Paradoxalement, alors que 300 000 Israéliens défilaient pour protester contre ces tueries, peu de réactions, voire aucune, n'avait lieu dans le monde arabe. Tandis qu'hors du Moyen-Orient, un cri unanime de réprobation internationale condamnant les massacres, s'éleva contre Israël. Et les Phalangistes, eux qui avaient perpétré le crime, furent épargnés et n'encoururent aucune condamnation.

En revanche, peu de voix s'élevèrent en mai 1985, quand les miliciens musulmans attaquèrent les camps de réfugiés palestiniens de Chatila et de Burj-el Brajireh. D'après les fonctionnaires de l'ONU, le bilan s'élevait à 635 tués et 2 500 blessés. Au cours des deux années de combat opposant la milice chiite Amal, soutenue par la Syrie, et l'OLP, plus de 2 000 personnes, parmi lesquelles de nombreux civils trouvèrent la mort. Aucune condamnation de ces massacres, ne fut exprimée ni à l'encontre de l'OLP ni à l'encontre des Syriens et de leurs alliés. Et, en octobre 1990, la réaction internationale ne fut pas en reste : elle garda le silence quand les forces syriennes s'emparèrent des régions du Liban contrôlées par les Chrétiens. Dans un affrontement qui dura huit heures, 700 Chrétiens furent tués, ce qui pour un seul combat, est le bilan le plus lourd de la guerre civile du Liban.¹⁴ Ces tueries vinrent s'ajouter aux 95 000 victimes faites par la guerre civile du Liban, de 1975 à 1982.¹⁵

MYTHE

« Israël n'a pas obtempéré à la demande de l'ONU lui de se retirer totalement du Liban à cause de l'occupation illégale des fermes de Shebaa. »

RÉALITÉ

Malgré le constat fait par l'ONU, établissant qu'Israël avait totalement évacué le Sud Liban¹⁶, le Hezbollah et le gouvernement libanais soutenaient qu'Israël conservait encore une partie du territoire libanais à l'est du Mont Dov, une parcelle de 160 km², pratiquement inhabitée, appelée "les fermes de Shebaa". Cette affirmation fournissait un prétexte au Hezbollah pour continuer ses activités contre Israël. Ainsi par exemple, après avoir capturé trois soldats israéliens dans cette zone, le Hezbollah affirma que ces soldats avaient été pris sur le sol libanais.

Israël, qui avait construit une série de postes d'observation au sommet des collines de la région, rappelait que cette portion de territoire avait été prise à la Syrie ; malgré cela, les Syriens soutinrent l'affirmation du Hezbollah. Le *Washington Post* faisait remarquer que cette controverse bénéficiait à toutes les parties arabes. « Pour la Syrie, c'est le moyen d'utiliser le Hezbollah pour la déstabilisation d'Israël ; pour le Liban, c'est la possibilité de continuer de faire pression sur Israël pour des faits comme, entre autre, le retour des prisonniers libanais encore dans les prisons israéliennes. Pour le Hezbollah, c'est une bonne raison pour laisser sur place, des milices armées et en activité, tout en donnant un nouvel objectif à un mouvement de résistance qui, sinon, n'aurait rien à quoi résister. »¹⁷

En janvier 2005, le Conseil de Sécurité de l'ONU condamne la violence s'exerçant le long de la frontière israëlo-libanaise et réaffirme que la demande du Liban concernant les fermes de Shebaa n'est « pas compatible avec les résolutions du Conseil de Sécurité » stipulant qu'Israël était déjà totalement retiré du Liban.

« S'ils restent à Shebaa, nous n'aurons de cesse de les combattre. Notre but est de libérer la Palestine et les frontières de 1948... [Les Juifs] peuvent retourner en Allemagne ou n'importe où d'où ils viennent. »

-Hassan Ezzedin, Porte-parole du Hezbollah¹⁸

**CARTE 19 – Frontière entre le Liban et Israël en 2000 –*

MYTHE

« *La Syrie a été une force de stabilisation agissant pour le bien du Liban.* »

RÉALITÉ

L'histoire des interventions de Damas au Liban est une histoire longue et sanglante, et la Syrie n'a jamais fait mystère de son espoir de faire de ce voisin faible, une partie de la Syrie. Depuis 1920, date de la création du Liban d'aujourd'hui, « la plupart des Syriens n'ont jamais reconnu le Liban moderne comme état souverain et indépendant.¹⁹ En 1975, Damas saisit l'occasion du déclenchement de la Guerre civile libanaise pour agir en accord avec sa croyance : le Liban et la Syrie ne font qu'un.

En 1976, la Syrie intervient dans la guerre civile libanaise du côté des Chrétiens. Puis, en 1978, elle change d'alliance pour soutenir la coalition de gauche composée de Palestiniens, de Druzes et de Musulmans luttant tous contre les Chrétiens. Cela aboutit à une occupation des deux-tiers du Liban par les troupes syriennes. La Syrie, en déployant des batteries de missiles sol-air sur le sol libanais et en autorisant l'OLP et d'autres groupes terroristes à attaquer Israël à partir du Liban, contribua au déclenchement de la Guerre du Liban de 1982.²⁰

En juin 1982, au cours de la première semaine de l'opération israélienne « Paix en Galilée », les Syriens engagèrent les combats contre les forces israéliennes. Les Israéliens détruisirent ou endommagèrent 18 ou 19 batteries de missiles syriennes et, en une seule journée, ils abattirent 29 Migs syriens sans même subir la perte d'un seul appareil. C'est à partir de ce moment et jusqu'à la fin de la guerre, que les Israéliens et les Syriens évitèrent toute confrontation directe.

La Syrie trouva d'autres moyens de nuire à Israël. En 1982, des agents syriens assassinèrent le Président Béchir Gemayel qui, lui, voulait la paix avec Israël. Deux ans plus tard, la Syrie obligea Amin Gemayel, frère de Béchir, à dénoncer le traité de paix que Béchir avait signé avec Israël, l'année précédente.²¹

Mais les actions syriennes n'avaient pas qu'Israël comme objectif, elles visaient également l'Occident. En avril 1983, les terroristes du Hezbollah, opérant à partir des territoires sous contrôle syrien, bombardèrent l'ambassade américaine de Beyrouth, faisant 49 morts et blessant 120 personnes. Six mois plus tard, des terroristes du Hezbollah précipitèrent deux camions chargés d'explosifs contre les casernes des Marines américains et des militaires français cantonnés près de Beyrouth, tuant 241 soldats américains et 56 soldats français.

En 1985, les activistes du Hezbollah commencèrent à kidnapper des Occidentaux dans les rues de Beyrouth et d'autres villes libanaises. Dès le début de ces enlèvements, il s'avéra évident que les Syriens et les Iraniens, leurs alliés, auraient pu donner l'ordre, à tout moment, de libérer les otages occidentaux. Ainsi, à la demande expresse des Syriens, un Français enlevé en août 1991, fut libéré en l'espace de quelques jours. La plupart des otages étaient détenus dans la Vallée de la Bekaa ou

dans les faubourgs de Beyrouth : deux régions contrôlées par la Syrie.

De 1985 à 1988, des miliciens chiites Amal, une faction très proche de la Syrie, tuèrent des centaines de civils palestiniens au cours de raids effectués dans les camps de réfugiés.

En octobre 1990, alors que l'attention était concentrée sur le Koweït, les troupes syriennes s'emparèrent du bastion de l'insurgé chrétien, le Général Michel Aoun. En plus des morts qui eurent lieu au cours du combat, environ 700 personnes furent massacrées.²² Avec cette guerre-éclair, Damas détruisait la dernière menace pesant sur son hégémonie sur le Liban.

Le 22 mai 1991, le Président libanais Elias Hrawi signait un traité avec le Président syrien Hafez El-Assad, stipulant que la Syrie assurerait « la souveraineté et l'indépendance » du Liban, et qui autorisait la Syrie à maintenir son armée d'occupation dans ce pays. On eut un aperçu des véritables intentions de la Syrie quand le Ministre de la Défense, Mustafa Tlas prédit que l'unité entre les deux pays, serait réalisée « très bientôt ou, du moins, au cours de notre génération. »²³

Après la signature du traité, la Syrie continua de dominer et de contrôler très fermement le Liban, supprimant brutalement tous ses rivaux potentiels. Pourtant, cet état de fait se modifia radicalement quand la Syrie fut suspectée d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du dernier Premier Ministre libanais Rafik Hariri, le 14 janvier 2005. L'ONU adopta une résolution exigeant le retrait des forces non-libanaises et une enquête sur les massacres. En conséquence, la Syrie retira ses troupes du Liban tout en continuant d'exercer une influence très forte, au travers du « paternalisme politique et d'alliances secrètes prises en sous-main. »²⁴

MYTHE

« *La Syrie est intervenu au Liban à la seule demande de la Ligue Arabe.* »

RÉALITÉ

La Syrie fit entrer ses troupes au Liban avant d'avoir reçu l'accord de la Ligue Arabe. L'intervention de Damas eut lieu en avril 1976, après que le chef de guerre Druze libanais, Kémal Joumblatt, refusa la demande du Président syrien Hafez el-Assad d'un cessez-le-feu. Le refus de Jumblatt d'arrêter ses attaques contre les Chrétiens du Liban, donna à Assad le prétexte dont il avait besoin pour intervenir.

En juin 1976, la Ligue Arabe donna son accord pour une réunion au cours de laquelle la Syrie, la Libye, l'Arabie Saoudite et le Soudan décidèrent d'envoyer des troupes « pour ramener la paix. » C'est Assad qui envoya le plus gros des troupes, tandis que les autres n'eurent qu'une participation symbolique.²⁵ "L'approbation" de la Ligue Arabe se limita à la seule reconnaissance d'un fait accompli.

Notes

1. Jillian Becker, *The PLO*, (London: Weidenfeld and Nicolson, 1984), p. 205.
2. Becker, pp. 202, 209.
3. *Jerusalem Post*, (28 Juin 1982).
4. Cité par Raphael Israeli, ed. *PLO in Lebanon*, (London: Weidenfeld and Nicolson, 1983), p. 7.
5. *Washington Post*, (16 Juin 1982).
6. Israeli, p. 259. Egalement *New York Times*, (15 Octobre 1976); Rapports Officiels de l'Assemblée Générale, Trente-et-unième Session, 32^{ème} Réunion Plénière.
7. Interviewé par "Israel Television", (23 Juillet 1982).
8. *New York Times*, (21 Juin 1982).
9. *New York Times*, (21 Juin 1982).

10. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War*, (NY: Simon and Schuster, 1984), p. 70.
11. Becker, p. 212.
12. Schiff et Yaari, p. 257.
13. *Washington Post*, (8 Février 1983).
14. *New York Times*, (19 Octobre 1990).
15. Becker, p. 212.
16. "Security Council Endorses Secretary- General's Conclusion on Israeli Withdrawal from Lebanon as of 16 June," Communiqué de Presse de l'ONU, (18 Juin 2000).
17. *Washington Post*, (30 Janvier 2001).
18. *New Yorker*, (14 Octobre 2002).
19. Daniel Pipes, *Damascus Courts The West*, (DC: The Washington Institute for Near East Policy, 1991), p. 26.
20. Becker, pp. 204–205.
21. Patrick Seale, *Asad*, (Berkeley: University of California Press, 1988), p. 417.
22. Pipes, p. 27.
23. *al- Hayat*, (9 Mai 1991).
24. "Q & A: Syria and Lebanon," BBC News, (25 Avril 2005).
25. Becker, p. 131.

11. Les Guerres du Golfe

MYTHE

« La Guerre du Golfe de 1991 a été faite pour Israël. »

RÉALITÉ

Avant que le Président George Bush n'annonce l'opération « Tempête du désert », certains ont accusé Israël et ses sympathisants, de pousser Washington à enclencher une guerre contre l'Irak afin d'éliminer la menace militaire que celui-ci représente. Dans son discours du 2 août 1990, le Président George Bush exprimait très clairement la position des Etats-Unis, évoquant « les intérêts vitaux et à long terme des Etats-Unis » dans le Golfe Persique. Sans oublier le fait que l'agression "brutale et immotivée" de l'Irak, violait la Charte des Nations Unies. Le Président exprima aussi son inquiétude à l'égard des autres petits pays de la région et à l'égard des citoyens américains vivant ou travaillant dans cette zone. « Je considère le fait de protéger les citoyens américains comme étant une responsabilité fondamentale de ma présidence. »¹

Au cours de la crise du Golfe, le Président et les hauts fonctionnaires n'ont jamais fait mystère que les intérêts américains -notamment les réserves de pétrole- étaient menacés par l'invasion du Koweït par l'Irak.

La plupart des Américains étaient d'accord avec la décision du Président de faire la guerre. Et le sondage fait pas le *Washington Post* et ABC News le 16 janvier 1991 mettait en lumière que 76% des Américains approuvaient le fait que les Etats-Unis aillent en guerre contre l'Irak alors que 22% étaient contre.²

Il est vrai qu'Israël considérait l'Irak comme une sérieuse menace pour sa sécurité, étant donné le rôle de l'Irak comme leader du camp opposé à l'état hébreu. Israël eut la confirmation que cette menace était réelle quand l'Irak envoya 39 missiles Scud sur les villes israéliennes.

Israël n'a jamais demandé aux troupes américaines de mener les combats à sa place. Les troupes israéliennes étaient même prêtes à participer à la Guerre du Golfe c'est à la demande des Etats-Unis qu'elles n'y ont pas pris part. Et même après les attaques des missiles Scud, Israël a continué d'accepter la demande des Etats-Unis de ne pas répondre aux provocations.

MYTHE

« Le profil bas adopté par Israël pendant la Guerre du Golfe prouve qu'il n'avait aucun intérêt stratégique pour les Etats-Unis. »

MYTHE

Il n'avait jamais été question qu'Israël joue un rôle majeur dans les hostilités du conflit du Golfe. Les Américains savaient pertinemment que les responsables des états arabes n'auraient jamais permis à Israël d'apporter son aide; ils savaient également que les troupes américaines auraient à intervenir puisque les états du Golfe étaient incapables d'assurer leur propre défense.

La posture d'Israël était le reflet d'une décision politique et délibérée, prise en réponse à la requête américaine. Néanmoins, cela ne l'empêcha pas d'apporter son aide aux Etats-Unis dans sa campagne réussie pour faire reculer l'agression irakienne.

Ainsi, par exemple :

- En annonçant qu'il prendrait des mesures militaires dans l'hypothèse où les troupes irakiennes entraient en Jordanie, Israël garantissait de fait, l'intégrité territoriale de son voisin contre toute agression par l'Irak.
- Les Etats-Unis bénéficièrent d'équipements fabriqués en Israël, notamment les lance-missiles aériens Have Nap, installés sur leurs bombardiers B52. De plus, afin d'assurer les vols de reconnaissance dans le Golfe, la Marine utilisa les drones téléguidés israéliens Pioneer.
- Israël a fourni des démineurs, utilisées pour dégager les axes de communications devant les forces alliées et leur permettre de traverser les champs de mines irakiens.
- Des ponts mobiles, directement amenés d'Israël en Arabie Saoudite par voie aérienne, furent utilisés par les Corps de la Marine américaine.
- Les préconisations israéliennes, basées sur un système sophistiqué d'observation, permirent d'effectuer plusieurs changements du programme informatique de Patriot, rendant ce système de défense anti-missiles encore plus performant.
- Des réservoirs spéciaux pour le fuel, mis au point par l'industrie aérienne israélienne, permirent aux avions F-15 d'augmenter leur capacité de vol dans la zone du Golf.
- Grâce à un système de visée produit par Israël, l'hélicoptère Cobra augmenta ses capacités de combat de nuit.
- Israël a fabriqué les réserves de munitions équipant les Tomahawk, missiles hautement performants.
- Israël a fourni les lunettes de vision de nuit, portées par les Forces armées américaines.
- Un système d'alerte pour les vols de basse altitude, produit et développé par Israël, fut utilisé par les hélicoptères Blackhawk.
- Israël mit à disposition des Etats-Unis, ses hôpitaux et installations militaires. Et en route vers le Golfe, les navires américains utilisaient le bassin de maintenance du port de Haïfa.
- En 1981, Israël avait détruit le réacteur nucléaire irakien. De ce fait, les troupes américaines n'eurent pas à faire face à un Irak possédant l'arme nucléaire.

MYTHE

« Israël tira profit de la Guerre du Golfe de 1991, sans avoir à en payer le prix. »

RÉALITÉ

Il est vrai qu'Israël a bénéficié de la destruction de la puissance militaire irakienne par les forces coalisées menées par les Etats-Unis, mais le prix qu'Israël a payé a été exorbitant. Israël a dû revoir son budget de la défense à la hausse, pour maintenir ses forces à leur plus haut degré d'alerte, avant même que les hostilités ne soient déclenchées. A cause de la guerre, le budget de la défense a augmenté de plus de 500 millions de dollars. Et une rallonge de 100 millions de dollars fut nécessaire pour la défense civile.

Les dégâts causés par les 39 missiles Scud qui touchèrent Tel-Aviv et Haïfa, furent énormes. Environ 3 300 appartements ainsi que d'autres bâtiments, furent touchés dans Tel-Aviv et ses environs. Quelque 1 150 personnes furent évacuées et relogées dans une douzaine d'hôtels, au prix de 20 000 dollars par nuit.

En plus du coût de la préparation militaire et des dommages causés aux

immeubles, l'état d'urgence touchait aussi l'économie israélienne en empêchant les employés de se rendre sur leur lieu de travail. Au cours de cette guerre, l'économie israélienne ne fonctionna qu'à 75% de ses capacités soit une perte nette de 3,2 milliards de dollars pour le pays.³

Mais le tribut le plus élevé fut payé en vies humaines. Les attaques de Scud tuèrent 74 personnes. Deux moururent directement touchées par les missiles, quatre moururent de suffocation dans les masques à gaz et les autres moururent de crises cardiaques.⁴

Un comité de l'ONU qui s'occupait des demandes de réparations, chiffrà à 31 millions de dollars le montant que l'Irak devrait verser aux commerces israéliens et aux personnes privées. Cette décision de 1999 découlait directement d'une décision prise par le Conseil de Sécurité en 1992, appelant l'Irak à dédommager les victimes de la Guerre du Golfe.⁵ En 2001, la Commission des Compensations des Nations Unies accorda 74 millions de dollars à Israël en dédommagement des dégâts causés par les attaques de missiles Scud de l'Irak. La Commission rejeta la demande déposée par Israël qui demandait 1 milliard de dollars.⁶

MYTHE

« L'Irak n'a jamais été une menace contre Israël. »

RÉALITÉ

Le Président irakien Saddam Hussein, a été le principal leader du camp des états arabes refusant l'existence d'Israël dont il fut d'ailleurs, l'ennemi le plus belliqueux. Le 2 avril 1990, la rhétorique de Saddam se fit plus menaçante : « Je jure devant Dieu que notre puissance de feu va détruire la moitié d'Israël s'il tente la moindre action contre l'Irak. » Saddam déclara que la puissance des armes chimiques de son pays était égale à celle des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, et qu'il anéantirait par son "double chimique", quiconque menacerait l'Irak de la bombe atomique.⁷

Quelques jours plus tard, Saddam affirmait que la guerre avec Israël ne se finirait pas, tant que les territoires conquis par Israël ne seraient pas rendus aux Arabes. Il ajouta que l'Irak était en mesure de lancer des armes chimiques sur Israël à partir de différents sites.⁸ Le dirigeant irakien fit l'angoissante révélation que son état-major était libre d'attaquer Israël sans en référer au Haut Commandement, au cas où Israël prenait l'initiative de l'attaque. Et le chef de l'Armée de l'Air irakienne fit savoir qu'il avait l'ordre de frapper Israël si l'état hébreu lançait un raid contre l'Irak ou contre tout autre pays arabe.⁹

Le 18 juin 1990, lors d'une réunion de la Conférence Islamique à Bagdad, Saddam déclara : « Si les Israéliens attaquaient l'Irak, ou tout autre état arabe, nous les frapperons avec toutes les armes en notre possession. » Il ajoutait : « la Palestine a été volée » et il exhortait le monde arabe « à récupérer les droits usurpés en Palestine et à libérer Jérusalem du joug sioniste. »¹⁰

La menace de Saddam se fit à la suite de révélations selon lesquelles la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient déjoué une tentative de faire passer en Irak, des déclencheurs nucléaires au "krytron", fabriqués aux Etats-Unis. Trois ans plus tôt, les conclusions de l'enquête menée par les services de renseignements britanniques du MI5, montraient qu'Hussein avait ordonné de faire passer en priorité absolue, le développement des armes nucléaires.¹² Après avoir utilisé les armes chimiques contre sa propre population Kurde, à Hahabja en 1988, nul ne doutait plus de la détermination de Saddam à utiliser l'arme nucléaire contre les Juifs d'Israël, si l'occasion se présentait.

En avril 1990, les douaniers britanniques interceptèrent des tubes faisant probablement partie d'un gigantesque canon permettant de lancer des missiles nucléaires ou chimiques sur Israël ou sur l'Irak.¹³ L'Irak nia avoir construit ce « super canon », mais après la guerre, il s'avéra qu'il l'avait bel et bien construit.¹⁴

De sa guerre contre l'Iran, l'Irak était sorti avec l'une des meilleures armées du monde et possédait l'un des meilleurs équipements militaires au monde. Un million de ses hommes avaient déjà subi le baptême du feu et il possédait plus de 700 avions de combat, 6 000 tanks, des missiles balistiques et des armes chimiques. Bien que les Etats-Unis et leurs alliés aient remporté une victoire rapide, l'importance de l'arsenal accumulé par Hussein ne se révéla, dans toute son ampleur, qu'après la guerre, quand les enquêteurs de l'ONU mirent à jour les preuves d'un programme ambitieux de construction d'armes chimiques et nucléaires.¹⁵

L'Irak servait également de base à différents groupes terroristes qui menaçaient Israël, notamment l'OLP et le Conseil Révolutionnaire du Fatah d'Abou Nidal.

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, Saddam Hussein menaçait Israël en continu, ne cessant de dire qu'il attaquerait Israël si son pays serait attaqué. En décembre 1990, il affirmait que si les Etats-Unis faisaient le moindre geste militaire contre l'Irak, « alors, c'est Tel-Aviv qui recevra l'attaque en retour, qu'Israël ait été impliqué ou non. »¹⁶ Lors d'une conférence de presse, à la suite de la réunion du 9 janvier 1991 avec le Secrétaire d'Etat James Baker, le Ministre irakien des Affaires Etrangères, Tarek Aziz, à qui on demandait si l'Irak attaquerait Israël au cas où la guerre serait déclarée, il répondit tout simplement : « Oui absolument, oui. »¹⁷

Finalement, Saddam mit sa menace à exécution.

MYTHE

« *Saddam Hussein n'a jamais eu l'intention d'acquérir des armes nucléaires.* »

RÉALITÉ

Dès 1981, Israël avait la conviction que l'Irak était sur le point de réussir à produire l'arme nucléaire. Pour empêcher la construction d'une arme qui serait immanquablement dirigée contre eux, les Israéliens lancèrent une attaque surprise qui détruisit le complexe nucléaire Osirak. Ils furent terriblement critiqués. Le 19 juin, le raid fut condamné à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Les critiques à l'égard du raid minimisaient l'importance du programme nucléaire de l'Irak, s'appuyant sur le fait que, Bagdad ayant signé le Traité de Non Prolifération des Armes Nucléaires autorisant l'inspection de ses installations, laissant supposer que les craintes d'Israël étaient totalement injustifiées.

Ce n'est qu'après l'invasion du Koweït par l'Irak que l'Administration américaine rendit publique le fait que Bagdad travaillait à développer l'arme nucléaire et que le projet était bien plus avancé qu'on ne l'avait cru, initialement. Et à nouveau, de nombreuses voix se firent entendre, disant que les Américains ne cherchaient qu'une justification à leur propre guerre contre l'Irak.

Quelques mois plus tard, après que les forces alliées aient annoncé la destruction des installations nucléaires irakiennes, les inspecteurs de l'ONU découvraient que Bagdad poursuivait un programme de développement d'armes nucléaires, plus ambitieux encore que celui que les Israéliens avaient imaginé. Les analystes croyaient l'Irak incapable d'enrichir l'uranium mais, pour ce faire, les chercheurs de Saddam utilisaient plusieurs méthodes (dont une considérée comme obsolète) ayant probablement permis à l'Irak de construire au minimum, une bombe atomique.

« Les leaders des mouvements israéliens pour la paix exprimèrent leur dégoût à l'égard des actions perpétrées par l'OLP. Yossi Sarid s'exprima en disant qu'il fallait utiliser un masque à gaz pour vaincre "cette odeur toxique, répulsive et fétide" se dégageant de l'attitude de l'OLP en faveur de Saddam Hussein.¹⁸ Un autre activiste pour la paix, Yaron London, écrivait dans une lettre ouverte aux Palestiniens des territoires : "Cette semaine, vous m'avez fait réaliser que pendant toutes ces années, je n'ai été qu'un idiot abruti. Quand vous viendrez me demander, encore une fois, mon soutien pour vos "droits légitimes", vous découvrirez alors que vos cris d'encouragements en faveur de Saddam ont bouché mes oreilles."¹⁹

MYTHE

« *L'OLP a gardé sa neutralité pendant la Guerre du Golfe de 1991.* »

RÉALITÉ

L'OLP, la Libye et l'Irak furent les seuls états membres à s'opposer à la résolution de la Ligue Arabe demandant le retrait irakien du Koweït. La direction de l'Intifada félicita Saddam Hussein, décrivant l'invasion du Koweït comme « une première étape vers la libération de la Palestine. »²⁰

A Djénine, le 12 août, 1 000 Arabes palestiniens défilèrent, scandant : « Saddam, tu es un héros, attaque Israël à l'arme chimique ! »²¹

Selon certaines sources, l'OLP joua un rôle actif pour faciliter la conquête du Koweït par l'Irak. La planification logistique de l'invasion fut au moins partiellement, basée sur les informations fournies par les Services de Renseignements de l'OLP et des partisans de l'OLP, établis au Koweït.²²

Quand les Etats-Unis commencèrent à masser des troupes en Arabie Saoudite, Arafat évoqua « une nouvelle croisade qui augurait des pires dangers et des pires désastres pour notre nation arabe et islamique. » Il exprima clairement sa position au sujet du conflit : « Nous ne pouvons être que dans le camp hostile au sionisme et à ses alliés impérialistes, qui aujourd'hui mobilisent leurs tanks, leurs avions et toutes leurs machines de guerre à la technologie avancée et sophistiquée, contre notre nation arabe. »²⁵

Une fois la guerre commencée, le Comité exécutif de l'OLP réaffirma son soutien à l'Irak : « Le peuple palestinien se tient fermement aux côtés de l'Irak. » Et le jour suivant, Arafat envoya un message à Saddam, célébrant la lutte de l'Irak « contre la dictature américaine » et décrivant l'Irak comme « le défenseur de la nation arabe, des musulmans et des hommes libres du monde entier. »²⁴

L'enthousiasme d'Arafat ne fut pas entamé par l'issue de la guerre: « Je voudrais profiter de cette occasion pour, une fois encore, exprimer à Votre Excellence la fierté que nous éprouvons devant les liens de fraternité et de destinée qui nous unissent. », ajoutait-il en novembre 1991. « Travaillons ensemble jusqu'à ce que nous obtenions la victoire et que nous récupérions Jérusalem. »²⁵

MYTHE

« *En 2003, pour aider Israël, les Juifs américains auraient incité les Etats-Unis à déclarer la guerre à l'Irak.* »

RÉALITÉ

Les Juifs américains étaient en partie responsables du conflit, puisque, d'après les opposants à la guerre de 2003, ils avaient convaincu le Président George W. Bush de lancer une campagne militaire, à la place d'Israël. La réalité est que le Président

George W. Bush avait déclaré que l'Irak était une menace pour les Etats-Unis, du fait qu'il possédait sans doute des armes de destruction massive et qu'il possédait des armes nucléaires, capables de toucher directement les Etats-Unis ou d'être transférées à des terroristes qui pourraient les utiliser contre des cibles américaines. Le renversement de Saddam Hussein était également destiné à éliminer le principal mécène du terrorisme.

La guerre en Irak a permis de libérer le peuple irakien de l'un des régimes les plus tyranniques au monde. Même dans le monde arabe où beaucoup ont critiqué l'action américaine, aucun leader arabe ne s'est levé pour prendre la défense de Saddam Hussein.

Il est vrai qu'Israël tire avantage de l'élimination d'un régime qui l'a bombardé, lui lançant 39 missiles pour la seule année 1991, qui a payé les Palestiniens pour les encourager à attaquer les Israéliens et qui a mené une coalition d'états arabes, engagés dans la destruction d'Israël. Cependant, il est tout aussi vrai que de nombreux états arabes bénéficient du renversement de Saddam Hussein, notamment l'Arabie Saoudite et le Koweït. C'est la raison pour laquelle ils ont autorisé les Forces Alliées à utiliser leur pays comme bases des opérations.

Quant au rôle des Juifs américains, il est important de rappeler que la communauté juive représente moins de 3% de la population des Etats-Unis et qu'elle n'a pas donné de la voix en faveur de la guerre. Il faut même ajouter que cette communauté a été tout aussi divisée que le pays dans son ensemble et que la plupart des organisations juives ont précisément évité de prendre position sur la guerre. Tandis que les enquêtes d'opinions montraient que dès le début de la guerre, la grande majorité des américains avait soutenu la position du Président contre l'Irak.

Quelques critiques ont suggéré que des membres importants du gouvernement Bush poussaient à la guerre ; paradoxalement, un très petit nombre de membres de l'Administration Bush étaient juifs et, justement à cette époque là, pas un seul des Hauts Conseillers du Président ne l'était : ni le Ministre de la Défense, ni le Secrétaire d'Etat, ni le Vice Président, ni le Conseiller à la Sécurité nationale.

Suggérer que les Juifs américains sont plus loyaux envers Israël qu'envers les Etats-Unis ou qu'ils ont une influence disproportionnée sur la politique moyen-orientale des Etats-Unis : c'est un exemple d'antisémitisme. Malheureusement, certains opposants à la guerre en Irak ont préféré choisir la bonne vieille méthode et blâmer les Juifs pour une politique que les Juifs condamnent, plutôt que d'avoir recours aux débats pour faire valoir leurs arguments.

Notes

1. *Washington Post*, (3 Août 1990).
2. *Washington Post*, (17 Janvier 1991).
3. *Near East Report*, (4 Février 1991).
4. *Jerusalem Post*, (17 Janvier 1992).
5. Jewish Telegraphic Agency, (14 Avril 1999).
6. Jewish Telegraphic Agency, (21 Juin 2001).
7. Reuters, (2 Avril 1990).
8. Reuters, (18 Avril 1990).
9. UPI, (22 Avril 1990).
10. Baghdad Domestic Service, (18 Juin 1990).
11. *Washington Post*, (29 Mars 1990).
12. *Washington Times*, (3 Avril 1990).
13. Reuters, (17 Avril 1990).

14. *Washington Post*, (14 Août 1991).
15. *Washington Post*, (8 Août 1991).
16. Reuters, (26 Décembre 1990).
17. Transcription de la conférence de presse du 9 Janvier 1991.
18. *Haaretz*, (17 Août 1990).
19. *Yediot Aharonot*, (Août 1990).
20. *Mideast Mirror*, (6 Août 1990).
21. Associated Press, (12 Août 1990).
22. *Jerusalem Post*, (8 Août 1990).
23. *Sawt al-Sha'b*, (4 Septembre 1990).
24. Agence France- Presse, (26 Février 1991).
25. Chaîne de la Radio de Bagdad de République d'Irak, (16 Novembre 1991).

12. Les Nations Unies

MYTHE

« Les Nations Unies ont joué un rôle constructif dans les affaires du Moyen-Orient. Par leur sens de l'équité et de l'impartialité, les Nations Unies sont le forum idéal pour chercher les solutions au conflit israélo-arabe. »

RÉALITÉ

Au milieu des années 70, les Arabes, les Soviétique et le Tiers Monde, se structurent pour former un lobby pro-palestinien aux Nations Unies. Ce groupe de pression s'illustre particulièrement lors des Assemblées Générales au cours desquelles tous ces pays – soient des dictatures soient des autarcies – votent souvent ensemble pour faire passer des résolutions attaquant Israël et soutenant l'OLP.

En 1975, à l'instigation des états arabes et du bloc soviétique, l'Assemblée approuve la Résolution 3379 qui censure le sionisme, l'assimilant à une forme de racisme. L'ambassadeur américain aux Nations Unies, Daniel Moynier, qualifia cette résolution « d'acte obscène. » L'ambassadeur israélien, Haïm Herzog, déclara aux délégués que la résolution était « fondée sur la haine, sur le mensonge et sur l'arrogance. » Hitler, déclara-t-il, « se serait senti chez lui s'il avait entendu le débat de l'ONU sur cette question. »¹

Le 16 décembre 1991, l'Assemblée Générale vota le rejet de cette Résolution 3379 par 111 voix contre 25 (13 abstentions et 17 délégations absentes ou non votantes). Aucun pays arabe ne prit part au vote. Et l'OLP dénonça le vote et le rôle qu'y jouèrent les Etats-Unis.

Dans le cadre des Nations Unies, Israël est le seul et unique pays à faire l'objet d'autant d'enquêtes, de commissions, de rapports et de comités. Le représentant spécial du Directeur Général de l'UNESCO s'est rendu 51 fois en Israël au cours de ses 27 années d'activité. Et chaque année, au cours de ces 17 dernières années, le Directeur de l'Organisation Internationale du Travail a envoyé une « Mission Spéciale » en Israël.

Adopter des résolutions disproportionnées dès qu'il s'agit d'Israël, c'est devenu le quotidien de la Commission des Droits de l'Homme. Ainsi, 26% de toutes les condamnations faites par cette structure se réfère au seul Israël alors que les états-voyous ; comme la Syrie ou la Libye, ne sont jamais critiqués.²

En septembre 2003, dans le cadre de l'ONU, une Conférence Internationale de la Société civile en faveur du Peuple Palestinien s'est tenu pendant deux jours, sur le thème de « La Fin de l'Occupation ! » Au cours de cette réunion, l'observateur palestinien auprès des Nations Unies, Nasser al-Kidwa déclara : « la violence dans les territoires palestiniens occupés, c'est de l'autodéfense et pas du terrorisme. » Ces conférences qui se déroulent sous les auspices de l'ONU sont désormais, innombrables. Même quand Israël n'est pas directement impliqué dans une situation, les membres de l'ONU trouvent le moyen de dévier et d'incriminer l'état hébreu. Ainsi par exemple, en avril 2004, Lakhdar Brahimi, l'envoyé irakien auprès des Nations Unies, déclarait que la politique d'Israël était « le grand poison de la région. » Cette remarque révèle le manque de conscience professionnelle et le manque d'impartialité qu'on est en droit d'attendre des membres d'une telle organisation.⁴

En mars 2005, le Conseil de Sécurité de l'ONU publia une condamnation sans

précédent d'un attentat-suicide perpétré à Tel-Aviv par le Djihad Islamique. Mais, au lieu de faire passer une résolution, comme il le fait toujours à l'encontre des actions d'Israël, le Conseil de Sécurité se contenta d'un simple "avis" pressant l'Autorité Palestinienne de « prendre des mesures immédiates et fiables afin de trouver les responsables de cette attaque terroriste » et de les traduire en justice. Il l'encourageait aussi à « prendre des mesures préventives afin d'empêcher de nouveaux actes de terreur. »

Cet avis devait être accepté par les 15 membres du Conseil de Sécurité. Le seul état arabe, l'Algérie, signa après que l'on eut effacé toute référence au Djihad islamique.⁵

En août 2005, au moment où Israël se préparait à se retirer de la Bande Gaza, l'Autorité Palestinienne se préparait à célébrer le retrait israélien, en brandissant des bannières sur lesquelles était écrit, « Gaza Aujourd'hui. La Rive Occidentale et Jérusalem Demain. » Les agences de presse rapportèrent que les bannières avaient été payées par les fonds d'un programme de développement de l'ONU et étaient imprimées avec le logo officiel de UNDP (Programme de Développement des Nations Unies).⁶

Alors que le processus de paix israélo-palestinien lancé à Madrid en 1991, était basé sur le principe de la négociation directe entre les parties, l'ONU n'avait cessé de bloquer le processus. Quotidiennement, l'Assemblée Générale adoptait des résolutions visant à imposer des solutions sur des questions aussi critiques que Jérusalem, le Plateau du Golan et les implantations. Les Résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité proposaient des négociations bilatérales que les résolutions de l'Assemblée Générale s'ingéniaient à faire échouer.

En conclusion, l'ONU ne jouait donc aucun rôle utile et productif dans la recherche de solutions au conflit israélo-arabe.

« Ce qui se déroule au Conseil de Sécurité ressemble bien plus à un détournement qu'à un débat politique ou à un effort réel pour régler le problème. »

-Jeane Kirkpatrick ancienne ambassadrice à l'ONU⁷

MYTHE

« On a dénié aux Palestiniens le droit de faire entendre leur voix à l'ONU. »

RÉALITÉ

En plus du soutien dont les Palestiniens ont bénéficié depuis 1975 de la part du monde arabo-musulman ainsi que de la plupart des pays membres de l'ONU, les Palestiniens se sont vu accorder un traitement de faveur de la part de l'ONU. Cette année-là, l'Assemblée Générale reconnut à l'OLP le statut de membre permanent et l'ONU établit le « Comité des Droits Inaliénables du Peuple Palestinien ». Dans le réel, ce comité s'est transformé en partie intégrante de l'appareil de propagande de l'OLP, éditant des timbres, organisant des meetings, et réalisant des films et des projets de résolutions, en faveur des « droits » palestiniens.

En 1976, le Comité recommanda « le plein accomplissement des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le retour dans la partie israélienne de Palestine. » Il préconisait également que le 29 novembre – jour du vote de partition de la Palestine en 1947 – soit déclaré « Journée Internationale de Solidarité avec le Peuple palestinien. » Depuis ce jour, il n'a cessé d'agir dans le cadre de l'ONU, à l'aide des discours anti-israéliens, des films et des expositions.

En 1988, l'Assemblée Générale promet de nouveau, le statut de l'OLP, en l'assimilant à la "Palestine". Dix ans plus tard, l'Assemblée Générale vote un statut

unique en faveur des Arabes de Palestine, celui de membre non-votant au sein de l'Assemblée des 185 membres. Le résultat du vote fut écrasant : 124 pour, 4 contre et 10 abstentions. Les pays qui votèrent contre cette résolution furent Israël, les Etats-Unis, la Micronésie et les îles Marshall.

Grâce à ce nouveau statut, les représentants palestiniens peuvent soulever la question du processus de paix devant l'Assemblée Générale, co-initier des projets de Résolution sur la paix au Moyen-Orient et avoir un droit de réponse. Ils n'ont toujours pas le droit de voter ni celui de proposer des candidats pour les commissions de l'ONU, tel que le Conseil de Sécurité.

MYTHE

« Israël bénéficie des mêmes droits que tous les autres membres des Nations Unies. »

RÉALITÉ

S'étant vu refuser l'adhésion à son groupe régional, Israël était donc dans l'impossibilité de siéger au Conseil de Sécurité ou dans toute autre institution de l'ONU. Pendant 40 ans en effet, Israël a été le seul membre de l'ONU à être exclu d'un groupe régional. Géographiquement, ce pays fait partie du groupe asiatique mais les états arabes se sont refusés à l'accepter et lui ont barré l'accès à ce groupe.

En 2000, une brèche a cependant été ouverte par les institutions de l'ONU, quand la possibilité de devenir membre temporaire du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats (GEOA), a été donnée à Israël. Le GEOA est le seul groupe régional à être un groupe géopolitique plutôt qu'un groupe purement géographique car il est constitué de 27 membres – tous les états d'Europe de l'ouest plus l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis – dont le dénominateur commun est basé sur les valeurs occidentales et démocratiques. Cette étape historique a ouvert la porte à Israël, rendant possible sa participation au Conseil de Sécurité. C'est en 2005 qu'Israël a postulé au Conseil mais le prochain siège ne sera officiellement disponible qu'en 2019.

En février 2003, la position d'Israël à l'ONU s'améliora quand Israël sera élu pour siéger dans le Groupe de Réflexion sur le Désarmement de l'Assemblée Générale de l'ONU. C'était sa première participation à un comité depuis 1961, date à laquelle l'ONU s'était divisée sur la base du principe d'appartenance à un groupe régional, ce qui avait permis d'isoler Israël. L'un des trois vice-présidents élus de ce groupe, fut un représentant israélien auquel l'Iran et plusieurs états arabes avaient donné leur voix. Mais, au cours du même mois, un candidat israélien perdit les élections pour occuper un poste dans le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU. L'année précédente, d'autres israéliens avaient déjà perdu les élections pour des positions dans plusieurs comités de l'ONU : dans celui des Droits de l'Homme, dans celui de l'Elimination de la Discrimination à l'égard des Femmes et dans celui contre la Discrimination Raciale.⁸

En 2005, la position d'Israël s'améliora grandement avec, notamment en juillet, l'élection de l'Ambassadeur d'Israël aux Nations Unies, Dan Gillerman, à l'un des 20 postes de vice-présidents, décidant de l'ordre du jour de la session de la prochaine Assemblée Générale. Peu de temps après, Israël fut choisit comme Président de la Commission de Désarmement, l'un des sous-groupes de l'Assemblée Générale de l'ONU, fonctionnant comme instance du Conseil sur les questions de désarmement. Et pour la première fois, en octobre 2005, un représentant israélien fut choisi comme membre du Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

MYTHE

« Les Nations Unies et ses institutions affiliées peuvent critiquer Israël mais n'ont jamais attaqué les Juifs ou utilisé une rhétorique antisémite. »

RÉALITÉ

L'ONU a pratiquement condamné toutes les formes imaginables de racisme. Elle a mis au point des programmes pour combattre le racisme et ses multiples facettes – y compris la xénophobie – mais elle a toujours refusé à faire de même contre l'antisémitisme. Ce n'est que le 24 novembre 1998 et plus de 50 ans après sa création, que le terme "antisémitisme" a été mentionné pour la première fois, dans une résolution de l'ONU, à la fin du texte GA Rés. A/53/623 « Elimination du racisme et de la discrimination raciale. »⁹

C'est dans les années 70 que l'ONU a été noyée dans un sentiment anti-sionisme et antisémite. Les exemples qui suivent montrent à quel point l'atmosphère était devenue négative :

■ « Ce sont bien les Juifs qui exploitent le peuple américain et qui tentent de l'appauvrir ? » – Ali Treiki, représentant libyen à l'ONU.¹⁰

■ « Le Talmud dit que tout Juif doit boire une fois par an, le sang d'un non-Juif, sinon, il sera damné pour l'éternité. » – Maarouf al-Dawalibi, délégué saoudien auprès de la Commission des Droits de l'Homme au cours de la conférence sur la tolérance religieuse.¹¹ En 1991, une remarque similaire a été exprimée par l'ambassadeur syrien lors d'une réunion au cours de laquelle il insista sur le fait que les Juifs tuaient des enfants chrétiens pour utiliser leur sang dans le pain azyne.¹²

■ Le 11 mars 1997, le représentant palestinien à la Commission des Droits de l'Homme, soutenait que le gouvernement israélien avait fait infester 300 enfants palestiniens par le virus HIV. Malgré tous les efforts d'Israël, de ceux des Etats-Unis et d'autres pays, cette diffamation n'a pas été effacée des documents officiels de l'ONU.¹³

■ En juillet 2005, Jean Ziegler, Rapporteur spécial sur le Droit à l'Alimentation, décrivit la Bande de Gaza comme « un immense camp de concentration » et il compara les Israéliens aux Nazis. Un an plus tôt (le 28 mai 2004), Ziegler avait envoyé une demande officielle à l'ONU, exigeant le boycott d'Israël par la compagnie Caterpillar.¹⁴

En 2003, la première résolution condamnant officiellement l'antisémitisme fut proposée à l'Assemblée Générale par l'Irlande qui, après avoir déposé cette résolution, a finalement dû la retirer, par manque de soutien effectif.

Cela justifie amplement la conclusion du Professeur Anne Bayefsky de l'Université canadienne de York, décrivant le système des Droits de l'Homme de l'ONU comme suit : "C'est un instrument aux mains de ceux qui veulent faire d'Israël l'archétype du violeur des droits de l'homme du monde d'aujourd'hui. C'est dans ce terreau que l'antisémitisme se développe. C'est le refuge des gens aux principes moraux variables. En deux mots : c'est un vrai scandale."¹⁵

MYTHE

« En 1991, les états arabes approuvèrent la résolution diffamatoire sur le sionisme. »

RÉALITÉ

Le vote fut gâché par le fait que 13 des 19 pays arabes – y compris ceux engagés dans des négociations avec Israël, à savoir la Syrie, le Liban et la Jordanie – ainsi que l'Arabie Saoudite, s'opposèrent au vote du rejet. Six pays, y compris l'Égypte qui avait fait pression contre le rejet, étaient absents du vote.

Une fois encore, les Arabes « ont voté pour contester le droit de l'état hébreu à exister. Et encore aujourd'hui, la plupart des pays arabes continuent de partager une doctrine humiliante et viciée, gâchant ce succès très tardif, du bon sens et de la prise de conscience », pouvait-on lire dans le *New York Times*.¹⁶

MYTHE

« Bien que l'Assemblée Générale soit partielle, le Conseil de Sécurité a toujours été impartial dans le traitement des questions du Moyen-Orient. »

RÉALITÉ

Une analyse méticuleuse et comparative des actions du Conseil de Sécurité au Moyen-Orient et de celles de l'Assemblée Générale, montre qu'il n'y a pas grande différence quant au traitement des questions liées à Israël.

Les candidats siégeant au Conseil de Sécurité sont proposés par les blocs régionaux. Au Moyen-Orient, cela signifie que la Ligue Arabe et ses alliés y sont automatiquement inclus. Israël, qui a rejoint l'ONU en 1949, n'a jamais été élu au Conseil de Sécurité alors qu'au moins 16 états membres de la Ligue Arabe, l'ont été. En 2002, la Syrie, pays inscrit sur la liste des Nations Unies comme état soutenant le terrorisme, a pourtant été chargé d'une mission de deux ans dans le cadre du Conseil de Sécurité et, en juin 2002, elle a été Président du Conseil.

Israël est au centre de très nombreux débats mais, si le Conseil de Sécurité a systématiquement condamné Israël, il n'a, en revanche, jamais clairement critiqué le moindre attentat terroriste arabe. Les sessions spéciales d'urgence de l'Assemblée Générale sont rares. Aucune session n'a jamais été convoquée pour s'opposer à l'occupation chinoise au Tibet, à l'occupation indonésienne du Timor oriental, aux massacres du Rwanda, aux disparitions au Zaïre ou aux horreurs perpétrées en Bosnie. Pendant pratiquement 20 ans, les sessions ont été essentiellement consacrées à condamner Israël.

MYTHE

« Les Etats-Unis ont toujours soutenu Israël et toujours exercé leur droit de veto contre les résolutions critiques. »

RÉALITÉ

Les gens pensent souvent que les Etats-Unis utilisent systématiquement leur droit de veto afin de soutenir Israël devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. Pourtant, quand on fait l'historique des sessions du Conseil, on constate que les USA se sont très souvent opposés à Israël.

C'est seulement en 1972 que les Etats-Unis ont utilisé leur droit de veto pour la première fois, à l'occasion d'une plainte libano-syrienne contre Israël. De 1967 à

1972, les Etats-Unis se sont abstenus, ou bien ils ont soutenu 24 résolutions dont la plupart stigmatisaient Israël. De 1973 à 2004, le Conseil de Sécurité a adopté une centaine de résolutions sur le Moyen-Orient, la plupart à l'encontre d'Israël. Les Etats-Unis ont opposé leur veto à 40 de ces résolutions, ce qui revient à dire qu'ils se sont abstenus, ou qu'ils ont soutenu 60% des critiques exprimées contre Israël au Conseil de Sécurité.¹⁷

En juillet 2002, la politique moyen-orientale des Etats-Unis marqua un grand tournant. En effet, ils annonçaient qu'ils opposeraient systématiquement leur veto à toute résolution du Conseil de Sécurité sur le Moyen-Orient, qui ne condamnerait pas le terrorisme palestinien et les groupes responsables des attentats, à savoir : le Hamas, le Djihad Islamique et les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa. Et ils ajoutaient qu'à l'avenir, les résolutions devraient mentionner que tout retrait israélien serait lié au respect des mesures de sécurité, et que les parties concernées devraient s'engager à négocier.¹⁸ Néanmoins, les Arabes gardent la possibilité de contourner le veto américain en proposant à l'Assemblée Générale des projets où les résolutions non contraignantes se votent à la majorité : ce qui permet de faire passer n'importe quelle résolution anti-israélienne.

MYTHE

« Les alliés arabes de l'Amérique soutiennent systématiquement les positions américaines à l'ONU. »

RÉALITÉ

Au cours de 2004, la Jordanie aura été le pays arabe qui a voté le plus souvent avec les Etats-Unis, mais seulement 30% des résolutions. Les autres pays arabes, y compris l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Egypte, qui sont pourtant les alliés des Etats-Unis, ont voté à 80% *contre* les Etats-Unis et les résolutions qu'ils soutenaient. A l'opposé, Israël a été le meilleur soutien de l'Amérique aux Nations Unies. En 2004, Israël a voté à 100% avec les Etats-Unis, dépassant de 30% les grands alliés que sont la Grande-Bretagne, la France et le Canada.¹⁹

« L'ONU a l'image d'une organisation mondiale basée sur des principes universels de justice et d'égalité. En réalité, quand on voit les choses telles qu'elles sont, l'ONU n'est rien d'autre qu'un comité exécutif des dictatures du Tiers-Monde. »

-Jeane Kirkpatrick ancienne ambassadrice à l'ONU²⁰

MYTHE

« L'échec d'Israël à appliquer les résolutions de l'ONU est une violation de la loi internationale. »

RÉALITÉ

Les résolutions de l'ONU sont des documents émis par des groupes politiques et sont donc à interpréter en fonction de la réalité de ces groupes. Ces documents représentent les points de vue politiques de ceux qui les rédigent mais ne sont pas des lois ou des principes légaux spécifiques. Les résolutions peuvent avoir une puissance morale ou politique lorsqu'elles expriment l'opinion partagée par la communauté internationale ou les idées de pays leaders, puissants et respectés.

La Charte de l'ONU (Articles 10 et 14) ne concède à l'Assemblée Générale que la

possibilité de faire des "recommandations" non contraignantes : il s'agit donc de préconisations et aucunement d'obligations. Les résolutions ont un caractère contraignant seulement quand il est question de budget ou lors de procédure interne.

La légalité des résolutions prises par le Conseil de Sécurité est bien plus ambiguë. Est-ce que toutes les résolutions du Conseil de Sécurité sont contraignantes ou seulement celles adoptées au Chapitre 7 de la Charte : cela n'est pas clair du tout.²¹ Le Chapitre 25 de la Charte oblige les états membres de l'ONU à exécuter les « décisions du Conseil de Sécurité en accord avec la présente Charte », sans pour autant préciser quelles catégories de résolutions recouvre le terme "décisions". Quoiqu'il en soit, il semble bien improbable qu'Israël ait violé la moindre résolution du Conseil de Sécurité et le Conseil n'a d'ailleurs, jamais sanctionné Israël pour insoumission à quelque résolution que ce soit.

MYTHE

« *Les Etats-Unis ont fait preuve d'un même souci à l'égard de la vie des Israéliens et de celles des Palestiniens.* »

RÉALITÉ

Tandis que l'ONU adopte régulièrement des résolutions critiques contre la façon dont Israël traite les Palestiniens, elle n'a jamais adopté la moindre résolution condamnant, sans équivoque, la violence s'exerçant contre les citoyens israéliens. L'un des exemples les plus spectaculaires du discours à deux vitesses de cette institution eut lieu en 2003 quand, pour la première fois en 27 ans, Israël proposa un projet de résolution à l'Assemblée Générale.

Ce projet de résolution proposait que les enfants israéliens soient protégés du terrorisme, mais elle n'obtint pas suffisamment de soutien de la part des membres de l'Assemblée Générale, pour pouvoir être présentée au vote. Et il avait été déposé par Israël : 1°/ en réaction à l'assassinat de douzaines d'enfants israéliens au cours d'attaques terroristes et 2°/ après qu'une résolution – absolument identique – demandant la protection des enfants palestiniens contre "l'agression israélienne", ait été adoptée par un comité de l'ONU (et adoptée ensuite, par la totalité de l'Assemblée). Lorsqu'il apparut clairement que les membres des pays non-alignés étaient déterminés à corriger ce projet de telle sorte qu'il se transforme en critique d'Israël, l'ambassadeur d'Israël retira le projet.²²

Notes

1. Haïm Herzog, *Who Stands Accused?* (NY: Random House, 1978), pp. 4–5.
2. Mission d'Israël auprès de l'ONU.
3. *Jerusalem Post*, (4 Septembre 2003).
4. *Jerusalem Post*, (26 Avril 2004).
5. Reuters, (1^{er} Mars 2005).
6. *Jerusalem Post*, (18 Août 2005).
7. *New York Times*, (31 Mars 1983).
8. Anne Bayefsky, "Israel second-class status at the UN," *National Post*, (18 Février 2003).
9. "Israel and the UN—An Uneasy Relationship," Mission d'Israël auprès de l'ONU.
10. Discours à l'ONU, 8 Décembre 1983, cité par Harris Schoenberg, in *Mandate For Terror: The United Nations and the PLO*, (NY: Shapolsky, 1989), p. 296.
11. Discours au séminaire de l'ONU sur la tolérance et la liberté religieuses, fait le 5 Décembre 1984, citée par la Anti-Defamation League, *News*, (7 Février 1985).

12. Morris Abram, "Israel Under Attack: Anti- Semitism in the United Nations," *The Earth Times*, (16-31 Décembre 1997).
13. Ibid.
14. *Washington Times*, (11 Juillet 2005).
15. Morris B. Abram, "Anti- Semitism in the United Nations," UN Watch, (Février 1998).
16. *New York Times*, (17 Décembre 1991).
17. Département d'Etat des USA.
18. *Washington Post*, (26 Juillet 2002).
19. "Voting Practices at the United Nations—2004," Département d'Etat des USA.
20. *Jerusalem Post*, (5 Septembre 2001).
21. Bruno Simma, ed. *The Charter of the United Nations: A Commentary*, (NY: Oxford University Press, 1994), pp. 237–241; 407–418.
22. *Jerusalem Post*, (26 Novembre 2003).

13. Les Réfugiés

MYTHE

« *Un million de Palestiniens a été expulsé d'Israël entre 1947 et 1949.* »

RÉALITÉ

Les raisons pour lesquelles les Palestiniens ont quitté leur foyer entre 1947 et 1949 sont multiples et variées. Des milliers de riches Arabes aisés partirent pour devancer la guerre, des milliers d'autres obéissaient aux appels des dirigeants arabes leur demandant de laisser la voie libre pour l'avancée de leurs propres troupes. Seule une "poignée" fut expulsée, la plupart ayant fui tout simplement pour ne pas se trouver au milieu des combats.

De nombreux Arabes prétendaient que 800 000 à 1 000 000 de Palestiniens étaient devenus des réfugiés entre 1947 et 1949. Le dernier recensement, effectué par les Britanniques en 1945, faisait état d'environ 1 200 000 résidents arabes permanents, sur *l'ensemble de toute* la Palestine. En 1949, le gouvernement d'Israël chiffrait à 160 000 le nombre d'Arabes vivant dans le pays après la guerre. En 1947, un total de 809 000 Arabes vivait dans cette zone.¹ Ce qui signifie que le nombre de réfugiés arabes palestiniens ne peut, en aucun cas, excéder les 650 000 personnes. Le rapport du Médiateur de l'ONU sur la Palestine, avançait même un chiffre plus bas – 472 000 personnes – et avait calculé que seulement 360 000 Arabes avaient demandé de l'aide en tant que réfugiés.²

MYTHE

« *Les Palestiniens sont le seul peuple à être devenu un peuple de réfugiés à la suite du conflit israélo-arabe.* »

RÉALITÉ

Si l'on évoque très souvent les réfugiés palestiniens, pratiquement rien n'est dit sur les Juifs qui ont du fuir les pays arabes. Leur situation était déjà précaire, et depuis longtemps. Au cours des débats qui eurent lieu en 1947, les délégués arabes n'hésitèrent d'ailleurs pas à les menacer, comme le délégué égyptien, qui déclara à l'Assemblée Générale de l'ONU : « La vie d'un million de Juifs vivant dans les pays musulmans, seraient directement mises en danger par la partition. »³

Le nombre des Juifs qui ont du fuir les pays arabes pour se rendre en Israël pendant les années qui ont suivi son indépendance, est environ le double de celui des Arabes qui ont quitté la Palestine. La plupart de ces Juifs ne furent autorisés à emporter que les vêtements qu'ils avaient sur le dos. Ces réfugiés-là n'avaient aucun désir d'être rapatriés. On parle peu d'eux parce qu'ils ne restèrent pas des réfugiés très longtemps. Entre 1948 et 1972, des 820 000 réfugiés juifs, 586 000 furent intégrés, à grand frais, par Israël, et sans qu'aucune offre de compensation ne soit faite par les pays arabes qui leur avaient pourtant, confisqué tous leurs biens.⁴ C'est pour cette raison qu'Israël a toujours maintenu que tout accord d'indemnisation des réfugiés palestiniens devait, parallèlement, inclure l'indemnisation des réfugiés juifs. A ce jour, les états arabes ont toujours refusé de verser la moindre indemnisation aux centaines de milliers de Juifs qui ont été contraints d'abandonner tous leurs biens avant de fuir ces pays. Au cours

du mois de novembre 2003, 101 des 681 résolutions de l'ONU sur le conflit du Moyen-Orient, se référaient directement aux réfugiés palestiniens. Mais aucune ne mentionnait les réfugiés juifs en provenance des pays arabes.⁴

Si l'on considère la différence existant entre le traumatisme culturel et géographique vécu par les réfugiés juifs et celui vécu par les réfugiés palestiniens, on réalise que le contraste est saisissant entre l'accueil dont les deux groupes ont bénéficié, chacun dans leur terre d'accueil respective. En effet, la plupart des réfugiés juifs durent parcourir des centaines – et parfois même des milliers – de kilomètres pour atteindre un pays minuscule dont les habitants parlaient une langue qui leur était étrangère. A l'inverse, la plupart des réfugiés arabes n'ont jamais quitté la Palestine ; ils ont simplement parcouru les quelques kilomètres qui les séparaient de la ligne d'armistice, demeurant donc à l'intérieur de la vaste nation arabe dont ils faisaient partie sur le plan linguistique, culturel et ethnique.

***CARTE 20 – Réfugiés juifs des Pays arabes – 1948 à 1972**

MYTHE

« Dès le début, les Juifs n'ont pas caché qu'ils n'avaient aucune intention de vivre en paix avec leurs voisins arabes. »

RÉALITÉ

A de nombreuses occasions, les dirigeants juifs insistèrent pour que les Arabes restent en Palestine et pour qu'ils deviennent des citoyens israéliens. Le 2 octobre 1947, l'Assemblée des Juifs de Palestine diffusa cet appel :

Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour maintenir la paix et pour établir une coopération profitable pour nous tous [Juifs et Arabes]. C'est ici et maintenant, de Jérusalem même, qu'un appel doit être lancé aux nations arabes pour qu'elles joignent leurs forces à celles des Juifs et du futur état juif, pour travailler ensemble, côte à côte, à notre bien commun, à la paix et à notre progrès en tant que citoyens égaux.⁶

Le 30 novembre à l'ONU, après le vote de partition, l'Agence Juive déclara : « le sentiment qui sous-tend les célébrations spontanées auxquelles nous assistons aujourd'hui, c'est le désir de notre communauté de rechercher la paix et c'est sa détermination de réaliser une coopération fructueuse avec les Arabes... »⁷

Le 14 mai 1948, la proclamation d'Indépendance d'Israël appelait, de nouveau, les Arabes de Palestine à rester chez eux et à devenir des citoyens de plein droit, du nouvel état :

Bien que victimes d'une agression terrible, nous continuons pourtant à exhorter les habitants arabes de l'Etat d'Israël, à préserver les voies de la paix et à jouer leur rôle dans le développement de l'état, sur la base d'une citoyenneté pleine et égalitaire et grâce à une juste représentation dans toutes les institutions et dans tous les corps de l'état... Nous tendons la main à tous les états qui nous entourent et à leurs peuples, en signe de paix et de bon voisinage, et nous les invitons tous à coopérer avec la nation juive indépendante pour notre bien commun.

MYTHE

« *En expulsant les Palestiniens, les Juifs ont créé le problème des réfugiés.* »

RÉALITÉ

Si les Arabes avaient accepté la résolution de l'ONU de 1947 : pas le moindre Palestinien ne serait réfugié aujourd'hui et un état arabe indépendant existerait, aux côtés d'Israël.

Le début de l'exode arabe se situe au cours des premières semaines qui suivirent l'annonce de la résolution de partition, faite par les Nations Unies. Les tous premiers à partir furent quelques 30 000 Arabes aisés, qui avaient prévu la guerre et qui fuyaient vers les pays arabes voisins où ils en attendraient la fin. Les Arabes des villes de Palestine de peuplement mixte (juif et arabe), partirent en moins grand nombre et se rendirent chez des amis ou de la famille, dans des villes totalement arabes.⁸ Fin janvier 1948, l'exode commença à inquiéter le Haut Comité Arabe de Palestine qui demanda aux pays arabes voisins de refuser des visas à ces réfugiés et de leur fermer les frontières.⁹

Le 30 janvier 1948, *As Sha'ab*, un journal arabe de Jaffa notait : « La première de notre cinquième colonne est constituée par tous ceux qui abandonnent leur maison et leur travail et partent vivre ailleurs ... A la première difficulté, ils prennent leurs jambes à leur cou et s'enfuient, pour ne pas avoir à porter le fardeau du combat.¹⁰

Un autre journal de Jaffa, *As Sari*, daté du 30 mars 1948, stigmatisait les villageois arabes des localités proches de Tel-Aviv, pour « avoir apporté la honte et la disgrâce sur nous tous, en "ayant abandonné leurs villages." »¹¹

Et, quant à Haj Nimer el-Khatib, dirigeant du Comité National Arabe de Haïfa, il déclarait que les soldats arabes de Jaffa maltrahaient les habitants. « Ils volent les gens et cambriolent les maisons. La vie humaine n'a aucune valeur à leurs yeux et ils ont profané l'honneur des femmes. Et c'est cette situation qui a poussé de nombreux habitants [arabes] à quitter la ville sous la protection des blindés britanniques. »¹²

Le commandant de la Légion Arabe de Jordanie, John Bagot Glubb, déclarait « qu'avant même d'être menacés par l'avancée de la guerre, les villages étaient fréquemment abandonnés. »¹³

Au moment où certains Arabes attiraient l'attention en prenant la fuite, les articles de presse de l'époque relatant les principaux combats, n'ont jamais fait mention de la moindre expulsion qui aurait été faite par les Forces de Défense Israéliennes. Les Arabes sont désignés comme "fuyant" ou "évacuant" leurs maisons tandis que les sionistes sont accusés d'"expulser et d'exproprier" les habitants arabes des villes telles que Tibériade et Haïfa : la vérité est toute autre. Si les Arabes et les Juifs se disputèrent ces deux villes par les armes, elles n'en sont pas moins toutes les deux situées à l'intérieur des frontières de l'état d'Israël, selon le plan de partition de l'ONU.

Les forces juives s'emparèrent de Tibériade le 19 avril 1948 et la totalité de la population arabe, soit 6 000 habitants, fut évacuée sous contrôle militaire britannique. Le Conseil de la Communauté Juive publia un communiqué, à la suite de cette évacuation, dans lequel il précisait : « Nous ne les avons pas expropriés : ils ont eux-mêmes choisi cette solution...Et il est interdit à tout citoyen, de toucher à leurs biens. »¹⁴

C'est à la suite de l'offensive menée par les forces irrégulières de Fawzi al-Qawukji début avril, et confortés par les rumeurs selon lesquelles l'aviation arabe se préparait à bombarder les populations juives des alentours du Mont Carmel, que 25 000 Arabes

environ, quittèrent la région de Haïfa.¹⁵ Le 23 avril, Haïfa était conquis par la Haganah. Un rapport de la police britannique de Haïfa, daté du 26 avril, expliquait que « les Juifs n'épargnaient pas leurs efforts pour convaincre la population arabe de rester et de continuer de vaquer à ses occupations comme à l'accoutumée, d'ouvrir les boutiques et les commerces, tout en assurant que les vies et les biens des personnes ne couraient aucun risque. »¹⁶ En réalité, David Ben-Gourion avait envoyé Golda Méïr pour qu'elle tente de persuader les Arabes de rester mais elle ne réussit pas à les convaincre car ils craignaient d'apparaître comme traîtres à la cause arabe.¹⁷ A la fin des hostilités, plus de 50 000 Palestiniens étaient partis.

En voiture, en bus, en charrettes ou à pied, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants arabes s'enfuirent vers les faubourgs Est de la ville, dans un effort désespéré pour atteindre le territoire arabe avant que les Juifs ne leur coupent la route en s'emparant du Pont Rushmyia, menant vers la Samarie et le Nord de la Palestine. Sur le bord de mer, des milliers d'autres se jetèrent sur toutes les embarcations disponibles, y compris sur des canots à rames, pour s'enfuir vers Saint-Jean d'Acre. »

-New York Times, 23 avril 1948

A Tibériade et à Haïfa, la Haganah donna des ordres stricts afin d'interdire à quiconque de toucher aux biens arabes, et menaça de sanctionner sévèrement tous ceux qui violeraient cette interdiction. Malgré ces dispositions, tous les Arabes évacuèrent Haïfa, la plupart dans des transports militaires britanniques : ne restèrent que 5 à 6 000 d'entre eux.

Faris el-Khoury, délégué syrien auprès des Nations Unies, interrompit un débat sur la Palestine pour qualifier la prise de Haïfa de « massacre » et pour déclarer que cette action était « la preuve supplémentaire que "le programme sioniste" avait pour but d'annihiler les Arabes de l'intérieur de l'état juif, quand la partition prendrait effet. »¹⁸

Pourtant dès le lendemain, Sir Alexander Cadogan, représentant britannique à l'ONU, informa les délégués que les combats à Haïfa avaient bien été provoqués par les attaques continuelles des Arabes contre les Juifs, au cours des jours précédents et que par contre, les rumeurs de massacres et de déportations étaient totalement infondées.¹⁹

Le jour même – le 23 avril 1948 – Jamal Husseini, Président du Haut Comité de la Palestine, déclara devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, qu'au lieu d'accepter la trêve proposée par la Haganah, les Arabes « préféraient quitter la ville et abandonner leurs maisons, leurs biens et tout ce qu'ils possèdent sur cette terre. »²⁰

Le 22 avril 1948, Aubrey Lippincott, Consul Général américain à Haïfa, écrivait que « les leaders arabes locaux, totalement dominés par le mufti », exerçaient une pression constante « pour que tous les Arabes quittent la ville, finalement : un grand nombre obtempéra. »²¹

Le 6 juillet 1948, l'armée publiait un ordre, exigeant que les villes et villages arabes ne soient ni démolis ni brûlés et pour que les habitants arabes ne soient pas expulsés de leurs maisons.²¹

De son côté, la Haganah livrait une guerre psychologique encourageant les Arabes à abandonner quelques villages. Ygal Allon, le chef du *Palmah*' (les "commandos de choc de la Haganah") raconte qu'il avait envoyé de nombreux membres de son groupe pour parlementer avec les Arabes des villages voisins et les informer qu'une importante force armée juive se trouvait en Galilée, avec l'intention de brûler tous les

villages arabes de la région du Lac Huleh. On donnait aux Arabes le conseil de partir tant qu'il était encore temps et, selon Allon, c'est exactement ce qu'ils firent.²³

L'exemple le plus spectaculaire eut lieu dans la région de Ramlé-Lod, où les troupes israéliennes, cherchant à protéger leurs flancs et à alléger la pression sur Jérusalem assiégée, durent forcer une partie de la population arabe à se rendre dans une zone située seulement à quelques kilomètres de là et occupée par la Légion Arabe. « Ces deux villes avaient servi de base aux unités non régulières arabes qui attaquaient sans relâche, les convois juifs et les villages des environs, barrant efficacement la route principale menant à Jérusalem et empêchant la circulation juive. »²⁴

D'après toutes les descriptions et récits que nous en avons, il apparaît clairement que ce sont les seules exceptions n'ayant d'ailleurs concerné qu'une petite fraction des réfugiés palestiniens, sur une importante population arabe.

MYTHE

« L'invasion arabe n'a eu que très peu d'impact sur les Arabes de Palestine. »

RÉALITÉ

En Mai 1948, dès le début de l'invasion, la plupart des Arabes restés en Palestine, fuirent vers les pays arabes voisins. Paradoxalement, au lieu de jouer le rôle stratégique et essentiel de "cinquième colonne", prête à combattre les Juifs à partir de l'intérieur du pays, les Palestiniens choisirent de fuir vers la sécurité des autres pays arabes, persuadés de pouvoir revenir plus tard. Moussa Alami, nationaliste palestinien de première importance, décrivait l'attitude des Arabes en fuite:

Les Arabes ont quitté leurs maisons, se sont dispersés et ont tout perdu. Mais il leur restait un solide espoir : les armées arabes étaient sur le point d'entrer en Palestine pour sauver le pays, pour remettre les choses en place, pour punir l'agresseur et jeter l'opresseur sioniste à la mer ensemble avec ses rêves et ses menaces. Le 14 mai 1948, les foules arabes jalonnaient les routes menant aux frontières de Palestine, célébrant l'avance des armées avec enthousiasme. Les jours et les semaines passaient, qui auraient dû suffire à accomplir la mission sacrée mais, les armées arabes ne sauvèrent pas le pays. Elles ne réussirent à rien, sauf à perdre Saint Jean d'Acre, Sarafand, Lod, Ramlé, Nazareth, la plus grande partie du Sud et le reste du Nord. C'est alors que l'espoir s'enfuit à son tour.²⁵

Quand les combats gagnèrent des régions qui étaient restées calmes jusqu'alors, les Arabes commencèrent à envisager la possibilité d'une défaite. Quand cette hypothèse devint réalité, le nombre des Arabes en partance augmenta – plus de 300 000 personnes partirent après le 15 mai – laissant environ 160 000 Arabes dans l'état d'Israël.²⁶

La plupart des Arabes étaient partis dès novembre 1948, pourtant, même après la fin des hostilités, d'autres encore choisirent de partir. Un cas intéressant est représenté par les 3 000 Arabes de Faluja, village situé entre Beer-Sheva et Tel-Aviv :

Tous les observateurs eurent le sentiment que, si elle avait été bien conseillée, la population arabe aurait tout eu à gagner en restant. Ils ajoutaient que le gouvernement israélien avait donné toutes les garanties de sécurité pour les personnes et pour leurs biens. Pourtant, aucun effort ne fut fait du côté

égyptien, ni du côté transjordanien ou de la part de la Commission de Conciliation des Nations Unies de Palestine pour conseiller la population de Faluja, dans un sens ou dans un autre.²⁷

« Le problème des [réfugiés] est la conséquence directe de la guerre lancée par les Palestiniens et... par les pays arabes avoisinants. »

-Benny Morris historien israélien²⁸

MYTHE

« *Les dirigeants arabes n'ont jamais encouragé les Arabes de Palestine à fuir.* »

RÉALITÉ

Il y a pléthore de preuves montrant que les Palestiniens ont été encouragés à quitter leurs maisons pour ouvrir la voie aux armées arabes d'invasion.

Dans *The Economist*, magazine plutôt critique à l'égard du sionisme, on pouvait lire, dans un article daté du 2 octobre 1948 : « Des 62 000 Arabes qui auparavant vivaient à Haïfa, il n'en restait pas plus de 5 ou 6 000. Différents facteurs ont influencé leur décision de choisir la fuite pour avoir la sécurité. L'un des déterminants parmi les plus efficaces, aura été sans aucun doute, les annonces radiodiffusées du Haut Commandement Arabe, leur enjoignant de partir...On ajoutait que ceux qui décideraient de rester à Haïfa et d'accepter la protection des Juifs, seraient considérés comme traîtres et renégats. »

Les comptes rendus du *Times* au sujet de la bataille de Haïfa, font état des mêmes observations : « L'évacuation massive, provoquée en partie par la peur et en partie par les ordres des leaders arabes, a transformé le quartier arabe de Haïfa, en ville fantôme...leurs leaders ayant espéré paralyser Haïfa par le retrait des travailleurs arabes. »

Benny Morris, historien qui enquêta sur des cas d'expulsions de Palestiniens, arriva à cette conclusion que les leaders arabes encouragèrent fortement leurs frères à partir. Le 8 mars 1948, le Comité National Arabe de Jérusalem, suivant les instructions du Haut Comité Arabe, ordonna que les femmes, les enfants et les personnes âgées de plusieurs quartiers de Jérusalem, quittent leurs maisons : « Toute opposition à cet ordre...sera considéré comme obstacle à la guerre sainte...mettant en risque les opérations menées dans ces quartiers par les combattants. »²⁹

Toujours d'après Morris, les unités de la Légion Arabe avait ordonnée l'évacuation totale des femmes et des enfants de la ville de Beisan. On rapportait aussi que l'Armée de Libération Arabe avait ordonné l'évacuation d'un autre village au sud de Haïfa. Ce départ des femmes et des enfants « avait pour objectif de saper le moral des hommes restés à l'arrière, pour garder les maisons et les champs et, finalement, cela aboutit à l'évacuation complète des villages. Ces évacuations – constituées aux deux tiers par des femmes et des enfants, furent suivies quelques semaines plus tard, par le tiers restant, constitué d'hommes – eurent lieu à Qumyia, dans la vallée de Jezréel, chez les Bédouins Awarma de la Baie de Haïfa et dans quelques autres sites. »

Dans ses Mémoires, Haled al Azm, Premier Ministre syrien de 1948 à 49, reconnu également l'importance du rôle joué par les Arabes dans la décision des réfugiés de partir :

« Depuis 1948, nous avons exigé le retour des réfugiés dans leurs foyers. Mais c'est bien nous qui les avons encouragés à partir. Il n'y a d'ailleurs que quelques mois qui séparent le moment où nous les avons exhortés à partir et le moment où nous avons exigé que l'ONU organise leur retour. »³⁹

Qui a donné ces ordres ? Des dirigeants tels que le Premier Ministre irakien Nuri Saïd, qui déclara : « Nous écraserons le pays avec nos fusils et nous détruirons tous les lieux où les Juifs pourraient trouver refuge. Les Arabes devraient mettre leurs femmes et leurs enfants à l'abri, dans des endroits sûrs, jusqu'à la fin des combats. »³¹

Le Secrétaire du Bureau de la Ligue Arabe à Londres, Edward Atiyah, qui écrivait dans son livre *Les Arabes* : « Cet exode général était en partie, dû à la croyance des Arabes, encouragés par les vantardises d'une presse arabe totalement irréaliste et par les déclarations irresponsables des leaders arabes, que ce ne serait qu'une question de semaines, avant que les Juifs ne soient vaincus par les armées des états arabes et que les Arabes palestiniens puissent revenir et reprendre possession de leur pays. »³²

Le 16 août 1948, Monsieur George Hakim, l'Evêque grec catholique de Galilée, déclarait au journal de Beyrouth, *Sada al-Janub* : « Les réfugiés étaient sûrs que leur absence serait de courte durée, et qu'ils seraient de retour dans une semaine ou deux. » Il ajoutait que « Leurs dirigeants avaient promis que les armées arabes écraseraient très rapidement "les gangs sionistes" et qu'il n'y avait donc aucune raison de paniquer ou même de redouter un long exil. »

Le 3 avril 1949, sur Near East Broadcasting, la station de radio de Chypre, on pouvait entendre : « il ne faut pas oublier que le Haut Comité Arabe a encouragé la "fuite" des réfugiés de Jaffa, de Haïfa et de Jérusalem. »³³

Et selon le journal jordanien, le *Filastin*, du 19 février 1949, « les états arabes encouragèrent les Arabes de Palestine à partir momentanément de chez eux afin de ne pas gêner l'avancée des armées arabes d'invasion. »

Un réfugié, cité dans le journal jordanien *Ad Difaa*, du 6 septembre 1954, déclarait : « Le gouvernement arabe nous a dit : Otez-vous de là, que nous puissions nous y mettre. Alors, nous nous sommes poussés, mais ils ne s'y sont pas mis. »

Dans le journal libanais de New York, *Al Hoda*, daté du 8 juin 1951, Habib Issa déclarait que « Le Secrétaire Général de la Ligue Arabe, Azzam Pasha, assurait les peuples arabes que l'occupation de la Palestine et de Tel-Aviv, ne serait qu'une petite promenade militaire. Il faisait même remarquer qu'ils étaient déjà aux frontières et que tous les millions dépensés par les Juifs, dans les terres et dans le développement économique, seraient un butin facile à saisir car il serait très simple de jeter les Juifs dans la Méditerranée...On conseillait, fraternellement, aux Arabes de Palestine de quitter leurs maisons, leurs terres et leurs propriétés pour demeurer, provisoirement, dans les états frères fraternels voisins : sinon, ils seraient fauchés par les fusils des armées arabes d'invasion. »

A la suite de Deir Yacine, la peur éprouvée par les Arabes fut naturellement exacerbée par des récits imaginaires, inventés de toutes pièces, d'atrocités prétendument commises par des Juifs. La population autochtone n'avait aucun leader capable de la rassurer ; ses portes-parole, tel que le Haut Comité Arabe, étaient à l'abri, agissant dans la sécurité des états voisins et ils firent bien plus pour augmenter la peur que pour la calmer. Les chefs militaires locaux apportaient peu ou pas de réconfort. Le Commandant des troupes arabes de Safed se rendit à Damas. Le lendemain de son départ, ses troupes se retirèrent de la ville. Réalisant qu'ils étaient

laissés sans défense, les habitants paniquèrent et prirent la fuite.³⁴

Selon l'ancien membre du Comité exécutif de l'OLP, le Dr. Walid al-Qamhawi, « c'est la peur collective, la désintégration morale et le chaos qui régnaient dans tous les lieux qui abritaient les exilés arabes de Tibériade, de Haïfa et des dizaines d'autres villes et villages. »³⁵

Tandis que la panique s'étendait à travers la Palestine, les premiers flots de réfugiés se transformèrent en marée humaine – plus de 200 000 personnes – au moment où le gouvernement provisoire déclarait l'indépendance de l'état d'Israël.

Et le roi Abdullah de Jordanie, incriminait même dans ses Mémoires, les dirigeants palestiniens eux-mêmes, dans la création du problème des réfugiés.

La tragédie des Palestiniens venait du fait que la plupart de leurs dirigeants les avaient paralysés avec des promesses mensongères et sans aucun fondement, leur faisant croire qu'ils n'étaient pas seuls et que 80 millions d'Arabes et 400 millions de musulmans allaient, instantanément et miraculeusement, venir à leur secours.³⁶

« Les armées arabes étaient entrées en Palestine pour protéger les Palestiniens de la tyrannie sioniste mais, au lieu de cela, ils les abandonnèrent, les forçant à émigrer et à quitter leur patrie mais ils les expédièrent dans des prisons, semblables aux ghettos dans lesquels les Juifs vivaient auparavant. »

**-Mahmoud Abbas, Premier Ministre de l'OLP de l'époque
(Abou Mazen)³⁷**

MYTHE

« Les Arabes palestiniens ainsi que les habitants pacifiques de Deir Yacine durent fuir, pour éviter d'être massacrés. »

RÉALITÉ

Les Nations Unies avaient décidé que Jérusalem serait une ville internationale, indépendante des états arabe et juif tels qu'ils avaient été déterminés lors de la partition. Les 150 000 habitants juifs étaient sous une pression militaire constante. Les 2 500 Juifs vivant dans la vieille ville étaient victimes du blocus arabe qui durait depuis déjà cinq mois avant qu'ils ne se rendent le 29 mai 1948. Avant leur reddition, et durant tout le siège de Jérusalem, des convois juifs avaient essayé de rallier la ville pour la ravitailler car, en avril, la situation était devenue critique.

Pendant ce temps, les Forces armées arabes, qui se livraient à des embuscades sporadiques et désorganisées depuis décembre 1947, tentèrent d'organiser des opérations pour couper la route menant de Tel-Aviv à Jérusalem qui était le seul axe pour le ravitaillement. Les Arabes contrôlaient plusieurs points stratégiques surplombant la route, ce qui leur permettait de mitrailler les convois qui essayaient de ravitailler la ville assiégée. Deir Yacine, situé sur une colline d'environ 900 mètres d'altitude, permettait d'avoir une vue panoramique de toute la région et n'était éloigné que d'un kilomètre de Jérusalem. Avec une population de 750 habitants.³⁸

Le 6 avril, l'Opération Nachshon fut lancée pour ouvrir la route de Jérusalem. Le village de Deir Yacine se trouvait sur la liste des villages qu'il était prévu d'occuper dans le cadre de cette opération. Le lendemain, le commandant de la Haganah, David Shaltiel, écrivait aux dirigeants de Lehi et de l'Irgoun :

J'ai appris que vous projetez d'attaquer Deir Yacine. Je voudrais souligner que la conquête de Deir Yacine, fait partie intégrante de notre plan général. Je n'ai aucune objection à faire sur le fait que vous meniez l'opération, sous réserve que vous soyez à même de garder le contrôle du village. Si vous êtes incapables de le faire, je vous mets en garde contre l'attaque du village, ce qui aurait pour conséquence la fuite des habitants, les ruines et les maisons désertées, occupées par des forces étrangères...De plus, si les forces étrangères s'y installent, cela va bouleverser notre plan général, destiné à y construire un aéroport.³⁹

L'Irgoun décida d'attaquer Deir Yacine le 9 avril, alors que la Haganah était encore engagée dans la bataille pour Kassel. C'était le premier combat d'envergure de l'Irgoun contre les Arabes. Auparavant, les organisations Leahy et l'Irgoun avaient concentré toutes leurs attaques contre les Britanniques.

Selon son dirigeant, Menahem Begin, l'assaut fut mené par 100 membres de son organisation ; d'autres sources parlent de 132 hommes de chaque groupe. Begin déclara qu'une camionnette équipée d'un mégaphone fut conduite à l'entrée du village pour faire l'annonce de la mise en garde des civils et leur dire d'évacuer la zone, ce que firent de nombreux habitants.⁴⁰ Mais, de nombreuses autres sources affirment que l'annonce ne fut jamais faite car la camionnette et son mégaphone, roulèrent dans le fossé avant qu'on ait pu faire l'annonce.⁴¹ L'un des combattants a affirmé que le fossé était comblé et que la camionnette a donc pu continuer sa route vers le village. « C'est l'un d'entre nous qui a fait l'annonce à haute voix et en arabe, demandant aux habitants de déposer leurs armes et de partir. Je ne sais pas si ils nous ont entendus ou non, mais je sais que nos appels n'ont eu aucun effet. »⁴²

Contrairement aux récits révisionnistes, affirmant que la ville était remplie d'innocents pacifiques, les habitants du village et les troupes étrangères qui y stationnaient, ouvrirent le feu sur les attaquants. Voici la description de l'expérience d'un combattant :

Mon unité avait ouvert le feu et dépassait la première rangée de maisons. Je fus l'un des premiers à entrer dans le village. J'étais avec quelques types et nous nous encourageons mutuellement pour avancer. En haut de la rue, j'ai vu un homme courir devant nous, il était habillé en khaki. J'ai pensé qu'il était l'un des nôtres. J'ai couru derrière lui et je lui ai dit, "avance vers cette maison," mais, tout d'un coup il se retourna, épaula son fusil et tira. C'était un soldat irakien. J'ai été touché au pied.⁴³

Les combats furent acharnés et durèrent plusieurs heures. L'Irgoun eut à déplorer 41 victimes, dont 4 morts.

De façon inattendue et surprenante, après ce "massacre", l'Irgoun escorta à travers le village, un représentant de la Croix Rouge pour qu'il puisse tenir sa conférence de presse. La description de la bataille, faite par le *New York Times*, correspond exactement à celle que Menahem Begin a faite. Le *Times* relatait que 200 Arabes avaient été tués, 40 faits prisonniers et 70 femmes et enfants relâchés. Pas la moindre allusion de massacre n'apparaît dans le compte rendu.⁴⁴

« Paradoxalement, les Juifs disent qu'à peu près 250 des 400 habitants du village [furent tués], alors que les Arabes survivants affirment que seuls 110 personnes sur 1 000 avaient été tuées. »⁴⁵ Une étude faite par l'Université Bir Zeit, basée sur les entretiens menés avec chaque famille du village, fait état de 107 civils arabes tués et

12 blessés. Auxquels il faut ajouter 13 "combattants", preuve que le nombre des morts était inférieur à celui qui était avancé et qu'il y avait bien des troupes basées dans le village.⁴⁶ D'autres sources arabes ont même avancé que le chiffre pourrait même être inférieur.⁴⁷

En réalité, les attaquants juifs avaient ouvert un couloir de sécurité pour laisser partir les habitants et plus de 200 d'entre eux quittèrent le village, indemnes. Ainsi, par exemple, à 9h30 du matin, environ 5 heures après le début des combats, le Leahy évacua par camions, 40 hommes âgés, des femmes et des enfants, et les conduisirent à une base de Sheikh Bader. Plus tard, ils furent amenés à Jérusalem Est. Voir des Arabes prisonniers des Juifs, remonta le moral de la population de Jérusalem, de plus en plus découragée au fur et à mesure des revers militaires.⁴⁸ Une autre source affirmait que 70 femmes et enfants avaient été évacués de la zone des combats et remis aux Britanniques.⁴⁹ Si l'intention avait vraiment été de massacrer les habitants : personne n'aurait été évacué.

C'est après que les Arabes qui étaient restés, en faisant semblant de se rendre, tirèrent sur les troupes juives : c'est alors que quelques Juifs ripostèrent, tirant indifféremment sur des soldats et sur des civils arabes. Aucune source n'a pu spécifier combien de femmes et d'enfants furent tués (l'article du *Times* dit qu'ils représentaient la moitié des victimes; le chiffre cité se base sur les chiffres de l'Irgoun) mais ce qui est sûr, c'est qu'il y eut des femmes et des enfants parmi les victimes.

Si un certain nombre de femmes abattues avaient été prises pour cible, c'est parce que les combattants s'étaient déguisés en femmes. Le commandant de l'Irgoun raconta, par exemple, que les attaquants « trouvèrent des hommes habillés en femmes et que, de ce fait, ils commencèrent à tirer sur celles qui tardaient trop à se rendre à l'endroit où l'on rassemblait les prisonniers. »⁵⁰ Ce qui a été également rapporté par un membre de la Haganah qui entendit un groupe d'Arabes de Deir Yacine qui disait « les Juifs ont découvert que les combattants arabes se sont déguisés en femmes, c'est pourquoi ils se sont mis à fouiller les femmes aussi. L'un de ceux qui allait passer à la fouille, comprenant qu'il avait été pris, a sorti un pistolet et il a tué le commandant juif. Fous de rage, ses compagnons se sont alors mis à tirer dans toutes les directions et ils ont tué des Arabes qui se trouvaient autour d'eux. »⁵¹

Contrairement à ce que les propagandistes arabes de l'époque ont prétendu, et que certains prétendent encore aujourd'hui, aucune preuve de viol n'a jamais été apportée. A l'inverse, les villageois interviewés ont tous, dénoncé cette accusation. Cette accusation, comme de nombreuses autres, n'est qu'un des éléments stratégiques d'une propagande délibérée qui s'est pourtant retournée contre leurs auteurs. Ainsi, Hazam Nusseibi qui, en 1948, travaillait pour la radio palestinienne, finit par avouer que Hussein Khalidi, un des chefs arabes palestiniens, lui avait clairement demandé de fabriquer de toutes pièces, ces accusations d'atrocités. Abou Mahmoud qui habitait Deir Yacine en 1948, avait dit à Khalidi « qu'il n'y avait pas eu de viol », mais Khalidi lui répondit « qu'il fallait quand même le prétendre, pour que les armées arabes puissent venir libérer la Palestine du joug des Juifs. » Cinquante ans plus tard, Nusseibi déclara à la BBC : « Ce fut notre plus grande erreur. Nous n'avons pas anticipé la réaction de notre peuple. Car, dès qu'ils entendirent que des femmes avaient été violées à Deir Yacine, les Arabes s'enfuirent, terrorisés. »⁵²

Aussitôt qu'elle avait eu connaissance de l'attaque, l'Agence Juive avait exprimé son « horreur et son dégoût ». Sans tarder, elle avait envoyé une lettre au roi Abdullah de Transjordanie, traduisant le choc éprouvé et toute sa désapprobation.

Le Haut Comité Arabe avait espéré que l'exagération sur le prétendu "massacre"

de Deir Yacine, choquerait les populations des pays arabes, au point qu'elles feraient pression sur leurs gouvernements pour qu'ils interviennent en Palestine. Mais ce fut exactement l'inverse qui eut lieu car cela provoqua un nouvel exode des Palestiniens.

Tout juste quatre jours après que les rapports sur Deir Yacine aient été publiés, des soldats arabes prirent en embuscade un convoi juif, en route pour l'hôpital Hadassah, et tuèrent 77 personnes juives, parmi lesquelles des médecins, des infirmières, des malades et le directeur de l'hôpital. Bilan auquel on doit ajouter 23 blessés. Ce *massacre-là* ne suscita pas le moindre intérêt et il n'a jamais été mentionné par ceux qui sont si rapides à citer Deir Yacine en toutes occasions. Pourtant, face à d'autres attaques similaires contre les Juifs de Palestine et au cours desquelles plus de 500 Juifs trouvèrent la mort pendant les 4 mois qui suivirent la partition : pas un seul Juif ne décida de s'enfuir.

Les Palestiniens savaient parfaitement, même s'ils prétendaient le contraire, que les Juifs ne cherchaient absolument pas à les annihiler car, si cela avait été le cas, les Juifs ne les auraient jamais autorisés à évacuer Tibériade, Haïfa ni aucune des autres villes tombées entre leurs mains. Sans oublier que les Palestiniens pouvaient trouver asile dans tous les états arabes voisins. Par contre si les Juifs, eux, auraient voulu fuir, ils n'auraient eu nulle part où aller. Ils étaient prêts à mourir pour leur pays et c'est d'ailleurs ce qui arriva à bon nombre d'entre eux car, les Arabes étaient bien décidés à annihiler les Juifs. C'est précisément ce que le Secrétaire Général de la Ligue Arabe, Azzam Pasha, déclara le 15 mai 1948, lors d'une interview à la BBC, à la veille de la guerre : « Les Arabes ont l'intention de mener une guerre d'extermination et de commettre des massacres dont on parlera comme on évoque ceux des Mongols ou des Croisades. »

Depuis des décennies, les références à Deir Yacine sont une constante dans la propagande anti-israélienne car c'est précisément un événement qui fait exception dans l'histoire d'Israël.

MYTHE

« Israël a refusé de laisser les Palestiniens revenir dans leurs foyers pour que les Juifs s'approprient leurs biens. »

RÉALITÉ

Il est clair qu'Israël ne pouvait pas autoriser tous les Palestiniens à revenir, mais pourtant, il n'a cessé de rechercher des solutions à ce problème. Cette position d'Israël a été exprimée par David Ben-Gourion, le 1^{er} août 1948 :

La question sera à l'ordre du jour quand les états arabes seront disposés à signer un traité de paix avec Israël, et qu'une réponse constructive pourra alors être apportée dans le cadre du règlement général du conflit, prenant en considération nos propres réclamations qui concernent : la destruction des vies juives et de leurs biens ; l'intérêt des populations juive et arabe, dans le long terme ; la stabilité de l'état d'Israël et la pérennité des bases sur lesquelles la paix entre Israël et ses voisins reposera ; le sort des communautés juives vivant dans les pays arabes ; la reconnaissance de la responsabilité des états arabes dans leur guerre d'agression ; leurs engagements à réparer leurs torts. Les réponses à ces questions détermineront dans quelle mesure et sous quelles conditions, les anciens habitants arabes du territoire d'Israël seront autorisés à revenir.⁵³

Le gouvernement ne resta pas indifférent à la demande des réfugiés : une ordonnance fut prise, nommant un Conservateur des Propriétés Abandonnées « pour empêcher les occupations illégales de maisons et de locaux commerciaux laissés vides, pour administrer les biens sans propriétaires, pour assurer le labour des champs désertés et pour sauvegarder les récoltes... »⁵⁴

Le risque qu'impliquait le rapatriement n'empêcha absolument pas Israël à autoriser certains réfugiés à revenir, et de proposer un à grand nombre d'autres de revenir, à la condition de signer un traité de paix. En 1949, Israël proposa aux familles séparées par la guerre, de revenir, de libérer les avoirs gelés par les banques israéliennes (ce qui fut fait en 1953), de payer des indemnités pour les terres abandonnées et de rapatrier 100 000 réfugiés.⁵⁵

Les Arabes rejetèrent en vrac, tous les compromis proposés par Israël. Ils ne voulaient accepter aucune mesure qui aurait pu être prise pour une reconnaissance d'Israël. Ils firent du rapatriement, la condition préalable à toute négociation, ce qu'Israël refusa. En conséquence, les réfugiés furent maintenus dans les camps.

Malgré la position adoptée par les états arabes, Israël libéra les comptes bancaires des réfugiés, dont le total dépassait les 10 millions de dollars, versa des indemnités aux demandeurs et offrit des milliers d'hectares en échange de la conservation des terrains conquis.

MYTHE

« Une résolution de l'ONU appelait Israël à rapatrier tous les réfugiés palestiniens. »

RÉALITÉ

LE 11 décembre 1948, les Nations Unies prirent en charge le problème des réfugiés et adoptèrent la Résolution 194. Cette résolution demandait aux états arabes et à Israël, de résoudre toutes les questions essentielles, soit par la négociation directe soit avec l'aide de la Commission de Consultation pour la Palestine, créée par cette résolution. D'autre part, le Point 11 précisait :

que les réfugiés souhaitant revenir chez eux *pour vivre en paix* avec leurs voisins, doivent y être autoriser dans les plus brefs délais, et qu'une indemnité doit être allouée à ceux qui ont décidé de ne pas revenir. Cette indemnité couvrant la perte des biens et les dommages subis, établie selon les lois internationales et en toute équité, et devant être versée par les Gouvernements ou par les Autorités responsables. Les instructions de la Commission de Conciliation sont de faciliter le rapatriement, la *réinstallation* et la réintégration économique et sociale des réfugiés ainsi que le paiement des indemnités ... (c'est nous qui soulignons).

Les mots que nous avons soulignés montrent que les Nations Unies reconnaissaient qu'on ne pouvait raisonnablement, pas attendre qu'Israël rapatrie la totalité d'une population hostile et susceptible de mettre sa sécurité en danger. La solution à ce problème, comme à tous les problèmes de réfugiés posés précédemment, exigeait qu'une partie au moins des Palestiniens, s'installe dans les pays arabes. De plus, la résolution utilise le conditionnel "devrait" et non pas le futur "devra" ce qui en termes juridiques, n'a pas caractère d'obligation

La Résolution répondait à la plupart des inquiétudes d'Israël qui considérait les

réfugiés comme une "cinquième colonne" potentielle, dans le cas où l'on autoriserait leur retour, sans condition. Les Israéliens considéraient que le règlement de la question des réfugiés était négociable dans le cadre global d'un règlement d'ensemble. Comme le Président Haïm Weizmann l'expliqua : « Nous sommes dans l'attente d'aider à une telle réinstallation sous réserve qu'une paix véritable soit instaurée et que les états arabes accomplissent leur part du contrat. La solution de la question arabe ne peut être réglée que dans un projet de développement du Moyen-Orient tout entier, auquel les Nations Unies, les états arabes et Israël devront, chacun, apporter leur contribution. »⁵⁶

A l'époque, les Israéliens ne pouvaient absolument pas imaginer l'ampleur qu'allait prendre la question des réfugiés ; ils pensaient que les états arabes accueilleraient la majorité d'entre eux et qu'un accord serait trouvé pour les autres dans le cadre du règlement global. Pourtant, en 1949, les Arabes n'étaient pas plus disposés à faire des compromis qu'ils ne l'avaient été en 1947. En fait, ils rejetaient en bloc toute résolution de l'ONU.

Les discussions sur les réfugiés avaient commencé à l'ONU, pendant l'été 1948, avant même qu'Israël n'ait remporté la victoire militaire ; ce qui faisait croire aux Arabes qu'ils pouvaient encore gagner la guerre et renvoyer des réfugiés triomphants. C'est Emile Ghoury, le Secrétaire du Haut Comité Arabe, qui exprima la position arabe :

Il serait inconcevable que les réfugiés soient renvoyés dans leurs foyers alors qu'ils sont encore sous l'occupation des Juifs, car ceux-ci les retiendraient en otages et les maltraiteraient. Cette proposition n'est qu'une tentative des responsables pour échapper à leurs responsabilités. Et ce serait le premier pas vers une reconnaissance d'Israël et de la partition.⁵⁷

Les Arabes exigèrent que les Nations Unies affirment le "droit" des Palestiniens à retourner dans leurs foyers et ils se refusèrent à accepter le moindre compromis, jusqu'à ce que leur défaite soit avérée. Les Arabes réinterprétèrent alors la Résolution 194 comme si elle était la garantie du droit absolu de rapatriement des réfugiés et depuis, ils n'ont jamais cessé d'exiger qu'Israël partage leur interprétation. Quoiqu'il en soit, même si l'on ignore cette interprétation, la 194, tout comme les autres résolutions de l'Assemblée Générale, n'est pas une résolution de contrainte.

« L'exigence palestinienne du "droit au retour" est totalement irréaliste et devra se régler en termes de compensation financière et de réinstallation dans les pays arabes. »

-Hosni Moubarak, Président égyptien⁵⁸

MYTHE

« Les Palestiniens qui voulaient rentrer dans leurs foyers ne mettaient pas la sécurité d'Israël en danger. »

RÉALITÉ

Au début de 1948, lorsqu'ils planifiaient leur futur état, les leaders juifs en Palestine, misaient sur une nation qui inclurait une population arabe significative. Du point de vue israélien, les réfugiés d'aujourd'hui avaient eu la possibilité de rester chez eux et de faire partie du nouvel état. 160 000 Arabes avaient d'ailleurs choisi de rester.

Rapatrier ceux qui avaient fui, aurait été « une folie suicidaire », selon les termes du Ministre des Affaires Etrangères, Moshé Sharett.⁵⁹

Pour le monde arabe, les réfugiés devaient jouer le rôle de "cinquième colonne" potentielle, à l'intérieur d'Israël. Comme un journal libanais l'écrivait :

Le retour des réfugiés créerait une large majorité arabe qui serait le moyen le plus efficace pour actualiser le caractère arabe de la Palestine, tout en formant une cinquième colonne quand viendra le jour de la vengeance et celui des règlements de comptes.⁶⁰

Les Arabes pensaient que le retour des réfugiés provoquerait la destruction d'Israël, idée exprimée par le Ministre égyptien des Affaires Etrangères, Muhammad Salah al-Din :

Tous les Arabes savent parfaitement qu'en exigeant le retour des réfugiés en Palestine, ils pensent, tous, à un retour en tant que maîtres chez eux et pas en tant qu'esclaves. Pour être encore plus précis : cela signifie la destruction de l'état d'Israël.⁶¹

Après la guerre du Canal de Suez, la condition des réfugiés ne changea pas. D'ailleurs, la rhétorique ne changea pas non plus. En 1957, à Homs, en Syrie, la Conférence sur les Réfugiés publia une résolution statuant que :

Toute discussion visant à régler la question de la Palestine, qui ne serait pas fondée sur l'assurance faite aux réfugiés du droit à détruire Israël, sera considérée comme une profanation du peuple arabe et comme un acte de trahison.²⁶

Un parallèle pourrait être établi avec la Révolution américaine durant laquelle, de nombreux colons, fidèles à l'Angleterre, fuirent vers le Canada. Les Britanniques voulaient que la nouvelle république autorise les Loyalistes à revenir et à récupérer leurs biens. Dans une lettre datée du 26 novembre 1782, adressée à Richard Oswald, le négociateur britannique, Benjamin Franklin rejetait cette suggestion :

Vos ministres voudraient que nous acceptions de nouveau, dans notre giron, ceux qui ont été nos ennemis les plus acharnés, que nous leur rendions leurs biens alors qu'ils ont détruits les nôtres et ce, alors que les blessures qu'ils nous ont faites sont encore ouvertes !⁶⁵

MYTHE

« Les réfugiés palestiniens ont été ignorés par un monde sans cœur. »

RÉALITÉ

Le 19 novembre 1949, l'Assemblée Générale des Nations Unies vota la création du Soutien des Nations Unies aux Réfugiés Palestiniens (UNPRP), chargé d'apporter de l'aide aux réfugiés. Depuis cette date, plus de 100 résolutions se référant aux réfugiés palestiniens ont été adoptées, soit à peu près 15% de toutes les résolutions liées à ce conflit.⁶⁴

Le 8 décembre 1949, l'UNPRP fut remplacé par l'UNWRA, l'Agence pour le

soutien et les œuvres des Nations Unies, qui reçut un budget de 50 millions de dollars. L'UNWRA devait continuer le programme d'aide initié par l'UNPRP, suppléer l'administration dans l'aide directe et promouvoir le développement économique. Les promoteurs de ce programme prévoyaient que l'aide directe serait presque totalement remplacée par l'administration publique avec, pour le reste de l'aide, l'assistance des gouvernements arabes.

Pourtant, l'UNWRA avait peu de chance de réussir dans la mesure où elle tentait de résoudre un problème politique par des voies économiques. Au milieu des années 50, il était devenu évident que ni les réfugiés ni les états arabes n'étaient disposés à coopérer au programme de développement à grande échelle, initialement conçu par l'Agence comme un moyen d'améliorer la situation des Palestiniens. Les gouvernements arabes et les réfugiés eux-mêmes, ne voulaient contribuer à aucun plan pouvant être interprété comme un accord de réinstallation ailleurs. Ils préféraient se cramponner à leur interprétation de la Résolution 194 dont ils voulaient croire qu'elle déboucherait sur un rapatriement.

Réfugiés Palestiniens Enregistrés par l'UNWRA⁶⁵

Lieux de l'Opération	Camps Officiels	Réfugiés enregistrés	Réfugiés enregistrés dans les camps
Jordanie	10	1 780 701	283 183
Liban	12	400 582	210 952
Syrie	10	424 650	112 882
Rive Ouest	19	687 542	181 241
Bande de Gaza	8	961 645	471 555
Total Agence	59	4 255 120	1 259 813

MYTHE

« *Les états arabes ont financé l'aide apportée aux réfugiés palestiniens.* »

RÉALITÉ

Alors que les réfugiés juifs en provenance des pays arabes, ne reçurent aucune aide de la communauté internationale, les Palestiniens reçurent des millions de dollars par l'intermédiaire de l'UNWRA. A l'origine, les Etats-Unis contribuèrent à hauteur de 25 millions de dollars et Israël, à hauteur de 3 millions. La totalité des donations en provenance des pays arabes se résumant à 600 000 dollars. Au cours des 20 premières années, les Etats-Unis fournirent plus des deux tiers des fonds, tandis que les états arabes se contentaient d'une participation infinitésimale.

A lui seul, Israël à donner plus d'argent à l'UNWRA que la plupart des états arabes. C'est en 1973 que les Saoudiens ont égalé la contribution israélienne, rejoints, seulement en 1980, par le Koweït et la Libye. Et encore récemment, en 1994, Israël a donné plus à l'UNWRA que tous les pays arabes, à l'exception de l'Arabie Saoudite, du Koweït et du Maroc. Depuis que la responsabilité des territoires et de la presque totalité de la population de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza, a été transférée à l'Autorité Palestinienne, Israël, n'ayant plus le contrôle des camps de réfugiés, cessa d'apporter sa contribution à l'UNWRA.

En 2004, les Etats-Unis contribuèrent pour plus de 127 millions de dollars (soit

36,5%) au budget de presque 350 millions de dollars de l'UNWRA. Malgré leur soutien théorique aux Palestiniens, tous les pays arabes ensemble, *réussir à totaliser* une aide de seulement 8 millions (soit 2%). La plus large participation d'un pays arabe – 1,8 million de dollars – étant celle de l'Arabie Saoudite.⁶⁶

Quant à elle, l'Autorité Palestinienne, outre les fonds annuels qui lui sont versés par l'UNWRA pour les réfugiés, a reçu des milliards de dollars de la communauté internationale et n'a pourtant pas été capable de construire la moindre habitation ni de faire sortir une seule famille des camps de réfugiés pour la loger dans une construction en dur. Etant donné le montant de l'aide que l'Autorité Palestinienne a reçue (approximativement 6 milliards de dollars depuis 1973), il est choquant autant qu'outrageant, de penser que plus de 650 000 Palestiniens, sous contrôle de l'Autorité Palestinienne, soient maintenus dans des camps insalubres, par la seule volonté de leurs dirigeants.

MYTHE

« Les états arabes ont toujours bien accueillis les Palestiniens. »

RÉALITÉ

La Jordanie a été le seul pays à accueillir les Palestiniens et à leur accorder la nationalité (en effet, à ce jour, la Jordanie est le seul pays arabe où les Palestiniens, *en tant que groupe*, peuvent devenir citoyens du pays). Le roi Abdullah de Jordanie considérait les Arabes palestiniens et jordaniens comme étant un seul et unique peuple. En 1950, il annexa la Rive Occidentale et interdit l'usage du terme Palestine dans tous les documents officiels.⁶⁷

Bien qu'en Syrie il y ait plus que suffisamment d'espace pour permettre la création d'implantations, Damas a refusé d'accueillir le moindre réfugié sauf ceux ayant rejeté le rapatriement. Entre 1952 et 1954, la Syrie a également refusé de réinstaller 85 000 réfugiés sur son territoire, bien que des fonds internationaux aient été proposés pour financer ce projet. L'Irak aussi, avait les moyens d'accueillir un grand nombre de réfugiés mais s'y refusa. Le Liban affirma ne pas avoir suffisamment de place pour les réfugiés. En 1950, les Nations Unies tentèrent de réinstaller 150 000 réfugiés de Gaza en Libye, mais l'Égypte s'y opposa.

Après la guerre de 1948, l'Égypte pris le contrôle de la Bande de Gaza et de plus de 200 000 de ses habitants, mais elle refusa de laisser entrer des Arabes de Palestine en Égypte et refusa aussi de les laisser s'installer ailleurs. La gestion égyptienne des Arabes de Palestine était si catastrophique, que la radio d'Arabie Saoudite compara le régime de Nasser à Gaza à celui d'Hitler en Europe occupée pendant la Seconde Guerre Mondiale.⁶⁸

En 1952, l'UNWRA constitua un fonds de 200 millions de dollars pour construire des maisons et créer des emplois pour les réfugiés, mais le fonds demeura inutilisé.

« Les états arabes ne veulent pas résoudre le problème palestinien. Ils préfèrent le garder comme une plaie ouverte, véritable affront à la face des Nations Unies, et comme arme contre Israël. Les dirigeants arabes se fichent comme de l'An 40 que les réfugiés vivent ou meurent. »

-Ralph Galloway, ancien membre de l'UNWRA, août 1958⁶⁹

Rien ne changea vraiment au cours des années qui suivirent. Les gouvernements arabes ont toujours eu l'habitude de proposer des emplois, des maisons, des terres et

toutes sortes d'avantages à des Arabes et à des non Arabes *mais, toujours, à l'exclusion* des Palestiniens. Ainsi, par exemple, afin de résoudre la pénurie de main-d'œuvre de la fin des années 70 et du début des années 80, l'Arabie Saoudite décida de n'employer aucun chômeur réfugié palestinien, et à leur place, le pays recruta des Sud Coréens et d'autres Asiatiques, pour occuper les emplois vacants.

La situation empira encore après la Guerre du Golfe de 1991. Le Koweït, qui employait un grand nombre de Palestiniens, tout en refusant de les naturaliser, expulsa 300 000 d'entre eux. Saoud Nasir al-Sabah, ambassadeur koweïtien aux Nations Unies, déclara : « Quand certains individus posent un problème en termes de sécurité, en tant qu'état souverain, nous avons le droit d'expulser tous ceux que nous jugeons indésirables. »⁷⁰

Aujourd'hui au Liban, les Palestiniens n'ont aucun droit : ni civiques, ni sociaux, et leur accès à l'éducation et aux services de santé est extrêmement limité. Pour la majorité d'entre eux, seule l'UNWRA leur permet d'avoir accès à l'éducation, aux soins médicaux, à l'aide sociale et aux services sociaux. Ayant le statut d'étrangers, les réfugiés de Palestine se voient interdire d'exercer plus de 70 métiers et professions.⁷¹

Les Palestiniens considèrent que c'est grâce à l'ONU que leur situation s'est améliorée mais, en revanche, nombreux sont ceux qui n'ont pas apprécié la façon dont leurs frères arabes les ont traités. Certains, comme le dirigeant nationaliste palestinien, Moussa Alami, ont exprimé leur sidération : « C'est une honte que les gouvernements arabes empêchent les réfugiés arabes de travailler dans les pays arabes et qu'ils leur claquent la porte au nez et les emprisonnent dans des camps. »⁷² Pourtant, plutôt que de blâmer les armées arabes vaincues, la plupart des réfugiés fixèrent leur mécontentement sur "les sionistes".

* *CARTE 21 – Camps de réfugiés de l'UNWRA en 2000 –*

MYTHE

« Des millions de Palestiniens sont confinés dans des camps insalubres. »

RÉALITÉ

En mars 2005, le nombre des réfugiés palestiniens inscrits sur les rôles de l'UNWRA, a augmenté de presque 4,3 millions, soit plusieurs fois le nombre des Palestiniens de 1948. Un peu moins d'un tiers des réfugiés palestiniens enregistrés, soit environ 1,3 million de personnes, vit dans 59 camps de réfugiés reconnus comme tels, en Jordanie, au Liban, en Syrie, sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza. Les deux autres tiers des réfugiés enregistrés, vivent dans et autour des villes et villages des pays hôtes ainsi que sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza, souvent dans les environs des camps officiels.⁷³

MYTHE

« Israël a contraint les réfugiés palestiniens à rester dans les camps de la Bande de Gaza. »

RÉALITÉ

Pendant les années où Israël a contrôlé la Bande de Gaza, un effort permanent a été fait pour loger les Palestiniens dans des bâtiments en dur. Mais les autorités

palestiniennes s'y opposaient parce que les habitants des camps, amers et frustrés, fournissaient aux différentes factions terroristes, une main-d'œuvre et une vraie force de travail. En même temps, à l'ONU, les états arabes poussaient constamment en faveur de l'adoption de Résolutions interdisant qu'Israël ne sorte les réfugiés palestiniens des camps de Gaza et de la Rive Occidentale.⁷⁴ Ils préféraient garder ces Palestiniens comme symboles vivants de "l'oppression" israélienne.

Aujourd'hui, les camps sont aux mains de l'Autorité Palestinienne mais rien, ou presque, n'est fait pour améliorer le sort de leurs habitants. Quand la journaliste Netty Gross visita Gaza, et qu'elle demanda à un fonctionnaire pourquoi les camps n'avaient pas été détruits, il lui fut répondu que l'Autorité Palestinienne avait pris la "décision politique" de ne rien faire en faveur des 650 000 Palestiniens vivant dans ces camps tant que les discussions avec Israël, sur leur statut final, n'auraient pas eu lieu.⁷⁵ Au cours de l'année 2005, l'Autorité Palestinienne n'a toujours pas dépensé un centime des milliards de dollars de l'aide étrangère qu'elle a reçue pour construire des bâtiments en dur et pour loger les réfugiés.

MYTHE

« Tous les réfugiés ont été rapatriés, seuls les Palestiniens ont été empêchés de retourner dans leurs foyers. »

RÉALITÉ

En dépit de l'intransigeance arabe, personne n'aurait imaginé que la question des réfugiés durerait si longtemps. John Blandford Jr., Directeur de l'UNWRA, écrivait dans son rapport du 29 novembre 1951, qu'il s'attendait à ce que les gouvernements arabes assument leur responsabilité, jusqu'en juillet 1952. Et il soulignait la nécessité d'interrompre les opérations d'aide et d'assistance : « Les opérations d'assistance qui se prolongent, portent en elles le germe de la dévalorisation des êtres humains. »⁷⁶

Le fait est que les Palestiniens sont les seules personnes déplacées au monde qui soient devenu les pupilles de la communauté internationale.

Le contraste est grand, quand on compare la volonté réitérée d'Israël de verser des indemnités aux Palestiniens ayant fui en 1948, avec la façon dont les 12,5 millions d'Allemands ont été traités et expulsés de Pologne et de Tchécoslovaquie après la Seconde Guerre Mondiale, et à qui on n'autorisa de n'emporter que ce qu'ils pouvaient porter. Eux, ils ne reçurent aucune indemnisation pour leurs biens confisqués. Ces conséquences de la Seconde Guerre Mondiale furent considérées comme des "faits accomplis" qui ne seraient pas remis en question après la guerre. Aujourd'hui en Allemagne, malgré le fait que leurs ancêtres aient vécu des centaines d'années dans ces deux pays, personne ne songerait à faire des pétitions pour demander le droit au retour des millions de déportés et de leurs enfants.

La Finlande aussi a été sérieusement affectée par la guerre, au point d'être contrainte de céder environ un huitième de son territoire et d'absorber 400 000 réfugiés (soit, 11% de sa population nationale), revenant d'Union Soviétique. Ces réfugiés, qui sont les *perdants* de la guerre, n'ont eu droit à aucune aide pour leur réintégration, ce qui n'est pas l'attitude d'Israël envers les réfugiés

Une comparaison encore plus pertinente peut être faite avec l'intégration en 1950, par la Turquie, de 150 000 réfugiés turcs en provenance de Bulgarie. La différence entre la façon dont les Turcs ont traité leurs réfugiés, et la façon dont les états arabes ont traité les Palestiniens, se trouve dans l'attitude des gouvernements respectifs.

Le problème des réfugiés que la Turquie a eu à traiter est, numériquement,

bien plus important que celui de la Syrie ou du Liban ; il est comparable à celui de l’Egypte... Mais on n’entend jamais parler d’eux car la Turquie a fait ce qu’il fallait et a réintégré ses réfugiés... La grande différence est dans l’esprit : les Turcs, pourtant réticents à assumer ce fardeau, l’acceptèrent comme étant leur responsabilité incontournable et ils firent en sorte de régler le problème aussi vite que possible.⁷⁷

Si les états arabes avaient vraiment voulu réduire la souffrance des réfugiés, ils auraient facilement pu adopter une attitude semblable à celle de la Turquie.

Un autre transfert massif de population eut lieu en 1947, lors de la partition de l’Inde et du Pakistan. Les *huit millions* d’Hindous qui fuirent le Pakistan et les *six millions* de musulmans qui fuirent l’Inde, redoutaient aussi de devenir minoritaires dans leur pays respectif. Tout comme les Palestiniens, ces gens voulaient éviter d’être pris dans la violence qui envahissait leur nation. Mais à l’inverse du conflit israélo-arabe, le déplacement des populations fut considéré comme la meilleure solution pour résoudre les difficultés régnant dans les relations intercommunautaires de ces deux états. Malgré le nombre considérable des réfugiés, et la relative pauvreté des pays concernés, aucune organisation d’assistance internationale ne fut créée pour les aider à la réinstallation de ces populations.

« ...Si un état palestinien existait, pourquoi ses dirigeants voudraient-ils que leurs citoyens potentiels soient rapatriés vers un autre état ? Dans la perspective de la création d’une nation, cela n’a aucun sens. En réalité, les discussions initiales sur le rapatriement, avaient démarré quand il n’y avait pas l’espoir d’un état palestinien. Avec l’émergence de cette possibilité, les Palestiniens devaient décider s’ils voulaient se considérer comme un état légitime ou s’ils préféreraient conserver le statut qu’ils ont eux-mêmes défini pour eux-mêmes : celui d’opprimés et de réfugiés sans état. Ils ne peuvent pas avoir l’un et l’autre. »

-Fredelle Spiegel⁷⁸

MYTHE

« Si les réfugiés palestiniens avaient été rapatriés alors, le conflit israélo-arabe aurait pris fin. »

RÉALITÉ

Israël n’a jamais cessé de rechercher une solution à la question des réfugiés, mais il était tout simplement impensable d’autoriser le retour des Palestiniens.

Aucun pays, avec ses bons et ses mauvais côtés, ne peut envisager d’accepter une cinquième colonne d’une telle ampleur. Car il s’agit bien d’une cinquième colonne, formée par des gens nourris par la haine, pendant 20 ans [en 1967], et totalement engagés dans la destruction du pays où ils vivent. La réintégration des réfugiés serait, en proportion, l’équivalent du retour aux USA, de 70 000 000 ennemis jurés de la nation.⁷⁹

Les Arabes, de leur côté, étaient réticents à négocier un accord séparé. Le point culminant de la situation étant le refus des états arabes à reconnaître l’existence de l’état d’Israël. Nasser, le Président égyptien, en donna un exemple éclatant en attaquant Israël, ce qui n’avait strictement rien à voir avec les Palestiniens. Les

réfugiés ne l'intéressaient que dans la mesure où ils pouvaient contribuer à atteindre son but ultime.

Comme il le déclarait dans une interview du 1^{er} septembre 1961 : « Quand les réfugiés retourneront en Israël, Israël cessera d'exister. »⁸⁰

MYTHE

« Israël expulsée encore plus de Palestiniens en 1967. »

RÉALITÉ

Ignorant les conseils d'Israël lui disant de ne pas s'engager dans la guerre, le roi Hussein lança une attaque contre Jérusalem, capitale d'Israël. L'UNWRA estima à 175 000 le nombre des réfugiés enregistrés, qui durent partir pour la deuxième fois et, à 350 000 environ, ceux qui partirent pour la première fois. A peu près 200 000 allèrent en Jordanie, 115 000 en Syrie et environ 35 000 quittèrent le Sinaï pour l'Égypte. La plupart des Arabes qui partirent venaient de la Rive Occidentale.

Israël autorisa certains d'entre eux à revenir. En 1967, plus de 9 000 familles furent réunies et, en 1971, Israël avait autorisé le retour de 40 000 réfugiés. A l'inverse, en juillet 1968, la Jordanie interdit à toute personne venant de la Rive Occidentale ou de Gaza, la possibilité de résider sur la Rive Est.⁸¹

Le Conseil de Sécurité envoya U Thant, son chargé de mission, pour enquêter sur l'état de la situation des civils dans la guerre, celui-ci enquêta sur la situation des minorités juives dans les pays arabes et sur la situation des Arabes dans les territoires occupés par Israël. Mais la Syrie, l'Irak et l'Égypte refusèrent d'autoriser le représentant de l'ONU de mener à bien son investigation.⁸²

MYTHE

« L'UNWRA n'a aucune responsabilité dans l'incitation de la terreur issue des camps de réfugiés. »

RÉALITÉ

Peter Hansen, commissaire général de l'UNWRA, reconnut que l'organisation employait des membres d'au moins une organisation palestinienne terroriste. Il déclarait à la radio canadienne : « Oh oui, je suis sûr que des membres du Hamas sont employés par l'UNWRA et perçoivent un salaire mais je ne considère pas cela comme un crime. Ce n'est pas parce que le Hamas est une organisation politique que chacun de ses membres est un militant : nous n'opposons pas de veto politique et ne faisons de favoritisme ni pour les uns ni pour les autres. » Malgré les nuances qu'Hansen a établies entre les membres du Hamas, les États-Unis et l'Union Européenne, qui sont les deux contributeurs les plus importants de l'UNWRA, ont banni les branches militaire et civile de l'organisation.

La vérité est que les camps de réfugiés ont longtemps été des repaires du terrorisme mais cela n'a été rendu public qu'au début 2002, après l'Opération Rempart Défensif (*Operation Defensive Shield*), menée par Israël. Dans les camps de la Rive Occidentale, administrés par l'UNWRA, on a trouvé de petites usines d'armement, des laboratoires d'explosifs, des caches d'armes et un grand nombre de terroristes parmi lesquels des auteurs d'attentats-suicides, utilisant les réfugiés comme boucliers humains.

Depuis 2001, 17 Palestiniens employés par l'UNWRA, ont été arrêtés pour implication dans des activités terroristes. Parmi eux, le directeur de l'agence alimentaire ravitaillant les réfugiés de Gaza, qui admit avoir utilisé le véhicule de

l'ONU pour transporter des armes, des explosifs et des hommes projetant de commettre des actes terroristes. Un activiste du Hamas, employé par l'UNWRA comme chauffeur d'ambulance, reconnu avoir utilisé ce véhicule pour faire passer des armes et des messages à d'autres membres du Hamas.⁸⁴

Le manquement de l'UNWRA à signaler ces activités, ou à les empêcher, est une violation avérée des propres conventions de l'ONU. La résolution du Conseil de Sécurité fait obligation à tous les représentants de l'UNWRA de prendre « des mesures adéquates pour créer un environnement sécurisé » pour toutes « les situations dans lesquelles les réfugiés [peuvent être]...exposés aux infiltrations d'éléments armés. » Le Secrétaire des Nations Unies, Koffi Annan, parlant de l'Afrique, a dit que les camps de réfugiés « devaient être libres de toute présence et de tout équipement militaire, y compris d'armes et de munitions.⁸⁵ La même règle doit s'appliquer aux territoires en litige.

Les écoles sous juridiction de l'UNWRA posent également problème. L'UNWRA reçoit des subsides pour soutenir le développement des programmes scolaires palestiniens qui, entre autres, ne font pas mention d'Israël sur leurs cartes. Les murs des écoles sont également remplis de posters et d'affiches idéalisant les "kamikazes". Le Département d'Etat a demandé à l'UNWRA d'enquêter sur les allégations concernant des références antisémites contenues dans le matériel scolaire diffusé par l'Autorité Palestinienne. Un des manuels scolaires enseigne que la « Tricherie et la déloyauté sont des traits caractéristiques des Juifs », mais l'UNWRA a réagi en affirmant qu'il n'y avait pas d'offense car cela décrit « des événements historiques ». Finalement, le Département d'Etat rapporta au Congrès que « le contrôle fait par l'UNWRA faisait état d'exemples d'antisémitismes, dans la forme et dans le contenu des livres diffusés par l'Autorité Palestinienne.⁸⁶

Depuis la publication du rapport du Département d'Etat, plusieurs études ont montré que, même s'il y a eu quelques améliorations marginales dans les textes palestiniens, leur contenu est toujours aussi troublant. Par exemple, un rapport a trouvé que le livre *La Culture Islamique*, édité par le ministère de l'Education de l'Autorité Palestinienne, incitait au *djihad* et au martyr, alors qu'une autre étude, menée sur 35 livres, a conclu qu'ils manquaient totalement de références à la paix et à la réconciliation avec Israël.

MYTHE

« Tous les réfugiés palestiniens ont le droit de retourner dans leurs foyers. »

RÉALITÉ

Israël a-t-il l'obligation d'accueillir 4.3 millions de réfugiés palestiniens ? Et où vivraient-ils ?

La population actuelle d'Israël est d'environ 7 millions dont 5,3 millions de Juifs. Si chaque Palestinien était autorisé à s'installer en Israël, la population excéderait les 11 millions de personnes et la population juive passerait de 76% à 48%. Et les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays, situation contre laquelle ils ont lutté en 1948 et que l'ONU a précisément exclue lorsqu'elle a décidé la partition de la Palestine.

Les pourparlers actuels sur la paix, se basent sur la Résolution 242 de l'ONU. A aucun moment, les Palestiniens ne sont mentionnés dans cette Résolution 242. On y fait à peine allusion dans la seconde clause du second article, appelant à « un juste règlement du problème des réfugiés. » Et le terme générique de « réfugiés » peut tout aussi bien s'appliquer aux réfugiés juifs en provenance des pays arabes.

En outre, de nos jours, la plupart des Palestiniens vivent dans la Palestine historique, région qui inclut l'Autorité Palestinienne et la Jordanie. Quand les Palestiniens évoquent le droit au retour, ils se réfèrent non seulement à la Palestine mais aussi aux bâtiments où ils vivaient avant 1948. A présent, ces maisons n'existent plus ou bien elles sont habitées.

Même les plus respectés des dirigeants palestiniens ont pris conscience que ce serait une erreur d'insister sur le retour des réfugiés en Israël. Ainsi, l'intellectuel palestinien Sari Nusseibeh déclarait que les réfugiés devaient être réinstallés dans le futur état palestinien, « et d'une façon qui ne mettrait pas en question l'existence de l'état d'Israël en tant qu'état à majorité juive. Car, si cela était le cas, la solution préconisée de deux états signifierait-elle encore quelque chose ? »⁸⁷

Comme Ben-Gourion l'a déjà dit il y a plus de 50 ans, Israël pourrait devoir accueillir des réfugiés dans le contexte du règlement de paix. Si et quand, l'état palestinien sera créé, la plupart ou la totalité des réfugiés pourrait s'y installer, mais la direction du mouvement palestinien ne montre que très peu d'intérêt pour cette perspective d'intégration.

Notes

1. Arieh Avneri, *The Claim of Dispossession*, (NJ: Transaction Books, 1984), p. 272; Kedar, Benjamin, *The Changing Land Between the Jordan and the Sea*. (Israel: Yad Izhak Ben-Zvi Press, 1999), p. 206; Paul Johnson, *A History of the Jews*, (NY: Harper & Row, 1987), p. 529.
2. Rapport du Médiateur de l'ONU sur la Palestine, Proposé au Secrétaire-Général afin d'être transmis aux Membres des Nations Unies, Rapports Officiels de l'Assemblée Générale: Troisième Session, Supplément N°. 11 (A/648), Paris, 1948, p. 47 et Supplément N°. 11A (A/689, et A/689/Add. 1, p. 5; et "Conclusions From Progress Report of the United Nations Mediator on Palestine," (16 Septembre 1948), U.N. doc. A/648 (1^{ère} partie, p. 29; 2^{ème} partie, p. 23 et 3^{ème} partie, p. 11), (18 Septembre 1948).
3. *New York Times*, (25 November 1947).
4. Avneri, p. 276.
5. *Jerusalem Post*, (4 Décembre 4 2003).
6. David Ben-Gurion, *Rebirth and Destiny of Israel*, (NY: Philosophical Library, 1954), p. 220.
7. Isi Liebler, *The Case For Israel*, (Australia: The Globe Press, 1972), p. 43.
8. Joseph Schechtman, *The Refugee in the World*, (NY: A.S. Barnes and Co., 1963), p. 184.
9. I.F. Stone, *This is Israel*, (NY: Boni and Gaer, 1948), p. 27.
10. *Ash Sha'ab*, (30 Janvier 1948).
11. *As Sarih*, (30 Mars 1948).
12. Avneri, p. 270.
13. *London Daily Mail*, (12 Août 1948).
14. *New York Times*, (23 Avril 1948).
15. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 332; Avneri, p. 270.
16. Rapport secret daté du 26 Avril 1948, réalisé par le Surintendant de la Police, concernant la situation générale à Haïfa. Voir aussi son Rapport du 29 Avril.
17. Golda Meir, *My Life*, (NY: Dell, 1975), pp. 267-268.
18. *New York Times*, (23 Avril 1948).
19. *London Times*, (24 Avril 1948).
20. Schechtman, p. 190.
21. *Foreign Relations of the U.S. 1948*, Vol. V, (DC: GPO, 1976), p. 838.
22. Tom Segev, *1949: The First Israelis*, (NY: The Free Press, 1986), pp. 27-28.

23. Yigal Allon in *Sefer ha- Palmach*, cité par Larry Collins et Dominique Lapierre, *O Jerusalem!*, (NY: Simon and Schuster, 1972), p. 337; Yigal Allon, *My Father's House*, (NY: W.W Norton and Company, Inc., 1976), p. 192.
24. Benny Morris, "Operation Dani and the Palestinian Exodus from Lydda and Ramle in 1948," *Middle East Journal*, (Hiver 1986), pp. 82–83.
25. *Middle East Journal*, (Octobre 1949).
26. Terence Prittie, "Middle East Refugees," in Michael Curtis, et autres, *The Palestinians*, (NJ: Transaction Books, 1975), p. 52.
27. *New York Times*, (4 Mars 1949).
28. *The Guardian* (21 Février 2002).
29. *Middle Eastern Studies*, (Janvier 1986); Voir aussi Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge: Cambridge University Press, 2004, pp. 263 & 590–591.
30. *The Memoirs of Haled al Azm*, (Beyrouth, 1973), Part 1, pp. 386–387.
31. Myron Kaufman, *The Coming Destruction of Israel*, (NY: The American Library Inc., 1970), pp. 26–27.
32. Edward Atiyah, *The Arabs*, (London: Penguin Books, 1955), p. 183.
33. Samuel Katz, *Battleground- Fact and Fantasy in Palestine*, (NY: Bantam Books, 1985), p. 15.
34. King Abdallah, *My Memoirs Completed*, (London: Longman Group, Ltd., 1978), p. xvi. [désigné comme Abdullah sauf dans ses mémoires où le prénom est épelé Abdallah].
35. Schechtman, p. 186.
36. Yehoshofat Harkabi, *Arab Attitudes To Israel*, (Jerusalem: Israel Universities Press, 1972), p. 364.
37. *Falastin a- Thaura*, (Mars 1976).
38. "Dayr Yasin," Université de Bir Zeit.
39. Dan Kurzman, *Genesis 1948*, (OH: New American Library, Inc., 1970), p. 141.
40. Menachem Begin, *The Revolt*, (NY: Nash Publishing, 1977), pp. xx–xxi, 162–163.
41. Voir par exemple, Amos Perlmutter, *The Life and Times of Menachem Begin*, (NY: Doubleday, 1987), p. 214; J. Bowyer Bell, *Terror Out Of Zion*, (NY: St. Martin's Press, 1977), p. 292–96; Kurzman, p. 142.
42. Uri Milstein, *History of Israel's War of Independence. Vol. IV*, (Lanham: University Press of America. 1999), p. 262.
43. Milstein, p. 262.
44. Dana Adams Schmidt, "200 Arabs Killed, Stronghold Taken," *New York Times*, (10 Avril 1948).
45. Kurzman, p. 148.
46. Sharif Kanaana et Nihad Zitawi, "Deir Yassin," Monographie N° 4, Destroyed Palestinian Villages Documentation Project, (Bir Zeit: Centre de Documentation de l'Université Bir Zeit, 1987), p. 55.
47. Sharif Kanaana, "Reinterpreting Deir Yassin," Université Bir Zeit, (Avril 1998).
48. Milstein, p. 267
49. Rami Nashashibi, "Dayr Yasin," Université Bir Zeit, (Juin 1996).
50. Yehoshua Gorodenchik testimony at Jabotinsky Archives.
51. Milstein, p. 276.
52. "Israel and the Arabs: The 50 Year Conflict," BBC.
53. Sachar, p. 335.
54. Schechtman, p. 268.
55. Prittie in Curtis, pp. 66–67.
56. *New York Times*, (17 Juillet 1949).

57. *Telegraph* (Beyrouth), (6 Août 1948), cité par Schechtman, p. 210–211.
58. *Jerusalem Post*, (26 Janvier 1989).
59. Moshe Sharett, "Israel's Position and Problems," *Middle Eastern Affairs*, (Mai 1952), p. 136.
60. Journal Libanais, *Al Said*, (6 Avril 1950), cité par Prittie in Curtis, p. 69.
61. *Al- Misri*, (11 Octobre 1949).
62. *Beirut al Massa*, (15 Juillet 1957).
63. *The Writings of Benjamin Franklin*, (NY: The Macmillan Company, 1905), p. 626.
64. Melissa Radler, "UN marks partition plan anniversary with anti- Israel fest," *Jerusalem Post*, (4 Décembre 2003).
65. UNRWA, (31 Mars 2005).
66. UNRWA Finances (31 Mars 2005).
67. Discours devant le Parlement, 24 Avril 1950, mémoires d'Abdallah, p. 13; Aaron Miller, *The Arab States and the Palestine Question*, (DC: Center for Strategic and International Studies, 1986), p. 29.
68. Leibler, p. 48.
69. Prittie in Curtis, p. 71.
70. *Jerusalem Report*, (27 Juin 1991).
71. UNRWA.
72. Musa Alami, "The Lesson of Palestine," *Middle East Journal*, (Octobre 1949), p. 386.
73. UNRWA.
74. Arlene Kushner, "The UN's Palestinian Refugee Problem," *Azure*, (Automne 2005).
75. *Jerusalem Report*, (6 Juillet 1998).
76. Schechtman, p. 220.
77. Editorial du *Registre des Moines*, (16 Janvier 1952).
78. *Jerusalem Report*, (26 Mars 2001).
79. Editorial du *New York Times*, (14 Mai 1967).
80. Leibler, p. 45.
81. Rapports Annuels de l'UNRWA, (1^{er} Juillet 1966–30 Juin 1967), pp. 11–19; (1^{er} Juillet 1967–30 Juin 1968), pp. 4–10; (1^{er} Juillet 1968–30 Juin 1969), p. 6; (1^{er} Juillet 1971–30 Juin, 1972), p. 3.
82. Maurice Roumani, *The Case of the Jews from Arab Countries: A Neglected Issue*, (Tel Aviv: World Organization of Jews from Arab Countries, 1977), p. 34.
83. Canadian Broadcasting Corporation, (4 Octobre 2004), cité par la Jewish Telegraphic Agency, (4 Octobre 2004).
84. Matthew Levitt, "Terror on the UN Payroll?" *Peace Watch*, DC: The Washington Institute for Near East Policy, (13 Octobre 2004); Greg Myre, "Israel Feuds With Agency Set Up to Aid Palestinians," *New York Times*, (18 Octobre 2004).
85. Isabel Kershner, "The Refugees' Choice?" *Jerusalem Report*, (12 Août 2002), p. 24.
86. David Tell, en réponse à McCann, *The Weekly Standard*, (28 Mai 2002).
87. Associated Press, (21 Octobre 2001).

14. Situation des Juifs dans les Pays Arabo-Musulmans

MYTHE

« Les Arabes ne peuvent pas être antisémites étant eux-mêmes sémites. »

RÉALITÉ

C'est en Allemagne, en 1879, que Wilhelm Marr forgea le terme "antisémite", se référant aux manifestations anti-juives de l'époque et pour donner un nom plus scientifique à la haine anti-juive.¹ Le terme "antisémitisme" est censé signifier la haine du peuple juif. Les dictionnaires définissent ce terme comme : « Théorie, action ou pratique menée contre les Juifs » et comme « Hostilité à l'égard des Juifs en tant que groupe minoritaire religieux ou racial, s'accompagnant souvent de mesures discriminatoires au plan social, économique et politique. »²

Prétendre que, parce que les Arabes sont des "sémites", ils ne peuvent pas être antisémites, c'est une distorsion sémantique ignorant la réalité de la discrimination et de l'hostilité arabes vis-à-vis des Juifs. Et donc, les Arabes, comme n'importe quel autre peuple, peuvent aussi être antisémites.

« Le monde arabe est le dernier bastion d'un antisémitisme violent, sans honte, qui ne se cache pas et absolument incroyable. Les fables délirantes hitlériennes sont publiées dans la presse populaire comme autant de vérités absolues. L'holocauste également est minimisé, voire nié...Il est très difficile d'imaginer comment le monde arabe pourrait reprendre des relations avec Israël si les Israéliens sont dépeints comme étant l'incarnation du mal. »

-Richard Cohen, éditorialiste

MYTHE

« Les nations arabes sont anti-israéliennes mais n'ont jamais été anti-juives. »

RÉALITÉ

Les leaders arabes réaffirment constamment et clairement leur animosité contre les Juifs et le Judaïsme. Ainsi, le 23 novembre 1937, le roi Ibn Saoud, d'Arabie Saoudite, déclarait au Colonel britannique H.R.P. Dickson : « Notre haine des Juifs date de leur condamnation par Dieu parce qu'ils ont persécuté et rejeté Isa (Jésus) et, plus tard, à cause du rejet qu'ils ont fait de son Prophète élu. » Il ajoutait « que pour un musulman, tuer un Juif, ou être tué par un Juif, assure une entrée immédiate au Paradis et garantit une place au côté de Dieu Tout-Puissant. »⁴

Quand en 1935, Hitler introduisit les lois raciales de Nuremberg, il reçut des télégrammes de félicitations de tous les coins du monde arabe.⁵ Plus tard, pendant la guerre, l'un de ses plus ardents admirateurs fut le mufti de Jérusalem.

Les Juifs n'ont jamais été autorisés à vivre en Jordanie. La loi N°6 du Code Civil, régissant la Rive Occidentale sous occupation jordanienne le stipule clairement : « Toute personne peut être citoyen jordanien sauf s'il est juif. »⁶

Après la Guerre des Six Jours de 1967, les Israéliens découvrirent des manuels scolaires remplis de descriptions de Juifs, descriptions haineuses et racistes destinées à éduquer les enfants arabes de la Rive Occidentale.⁷

Selon une étude effectuée sur les livres scolaires syriens, « le système éducatif syrien étend la haine d'Israël et du sionisme à tous les Juifs. Cet antisémitisme évoque les anciens stéréotypes de l'Islam, décrivant la nature traîtresse et immuable des Juifs. La conclusion logique d'un tel système étant, que tous les Juifs doivent être anéantis. »⁸

Une traduction en arabe de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, diffusée dans Jérusalem-Est et dans les territoires sous contrôle de l'Autorité Palestinienne est un véritable best-seller. Le site Internet officiel du Service de l'Information de l'Etat Palestinien a également publié une traduction arabe des "Protocoles des Sages de Sion".⁹

Des hommes politiques arabes ont eux aussi, fabriqués ou repris des textes calomnieux. Le roi Fayçal d'Arabie Saoudite, par exemple, déclara que pour les Juifs « il y a un certain jour de l'année au cours duquel ils mélangent le sang de non Juifs à leur pain avant de la manger. Il se trouve que j'étais à Paris il y a deux ans, quand la police a découvert cinq enfants assassinés. Ils avaient été vidés de leur sang et il s'avéra que des Juifs les avaient tués pour prendre leur sang et le mélanger avec le pain qu'ils mangent ce jour-là. »¹⁰

Le 11 novembre 1999, pendant une visite à Gaza, en compagnie de la première dame des Etats-Unis, Hilary Rodham Clinton, Suha Arafat, femme de Yasser Arafat, Président de l'Autorité Palestinienne, déclara : « Notre peuple a été soumis à l'utilisation quotidienne et intensive de gaz empoisonnés par l'armée israélienne, ce qui a provoqué une augmentation des cancers chez les femmes et les enfants. » D'autres calomnies et diffamations identiques ont été proférées par d'autres représentants politiques palestiniens, disant par exemple qu'Israël s'est débarrassé de ses déchets toxiques sur la Rive Occidentale, a mis des jus cancérigènes sur le marché, libéré des porcs sauvages pour qu'ils détruisent les récoltes de la Rive Occidentale, transmet le virus du SIDA aux Palestiniens, jeté des bonbons empoisonnés pour les enfants de Gaza à partir d'avions et, aux points de contrôle, a utilisé un "dispositif espion radial" qui a tué une femme palestinienne.¹¹

La presse arabo-musulmane, qui est presque exclusivement contrôlée par les gouvernements des pays du Moyen-Orient, publie régulièrement des articles et des caricatures antisémites. De nos jours, en Egypte, c'est un fait banal que de trouver des publications antisémites. Ainsi, le journal gouvernemental *Al-Ahram* a-t-il publié un article donnant le contexte "historique" de la fameuse tradition diffamatoire de la "calomnie du sang", accusant Israël d'utiliser, encore aujourd'hui, le sang des enfants palestiniens pour fabriquer les matzot.¹²

Des articles antisémites sont régulièrement publiés dans la presse jordanienne et syrienne. La plupart de ces articles traite de la négation de l'Holocauste, de son "exploitation" par le sionisme et compare le sionisme et Israël au nazisme. On peut mettre au crédit du gouvernement jordanien qu'en 2005, il a fait annuler une série télévisée, basée sur les "Protocoles".¹³

En novembre 2001, un sketch satirique diffusé sur la deuxième chaîne de télévision la plus populaire du monde arabe, montrait un personnage représentant Ariel Sharon, buvant le sang d'enfants arabes, sous le regard d'un Juif orthodoxe grotesque. La télévision d'Abou Dhabi a également diffusé un sketch dans lequel Dracula vient boire une gorgée du sang de Sharon mais, il meurt car le sang de Sharon est empoisonné. Les protestations contre ces programmes antisémites ont toutes été ignorées par les chaînes de télévisions.¹⁴

« Le 5 mai, le Président syrien Bashar Assad se livra à une démonstration, brillante autant qu'infecte, révélant combien son gouvernement et lui-même n'étaient dignes ni de respect, ni du droit d'entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis ou avec tout autre pays démocratique. En effet, dans son discours de réception du Pape Jean-Paul II à Damas, Mr. Assad lança une diatribe contre les Juifs, surclassant en cruauté et en ignorance, tous les discours faits devant le Pape, au cours des vingt années de ses visites au monde entier. Comparant la souffrance des Palestiniens à celle de Jésus-Christ, Mr. Assad a dit que les Juifs "ont tenté de détruire les principes de toutes les religions avec la même détermination avec laquelle ils ont trahi Jésus-Christ, et de la même façon dont ils ont trahi puis, tué, le Prophète Mahomet." Par cette diffamation, le Président syrien a non seulement entaché son pays mais aussi le Pape. ...»

-Editorial du Washington Post, 8 mai 2001

Les médias de l'Autorité Palestinienne diffusent, eux aussi, des diatribes violemment antisémites. Un sermon du vendredi à la mosquée de Gaza, Zayed bin Sultan Aal Nahyan, appelant au meurtre des Juifs et des Américains, a été diffusé en direct sur la télévision officielle de l'Autorité Palestinienne :

Où qu'ils soient et dans quelque pays que ce soit, n'ayez aucune pitié pour les Juifs. Où que vous soyez, combattez-les. Là où vous les rencontrez, tuez-les. Où que vous soyez, tuez ces Juifs et ces Américains qui leur ressemblent et qui les soutiennent contre les Arabes et contre les musulmans, et qui ont établi Israël ici, en Palestine, en plein cœur du monde arabe...¹⁵

Même les mots-croisés offrent l'occasion de délégitimer Israël et d'attaquer les Juifs, en donnant la définition suivante "qualité essentielle du Juif", pour aider à découvrir le mot "traîtrise".¹⁶

MYTHE

« Les Juifs vivant dans les pays musulmans ont toujours été bien traités par les Arabes. »

RÉALITÉ

Si au Moyen-Age, les communautés juives vivant dans les pays musulmans ont été, globalement, mieux traitées que celles vivant en terre chrétienne d'Europe, les Juifs vivant parmi les Arabes, n'étaient pas pour autant, à l'abri des persécutions et des humiliations. Comme Bernard Lewis, historien à l'Université de Princeton, l'a écrit « l'Age d'Or de l'égalité des droits est une fable et, le fait d'y croire est le résultat, plus que la cause, de la compréhension que les Juifs ont de l'Islam. »¹⁷

En 622 de notre ère, Mahomet, fondateur de l'Islam, quitta Médine pour La Mecque, afin d'y attirer les adeptes de sa nouvelle foi. Quand les Juifs de Médine refusèrent de reconnaître Mahomet comme leur prophète, deux des plus importantes tribus juives furent expulsées. En 627, les adeptes de Mahomet tuèrent de 600 à 900 de ces tribus puis ils se partagèrent les femmes et les enfants juifs survivants.¹⁸

L'attitude des musulmans à l'égard des Juifs est révélée dans plusieurs sourates du Coran, livre saint de la foi islamique. « Ils [les Enfants d'Israël] furent condamnés à l'humiliation et à la misère. Ils ont attiré sur eux la colère de Dieu, parce qu'ils ont

refusé de voir les signes que Dieu a envoyés et qu'ils ont injustement tué son Prophète et parce qu'étant des transgresseurs, ils ont désobéi. » (Sourate 2/61). Selon le Coran, les Juifs tentent d'apporter la corruption (5/64), ont toujours été désobéissants (5/78), ont toujours été les ennemis d'Allah, du Prophète et des anges (2/97-98).

En règle générale, les Juifs sont considérés avec mépris par leurs voisins musulmans. La co-existence pacifique entre les deux groupes n'a pu avoir lieu que par la subordination des Juifs, et au prix de leur avilissement. Au neuvième siècle, le calife de Bagdad, Al-Muttawakkil, créa un insigne jaune que les Juifs devaient porter, créant ainsi un précédent qui sera suivi, des siècles plus tard, par l'Allemagne nazie.¹⁹

A différentes époques, les Juifs des pays musulmans ont vécu dans une paix relative et ils s'y sont développés culturellement et économiquement. Leur situation n'a cependant, jamais été sûre et les changements, dans le climat politique ou social, entraînaient souvent des persécutions, des violences et des morts.

Quand il semblait que les Juifs avaient acquis une situation trop confortable dans la société musulmane, l'antisémitisme refaisait surface et, la plupart du temps, avec des conséquences dévastatrices. Le 30 décembre 1066, Joseph HaNaguid, le vizir juif de Grenade, fut crucifié par une foule arabe qui entreprit de démolir le quartier juif et de massacrer ses 5 000 habitants. Cette émeute fut provoquée par des prêcheurs musulmans qui refusaient ce qu'ils considéraient comme étant un pouvoir politique juif officieux.

De même, en 1465, à Fez, au Maroc, les foules arabes massacrèrent des milliers de Juifs, ne laissant que 11 survivants, après qu'un Juif, adjoint du vizir, ait traité une femme musulmane « de façon offensante ». Ces tueries déclenchèrent une vague de massacres similaires, à travers tout le Maroc.²⁰

D'autres massacres de Juifs eurent lieu dans les pays arabes : au Maroc, au 8^{ème} siècle, des communautés entières furent effacées de la carte par le dirigeant musulman Idris 1^{er} ; au 12^{ème} siècle, en Afrique du nord où les Almohades convertirent de force plusieurs communautés, ou bien les décimèrent ; en 1785, en Libye, quand Ali Burzi Pasha assassina des centaines de Juifs ; à Alger où les Juifs furent massacrés, en 1805, en 1815, en 1830 ; et à Marrakech, au Maroc, où plus de 300 Juifs furent tués entre 1864 et 1880.²¹

Des décrets ordonnant la destruction des synagogues, furent pris en Egypte et en Syrie (en 1014, 1293-94, 1301-02), en Irak (en 854-859, 1344) et au Yémen (en 1676). Malgré l'interdiction d'une telle mesure par le Coran, les Juifs furent contraints de se convertir à l'Islam, sous peine de mort : au Yémen (en 1165 et 1678), au Maroc (en 1275, 1465 et 1790-92), et à Bagdad (en 1333 et 1344).²²

La situation des Juifs dans les pays arabes a atteint son point le plus bas au 19^{ème} siècle. Dans tous les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Egypte, Libye et Maroc), les Juifs étaient contraints de vivre dans des ghettos. Au Maroc, où se trouvait la communauté juive la plus importante d'Islam, les Juifs étaient obligés de ne marcher que nus-pieds ou chaussés de paille, quand ils circulaient hors du ghetto. Les enfants musulmans eux-mêmes, participaient aux persécutions des Juifs, en leur jetant des pierres, les molestant et les harcelant de multiples façons. La fréquence des violences anti-juives augmentait et de nombreux Juifs furent exécutés au motif d'apostasie. Dans l'Empire Ottoman, les accusations de meurtres rituels faites contre les Juifs, devinrent choses banales.²³

Comme l'écrit l'éminent orientaliste G.E. von Grunebaum :

Il serait très facile d'énumérer une longue liste de noms de Juifs, sujets ou

citoyens de terres d'islam, ayant atteint de hautes positions dans le cadre du pouvoir, une grande influence financière et une reconnaissance significative dans le domaine intellectuel, et la même énumération pourrait être faite concernant les chrétiens. Mais il serait tout aussi facile de compiler une longue liste de persécutions, de confiscations arbitraires, de conversions forcées ou de pogroms.²⁴

Mais le danger menaçant les Juifs augmenta encore quand l'affrontement gagna les Nations Unies. Le délégué syrien, Faris el-Khoury, avertit : « Tant que le problème palestinien ne sera pas réglé, nous aurons des difficultés à protéger et à garantir la vie des Juifs des pays arabes. »²⁵

Dans les années 40, plus d'un millier de Juifs furent tués lors des émeutes anti-juives, en Irak, en Libye, en Egypte, en Syrie et au Yémen.²⁶ Cela participa au déclenchement d'un exode massif des Juifs des pays arabes.

MYTHE

« Dans les pays arabes, les "Peuples du Livre", Juifs et Chrétiens sont protégés. »

RÉALITÉ

Cette affirmation est basée sur le concept traditionnel de la "dhimma" ("titre de protection"), qui a été accordé, par les conquérants musulmans, aux chrétiens et aux Juifs, en échange de leur soumission aux musulmans. Cependant, comme l'a fait remarquer le Français Jacques Ellul, autorité en la matière : « protégés contre qui ? Quand "l'étranger" en question, vit dans un pays musulman, la réponse ne peut être que : contre les musulmans eux-mêmes. »²⁷

Les peuples soumis à la loi islamique ont le choix entre la mort ou la conversion, mais les Juifs et les chrétiens, peuples du Livre, étaient autorisés en tant que *dhimmis* (personnes protégées), à pratiquer leur foi. Cette "protection" était de peu d'effet pour s'assurer que les Juifs et les chrétiens étaient bien traités par les musulmans. Au contraire car, un aspect essentiel de la dhimma est que l'infidèle doit publiquement reconnaître la supériorité du vrai croyant : le musulman.

Dans les premières années de la conquête islamique, le "tribut" (ou *djizya*), payé sous forme d'impôts locaux annuels, symbolisait en fait, la subordination du *dhimmi*. Les *dhimmis* ne pouvaient pas, sous peine de mort, critiquer ou ridiculiser le Coran, l'Islam ou Mahomet, ou faire œuvre de prosélytisme parmi les musulmans ou toucher une femme musulmane (bien que les musulmans soient, eux, autorisés à se marier à une non-musulmane).

Les *dhimmis* n'avaient pas le droit d'exercer les métiers de l'administration et de l'armée, et le port des armes leur était interdit. Ils n'avaient pas le droit de monter à cheval ou à chameau, de construire des synagogues ou des églises plus hautes que les mosquées, de construire des maisons plus hautes que celles des musulmans et de boire en public. Ils devaient porter des vêtements distinctifs et n'avaient pas le droit de prier ou de pleurer à haute voix, car cela pouvait offenser les musulmans. Le *dhimmi* devait toujours montrer, ostensiblement, de la déférence à l'égard des musulmans, leur cédant, par exemple, le milieu de la route. Le *dhimmi* n'avait pas le droit de témoigner contre un musulman et son serment n'était pas accepté devant un tribunal islamique. Pour assurer sa défense, le *dhimmi* devait acheter, à grands frais, des témoins musulmans. Cela laissait peu de recours au *dhimmi* quand un musulman lui faisait du tort.²⁹

A l'aube du 20^{ème} siècle, le statut du *dhimmi* dans les pays arabes, ne s'était toujours pas significativement amélioré. En 1909, H.E.W. Young, vice-Consul britannique à Mossoul, écrivait :

L'attitude des musulmans à l'égard des chrétiens et des Juifs est celle d'un maître vis-à-vis de ses esclaves, qu'il traite avec une tolérance paternaliste, à condition, bien-sûr, qu'ils restent à leur place. La moindre revendication à une vague égalité est immédiatement réprimée.³⁰

La Situation Aujourd'hui

Les Juifs d'Algérie

Population juive en 1948 : 140 000

Population juive en 2004 : Moins de 100³¹

On retrouve la trace de communautés juives en Algérie depuis les tout premiers siècles de notre ère. Au 14^{ème} siècle, avec la détérioration de leurs conditions de vie en Espagne, de nombreux Juifs espagnols s'installèrent en Algérie. Avec l'occupation du pays par les Français en 1830, les Juifs adoptèrent peu à peu la culture française et obtinrent la nationalité française.³²

En 1934, à Constantine, prenant exemple sur les événements se passant dans l'Allemagne nazie, des musulmans se livrèrent à un pogrom qui tua 25 Juifs et fit de nombreux blessés. Après l'indépendance de 1962, le gouvernement algérien se mit à harceler la communauté juive et priva les Juifs de leurs droits économiques. Ce qui provoqua le départ de 130 000 Juifs algériens vers la France. Depuis 1948, 25 681 Juifs algériens ont émigré en Israël.

La majorité des Juifs qui sont restés en Algérie, vivent à Alger, et quelques-uns sont à Oran et à Blida. Les Juifs pratiquent librement leur religion et les dirigeants communautaires sont invités aux cérémonies officielles. Il n'y a pas de rabbin résident.³³

En 1994, le GIA (Groupe Islamique Armé) déclarait son intention d'éliminer les Juifs d'Algérie.³⁴ A la suite de cette annonce, de nombreux Juifs algériens quittèrent l'Algérie et l'unique synagogue qui restait, a été abandonnée.³⁵ Toutes les autres synagogues avaient déjà été transformées en mosquées.

Les Juifs d'Egypte

Population juive en 1948 : 75 000

Population juive en 2004 : 100

Entre juin et novembre 1948, des bombes lancées dans le quartier juif du Caire tuèrent plus de 70 Juifs et en blessèrent près de 200.³⁶ En 1956, le gouvernement égyptien se servit de la Campagne du Sinaï comme prétexte pour expulser 25 000 Juifs environ, et pour confisquer leurs biens. De plus, un millier de Juifs environ fut envoyé en prison et dans les camps de détention.

Le 23 novembre 1956, une proclamation, signée par le Ministre des Affaires Religieuses et diffusée dans toutes les mosquées d’Egypte, déclarait que « tous les Juifs sont des sionistes et des ennemis de l’état, » et promettait qu’ils seraient tous rapidement expulsés. Des milliers de Juifs reçurent l’ordre de quitter le pays. On les autorisa à ne prendre qu’une valise et une petite somme d’argent liquide, et on les força à signer des déclarations de "donation" de tous leurs biens au gouvernement égyptien. Des observateurs étrangers rapportèrent que les membres de familles juives étaient retenus en otages, afin de s’assurer que ceux que l’on forçait à quitter le pays, ne diraient aucun mal du gouvernement égyptien.³⁷

En 1967, quand la guerre éclata, les biens juifs et les propriétés foncières furent confisqués. Le traitement privilégié que l’Egypte a réservé aux anciens nazis est emblématique de son attitude envers les Juifs. Des centaines de nazis ont été autorisés à résider en Egypte et se virent offrir des postes au gouvernement. C’est à Léopold Gleim, Chef de la Gestapo polonaise (d’ailleurs condamné à mort par contumace), que fut confié le contrôle de la police secrète égyptienne.

En 1979, après la signature du traité de paix israélo-égyptien, la communauté juive égyptienne fut la première communauté juive du monde arabe à établir des liens officiels avec Israël. Aujourd’hui, Israël a son ambassade au Caire et un consulat général à Alexandrie. Et les quelques Juifs encore en Egypte, sont libres de pratiquer leur religion sans restriction ni harcèlement. Shaar HaShamayim est la seule synagogue en activité au Caire et des nombreuses synagogues d’Alexandrie, seule Eliahou HaNavi est encore ouverte aux fidèles.³⁸

Ces dernières années, il n’y a pas eu d’actions antisémites dirigées contre la petite communauté juive³⁹; cependant dans la presse contrôlée par le gouvernement, l’antisémitisme est latent et a augmenté en 2000 et 2001, à la suite du déclenchement de violences en Israël et dans les territoires. En avril 2001, l’éditorialiste Ahmed Ragheb regrettait qu’Hitler n’ait pas achevé son travail d’annihilation des Juifs. En mai 2001, un article paru dans *Al-Akhbar*, attaquait les Européens et les Américains sur leur croyance en ce soi-disant Holocauste.⁴⁰ Le 18 mars 2004, "Bad al-Ahab" Adams, rédacteur-en-chef de *Al Jumburiya*, accusait les Juifs, d’être les auteurs des attentats terroristes du 11 mars à Madrid et aussi de celui du 11 Septembre.⁴¹

Un point positif aura été l’annonce que la synagogue du Caire, édiée en 1934 et fermée, la communauté juive étant désormais si réduite, sera ré-ouverte en juillet 2005. Carmen Weinstein, leader de la communauté juive du Caire, et Shalom Cohen, ambassadeur d’Israël en Egypte, ont organisé cette réouverture et vont veiller à la maintenir, de concert avec l’ambassade d’Israël.⁴²

Les Juifs d’Iran

Population juive en 1948 : 100 000

Population juive en 2004 : 10 900

La communauté juive de Perse, l’Iran d’aujourd’hui, est l’une des plus anciennes communautés de la diaspora juive, et ses racines remontent à l’époque du Premier Temple. Sous la dynastie Pahlavi, établie en 1925, le pays fut sécularisé et occidentalisé. Point positif pour les Juifs qui furent émancipés, et purent jouer un rôle important dans la vie économique et culturelle. A la veille de la Révolution Islamique de 1979, 80 000 Juifs vivaient en Iran. A la suite du soulèvement, des dizaines de milliers de Juifs, notamment les plus aisés, quittèrent le pays en abandonnant derrière

eux, des avoirs et des biens considérables. En dépit de ces départs, la communauté juive d'Iran est restée la communauté la plus importante du Moyen-Orient, à l'exception Israël.

Le Conseil des Communautés Juives, établi après la Seconde Guerre Mondiale, est l'organisme représentatif de la communauté. Les Juifs ont aussi un représentant au Parlement que la loi oblige à soutenir la politique étrangère iranienne et ses positions anti-sionistes.

Malgré la distinction officielle entre "Juif", "sioniste" et "Israël", l'accusation la plus courante adressée aux Juifs est de maintenir des contacts avec les sionistes. La communauté juive bénéficie d'une certaine liberté religieuse mais elle est, constamment, confrontée à la suspicion car on la soupçonne de coopérer avec "l'état sioniste" et avec "l'impérialisme américain" – autant d'activités passibles de la peine de mort. Les Juifs qui demandent un passeport pour se rendre à l'étranger doivent s'adresser à un bureau spécial et ils sont, immédiatement, placés sous surveillance. En général, le gouvernement n'autorise jamais tous les membres d'une même famille à voyager ensemble et en même temps, afin d'empêcher toute émigration juive. Les leaders de la communauté redoutent les représailles du gouvernement s'ils attirent l'attention des hommes politiques sur les mauvais traitements réservés à leur communauté.

L'islamisation du pays a entraîné un contrôle strict sur les écoles juives. Avant la Révolution, il y avait une vingtaine d'écoles dans tout le pays. Ces dernières années, la plupart d'entre elles ont été fermées. Dans celles qui ne l'ont pas été, les directeurs juifs ont été remplacés par des musulmans. A Téhéran, il y a encore trois écoles dans lesquelles les élèves juifs sont majoritaires. Le cursus est islamique et le Farsi est interdit en tant que langue d'enseignement des études juives. Des cours d'hébreu sont spécialement donnés le vendredi, par l'organisation orthodoxe Otzar ha-Torah, qui est responsable de l'instruction religieuse juive. Le samedi n'est plus reconnu comme jour du Shabbat et les élèves juifs sont obligés de se rendre en cours le samedi. Il y a trois synagogues à Téhéran mais, depuis 1994, il n'y a plus de rabbin en Iran et le Beth Din ne fonctionne plus.⁴³

En 1979 après le renversement du Shah et la proclamation de l'Etat Islamique, l'Iran rompait ses relations avec Israël. Depuis, le pays a soutenu les nombreuses organisations terroristes visant les Juifs et Israël, et notamment le Hezbollah, basé au Liban.

En 1999, à la veille de la Pâque juive, 13 Juifs de Shiraz et d'Ispahan, dans le sud de l'Iran, furent arrêtés et accusés d'espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis. Parmi les inculpés, on trouvait un rabbin, un boucher chargé de l'abattage rituel et des professeurs. En septembre 2000, un tribunal iranien maintint la décision de garder en prison dix des treize Juifs accusés d'espionnage au profit d'Israël. Et la Cour d'Appel jugea dix des accusés, coupables de coopération avec Israël, ils se virent condamnés à des peines de prisons allant de deux à neuf ans. Trois des accusés ont été innocentés lors du premier procès.⁴⁴ En mars 2001, l'un des prisonniers juifs fut relâché, un second fut libéré en janvier 2002, les huit autres furent libérés fin octobre, dont cinq furent relâchés à condition, pour une période indéterminée, ce qui les rendait vulnérables, au cas où ils seraient de nouveau, arrêtés. On a dit que trois des prisonniers avaient été pardonnées par le Chef Suprême de l'Iran, l'Ayatollah Ali Khamanei.⁴⁵

En 19 ans, depuis le début de la révolution islamique, 17 Juifs au moins, ont été exécutés, soit pour des raisons religieuses soit pour leurs liens avec Israël.

Les Juifs d'Irak

Population juive en 1948 : 150 000

Population juive en 2004 : 35 environ

L'une des communautés juives parmi les plus anciennes est celle qui vit encore en Irak. En 722 avant notre ère, les tribus du Nord d'Israël furent battues par l'Assyrie et des Juifs furent amenés vers ce qui, aujourd'hui, est connu comme étant l'Irak. Une communauté encore plus importante s'y établit en 586 avant notre ère, quand les Babyloniens conquièrent les tribus du Sud d'Israël et amenèrent les Juifs en esclavage. Des siècles plus tard, la région devint plus hospitalière pour les Juifs et la base de certains des plus importants érudits au monde, ceux qui produisirent le Talmud de Babylone, entre l'an 500 et 700 de notre ère.

A l'époque de la Première Guerre Mondiale, les Juifs représentaient le tiers de la population de Bagdad. En 1922, les Britanniques devinrent la puissance mandataire de l'Irak et commencèrent à transformer le pays en une nation-état moderne. En 1932, l'Irak devint en état indépendant.

Tout au long de cette période, les autorités mirent lourdement à contribution, les talents et qualités de ces Juifs bien éduqués, afin de profiter de leurs liens à l'étranger et de leur aptitude aux langues étrangères. Yehezkel Sassoun, le premier Ministre irakien des Finances, était juif. Les Juifs jouèrent aussi un rôle vital dans le développement du système postal et du système judiciaire.

A la fin du Mandat britannique, la communauté juive d'Irak, vieille de 2 700 ans, eut à endurer des persécutions de plus en plus nombreuses, surtout à partir du moment où la demande sioniste d'un état s'intensifiait. En juin 1941, Rachid Ali, inspiré par le retour d'exil du Mufti de Jérusalem, se révolta contre la loi britannique et prit le contrôle du gouvernement irakien. Ali déclencha des émeutes pro-nazies à Bagdad au cours desquelles 180 Juifs trouvèrent la mort et 1 000 furent blessés. Les forces armées britanniques s'opposèrent à l'armée d'Ali et écrasèrent la rébellion.

Les Juifs construisirent de larges réseaux d'équipement médical, d'écoles et d'activités culturelles. Pratiquement tous les membres de l'Orchestre Symphonique de Bagdad étaient juifs. Pourtant, cet univers en plein épanouissement s'écroula brutalement, en 1947, lors de la partition de la Palestine et du combat d'Israël pour son indépendance. Entre 1947 et 1949, les émeutes antisémites éclataient régulièrement. Après la création de l'état d'Israël en 1948, le sionisme devint un crime capital.

En 1950, les Juifs irakiens furent autorisés à quitter le pays dans l'année, à condition de renoncer à leur nationalité. Une année plus tard, les biens des Juifs qui étaient partis furent saisis et des restrictions économiques accablèrent ceux qui étaient restés dans le pays. De 1949 à 1951, 104 000 Juifs furent évacués grâce aux Opérations Ezra et Néhémie, 20 000 autres furent évacués clandestinement à travers l'Iran.⁴⁶

En 1952, le gouvernement irakien bloqua l'émigration des Juifs et deux Juifs furent pendus publiquement, après les avoir mensongèrement accusés d'avoir lancé une bombe dans les bureaux de l'Agence de Renseignements américaine à Bagdad.

En 1963, avec l'augmentation des rivalités entre les factions du parti Baas, des restrictions supplémentaires frappèrent les Juifs irakiens. On leur interdit de vendre des biens immobiliers et tous les Juifs furent contraints de porter des cartes d'identités de couleur jaune. Après la Guerre des Six Jours, d'autres mesures répressives leur

furent de nouveau, imposées : on les expropria ; on gela leurs avoirs bancaires ; on leur interdit tous postes dans la fonction publique ; on ferma tous leurs commerces ; on annula toutes leurs licences et permis de négociants ; on déconnecta toutes leurs lignes téléphoniques. Les Juifs furent assignés à résidence pendant de longues périodes ou consignés dans leurs villes.

Les persécutions atteignirent leur paroxysme à la fin de 1968. Un très grand nombre de Juifs furent emprisonnés à la suite de la découverte d'un "réseau d'espionnage" local, composé d'hommes d'affaires juifs. Quatorze hommes – dont onze Juifs – furent condamnés à mort au cours de procès truqués et, ceux qui n'étaient pas morts sous la torture, furent pendus en place publique de Bagdad. Le 27 janvier 1969, Radio Bagdad appelait les Irakiens à « venir et à faire la fête ». Quelques 500 000 hommes, femmes et enfants virent défiler et danser devant les gibets où les corps des Juifs pendus se balançaient encore ; la foule scandait en rythme « Mort à Israël » et « Mort aux traîtres ». Cette manifestation entraîna une réprobation internationale que Radio Bagdad méprisa en disant : « Nous, nous avons pendus des espions, mais les Juifs, eux, ont crucifié le Christ. »⁴⁷ Le gouvernement irakien maintint les Juifs sous surveillance constante.

Au début des années 70, sous la pression internationale, le gouvernement de Bagdad autorisa discrètement la plupart des Juifs restés en Irak, à émigrer, tout en maintenant toutes les mesures restrictives.

En 1991, avant la Guerre du Golfe, le Département d'Etat déclara qu'il n'y « avait pas de preuve récente de persécution déclarée contre les Juifs, bien que le régime les empêche de voyager (notamment en Israël) et d'entrer en contact avec des communautés juives de l'étranger. »

Une unique synagogue est encore en activité en Irak, « un bâtiment ocre, qui s'écroule, situé au fond d'une ruelle » dans le secteur de Bataween, autrefois le principal quartier juif de Bagdad. Selon l'administrateur de la synagogue, « il y a peu d'enfants en âge de faire leur Bar-Mitzva, et peu de couples à marier. Les Juifs peuvent pratiquer leur religion mais ne sont pas autorisés à travailler dans la fonction publique ou dans l'armée. »⁴⁸ Le rabbin est mort en 1996 et il ne reste qu'un seul juif qui connaît la liturgie ; et il y en a deux qui connaissent l'hébreu. Le dernier mariage a eut lieu en 1980.⁴⁹

Aujourd'hui, à peu près 35 Juifs vivent encore à Bagdad et à peine plus d'une poignée vit dans le Nord de l'Irak, au Kurdistan.⁵⁰ La moitié des Juifs de Bagdad sont des personnes âgées, pauvres, sans ressource, manquant de tout : vêtements, médicaments, nourriture. Les Juifs ne font l'objet d'aucune menace directe. Une seule synagogue, la Synagogue Meir Taweig, reste ouverte pour la petite communauté. Le Juif le plus jeune vivant en Irak est âgé de 38 ans et assume les fonctions de rabbin et de l'abattage rituel.⁵¹

La fin du régime de Saddam Hussein à permit l'amélioration des conditions de vie des Juifs et le retour de certains émigrés. On peut aussi espérer un rapprochement possible avec Israël. Etant donné l'instabilité de l'Irak depuis la chute de Saddam, de grands changements ne sont pas encore prêts à avoir lieu. Mais, pour le moment du moins, l'Irak n'est plus ouvertement hostile à Israël.

Les Juifs du Liban

Population juive en 1948 : 20 000

Population juive en 2004 : Moins de 100

Quand les Arabes chrétiens étaient au pouvoir au Liban, les Juifs étaient assez bien tolérés. Au milieu des années 50, environ 7 000 Juifs vivaient à Beyrouth. Mais, comme tous les Juifs vivant dans les pays arabes, leur situation n'a jamais été sûre, et la majorité d'entre eux est partie en 1967.

De 1975 à 1976, la guerre civile entre chrétiens et musulmans s'est déroulée autour du quartier juif de Beyrouth, endommageant de nombreux commerces et habitations juives ainsi que des synagogues. La majorité des 1 800 Juifs libanais qui restait encore, émigra en 1976, craignant que la présence syrienne de plus en plus envahissante au Liban, ne limite leur liberté. La plupart des Juifs allèrent en Europe (en France notamment), aux Etats-Unis et au Canada.

Au milieu des années 80, le Hezbollah kidnappa plusieurs Juifs parmi les plus éminents de Beyrouth – essentiellement des dirigeants de ce qui restait de la minuscule communauté juive. Plus tard, quatre d'entre eux furent retrouvés assassinés.

Presque tous les Juifs restés au Liban se trouvent à Beyrouth, où se trouve le comité représentatif de la communauté.⁵² A cause de la situation politique actuelle, les Juifs ne peuvent pas pratiquer ouvertement, leur judaïsme. En 2004, seulement 1 citoyen juif libanais sur 5 000 a été inscrit sur les registres électoraux, pour participer aux élections municipales. Tous ceux qui étaient inscrits sont morts ou ont fui le pays. Le seul votant juif déclarait que la communauté se compose essentiellement de femmes âgées.⁵³

Le cimetière juif de Beyrouth est en ruines et c'est une vieille femme chiite qui s'en occupe. Les tombes, et leurs inscriptions en Hébreu et en Français, représentent le testament de la communauté juive libanaise qui, aujourd'hui, n'est plus que l'ombre d'elle-même.⁵⁴

Le conflit israélo-arabe, ainsi que la présence longue militaire d'Israël au Liban, ont contribué à créer un fort sentiment anti-israélien. Tous les déplacements du Liban vers Israël sont strictement interdits. Tandis que le Hezbollah se sert du Sud Liban comme base pour ses attaques terroristes à l'encontre d'Israël.

Les Juifs de Libye

Population juive en 1948 : 38 000

Population juive en 2004 : 0

La présence des Juifs en Libye est avérée, au minimum, depuis l'époque hellénistique du règne des Ptolémées Lagos, en 323 avant notre ère, à Cyrène.⁵⁵ A cause des pogroms anti-juifs et de l'émigration vers Israël, il n'y a plus un seul Juif qui vive aujourd'hui en Libye, dans ce pays qui fut pourtant celui où une communauté juive très importante et très active, a vécu.

Le 5 novembre 1945, à Tripoli, un pogrom d'une sauvagerie incroyable, tua plus de 140 Juifs et en blessa des centaines d'autres. Toutes les synagogues ont été mises à sac. En juin 1948, des émeutiers tuèrent encore 12 Juifs et détruisirent 280 foyers juifs.⁵⁶

En 1951, après l'indépendance de la Libye et son affiliation à la Ligue Arabe, des milliers de Juifs fuirent le pays. Après la Guerre des Six Jours, les 7 000 Juifs habitant en Libye durent, de nouveau, subir les pogroms qui firent 18 Juifs morts et de

nombreux blessés, provoquant cette fois, un exode presque total qui laissa moins de 100 Juifs en Libye.

Quand Muhamar Khaddafi prit le pouvoir en 1969, tous les biens juifs furent confisqués et toutes les créances dues aux Juifs furent annulées. En 1999, la synagogue de Tripoli fut rénovée mais, elle n'ouvrit jamais plus ses portes.⁵⁷

La dernière Juive libyenne, Esmeralda Meghnagi, est morte en 2002. Sa mort marqua la fin de l'une des plus anciennes communautés juive du monde.⁵⁸

Les Juifs du Maroc

Population juive en 1948 : 265 000

Population juive en 2004 : 4 000

Les Juifs du Maroc étaient dans le pays déjà avant la destruction du Deuxième Temple, en l'An 70 de notre ère, et la preuve archéologique la plus ancienne de leur présence, date du 2^{ème} siècle de notre ère. A cause des persécutions religieuses se déroulant en Espagne, des milliers de Juifs espagnols s'installèrent au Maroc et dans les autres pays d'Afrique du Nord. Durant toute l'époque de la Renaissance, le Maroc sera un vrai paradis pour les Marranes, connus comme étant "les Juifs cachés", ayant échappés à l'Inquisition.⁵⁹

En juin 1948, des émeutes sanglantes qui eurent lieu à Oujda et à Djerada, tuèrent 44 Juifs et en blessèrent quantité d'autres. Cette même année, un boycott économique non déclaré comme tel, fut organisé contre les Juifs marocains.

En 1956, le Maroc déclara son indépendance et l'émigration vers Israël fut suspendue. Elle reprit en 1963, autorisant 100 000 Juifs marocains à se rendre en Israël.⁶⁰

En 1965, l'écrivain marocain Saïd Ghallab, décrit ainsi l'attitude de ses coreligionnaires à l'égard de leurs voisins juifs :

La pire insulte possible qu'un Marocain puisse proférer est de traiter l'autre, de Juif... Tous mes amis d'enfance sont restés anti-juifs. Ils dissimulent leur antisémitisme virulent en accusant l'état d'Israël d'être une création de l'impérialisme occidental... Toute une mythologie hitlérienne est cultivée chez le petit peuple. Les massacres des Juifs par Hitler font l'objet de vénération extatiques. On prétend même qu'Hitler n'est pas mort et qu'il serait vivant et en bonne santé et l'on attend avec impatience son arrivée, censée délivrer les Arabes de l'existence d'Israël.⁶¹

Néanmoins, avant sa mort en 1999, le roi Hassan II a essayé de protéger sa population juive et, de nos jours le Maroc est, de tous les pays arabes, celui qui est le plus tolérant à l'égard des Juifs. Les Juifs marocains qui ont émigré et même ceux qui sont devenus Israéliens, peuvent librement visiter leurs amis et leurs proches restés au Maroc. Les Juifs marocains ont des situations et des fonctions de premier plan, dans le monde des affaires et au gouvernement.

Le Conseil des Communautés Israélites à Casablanca est la principale organisation représentant la communauté juive. Il est chargé des relations extérieures, des affaires communautaires, des héritages communautaires, des finances, de l'entretien des lieux saints, de la jeunesse et des activités culturelles et religieuses.⁶²

Au début 2004, la population juive de Marrakech se chiffre à 260 personnes, la majorité âgée de plus de 60 ans. Casablanca possède la communauté la plus importante, soit environ 3 000 personnes. On trouve des synagogues, des bains rituels, des maisons de retraite, des restaurants cachères à Casablanca, Fez, Marrakech, Mogador, Rabat, Tétouan et à Tanger. Portant, en 1992, la plupart des écoles juives fermèrent mais Casablanca a connu un léger renouveau avec, à présent, 10 écoles et 800 étudiants.⁶³

De tout le monde arabe, le Maroc est probablement le meilleur ami d'Israël. Dans les coulisses, le roi Hassan a souvent joué le rôle de catalyseur dans le processus de paix israélo-arabe. En 1993, après avoir signé l'accord avec l'OLP, le Premier Ministre israélien Itzhak Rabin se rendit en visite officielle au Maroc.

En mai 1999, à Marrakech, le roi Hassan organisa la première réunion de l'Union Mondiale des Juifs marocains. En avril et en mai 2000, le gouvernement marocain subventionna une série d'évènements et de conférences, pour promouvoir le respect entre les religions.⁶⁴ André Azoulay, conseiller du roi et personnalité juive de premier plan, y participa en intervenant sur la nécessité du dialogue inter-religieux et du respect des différences.

En octobre 2000, deux jeunes Marocains vandalisèrent une synagogue de Tanger. Le 6 novembre 2000, le roi Mohammed VI déclara publiquement, lors d'une intervention télévisée, que le gouvernement ne tolérerait pas que les Juifs marocains soient maltraités. Et les deux jeunes furent condamnés à un an de prison.⁶⁵

Le 16 mai 2003, à Casablanca, une série d'attentats-suicide visèrent quatre cibles juives tandis qu'un cinquième attentat visait le Consulat espagnol. Aucun Juif ne fut blessé car l'attentat eut lieu un Shabbat, jour où les Juifs sont absents. Vingt-neuf musulmans furent tués. Bien que la communauté s'interrogea sur sa propre sécurité à l'occasion de ces évènements, les Marocains ont considérés ces attentats comme autant d'agressions contre l'ordre social et politique du pays et comme un test quant au pouvoir du jeune roi, plutôt que comme un acte antisémite. Le jour même, le roi Mohammed VI se rendit sur le site de l'un des attentats et pressa la communauté juive de reconstruire. Le gouvernement organisa une grande manifestation dans les rues de Casablanca afin que le soutien à la communauté soit rendu public et le roi réitéra l'engagement traditionnel de sa famille dans la protection des Juifs du pays.⁶⁶

Les Juifs de Syrie

Population juive en 1948 : 30 000

Population juive en 2004 : Moins des 100

L'histoire juive en Syrie date des temps bibliques. Du fait de la proximité de la Syrie et de l'ancienne Palestine, la communauté juive de Syrie a longtemps été importante et prospère.

En 1944, après que la Syrie ait obtenu son indépendance de la France, le nouveau gouvernement interdit l'émigration des Juifs vers la Palestine et limita très sévèrement l'enseignement de l'Hébreu dans les écoles juives. Les attaques contre les Juifs augmentèrent et des appels au boycott furent lancés contre leurs commerces.

Quand en 1947 la partition fut déclarée, des foules arabes dévastèrent la communauté juive d'Alep, vieille de 2 500 ans. De très nombreux Juifs furent tués et plus de 200 habitations, boutiques et synagogues furent détruites. Des milliers de Juifs

durent s'enfuir illégalement de Syrie pour aller en Israël.⁶⁷

Peu de temps après, le gouvernement syrien intensifia les persécutions contre la population juive. La liberté de mouvement fut sévèrement restreinte. Les Juifs qui tentaient de fuir risquaient la peine de mort ou l'emprisonnement et les travaux forcés. Les Juifs n'avaient pas le droit de travailler dans la fonction publique ni dans les banques, ils n'étaient pas autorisés à posséder un téléphone, à passer le permis de conduire, et il leur était impossible d'acquérir des biens immobiliers. Les comptes bancaires juifs furent gelés. La route menant à l'aéroport fut pavée avec les pierres tombales du cimetière juif de Damas ; les écoles juives furent confisquées et données aux musulmans.

L'attitude de la Syrie à l'égard des Juifs est cohérente : il suffit de considérer l'asile qu'elle a accordé à Aloïs Brunner, l'un des criminels de guerre nazis les plus célèbres. Brunner, bras droit d'Adolf Eichmann, a été le conseiller du régime d'Assad.⁶⁸

En 1987 et 1988, la police secrète syrienne enleva 10 Juifs, soupçonnés de violer les lois sur le voyage et l'émigration, accusés de vouloir s'enfuir et d'avoir faits des voyages non autorisés, à l'étranger. Une fois relâchés, plusieurs d'entre eux affirmèrent avoir été torturés pendant leur détention.⁶⁹

Pendant des années, les Juifs de Syrie vécurent dans une peur extrême. Le quartier juif de Damas était l'objet d'une surveillance permanente de la part de la police secrète, présente pendant les offices, les mariages, les Bar-Mitzvot et à chaque fois que les Juifs se réunissaient. Les contacts avec les étrangers n'étaient possibles qu'à condition d'être strictement encadrés. Les voyages à l'étranger n'étaient permis que lors de cas exceptionnels et à condition de verser une caution de 300 à 1 000 dollars et de laisser les membres de sa famille comme otages. Lors des négociations de paix, au début des années 90, les Etats-Unis firent pression sur le Président Hafez el-Assad, afin qu'il lève ces restrictions et qu'il autorise les Juifs à acheter et vendre des biens immobiliers.

Au cours d'une opération clandestine, menée à la fin des années 90, 1 262 Juifs syriens furent libérés et emmenés en Israël. Le rabbin Abraham Hamra, leader spirituel de la communauté juive syrienne pendant 25 ans, était parmi ceux qui quittèrent la Syrie. Il se rendit à New York et, aujourd'hui, il vit en Israël. La Syrie a délivré des visas de sortie mais à la condition qu'ils ne servent pas à aller en Israël.⁷⁰ En fait, la décision de laisser sortir les Juifs, fut en grande partie le résultat des pressions exercées par les Etats-Unis au cours de la conférence de paix de Madrid en 1991. Les Juifs syriens restés en Syrie ne furent toujours pas autorisés à travailler dans la fonction publique et ce sont les seuls citoyens dont les passeports mentionnent la religion.

Fin 1994, dans la ville d'Alep, la synagogue Joab Ben Zeruyah dont l'activité avait été constante, pendant plus de 1 600 ans, était désertée. Un an plus tard, à Damas, il ne restait plus que 250 Juifs, apparemment tous volontaires pour rester.⁷¹ A la mi-2001, le rabbin Huder Shahada Kabariti estimait qu'il restait 150 Juifs vivant à Damas, 30 à Haleb et 20 à Kamashili. Tous les deux ou trois mois, un rabbin arrive de Turquie, d'Istanbul, pour superviser la préparation de la viande cachère, que les résidents congèlent, dans l'attente de sa prochaine visite. Il reste deux synagogues ouvertes à Damas.⁷²

Bien que les Juifs aient parfois été victimes de la violence de la part de manifestants palestiniens, le gouvernement a pris des mesures strictes afin de les protéger, y compris en arrêtant les agresseurs et en montant la garde devant les synagogues qui subsistent.⁷³

Les Juifs ont toujours une école primaire où l'on enseigne le Judaïsme et, dans certaines écoles, ils sont autorisés à enseigner l'Hébreu. Une douzaine d'élèves fréquentent les écoles juives, alors qu'aussi récemment qu'en 1992, il y avait 500 étudiants. Les Juifs et les Kurdes sont les deux seules minorités à qui il est interdit de participer à la vie politique. De plus, « les quelques Juifs restant, n'ont pas le droit d'accéder aux emplois de la fonction publique et n'ont pas d'obligations militaires. Ils sont aussi les seuls dont la religion est mentionnée sur leurs passeports et leurs cartes d'identité. »

Le gouvernement a utilisé tout l'éventail des médias pour diffuser des propos antisémites dans tout le pays. En 2003, une société privée de production de films a produit une série télévisée antisémite, intitulée "Ash-Shata" ("La Diaspora") et basée sur l'infâme "Protocoles des Sages de Sion". Cette série défend la thèse que ce sont les Juifs qui ont orchestré les deux Guerres Mondiales et ont manipulé l'opinion mondiale pour créer Israël.

Les Juifs de Tunisie

Population juive en 1948 : 105 000

Population juive en 2004 : 1 200

La Tunisie a été le seul pays arabe à avoir été sous domination directe des Allemands, au cours de la Seconde Guerre Mondiale. Selon Robert Satloff, « De novembre 1942 à mai 1943, les Allemands et leurs collaborateurs locaux, établirent un régime de travaux forcés, de confiscations des avoirs et des propriétés, de prise d'otages, d'extorsion de masse, de déportations et d'exécutions. Ils obligèrent des milliers de Juifs vivant dans les campagnes, à porter l'Etoile de David et ils créèrent des comités spéciaux avec des leaders juifs – inspirés du *Judenrat* – afin d'imposer la politique nazie, sous peine d'emprisonnement ou de condamnation à mort. »⁷⁴

Après la proclamation de l'indépendance de la Tunisie, en 1956, une série de décrets gouvernementaux anti-juifs fut promulguée. En 1958, le Conseil de la Communauté Juive de Tunisie fut aboli par le gouvernement, et les anciennes synagogues, les cimetières et les quartiers juifs furent détruits au prétexte de "rénovation urbaine".⁷⁵

La situation devenant de plus en plus instable, incita plus de 40 000 Juifs tunisiens à émigrer en Israël. En 1967, la population juive de Tunisie se trouvait réduite à 20 000 personnes.

Pendant la Guerre des Six Jours, les Juifs furent la cible de foules arabes déchaînées qui incendièrent les commerces et les synagogues. Le gouvernement dénonça ces violences et le Président Habib Bourguiba présenta ses excuses au Grand Rabbin. Le gouvernement demanda à la population juive de rester mais il ne l'empêcha pas de partir, de ce fait, 7 000 Juifs émigrèrent vers la France.

En 1982, des attaques furent dirigées contre des Juifs dans les villes de Zarzis et de Ben Guardane. Selon le Département d'Etat, le gouvernement tunisien « agit de façon à protéger la communauté juive. »⁷⁶

En 1985, un garde tunisien ouvrit le feu sur les fidèles d'une synagogue de Djerba, tuant 5 personnes dont quatre étaient juives. Depuis, le gouvernement tunisien a cherché à éviter de telles tragédies en fournissant aux Juifs tunisiens, une sérieuse protection, quand cela s'avère nécessaire. Après le bombardement par Israël, du

Quartier Général de l'OLP près de Tunis, le 1^{er} octobre 1985, « le gouvernement pris des mesures exceptionnelles pour protéger la communauté juive. »⁷⁷

A Djerba, il y a un jardin d'enfants. Il y a aussi six écoles primaires juives (trois à Tunis, deux à Djerba et dans la ville côtière de Zarzis), et quatre écoles secondaires (deux à Tunis et deux à Djerba). Il y a aussi des yeshivot à Tunis et à Djerba. La communauté possède aussi deux maisons de retraite. Il existe plusieurs restaurants cachères dans le pays et cinq rabbins officiants : le Grand Rabbin de Tunis ; un rabbin à Djerba et quatre autres à Tunis. La majorité de la communauté juive observe les lois alimentaires de la cacheroute.

Aujourd'hui, les 1 300 Juifs de Tunisie constituent la minorité religieuse indigène la plus importante. « Le gouvernement garantit la liberté de culte de la communauté juive et paie le salaire du Grand Rabbin de la communauté. »⁷⁸

En octobre 1999, la communauté juive élit un nouveau Conseil d'Administration, et ce, pour la première fois depuis l'indépendance de la Tunisie en 1956. Et un nouveau nom fut donné au Conseil, qui se transforma en "Comité Juif de Tunisie".⁷⁹

Le 11 avril 2002, un camion citerne rempli de gaz naturel explosa contre le mur extérieur de la synagogue de la Ghriba à Djerba. Les officiels tunisiens déclarèrent d'abord que le camion s'était écrasé sur le mur de la synagogue par accident, mais un groupe terroriste lié au réseau Al-Qaida d'Oussama ben-Laden, revendiqua l'attaque terroriste de la plus ancienne synagogue de toute l'Afrique. L'explosion tua 17 personnes, dont 11 touristes allemands. En 2003, à l'aéroport Charles de Gaulle, les autorités françaises arrêtèrent un citoyen allemand Christian Ganczarski, pour son rôle présumé dans l'attaque de Djerba.⁸⁰

Le gouvernement tunisien a considérablement augmenté les mesures de sécurité pour protéger les synagogues, notamment pendant les fêtes juives, et encourage les expatriés juifs à revenir à Djerba pour le pèlerinage annuel religieux de la Ghriba.

Les Juifs du Yémen

Population juive en 1948 : 55 000 (plus : 8 000 à Aden)

Population juive en 2004 : 200

En 1922, le gouvernement yéménite remis en vigueur une ancienne loi islamique exigeant que les orphelins juifs de moins de douze ans soient convertis de force à l'Islam.

En 1947, après le vote sur la partition, à Aden, des émeutiers musulmans auxquels se joignirent les membres de la police locale perpétrèrent un pogrom sanglant qui tua 82 Juifs et détruisit des centaines de foyers juifs. La communauté juive d'Aden se trouva économiquement, totalement paralysée car la majorité des entreprises et des commerces juifs avaient été détruits. Au début de l'année 1946, la fausse accusation de meurtres rituels sur deux fillettes provoqua un pillage.⁸¹

Cette situation de plus en plus périlleuse entraîna l'émigration presque totale de la communauté juive yéménite – environ 50 000 personnes – entre juin 1949 et septembre 1950, lors de l'Opération "Tapis Volant". Une émigration plus modeste, mais continue, fut autorisée jusqu'en 1962 quand une guerre civile mit un frein brutal à tout nouvel exode juif.

Jusqu'en 1976, quand un diplomate américain découvrit par hasard, une petite

communauté juive, dans la région reculée du Nord Yémen, on croyait la communauté juive yéménite totalement éteinte. C'est la raison pour laquelle les souffrances des Juifs du Yémen avaient été ignorées du monde extérieur.

Il s'avéra que quelques personnes avaient décidé de rester après l'Opération "Tapis Volant", ne voulant pas abandonner des membres de leur famille, âgés ou malades. Ces Juifs se trouvaient dans une situation où ils ne pouvaient ni émigrer ni avoir de contact avec les membres de leur famille, à l'étranger. Ils se retrouvèrent piégés et isolés, disséminés dans les régions montagneuses du Nord Yémen où ils manquaient de nourriture, de vêtements, de soins médicaux et d'objets du culte. Et en conséquence, certains se convertirent à l'Islam.

Aujourd'hui, les seules minorités religieuses indigènes sont les Juifs et un petit nombre de chrétiens, d'hindous et de Bah'ais. La petite communauté qui subsiste dans les régions du Nord Yémen est juste tolérée mais on l'autorise à pratiquer son judaïsme. On croit savoir que deux synagogues fonctionnent encore, à Saiqaya et à Amlah. Les Juifs sont traités en citoyens de seconde-classe qui n'ont ni le droit de servir dans l'armée ni celui d'être élus à des postes politiques. Généralement, les Juifs sont confinés à un quartier des villes ou des villages où ils résident et sont souvent réduits à un choix très limité de métiers qu'ils sont autorisés à exercer, en général, à la ferme ou dans l'artisanat. Les Juifs peuvent posséder des biens propres, et ils en possèdent.⁸²

Bravant l'interdiction officielle sur l'émigration, ces dernières années, environ 400 Juifs ont émigré en Israël.⁸³

Le Département d'Etat a rapporté qu'au milieu de l'année 2000 « le Gouvernement a suspendu sa politique consistant à autoriser les Juifs d'origine yéménite, détenteurs de passeports israéliens, de se rendre au Yémen grâce à des laissez-passer temporaires. Malgré cela, les Israéliens yéménites et des Juifs qui ne sont pas yéménites, peuvent voyager librement vers et à l'intérieur du Yémen, grâce à des passeports non israéliens. »⁸⁴

En janvier 2001, pour la première fois, le « Parti du Peuple » inscrivit un citoyen juif sur la liste des candidats à l'élection parlementaire. C'est le Président Ali Abdallah Salah qui, souhaitant montrer sa bonne volonté à l'administration Bush et avant de lui demander une aide économique, avait recommandé Ibrahim Ezer, candidat juif. Mais le Comité Général des Elections rejeta la candidature d'Ibrahim Ezer, au motif que n'étaient éligibles que les candidats nés de deux parents musulmans. Les analystes politiques considèrent, quant à eux, que la raison de ce rejet était de ne pas établir de précédent en autorisant un Juif à se présenter à des élections.⁸⁵

Notes

1. Vamberto Morais, *A Short History of Anti-Semitism*, (NY: W.W Norton and Co., 1976), p. 11; Bernard Lewis, *Semites & Anti-Semites*, (NY: WW Norton & Co., 1986), p. 81.
2. *Oxford English Dictionary; Webster's Third International Dictionary*.
3. *Washington Post*, (30 Octobre 2001).
4. Document Britannique officiel, Affaires Etrangères, Dossier N° 371/20822 E 7201/22/31; Elie Kedourie, *Islam in the Modern World*, (London: Mansell, 1980), pp. 69–72.
5. Howard Sachar, *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*, (NY: Alfred A. Knopf, 1979), p. 196.
6. Journal Officiel, Loi Jordanienne sur la Nationalité, N° 1171, Article 3(3) de la Loi N° 6, 1954, (6 Février 1954), p. 105.
7. Histoire du Monde Moderne, Ministère Jordanien de l'Education, 1966, p. 150.

8. Meyrav Wurmser, *The Schools of Ba'athism: A Study of Syrian Schoolbooks*, (Washington, D.C.: Middle East Media and Research Institute (MEMRI), 2000), p. xiii.
9. Aaron Klein, "Site Officiel de l'AP 'Protocols' publiés en Arabe," *WorldNetDaily*, (21 Mai 2005).
10. *Al- Mussawar*, (4 Août 1972).
11. Middle East Media and Research Institute (MEMRI); *Al- Hayat Al- Jadeeda*, (15 Mai 1997); *Jerusalem Post*, (23 Mai 2001); Agence d'Information Palestinienne Wafa, (28 Avril 2005).
12. *Al- Ahrām*, (28 Octobre 2000).
13. "Anti- Semitic TV Series Cancelled by Jordan," History News Network, (27 Octobre 2005).
14. *Jerusalem Post*, (19 Novembre 2001).
15. Télévision de l'Autorité Palestinienne, (14 Octobre 2000).
16. Observatoire Palestinien des Médias, (15 Mars 2000).
17. Bernard Lewis, "The Pro- Islamic Jews," *Judaism*, (Automne 1968), p. 401.
18. Bat Ye'or, *The Dhimmi*, (NJ: Fairleigh Dickinson University Press, 1985), pp. 43–44.
19. Bat Ye'or, pp. 185–86, 191, 194.
20. Norman Stillman, *The Jews of Arab Lands*, (PA: The Jewish Publication Society of America, 1979), p. 84; Maurice Roumani, *The Case of the Jews from Arab Countries: A Neglected Issue*, (Tel Aviv: World Organization of Jews from Arab Countries, 1977), pp. 26–27; Bat Ye'or, p. 72; Bernard Lewis, *The Jews of Islam*, (NJ: Princeton University Press, 1984) p. 158.
21. Stillman, pp. 59, 284.
22. Roumani, pp. 26–27.
23. G.E. Von Grunebaum, "Eastern Jewry Under Islam," *Viator*, (1971), p. 369.
24. *New York Times*, (19 Février 1947).
25. Roumani, pp. 30–31; Norman Stillman, *The Jews of Arab Lands in Modern Times*, (NY: Jewish Publication Society, 1991), pp. 119–122.
26. Bat Ye'or, p. 61.
27. Bat Ye'or, p. 30.
28. Louis Gardet, *La Cité Musulmane: Vie sociale et politique*, (Paris: Etudes musulmanes, 1954), p. 348.
29. Bat Ye'or, pp. 56–57.
30. *Middle Eastern Studies*, (1971), p. 232.
31. David Singer, ed. *American Jewish Year Book 2004*. NY: American Jewish Committee, 2004. Le Livre Annuel de l'American Jewish Committee est la source de tous les chiffres concernant la population juive, dans ce chapitre.
32. Jewish Communities of the World, World Jewish Congress (WJC), Copyright 1997; Institut du World Jewish Congress. *Country Reports on Human Rights Practices for 1997*
33. *Country Reports on Human Rights Practices for 1991*, (DC: Department of State, 1992), p. 1339.
34. *Country Reports on Human Rights Practices for 1997*, (DC: Department of State, 1998).
35. U.S. Department of State, *2000 Annual Report on International Religious Freedom*, publié par le Bureau for Democracy, Human Rights and Labor, Washington, DC, 5 Septembre 2000.
36. Sachar, p. 401.
37. Associated Press, (26 Novembre 1956); *New York World Telegram*, (29 Novembre 1956).
38. Jewish Communities of the World.
39. U.S. Department of State, *2000 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights and Labor, Washington, DC, (5 Septembre 2000).
40. U.S. Department of State, *2001 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (26 Octobre 2001).
41. U.S. Department of State, *2004 Report on Global Anti- Semitism*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (5 Janvier 2005).

42. Jewish Telegraphic Agency, (13 Juillet 2005).
43. World Jewish Congress, Jewish Communities of the World.
44. Schneider, Howard. "Iran Court Reduces Penalties for Jews." *Washington Post*, (22 Septembre 2000).
45. *Jerusalem Post*, (16 Janvier 2002); *Washington Jewish Week*, (31 Octobre 2002).
46. *Jerusalem Post*, (13 Décembre 1997); Arieh Avneri, *The Claim of Dispossession*, (Tel Aviv: Hidekel Press, 1984), p. 274; Roumani, pp. 29–30; Stillman (1991), pp. 117–119; Sachar, p. 399.
47. Judith Miller et Laurie Mylroie, *Saddam Hussein and the Crisis in the Gulf*, (NY: Random House, 1990), p. 34.
48. *New York Times Magazine*, (3 Février 1985).
49. Associated Press, (28 Mars 1998).
50. *Jerusalem Post*, (28 Septembre 2002).
51. "The Last Jews of Baghdad," Radio Nationale, (22 Mai 2003).
52. *Maariv*, (21 Juin 1991); Jewish Telegraphic Agency, (22 Juillet 1993); Jewish Communities of the World.
53. Majdoline Hatoum, "Of 5,000 Jewish Lebanese, only 1 voted," *The Daily Star*, (10 Mai 2004).
54. Stephen Talbot, "Syria/Lebanon: The Occupier and the Occupied," PBS Frontline, (2004).
55. *Encyclopedia Judaica*, CD- Rom édition 1997.
56. Sachar, p. 400; Stillman (1991), p. 145.
57. U.S. Department of State, *2000 Annual Report on International Religious Freedom*, Released by the Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, 5 Septembre 2000.
58. *Jerusalem Report*, (11 Mars 2002).
59. *Encyclopedia Judaica*, CD- Rom édition 1997.
60. Roumani, pp. 32–33.
61. Said Ghallab, "Les Juifs sont en enfer," in *Les Temps Modernes*, (Avril 1965), pp. 2247–2251.
62. *Country Reports on Human Rights Practices for 1996*, (DC: Department of State, 1997); Jewish Communities of the World; *Country Reports on Human Rights Practices for 1997*.
63. Jewish Telegraphic Agency, (17 Mars 2004).
64. U.S. Department of State, *2000 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (5 Septembre 2000).
65. U.S. Department of State, *2001 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (26 Octobre 2001).
66. Jewish Telegraphic Agency, (17 Mars 2004).
67. Sachar, p. 400; Roumani, p. 31; Stillman (1991), p. 146.
68. *Newsday*, (1^{er} Novembre 1987); information fournie par Michael McNulty.
69. Middle East Watch, *Human Rights in Syria*, (NY: Middle East Watch, 1990), p. 94.
70. *Jerusalem Post*, (18 Octobre 1994).
71. *Jerusalem Post*, (27 Mai 1995).
72. Associated Press, (27 Janvier 2000).
73. U.S. Department of State, *2000 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (5 Septembre 2000).
74. Robert Satloff, "In Search of "Righteous Arabs," *Commentary*, (4 Juillet 2004).
75. Roumani, pp. 33; Stillman (1991), p. 127.
76. *Country Reports on Human Rights Practices for 1982*, (DC: Department of State, 1983), pp. 1290–91.

77. *Country Reports on Human Rights Practices for 1985*, (DC: Department of State, 1986), p. 1321.
78. *Country Reports on Human Rights Practices for 1997*.
79. *Washington Post*, (17 & 23 Avril 2002).
80. "French Say Suspect is Qaeda Big," CBS News, (12 Juin 2003).
81. Sachar, pp. 397–98; Roumani, pp. 32–33; Stillman (1991), p. 498.
82. Jewish Communities of the World; *Country Reports on Human Rights Practices for 1997*.
83. Jewish Communities of the World.
84. U.S. Department of State, *2001 Annual Report on International Religious Freedom*, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (26 Octobre 2001).
85. *Jerusalem Post*, (30 Janvier 2001).

15. Les Droits de l'Homme en Israël et dans les Territoires

MYTHE

« *Israël exerce la discrimination raciale contre ses citoyens arabes.* »

RÉALITÉ

Israël est l'une des sociétés les plus ouvertes au monde. Sur une population d'environ 7 millions d'habitants, à peu près 1.4 million – soit 20% de la population – ne sont pas Juifs (approximativement 1.2 million sont des musulmans, 130 000 sont chrétiens et 100 000 sont des Druzes).¹

Les Arabes israéliens ont le même droit de vote que tous les autres citoyens ; en fait, c'est même l'un des rares endroits du Moyen-Orient où les femmes arabes peuvent voter. A la Knesset (le Parlement israélien), les Arabes ont 9 sièges sur 120. Dans l'administration et au gouvernement, les Arabes israéliens occupent également des postes élevés, comme par exemple, celui d'ambassadeur d'Israël en Finlande. Aujourd'hui, Oscar Abou Razaq, maire-adjoint de Tel-Aviv, a été nommé Directeur Général du Ministère de l'Intérieur, ce qui fait de lui le premier citoyen arabe à devenir chef du pouvoir exécutif d'un ministère-clé du gouvernement. C'est le gouvernement d'Ariel Sharon qui a, pour la première fois, intégré un ministre arabe, Salah Tarif, un Druze, ministre sans portefeuille. Un Arabe siège à la Cour Suprême de Justice et en octobre 2005, un professeur arabe a été nommé Vice-Président de l'Université de Haïfa.

L'Arabe tout comme l'Hébreu, est langue officielle en Israël. Plus de 300 000 enfants arabes fréquentent les écoles israéliennes. A l'époque de la création d'Israël, il n'y avait dans le pays, qu'une seule école secondaire arabe. Aujourd'hui : il y a des centaines d'écoles arabes.²

En 2002, la Cour Suprême d'Israël s'est réunie et a statué que le gouvernement ne pouvait pas attribuer des terres sur la base de la religion ou du facteur ethnique et ne peut donc pas empêcher des citoyens arabes de vivre où ils choisissent de le faire.³

La seule distinction légale faite entre les citoyens israéliens, juifs et arabes, est que ceux-ci ne sont pas obligés de faire leur service militaire. Cette mesure n'est destinée qu'à éviter aux citoyens arabes d'avoir, le cas échéant, à prendre les armes contre leurs frères. Malgré cela, les Bédouins servent dans les régiments de parachutistes et il y a des Arabes qui font leur service militaire en tant que volontaires. Si le service militaire est obligatoire pour les Druzes et les Circassiens, c'est à leur propre demande.

Les différences économiques et sociales entre Israéliens juifs et arabes, découlent du statut respectif des deux groupes à l'égard du service militaire. En effet, de nombreux avantages ne sont accordés qu'aux seuls vétérans. De plus, l'armée est essentielle dans le processus d'intégration à la société israélienne.

D'un autre côté, les Arabes peuvent avoir accès à tous les emplois que les Israéliens n'occupent pas pendant qu'ils font leur service militaire. Des secteurs entiers sont devenus l'apanage des Arabes israéliens comme l'industrie du bâtiment ou le transport routier.

Même si des Arabes israéliens ont été occasionnellement, impliqués dans des

activités terroristes, ils se sont généralement conduits en citoyens loyaux. Au cours des guerres de 1967, 1973 et 1982, aucun d'entre eux n'a été engagé dans des actes de sabotage ou de trahison. Parfois même au contraire, des Arabes ont été volontaires pour occuper des postes laissés vacants par les réservistes. C'est au cours la Guerre Palestinienne qui commença en septembre 2000, que les Arabes israéliens se sont engagés, pour la première fois, dans des manifestations violentes.

En 230 années d'indépendance, les Etats-Unis n'ont toujours pas réussi à intégrer toute la diversité de leurs communautés. Encore aujourd'hui, 60 années après l'adoption de la législation des Droits Civiques : la discrimination n'a toujours pas été éradiquée. Et il n'y a donc pas de quoi s'étonner qu'Israël, en seulement 57 années d'existence, n'ait pas encore réussi à résoudre toutes les questions sociales.

MYTHE

« Les Arabes israéliens n'ont pas le droit d'acheter des terres. »

RÉALITÉ

Au début du siècle, le Fonds National Juif fut créé par le Congrès Juif Mondial pour acheter des terres en Palestine afin que les Juifs puissent s'y installer. Ces terres, ainsi que celles qui furent achetées par l'état d'Israël après son indépendance, furent placées sous la responsabilité du gouvernement. 92 pourcent de la terre d'Israël appartiennent à l'état et sont gérés par l'Autorité de Gestion du Territoire. Les 8 pourcent restants sont des propriétés privées. Par exemple, le Waqf (Organisme de charité musulmane), possède des terres qui sont strictement réservées aux Arabes musulmans. Les terres appartenant au gouvernement peuvent être louées par tous et chacun, quelque soit son origine, sa religion ou son sexe. Tous les citoyens arabes d'Israël sont donc habilités à louer ces terres.

MYTHE

« Les Arabes israéliens sont victimes de discrimination dans le cadre de l'emploi. »

RÉALITÉ

La loi israélienne interdit toute discrimination en matière d'emploi. Selon l'étude menée par le Département d'Etat, tous les travailleurs israéliens « peuvent librement adhérer aux organisation syndicales existantes, ou en créer. »⁴ La plupart des syndicats sont membres de la Histadrout, le syndicat le plus important, ou de la Histadrout HaOvdim HaLéoumi (Fédération nationale des travailleurs), organisation plus petite : ces deux fédérations étant absolument indépendantes du gouvernement.

MYTHE

« Israël applique la détention administrative pour emprisonner, sans procès, des Arabes pacifiques. »

RÉALITÉ

Israël a hérité des lois britanniques et a continué d'en appliquer certaines. C'est le cas de la détention administrative, autorisée dans les situations où la sécurité est mise en question. Le détenu peut se faire représenté par un avocat et exercer un recours devant la Cour Suprême israélienne. C'est à l'accusation qu'il revient de justifier la nécessité de la procédure du huis clos. L'administration redoute, en effet, que la présentation des preuves, en public, ne compromette ses sources de renseignements et puisse

mettre en danger la vie de ceux qui ont fourni des informations sur la préparation d'actions terroristes.

La détention administrative est totalement inutile dans le monde arabe du fait que les autorités arrêtent les gens et les jettent directement en prison, sans leur faire de procès. Il n'y a pas d'avocats, pas d'organisation de défense des Droits de l'Homme et les médias indépendants ne peuvent pas protester. Même aux Etats-Unis, avec leur système exceptionnel, de libération sur parole, les gens peuvent être mis en détention administrative dans l'attente de leur procès, détention qui peut aussi être prolongée, et de nouvelles dispositions légales ont même été prises pour permettre de prolonger la durée d'incarcération des Talibans et des membres d'Al-Qaida, faits prisonniers en Afghanistan.

« On ne juge pas une démocratie sur la façon dont ses soldats réagissent à chaud car ce sont des jeunes gens et des jeunes femmes, soumis à d'intenses provocations. On juge une démocratie à la façon dont ses tribunaux réagissent, dans l'espace dépassionné, des Cours de Justice. A cet égard, la Cour Suprême d'Israël ainsi que d'autres de ses tribunaux, ont réagi de façon extraordinaire. Pour la première fois dans toute l'histoire du Moyen-Orient, il y a une Justice indépendante, prête à recevoir les plaintes des Arabes – et cette instance judiciaire n'est autre que la Cour Suprême d'Israël. »

-Alan Dershowitz⁵

MYTHE

« Les Arabes détenus dans les prisons israéliennes sont torturés, battus et même tués. »

RÉALITÉ

La prison n'a jamais été un endroit agréable et les plaintes, concernant les conditions de détentions dans les prisons américaines, sont nombreuses. Les prisons d'Israël sont sans doute celles que le monde surveille le plus. C'est la raison pour laquelle Israël a autorisé les représentants de la Croix Rouge ainsi que d'autres instances, à faire des inspections régulières.

La loi israélienne interdit les arrestations arbitraires. De plus, les personnes mises en examen sont considérées innocentes tant que leur culpabilité n'a pas été prouvée, elles peuvent bénéficier de *l'habeas corpus* et encore d'autres protections procédurales. En Israël, qui a système judiciaire indépendant, il n'y a pas de prisonniers politiques.

Certains prisonniers, notamment des Arabes soupçonnés d'actions terroristes, ont été interrogés en utilisant des méthodes brutales qui ont été jugées excessives. En 1999, la Cour Suprême d'Israël a publié un document essentiel, posant les limites et définissant les pratiques considérées comme abusives.

En Israël, la peine de mort n'a été appliquée qu'une seule fois, dans le cas d'Adolf Eichmann, un des responsables de la "Solution Finale". Aucun Arabe n'a jamais été condamné à mort, même après avoir perpétré des actes terroristes monstrueux.

« Le système israélien n'a rien à voir avec l'apartheid. C'est un cas unique de démocratie. »

-Mangosuthu Buthelezi, Ministre de l'Intérieur Sud-Africain⁶

MYTHE

« Israël traite les Palestiniens comme les Noirs ont été traités par l'apartheid en Afrique du Sud. »

RÉALITÉ

Avant même la création de l'Etat d'Israël, les dirigeants juifs savaient clairement qu'ils voulaient éviter la situation qui était celle de l'Afrique du Sud. C'est ce que David Ben-Gourion expliquait, en 1934, au nationaliste palestinien, Moussa Alami :

Nous ne voulons pas créer une situation qui ressemble à celle de l'Afrique du Sud, où les Blancs sont ceux qui possèdent et qui dirigent, et où les Noirs sont ceux qui travaillent. Si nous ne sommes pas capables d'accomplir toutes les tâches, faciles et difficiles, banales et spécialisées, si nous nous contentons d'être les patrons, alors cette terre ne sera pas notre foyer national. »⁷

Aujourd'hui, en Israël, les Juifs sont la majorité mais les Arabes, bien que minoritaires, jouissent de l'égalité des droits dans tous les domaines et ils ont des représentants dans le gouvernement. Pendant l'apartheid, les Noirs Sud Africains n'avaient pas le droit de vote et ils n'avaient pas le statut de citoyens dans leur pays dont ils constituaient pourtant, l'écrasante majorité de la population. Et en Afrique du Sud, c'est le gouvernement lui-même qui faisait tirer sur les Noirs qui protestaient contre sa politique. Au contraire, Israël, lui, autorise la liberté de mouvement, de travail, et la liberté de voyager. Certains critiques parmi les plus acharnés du gouvernement sont des Arabes israéliens qui sont membres de la Knesset.

La situation des Palestiniens des Territoires, est différente. Les exigences de sécurité du pays et les violentes insurrections qui ont eu lieu dans les Territoires, ont forcé Israël à imposer des restrictions aux résidents arabes de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza, restrictions qui ne s'imposaient pas dans les régions qui faisaient partie du pays avant 1967. Les Palestiniens des Territoires refusent l'existence de l'état d'Israël, alors que les Noirs ne cherchaient pas la destruction de l'Afrique du Sud mais seulement la destruction du régime de l'apartheid.

Si Israël donnait la pleine nationalité aux Palestiniens, cela signifierait alors que les Territoires sont annexés. Aucun gouvernement israélien n'a jamais voulu franchir le pas. A l'inverse, à la suite de négociations, Israël a accepté de transférer aux Palestiniens, une autorité de plus en plus importante dans la gestion de leurs propres affaires. Il est vraisemblable qu'un accord final permettra à la plupart des Palestiniens de devenir citoyens de leur propre état. Le principal obstacle à l'indépendance palestinienne n'est pas la politique israélienne, c'est le manque de volonté du leadership palestinien à abandonner le terrorisme et à accepter de vivre en paix aux côtés d'Israël.

Au-delà de toutes les critiques qu'ils expriment, quand on demande aux Palestiniens quel est le gouvernement qu'ils admirent le plus, 80% d'entre eux, régulièrement, désignent Israël car ils sont aux premières places pour constater qu'Israël est une démocratie vibrante et que les Arabes y bénéficient de tous leurs droits. En comparaison, les Palestiniens classent les régimes arabes en fin de liste, et placent leur propre Autorité Palestinienne en dernière position, avec, en 2003, juste 20% qui disaient admirer le régime corrompu d'Arafat.⁸

« Il y a encore une question qui s'élève au-dessus du désastre des nations et qui, à ce jour, demeure non résolue et dont la tragédie profonde ne peut être appréhendée que par les Juifs. »

Et cette question est la question africaine. Rappelez-vous tous ces terribles épisodes de la traite des esclaves, d'êtres humains qui, uniquement parce qu'ils étaient noirs, étaient volés comme du bétail, emprisonnés, capturés et vendus. Leurs enfants, grandissant dans des pays inconnus où ils étaient l'objet du mépris et de l'hostilité à cause de la couleur de leur peau. Je n'ai pas honte de dire, même si cela m'expose au ridicule aux yeux de certains, qu'après avoir assisté la rédemption de mon peuple, le peuple juif, j'espère assister à la rédemption des Africains. »

-Théodore Herzl⁹

MYTHE

« Israël mène une politique de génocide contre les Palestiniens, comparable à celle des nazis contre les Juifs. »

RÉALITÉ

Cette affirmation est sans doute la plus odieuse faite par les détracteurs d'Israël. L'objectif des Nazis était l'extermination systématique de tous les Juifs d'Europe. Israël recherche la paix avec ses voisins palestiniens. Plus d'un million d'arabes vivent librement en Israël, citoyens égaux avec des droits égaux. 98 pourcent des Palestiniens des Territoires vivent sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne. Même si parfois, les Israéliens prennent des mesures qui sont dures à l'égard des Palestiniens des Territoires, ils le font pour protéger les citoyens israéliens – Juifs et non Juifs – des incessantes actions terroristes lancées par l'Autorité Palestinienne et par les Islamistes radicaux mais, en revanche, il n'y a aucun plan de la part d'Israël, pour persécuter, exterminer ou expulser les Palestiniens.

En réponse aux comparaisons telles que celles d'un poète se référant au "Sioniste SS", Léon Wieseltier, éditeur littéraire de *The New Republic*, fait observer :

Penser que Sionisme égale Nazisme – c'est la seule manière d'interpréter la phrase "Sioniste SS" – c'est exactement comme penser que la lune c'est du fromage. Ce n'est pas seulement spectaculairement faux, c'est également spectaculairement stupide. Je ne voudrais pas m'insulter moi-même (ce serait un discours de haine de soi !) en expliquant patiemment pourquoi l'état d'Israël n'a rien à voir avec le Troisième Reich, mais je veux quand même dire qu'absolument rien de ce qui est arrivé aux Palestiniens sous le contrôle d'Israël n'est comparable à ce qui est arrivé aux Juifs sous le contrôle de l'Allemagne et que de nombreux Israéliens – y compris des Premiers Ministres – sont parmi les gens qui travaillent avec acharnement, pour trouver la paix et la justice pour les Palestiniens, et pour trouver une solution à ce conflit féroce. Aucun soutien à la cause palestinienne ne pourra jamais justifier cette locution de "Sioniste SS".¹⁰

L'absurdité de cette accusation apparaît également clairement si l'on considère la démographie des territoires en question. Alors que les détracteurs profèrent des affirmations effarantes au sujet d'Israël commettant un génocide ou un nettoyage ethnique, la population palestinienne continue d'augmenter. A Gaza par exemple, la population a augmenté passant de 731 000 en juillet 1994 à 1 324 001 en 2004, soit une augmentation de 81 pourcent. Un taux de croissance de 3,8 pourcent, l'un des plus élevés du monde. Selon l'ONU, la totalité de la population palestinienne de tous les Territoires (Gaza, la Rive Occidentale et Jérusalem-Est) était de 1 006 000 en 1950, de 1 094 000 en 1970 pour atteindre les 2 152 000 en 1990. Anthony

Cordeman remarquait que cette augmentation « était la conséquence de l'augmentation des revenus et du progrès dans les services de santé », réalisés par Israël. La population continue d'augmenter de façon exponentielle et, en 2004, elle était estimée à plus de 3.6 millions d'individus.¹¹

MYTHE

« Les Palestiniens ont le niveau de vie le plus bas de tout le Moyen-Orient. »

RÉALITÉ

Quand en 1967, Israël a conquis la Rive Occidentale et la Bande de Gaza, l'administration prit des mesures pour améliorer les conditions de vie qui étaient celles des Palestiniens au cours de l'occupation par la Jordanie de la Rive Occidentale pendant 19 années, et de l'occupation de Gaza par l'Égypte. Les universités furent ouvertes, des innovations agricoles furent transmises, un certain confort moderne fut introduit et les services de santé furent considérablement améliorés. Plus de 100 000 Palestiniens trouvèrent du travail en Israël, bénéficiant des mêmes salaires que les travailleurs israéliens, ce qui eut pour effet de stimuler la croissance économique.

La montée de la violence au cours des années 90 et la guerre déclenchée par les terroristes palestiniens au début de l'année 2000, tout cela a sérieusement handicapé l'économie palestinienne. Pour protéger ses citoyens des attentats-suicides et des attaques terroristes, Israël a été obligé de prendre des mesures qui ont eu pour effet de dégrader l'économie de l'Autorité Palestinienne. La plus sérieuse de ces mesures a été la limitation du nombre des travailleurs palestiniens autorisés à entrer dans le pays, ce qui a entraîné une augmentation du chômage, avec comme conséquence, un effet négatif sur tout le reste de l'économie palestinienne.

Pourtant, en dépit de l'écroulement de l'économie palestinienne au cours de ces cinq années de guerre, les Arabes palestiniens sont toujours mieux lotis que la plupart de leurs voisins. L'étude la plus récente menée par le Programme des Nations Unies pour le Développement, accorde la 102^{ème} place à l'Autorité Palestinienne, en termes d'espérance de vie, de niveau d'éducation et, réajustant le revenu réel en le comparant à 177 autres pays, la fait figurer dans la catégorie du "développement humain moyen", aux côtés de la plupart des états du Moyen-Orient (les états du Golf étant les seuls à être classés dans la catégorie "haute"). L'Autorité Palestinienne est classée juste 12 rangs derrière la Jordanie, et juste derrière l'Iran ; elle est classée devant la Syrie (105^{ème}), l'Algérie (108^{ème}), l'Égypte (120^{ème}) et le Maroc (125^{ème}).¹²

Peu de Palestiniens échangeraient leurs places pour aller vivre dans les pays arabes du voisinage. Sauf, peut-être à une exception près. Ils pourraient en effet, aspirer au niveau de vie du pays classé 22^{ème} par l'ONU, c'est-à-dire : Israël.

MYTHE

« Les postes de contrôle israéliens empêchent, sans raison valable, les Palestiniens de recevoir des soins médicaux. »

RÉALITÉ

Si Israël a dû créer des postes de contrôles, c'est pour une seule raison – empêcher les terroristes palestiniens de s'infiltrer en Israël. Si l'Autorité Palestinienne remplissait comme elle le devrait, ses obligations concernant la Feuille de route à savoir, le démantèlement des réseaux terroristes et le désarmement de ces terroristes, et si ses forces de sécurité prenaient les mesures adéquates pour empêcher les Palestiniens de planifier et de déclencher des attaques : les postes de contrôle seraient inutiles.

Israël essaie d'équilibrer ses impératifs de sécurité et la protection sociale des Palestiniens, et tout particulièrement leurs besoins médicaux. C'est pourquoi, de nombreux Palestiniens sont autorisés à entrer en Israël pour recevoir des traitements médicaux dont certains utilisent des techniques médicales parmi les plus sophistiquées au monde.

Malheureusement, les terroristes palestiniens ont abusé de la bonne volonté d'Israël. Ainsi par exemple, en décembre 2004, grâce à des faux documents, un agent du Hamas prétendant être un patient souffrant du cancer en attente d'un traitement dans un hôpital d'Israël, fut arrêté par les forces de sécurité. En fait, Hamed A-Karim Hamed Abou Lihya devait rencontrer un autre terroriste, récupérer des armes de la part de complices vivant en Israël et exécuter un attentat. Ce même mois, un homme recruté par la Brigade des Martyrs d'Al-Aqsa pour déposer une bombe sur les rails du réseau ferroviaire de Natanya, tenta lui aussi, d'utiliser des faux documents indiquant qu'il avait besoin d'un traitement médical pour entrer en Israël. En mars 2005, un autre terroriste du Hamas projetant un attentat-suicide fut arrêté après avoir prétendu être un donneur d'organe, en l'occurrence, de son foie.¹³

« Les hôpitaux israéliens étendent leur traitement humanitaire aux Palestiniens de la Bande de Gaza et de la Rive Occidentale. Leurs efforts continuent, même quand toutes les autres coopérations entre Palestiniens et Israéliens se sont arrêtées, lors de la récente intifada. »

-Dr. Izzeldin Abuelaish, gynécologue et obstétricien palestinien¹⁴

Le 20 juin 2005, Wafa Samir Ibrahim Bas a été arrêté alors qu'il tentait de faire passer en fraude une ceinture d'explosifs au poste de contrôle d'Erez. Bas éveilla les soupçons des soldats au point de contrôle quand un scanner biométrique révéla qu'elle cachait des explosifs. Quand elle comprit que les soldats avaient découvert sa ceinture d'explosifs, elle tenta, sans succès, d'amorcer le détonateur.¹⁵

Quelques mois plus tôt, c'est sur la base des principes humanitaires que Bas avait été admise au Centre Médical Soroka de Beer-Sheva et qu'elle y avait reçu un très lourd traitement pour des brûlures qu'elle s'était faites lors d'un accident de cuisine. Après son arrestation, elle a reconnu que la Brigade des Martyrs d'Al-Aqsa lui avait donné l'ordre d'utiliser son dossier médical et ses autorisations médicales pour entrer en Israël et pour mener à bien son attentat-suicide. Dans une interview donnée à la télévision israélienne, Bas a déclaré que son « rêve était d'être une martyre » et que son intention était de tuer entre 40 et 50 personnes – et d'essayer de tuer le plus de jeunes possibles.

Le Dr. Izzeldin Abuelaish, un obstétricien et gynécologue palestinien du camp de réfugiés Jabalya de la Bande de Gaza et qui a travaillé à l'Hôpital Soroka, écrivait qu'il était « outragé par le cynisme de cette tentative d'attentat-suicide. » Le Dr. Abuelaish qui mène des recherches à l'hôpital de l'Institut de Génétique, déclare avoir des relations chaleureuses avec ses collègues. « Et quand je suis à l'hôpital, je fais toujours en sorte de visiter les patients palestiniens. Je prévois aussi des rendez-vous pour les autres habitants de Gaza et j'apporte même des médicaments de Soroka pour ceux de la Bande de Gaza, qui en ont besoin... Ce jour-là, tandis qu'elle planifiait de déclencher sa bombe, deux Palestiniens étaient dans un état critique et attendaient, à Gaza, d'être transférés à Soroka pour y bénéficier d'un traitement en urgence. »

Le Dr. Abuelaish ajoutait, « Wafa a été envoyée pour tuer le plus de monde possible en Israël qui lui, soigne les Palestiniens de la Bande de Gaza et de la Rive

Occidentale. Que se passerait-il si Israël décidait de refouler les Palestiniens qui ont besoin d'un traitement ? Et que ressentiraient ceux qui ont envoyé Wafa, si leurs proches, dans le besoin de soins médicaux en Israël, se verraient refuser tout traitement ? »¹⁶

Les postes de contrôle israéliens ont sauvé la vie, non seulement d'un nombre incalculable d'Israéliens, mais aussi de terroristes palestiniens en puissance. En utilisant cette stratégie, ce sont les Palestiniens qui obligent à laisser en place le dispositif des postes de contrôles et qui forcent Israël à continuer des inspections contraignantes. Cela illustre bien le "comment" et la manière dont les terroristes réussissent sans raison, à rendre la vie des Palestiniens innocents, insupportable.

MYTHE

« Israël empêche les ambulances palestiniennes d'amener des blessés et des malades palestiniens dans les hôpitaux. »

RÉALITÉ

L'un des résultats regrettables dus à la violence pendant la Guerre Palestinienne, a été l'accusation d'Israël qui se serait livré à des sévices contre les ambulances du Croissant Rouge palestiniens, harcèlements qui auraient soi-disant gêné les secours, provoqué des complications médicales ainsi que la mort de passagers malades transportés par ces ambulances. Ces allégations visent à faire accroire que les soldats israéliens se seraient livré à une cruauté gratuite contre les Palestiniens nécessitant des soins médicaux.

Or, les directives de l'armée israélienne spécifient que le passage aux postes de contrôle, de tout Palestinien qui a besoin de soins urgents, doit être autorisé. Le sérieux de la situation médicale est déterminé par le commandant du poste de contrôle qui, lorsqu'il a un doute, est tenu de prendre une décision en faveur du Palestinien. Les Palestiniens sont également autorisés à entrer en Israël pour des visites médicales de routine, sauf s'ils posent des problèmes de sécurité. Et même quand c'est le cas, les Palestiniens peuvent faire appel de ces décisions et proposer d'autres options, telles que le transfert dans un pays voisin.

Les ambulances sont toujours arrêtées et contrôlées aux postes de contrôle israéliens car elles sont souvent utilisées comme moyen pour transporter des terroristes et leurs bombes, et de nombreux tueurs qui ont déclenché des attentats-suicide en Israël, ont réussi à y pénétrer en conduisant des ambulances du Croissant Rouge. Par exemple :

- En octobre 2001, Nidal Nazal, activiste du Hamas vivant à Kalkilya, a été arrêté par les forces armées israéliennes. Conducteur d'ambulance du Croissant Rouge, il était le messager reliant les différents Quartiers Généraux du Hamas, situés dans plusieurs villes de la Rive Occidentale.¹⁷
- En janvier 2002, Wafa Idris se fit sauter dans la rue Jaffa, rue très fréquentée de Jérusalem, devenant ainsi la première femme arabe "kamikaze". Elle aussi, était conductrice d'ambulance du Croissant Rouge palestinien, de même que Mohammed Hababa, activiste du Tanzim, qui l'avait envoyée en mission. C'est au volant de son ambulance qu'elle a quitté la Rive Occidentale.¹⁸
- Le 27 mars 2002, un membre des Tanzim, travaillant comme chauffeur d'ambulance du Croissant Rouge, fut arrêté en possession d'explosifs entreposés

dans son ambulance. Un enfant, déguisé en malade, était transporté dans une ambulance. Des explosifs furent découverts sous le brancard sur lequel l'enfant "malade" allongé.¹⁹

- Le 17 mai 2002, lors d'un contrôle à un poste près de Ramallah, une ceinture d'explosifs a été découverte dans une ambulance du Croissant Rouge. La bombe, du même type que celles généralement utilisées pour les attentats-suicides, était dissimulée sous le chariot médical sur lequel l'enfant malade était allongé. Le chauffeur, Islam Jibril, était déjà recherché par l'armée israélienne, et il reconnut que ce n'était pas la première fois qu'il utilisait une ambulance pour transporter des explosifs ou des terroristes. Dans une déclaration faite ce jour-là, le Comité International de la Croix Rouge disait "comprendre les inquiétudes des autorités israéliennes au sujet de sa sécurité, et avoir toujours accepté le droit de contrôler les ambulances, sous réserve de ne pas retarder les évacuations médicales. » Les passagers malades des ambulances ont donc été escortés vers les hôpitaux proches, par des soldats.²⁰
- A Ramallah, le 30 juin 2002, les troupes israéliennes ont découvert 10 terroristes palestiniens suspects, cachés dans deux ambulances. Ils furent pris quand les soldats arrêtaient leurs véhicules pour un contrôle de routine.²¹
- En décembre 2003, Rashed Tarek al-Nimr, travaillant comme chimiste dans les hôpitaux de Naplouse et de Bethléem, a fourni au Hamas des produits chimiques pris dans ces hôpitaux, afin de les utiliser dans la fabrication de bombes : il reconnut avoir utilisé les ambulances pour transporter les produits chimiques. Il déclara aussi que, pour éviter l'arrestation, les dirigeants du Hamas préoyaient de se cacher dans les hôpitaux.²²

Les accusations dirigées contre Israël par ses détracteurs, se basent souvent sur des déclarations de lois internationales telles que celles de la Quatrième Convention de Genève. Il est vrai que la Convention de Genève tient tout particulièrement à la neutralité et à l'immunité des ambulances et des personnels soignant des équipes d'urgence. Mais, en conclure qu'Israël devrait ignorer la menace aussi évidente que tout à fait réelle, qui pèse sur ses citoyens ou alors violer la loi internationale, cela est une véritable distorsion du droit. Ce sont clairement les terroristes palestiniens qui compromettent l'immunité et la neutralité du Croissant Rouge en utilisant ses ambulances pour faire passer en fraude des explosifs vers Israël.

MYTHE

« Les Israéliens dénie les droits des Palestiniens et les humilient en les contrôlant aux checkpoints. »

RÉALITÉ

C'est un fait banal, pour tous les pays, de garder leurs frontières et d'établir des postes de contrôle pour empêcher les étrangers d'entrer illégalement sur leurs territoires. Les Etats-Unis ont établi des postes de contrôle à leurs frontières et dans les aéroports et, après le 11 Septembre, les Américains les considèrent comme des mesures de sécurité nécessaires dont ils savent qu'elles ne sont pas infaillibles.

Dans le cas précis d'Israël, la nécessité des postes de contrôle a été créée par les Palestiniens. En poursuivant leurs campagnes de violence terroriste contre les citoyens

israéliens, ils ont forcé Israël à édifier des barrières pour refouler au maximum les terroristes essayant de pénétrer en Israël ou de se déplacer dans les Territoires, afin d'y perpétrer des actes de violences. Pour les Palestiniens innocents, les postes de contrôle sont une nuisance, mais c'est un moyen de dissuasion qui peut sauver des vies humaines.

Ainsi, le 2 novembre 2002, un camion transportant des Jean's emballés dans des boîtes, se présenta à un poste de contrôle. Les soldats vérifièrent les cartes d'identité des passagers du camion et découvrirent que l'un d'entre eux était recherché. Le camion fut déchargé et ce n'est qu'après avoir ouvert la dernière boîte que les soldats y découvrirent une ceinture d'explosifs, destinée à être livrée à un terroriste activiste. Deux semaines plus tard, un taxi se présenta à ce même poste de contrôle. Dans le coffre, les soldats trouvèrent deux ordinateurs anormalement lourds. Ils ouvrirent les emballages et y trouvèrent deux ceintures d'explosifs. Ils trouvèrent aussi un sac avec un fusil.²³

Des articles de presse, hyperboliques autant qu'exagérés, ainsi que la propagande anti-israélienne ont suggéré qu'Israël harcelait les femmes palestiniennes se présentant aux checkpoints. C'est un fait regrettable mais il est absolument impossible de ne pas inclure les femmes dans la liste des menaces potentielles. En effet, un policier des frontières à un poste de contrôle au nord de Jérusalem, a arrêté une femme palestinienne poussant un landau dans lequel un revolver, deux chargeurs avec les munitions et un couteau étaient cachés. A une autre occasion, les troupes qui contrôlaient la Rive Occidentale à la recherche d'un activiste du Hamas en fuite, trouvèrent sa sœur qui cachait un fusil dans ses sous-vêtements. Et, au cours d'un autre raid, une femme a même caché une grenade sous son bébé.²⁴

Les produits commerciaux, la nourriture, les médicaments, les ambulances et les équipes médicales continuent pourtant de circuler librement gênés, uniquement, par les attaques continues dont ils font l'objet. Quand les employés palestiniens vont travailler en Israël, eux aussi doivent se présenter aux postes de contrôle avec des papiers d'identité : les restrictions ne sont pas seulement imposées du fait des impératifs de sécurité.

Les barrières de sécurité ne sont pas édifiées pour humilier les Palestiniens mais pour garantir un minimum de sécurité aux citoyens israéliens. Car hélas, à chaque fois qu'Israël a assoupli sa politique et a supprimé les points de contrôle, les terroristes palestiniens ont tiré avantage de la situation et en ont profité pour relancer de nouvelles attaques sur des Israéliens innocents.

Etude de cas

Imaginez un jeune soldat de 19 ans, commandant un poste de contrôle. Arrive une ambulance, à l'intérieur de laquelle se trouve une femme qui a l'air d'être enceinte. Elle a l'air de souffrir et son mari semble très anxieux. Mais le soldat a été prévenu qu'une ambulance transporte une femme qui a l'air d'être enceinte mais ne l'est pas. Les Services de Renseignements ont ajouté que, dans l'ambulance, sous le brancard, un terroriste recherché se cache avec une ceinture d'explosifs, prêt pour un attentat-suicide. C'est une journée où il fait chaud et il y a une longue file de voitures. Ses supérieurs lui crient dans la radio « Ne laisse pas passer les ambulances ! Un terroriste se cache dans une ambulance ! » Et pour compliquer le tout, une équipe de tournage est également présente sur les lieux.

Le soldat doit prendre un nombre incalculable de décisions dans un temps très court. Il a seulement 19 ans. Il ne connaît rien en médecine. Il sait seulement que

si il laisse passer l'ambulance, et que le terroriste est caché à l'intérieur, des innocents vont mourir et qu'il aura échoué dans sa mission. D'un autre côté, s'il n'y a pas de terroriste dans cette ambulance, et qu'il retient une femme réellement enceinte en l'empêchant de se rendre à l'hôpital, les vies de la mère et de l'enfant peuvent être mises en danger.
Et vous : que feriez-vous ?

MYTHE

« *Les manuels scolaires israéliens sont aussi mauvais que ceux de l'Autorité Palestinienne.* »

RÉALITÉ

Le plus grand espoir pour l'avenir, c'est que les enfants israéliens et arabes grandissent avec une meilleure compréhension les uns des autres et dans une tolérance réciproque. Malheureusement, les manuels scolaires des pays arabes et de l'Autorité Palestinienne en particulier, ne font pas la promotion de la coexistence. Le contraste est saisissant avec les manuels israéliens, orientés vers la paix et la tolérance. Les palestiniens sont acceptés comme Palestiniens, l'Islam et la culture arabe sont mentionnés avec respect. Les lieux saints de l'Islam sont mentionnés au même titre que les lieux saints du Judaïsme. Les stéréotypes sont évités afin d'éduquer sans préjugés.

Il y a plus de 20 ans, on pouvait trouver quelques livres scolaires israéliens montrant des images d'Arabes stéréotypées ; mais, aujourd'hui, les livres utilisés dans les écoles publiques, sont très différents. Les manuels israéliens font tout pour éviter les préjugés et pour éviter toute généralisation. Dans une leçon de la classe de CM², on donne aux élèves le problème suivant à résoudre :

Il y a beaucoup de gens qui pensent : la colombe est l'oiseau qui recherche la paix. Cette croyance n'est pas correcte ; c'est une idée toute faite : les gens la croient sans l'avoir vérifiée. Les préjugés sont très nombreux. Par exemple :

1. Les Juifs contrôlent le monde et exploitent tous ceux qui y vivent.
2. Les Noirs sont inférieurs ; ils sont incapables d'être des scientifiques.
3. Les Arabes ne comprennent que le langage de la force.

Expliquez pourquoi toutes ces affirmations sont des préjugés. (Exercice extrait du manuel *I Understand*, 1993, p. 259)

Dans un manuel scolaire de la classe de CE, un exercice de lecture est basé sur un texte dans lequel une femme arabe sauve une fillette juive. Dans les notes de bas de pages, on lit, « Les Arabes sont comme les Juifs...Parmi eux, il y a des bons et des mauvais...on ne doit pas leur mettre d'étiquette. » (Qu'est-ce que l'interprétation ? dans *Comprehension B*, pp. 184-188)

Contrairement aux suggestions faisant croire que les Israéliens n'acceptent pas les Palestiniens comme peuple, les manuels scolaires israéliens expliquent l'origine du nationalisme palestinien. Ainsi, par exemple, un texte de classe de CE² observe que « durant les années 30, les mouvements nationalistes arabes se développèrent dans tout le Moyen-Orient. Beaucoup d'Arabes d'Eretz Yisraël évoluèrent eux aussi, vers une conscience nationale – en d'autres termes, vers la prise de conscience qu'ils n'étaient pas seulement une partie de la grande nation arabe, mais qu'ils sont aussi des Palestiniens. » (*The Twentieth Century-On the Threshold of Tomorrow* ; classe de CE², p.44).

Alors que les manuels palestiniens omettent de parler des contributions que les Juifs ont apportées au monde, les livres israéliens reconnaissent les réalisations des Arabes et des musulmans. Un texte éclaire le rôle des Arabes en tant que créateurs de culture : « ...ils ont été les premiers à découvrir l'existence des maladies infectieuses. Ils ont été les premiers à construire des hôpitaux publics. De part leur contribution considérable aux différents champs scientifiques et il y a aujourd'hui des disciplines appelées par leur noms arabes tels que l'algèbre. » Les contributions de l'Islam sont aussi mentionnées dans ce passage : « La religion islamique a influencé le développement de la culture. L'obligation de prier en direction de la Mecque a aidé au développement de l'astronomie, ce qui ensuite, à aider à identifier les points cardinaux, grâce aux corps célestes. L'obligation de faire des pèlerinages développa la géographie et stimula l'écriture de livres de voyages. Ces livres, et les « grandes capacités des Arabes à dessiner des cartes, contribua à développer les échanges commerciaux. Jusqu'à nos jours, les marchands utilisent des mots d'arabe comme, bazar, chèque ou tarif. » (*From Generation to Generation*, Vol.b, 1994, p.220)

Les manuels palestiniens nient également tout lien entre les Juifs et la Terre Sainte, alors que les manuels israéliens montrent du respect pour l'attachement arabomusulman à cette région. « De plus en plus, la Terre d'Israël en général, et Jérusalem en particulier, ont été sacralisés par la pensée islamique, à mesure que l'Islam s'est étendu et développé à travers le monde, tant religieusement que géographiquement. Tandis que l'Islam englobait les parties du monde qu'il avait conquises, il adaptait et islamisait les valeurs qu'il absorbait en même que ses conquêtes avançaient, en y incluant le caractère sacré de la Terre d'Israël, de sa flore, de son eau, en voulant y vivre et y être enterré et ainsi de suite. Autant d'éléments qui vont devenir, à partir de ce moment-là, des éléments de l'orthodoxie islamique » (H. Peleg, G. Zohar, *This is the Land-Introduction to Land of Israel Studies for the Upper Grades*, 2000, pp. 161-162).

Les manuels israéliens contiennent une pluralité de points de vue, incluant ceux qui heurtent la recherche conventionnelle et qui sont critiques de la politique israélienne. Des sujets hautement controversés tels que les territoires contestés, la question des réfugiés ainsi que le statut des Arabes israéliens, sont examinés à partir d'angles différents. Par exemple, un livre cite le point de vue très peu conventionnel de l'historien Benny Morris qui attribue la fuite des Palestiniens de 1947 à 1948, davantage aux Forces Juives qu'aux instructions des dirigeants arabes (*From Exile to Independence-The History of the Jewish People in Recent Generations*, vol. 2, 1990, p. 312).

Le conflit israélo-arabe est décrit comme un conflit continu entre deux entités nationales sur un même territoire, en ne s'en tenant qu'aux faits. Et le point de vue arabe est également présent. Ainsi, un texte fait remarquer comment le gouvernement israélien traita la proposition de paix faite, en 1971, par Anouar el-Sadate, « la rejetant avec mépris, exprimant le sentiment de supériorité qui a envahi la société israélienne après la Guerre des Six Jours. Après le rejet de sa proposition et la perpétuation de l'impasse politique, Sadate se décida pour la guerre » (K. Tabibian, *Journey to the Past-The Twentieth Century, By Dint of Freedom*, 1990, p. 313.).

Le contenu des traités de paix signés entre Israël, l'Égypte et la Jordanie est détaillé, ainsi que les implications liées à ces accords. Les accords passés avec les Palestiniens sont également discutés et les atlas utilisés dans les écoles israéliennes mentionnent les territoires de l'Autorité Palestinienne.²¹

Les textes israéliens utilisent aussi des jeux de simulation pour que les étudiants puissent mieux comprendre les différences de perspectives sur un même sujet. Dans

l'un de ces jeux, les étudiants se divisent en deux groupes représentant des journalistes juifs et palestiniens, devant préparer une discussion aux Nations Unies et devant aboutir à la Partition. Ensuite, on demande aux étudiants de discuter des différences existant entre les deux études faites par les deux groupes d'étudiants journalistes. (K. Tabibian, *op.cit.*).

Israël n'est pas parfait et il peut arriver que parfois des généralisations ou même des termes paternalistes puissent se trouver dans des textes utilisés dans les écoles ultra-orthodoxes. Mais ces écoles représentent moins de 10% du système éducatif israélien, et les organisations israéliennes de surveillance qui ont révélé les problèmes existant dans les manuels scolaires palestiniens, ont également pointé la nécessité de supprimer la poignée de références inappropriées, trouvée dans certains livres de ce système.²⁵

MYTHE

« Israël est une théocratie et ne devrait pas être un état juif. »

RÉALITÉ

Cela peut déranger les gens de se référer à Israël comme étant « l'Etat Juif », terme induisant qu'il s'agit d'une théocratie, c'est pourquoi la fin d'Israël comme état juif, est considérée par certains, comme une évolution positive. Israël n'est pas une théocratie ; Israël est gouverné par un système de lois rédigé par un parlement démocratiquement élu. Ce système est fondé sur les valeurs juives et intègre de nombreuses coutumes de la religion juive (comme les vacances), mais il en est de même pour les Etats-Unis et pour de nombreuses autres nations dont les systèmes, structurés par l'héritage judéo-chrétien, ont intégré des éléments de leur religion (par exemple, aux Etats-Unis ou en France, la séparation de l'église et de l'état n'exclut pas pour autant que Noël marque la date des vacances). Israël n'a pas de religion d'état, et toutes les religions bénéficient de la liberté de culte ; pourtant, malgré cela, Israël est attaqué pour sa spécificité juive tandis que les états arabes, qui ont tous la religion islamique comme religion officielle, eux sont considérés comme légitimes.

Pourquoi les Juifs n'auraient pas droit à un état ? Le peuple juif est une nation avec une origine, une religion, une culture, une langue et une histoire communes. Personne ne songerait à suggérer que les Arabes ne seraient pas fondés à avoir leur propre nation (et ils n'en ont pas qu'une : ils en ont vingt et une), ou les Suédois ou les Allemands, ou même que les catholiques ne seraient pas fondés à avoir un état (La Cité du Vatican), dirigé par un théocrate (le Pape). Suggérer que le sioniste, le mouvement nationaliste du peuple juif, serait la seule forme de nationalisme qui serait illégitime, c'est de la pure hypocrisie. Que la nation juive soit mise en question est tout particulièrement ironique, compte tenu que la notion d'état juif a devancé de quelques milliers d'années, l'émergence de la plupart des états-nations.

Il n'est pas rare qu'une communauté soit majoritaire au sein d'une nation et qu'elle cherche à maintenir son statut de majorité. En fait, cela est vrai de pratiquement tous les pays du monde. Par ailleurs, habituellement les sociétés reflètent l'identité culturelle de la majorité. L'Inde et le Pakistan ont été fondés à la même époque qu'Israël au cours d'un partage douloureux et violent, mais personne ne pense que ces deux nations sont illégitimes parce que l'une est majoritairement hindouiste et que l'autre a une majorité musulmane et personne ne pense que ces nations ont tort d'être influencées par leur propre communauté (par exemple, que les vaches en Inde ne devraient pas être traitées comme sacrées).

Aux Etats-Unis, un débat virulent persiste au sujet des frontières devant déparer

l'église et l'état. En Israël, des discussions similaires concernant "la synagogue et l'état" ont lieu en permanence, avec des divergences philosophiques pour savoir si Israël peut être un état juif et un état démocratique, et des divergences concrètes au sujet de l'observance du Shabbat, sur les lois du mariage et du divorce et sur les budgets alloués aux institutions religieuses. Au-delà de tout cela, la plupart des Juifs prennent comme un fait accompli qu'Israël est, et doit rester, un état juif. Les citoyens arabes également considèrent qu'Israël est un état juif, même s'ils préféreraient peut-être, qu'il en soit autrement. Quoiqu'il en soit, ils ont choisi de vivre dans ce pays (personne en effet, n'empêche les Arabes de s'installer dans n'importe lequel des 180 pays non juifs du monde). Les Juifs et les Arabes réalisent tous que, si les Juifs cessaient d'être la majorité en Israël, Israël perdrait sa spécificité juive et ne serait plus le refuge des Juifs persécutés mais, dans le même temps, c'est également un élément implicite et sous-jacent à toute négociation entre Israël et les Palestiniens.

MYTHE

« *Israël persécute les chrétiens.* »

RÉALITÉ

Alors que les chrétiens ne sont pas les bienvenus dans les états arabes, comme en Arabie Saoudite par exemple, et que la plupart des chrétiens du Liban ont été chassés hors de leurs foyers, les chrétiens continuent d'être accueillis en Israël. Les chrétiens ont toujours représenté une minorité en Israël mais c'est le seul et unique pays du Moyen-Orient où la population chrétienne a augmenté au cours de la deuxième moitié du siècle (ils sont passés de 34 000 personnes en 1948 à 145 000 aujourd'hui), grâce en grande partie, à la liberté de pratiquer leur religion.

De par leur propre volonté, les communautés chrétiennes ont toujours été les plus autonomes des multiples communautés religieuses d'Israël, tout en ayant choisi d'intégrer le système social, le système de santé et les institutions d'éducation des structures publiques. Les tribunaux ecclésiastiques des communautés chrétiennes maintiennent leur juridiction en matière de statut personnel, tel que le mariage ou le divorce. Le Ministère des Affaires Religieuses a délibérément choisi de ne pas interférer dans leur vie religieuse et il a mis en place un Département aux Communautés Chrétiennes pour traiter les problèmes et les questions qui pourraient se poser.

A Jérusalem, les droits des différentes églises chrétiennes pour exercer la responsabilité sur les lieux saints chrétiens, a été établi pendant l'Empire Ottoman. Connus sous le terme d'« Accord de *statu quo* pour les lieux saints chrétiens de Jérusalem », ces droits sont toujours effectifs aujourd'hui, en Israël.

Ce fut au cours de la période de contrôle de la Jordanie sur la Vieille Ville, de 1948 jusqu'en 1967 que les droits chrétiens ont été enfreints et que les chrétiens israéliens ont été exclus de leurs lieux saints dont l'accès leur fut refusé. La population chrétienne a décliné de presque la moitié, passant de 25 000 personnes à 12 646. Depuis, elle a très légèrement recommencé à augmenter.

Certains chrétiens ont été gênés par la construction israélienne de la barrière de sécurité, mais ils n'ont pas été touchés à cause de leur appartenance religieuse. C'est tout simplement qu'ils vivaient dans la zone des travaux d'édification de la barrière. Comme tous ceux qui ont pu prouver qu'ils avaient subi des nuisances du fait de ces travaux, ils ont perçu de justes indemnités. Les allégations prétendant qu'Israël persécuterait les chrétiens, ont été colportées par l'éditorialiste Bob Novak, qui a derrière lui une très longue histoire d'attaques au vitriol contre Israël. En réalité,

Novak n'a pas fourni la moindre preuve de ce qu'il avance, à savoir que les chrétiens auraient pu être touchés ou que l'on aurait empiété sur leur liberté religieuse.²⁶ Il ne cite qu'une seule source, d'une évidente partialité, pour étayer l'affirmation que la barrière de sécurité aurait blessé des chrétiens de Jérusalem-Est, mais à l'inverse, il oublie de mentionner que la barrière a été très utile pour protéger et sauver des vies chrétiennes qui, sans cette protection, auraient pu être perdues dans les attaques indiscriminées des terroristes palestiniens.

La duplicité et le parti-pris, des critiques de Novak apparaît clairement dans son incapacité à évoquer les vraies préoccupations concernant la situation de la foi chrétienne sous domination arabe, et tout spécialement sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne où la population de 27 000 chrétiens, vivant au milieu de 3 millions de musulmans, décline à grande vitesse. La proportion des chrétiens qui vivent dans les territoires palestiniens, est passée de 15 pourcent de la population arabe en 1950 à moins d'1 pourcent aujourd'hui. Trois-quarts des chrétiens de Bethléem vivent à l'étranger, et la majorité de la population de la ville est, désormais, musulmane. Sur la Rive Occidentale, la population chrétienne a décliné de 29 pourcent et de 20 pourcent dans la Bande de Gaza entre 1997 et 2002. Par contraste, au cours de la période de 1995 à 2003, la population des Arabes chrétiens d'Israël a augmenté de 14.1 pourcent.²⁷

Jonathan Adelman et Agota Kuperman remarquèrent que Yasser Arafat « avait tenté d'effacer la figure historique de Jésus en le décrivant comme le premier *feddayin* palestinien radical armé (guérillero). Et qu'au même moment l'Autorité Palestinienne adoptait l'Islam comme religion officielle, utilisant les codes de la *shari'a* islamique et autorisait même des ecclésiastiques nommés officiellement pour désigner les chrétiens (et les Juifs) comme infidèles, au cours des prêches dans leurs mosquées. » Les deux auteurs ajoutent que « la rhétorique islamique militante et les actes terroristes du Hamas, du Djihad Islamique et du Hezbollah...offrent peu de soutien et très peu de réconfort aux chrétiens. »

David Raab observait que « de nombreux musulmans considèrent les Palestiniens chrétiens – ce qui a aussi été le cas des chrétiens du Liban – comme étant une cinquième colonne potentielle en faveur d'Israël. En fait, au début de la Guerre Palestinienne de 2000, les Palestiniens musulmans avaient attaqué les chrétiens de Gaza. » Raab écrivait aussi qu'à « Bethléem, les graffitis anti-chrétiens sont très fréquents et qu'aux environs, à Beit Sahur, on proclamait : « D'abord, le peuple du Samedi (les Juifs), après le peuple du Dimanche (les chrétiens), » et que « les cimetières chrétiens ont été profanés, les lignes téléphoniques des monastères ont été coupées, et les couvents ont été cambriolés. » En 2002, après avoir envahi l'Eglise de la Nativité de Bethléem, les terroristes palestiniens s'y installèrent, menaçant le sanctuaire et obligeant les troupes israéliennes à un siège de haute tension.

A la mort d'Arafat, le correspondant de Radio Vatican, Graziano Motta, disait « La mort du président de l'Autorité Nationale Palestinienne, est survenue à un moment où les structures politiques, administratives et de sécurité, ont souvent exercé des discriminations contre les chrétiens. » Motta ajoutait que les chrétiens « ont, en permanence, été exposés aux pressions des activistes musulmans et ont été contraints de faire serment de fidélité à l'Intifada. »

Alors que Novak accusait, sans aucune preuve, Israël, d'utiliser les bulldozers contre les maisons chrétiennes, il ignorait les articles de journalistes comme Motta qui rapportait que, « Les cas sont fréquents au cours desquels les musulmans exproprient les catholiques, leur prennent leurs maisons et leurs biens, tandis que les autorités officielles ne prennent aucune mesure et n'interviennent ni contre les actes de

violence perpétrés contre les jeunes femmes ni contre les offenses faites contre la foi chrétienne. »²⁸

En septembre 2005, les musulmans ont attaqué les chrétiens de la ville de Taibe, quelques jours après qu'une femme musulmane ait été tuée par sa famille pour la punir d'entretenir des relations avec un chrétien de Taibe. Il a fallu des heures avant que la police ne se décide à réagir. « C'était comme une guerre », déclara un habitant de Taibe. Des heures entières se sont écoulées avant que les services de sécurité de l'Autorité Palestinienne n'interviennent et que les pompiers n'arrivent.²⁹

Il n'aurait franchement pas été difficile pour Novak, de trouver les preuves des mauvais traitements infligés aux chrétiens par l'Autorité Palestinienne, s'il avait voulu s'en donner la peine mais, alors que les chrétiens d'Israël jouissent de la liberté d'expression et de la liberté de culte, les chrétiens palestiniens, qui sont assiégés, ont peur de parler librement. « A part la peur qu'ils éprouvent pour leur sécurité, les porte-parole chrétiens ne veulent pas être identifiés quand ils mettent en question les traitements que les musulmans leur infligent...mais, sans témoin et dans le privé, ils parlent du harcèlement et des stratégies de terreur, menés essentiellement par des gangs de voyous, qui volent et pillent les chrétiens, et qui mettent à sac leurs maisons, le tout sous la protection du personnel de sécurité.³⁰

Notes

1. Bureau Central Israélien des Statistiques.
2. Bureau Central Israélien des Statistiques.
3. Alan Dershowitz, *The Case for Israel*. (NY: John Wiley & Sons, 2003), p. 157.
4. U.S. Department of State, 2001 Annual Report on International Religious Freedom, Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor Washington, DC, (26 Octobre 2001).
5. Discours à la Conférence Politique de l'AIPAC, (23 Mai 1989).
6. *Haaretz*, (23 Septembre 2003).
7. Shabtai Teveth, *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs: From Peace to War*, (London: Oxford University Press, 1985), p. 140.
8. James Bennet, "Letter from the Middle East; Arab Showplace? Could It Be the West Bank?" *New York Times*, (2 Avril 2003).
9. Golda Meir, *My Life*, (NY: Dell Publishing Co., 1975), pp. 308–309.
10. *The New Republic*, (30 Décembre 2002).
11. Anthony Cordesman, "From Peace to War: Land for Peace or Settlements for War," (DC: Center for Strategic and International Studies, 15 Août 2003), pp. 12–13; CIA World Factbook, 2004.
12. "Human Development Report 2004," United Nations Development Programme, 2005.
13. *Jerusalem Post*, (20 Juin 2005).
14. *Jerusalem Post*, (24 Juin 2005).
15. *Jerusalem Post*, (20 Juin 2005); BBC, (21 Juin 2005).
16. *Jerusalem Post*, (24 Juin 2005).
17. Ministère Israélien des Affaires Etrangères ;
18. *Washington Post*, (31 Janvier 2002).
19. Ministère Israélien des Affaires Etrangères.
20. "Bomb found in Red Crescent Ambulance," *Haaretz*, (22 Juin 2002).
21. Jewish Telegraphic Agency, (30 Juin 2002).
22. Margot Dudkevitch, "Palestinian Transported Bomb Materials in Ambulances," *Jerusalem Post*, (11 Décembre 2003).
23. *Haaretz*, (28 Novembre 2002).

24. *Maariv*, (14 Octobre 2003); Efrat Weiss, "Palestinian girl hides gun in undies," Ynetnews.com, (15 Avril 2005); Ali Daraghmeh, "Woman Found Hiding Grenade Under Baby," Associated Press, (22 Octobre 2005).
25. Center for Monitoring the Impact on Peace, Newsletter, (Février 2004).
26. Bob Novak, "Hyde fights for overlooked Christians," *Chicago Sun- Times*, (18 Avril 2005).
27. Alex Safian, "New York Times Omits Major Reason Christians are Leaving Bethlehem," (24 Décembre 2004), CAMERA.
28. "Christians in Palestine Concerned About their future Zenit," Zenit News Agency, (14 Novembre 2004).
29. *Jerusalem Post*, (4 Septembre 2005).
30. *Maariv*, (24 Décembre 2001).

16. La Guerre Palestinienne 2000 - 2005*

MYTHE

« *La Guerre Palestinienne, surnommée par les Arabes "l'intifada al-Aqsa" a été provoquée par la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple en septembre 2000.* »

RÉALITÉ

Si l'on en croit les porte-parole palestiniens, la guerre de cinq ans a été provoquée par la profanation d'un lieu saint musulman – *Haram al-Sharif* (Le Mont du Temple) – par le leader du Likoud, Ariel Sharon, et les « milliers de soldats israéliens » qui l'accompagnaient. La violence a été déclenchée délibérément, par les forces armées israéliennes qui ont envahi les territoires sous contrôle palestinien, "massacrés" des civils palestiniens sans défense qui, spontanément, ont réagi en lançant des pierres pour se défendre. La seule façon d'arrêter la violence étant alors qu'Israël cesse le feu et que ses troupes se retirent des zones palestiniennes.

La vérité est diamétralement opposée.

Plusieurs mois après la visite d'Ariel Sharon, le Ministre de la Communication de l'Autorité Palestinienne, Imad Faluji, a reconnu que la violence avait été programmée dès juillet, bien avant la soi-disant "provocation" d'Ariel Sharon. « Elle [la violence] avait été planifiée depuis le retour du Président Arafat de Camp David, quand il se retourna contre le Président des USA et rejeta les conditions américaines. »¹

« *La visite de Sharon n'a pas été la cause de l'intifada al-Aqsa.* »

-Conclusion du rapport Mitchell, (4 mai 2001)

En réalité la violence avait commencé avant la visite de Sharon au Mont du Temple le 28 septembre 2000. La veille, un soldat israélien avait été tué au carrefour de Netzarim. Le jour suivant, à Kalkilya, ville de la Rive Occidentale, un officier de la police palestinienne, participant à une patrouille mixte israélo-palestinienne, avait ouvert le feu sur son co-équipier israélien et l'avait tué.

Le 29 septembre, la Voix de la Palestine, radio officielle de l'Autorité Palestinienne, appelait « tous les Palestiniens à venir défendre la mosquée d'al-Aqsa. » L'Autorité Palestinienne ferma les écoles et achemina en bus les élèves et les étudiants jusqu'au Mont du Temple, pour qu'ils prennent part aux émeutes qui y étaient organisées.

Le 30 septembre, juste avant Rosh HaShanah, le Nouvel An juif, alors que des centaines d'Israéliens priaient devant le Mur Occidental, des milliers d'Arabes commencèrent à lancer des briques et des pierres sur les policiers israéliens et sur les fidèles juifs. Les émeutes s'étendirent ensuite à tous les villages et les villes dans tout Israël, sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza.

C'est le Ministre de l'Intérieur, Shlomo Ben-Ami, qui avait permis à Ariel Sharon de se rendre sur le Mont du Temple – le lieu le plus saint du Judaïsme – après avoir appelé le chef de la Sécurité palestinien Jabril Rajoub, et après avoir reçu l'assurance expresse qu'il n'y aurait aucun problème si Sharon ne pénétrait pas dans la mosquée.

La nécessité de protéger Sharon s'imposa quand Rajoub déclara plus tard que la police palestinienne ne ferait rien si des violences devaient se déclarer pendant la visite.

Sharon ne voulut entrer dans aucune mosquée et sa visite d'exactly 34 minutes sur le Mont du Temple s'effectua durant les heures ouvrables, quand la zone est accessible aux touristes. Des jeunes Arabes palestiniens – estimés à 1 500 environ – crièrent des slogans hostiles, dans l'espoir de mettre le feu aux poudres. Quelques 1 500 policiers israéliens étaient présents sur les lieux pour tenter de contenir la violence.

Les seuls incidents mineurs qui eurent lieu durant la visite de Sharon furent quelques jets de pierres. Le reste de la journée, des attaques à coups de jets de pierres continuèrent sur le Mont du Temple et dans les parages, blessant 28 policiers israéliens.

Aucun blessé palestinien ne fut signalé ce jour-là. Les véritables violences organisées par les Palestiniens, devinrent plus sérieuses le jour suivant, après les prières de vendredi.

S'il y a eu profanation des lieux saints, elle a été perpétrée par les Palestiniens eux-mêmes et pas par les Israéliens. En octobre 2000, les foules arabes détruisirent un sanctuaire juif, à Naplouse – la tombe du Patriarche Joseph – déchirant et détruisant des livres de prières juifs. Les fidèles juifs se trouvant devant le Mur Occidental, furent bombardés à coups de jets de pierres, et la Tombe de Rachel à Bethléem, fut vandalisée, attaquée par des bombes incendiaires et à l'arme automatique, et les synagogues de la Bande de Gaza furent détruites après qu'Israël ait évacuée la zone, en août 2005.

Aucune des attaques violentes après la visite de Sharon, ne fut initiée par les forces de sécurité israéliennes qui, dans tous les cas, n'ont fait que répondre à la violence palestinienne qui dépassa, et de beaucoup, le simple jet de pierres puisqu'il y eut des assauts massifs à l'arme automatique et des lynchages de soldats israéliens. La plupart des attaquants armés étaient des membres des Tanzim – la milice personnelle d'Arafat.

MYTHE

« Seule une poignée d'Israéliens a été tuée au cours de la guerre alors que des milliers de Palestiniens innocents ont été tués par les troupes israéliennes. »

RÉALITÉ

Pendant la Guerre Palestinienne, le nombre des victimes palestiniennes a été supérieur à celui des Israéliens, cependant le fossé s'est réduit dans la mesure où les terroristes qui utilisent des explosifs de plus en plus puissants, tuent de plus en plus d'Israéliens au cours de leurs attentats-suicides. Quand, fin septembre 2005, la guerre s'est officiellement arrêtée, plus de 2 100 Palestiniens et 1 061 Israéliens avaient été tués. Le nombre disproportionné des victimes palestiniennes est d'abord, la conséquence directe du nombre des Palestiniens engagés dans les violences mais c'est aussi le résultat inévitable du fait que les groupes terroristes, qui ne sont pas toujours bien préparés ou entraînés, s'attaquent à une armée régulière qui elle, est bien entraînée. Les morts regrettables des non combattants sont principalement dues à l'habitude qu'ont les terroristes palestiniens d'utiliser les civils pour leur servir de boucliers humains.

Ce qui est bien plus révélateur encore que ces bilans tragiques, c'est le décompte

des victimes lui-même. Selon une étude, les non combattants palestiniens sont, essentiellement, des hommes jeunes et des adolescents. « Ce qui contredit complètement les accusations soutenant qu'Israël "a indifféremment ciblé les femmes et les enfants". Il n'y a qu'une seule explication rationnelle à cette situation, c'est que les hommes et les garçons palestiniens sont engagés dans des conduites qui les poussent à s'engager dans le conflit contre l'armée israélienne. »

A l'opposé, le fait que dans le nombre des victimes israéliennes non combattantes, on trouve tant de femmes et de personnes âgées, illustre le caractère aléatoire des attaques palestiniennes et montre aussi que les terroristes tuent les Israéliens pour les punir de leur unique "crime" : celui d'être Israéliens. La différence est là : les troupes israéliennes ne visent pas les cibles palestiniennes innocentes tandis que les terroristes palestiniens visent les civils israéliens.

« Ce n'est pas par erreur que le Coran nous dit de haïr les Juifs et qu'il les place en tête de liste des ennemis de l'Islam... Les musulmans sont prêts à sacrifier leurs vies et leur sang pour protéger le caractère islamique de Jérusalem et d'al-Aqsa ! »

-Sheikh Hian Al-Adrisi⁴

MYTHE

« La violence est une réaction compréhensible et légitime face à la politique d'Israël. »

RÉALITÉ

La base du processus de paix c'est que tout conflit doit se résoudre par la négociation. L'une des conditions qu'Israël a posée avant de s'engager dans les négociations avec l'OLP, c'est que l'organisation renonce au terrorisme. Et cela a, formellement, été fait en 1993 ; néanmoins, malgré les accords, l'OLP, les autres groupes palestiniens et les individus privés ont eu, en permanence, recours à la violence. Qu'Israël fasse des concessions ou pas, les Palestiniens ont continué à commettre des attaques abominables. Dans certains cas, les atrocités sont délibérément commises à cause de simples soupçons de mauvais traitements ; à d'autres occasions, ce sont des tentatives délibérées afin de saboter les négociations. Même après le retrait total d'Israël de la Bande de Gaza, les attaques ont continué. C'est l'Autorité Palestinienne, qui possède une police forte de 40 000 personnes (force bien plus importante que pendant les accords de paix) et qui a de nombreuses agences de renseignements, qui doit être tenue pour responsable du maintien de la paix.

« Tuer des civils, systématiquement et délibérément, est une violation caractérisée des principes les plus fondamentaux de l'humanité. Les partis politiques, les dirigeants communautaires et les gouvernements devraient prendre position contre de telles atrocités et devraient apporter leur soutien à tout effort fait pour amener ces agresseurs devant la justice. »

- Sarah Leah Whitson, observatrice pour les Droits de l'Homme⁵

MYTHE

« Israël a créé le Hamas. »

RÉALITÉ

Israël n'a rien à voir avec la création du Hamas. Cette organisation est issue de l'idéologie et de la pratique des fondamentalistes islamiques du mouvement des Frères Musulmans, créé en Egypte dans les années 20.

C'est en 1978 que le Hamas a été légalement enregistré en Israël comme l'organisation islamique du Sheikh Ahmad Yassin. Au début, l'organisation était essentiellement engagée dans les activités sociales et, très vite, elle a gagné la réputation d'améliorer la vie des Palestiniens et particulièrement celles des réfugiés de la Bande de Gaza.

Même si depuis le début, la mission du Hamas était la destruction d'Israël, il réserva cette mission pour le futur et décida que son but à courte échéance, était de gagner le cœur et l'esprit du peuple, grâce à ses activités charitables et éducatrices, avec un financement provenant essentiellement de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite.

L'OLP était convaincue qu'Israël aidait le Hamas dans le but de déclencher une guerre civile. Dans la mesure où le Hamas ne s'était pas engagé dans le terrorisme, en tout cas, au début, Israël ne le considérait pas comme une menace sérieuse pour le court-terme et des Israéliens croyaient même que la montée de l'intégrisme dans Gaza pourrait être positif car il affaiblirait l'OLP. Et au final, c'est bien ce qui s'est passé.

Pour autant, le Hamas ne croyait quand même pas être soutenu par Israël. Dès le début de février 1988, le groupe édita une brochure destinée à expliquer à ses membres quelles conduites adopter en cas de confrontation avec le Shin Bet. D'autres manuels d'instruction furent également distribués par le Hamas afin d'enseigner à ses disciples comment affronter les Israéliens et comment se maintenir en réserve ou en clandestinité.

L'assistance d'Israël fut plus passive qu'active, c'est-à-dire qu'il n'interférait pas dans les activités du Hamas et ne bloquait pas les financements en provenance de l'étranger. Israël a même pu fournir des subsides afin de permettre à des membres de ses forces de sécurité, d'infiltrer l'organisation.⁶ Alors que la Jordanie aidait activement le Hamas, dans le but de saper l'OLP et de renforcer l'influence de la Jordanie sur les Territoires.

Bien que certains Israéliens étaient très inquiets au sujet du Hamas, même avant le début des émeutes de décembre 1987, Israël demeurait réticent à interférer dans une organisation islamique, craignant que cela ne puisse déclencher les accusations de violations de la liberté de religion des Palestiniens. Ce ne fut qu'au tout début de l'intifada, quand le Hamas s'est activement engagé dans les violences, que le groupe finit par être considéré comme une menace potentielle plus sérieuse que celle de l'OLP. Le vrai tournant eut lieu au cours de l'été 1988 quand Israël découvrit que le Hamas stockait des armes pour constituer une force armée clandestine et après que le Hamas ait rendu public son engagement à détruire Israël. A partir de ce moment-là, il apparut clairement que le Hamas n'allait pas abandonner le *djihad* pour libérer la Palestine et que désormais, il mettait plus l'accent sur le terrorisme que sur ses activités charitables. C'est alors qu'Israël commença à poursuivre le Hamas et à éliminer sa structure de commandement dans sa totalité. Depuis, le Hamas n'a cessé de mener une guerre terroriste contre Israël.⁷

MYTHE

« L'Autorité Palestinienne arrêtent les terroristes et confisquent leurs armes. »

RÉALITÉ

A une époque, la coopération entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes était bonne, et Israël a publiquement félicité l'Autorité Palestinienne. Mais, le plus souvent, l'Autorité Palestinienne n'a pas pris les mesures adéquates afin d'empêcher les attaques contre les Israéliens. Et même quand des terroristes ont été appréhendés, ils étaient relâchés presque aussitôt et, peu de temps après avoir été relâchés, ils reprenaient leurs attaques contre les Juifs.⁸

L'Autorité Palestinienne possède un arsenal d'armes non autorisées dont des fusils-mitrailleurs, des grenades, des roquettes, des explosifs et des mortiers. Malgré les nombreuses promesses, aucun effort n'a été fait pour récupérer cet arsenal. Au contraire, l'Autorité Palestinienne les a activement stockées et le Président Abbas a explicitement exprimé qu'il n'avait aucune intention de désarmer les terroristes.⁹ Et cette position est une sérieuse violation des accords signés avec Israël, de celle qui produise la méfiance et qui menace la sécurité des Israéliens.

MYTHE

« Les Palestiniens n'encouragent pas les enfants à s'engager dans la terreur. »

RÉALITÉ

De nombreux Palestiniens qui adoptent la technique de la terreur, dans l'espoir « d'en finir avec l'occupation » ou pour détruire Israël, le font parce qu'ils ont librement choisi le meurtre de préférence à toute autre solution. En outre, les terroristes palestiniens se servent des enfants pour faire ce sale boulot.

Le 15 mars 2004, les forces de sécurité israéliennes attrapèrent un garçon de 11 ans qui essayait de faire passer une bombe à travers un barrage routier. Les activistes des Tanzim de Naplouse avaient promis une grosse somme d'argent au garçon, pour qu'il livre un sac contenant une bombe bourrée de clous et de boulons, à une femme se trouvant de l'autre côté du poste de contrôle. Le terroriste qui l'avait envoyé avait prévu d'utiliser un téléphone portable pour, au cas où le garçon serait arrêté, immédiatement actionner le détonateur et faire exploser la bombe contenant 9 à 10 kilos d'explosifs, tuant des soldats en même temps que le garçon. Le plan fut déjoué par un soldat israélien et le mécanisme de la bombe s'enraya quand les terroristes essayèrent de la faire exploser à distance. Une semaine plus tard, le 24 mars 2004, à l'entrée de Naplouse, un enfant palestinien de 14 ans essaya de passer à travers les lignes israéliennes, au poste de contrôle de Hawara alors qu'il était en possession d'explosifs.¹⁰

Un an plus tard exactement, le 22 mai 2005, un garçon lui aussi âgé de 14 ans fut arrêté au même poste de Hawara, porteur de deux bombes artisanales fixées à sa ceinture. Quelques jours plus tard, un garçon de 15 ans essayait également de passer un poste de contrôle avec deux bombes artisanales. Le 4 juillet 2005, un autre adolescent de 16 ans était pris, essayant de faire passer en fraude une bombe et un fusil artisanal. En août, un autre garçon de 14 ans fut pris avec trois bombes artisanales, bourrées d'explosifs, d'éclats de métal et de verre.¹¹

Et ce ne sont que les derniers exemples en date de la façon dont les Palestiniens utilisent les enfants quand ils font la guerre à Israël. Quotidiennement, les jeunes Palestiniens sont endoctrinés et enrôlés de force dans le culte du martyr.

« Utiliser des enfants pour exécuter ou pour aider à perpétrer des attaques armées de quelque nature que ce soit est une abomination. Nous appelons les dirigeants palestiniens à dénoncer

Malgré quelques dénonciations épisodiques prétendant que seuls les "extrémistes" encouragent la terreur, la vérité est que l'Autorité Palestinienne a systématiquement incité ses jeunes à la violence. On enseigne aux enfants que la gloire la plus grande est celle de mourir en *Shahada*, en combattant pour Allah. L'Autorité Palestinienne diffuse régulièrement des programmes qui encouragent les enfants à accepter ce concept. Un des films se sert de la mort de Mohamed Al-Dura, l'enfant qui a été pris dans les tirs croisés entre les hommes armés palestiniens et les forces israéliennes, montrant que la vie après la mort, c'est le paradis. Un acteur, jouant le rôle de Dura est montré dans un parc d'amusement, jouant sur la plage et faisant voler un cerf-volant. Dans le film, Al-Dura invite les spectateurs à le suivre. Dans les manuels scolaires et dans les sermons des prêcheurs musulmans, on trouve ces mêmes messages, exaltant la vertu du *Shahid*.¹³

L'endoctrinement produit de l'effet. Selon un journal palestinien, 79 à 80% des enfants ont dit aux enquêteurs qu'ils voulaient devenir des *Shahids*.¹⁴

Aujourd'hui, les enfants palestiniens jouent à des jeux simulant la mort, et rivalisent entre eux pour voir qui sera le *Shahid*. Ils font aussi la collection des "cartes de terroristes" de la même façon que les enfants américains collectionnent les cartes de joueurs de baseball. Le fabricant de ces cartes palestiniennes en a vendu 6 millions en deux années seulement. « Chaque jour je confisque des centaines de ces cartes et je les brûle » déclare Saher Hindi, enseignant dans une école élémentaire de la ville de Naplouse. « Elles transforment les enfants en extrémistes. »¹⁵

De nombreux jeunes palestiniens ont commencé par faire semblant puis ont fini par se livrer à de véritables attaques terroristes. Plus de 25 d'entre eux étaient âgés de moins de 18 ans. Entre 2001 et mars 2004, plus de 40 mineurs impliqués dans des projets d'attentats-suicides, ont été arrêtés. Ces dernières années, 22 fusillades et attentats à la bombe ont été réalisés par des mineurs. Par exemple, des adolescents de 11 à 14 ans ont tenté de faire passer clandestinement des munitions, de l'Égypte vers la Bande de Gaza ; trois adolescents armés, âgés de 13 à 15 ans, ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à lancer une fusillade à Afula ; et un jeune de 17 ans se fit exploser dans un attentat-suicide. Au cours des seuls cinq premiers mois de l'année 2005, plus de 52 Palestiniens mineurs ont été pris alors qu'ils portaient des ceintures d'explosifs, ou qu'ils tentaient de faire passer des armes des postes de contrôle vers la Rive Occidentale.¹⁶

Finalelement, la situation ayant échappé à tout contrôle, les familles ont fini par protester. La mère de l'un des trois adolescents responsables de l'attaque d'Afula, déclara au sujet de la lettre qu'il avait laissé derrière lui, « Mon fils ne saurait pas écrire une lettre comme celle-là et il n'a jamais fait partie d'aucune de ces organisations. C'est l'un de ces adultes qui a écrit la lettre à sa place. » Et le père du garçon a ajouté, « Personne n'a envie d'envoyer ses propres enfants se faire massacrer. Je suis persuadé que ceux qui recrutent les enfants pour leur faire accomplir ces actes hors-la-loi, ne recruteront pas leurs propres enfants. »¹⁷

Martin Fletcher interviewa les parents du garçon de 15 ans arrêté au poste de contrôle de Hawara. Ses parents exprimèrent leur colère contre les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, les qualifiant de criminels et disant qu'Allah les punirait. Le correspondant eut l'occasion de parler avec le jeune garçon et de lui lire une lettre de sa mère, lui demandant de se confesser et de donner à Israël toutes les informations en

sa possession, concernant les hommes qui l'avaient utilisé.¹⁸

Quand l'utilisation d'enfants dans des actions terroristes provoque trop de protestations, les groupes terroristes réagissent soit en protestant de leur innocence, soit en promettant de ne plus recommencer. Pourtant, l'Autorité Palestinienne ne prend jamais la moindre mesure pour arrêter le recrutement des enfants ou pour démanteler les organisations responsables de les précipiter dans leur guerre de terreur.

« Comme l'un des Islamiques fanatiques qui a inspiré Al-Qaida l'a dit : "Nous ne cherchons pas à négocier avec vous. Nous cherchons à vous éliminer"... Ils veulent détruire les fondements de la société occidentale toute entière – la démocratie laïque, les libertés individuelles, l'égalité devant la loi, la tolérance et le pluralisme – et veulent la remplacer par une théocratie basée sur une interprétation dogmatique et dénaturée du Coran...l'idée que nous puissions calmer les terroristes est totalement erronée. En aucun cas, cela ne nous protégera d'eux car rien ne stimule plus les terroristes que de réaliser que leurs cibles sont faibles et effrayées. Et cela n'aura pour seul effet que d'affaiblir les institutions que nous prétendons protéger, et cela prouvera aux terroristes que nous sommes – ce qu'ils déclarent fréquemment – que nous sommes trop décadents et trop lâches pour défendre notre style de vie auquel nous prétendons être si attachés. »

-Daily Telegraph, Londres¹⁹

MYTHE

« Les femmes palestiniennes commettent des attentats-suicides parce qu'elles s'engagent pour la "libération" de la Palestine. »

RÉALITÉ

Il se peut que quelques femmes palestiniennes partagent l'idéologie des terroristes et croient que de faire exploser des hommes, des femmes et des enfants innocents, cela leur fera atteindre leur objectif politique mais, la plupart d'entre elles sont victimes de chantage de la part de palestiniens sadiques, qui les manipulent et leur font subir une pression pour qu'elles s'engagent à commettre des attentats-suicides.

Plus de 20 femmes sont devenues des bombes humaines et les organisations terroristes les recrutent, convaincue que des femmes attirent moins le soupçon et que les soldats israéliens seront plus réticents à fouiller et à contrôler des femmes.

Certaines femmes sont poussées à s'engager dans des attaques terroristes pour racheter leur honneur si elles ont entaché leur réputation ou fait quelque chose qui à amener la honte sur leur famille ou sur leur communauté. La honte est un ressort très puissant dans les sociétés arabes et les femmes qui ont eu des rapports sexuels, ou des relations adultères et qui sont enceintes hors des liens du mariage ou tout simplement, qui se conduisent de façon jugée inappropriée, sont ostracisées, mises au ban de leur société ou sévèrement punies (il n'est pas rare que les maris tuent leurs femmes qui leur ont fait honte, dans de prétendus "crimes d'honneur").

Les organisations terroristes utilisent le chantage émotionnel contre ces femmes vulnérabilisées, pour les convaincre de mener des attentats-suicides contre les Juifs : actions qui doivent leur permettre de racheter leur honneur ou celui de leur famille.

Les services de renseignements israéliens ont rendu publique un rapport disant que les membres du Fatah sont allés aussi loin que de séduire des femmes et, une fois qu'elles ont été enceintes, utiliser leur condition pour exercer un chantage et les pousser à commettre ces crimes abominables. Le rapport fait état de deux cas spécifiques, une

jeune fille de Bethléem, âgée de 21 ans, qui se fit exploser au marché Mahane Yehuda de Jérusalem, tuant 6 personnes et en blessant plus de 60, et une autre jeune fille de 18 ans, originaire du camp de réfugiés Dehaishe, qui se fit exploser dans un supermarché de Jérusalem, tuant 2 personnes et en blessant 22 autres.²⁰

Ces exemples montrent bien la manière impitoyable dont les terroristes palestiniens traitent, non seulement leurs victimes, mais leur propre peuple.

MYTHE

« Les Palestiniens qui veulent la paix et sont contre le terrorisme sont respectés et l'Autorité Palestinienne leur accorde la liberté d'expression. »

RÉALITÉ

L'un des faits les plus dissuasifs et qui empêchent de mettre publiquement en cause l'irrédentisme et la terreur utilisés par l'Autorité Palestinienne : c'est la peur d'être assassinés. A la fin de la première intifada, au début des années 90, un plus grand nombre de Palestiniens fut tué par leurs frères palestiniens que par les affrontements avec les forces de sécurité israéliennes. Au cours de la Guerre Palestinienne, l'intimidation et l'assassinat ont été utilisés pour museler les dissidents. En général, ceux qui veulent la paix ou la fin de la terreur, sont qualifiés de "collaborateurs" et, s'ils ont de la chance, ils sont arrêtés par l'Autorité Palestinienne. Quand ils n'ont pas de chance, ils sont assassinés dans des endroits publics et sinistres : par exemple, on les pend à des réverbères sur des places publiques, pour envoyer le message qu'un même destin attend tous ceux qui oseront s'opposer à ceux qui veulent la destruction d'Israël.

Quand on est Palestinien, il n'est pas nécessaire de vouloir la paix pour être une cible de la violence ; il suffit simplement d'exprimer une opposition ou de défier le Fatah, le parti régnant. Ainsi, après les élections étudiantes à l'Université Bir Zeit de Ramallah, le bloc islamique du Hamas et du Djihad Islamique recueillit plus de voix que le Fatah, les forces de sécurité palestiniennes et les membres du Fatah attaquèrent alors les membres des groupes islamiques et leurs sympathisants. Les forces de sécurité ouvrirent le feu sur la foule et blessèrent plus de 100 étudiants.²¹ Le président de l'Institut National des Etudes Stratégiques de Gaza, Riad al-Agha, fut arrêté après avoir critiqué, à la télévision palestinienne, les forces de sécurité palestiniennes en leur reprochant d'avoir échoué à imposer la loi et l'ordre après le désengagement d'Israël.²²

Il n'y a pas de chiffres précis quant au nombre de Palestiniens tués au cours de la guerre inter-palestinienne ; cependant, Amnesty International a rapporté que « de nombreux Palestiniens » avaient été tués illégalement et que l'Autorité Palestinienne « n'avait jamais mené la moindre enquête au sujet de ces meurtres ni au sujet de ceux qui les ont commis, pour les amener devant la justice. »²³ La Commission Indépendante pour les Droits de l'Homme, une organisation palestinienne qui surveille les meurtres de Palestiniens faits par les Palestiniens, a enregistré 43 de ces crimes en 2005 ; 56 en 2003, et 94 en 2004. En octobre 2005, 151 Palestiniens avaient déjà été tués, ce qui représente un chiffre supérieur à celui des morts au cours des affrontements avec les troupes israéliennes.²⁴

MYTHE

« Israël réagit de manière démesurée contre des enfants qui ne font que jeter des pierres. »

RÉALITÉ

Les Palestiniens, jeunes et vieux, attaquent les civils et les soldats israéliens avec toutes sortes d'armes. Quand ils jettent des pierres, ils ne jettent pas des petits cailloux mais des blocs de rochers qui causent des blessures sérieuses.

En général, ce sont toujours des groupes de moins de 20 soldats qui sont pris pour cibles par des groupes de plusieurs centaines d'assaillants, armés de cocktails Molotov, de pistolets, de fusils d'assauts, de grenades et d'explosifs. De plus, mêlés au milieu de la foule des assaillants palestiniens, il y a des hommes armés de fusils qui souvent, sont des policiers palestiniens. Devant faire face à des foules déchaînées, la police et les soldats israéliens n'ont souvent, pas d'autre choix que de se défendre en utilisant des balles de caoutchouc et, dans les situations où leurs vies sont menacées, de tirer à balles réelles.

L'utilisation par les Palestiniens, de tirs à balles réelles a, de fait, obligé les forces israéliennes à se tenir à distance de ceux-là même qui déclenchent les violences. La menace pesant contre les Israéliens étant une vraie menace de mort. A cause de ces deux facteurs, l'usage des méthodes traditionnelles de lutte contre les émeutes, est devenu absolument impossible.

Selon le code de conduite des soldats israéliens dans les Territoires, l'usage des armes n'est autorisé que dans les situations de danger mortel ou lors d'arrestation d'un individu suspecté d'avoir commis de graves délits en matière de sécurité. Dans tous les cas, les activités de l'armée israélienne sont, d'abord et en priorité, soumises à un code très restrictif, aux exigences de proportionnalité et à la nécessité de prendre toutes les mesures pour éviter de blesser des civils innocents.

Par contre, les Palestiniens eux, ont amorcé une escalade dans la violence de leurs attaques contre les Israéliens, en utilisant des mortiers et des missiles anti-chars introduits en fraude dans la Bande de Gaza. L'Autorité Palestinienne a également emmagasiné des armes entrées en fraude à Gaza, par la mer et par des tunnels souterrains reliant Gaza à l'Égypte.

La possession et l'utilisation de toutes ces armes et armements par les Palestiniens, sont une violation des engagements pris lors de plusieurs accords signés avec Israël. Selon les Accords d'Oslo, les seules armes autorisées dans les zones contrôlées par les Palestiniens sont les pistolets, les fusils et les mitraillettes qui doivent n'être en possession que des seuls officiers de la sécurité de l'Autorité Palestinienne.²⁵

Le nombre des victimes palestiniennes est regrettable mais, il est néanmoins important de ne pas oublier qu'aucun Palestinien n'aurait été mis en danger et n'aurait couru de risque s'ils n'avaient déclenché une campagne de terreur et si les enfants se trouvaient à l'école ou chez eux avec leur famille, plutôt que d'être dans les rues et de lancer des pierres. Abou Mazen révèle même que les enfants sont payés pour se livrer à ces attaques terroristes contre Israël. Il a révélé à un journal jordanien que « au moins 40 enfants de Rafah ont perdu leurs bras en lançant des *Bangalore torpedoes* (charges explosives généralement utilisées pour creuser des tranchées et briser les barrières de barbelés). Ils reçoivent cinq shekels, soit environ 1 dollar, pour lancer ces explosifs. »²⁶

Bien que le nombre des morts palestiniens soit supérieur à celui des morts israéliens, cela ne doit pas servir à minimiser le traumatisme lié à la perte des vies israéliennes. Contrairement à ce que les Palestiniens prétendent, ils ne mènent pas une guerre contre des forces armées : pas même le tiers des Israéliens tués, sont des militaires. En 2004, les Palestiniens ont réussi 15 attentats-suicides et les forces de sécurité israéliennes en ont déjouées 367 autres.²⁷

Considérons la façon dont les polices des Etats-Unis et des autres nations

réagissent face à la violence des foules : les insultes et la violence se déclenchent souvent quand la police est attaquée mais, personne ne s'attend à ce que les policiers ne bougent pas, acceptant que leurs vies soient mises en danger, juste pour faire plaisir à l'opinion internationale. En réalité, l'Autorité Palestinienne elle-même n'hésite pas à utiliser des armes mortelles contre les manifestants. Ainsi par exemple, après que les forces de la coalition aient attaqué l'Afghanistan, le Hamas a organisé une manifestation dans la Bande de Gaza, au cours de laquelle des milliers de Palestiniens ont défilé pour soutenir Oussama ben-Laden. La police palestinienne a tué deux manifestants alors qu'ils essayaient de quitter la manifestation.²⁸

On ne refuse le droit à l'auto-défense qu'aux seuls Israéliens, quand on ne l'utilise pas comme arme de propagande contre eux.

« Puisque les musulmans déclarent être contre la violence, pourquoi alors, ne manifestent-ils pas dans les rues, contre les attentats-suicides ? Pourquoi est-il tellement plus facile de nous voir nous précipiter dans les manifestations contre l'interdiction française du hidjab, mais qu'il est presque impossible de nous exorciser de l'esclavage, des jets de pierres et des attentats-suicides ? Où donc est passée notre conscience collective ? »

-Irsha Manji, écrivain musulman²⁹

MYTHE

« L'image d'un enfant, protégé par son père, diffusée sur toutes les télévisions, prouve qu'Israël n'hésite pas à tuer d'innocents enfants palestiniens. »

RÉALITÉ

Sans aucun doute, l'image la plus emblématique de la Guerre Palestinienne aura été extraite du reportage montrant un père essayant, sans succès, de protéger son fils des fusillades. Israël a été universellement condamné pour la mort de Mohamed Al-Dura âgé de 12 ans, bien qu'ensuite, l'enquête ait montré que le garçon a plutôt été tué par les balles palestiniennes.

Le père et le fils se sont abrités à côté d'une position de tirs palestiniens, au carrefour de Netzarim et de la Bande de Gaza. Après que les policiers palestiniens aient tiré, attaquant une position israélienne, les Forces de Défense Israéliennes, à leur tour, ripostèrent en direction des tirs adverses. C'est au cours de ces échanges de tirs que l'enfant a été tué.

En réalité et contrairement à ce que l'on a cru, à savoir que le reportage était du direct, il a été l'objet d'un montage avant d'être diffusé dans le monde entier. Et malgré le grand nombre de caméramans se trouvant dans cette zone, un seul caméraman palestinien, travaillant pour France 2, a filmé les échanges de tirs. Le reportage sur cette journée, à l'état brut et avant le montage, révèle une image bien plus complexe de ce qui a eu lieu et soulève aussi des questions au sujet de cette supposition universelle consistant à croire, et faire croire, qu'Israël aurait tué le garçon.

L'enquête menée par l'armée israélienne sur cet incident du 27 novembre 2000, a conclu que Al-Dura a été tué par les policiers palestiniens plutôt que par un tir des Forces de Défense Israéliennes. Ce rapport d'enquête a été confirmé par une autre enquête indépendante, menée par une chaîne de télévision allemande de la RDA, affirmant que le reportage sur la mort d'Al-Dura a été censuré par les Palestiniens

pour faire comme si il avait été tué par les Israéliens alors qu'en réalité, sa mort a été causée par les tirs palestiniens.³⁰

James Fallows ré-examina l'épisode et trouva que « les preuves matérielles des tirs sont, en tous points, incompatibles et contradictoires avec l'hypothèse de tirs qui seraient venus de l'avant-poste israélien. » De plus, il cite un nombre de questions restées sans réponse et qui en ont amené certains à conclure que l'incident a été orchestré et mis en scène. Ainsi, Fallows s'interroge : « Pourquoi n'y a-t-il aucune images du garçon après qu'il ait été tué ? Pourquoi est-ce qu'on le voit bouger sur les genoux de son père et comment peut-il se mettre une main sur ses yeux après qu'il soit prétendument mort ? Pourquoi un policier palestinien a-t-il un écouteur style agent de Services Secrets dans l'oreille ? Pourquoi voit-on un autre Palestinien agitant les bras et criant vers les autres, comme s'il "dirigeait" une mise en scène ? Pourquoi les funérailles semblent – si l'on se base sur la hauteur des ombres portées – avoir eu lieu avant l'heure de la fusillade ? Pourquoi n'y a-t-il pas de sang sur la chemise du père après qu'ils aient été touchés par les tirs ? Pourquoi une voix, qui semble être celle du caméraman de France 2, hurle en arabe, « Le garçon est mort avant avoir été touché ? Et pourquoi voit-on des ambulances qui ont l'air de partir et non pas de se rendre auprès d'Al-Dura ? »³¹

Plus récemment, Denis Jeambar, rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire français *L'Express*, et le réalisateur Daniel Leconte, producteur et directeur de la compagnie de production Doc en Stock, après avoir visionné les images brutes, du tournage de la vidéo, ont déclaré que le garçon ne pouvait pas avoir été tué par les soldats israéliens. « Les seuls qui ont pu atteindre l'enfant sont les Palestiniens, compte tenu de la position qui était la leur. S'il s'était vraiment agi de balles israéliennes, alors cela aurait été des balles d'une drôle de nature autrement dit, des balles capables de prendre des virages... » France 2 affirma que les tirs qui touchèrent Al-Dura avaient ricoché sur le sol, mais Leconte rejeta cet argument. « Cela aurait pu arriver une fois mais, des balles qui ricochent et prennent un virage huit ou neuf fois de suite ?... »³²

Malgré le nombre croissant de preuves montrant que le reportage était inexact, France 2 a refusé de se rétracter et a maintenu cette histoire.

« Je pense que lorsque l'on est attaqué par un terroriste, que l'on sait qui est le terroriste et que les empreintes qui sont laissées nous permettent de remonter jusqu'à la source de la terreur, on a le droit de répondre. »

-Colin Powell, Secrétaire d'Etat américain³³

MYTHE

« L'utilisation des avions de combats F-16 montre la disproportion des forces qu'Israël utilise contre des civils palestiniens innocents. »

RÉALITÉ

Dans quelle proportion doit-on utiliser la force militaire ? Comment détermine-t-on cette proportion ? Et quand des terroristes palestiniens posent des bombes dans les centres commerciaux israéliens, visant et tuant des dizaines de civils, la réponse proportionnée serait-elle de poser autant de bombes israéliennes dans les centres commerciaux palestiniens ? En Israël, absolument personne ne considère qu'il y aurait là un usage légitime de la force. De ce fait, Israël se retrouve dans l'obligation d'entreprendre des actions ponctuelles contre des cibles spécifiques afin soit de détourner la violence palestinienne, soit de pouvoir l'arrêter.

Dans le cas précis de l'utilisation des F-16 par Israël, le Général Liora Eiland, Chef de la Section des Opérations de l'armée israélienne, explique le raisonnement d'Israël :

Je sais que les F-16 n'ont pas été créés pour attaquer des cibles dans les villes palestiniennes. Mais nous devons aussi comprendre que l'usage de tels avions est justifié. Car les cibles visées sont toutes des cibles militaires. Il s'est donc agi d'une décision tactique, et tout simplement parce que les objectifs étaient assez importants, assez résistants, assez solides et parce que les hélicoptères n'étaient pas assez efficaces pour pénétrer ou pour atteindre ces objectifs. Quand nous avons du décider, ou quand nous décidons encore, d'atteindre de tels objectifs, nous cherchons les meilleures munitions possibles et dans ce cas précis, c'était le F-16.³⁴

Israël a déployé ses avions de combats après que 88 Israéliens dont 55 civils, aient perdu leurs vies. Ces civils n'ont pas été ciblés par erreur, ils ont été ciblés délibérément. Au cours des deux mois et demi qui ont précédé, les Palestiniens ont posé 28 bombes à l'intérieur d'Israël. Et l'attaque des F-16 a été la réponse directe à l'une de ces bombes qui a explosé dans un centre commercial de Natanya, le 18 mai 2001, tuant cinq Israéliens.

Un mois avant le déploiement des F-16, le Département d'Etat américain avait accusé Israël d'avoir répondu à la violence palestinienne, par une réaction « excessive et disproportionnée », en lançant des frappes aériennes contre des cibles à Gaza, même si leur porte-parole a reconnu que les représailles avaient été « précipitées par les attaques provocatrices palestinienne au mortier, contre Israël. »³⁵ La position américaine est ironique étant donnée la fameuse Doctrine Powell, énoncée par le Secrétaire d'Etat Colin Powell, qui soutient que « l'Amérique, quand elle combat, doit totalement s'engager dans le combat ou alors : pas du tout. »³⁶ Considérons quelques exemples de l'application de cette doctrine :

- Le Général Powell a insisté pour déployer des forces impressionnantes avant d'aller en guerre contre l'Irak dans la Guerre du Golfe. Les forces alliées, de plus d'un demi million de soldats, ont détruit l'armée de Saddam Hussein, perdant moins de 200 vies américaines alors qu'elles faisaient approximativement 35 000 victimes irakiennes, parmi lesquelles de nombreux civils.
- Powell supervisa aussi l'invasion du Panama, qui a nécessité le déploiement de 25 000 hommes de troupes et l'utilisation, pour la première fois, de bombardiers furtifs F-117. Des milliers de civils panaméens furent blessés ou déplacés et 100 personnes au moins trouvèrent la mort. Plus tard, il déclara, « Utilisez toutes les forces nécessaires et ne vous excusez pas d'y aller un peu fort si c'est ça qu'il faut faire. Des troupes qui prennent les décisions sont celles qui finissent les guerres le plus vite et qui, au final, sauvent des vies humaines. »³⁷
- En 1993, réagissant à une tentative d'assassinat du Président Bush, les USA lancèrent 23 missiles de croisière sur le quartier général des services de renseignements irakiens : au cours de l'opération ils touchèrent aussi les quartiers civils alentours. Plus tard, Powell déclara que cette réponse avait été « appropriée et proportionnée. »³⁸

- Les USA ont aussi déployé massivement des troupes dans les Balkans et, en 1999, ils ont bombardé par erreur, l’ambassade chinoise de Belgrade, faisant 3 morts et 20 blessés.
- Les USA se sont appuyés sur les avions de combats et sur les bombardiers pour mener leur guerre de l’Après-11 Septembre, en Afghanistan. Un certain nombre d’actions ont été rapportées, notamment le bombardement d’une cérémonie de mariage qui a fait 48 morts.³⁹

Les Etats-Unis n’ont pas hésité à utiliser des forces impressionnantes contre leurs adversaires même quand les menaces se situaient au loin et ne représentaient aucun danger pour l’existence du pays ou pour la sécurité immédiate de leurs citoyens. En général, en atteignant leurs objectifs militaires, les Etats-Unis eux aussi, font des erreurs et provoquent des dommages collatéraux tels que la perte de vies humaines.

Israël n’est pas dans la même situation. La menace à laquelle le pays fait face est immédiate, dans le temps et dans l’espace, et représente un danger direct pour les citoyens israéliens. Et pourtant, Israël n’utilise tout ce qui lui est possible, comme le préconise la Doctrine Powell. Son utilisation de la force a toujours été ciblée, précise et censée. Dans les cas où des erreurs ont eu lieu – comme cela arrive inévitablement dans les guerres – les actions incriminées ont fait l’objet d’enquête.

Le facteur décisif est qu’Israël ne serait pas obligé de répondre par la force militaire si les Palestiniens n’attaquaient pas ses soldats ou ses citoyens.

MYTHE

« La politique d’Israël d’assassinat des terroristes palestiniens est immorale et contre-productive. »

RÉALITÉ

Protéger sa population civile des Palestiniens prêts à se faire exploser pour tuer des Juifs innocents, oblige Israël à faire face à une situation pratiquement intenable. La première stratégie utilisée pour régler les problèmes liés aux Palestiniens, c’est celle du processus de paix et de la négociation ce qui inclus l’échange de territoires pour la paix. Mais, après qu’Israël ait rendu une grande partie de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza, en ayant même proposé de rendre ce qui restait, les Palestiniens ont choisi la violence pour forcer Israël à capituler devant toutes leurs exigences.

« En 2004, l’assassinat du chef du Hamas, le Sheikh Ahmed Yassin, apparut, aux yeux du monde, comme l’assassinat perpétré par les roquettes israéliennes, contre un homme saint et infirme, dans un fauteuil roulant, au moment où il quittait la mosquée après les prières du matin. A cause du secret entourant l’opération, aucun dossier ne fut préparé pour expliquer pourquoi il avait été tué, et pour dire qu’il s’agissait d’un archi-terroriste qui, deux jours plus tôt, avait envoyé deux terroristes de Gaza vers le port d’Ashdod, dans le but de provoquer une méga-explosion du fuel et des nitrates qui y sont stockés. Ou encore, pour révéler qu’il était directement responsable d’un nombre incalculable de morts, probablement des centaines d’Israéliens. »

-Hirsh Goodman, éditorialiste⁴⁰

La deuxième stratégie, c’est « la pratique de la retenue », c’est-à-dire, ne pas

répondre à la violence palestinienne. Quand Israël se limite à tendre l'autre joue en réponse aux attaques meurtrières alors, la communauté internationale félicite Israël. Mais, si cette retenue vaut des louanges à Israël, cela ne diminue en rien la douleur des victimes et n'empêche pas d'autres attaques d'avoir lieu. De plus, ces mêmes pays qui conseillent la retenue à Israël sont ceux-là même qui, lorsqu'ils ont eu à vivre le même genre de situations, ont réagi le plus durement. Par exemple, les Britanniques ont assassiné des Nazis après la Deuxième Guerre Mondiale et ont ciblé les terroristes de l'IRA en Irlande du Nord. En 1998, l'Administration Clinton a tenté d'assassiner Oussama ben-Laden en représailles pour le rôle qu'il a joué dans les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya. L'Administration de George W. Bush a également déclaré qu'elle n'aurait aucune hésitation à tuer ben-Laden et qu'elle a déjà ciblé plusieurs dirigeants d'al-Qaida.⁴¹ Le 4 novembre 2002, au Yémen, les Etats-Unis ont tués six membres supposés d'al-Qaida, à l'aide d'un missile Hellfire tiré par la CIA à partir d'un drone américain téléguidé, sur la voiture dans laquelle les six hommes voyageaient.⁴²

En avril 1986, après que les USA aient établi que la Libye avait dirigé les attentats terroristes dans une discothèque de Berlin-Ouest, faisant 1 mort américain et 200 blessés, ils lancèrent un raid sur des objectifs libyens parmi lesquels la résidence du Président Mouamar Khadafi. Khadafi y échappa mais sa fille, un nourrisson, et deux autres de ses enfants ont été blessés. De plus, un missile dévia de sa trajectoire et fit des victimes dans les quartiers civils alentours. Le Président Reagan justifia cette action comme étant un acte de légitime défense contre le terrorisme d'état soutenu par la Libye. « Concernant la légitime défense : tout pays victime du terrorisme a un droit inhérent à répondre par la force afin de dissuader toute nouvelle action terroriste. Je pense qu'il faut montrer à Khadafi qu'il y a un prix à payer pour ce genre d'action et nous devons lui montrer que nous ne le laisserons pas s'en sortir comme ça. »⁴³ Plus récemment, en 2003, George W. Bush a donné l'ordre de "frapper" les dirigeants politique de l'Irak au cours de la guerre d'Irak.

Israël a choisi une troisième option – éliminer les cerveaux derrière les attaques terroristes. C'est une politique qui est largement soutenue par une vaste majorité de la population (70% selon un sondage réalisé en août 2001 par le journal *Haaretz* et, en 2003, un pourcentage similaire en faveur de l'opération pour tuer le leader du Hamas). Selon un sondage réalisé en août 2001, par la chaîne d'information américaine au Moyen-Orient, cette politique est également soutenue par la population américaine. Le sondage a révélé que 73% des sondés trouvent qu'Israël est totalement fondé à tuer les terroristes quand il est prouvé que ces terroristes projettent des attentats-suicides ou des attaques destinées à tuer des Israéliens.⁴⁴

Le Chef de l'Etat-Major, le Général Moshe Yaalon, explique cette politique de la façon suivante :

Il n'y a pas d'exécution sans procès. Il ne s'agit pas de vengeance contre quelqu'un qui aurait commis une action vieille d'un mois. Nous luttons simplement contre ceux qui répandent la terreur parmi nous. Nous préférons les arrêter, d'ailleurs 1 000 sont détenus. Mais quand nous ne pouvons pas faire autrement, et que les Palestiniens ne veulent pas procéder autrement, alors, nous n'avons pas d'autre choix que de nous défendre nous-mêmes.⁴⁵

Avant d'adopter la stratégie des attentats ciblés, le gouvernement israélien avait fait appel aux procédures juridiques. Après révision, le Ministre israélien de la Justice déterminait que cette politique était légale au regard de la loi israélienne et de la loi

internationale.⁴⁶

Les assassinats ciblés de terroristes présentent un certain nombre d'avantages. D'abord, ils montrent aux terroristes qu'il y a un prix à payer : désormais, Israël ne sera plus attaqué impunément car les terroristes doivent savoir qu'en ciblant les autres comme objectifs, ils peuvent, à leur tour, être la cible. Ensuite, c'est une méthode de légitime défense : ces frappes préventives éliminent les assassins potentiels qui, sinon, auraient tué des Israéliens. Même s'ils sont remplacés par d'autres, et on ne remplace pas des dirigeants si facilement, ils savent qu'à leur tour, ils peuvent aussi devenir des cibles. Troisièmement, cela déstabilise les terroristes. Les extrémistes ne peuvent plus préparer leurs opérations en toute tranquillité ; à l'inverse, ils sont constamment sur le qui-vive, ils doivent se déplacer sans cesse, toujours regarder derrière eux et se donner plus de mal pour atteindre leurs objectifs.

Bien-sûr toute politique a un coût. Outre la condamnation internationale, Israël risque de dévoiler qui sont les informateurs qui lui ont permis de trouver les terroristes. Dans certains cas, les soldats doivent aussi s'engager dans des opérations à haut risque qui parfois, occasionnent des dégâts collatéraux sur les biens et sur les personnes.

La critique la plus répandue contre les "assassinats ciblés", c'est qu'ils n'apportent rien et perpétuent un cycle de violence en donnant aux terroristes un prétexte pour se venger. Ce qui est sans aucun doute l'argument le moins pertinent contre cette politique car ceux qui se font exploser pour mourir en martyrs, trouveront toujours une justification à leurs actes. Ils sont déterminés à éliminer les Juifs du Moyen-Orient à coup de bombes et ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas atteint leur but.

Etude de Cas

En août 2002, nous avons tous les dirigeants du Hamas – Sheikh Yassin et tous ses commandants militaires – réunis dans une seule pièce dans un immeuble de trois étages et nous savions qu'il ne nous fallait qu'une bombe de 900 kilos pour les éliminer tous – la totalité du bureau dirigeant, 16 personnes, les pires des terroristes. Pensez que vous avez Oussama ben-Laden et tous les cadres dirigeants d'al-Qaida dans une seule maison. Pourtant, à cause des critiques de l'opinion publique israélienne et des médias, à cause aussi, du risque éventuel que des Palestiniens innocents auraient pu être tués, la bombe de 900 kilos ne fut pas approuvée et nous ne touchèrent l'immeuble qu'avec une bombe bien moins puissante. Il y eut beaucoup de poussière, beaucoup de bruit, mais ils se relevèrent tous et s'enfuirent en courant et nous avons manqué cette occasion. Cela montre qu'on ne peut pas faire l'économie des dilemmes éthiques.⁴⁷

MYTHE

« *Israël tue indifféremment les terroristes palestiniens et les civils.* »

RÉALITÉ

C'est toujours une tragédie quand des civils innocents sont tués lors d'opérations contre-terroristes. Mais les civils ne seraient pas en danger si l'Autorité Palestinienne arrêtaient les terroristes, si les meurtriers ne choisissaient pas de se cacher au milieu des non combattants et si les civils refusaient de protéger les assassins.

Israël n'attaque pas indifféremment les zones palestiniennes. Tout au contraire,

l'armée israélienne prend grand soin de ne cibler que ceux qui ont déjà une longue histoire terroriste, même si on ne peut pas toujours éviter de faire quelques erreurs. Alors que les terroristes n'expriment aucun regret quant aux attaques terroristes qu'ils ont commises contre les civils délibérément visés, Israël enquête systématiquement sur les causes des erreurs qu'il a pu commettre et il prend des mesures pour empêcher que ses erreurs ne se répètent.

Israël n'est pas le seul pays à utiliser la force militaire contre les terroristes et n'est pas non plus, le seul à avoir blessé, sans l'avoir voulu, des gens qui n'ont pas été ciblés. Ainsi, le jour où les Etats-Unis condamnaient Israël pour avoir tué des civils lors de l'assassinat d'un dirigeant du Hamas, des rapports révélaient que les Etats-Unis avaient bombardé un village en Afghanistan lors d'une opération dirigée contre un dirigeant Taliban, opération au cours de laquelle 48 civils afghans, invités d'un mariage, trouvèrent la mort. Dans les deux cas, des informations erronées des services de renseignements jouèrent un rôle déterminant dans ces erreurs tragiques.

Les terroristes n'accordent aucun prix à la vie des Palestiniens innocents et sont, finalement, responsables de tous les coups et blessures qu'ils reçoivent. Les conduites terroristes sont une violation des lois internationales, particulièrement de l'Article 51 de l'Amendement de 1977 de la Convention de Genève de 1949, interdisant l'utilisation des civils « comme bouclier humain, pour protéger, favoriser ou empêcher des opérations militaires. »⁴⁸

« La semaine dernière à Gaza, des nuées d'enfants se réjouissaient, célébraient et chantaient alors que les adultes leurs envoyaient plein de bonbons. La raison de ces réjouissances : l'assassinat de sang-froid, d'au moins sept personnes – dont cinq Américains – et la mutilation de 80 personnes par une bombe terroriste ayant explosé sur le campus de l'Université Hébraïque de Jérusalem. »

-Michaël Oren, historien⁴⁹

MYTHE

« En avril 2002, Israël a commis un massacre dans le camp de réfugiés de Djénine. »

RÉALITÉ

Le Secrétaire d'Etat, Colin Powell, a réfuté d'une formule claire et concise, les accusations palestiniennes proclamant qu'Israël était coupable des atrocités ayant eu lieu à Djénine. « Je ne vois rien ici qui laisse supposer qu'un massacre ait eu lieu. »⁵⁰ Cette déclaration de Powell fut confirmée un peu plus tard, par les Nations Unies, par l'Observatoire des Droits de l'Homme et par une enquête menée par l'Union Européenne.⁵¹

A maintes reprises les Palestiniens ont proclamé qu'un massacre avait été commis dans les jours qui ont suivis les combats. Le 17 avril par exemple, le porte-parole Saeb Erekat, déclara à CNN qu'au moins 500 personnes avaient été massacrées et que 1 600 personnes, dont des femmes et des enfants, étaient portées disparues. Les Palestiniens firent rapidement machine arrière quand il fut évident qu'ils ne pouvaient produire aucun commencement de preuve à l'appui de leurs accusations et c'est leur propre commission d'enquête qui, finalement, produisit le décompte de 56 morts dont 34 combattants. Aucune femme ni aucun enfant n'ont été portés disparus.⁵²

Israël n'a pas arbitrairement choisi d'attaquer le camp de Djénine. Après une série

d'attaques terroristes qui avaient frappé et terrorisé les Israéliens au cours des 18 mois précédents, il n'avait pas d'autre choix. Pour se défendre et miser sur l'espoir de paix, l'armée israélienne rentra à Djénine afin d'éradiquer le terrorisme de l'une de ses bases principales.

D'ailleurs, les documents de l'Autorité Palestinienne elle-même, se réfèrent à Djénine comme étant « la capitale des terroristes d'attentats-suicides. » Ce camp a une longue histoire en tant que base des extrémistes et pendant la vague de violence qui avait frappé Israël, pas moins de 28 attentats-suicides avaient été lancés à partir de ce nid du terrorisme. Ces terroristes violaient le cessez-le-feu accepté par Israël et minaient tous les efforts israéliens pour reprendre des négociations politiques pouvant mener à un accord de paix.

Les snipers palestiniens ont tiré sur des soldats à partir d'une école de filles, d'une mosquée et d'un bâtiment de l'UNWRA, c'est dans la poursuite des terroristes et par les tirs en réponse, que des non combattants ont été touchés. Toute perte civile est une tragédie, mais certaines auraient pu être évitées si les Palestiniens n'utilisaient pas des civils comme boucliers humains. La majorité des victimes sont les tireurs eux-mêmes.

« Philosophiquement, la différence entre moi et un terroriste c'est que, lui, il veut me blesser moi, mes enfants et ma femme alors que moi, je ne veux que le blesser lui, mais pas ses enfants ni sa femme...car tuer un seul innocent, c'est une chose terrible qui doit être évitée. »

-Un pilote vétéran de l'Armée de l'Air d'Israël⁵³

Alors qu'Israël aurait pu bombarder tout le camp, stratégie utilisée par les USA en Afghanistan, l'armée israélienne a délibérément choisi un chemin plus risqué afin d'épargner les vies des civils, mises en danger. Les soldats passèrent de maison en maison et 23 d'entre eux trouvèrent la mort dans des combats féroces contre des terroristes palestiniens qui avaient piégé le camp pour le transformer en zone de guerre, utilisant des bombes, des grenades et des fusils-mitrailleurs.

Contrairement à ce qu'ont rapporté les médias, Israël a « pris soin de mettre en œuvre l'évacuation des ambulances, en collaboration avec les services de santé de Djénine et le Croissant Rouge International. »⁵⁴ Israël a également laissé l'hôpital de Djénine en activité. Le Lieutenant Colonel Fouad Halhal, le commandant Druze du conseil de coordination du secteur de l'armée israélienne, a personnellement livré un générateur à l'hôpital, bravant le feu de l'opération militaire en cours.⁵⁶

Les images des télévisions ont également donné une image totalement déformée des dommages qui ont eu lieu à Djénine. Djénine n'a pas été détruite. L'opération israélienne s'est déroulée à l'intérieur d'un périmètre très limité du camp qui lui-même, n'occupait qu'une petite partie de la ville. Les destructions qui se sont produites dans le camp sont, largement, l'œuvre des bombes palestiniennes.

Les Palestiniens ont beaucoup appris des techniques de communication et sont passés maîtres dans la fabrication d'histoires atroces dont ils savent qu'il suffit de proclamer qu'Israël en est l'auteur pour que cela leur attire, aussitôt, la bienveillance des médias et gagne la sympathie du public à leur cause. Les rectifications qui font suite à ces fausses allégations, ne sont que très rarement vues, lues ou repercutées.

MYTHE

« Rachel Corrie a été tuée par Israël alors qu'elle manifestait pacifiquement contre la démolition illégale d'une maison palestinienne. »

RÉALITÉ

Le 16 mars 2003, l'Américaine Rachel Corrie a été tuée dans la Bande de Gaza alors qu'elle entrait dans cette zone au moment où l'armée israélienne y menait une opération militaire. L'incident pris place pendant que l'armée israélienne enlevait des fourrés et des taillis le long de la route de sécurité, à Rafah, près de la frontière entre Israël et l'Égypte, qu'elle y cherchait des dispositifs explosifs et qu'elle détruisait les tunnels utilisés par les terroristes palestiniens pour faire passer clandestinement des armes de l'Égypte à Gaza. Corrie n'était pas là pour manifester en faveur de la paix ou pour essayer de protéger des civils innocents : elle interférait avec une opération militaire qui démolissait, en toute légalité, une maison vide utilisée pour camoufler l'entrée de l'un de ces tunnels.

Une photo trompeuse publiée par l'Associated Press, donnait l'impression que Corrie se tenait debout face au bulldozer, hurlant en direction du chauffeur, à l'aide d'un mégaphone, pour l'empêcher de détruire une maison dans le camp de réfugiés. Cette photo, qui a été prise par des membres de l'organisation de Corrie, n'a pas été prise au moment de sa mort mais quelques heures avant. En réalité, comme l'a dit le photographe, Corrie était en fait, assise et agitait ses bras quand elle a été heurtée.⁵⁶

« Peu importe de quelle manière on présente la chose, la mort, ce dimanche, de Rachel Corrie, est une tragédie... Mais la mort de Corrie n'est pas plus tragique que la mort d'autres jeunes gens – certains d'entre eux sont des Américains qui voyagent en Israël – et qui sont morts dans des attentats commis par les terroristes palestiniens. Eux aussi méritent qu'on se souvienne du jour de leur mort. Alors qu'en ce qui concerne Corrie, qu'elle ait été une martyre ou qu'elle ait été mal conseillée : ce choix aura été le sien. Les terroristes palestiniens n'ont laissé aucun choix à ces jeunes, tués grâce à leurs bombes. Et il nous semble que cela est un autre genre de tragédie pour ces jeunes Américains et pour leurs familles. »

-OregonLive.com⁵⁷

Le bureau de l'Avocat Général d'Israël a enquêté sur cette affaire et a conclu que le chauffeur du bulldozer n'a, à aucun moment, ni vu ni entendu Corrie parce qu'elle était debout, derrière les gravats qui obstruaient le terrain et qui limitaient le champ de vision du chauffeur, de même que la toute petite fenêtre de la cabine blindée du bulldozer. L'autopsie a confirmé que la mort de Corrie a été provoquée par les blocs de gravats qui tombaient et qui l'ont heurtée.⁵⁸

Le Département d'Etat a prévenu les Américains, leur demandant de ne pas voyager à Gaza, et Israël a clairement annoncé que les civils qui entreraient dans les zones où les troupes étaient engagées dans des opérations militaires contre-terroristes, se mettaient eux-mêmes en danger.

Ce n'était pas la première fois que des protestataires essayaient d'obstruer des opérations israéliennes, ce cas bénéficia d'une publicité internationale car c'était la première fois qu'un protestataire trouvait la mort. En réalité, l'armée avait prévenu Corrie et les autres manifestants du Mouvement de Solidarité Internationale anti-israélien, de se retirer de cette zone. Thom Saffold, l'un des fondateurs et l'un des organisateurs de ce mouvement, a reconnu qu'« Il est possible qu'ils [les protestataires] n'ont pas été aussi disciplinés que nous aurions voulu qu'ils le soient. »⁵⁹

La mort d'un civil innocent est bien-sûr, toujours tragique, et le meilleur moyen d'éviter de telles tragédies, à l'avenir, c'est d'abord et avant tout, que l'Autorité Palestinienne mette fin à la violence, et mettent fin aux opérations clandestines qui ont fait passés illégalement des tonnes d'armes dans la Bande de Gaza. Les activistes intéressés par la paix feraient mieux de protester contre les Palestiniens. Les manifestants ont tous les droits de protester et d'exprimer leurs opinions contre la politique d'Israël, mais il devraient être attentifs à ne pas prendre fait et cause avec les terroristes ou de se mettre dans une situation où ils pourraient être pris, par mégarde, dans les tirs croisés d'opérations contre-terroristes ou en mettant leurs vies en danger en pénétrant dans des zones où des opérations militaires sont en cours.

« L'intifada est en pleine agonie. Elle vit ses derniers instants... L'intifada n'a pas seulement été un échec, mais c'est nous qui avons totalement échoué. Nous n'avons rien accompli en 50 années de lutte; nous avons juste réussi à survivre. »

**-Zakariya Zubeidi, leader des Brigades des Martyrs
d'al-Aqsa de la Rive Occidentale⁶⁰**

MYTHE

« Israël a empoisonné Yasser Arafat. »

RÉALITÉ

Farouk Kaddoumi a déclaré qu'Israël avait empoisonné Yasser Arafat parce qu'il voulait que les dirigeants palestiniens lui obéissent et acceptent sa politique.⁶¹ C'est une des allégations les plus récentes, parmi les nombreuses qui persistent depuis la mort d'Arafat.

Nous ne savons pas vraiment ce qui a tué Arafat, mais Nabil Shaath, le Ministre palestinien des Affaires étrangères de l'époque, a lui-même exclu toute possibilité d'empoisonnement.⁶² Au moment de sa mort, le gouvernement français, limité par les clauses de confidentialité, a néanmoins écarté toute action criminelle, quand il a annoncé, « Si les médecins avaient eu le moindre doute, ils en auraient référé à la police. »⁶³ D'autre part, les membres de la famille d'Arafat y compris ceux qui avaient porté l'accusation d'empoisonnement, avaient accès au dossier et, aucun, n'a rendu publique le moindre document accréditant ces rumeurs. La femme d'Arafat, Suha, aurait pu communiquer les conclusions des médecins français et l'on peut être sûr qu'elle n'aurait pas manqué de le faire s'il y avait eu la moindre possibilité qu'Israël soit impliqué dans la mort de son mari.

Notes

*La guerre n'a jamais été officiellement déclarée mais elle a commencé en Septembre 2000, par une succession d'attaques terroristes en Israël. La guerre, n'ayant pas eu d'arrêt officiel, aucun cessez-le-feu n'a été déclaré et aucun d'accord de paix n'a été signé. Mais les Forces de Défense Israéliennes ont réussi à supprimer la violence de sorte que la guerre était terminée dès la fin de Septembre 2005.

1. *Jerusalem Post*, (4 Mars 2001).

2. Conclusion du Rapport Mitchell, (4 Mai 2001).

3. "An Engineered Tragedy: Statistical Analysis of Casualties in the Palestinian- Israeli Conflict, September 2000–June 2002," International Policy Institute for Counter-Terrorism, (Juin 2002).

4. Cité par le Sharm El- Sheikh Fact-Finding Committee First Statement of the Government of Israel, Ministère israélien des Affaires Etrangères, (28 Décembre 2000).
5. "Egypt/Israel: Attacks on Civilians Are Unjustifiable Crimes," Human Rights Watch
6. Richard Sale, " Hamas history tied to Israel," UPI, (18 Juin 2002).
7. Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada: The Palestinian Uprising—Israel's Third Front*.(NY: Simon and Schuster, 1990), pp. 227–239.
8. *Jerusalem Report*, (21 Mai 2001).
9. *Jerusalem Post*, (22 Septembre 2005).
10. Associated Press; *Jerusalem Post*; *New York Post*, (16 Mars 2004); CNN.com (25 Mars 2004)
11. *Jerusalem Post*, (25 Mai, 5 Juillet, 29 Août 2005).
12. Communiqué de presse d'Amnesty International, (24 Mars 2004).
13. Itamar Marcus, "Ask for Death," *The Review*, (Mars 2003).
14. *Al- Hayat Al- Jadida*, (18 Juin 2002).
15. *Jerusalem Post*, (25 Décembre 2003).
16. *Jerusalem Post*, (15 Mars 2004, 25 Mai 2005).
17. Associated Press, (1^{er} Mars 2004).
18. MSNBC, (27 Mai 2005).
19. London *Daily Telegraph*, (15 Mars 2004).
20. "Blackmailing Young Women into Suicide Terrorism," Ministère israélien des Affaires Etrangères, (12 Février 2003).
21. NewsFirstClass, (12 Décembre 2003).
22. Khaled Abu Toameh, "PA arrests academic voicing criticism," *Jerusalem Post*, (4 Juillet 2005).
23. *Country Reports on Human Rights Practices—2002*, The State Department, 31 Mars 2003; B'tselem, Amnesty International, January–December 2002; *Jerusalem Post*, (25 Août 2002).
24. Mohammed Daraghmeh, "Palestinian Vigilante Killings on the Rise," Associated Press, (6 Octobre 2005).
25. *Near East Report*, (5 Mars 2001).
26. *Almazen* [Kuwait], (20 Juin 2002).
27. *Jerusalem Report*, (25 Février 2002); *Maariv*, (31 Juillet 2002); Israeli Foreign Ministry, *Washington Post*, (2 Avril 2004).
28. Jewish Telegraphic Agency, (8 Octobre 2001).
29. Pearl Sheffy Gefen, "Irshad Manji, Muslim Refusenik," *Lifestyles Magazine*, (Eté 2004), p. 29.
30. CNN, Forces de Défense Israéliennes, *Jerusalem Post*, (28 Novembre 2000); Jewish Telegraphic Agency, (21 Mars 2002).
31. James Fallows, "Who Shot Mohammed al- Dura?" *The Atlantic Monthly*, (Juin 2003).
32. Eva Cahen, "French TV Sticks by Story That Fueled Palestinian Intifada," CNSNews.com, (15 Février 2005).
33. News Conference, (12 Septembre 2001).
34. Briefing du Général-en-Chef Giora Eiland, Chef de la Section des Opérations des Forces de Défense Israéliennes à l'Association de la Presse étrangère, Jérusalem, (20 Mai 2001).
35. State Department Briefing, (17 Avril 2001).
36. *Time*, (19 Avril 2001).
37. Collin Powell, *My American Journey*, (NY: Random House, 1995), p. 434.
38. *Washington Post*, (28 Juin 1993).
39. CNN, (16 Juillet 2002).
40. Hirsh Goodman, "A Lesson Learned," *Jerusalem Report*, (19 Septembre 2005).
41. *Washington Post*, (14 et 18 Septembre 2001).

42. CNN, (4 Novembre 2002).
43. RonaldReagan.com, *Washington Post* and other news sources.
44. Jewish Telegraphic Agency, (30 Août 2001).
45. *Jerusalem Post*, (10 Août 2001).
46. Jewish Telegraphic Agency, (30 Novembre 2001).
47. Amos Yadlin, "Updating the Concept of War: The Ethics of Fighting Terrorism," *The Review*, (January 2005), p. 27.
48. *Near East Report*, Rapports de Fin d'Année, (1991–1993).
49. Michael Oren, "Palestinians Cheer Carnage," *Wall Street Journal*, (7 Août 2002).
50. *Jerusalem Post*, (25 Avril 2002).
51. *Jerusalem Post*, (28 Avril 2002); *Forward*, (28 Juin 2002); MSNBC, (31 Juillet 2002).
52. *New York Post*, (3 Mai 2002).
53. Christian Lowe et Barbara Opall- Rome, "Israel Air Force Seeks Expanded Anti- Terror Role," *Defense News*, (28 Mars 2005).
54. "Anatomy of Anti- Israel Incitement: Jenin, World Opinion and the Massacre That Wasn't," Anti- Defamation League, 2002 [<http://www.adl.org/Israel/jenin/default.asp>].
55. *Jerusalem Report*, (30 Décembre 2002).
56. *Christian Science Monitor*, (2 Avril 2003).
57. *OregonLive.com*, (18 Mars 2003).
58. *Jerusalem Post*, (26 Juin 2003).
59. *Washington Post*, (17 Mars 2003).
60. *Jerusalem Post*, (4 Août 2004).
61. Khaled Abu Toameh, "Kaddoumi claims Israel poisoned Arafat," *Jerusalem Post*, (30 Mars 2005).
62. Associated Press, (17 Novembre 2004).
63. John Ward Anderson, "Conspiracy Theories Persist on Arafat's Death," *Washington Post*, (18 Novembre 2004), p. A36.

17. Jérusalem

MYTHE

« *Jérusalem est une ville arabe.* »

RÉALITÉ

Les Juifs ont vécu à Jérusalem de façon continue depuis plus de deux millénaires. Ils en constituent la communauté la plus importante depuis les années 1840. C'est à Jérusalem que se trouve le Mur Occidental du Mont du Temple, le lieu le plus saint du Judaïsme.

En revanche, Jérusalem n'a jamais été la capitale d'aucune entité arabe. En réalité, pendant toute l'histoire arabe, ce lieu a été considéré comme une zone de marais. Sous la domination musulmane, Jérusalem n'a jamais été une capitale provinciale et n'a jamais été un centre culturel musulman. Pour les Juifs, la ville est sacrée dans son entière totalité tandis que les musulmans ne révèrent qu'un site – le Dôme du Rocher – et pas la ville. L'écrivain britannique Christopher Sykes observait que « Pour un musulman, il y a une profonde différence entre Jérusalem et la Mecque et Médine. Ces dernières sont des villes saintes qui contiennent des lieux saints. » Alors qu'il remarquait qu'à part le Dôme du Rocher, Jérusalem n'a aucune signification majeure pour l'Islam.¹

Population de Jérusalem²

Année	Juifs	Musulmans	Chrétiens	Total
1844	7 120	5 000	3 390	15 510
1876	12 000	7 560	5 470	25 030
1896	28 112	8 560	8 748	45 420
1922	33 971	13 411	4 699	52 080
1931	51 222	19 894	19 335	90 451
1948	100 000	40 000	25 000	165 000
1967	195 700	54 963	12 646	263 309
1987	340 000	121 000	14 000	475 000
1990	378 200	131 800	14 400	524 400
2000	530 400	204 100	14 700	758 300

MYTHE

« *Le mont du Temple a toujours été un lieu saint musulman et le Judaïsme n'a jamais eu aucun lien avec ce lieu.* »

RÉALITÉ

Au cours du Sommet de Camp David, en 2000, Yasser Arafat affirmait qu'aucun temple juif n'avait existé sur le Mont du Temple.³ Une année plus tard, le mufti de Jérusalem nommé par l'Autorité Palestinienne, Ikrima Sabri, déclara au journal allemand *Die Welt*, « il n'y a [même] pas la moindre indication de l'existence d'un temple juif à cette endroit dans le passé. Dans toute la ville, il n'y a pas une seule

Pierre qui témoigne d'une trace d'histoire juive. »

Cette opinion est contredite par un livre intitulé *A Brief Guide to Haram al-Sharif*, ou Petit Guide de la Mosquée du Dôme, publié en 1930 par le Conseil Suprême Musulman. Le Conseil, autorité principale de Jérusalem pendant le Mandat Britannique, précise dans son guide que le Mont du Temple « est l'un des plus anciens du monde. Son caractère sacré date des époques les plus reculées. Son identification avec le Temple de Salomon est absolument indiscutable. C'est aussi le lieu, selon la foi universelle, où le roi David a construit l'autel pour le Seigneur et y prodigua des offrandes et des sacrifices de paix. »

Dans la description que le guide fait des Etables du roi Salomon, que les officiels du Waqf musulman convertirent en 1996 en une nouvelle mosquée, on peut lire : « ... on connaît peu de choses sur l'histoire ancienne de la salle elle-même. Elle date probablement d'aussi loin que du temps de la construction du Temple de Salomon... Selon Flavius Josèphe, elle existait déjà et était utilisée comme refuge par les Juifs au moment de la conquête de Jérusalem par Titus en 70 de notre ère. »⁴

Plus irréfutable encore, le Coran – le livre saint de l'Islam – décrit la construction du Premier Temple (34/13) et relate la destruction du Deuxième Temple (17/7).

Le lien entre les Juifs et le Mont du Temple est vieux de plus de 3 000 ans et s'enracine dans la tradition et dans l'histoire. Quand Abraham attacha son fils Isaac sur l'autel pour le sacrifier à Dieu, il le fit sur le Mont Moriah, l'actuel Mont du Temple. Le premier Saint des Saints du Premier Temple contenait l'Arche d'Alliance et jusqu'à la destruction du Deuxième Temple par les Romains, les deux temples, le Premier et le Deuxième, ont toujours été le centre de la vie religieuse et de la vie sociale des Juifs. Après la destruction du Deuxième Temple, le contrôle du Mont du Temple passa entre les mains des conquérants successifs. Ce fut au début de la domination musulmane que le Dôme du Rocher fut construit sur le site même des anciens Temples.

Les Juifs orthodoxes ne se rendent pas sur le Mont du Temple de peur de fouler involontairement, le Saint des Saints et l'Arche d'Alliance car on ne connaît pas leur localisation exacte sur le Mont du Temple. Les autres Juifs et les non musulmans sont autorisés à visiter le site.

« Le mouvement sioniste a inventé que ce lieu était le site du Temple de Salomon. Mais ce n'est qu'un mensonge. »

-Skeikh Raed Salah, leader du Mouvement Islamique en Israël⁵

MYTHE

« Jérusalem ne doit pas être la capitale d'Israël. »

RÉALITÉ

Depuis que le roi Salomon a fait de Jérusalem la capitale d'Israël, il y a plus de 3 000 ans, la ville a toujours joué un rôle central dans la vie juive. Le Mur Occidental situé dans la vieille ville est l'objet de la vénération des Juifs et le point central des prières juives. Trois fois par jour, depuis des milliers d'années, les Juifs ont prié en disant « Que nous revenions vers toi, Oh Jérusalem, dans la joie, » et ils ont répété le serment de fidélité du Psaume : « Si je t'oublie, Jérusalem, que ma main droite se dessèche. »

Jérusalem « a connu deux époques de grandeur et elles sont séparées par 2 000 ans.

Et cette grandeur n'a eu lieu qu'au cours de la domination juive », écrivent Léon et Jill Uris dans *Jerusalem*. « Et c'est comme ça parce que les Juifs ont aimé cette ville passionnément, plus que les autres ne l'ont jamais aimé, et qu'ils n'ont jamais arrêté de l'aimer tout au long des siècles de leur dispersion... C'est l'histoire d'amour la plus longue et la plus intense de toute l'histoire. »⁶

« Pendant trois mille ans, Jérusalem a été l'épicentre de l'espérance et de l'aspiration juives. Aucune autre ville n'a joué un rôle si prépondérant dans l'histoire, la culture, la religion et la conscience d'un peuple comme Jérusalem a pu jouer dans la vie des Juifs et du Judaïsme .Au cours des siècles d'exil, dans le cœur des Juifs du monde entier, Jérusalem est restée vivante en tant qu'axe majeur, point focal de l'histoire juive, comme symbole de la gloire passée, comme lieu de l'accomplissement spirituel et comme lieu du renouveau moderne. Ce cœur, cette âme du peuple juif, a engendré la pensée que s'il suffisait d'un seul mot pour symboliser toute l'histoire juive, alors, ce mot serait "Jérusalem". »

-Teddy Kollek⁷

MYTHE

« A l'inverse des Juifs, les Arabes sont prêts à accepter l'internationalisation de Jérusalem. »

RÉALITÉ

Quand les Nations Unies abordèrent la question de la Palestine en 1947, elles recommandèrent que la ville de Jérusalem soit internationalisée. Le Vatican et de nombreuses délégations à dominante catholique, poussèrent dans le sens de ce statut, mais la raison essentielle pour laquelle l'ONU a pris cette décision, c'est le désir du Bloc Soviétique d'embarrasser le roi Abdullah de Transjordanie et ses bienfaiteurs britanniques, en lui refusant le contrôle de la ville.

Après de nombreux débats intérieurs, l'Agence Juive accepta l'internationalisation dans l'espoir que dans le court-terme, cela protégerait la ville d'un bain de sang et le nouvel état, d'un conflit. Dans la mesure où la Résolution de Partition prévoyait un référendum sur le statut de la ville, dans les 10 ans, et que les Juifs constituaient une large majorité de la population, les Juifs avaient de bonnes raisons d'espérer que plus tard, la ville serait intégrée à l'Etat d'Israël. Les états arabes étaient autant farouchement opposés à l'internationalisation de Jérusalem qu'ils étaient opposés à l'ensemble du Plan de Partition.

En mai 1948, la Jordanie envahit et occupa la partie Est de Jérusalem, divisant la ville pour la toute première fois de son histoire, chassant des milliers de Juifs – dont les familles qui vivaient là depuis des siècles – en les forçant à l'exil. Le Plan de Partition de l'ONU, y compris la proposition de l'internationalisation de Jérusalem, fut rendu caduque par les événements. Le Premier Ministre, David Ben-Gourion déclara finalement, qu'Israël n'accepterait pas l'internationalisation de Jérusalem.

« Vous devez laisser les Juifs avoir Jérusalem ; c'est bien eux qui l'ont rendu célèbre. »

-Winston Churchill⁸

MYTHE

« L'internationalisation est la meilleure solution pour concilier les revendications contradictoires sur Jérusalem. »

RÉALITÉ

L'apparente résistance à toute résolution visant à concilier les revendications contradictoires sur Jérusalem, a amené certaines personnes à réactiver l'idée de l'internationalisation de la ville. Paradoxalement, cette idée n'avait trouvé aucun écho pendant les 19 années où la Jordanie dominait la Vieille Ville et empêchait les Juifs et les musulmans israéliens, de se rendre sur leurs lieux saints.

Le fait que Jérusalem soit un enjeu ou qu'elle soit importante pour d'autres peuples que pour les Juifs israéliens, cela ne signifie pas pour autant que la ville doive appartenir à d'autres ou qu'elle doive être gérée par un quelconque régime international. Il n'existe aucun précédent d'un tel dispositif. La seule ville dont la situation se rapprochait d'une ville internationale, a été le Berlin de l'après-guerre, quand les quatre puissances se partageaient le contrôle de la ville : cette expérience s'est révélée désastreuse.

Même si Israël aurait pu s'accommoder d'une telle idée, quelle instance internationale pourrait être fondée à protéger les libertés qu'Israël garantit déjà ? Certainement pas les Nations Unies qui, depuis la partition, ont fait preuve d'une incompréhension à l'égard des sujets de préoccupations israéliens. Israël ne peut pas toujours compter sur les Etats-Unis et seulement sur eux ; par ailleurs, ce n'est que dans le cadre de l'ONU que le veto américain peut protéger Israël des comportements tendancieux des autres nations.

MYTHE

« A Jérusalem, de 1948 à 1967, la Jordanie a assuré la liberté de culte pour toutes les religions. »

RÉALITÉ

De 1948 à 1967, Jérusalem était divisée entre Israël et la Jordanie. Israël a fait sa capitale de Jérusalem-Ouest et la Jordanie occupait la partie Est. Du fait que la Jordanie maintenait un état de guerre avec Israël, la ville prit l'allure de deux camps armés, remplis de murs en bétons et de bunkers, de barrières en fils barbelés, de champs de mines ainsi que d'autres fortifications militaires.

Au paragraphe huit de l'Accord d'Armistice de 1949, la Jordanie et Israël devaient établir des commissions chargées de mettre en place le retour au fonctionnement normal des institutions culturelles et humanitaires sur le Mont Scopus, l'usage du cimetière du Mont des Oliviers et le libre accès aux lieux saints et aux institutions culturelles. Cependant, la Jordanie a violé cet accord en refusant aux Israéliens l'accès au Mur Occidental et au cimetière du Mont des Oliviers, là où les Juifs enterraient leurs morts depuis plus de 2 500 ans.

Sous administration jordanienne, « les chrétiens israéliens furent soumis à des restrictions pendant leurs pèlerinages vers leurs lieux saints » à Jérusalem, notait Teddy Kollek. « L'autorisation de visiter brièvement la Vieille Ville et Bethléem à Noël et à Pâques n'était accordée qu'à un petit nombre d'entre eux, et encore, avec réticence. »⁹

En 1955 et en 1964, la Jordanie vota des lois imposant des restrictions sur l'ouverture de nouvelles écoles, imposait un contrôle d'état sur leurs finances,

nommait les enseignants et les obligeait à enseigner le Coran. En 1953 et en 1965, la Jordanie vota des lois abrogeant le droit des institutions chrétiennes et des institutions charitables d'acquérir des biens immobiliers à Jérusalem.

En 1958, la police arrêta le Patriarche arménien élu et l'expulsa hors de Jordanie, ouvrant la voie à l'élection d'un nouveau Patriarche soutenu par le gouvernement du roi Hussein. A cause de cette politique répressive, de nombreux chrétiens furent amenés à quitter Jérusalem. Leur nombre passa de 25 000 en 1949 à moins de 13 000 en juin 1967.

Après la réunification de la ville en 1967, ces lois discriminatoires furent abolies par Israël.

MYTHE

« La Jordanie a sauvé les lieux saints juifs. »

RÉALITÉ

La Jordanie a profané les lieux saints juifs. Le roi Hussein a autorisé la construction d'une route menant à l'Hôtel Intercontinental à travers le cimetière du Mont des Oliviers. Des centaines de tombes furent détruites pour construire cette autoroute qui aurait pu facilement être construite ailleurs. Les pierres tombales, honorant la mémoire des rabbins et des sages, furent utilisées par les ingénieurs de la Légion Arabe Jordanienne pour paver la chaussée et construire des latrines dans les camps de l'armée (les inscriptions sur les pierres étaient encore visibles quand Israël a libéré la ville).

L'ancien quartier juif de la Vieille Ville fut ravagé, 58 synagogues de Jérusalem – certaines, vieilles de plusieurs siècles – furent détruites ou dévastées, d'autres furent transformées en écuries ou en poulaillers. Et des taudis furent qui s'appuyaient sur le Mur Occidental, furent construits.¹¹

MYTHE

« A Jérusalem, sous l'administration israélienne, la liberté a été supprimée. »

RÉALITÉ

Après la guerre de 1967, Israël a aboli les lois discriminatoires promulguées par la Jordanie et a adopté ses propres critères rigoureux pour sauvegarder l'accès aux différents sanctuaires. La loi israélienne stipule que « Quiconque commettra quelque action que ce soit de nature à entraver la liberté d'accès des adeptes de quelque religion que ce soit, est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée de cinq ans. » Israël a également confié l'administration des lieux saints aux religions respectives. Ainsi, par exemple, le Waqs musulman a la responsabilité des mosquées sur le Mont du Temple.

Quelques mois après qu'Israël ait pris le contrôle de la ville, les Filles de la Charité de l'Hospice de Saint Vincent de Paul de Jérusalem critiquèrent vigoureusement les attaques portées contre la conduite d'Israël à Jérusalem :

Notre travail a été considérablement amélioré par la bonne volonté des autorités israéliennes qui ont aplani les difficultés, non seulement pour nous mais (plus important encore), pour les Arabes dont nous nous occupons. »¹²

L'ancien Président Jimmy Carter a souligné que, sous l'administration israélienne, la liberté religieuse a été augmentée. Il n'y a « aucun doute », Israël a accompli un

meilleur travail que la Jordanie et a bien mieux protégé les accès aux lieux saints de la ville. Carter ajoutait, « aujourd'hui, il y a le libre accès alors qu'il n'y en avait pas eu de 1948 à 1967. »¹³

Le Département d'Etat note que les lois israéliennes autorisent la liberté de culte et que le gouvernement respecte ce droit.¹⁴

« Je respecte également le fait qu'Israël rende possible une atmosphère multiconfessionnelle dans laquelle, chaque vendredi, un millier de musulmans prient librement en public, sur le Mont du Temple de Jérusalem. Quand j'ai vu cela, je me suis demandé, où serait-il possible, dans le monde musulman, que 1 000 Juifs se rassemblent et prient au vu et au su de tous ? »

-Irshad Manji, écrivain musulman¹⁵

MYTHE

« Israël a interdit l'accès des musulmans et des chrétiens à leurs lieux saints. »

RÉALITÉ

Depuis 1967, des centaines de milliers de musulmans et de chrétiens – dont beaucoup venant de pays arabes en guerre avec Israël – sont venus à Jérusalem pour visiter leurs lieux saints.

Selon l'Islam, le prophète Mahomet fut miraculeusement transporté de la Mecque à Jérusalem d'où il fit son ascension vers le paradis. Le Dôme du Rocher et la Mosquée d'al-Aqsa, toutes deux construites au 7^{ème} siècle, permirent l'identification de Jérusalem à « la Lointaine » qui est mentionnée dans le Coran, faisant d'elle un lieu saint, après la Mecque et après Médine.

Après avoir réuni Jérusalem au cours de la Guerre des Six Jours, Moshé Dayan, Ministre de la Défense, autorisa l'autorité musulmane, le Waqf, à continuer d'assurer l'autorité civile sur le Mont du Temple, même si cela coupe et divise le lieu le plus saint du Judaïsme. Le Waqf y supervise toute l'activité quotidienne. Une présence israélienne est stationnée à l'entrée du Mont du Temple afin d'en assurer l'accès aux fidèles de toutes les religions.

S'ils désirent y prier, les dirigeants arabes sont libres de visiter Jérusalem, comme l'a fait le Président égyptien Anouar el-Sadate à la mosquée d'al-Aqsa. Pour des raisons de sécurité, des limitations sont parfois, et temporairement, imposées sur le Mont du Temple, mais le droit de prier et de se recueillir n'est pas limité pour autant, et les autres mosquées sont accessibles, même pendant les périodes de haute tension. En octobre 2004, par exemple, malgré un état de haute alerte par rapport au terrorisme et à la Guerre Palestinienne, environ 140 000 de fidèles musulmans ont célébré les prières du Ramadan sur le Mont du Temple.¹⁶

Pour les chrétiens, Jérusalem est le lieu où Jésus a vécu et a prêché, c'est là où il est mort et ressuscité. Bien que ce soit la Jérusalem céleste plutôt que la Jérusalem terrestre qui soit mise en exergue par l'Eglise, les endroits mentionnés dans le Nouveau Testament comme étant des sites du ministère de Jésus, ont attirés des pèlerins et des fidèles croyants, pendant des siècles. Au nombre de ces sites, on peut compter l'Eglise du Saint Sépulcre, le Jardin de Gethsémani, le lieu de la dernière Cène et la Via Dolorosa avec les quatorze stations de la Croix.

Les droits des différentes églises chrétiennes d'avoir la garde des lieux saints chrétiens de Jérusalem, ont été définis au cours du 19^{ème} siècle, quand Jérusalem

faisait encore partie de l'Empire Ottoman. Connue sous le terme d' « Accord du *statu quo* pour les lieux saints chrétiens à Jérusalem », ces droits sont restés en vigueur pendant la période du Mandat Britannique et sont toujours en vigueur aujourd'hui, en Israël.

« Il n'y a qu'une Jérusalem. De notre point de vue, Jérusalem ne peut être l'objet d'aucun compromis. Jérusalem a été nôtre, sera nôtre, est nôtre et il en sera ainsi pour toujours. »

-Yitzak Rabin, Premier Ministre¹⁷

MYTHE

« La politique israélienne encourage les Juifs fanatiques à agresser les musulmans, les chrétiens et leurs lieux saints. »

RÉALITÉ

Les autorités israéliennes n'ont jamais cessé de dissuader les fanatiques – de toutes religions – de profaner les lieux de culte ou de commettre des actes de violence dans leur proximité. Quand il n'a pas été possible d'empêcher de tels actes, Israël a sévèrement puni les auteurs de troubles. Ainsi, quand en 1982 Allen Goodman, un déséquilibré israélien, tira en rafales sur le Mont du Temple, il fut condamné à la prison à perpétuité.

En 1984, les autorités israéliennes ont infiltré un groupe juif qui préparait des actes de violence contre des sites et des civils non Juifs. Les activistes furent jugés et mis en prison.

En 1990, un groupe d'extrémistes juifs, « les Fidèles du Mont du Temple », avait prévu de défiler sur le Mont du Temple pour Soukkot' (la Fête des Cabanes) et de poser la première pierre du Troisième Temple. La police, consciente qu'une telle démarche allait provoquer la colère des musulmans et exacerberait la tension déjà très grande créée par l'intifada et par les événements du Golf, décida de leur refuser l'autorisation de manifester. Cette décision fut entérinée par la Cour Suprême d'Israël et immédiatement communiquée aux dirigeants religieux musulmans et à la presse arabe. Malgré cette action préventive prise par Israël, « Les leaders musulmans et les activistes de l'intifada persistèrent à inciter leurs fidèles à la confrontation. »¹⁸ D'où une émeute tragique et un bilan de 17 morts arabes.

Depuis cet événement, Israël a toujours été vigilant, et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir de telles provocations de la part de groupes ou d'individus, menaçant les lieux saints de toutes les religions. En 2005, par exemple, Israël a interdit le Mont du Temple aux non musulmans par mesure préventive, afin d'empêcher une manifestation prévue par des ultra-nationalistes juifs.

MYTHE

« Israël ne reconnaît pas les revendications palestiniennes sur Jérusalem. »

RÉALITÉ

Jérusalem n'a jamais été la capitale d'aucune entité arabe quelle qu'elle soit. Les Palestiniens n'ont jamais exprimé de revendication particulière à l'égard de cette ville : ils la veulent simplement pour capitale.

Israël a admis qu'il y a une importante population palestinienne dans la ville, que cette ville est importante pour les musulmans et que, faire des concessions au sujet de

la souveraineté de la ville pourrait aider à minimiser le conflit avec les Palestiniens. Le problème est que les Palestiniens n'ont pas fait preuve de la même appréciation à l'égard de la majorité juive de la ville, de la signification de Jérusalem pour le peuple juif et sur le fait que cette ville est déjà la capitale du pays.

La Déclaration de Principes Israélo-Palestinienne (DoP), signée en 1993, ne dit rien du statut de Jérusalem. L'Article V stipule seulement que Jérusalem sera l'un des points à mettre en discussion lors des négociations sur les statuts permanents. Les Minutes officielles mentionnent aussi Jérusalem, stipulant que la juridiction du Conseil Palestinien ne s'applique pas sur la ville. Le Premier Ministre, Yitzhak Rabin, affirmait que Jérusalem ne sera « incluse dans aucune des sphères de prérogatives des instances des Affaires Palestiniennes des territoires. Jérusalem restera sous la souveraineté israélienne. »

« Celui qui renoncerait à un seul centimètre carré de Jérusalem n'est plus ni un Arabe ni un musulman. »

-Yasser Arafat¹⁹

L'immense majorité des Israéliens s'oppose au partage de Jérusalem. Pourtant, certains compromis ont été faits pour satisfaire les intérêts palestiniens. Ainsi par exemple, alors que le Parti Travailleur était dirigé par Yitzhak Rabin et Shimon Pérès, Yossi Beilin, membre de la Knesset (Parlement) a proposé un accord qui reconnaîtrait aux Palestiniens, le droit de réclamer la ville comme capitale, sans pour autant qu'Israël renonce à la souveraineté sur sa capitale. L'idée de Beilin était d'autoriser les Palestiniens à établir leur capitale sur la Rive Occidentale, dans une banlieue de Jérusalem – Abu Dis. C'est la raison pour laquelle l'Autorité Palestinienne construisit un bâtiment dans cette ville, afin d'y abriter son parlement.

Le Premier Ministre, Ehud Barak, fit d'incroyables concessions en autorisant le voisinage arabe de Jérusalem-Est à devenir la capitale de l'Etat Palestinien, et en donnant aux Palestiniens le contrôle des lieux saints musulmans sur le Mont du Temple. Ces notions furent discutées en décembre 2000, à la Maison Blanche mais furent rejetées par Yasser Arafat.

Les propositions de Barak étaient sujettes à controverses. En effet, abandonner toute souveraineté sur le Mont du Temple, cela placerait des Arabes potentiellement hostiles en position de force, juste au-dessus – au sens propre et au sens figuré – de la tête des Juifs priant sur leurs lieux saints. D'autres suggestions de compromis impliquant une division de la souveraineté de la Vieille Ville, transformeraient la ville en un labyrinthe et aboutiraient à créer un imbroglio de quartiers musulman, chrétien, juif et arménien.

Aux élections de février 2001, Ariel Sharon se présenta contre Barak – et fut élu à une écrasante majorité – avec un programme réfutant point par point, toutes les concessions faites par Barak sur Jérusalem. La perspective d'un compromis ne dépendait plus désormais, que des Palestiniens et de leur volonté à reconnaître les revendications des Juifs sur Jérusalem et à faire, à leur tour, leurs propres concessions.

« J'appelle tous les musulmans à lancer le djihad et à utiliser toutes leurs forces pour restaurer la Palestine musulmane et la sainte mosquée d'al-Aqsa en les sauvant des usurpateurs et des agresseurs sionistes. Les musulmans doivent s'unir pour affronter les Juifs et tous ceux qui les

soutiennent. »

-Le roi Fahd d'Arabie Saoudite²⁰

MYTHE

« Israël a réduit les droits politiques des Arabes palestiniens à Jérusalem. »

RÉALITÉ

En plus de la liberté religieuse, les Arabes palestiniens de Jérusalem jouissent de droits politiques sans précédent. On a offert aux habitants arabes la possibilité de devenir citoyens israéliens. La plupart ont choisi de rester citoyens jordaniens. Néanmoins, qu'ils soient ou non citoyens israéliens, les Arabes de Jérusalem sont autorisés à voter aux élections municipales et à jouer un rôle dans l'administration de la ville.

MYTHE

« Sous la Résolution 242 de l'ONU, Jérusalem-Est est considérée comme "territoire occupé". Et donc, l'annexion de Jérusalem par Israël est une violation de la résolution de l'ONU. »

RÉALITÉ

Arthur Goldberg, l'un des rédacteurs de la Résolution de l'ONU était à l'époque, ambassadeur auprès de l'ONU. Selon Goldberg, « La Résolution 242 ne se réfère absolument pas à Jérusalem et cette omission est délibérée... Jérusalem était une question distincte, séparée de la question de la Rive Occidentale. » En 1967, au cours de différents discours à l'ONU, Goldberg déclarait : « J'ai dit à plusieurs reprises que les lignes d'armistice de 1948 étaient temporaires. Cela est tout particulièrement vrai de Jérusalem. Et dans aucun de ces discours, je n'ai jamais fait référence à Jérusalem-Est comme étant un territoire occupé. »²¹

Parce qu'au cours des guerres de 1948 et de 1967, Israël n'a fait que se défendre des agressions dont il était l'objet, Steven Schwebel, ancien Président de la Cour Internationale de Justice écrivait qu'Israël était donc plus habilité à revendiquer la souveraineté sur Jérusalem que ses voisins arabes.²²

« Jérusalem ne doit plus jamais redevenir une ville divisée : telle est la base de notre position. Nous n'avons pas approuvé le statu quo d'avant 1967 ; et à présent, en aucun cas nous ne plaiderons en faveur de son retour. »

-Président George Bush²³

MYTHE

« Jérusalem-Est devrait faire partie d'un état palestinien parce que tous ses habitants sont des Arabes palestiniens et qu'aucun Juif n'y a jamais vécu. »

RÉALITÉ

Avant 1865, la totalité de la population de Jérusalem vivait *intra muros*, à l'intérieur de la Vieille Ville (zone qui aujourd'hui ferait partie de Jérusalem-Est). Ensuite, du fait de l'accroissement de la population, la ville se développa au-delà les murailles du et donc, Juifs et Arabes furent amenés à construire dans de nouvelles zones de la ville.

A l'époque de la partition, une communauté juive prospère vivait dans la partie orientale de Jérusalem, zone où se trouvait le Quartier Juif de la Vieille Ville. On y trouvait aussi de nombreux sites essentiels à la religion juive, notamment la Cité de David, le Mont du Temple et le Mur Occidental. Mais également, des institutions majeures comme l'Université Hébraïque et le premier bâtiment de l'Hôpital Hadassah, qui sont situés sur le Mont Scopus, à Jérusalem-Est.

La seule fois où la partie orientale de Jérusalem a été exclusivement arabe, c'est entre 1949 et 1967, quand la ville a été occupée par la Jordanie qui en a expulsé tous les Juifs.

MYTHE

« Les Etats-Unis ne reconnaissent pas Jérusalem comme capitale d'Israël. »

RÉALITÉ

Seulement deux pays ont leur ambassade à Jérusalem – le Costa Rica et le Salvador. Des 180 nations avec lesquelles les Etats-Unis ont des relations diplomatiques, Israël est la seule dont le gouvernement américain ne reconnaisse pas la capitale. L'ambassade des Etats-Unis, comme pratiquement toutes les autres, est à Tel-Aviv, à 64 kilomètres de Jérusalem. Néanmoins, les Etats-Unis conservent à Jérusalem-Est, un consulat qui s'occupe des relations avec les Palestiniens des territoires et travaille indépendamment de l'ambassade, faisant directement ses rapports à Washington. Aujourd'hui, nous sommes face au paradoxe suivant : des diplomates américains refusant de rencontrer les Israéliens dans leur capitale parce que le statut de Jérusalem est négociable, mais qui par contre, ont tous leurs contacts, dans cette même ville, avec les Palestiniens.

En 1990, le Congrès a pris une résolution déclarant que « Jérusalem est, et doit rester, la capitale de l'Etat d'Israël » et « qu'elle doit rester une ville unifiée dans laquelle les droits de chaque communauté ethnique et religieuse, doivent être protégés. » En 1992, au cours de sa campagne présidentielle, Bill Clinton déclarait : « Je reconnais Israël comme une ville une et indivisible, capitale éternelle d'Israël, et je crois au bien-fondé d'installer notre ambassade à Jérusalem. » En tant que Président, il n'a jamais réitéré cette affirmation ; et en conséquence, la politique de l'administration américaine s'en est tenue au fait que le statut de Jérusalem est un statut négociable.

« Il faudrait que je sois aveugle pour nier le lien des Juifs avec Jérusalem. »

-Sari Nusseibeh, Président de l'Université Al Quds²⁴

Dans un effort pour changer cette politique, le Congrès accepta massivement le Jerusalem Embassy Act de 1995. Cette proposition de loi, qui a fait date, affirmait que cette déclaration officielle américaine, devait officiellement reconnaître Jérusalem comme la capitale une et indivisible d'Israël et requerrait que l'ambassade américaine en Israël soit établie à Jérusalem, au plus tard avant mai 1999. Cette loi comportait aussi une clause dérogatoire autorisant le Président à ignorer cette législation s'il lui semblait que cela allait dans l'intérêt des Etats-Unis. Le Président Clinton a fait usage de cette clause dérogatoire.

En 2000, au cours de sa campagne présidentielle, George W. Bush, a promis qu'en tant que Président, il « enclencherait immédiatement ce processus d'installation de

l'ambassadeur des Etats-Unis dans la ville qu'Israël s'est donnée comme capitale. »²⁵
Cependant, depuis qu'il est Président, Bush a suivi la voie ouverte par Clinton et, lui aussi, il a utilisé cette clause dérogatoire, lui permettant d'éviter que l'ambassade soit déplacée.

Tandis que ceux qui s'opposent aux efforts du Congrès pour forcer l'administration à reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël, disent que ce déplacement endommagerait le processus de paix, les supporters de cette législation affirment que l'inverse est tout aussi vrai. En effet, disent-ils, si les Etats-Unis, en adoptant une position claire et ferme, affirment que Jérusalem doit rester unifiée sous la souveraineté israélienne alors, les attentes palestiniennes irréalistes concernant la ville, pourraient se modérer et ce faisant, augmenter les perspectives d'un accord final.

MYTHE

« Les Palestiniens ont préservé avec soin, les vestiges archéologiques du Mont du Temple. »

RÉALITÉ

Bien qu'il ait refusé de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Mont du Temple, le Waqf a coopéré avec les inspecteurs des bâtiments et les architectes israéliens pour conduire des travaux sur ce lieu saint. Après les accords d'Oslo de 1993, le Waqf, jusqu'alors contrôlé par la Jordanie, a été remplacé par des représentants relevant de l'Autorité Palestinienne. A la suite des émeutes qui ont accompagnées la décision d'Israël d'ouvrir une sortie pour le tunnel du Mur Occidental, le Waqf cessa de coopérer avec Israël.

Plus tard, le Waqf a empêché les inspecteurs israéliens de superviser les travaux exécutés sur le Mont, travaux qui furent à l'origine de dommages irréparables causés aux vestiges archéologiques, datant des époques du Premier et du Deuxième Temple. Les archéologues israéliens ont découvert que, pendant ces travaux d'envergure, des milliers de tonnes de gravats – dans lesquels, vraisemblablement, d'importants vestiges devaient se trouver – ont été déplacés du Mont et jetés dans les bennes à ordures. Les experts ont également constaté que, même les objets qui n'avaient pas été détruits, avaient été rendus inutilisables du point de vue archéologique car, en creusant la terre avec leurs bulldozers, les ouvriers palestiniens avaient mélangés entre eux, tous les vestiges de toutes les époques.²⁶

Etant donné le caractère particulièrement sensible du Mont du Temple, et les tensions déjà existantes entre Israéliens et Palestiniens au sujet de Jérusalem, le gouvernement israélien s'est refusé à s'ingérer dans les activités du Waqf. Et pendant ce temps-là, la destruction du passé continue.

« Pour nous, il n'y a qu'une Jérusalem et aucune autre. Elle sera nôtre pour toujours, et ne sera jamais plus dans des mains étrangères. Nous honorerons et nous chérirons tous les amoureux de Jérusalem, de toutes les fois et de toutes les religions. Nous conserverons avec soin, tous les lieux de prières, les mosquées et les églises, et nous protégerons la liberté de culte, ce qui n'a pas été le cas de ceux qui ont géré cette ville avant nous. Sans peur, nous ferons face au monde entier et nous assurerons l'avenir de la Jérusalem unifiée. Car Jérusalem est l'axe majeur, la racine de notre vie et la racine de la foi du peuple juif et nous ne nous en séparerons jamais. »

-Ariel Sharon²⁷

Notes

1. *Encounter*, (Février 1968).
2. John Oesterreicher et Anne Sinai, ed. *Jerusalem*, (NY: John Day, 1974), p. 1; Bureau Central israélien de Statistiques; Jerusalem Foundation; Municipalité de Jérusalem. Les chiffres de 2000 ont inclus 9 000 personnes sans religion répertoriée.
3. Interview avec Dennis Ross, Fox News Sunday, (21 Avril 2002).
4. *Jerusalem Post*, (26 Janvier 2001).
5. Jewish Telegraphic Agency, (12 Février 2001).
6. Leon et Jill Uris, *Jerusalem*, (New York: Doubleday and Company, 1981), p. 13.
7. Teddy Kollek, *Jerusalem*, (DC: Washington Institute For Near East Policy, 1990), pp. 19–20.
8. Sir Eveyln Shuckburgh, *Descent to Suez; Diaries 1951–56*, (London, 1986).
9. Kollek, p. 15.
10. Kollek, p. 16.
11. Kollek, p. 15.
12. *Catholic Herald of London*, (6 Octobre 1967).
13. *Near East Report*, (2 Avril 1990).
14. U.S. Department of State, "2001 Annual Report on International Religious Freedom," Publié par le Bureau for Democracy, Human Rights, and Labor, (Washington, D.C., Décembre 2001).
15. Pearl Sheffy Gefen, "Irshad Manji, Muslim Refusenik," *Lifestyles Magazine*, (Eté 2004), p. 29.
16. *Jerusalem Post*, (22 Octobre 2004).
17. Discours du "Jerusalem Day" à la Knesset, (29 Mai 1995).
18. Kollek, p. 62.
19. Voice of Palestine, Alger, (2 Septembre 1993).
20. Saudi Press Agency, (15 Juillet 1986).
21. *New York Times*, (12 Mars 1980).
22. *American Journal of International Law*, (Avril 1970), pp. 346–47.
23. Lettre du Président George Bush au Maire de Jérusalem, Teddy Kollek, (20 Mars 1990).
24. *Jerusalem Post*, (12 Novembre 2001).
25. Discours à la Conférence Politique de l'AIPAC, (22 Mai 2000).
26. Jewish Telegraphic Agency, (12 Février 2001).
27. Discours du Premier Ministre Sharon le jour de "Jerusalem Day Ceremony Ammunition Hill", (6 Juin 2005).

18. La Politique des USA au Moyen-Orient

MYTHE

« *La création d'Israël n'est due qu'à la pression américaine.* »

RÉALITÉ

Quand les Nations Unies abordèrent la question de la Palestine, le Président Harry Truman déclara explicitement que les Etats-Unis n'utiliseraient « aucune menace ni pression d'aucune sorte, sur quelle que délégation que ce soit. »¹ Néanmoins, certaines pressions furent exercées et les USA jouèrent un rôle majeur en apportant leur soutien à la résolution de partition. Cependant, quand il apparut clairement que Cuba et la Grèce avaient voté contre et que le Salvador et l'Honduras s'étaient abstenus, l'influence des USA s'en trouva limitée.

De très nombreux membres de l'administration Truman étaient opposés à la partition, y compris le Secrétaire de la Défense James Forrester, qui croyait que le projet sioniste ferait peser une menace sur les installations pétrolières et sur la position stratégique des Américains dans la région. L'Etat-Major Interarmées redoutait que les Arabes puissent s'aligner sur les Soviétiques si ceux-ci étaient exclus par l'Ouest. Cette dissension interne mina le soutien américain à la création d'un état juif.²

Alors qu'on a beaucoup écrit au sujet des stratégies utilisées par les supporters de la partition, les comportements et les stratégies des Arabes ont été globalement ignorés. En fait, dans le cadre des Nations Unies, les Arabes étaient activement engagés dans un bras-de-fer, dans le but de saborder le processus de partition.³

MYTHE

« *En 1948, à cause du lobby juif, les Etats-Unis ont favorisé Israël, au détriment des Arabes.* »

RÉALITÉ

Truman soutenait le mouvement sioniste car il pensait que la communauté internationale était tenue d'accomplir la promesse de la Déclaration Balfour et parce qu'il pensait qu'il s'agissait d'action humanitaire qu'il fallait accomplir pour améliorer la situation des survivants de l'Holocauste. Il ne croyait pas que les droits des Arabes seraient compromis ni qu'ils devraient l'être. Son attitude se comprend mieux quand on considère la remarque qu'il a faite au sujet des négociations concernant les frontières de l'état juif :

La région entière attend d'être développée, et si on la prenait en main comme nous avons pris en main le développement du bassin du fleuve Tennessee, la région pourrait absorber 20 à 30 millions de personnes de plus. Ouvrir la porte à cet avenir-là, ce serait vraiment l'action constructive et humanitaire à faire, et cela accomplirait également les engagements qui ont été pris au moment de la Première Guerre Mondiale.⁴

Le public américain a soutenu la politique du Président. Selon un sondage, 65 pourcent des Américains soutenaient la création d'un état juif. Au cours des seuls trois premiers trimestres de l'année 1947, 62 850 cartes postales, 1 100 lettres et 1 400

télégrammes ont submergée la Maison Blanche, la plupart de ces envois pressaient le Président d'utiliser l'influence américaine aux Nations Unies.⁵

Le soutien de l'opinion publique se reflétait aussi au Congrès où une résolution approuvant la Déclaration Balfour fut adoptée en 1922. En 1944, les deux grands partis appelaient à la restauration d'un Commonwealth juif et, en 1945, une résolution similaire était adoptée par le Congrès.

Au lieu de céder aux pressions, Truman eut plutôt tendance à réagir négativement au "lobby juif". A plusieurs reprises, il s'est d'ailleurs plaint des pressions qu'il subissait et au sujet de la propagande juive qu'il recevait, il disait qu'il en faisait des piles et qu'il y mettait le feu. Dans une lettre au républicain Claude Pepper, Truman écrivait : « Nous aurions pu régler cette situation il y a déjà un an et demi, si les sionistes n'avaient pas passé leur temps à interférer sans raison. »⁶ Ce n'est pas franchement l'attitude d'un politicien excessivement concerné par les votes juifs.

MYTHE

« Les Etats-Unis et Israël n'ont rien en commun. »

RÉALITÉ

Les relations liant Israël aux USA sont basées sur les deux piliers indissociables de valeurs communes partagées et d'intérêts réciproques. Etant donnés les intérêts et les croyances qu'ils ont en commun, il n'est pas surprenant que le soutien à Israël soit l'un des axes forts et permanents de la politique étrangère du peuple américain.

Bien qu'Israël soit géographiquement situé dans une région encore relativement sous-développée, plus proche du Tiers-Monde que de l'Occident, en moins de 60 ans, Israël est devenu un pays se rapprochant des critères de la société occidentale. Cela s'explique en partie par le fait qu'un pourcentage élevé de la population soit originaire d'Europe et d'Amérique du Nord et que cette population a donc amené avec elle, son modèle culturel et politique européen. Sans omettre de mentionner également, l'héritage judéo-chrétien que tous ces pays ont en commun.

Mais en même temps, Israël est également une société multiculturelle qui accueille des gens originaires de plus de 100 pays différents. Aujourd'hui, plus de la moitié des Israéliens sont des Juifs de l'Est et des Juifs orientaux dont l'origine remonte aux anciennes communautés juives des pays islamiques de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Bien qu'ils vivent au milieu d'autarcies, les Israéliens sont aussi passionnément engagés dans la démocratie que les Américains le sont. Tous les citoyens d'Israël, sans considération de race, de religion, de sexe sont tous égaux devant la loi et jouissent de tous les droits démocratiques. La liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté de la presse sont intégrées dans les lois et la tradition du pays. Et le système judiciaire indépendant d'Israël maintient et défend vigoureusement tous ces droits.

Si le système politique diffère de celui de l'Amérique – Israël est une démocratie parlementaire – il est également basé sur des élections libres et des partis qui s'opposent. Et même si Israël n'a pas de Constitution formelle, il a adopté le système des "Lois Fondamentales" qui établit exactement les mêmes garanties légales.

Les Américains ont longtemps considéré les Israéliens avec admiration, en partie parce qu'ils se reconnaissent dans leur esprit pionnier et dans leur volonté de combattre pour leur indépendance. Et tout comme les Etats-Unis, Israël est un pays d'immigrants. Malgré le poids que représente le budget de la défense – soit un cinquième du budget national – le pays a eu un extraordinaire taux de croissance et ce,

tout au long de son histoire. Il a aussi réussi à donner du travail à tous les nouveaux arrivants. Comme en Amérique, les immigrants arrivant en Israël, y sont venus pour trouver une vie meilleure, pour eux et pour leurs enfants. Certains, issus de sociétés relativement peu développées, comme l’Ethiopie et le Yémen, sont arrivés sans biens, sans éducation ou formation et ils sont devenus des contributeurs productifs de la société israélienne.

Les Israéliens partagent aussi, avec les Américains, la même passion pour l’éducation : les Israéliens sont parmi les peuples les plus instruits au monde.

Depuis sa création, Israël a eu une économie mixte, associant le capitalisme et le socialisme avec le modèle Britannique. Les difficultés économiques qu’Israël a expérimentées – créées notamment après la Guerre de Kippour en 1973 à cause de l’augmentation du prix du pétrole et de l’obligation d’investir une partie disproportionnée du Produit National Brut dans la défense – ont graduellement mené au système du libre échange, semblable à celui des Etats-Unis. L’Amérique a été le partenaire de cette évolution.

Dans les années 80, à cause des menaces pesant sur la région, et parce qu’une coopération stratégique fonctionne toujours mieux quand on peut prendre des initiatives législatives, l’attention s’est focalisée sur l’un des deux piliers : celui des intérêts communs. Malgré la fin de la Guerre Froide, Israël avait continué de jouer un rôle actif dans la protection des intérêts américains, en coopérant notamment à la guerre contre le terrorisme. Cette coopération stratégique a progressé, au point de se transformer aujourd’hui, en une alliance *de facto* et cette relation est marquée du sceau de la cohérence logique et de la confiance car les Etats-Unis savent qu’ils peuvent compter sur Israël.

Il est toujours plus facile de créer des programmes de collaboration entre pays qui misent sur leur propre intérêt plutôt que sur les valeurs qu’ils partagent; pourtant, de tels programmes existent. Ces collaborations – *Shared Value Initiatives* – couvrent même un large éventail de domaines comme l’environnement, l’énergie, l’espace, l’éducation, la sécurité au travail et la santé. Et plus de 400 institutions américaines, réparties dans 47 états, la région de l’état de Columbia et l’état de Porto-Rico ont, toutes, reçu des fonds versés par ces programmes bilatéraux. Des coopérations très peu connues comme le Traité du Libre Echange commercial, le Programme de Recherche sur le Développement coopératif, le Programme de Coopération Régionale au Moyen-Orient et de nombreux autres accords passés avec presque chacune des agences départementales américaines, montrent la densité de cette relation si spéciale. Peut-être même que les liens tissés entre Israël et chacun des 50 états ainsi qu’avec l’état de Columbia, sont des liens très forts parce qu’ils sont des liens personnalisés.

MYTHE

« *La plupart des Américains s’oppose au rapprochement avec Israël.* »

RÉALITÉ

Le soutien à Israël n’est pas uniquement un soutien de la communauté juive. Des Américains de toutes générations, de toutes races et de toutes religions, ont de la sympathie pour Israël. Et ce soutien non-partisan, rassemble autant de Démocrates que de Républicains qui accordent systématiquement, leur préférence aux Israéliens plutôt qu’aux Arabes.

Le meilleur indicateur qualifiant l’attitude des Américains à l’égard d’Israël, se trouve dans la réponse à la question qui est systématiquement posée au sujet du Moyen-Orient : « Concernant la situation au Moyen-Orient, où vont vos sympathies :

plus vers Israël ou plus vers les pays arabes ? » L'Institut de sondage qui a conduit le plus grand nombre de sondages est l'Institut Gallup. Et depuis 1967, dans tous les sondages faits par Gallup le soutien à Israël s'est systématiquement, maintenu à 50 pourcent.

Depuis 1967, les 76 sondages qui ont été faits par Gallup montrent qu'une moyenne de 46 pourcent des Américains apporte son soutien à Israël, contre moins de 12 pourcent en faveur des états arabes et palestiniens. Les Américains ont une sympathie légèrement plus marquée pour les Palestiniens que pour les pays arabes, mais les résultats de tous les sondages qui demandent de choisir entre Israël et les Palestiniens, n'ont pas varié de manière significative.

Certains pensent à tort, que la sympathie à l'égard d'Israël était plus grande avant, mais en réalité, juste après la Guerre des Six Jours, le point culminant de 56 pourcent a été atteint avant la Guerre du Golf. Et selon Gallup, c'est en janvier 1991 que la sympathie pour Israël est passée à 64 pourcent. Au même moment le soutien pour les Arabes est tombé à 8 pourcent, avec une marge différentielle de 56 points.

Le sondage le plus récent effectué par Gallup en février 2005, a établi qu'Israël bénéficiait d'une sympathie de 52 pourcent, comparés à 18 pourcent en faveur des Palestiniens. En dépit de la violence des trois dernières années et malgré la tendance nettement négative de la couverture médiatique à son égard, Israël bénéficie d'un même niveau de soutien depuis la Guerre de 1967, époque où la majorité des gens pensaient à tort, qu'Israël était incroyablement populaire. Le chiffre en faveur des Palestiniens est plus élevé qu'il ne l'a jamais été (ce n'est qu'à de très rares occasions que les questions portant sur les "Arabes" ont atteint un niveau de soutien plus élevé de la part des sondés).

Les sondages indiquent qu'Israël est considéré par le public, comme étant un fidèle allié des USA, sentiment qui s'est amplifié pendant la crise du Golfe. En janvier 1991, un sondage Harris a indiqué que 86 pourcent des Américains voyaient en Israël, un "allié proche" ou "un pays ami". C'est le taux le plus élevé jamais atteint par un sondage Harris. En 2005, c'est un taux de 72 pourcent qui a été atteint, classant Israël en quatrième position, derrière la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie. En 2005, dans un sondage de l'institut ADL, le taux était de 71 pourcent et, en mai 2003, un sondage financé par l'ARNSI (l'Alliance pour la Recherche sur les Questions de Sécurité Nationale) a publié le chiffre de 63 pourcent d'Américains qui croient « qu'Israël est un allié des Etats-Unis, digne de confiance dans la lutte contre le terrorisme. »

« Les pays alliés, en accord avec leurs gouvernements et leurs opinions publiques, sont d'accord sur le fait qu'en Palestine, les fondations d'un "commonwealth" juif, devraient être établies. »

-Président Woodrow Wilson, 3 mars 1949

MYTHE

« La politique américaine a toujours été hostile aux Arabes. »

RÉALITÉ

Les Arabes reconnaissent très rarement que les Etats-Unis ont aidé les pays arabes à obtenir leur indépendance. Le Président Wilson était en faveur de l'auto-

détermination des peuples et c'est l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre Mondiale qui a entraîné le démantèlement de l'Empire Ottoman et stimulé le passage du monde arabe vers son indépendance.

Les Arabes ont toujours affirmé que la politique au Moyen-Orient était un jeu dans lequel le soutien à leur ennemi – Israël – avait pour effet incontournable, de les mettre dans une situation qui les défavorisait. Et du coup, les états arabes ont essayé de forcer les Etats-Unis à choisir entre le soutien aux Arabes et le soutien à Israël. En général, les Etats-Unis ont évité de tomber dans ce piège. Le fait que les USA aient passé alliance avec Israël, tout en maintenant de bonnes relations avec plusieurs états arabes, est la preuve que les deux attitudes ne sont pas incompatibles.

Les USA ont longtemps cherché à partager des relations amicales avec les dirigeants arabes et ils ont réussi, à différentes périodes, à être en bons termes avec la plupart des pays arabes. Dans les années 30, la découverte du pétrole a amené les compagnies américaines à se rapprocher des Etats du Golfe. Dans les années 50, les objectifs stratégiques américains ont poussé les Etats-Unis à créer une alliance avec les états arabes pro-occidentaux. Des pays tels que l'Irak et la Syrie étaient amis avec les Etats-Unis, avant que des leaders radicaux ne s'emparent du pouvoir. L'Egypte, qui était hostile aux Etats-Unis sous Nasser, devint pro-occidentale sous Saddate. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale, les Etats-Unis ont investi massivement dans l'aide économique et militaire de la région et aujourd'hui, ils sont le principal commanditaire des pays tels que la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Maroc, l'Egypte et les Etats du Golfe. Bien que les états arabes accusent les Etats-Unis de leurs défaites lors de toutes les guerres qu'ils ont menées contre Israël, la vérité est que la plupart des belligérants ont bénéficié de l'aide américaine, à un moment ou à un autre.

MYTHE

« Depuis 1948, les Etats-Unis ont systématiquement soutenu Israël. »

RÉALITÉ

Les Etats-Unis ont toujours été l'allié le plus proche d'Israël à travers toute son histoire ; pourtant, les Etats-Unis ont souvent agi à l'encontre des attentes d'Israël.

L'effort des Etats-Unis pour apporter son soutien à Israël tout en calmant les Arabes, date de 1948, quand le Président Truman montra l'envie de se désister du processus de partition et plaida en faveur d'une mise sous tutelle. Après que les pays arabes entourant Israël, l'aient envahi, les USA maintinrent un embargo sur les armes : ce qui limita sérieusement les capacités d'Israël à se défendre.

Depuis la guerre de 1948, les USA n'ont pas voulu insister sur les projets de déplacement et de ré-installation des réfugiés arabes. Ils ont également été très réticents à objecter aux violations arabes de la Charte de l'ONU et de ses résolutions. Ainsi par exemple, on a laissé les Arabes effectuer le blocus du Canal de Suez, faire peser le poids du boycott sur Israël et commettre des actes de terrorisme. En réalité, dans le cadre des Nations Unies, les USA ont plus souvent pris des positions contre Israël que l'inverse et, jusqu'en 1972, ils n'ont pas utilisé leur droit de veto au Conseil de Sécurité, pour bloquer les résolutions anti-Israël.

La divergence la plus spectaculaire entre la politique américaine et celle d'Israël a sans doute eu lieu pendant la Guerre de Suez, quand le Président Eisenhower s'opposa très sérieusement à l'Angleterre, à la France et à Israël. Après la guerre, ce sera sous la pression américaine qu'Israël se retirera du territoire conquis. David Ben-Gourion fit confiance aux garanties américaines douteuses, qui portaient les germes du conflit de 1967.

A de nombreuses occasions, les Présidents américains ont pris des mesures contre Israël. En 1981 par exemple, Ronald Reagan a suspendu un accord de coopération stratégique après qu'Israël ait annexé le Plateau du Golan. Une autre fois, il empêcha la livraison d'avions de combats, mécontent qu'il était d'une opération israélienne menée au Liban.

En 1991, à cause du désaccord qu'il avait avec la politique israélienne des implantations, le Président Bush tint une conférence de presse pour demander un délai afin de considérer la demande d'Israël qui voulait obtenir un prêt garanti, destiné à aider à l'intégration des Juifs russes et éthiopiens. En mettant en jeu son prestige et son influence dans cette demande de délai, Bush utilisa des termes qui enflammèrent les passions et provoquèrent dans la communauté juive, la crainte d'une résurgence de l'antisémitisme.

Bien qu'il soit décrit comme le Président le plus pro-israélien de l'histoire, à plusieurs occasions Bill Clinton a été critique envers Israël. L'administration George W. Bush elle aussi, n'a jamais hésité à critiquer Israël quand elle estimait que ses actions étaient contraires aux intérêts américains bien qu'en général, elle ait été plus réservée dans ses déclarations publiques. Pendant la première année de la Guerre Palestinienne, parce qu'ils n'étaient pas satisfaits de l'utilisation des hélicoptères fabriqués en Amérique dans les attentats ciblés, les Etats-Unis ont imposé un embargo sur les pièces détachées de ces hélicoptères. En 2005, les Etats-Unis punirent aussi Israël pour avoir accepté de vendre des équipements militaires à la Chine.⁸

MYTHE

« Les USA ont toujours donné des armes à Israël pour lui permettre d'avoir une avance qualitative par rapport aux Arabes. »

RÉALITÉ

Avant 1962, les Etats-Unis n'ont fourni à Israël que des armes en quantité limitée, y compris les munitions et les fusils à canon sans recul. Cette année-là, le Président Kennedy vendit à Israël, des missiles anti-aériens HAWKS, mais seulement après que l'Union Soviétique ait fourni à l'Egypte des bombardiers à longue portée.

A partir de 1965, les Etats-Unis sont devenus les premiers fournisseurs d'armes d'Israël, à cause des pressions arabes exercées sur l'Allemagne de l'Ouest pour l'obliger à arrêter ses livraisons de tanks à Israël. Néanmoins pendant presque toute la durée de l'Administration Johnson les ventes d'armes à Israël ont été contrebalancées par des ventes similaires aux Arabes. Ainsi en 1965, le premier tank américain à être vendu à Israël, a également été vendu à la Jordanie.⁹

Jusqu'en 1966, les USA n'avaient fourni aucun avion à Israël. Et même après cette date, des accords secrets avaient été pris avec le Maroc et la Libye afin de leur fournir les mêmes avions, et des équipements militaires supplémentaires furent envoyés au Liban, à l'Arabie Saoudite et à la Tunisie.¹⁰

Comme cela avait déjà été le cas en 1948, au cours de la Guerre des Six Jours les Etats-Unis imposèrent à Israël un nouvel embargo sur les armes, tandis que les Arabes continuaient à recevoir des armes soviétiques. La situation d'Israël fut encore aggravée par la décision de la France d'imposer un embargo sur tous les transferts d'armes vers Israël, c'est ce qui mit d'ailleurs fin à leur position de fournisseur le plus important.

Quand il apparut clairement qu'Israël n'avait aucun autre moyen de se procurer des armes, et que l'Union Soviétique n'avait aucune intention de limiter ses ventes d'armes dans la région, c'est alors – et alors seulement – que le Président Johnson

accepta de vendre à Israël des Jets Phantom, ce qui donna à Israël une avance qualitative. Paul Warnke, Secrétaire adjoint à la Défense confia à l'ambassadeur d'Israël Yitzah Rabin, « Dorénavant, nous serons le principal fournisseur d'armes à Israël, nous serons plus intimement liés à la situation de sécurité d'Israël et plus directement impliqués dans la sécurité des Etats-Unis. »¹¹

A partir de ce moment-là, les USA enclenchèrent une politique maintenant l'avance qualitative accordée à Israël. Ce qui ne les empêcha pourtant pas à rester engagés dans l'armement des pays arabes, notamment en fournissant des armements sophistiqués tels que des missiles, des tanks et des avions, à la Jordanie, au Maroc, à l'Egypte, à l'Arabie Saoudite et aux Etats du Golfe. Et donc, en 1978, quand Israël reçut des F-15, ce fût aussi le cas de l'Arabie Saoudite (et l'Egypte reçut des F-5E). En 1981, pour la première fois, l'Arabie Saoudite reçut un système de détection qui lui conféra une avance qualitative sur Israël : des AWACS ou avions de combats spéciaux, avec radars aéroportés.

Aujourd'hui, Israël n'achète pratiquement que des équipements militaires américains très sophistiqués, mais de nombreux états arabes reçoivent également les meilleurs tanks, avions et missiles américains. L'avance qualitative est sans doute, toujours accordée à Israël, mais la marge avec les pays arabes est en train de se réduire.

« Notre société est illuminée par la spiritualité des prophètes Hébreux. L'Amérique et Israël ont un même amour de la liberté, et ils ont aussi en commun la même foi en une vie démocratique. »

-Président Lindon Johnson¹²

MYTHE

« L'aide américaine au Moyen-Orient a toujours été à sens unique, les Arabes n'en bénéficient presque jamais. »

RÉALITÉ

Après qu'Israël ait gagné sa guerre d'indépendance, les USA répondirent à une demande d'aide économique destinée à absorber les nouveaux immigrants, en approuvant un prêt bancaire de 135 millions et la vente de produits et de marchandises en surplus. Dans les premières années d'existence de l'Etat d'Israël (c'est le cas aussi aujourd'hui), l'aide américaine était considérée comme un moyen de promouvoir la paix.

En 1951, le Congrès avait voté une aide pour qu'Israël puisse faire face au poids économique imposé par le flux des réfugiés juifs en provenance des camps européens et des ghettos des pays arabes. Bien qu'alors, ils n'avaient aucun besoin de l'aide des Américains, les Arabes se plaignirent, affirmant que les USA les négligeaient. En 1951, la Syrie rejeta l'offre des USA. L'Irak et l'Arabie Saoudite, pays riches en pétrole, n'avaient aucun besoin de l'aide économique des USA et jusqu'à la fin des années 50, la Jordanie était sous la tutelle de la Grande-Bretagne. Après 1957, quand les Etats-Unis assumèrent la responsabilité du soutien à la Jordanie et reprirent leur aide à l'Egypte, l'assistance des Etats-Unis aux Etats arabes augmenta considérablement. D'autre part les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'UNWRA, ont toujours été le contributeur le plus important des Palestiniens, un statut dont ils jouissent encore aujourd'hui.

Depuis la Deuxième Guerre Mondiale, Israël a reçu de la part des Etats-Unis, une aide supérieure à celle accordée à tout autre pays, mais les sommes versées au cours de la première moitié de cette période, étaient des sommes relativement petites. Entre 1949 et 1973, les USA ont fourni à Israël, une aide d'en moyenne 122 millions de dollars par an, soit un total de 3.1 milliards de dollars (dont, en réalité, plus d'un milliard de dollars versé sous forme de prêt, destiné aux installations militaires de 1971 à 1973). Avant 1971, Israël recevait un total de seulement 277 millions de dollars pour l'assistance militaire, sous forme de prêts pour des acquisitions à crédit. La plus grande partie de l'aide économique a été allouée à Israël. En comparaison, les états arabes reçurent presque trois fois le montant de l'aide d'avant 1971, soit 4,4 milliards ou 170 millions de dollars par an. De plus, et contrairement à Israël qui ne reçoit pratiquement de l'aide que des Etats-Unis, les pays arabes ont reçu de l'aide de l'Asie, de l'Europe de l'Est, de l'Union Soviétique et de la Communauté Européenne.

« Il est de ma responsabilité de savoir si notre politique à l'égard d'Israël s'accorde avec notre politique mondiale ; deuxièmement, c'est mon désir d'aider à construire en Palestine, un état démocratique, fort, prospère, libre et indépendant. Il doit être assez grand, assez libre et assez fort pour faire que son peuple soit auto-suffisant et en sécurité. »

-Président Harry Truman¹³

Ce n'est qu'après la guerre de 1973, donc à partir de 1974, qu'Israël commença à recevoir des sommes plus conséquentes, et que le montant des sommes augmenta considérablement après les Accords de Camp David. Depuis 1949, la totalité de l'aide qu'Israël a reçue est de plus de 90 milliards de dollars. Bien que ce total soit très impressionnant, la valeur réelle de cette aide a été érodée par l'inflation.

Les états arabes qui ont accepté de signer des accords avec Israël ont, eux aussi, été récompensés. Depuis qu'elle a signé les traités de paix avec Israël, l'Egypte est devenu le deuxième récipiendaire le plus important, de l'aide américaine vers l'étranger (1.8 milliards de dollars en 2005, Israël recevant 2.6 milliards de dollars). La Jordanie a également été bénéficiaire d'un niveau plus élevé d'assistance, depuis qu'elle a signé un traité avec Israël (passant de moins de 40 millions de dollars à environ 250 millions de dollars). Par ailleurs, la dette des pays arabes à l'égard des USA, se chiffrant à plusieurs milliards de dollars a, elle aussi, été annulée.

Après les Accords d'Oslo, les Etats-Unis ont également commencé à fournir une aide aux Palestiniens. Entre 1993 et 2004, le financement de la Rive Occidentale et de Gaza a atteint un montant d'environ 1.3 milliards de dollars. En mai 2005, le Congrès a proposé une somme globale d'aide d'urgence aux Palestiniens, de 200 millions de dollars, pour aider à la promotion des projets de constructions immobilières sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza. Et, dans un effort pour soutenir le Président Mahmoud Abbas, Bush a accepté de verser 50 millions de dollars directement à l'Autorité Palestinienne. Avant, les aides étaient faites sur le mode indirect, payées par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, alors que ce financement-là a été déposé dans un compte bancaire spécial, géré par Salam Fayyad, le Ministre palestinien des Finances, qui a été nommé pour rendre les finances de l'Autorité Palestinienne un peu plus transparentes. L'argent est censé « être utilisé à Gaza, pour construire des maisons, des écoles, des routes, des installations sanitaires et des centres médicaux et afin d'aider à la transition du désengagement d'Israël. »

MYTHE

« Israël continue d'exiger d'importantes aides économiques alors qu'il est un pays riche qui n'a plus besoin d'aucune aide. »

RÉALITÉ

Considérons l'année fiscale de 1987 : Israël a reçu une subvention de 1,2 millions de dollars en aide économique et une subvention de 1,8 millions de dollars en aide militaire. En 1998, Israël proposa spontanément de réduire sa dépendance à l'aide économique américaine. Selon un accord, trouvé avec l'Administration Clinton et le Congrès, la globalité de l'aide économique serait réduite chaque année de 120 millions de dollars, pour au final, totalement disparaître en 10 ans. La moitié de l'économie ainsi réalisée sur l'assistance économique annuelle (60 millions de dollars), serait ajoutée à l'aide militaire globale d'Israël, prenant en compte l'augmentation de ses besoins sécuritaires.

Si Israël a fait cette proposition, c'est que le besoin d'aide qui était le sien autrefois, n'est plus le même de nos jours. Aujourd'hui, les bases de l'économie israélienne sont solides ; pourtant, Israël reste lié par le poids de l'ancienne dette contractée à l'égard des Etats-Unis, dette qui, à l'opposé de celles de l'Egypte et de la Jordanie, n'a pas été annulée. Israël peut néanmoins, continuer de bénéficier de l'aide américaine. Le pays subit l'incroyable contrainte financière que représente l'intégration de milliers d'immigrés, un taux élevé de chômage et un nombre alarmant de gens se trouvant au-dessous du seuil de pauvreté. Cette situation a encore été exacerbée par la Guerre Palestiniennne qui a dévasté l'industrie du tourisme et des secteurs des services liés à cette industrie. En outre, les concessions faites au cours des négociations de paix, ont amené au démantèlement de certaines bases militaires ainsi qu'à la perte de précieuses ressources qui doivent être remplacées. Le coût du seul désengagement de Gaza, est estimé à plus de 2 milliards de dollars.

En 2005, l'aide économique à Israël était réduite de 360 millions de dollars, alors que l'aide militaire augmentait, atteignant les 2.2 milliards de dollars.

MYTHE

« Israël se vante d'être le quatrième état le plus fort au monde, il n'a donc certainement pas besoin de l'aide militaire des USA. »

RÉALITÉ

Israël n'a signé que deux traités de paix avec ses voisins. Tout en restant, en théorie, en guerre avec le reste du monde arabo-musulman dont plusieurs pays, notamment l'Iran, lui sont ouvertement hostiles. Etant donné les sérieuses menaces potentielles pesant sur le pays, Israël doit continuer de maintenir une défense solide.

L'équilibre des armes, tel qu'il apparaît dans les graphiques des tableaux des Annexes, montre qu'Israël doit faire face à des ennemis terribles, toujours susceptibles de s'allier pour menacer la sécurité d'Israël, comme ils l'ont déjà fait dans le passé. En conséquence, pour être sûr de vaincre ses ennemis, Israël doit miser sur l'avance qualitative dont il bénéficie, et cette avance ne peut être garantie que par l'acquisition d'armes les plus récentes. Mais tous les nouveaux armements – tanks, missiles, avions – sont hors de prix et Israël n'a pas les moyens de payer l'équipement dont il a besoin, c'est pourquoi l'aide américaine est d'une importance vitale pour la sécurité d'Israël. Par ailleurs, les ennemis d'Israël ont leurs propres fournisseurs alors

qu'Israël, lui, ne doit compter presque exclusivement, que sur le matériel américain.

MYTHE

« *L'aide américaine subventionne les fournisseurs d'équipements militaires à Israël, aux dépens de l'industrie américaine.* »

RÉALITÉ

Contrairement à la croyance populaire, les Etats-Unis ne se contentent pas de signer des chèques de milliards de dollars afin de les donner à Israël pour qu'il les dépense comme bon lui semble. Seulement 25 pourcent (en 2004 : 555 millions de dollars sur 2.2 milliards de dollars) de ce qu'Israël reçoit de la part du financement militaire étranger (*Foreign Military Financing, FMF*) peut être utilisé en Israël pour passer des marchés. Les 75 pourcent restant doivent être dépensés aux Etats-Unis pour créer des bénéfices et des emplois. Au cours de ces dernières années, grâce à ce programme plus de 1 000 compagnies, dans 47 états, dans le district de Columbia et à Porto-Rico, ont signé des contrats valant des milliards de dollars.

Valeurs du Financement Militaire Etranger (FMF) Commandes par Etat en 2004¹⁵

Alabama	78 276 940\$	Montana	64 553\$
Arkansas	81 801\$	Caroline du Nord	8 411 180\$
Arizona	22 691 178\$	Nebraska	240 000\$
Californie	140 040 580\$	New Hampshire	10 538 391\$
Colorado	13 929 613\$	New Jersey	40 998 939\$
Connecticut	29 994 359\$	Nouveau Mexique	118 093\$
DC	44 555\$	Nevada	518 921\$
Delaware	225 251\$	New-York	114 131 158\$
Floride	58 534 433\$	Ohio	55 781 273\$
Géorgie	4 043 891\$	Oklahoma	3 089 217\$
Hawaï	65 000\$	Oregon	3 458 387\$
Iowa	2 745 748\$	Pennsylvanie	12 377 050\$
Illinois	22 372 828\$	Rhodes Island	63 750\$
Indiana	2 218 757\$	Caroline du Sud	1 215 324\$
Kansas	19 194 285\$	Dakota du Sud	90 000\$
Kentucky	33 275 716\$	Tennessee	16 465 058\$
Louisiane	36 900 038\$	Texas	65 216 418\$
Massachusetts	20 555 992\$	Utah	347 871\$
Maryland	41 821 169\$	Virginie	10 094 379\$
Michigan	30 304 390\$	Vermont	180 929\$
Minnesota	5 701 158\$	Washington	3 630 537\$
Missouri	2 563 271\$	Wisconsin	6 523 873\$
Mississippi	6 152 867\$	Virginie Ouest	35 910\$

MYTHE

« *Pour les Etats-Unis, Israël n'a jamais eu d'importance stratégique.* »

RÉALITÉ

En 1952, le Général Omar Bradley, Chef de l'Etat-Major Interarmées, pensait qu'il fallait 17 divisions, et qu'Israël devait en fournir deux, pour que l'Occident puisse défendre le Moyen-Orient. En 1955, il affirmait aussi que seulement trois pays suffiraient pour fournir la puissance aérienne nécessaire à la défense du Moyen-Orient : la Grande-Bretagne, la Turquie et Israël. L'analyse de Bradley fut rejetée par les politiques qui estimèrent qu'il était bien plus important de travailler avec l'Egypte et, plus tard, avec la Syrie. Et parce qu'ils craignaient que les Arabes ne se détournent de l'Ouest si l'Ouest intégrait des forces armées israéliennes dans sa stratégie.¹⁶

En 1967, cette vision des choses se trouvait modifiée, grâce à la victoire écrasante d'Israël sur les forces arabes alliées. L'année suivante, pour la première fois, les Etats-Unis vendaient à Israël, des avions sophistiqués (les avions Phantoms). Washington changeait sa politique au Moyen-Orient en assurant l'avance qualitative d'Israël sur ses ennemis, plutôt que de favoriser un équilibre des forces en présence.

En 1970, Israël démontrait son importance quand les Etats-Unis lui demandèrent de l'aide afin de soutenir le régime du roi Hussein. La rapidité d'Israël à soutenir Amman et ses mouvements de troupes vers la frontière jordanienne persuadèrent la Syrie de retirer les tanks qu'elle avait envoyés en Jordanie afin de soutenir les forces palestiniennes qui avaient mis le roi en danger, au cours du "Septembre Noir".¹⁷

Au début des années 70, il devint clair qu'aucun état arabe ne pourrait, ni ne voudrait, contribuer à la défense de l'Occident dans la région du Moyen-Orient. Le Pacte de Bagdad était mort depuis longtemps et les régimes proches des Etats-Unis étaient des régimes faibles, comparés aux forces anti-occidentales de l'Egypte, de la Syrie et de l'Irak. Et, même après la réorientation de l'Egypte, grâce au traité de paix signé avec Israël, les Etats-Unis ne pouvaient compter sur aucun gouvernement arabe pour la moindre aide militaire.

L'Administration Carter commença alors la mise en œuvre d'une coopération militaire (non déclarée comme telle), en permettant à Israël de vendre des équipements militaires aux Etats-Unis. Le Président Carter considérait la possibilité d'engager des opérations militaires conjointes comme la juste récompense de la "bonne conduite" d'Israël dans les pourparlers de paix avec l'Egypte.

Quand Ronald Reagan entra en fonction, et bien que réticent à formaliser cette relation, la coopération stratégique devint le point central de la relation USA-Israël. Avant son élection, Reagan avait écrit : « Ce n'est que par une appréciation réelle, du rôle essentiel joué par l'état d'Israël dans nos calculs stratégiques, que nous pourrions construire les infrastructures qui nous permettront de contrecarrer les plans de Moscou sur les territoires et sur les ressources qui sont vitales pour la sécurité et pour le bien-être de notre pays. »¹⁸

C'est le 30 novembre 1981 que la vision de Reagan atteignit son apogée, grâce à la signature d'un Mémorandum d'accord de "coopération stratégique". Le 19 novembre 1983 un nouvel accord fut signé, entérinant la création de structures communes aux deux pays : le Joint Political Military Group (JPMG) et le Joint Security Assistance Planning Group (JSAP), destinés à superviser l'aide dans le secteur de la sécurité.

En 1987, le Congrès désigna Israël, état non membre de l'OTAN, comme étant un allié majeur. Cette loi conférait à Israël, le statut officiel d'allié et donc le droit d'entrer en lice, à égalité avec les pays membres de l'OTAN et avec les alliés proches des USA, dans la course aux contrats dans le secteur des équipements de défense.

« Depuis la renaissance de l'état d'Israël, un lien fort et inattaquable s'est établi entre cette démocratie et la nôtre. »

En avril 1988, le président Ronald Reagan signait un nouveau Mémoire d'Accord bilatéral (*Memorandum Of Understanding*) englobant tous les accords et précédents. Ce dernier accord officialisait la coopération stratégique.

A la fin du mandat Reagan, les USA avaient : déployé des installations en Israël, démarré un programme commun ATBM (système anti-balistique Arrow de dissuasion), partageaient régulièrement des entraînements en commun et s'étaient engagés dans un grand nombre de coopérations militaires avec Israël. C'est à partir de ce moment-là que la coopération stratégique Israël-USA n'a cessé d'évoluer. Et à présent, Israël est régulièrement engagé dans des entraînements militaires avec les forces américaines et en 2005, pour la première fois, il s'est aussi engagé dans des exercices et des manœuvres en commun avec les forces de l'OTAN.

Aujourd'hui, les liens stratégiques sont plus forts qu'ils ne l'ont jamais été et Israël est devenu un allié de facto, des Etats-Unis.

MYTHE

« Le fait d'avoir utilisé Jonathan Pollard pour espionner les Etats-Unis apporte la preuve qu'Israël travaille contre les intérêts américains. »

RÉALITÉ

En novembre 1985, le FBI arrêtait Jonathan Pollard qui travaillait comme analyste au service de renseignements de la Marine américaine, l'accusant d'avoir vendu à Israël du matériel classé "confidentiel défense". Sa femme, Anne, était condamnée à une sentence de cinq années de prison pour avoir assisté son mari.

Dès l'arrestation de Pollard, Israël présenta ses excuses tout en expliquant que cette opération n'était pas officielle. Une communication officielle du gouvernement déclarait : « C'est la politique d'Israël de ne s'engager dans aucune activité de renseignements liée aux Etats-Unis, du fait de la relation amicale et de proximité » existant entre les deux pays. Le Premier Ministre Shimon Pérès affirmait : « Espionner les Etats-Unis va totalement à l'encontre de notre pratique politique.²⁰ »

Les Etats-Unis et Israël enquêtèrent ensemble sur l'affaire Pollard. L'enquête des Israéliens révéla que Pollard ne travaillait ni pour les renseignements militaires d'Israël, ni pour le Mossad. Il agissait dans le cadre d'une toute petite cellule indépendante, de renseignements scientifiques. C'est Pollard qui contacta les Israéliens.

Dans le cadre du Comité des Affaires étrangères de la Knesset, responsable des services de renseignements et de sécurité, un sous-comité concluait : « Il ne fait aucun doute que... ce sont des agents opérationnels (nommément la Cellule de Liaison Scientifique dirigée par Rafaël Eitan) qui ont décidé de recruter et de diriger Pollard, sans en référer, sans avoir consulté les responsables politiques et sans avoir obtenu aucune approbation, ni directe ni indirecte. » Le comité de la Knesset réprimanda le gouvernement pour ne pas avoir correctement supervisé cette cellule scientifique.

Comme il avait été promis au gouvernement américain, cette cellule d'espionnage qui avait recruté Pollard fut dissoute, ses responsables furent punis et les documents restitués.²¹ Ce dernier point étant crucial pour le Département de la Justice dans son dossier contre Pollard.

Pollard nia toujours avoir espionné "contre" les Etats-Unis. Il affirma qu'il n'avait fait que fournir des informations de la plus haute importance pour la sécurité d'Israël,

informations que le Pentagone retenait volontairement. Dans ces informations vitales, il y avait des données sur les armes soviétiques envoyées à la Syrie, sur les armes chimiques irakiennes et syriennes, sur le projet de bombe nucléaire du Pakistan et sur les systèmes de défenses aériennes de la Lybie.²²

Pollard fut reconnu coupable d'espionnage. De toute l'histoire judiciaire des USA, jamais une sentence aussi sévère n'avait été décrétée dans un cas d'espionnage au profit d'un pays allié. Ce fut même, et de loin, la condamnation la plus sévère dans un cas d'espionnage au profit de l'Union Soviétique ou d'autres ennemis des Etats-Unis.²³

Bien qu'au début Israël nia toute relation avec Pollard, le gouvernement de Benjamin Nétanyahou finit par reconnaître que Pollard était bien un espion israélien et lui accorda la citoyenneté israélienne. C'est en 1998, à Wye Plantation dans le Maryland, au cours de la négociation de paix israélo-palestinienne, que Nétanyahou demanda la clémence pour Pollard. Depuis, les gouvernements successifs ont fait de nouvelles démarches au nom de Pollard.

Les supporters américains de Pollard aux Etats-Unis ne cessent de réclamer qu'on lui pardonne. Le président Clinton a considéré la possibilité d'accorder le pardon à Pollard mais les agences officielles de renseignements et de la défense se sont très vigoureusement opposées à cette idée. A la fin du mandat Clinton, le sujet fut de nouveau évoqué et le sénateur Richard Shelby, président de la Commission du Sénat sur le Renseignement, appuyé par une majorité de sénateurs, firent pression contre le pardon. Il déclarait : « Mr. Pollard est un espion qui a mis en danger notre sécurité nationale et fait courir des risques majeurs à nos officiers de renseignements. Je n'ai pas de mots assez forts pour exiger que Mr. Pollard purge chaque minute de sa peine... »²⁴

En novembre 2003, un juge fédéral rejeta la demande en appel de Pollard contre sa condamnation à perpétuité, et la demande de révision des documents classés défense, dont Pollard affirmait qu'ils étaient insuffisants pour établir que son activité d'espionnage avait été si dommageable ou aussi importante que les procureurs l'avaient prétendu. Le juge répliqua que Pollard avait attendu trop longtemps – plus de dix ans après qu'il ait été condamné – pour faire appel de la décision de justice et il déclara que les avoués de Pollard ne présentaient aucune justification irréfutable permettant d'ouvrir de nouveau, les documents classés.²⁵

En 2005, un tribunal fédéral américain rejeta la réclamation de Pollard selon laquelle il avait mal été conseillé lors de son procès et jugea caduque sa demande de révision afin de réduire sa condamnation à perpétuité. Le tribunal refusa également aux avoués de Pollard l'accès à toutes les informations classées, dont ces derniers espéraient pourtant, qu'elles pourraient les aider à obtenir la grâce présidentielle. Les arrêts rendus par la Cour ne laissaient pratiquement plus de recours à Pollard sauf de faire appel à la Cour Suprême qui seule, pouvait changer son destin.²⁶

MYTHE

« La dépendance des Etats-Unis au pétrole arabe a diminué au fil des années. »

RÉALITÉ

En 1973, l'embargo arabe sur le pétrole fit subir un choc violent à l'économie américaine. L'embargo, plus la hausse des prix de l'OPEC, combinée à une dépendance croissante des Etats-Unis au pétrole étranger : tous ces facteurs réunis enclenchèrent la récession du début des années 70.

En 1973, le pétrole venant de l'étranger représentait 35 pourcent du total des besoins américains. En 2005, ce chiffre passe à 57 pourcent; et en 2004, les pays arabes de l'OPEC représentent 26 pourcent des importations américaines de pétrole (si l'on compte aussi les pays non arabes de l'OPEC, Indonésie, Vénézuéla et Nigéria, le taux passe alors à 50 pourcent). En 2004, on trouve l'Arabie Saoudite, qui occupe la troisième place, l'Irak la 6^{ème}, l'Algérie la 7^{ème} et le Koweït la 12^{ème}, parmi les vingt premiers fournisseurs de pétrole aux Etats-Unis. Les états du Golfe Persique fournissent à eux seuls, 24 pourcent des importations américaines de pétrole.²⁷

La dépendance croissante des Etats-Unis à l'égard de l'importation du pétrole, rend l'économie américaine encore plus vulnérable aux augmentations des prix du pétrole, telles qu'elles ont eu lieu en 1979, 1981, 1982, 1990, 2000 et en 2005. Les hausses du prix du pétrole ont également permis aux pays arabes producteurs, de générer d'énormes revenus aux dépens des consommateurs américains. Tous ces profits ont financé d'importants achats d'armements et la mise en œuvre de programmes d'armes non conventionnelles, comme ceux de l'Iran.

A plusieurs occasions, la dépendance de l'Amérique à l'égard du pétrole arabe a fait réapparaître le spectre de nouvelles tentatives de chantage contre les Etats-Unis pour les forcer à abandonner leur soutien à Israël. Ainsi, en avril 2002, pendant un mois, l'Irak a interrompu ses livraisons de pétrole, en signe de protestation contre l'opération israélienne destinée à débusquer les terroristes de la Rive Occidentale. Aucun autre producteur arabe de pétrole n'a suivi cet exemple et cette action irakienne n'a eu que peu d'impact sur les marchés du pétrole et aucun effet sur la politique.

La bonne nouvelle pour les Américains est que les deux fournisseurs les plus importants des Etats-Unis d'aujourd'hui – le Canada et le Mexique – sont bien plus fiables et de meilleurs alliés que les pays du Golfe Persique.

MYTHE

« C'est à cause du soutien américain à Israël que le 11 Septembre, les terroristes ont attaqué le World Trade Center et le Pentagone. »

RÉALITÉ

Les attaques haineuses contre les Etats-Unis ont été perpétrées par des musulmans fanatiques, porteurs de motivations multiples qui les ont fait commettre ces actes et d'autres encore. Ces musulmans ont une interprétation pervertie de l'Islam en croyant qu'ils doivent attaquer les infidèles, notamment les Américains et les Juifs qui ne partagent pas leurs croyances. Ils s'opposent à la culture occidentale et à la démocratie et à toute présence américaine dans les pays musulmans. Ils sont tout particulièrement en rage contre les bases militaires américaines en Arabie Saoudite et dans les autres parties du Golfe Persique. Et cela, sans parler de la politique américaine dans le conflit israélo-palestinien. Néanmoins, une autre justification à leur fanatisme se trouve dans le fait que les Etats-Unis soient alliés d'Israël. Des attaques précédentes sur des objectifs américains, telles que le *USS Cole* et les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, commis par des terroristes auteurs d'attentats-suicides, dont la colère à l'égard des Etats-Unis n'a peu ou absolument rien à voir avec Israël.

« Oussama ben-Laden a d'abord, perpétré ses attentats : ça n'est qu'après qu'il s'est mis à mentionner les Palestiniens. Il ne l'avait jamais fait avant. »

Oussama ben-Laden prétendit qu'il agissait au nom des Palestiniens et que sa colère était dirigée contre les Etats-Unis à cause de leur soutien à Israël. C'était là une nouvelle invention de Ben Laden pour s'attirer les bonnes grâces de l'opinion publique arabe et pour justifier ses actions terroristes. L'antipathie de ben-Laden à l'encontre des Etats-Unis n'a jamais été liée au conflit israélo-arabe. Bien que de nombreux Arabes aient été abusés par les efforts de ben-Laden pour entraîner Israël dans la guerre, le Dr. Abd Al-Hamid Al-Ansari, Doyen de la Faculté de Droit et de la Shar'ia du Qatar a exprimé des réticences critiques : « Dans leur hypocrisie, beaucoup [d'Arabes] intellectuels lient le 11 Septembre au problème palestinien – affirmation totalement contredite par les sept années de publications d'Al-Qaida. Al-Qaida n'a jamais relié la Palestine à aucun des sujets qu'elle a traité. »²⁹

Même Yasser Arafat confia au *Sunday Times* de Londres que ben-Laden devait arrêter de se cacher derrière la cause palestinienne. Il ajoutait que ben-Laden « ne nous a jamais aidé, il a travaillé dans une direction complètement différente de la nôtre, et même contre nos intérêts. »³⁰

Bien que la cause palestinienne n'ait jamais figuré au programme d'Al-Qaida, l'organisation a commencé à jouer un rôle plus actif dans des actions terroristes contre des objectifs israéliens. La première action, un attentat-suicide, a eu lieu au Kenya, contre un hôtel dont le propriétaire est un Israélien, le 28 novembre 2002, faisant trois morts israéliens et 11 Kenyans, le même jour, la seconde action a été l'attaque d'un avion de ligne israélien par un missile, pendant son décollage.³¹ Les membres d'Al-Qaida ont également commencé à infiltrer l'Autorité Palestinienne.³²

MYTHE

« Le 11 Septembre, le détournement de quatre avions en un seul jour, cela représente un acte terroriste unique et sans précédent. »

RÉALITÉ

L'échelle du massacre et de la destruction effectués le 11 Septembre, cela a en effet, été un phénomène sans précédent, de même que le fait de transformer en bombes des avions civils. Cependant la technique du détournement synchronisé n'est pas du tout un fait nouveau.

Le 6 septembre 1970, des membres du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), détournaient trois Jets (de Swissair, TWA et Pan Am), avec plus de 400 passagers à bord, en route vers New-York. Un quatrième avion d'El Al était également visé mais les agents israéliens de sécurité déjouèrent cette tentative en plein vol, tuant l'un des deux terroristes alors qu'ils tentaient de faire exploser la cabine de pilotage. Et le 9, le FPLP détournait également un Jet britannique de la BOAC.³³

L'ONU n'a pas appelé à condamner les détournements. Une Résolution du Conseil de Sécurité s'est contenté d'aller aussi loin que d'exprimer une préoccupation sérieuse, et ne daigna pas soumettre le sujet au vote.

Au lieu de se projeter avec les avions dans les immeubles, les pirates de l'air les ont fait atterrir sur des aérodromes (trois en Jordanie, un en Egypte). Le 12 septembre, les quatre avions détournés ont explosé au sol – après que les passagers en aient été évacués.

Une quarantaine d'Américains figuraient parmi les passagers retenus en otages en Jordanie, les terroristes voulant faire chanter les gouvernements occidentaux ainsi

qu'Israël, pour obtenir l'échange de terroristes palestiniens retenus en prison. Le 4 septembre, après avoir relâchés presque 55 otages, les terroristes annonçaient que tous les otages américains seraient traités comme étant des Israéliens. Une situation tendue qui devint une impasse. Finalement, sept terroristes furent libérés par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Suisse, en échange des otages.³⁴

Après les détournements, les membres du Congrès, terriblement choqués, appelèrent à une action ferme et immédiate de la part des Etats-Unis et de la communauté internationale. Ils insistèrent pour que des mesures rapides soient prises, afin d'empêcher d'autres actes de piraterie aérienne, de sanctionner les auteurs de ces actes et pour dénoncer la responsabilité des pays qui leur donnent refuge.³⁵ Il faudra attendre 31 ans pour que quelque chose soit fait à cet égard.

En tant qu'organisation, le FPLP et certains de ses membres, responsables de ces détournements, sont toujours en vie et en bonne santé et sont soutenus entre autres, par la Syrie et par l'Autorité Palestinienne. En fait, Leïla Khaled, celle qui tenta de détourner l'avion d'El Al, allait être admise à entrer dans les territoires pour assister aux réunions du Conseil National de la Palestine de 1996. Elle refuse toujours de désavouer le terrorisme. Aujourd'hui, on dit qu'elle vit à Amman.

MYTHE

« C'est le Mossad israélien qui a réalisé les attentats à la bombe du World Trade Center pour provoquer la haine des Américains contre les Arabes. »

RÉALITÉ

Mustapha Tlass, Ministre syrien de la Défense, déclara à une délégation venant de Grande-Bretagne qu'Israël était responsable des attaques du 11 Septembre 2001, venant d'avoir lieu sur le sol américain. Il prétendit que le Mossad avait prévenu des milliers d'employés juifs qui travaillaient dans le World Trade Center, pour qu'ils ne se rendent pas au travail ce jour-là. Cet homme politique arabe de tout premier rang était le premier à exprimer publiquement une rumeur qui allait s'étendre dans tout le monde arabe et prétendant que les attaques étaient le fruit d'une conspiration juive afin de provoquer des représailles américaines contre le monde arabe et pour retourner l'opinion publique américaine contre les musulmans. Un sondage publié dans le journal libanais *An Nahar* révélait que 31 pourcent des sondés pensaient qu'Israël était responsable des détournements alors que 27 pourcent pensaient que le responsable était Oussama ben-Laden. Et un sondage de *Newsweek* révélait que de nombreux Egyptiens désignaient les Juifs comme responsables des attentats à la bombe du World Trade Center.³⁶

La théorie de la conspiration a également été reprise par les dirigeants musulmans américains. L'Imam Mohamed Asi, du Centre Islamique de Washington, affirma que les politiciens israéliens avaient décidé de lancer cette attaque après que les Etats-Unis aient refusé leur demande visant à arrêter l'intifada. Selon Asi, après le refus américain, le raisonnement des Israéliens a été : « Si nous pouvons pas avoir notre sécurité, alors, vous non plus, vous ne l'aurez pas. »³⁷

Aucune instance américaine n'a jamais fait la moindre allusion ni aucune preuve n'a jamais été produite pouvant faire croire qu'un Israélien ou un Juif ait pu avoir le moindre rôle dans ces attaques terroristes. Les théories de la conspiration sont des non-sens absurdes et absolus qui reflètent le degré d'acceptation de nombreux Arabes, prêts à accepter tous les montages mensongers antisémites et toutes les mythologies au sujet du pouvoir juif. C'est aussi une manière de nier le fait que des musulmans aient pu être capables de telles atrocités et une manière d'attirer l'attention vers les

Juifs, dans l'espoir qu'on puisse les croire responsables à leur place.

MYTHE

« Les groupes comme le Hezbollah, le Djihad Islamique, le Hamas et le FPLP sont des combattants de la liberté et pas des terroristes. »

RÉALITÉ

Après le 11 Septembre, quand les Etats-Unis ont déclaré la guerre au terrorisme et aux états qui lui accordent l'hospitalité, les états arabes et leurs sympathisants affirmèrent que la plupart des organisations engagées dans des actions violentes contre les Américains et les Israéliens, ne devaient pas être les cibles de la nouvelle guerre américaine car, plutôt que terroristes, elles « étaient les combattants de la liberté ». Ce slogan est devenu le leitmotiv des terroristes eux-mêmes, proclamant que leurs actions ne sont que des actes légitimes de résistance contre « l'occupation israélienne. »

Cette controverse est totalement infondée. D'abord, parce que les ennemis d'Israël rationalisent chacune de leur attaque en les justifiant comme étant des actes légitimes, contre les fautes réelles ou imaginaires, qui auraient été commises par les Juifs depuis le début du 20^{ème} siècle. En conséquence, aux Nations Unies, le bloc arabe et ses sympathisants ont réussi à bloquer toutes condamnations d'attaque terroriste contre Israël. Et, à l'inverse, ils soutiennent systématiquement toute résolution critiquant Israël quand celui-ci se défend.

Ensuite, nulle part au monde, l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, n'est considéré comme une « forme de résistance légitime. » La liste désormais si longue, des crimes haineux inclut les meurtres de nourrissons, tués par des tireurs isolés, les terroristes se faisant exploser dans les pizzerias et dans les discothèques, les détournements d'avions, la prise d'otages et l'assassinat de ces otages et d'infiltration de tueurs, assassinant les athlètes aux Jeux Olympiques. Le Hezbollah, le Djihad Islamique, le Hamas, le FPLP ou d'autres groupes semblables, presque tous palestiniens, sont engagés dans ces actions depuis déjà des dizaines d'années et n'ont pourtant que rarement été condamnés ou présentés à la Justice. Selon la propre définition du gouvernement américain, tous ces groupes sont qualifiés d'organisations terroristes – « Le terrorisme, c'est l'utilisation d'une force hors toute légalité, contre les biens ou contre les personnes et visant à intimider ou à forcer par la violence, tout ou partie d'un gouvernement ou d'une population civile – d'où le fait que les USA aient dû geler leurs avoirs et leurs financements, débusquer leurs dirigeants et les amener devant la Justice.

Dans le cas précis des Palestiniens, il n'y a aucun mystère quant à savoir qui sont leurs dirigeants, d'où viennent leurs financements et quels pays leur accordent l'asile. Des organisations charitables américaines, ont eu des liens financiers avec certains de ces groupes et l'Arabie Saoudite, la Syrie, le Liban, l'Irak, l'Iran et l'Autorité Palestinienne leur ont tous donné asile et/ou les ont financé et leur ont apporté un soutien logistique.

« On ne peut pas dire qu'il y aurait des bons terroristes et des mauvais terroristes. »

-Condoleezza Rice Conseillère américaine pour la Sécurité Nationale³⁹

MYTHE

« Les universités américaines devraient se distancier et boycotter les

compagnies qui font du commerce avec Israël, pour imposer l'arrêt de "l'occupation" israélienne et de la violation des droits de l'homme. »

RÉALITÉ

Le mot "paix" n'apparaît dans aucune pétition appelant au boycott, ce qui montre clairement que le but n'est pas de résoudre le problème mais bien plutôt de délégitimer Israël. Les pétitions rendent Israël responsable de l'absence de paix et exige de la part d'Israël, des concessions unilatérales alors qu'on ne demande absolument rien aux Palestiniens, pas même l'arrêt de leurs actions terroristes. Les partisans du boycott ignorent également tous les efforts fournis par Israël durant le processus de paix d'Oslo ainsi qu'à la réunion au sommet avec le Président Clinton, afin de pouvoir trouver un compromis historique avec les Palestiniens, menant à la création d'un état palestinien. Même après le retrait total d'Israël de la Bande de Gaza, certaines personnes et certains groupes ont continué de mener campagne pour affaiblir Israël démontrant, au final, que seule la destruction d'Israël les intéressait et qu'ils n'avaient que faire d'un compromis territorial, quel qu'il puisse être.

La campagne en faveur du boycott de l'Afrique du Sud était spécifiquement dirigée contre les compagnies qui utilisaient à leur avantage, les lois racistes de ce pays. En Israël, de telles lois n'existent pas ; au contraire, les compagnies qui travaillent dans ce pays, adhèrent aux mêmes critères d'égalité des droits face au travail, tels qu'ils sont appliqués en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis.

Lawrence Summers, Président de l'Université de Harvard, a fait remarquer que ces campagnes appelant au boycott étaient des campagnes antisémites. « Les opinions profondément anti-Israël trouvent de plus en plus d'écho dans les communautés intellectuelles progressistes. Des gens sérieux et sensés prennent parti en faveur d'actions qui ont des effets antisémites réels, et parfois même, sans se rendre compte des conséquences de leurs actions. »⁴⁰

La paix au Moyen-Orient ne pourra avoir lieu que si les parties directement concernées négocient entre elles et seulement après que les pays arabes aient reconnu à Israël le droit d'exister et que les Palestiniens et les Arabes aient cessé leur soutien au terrorisme. Les universités américaines ne peuvent collaborer à des campagnes erronées appelant au boycott d'Israël, afin de le désigner comme étant la source du conflit dans la région. Les partisans du boycott espèrent engluier Israël dans une comparaison avec l'Afrique du Sud, comparaison blessante qui ignore totalement le fait que tous les citoyens israéliens sont égaux devant la loi.

MYTHE

« Les partisans d'Israël essaient de réduire les critiques au silence, en les qualifiant d'antisémites. »

RÉALITÉ

Celui qui critique Israël n'est pas nécessairement antisémite. Le facteur déterminant c'est l'intention du commentateur. Les critiques légitimes acceptent le droit d'Israël à l'existence, alors que les antisémites ne l'acceptent pas. Les antisémites utilisent un double langage quand ils critiquent Israël, par exemple, en déniaient aux Israéliens le droit de continuer à poursuivre leurs revendications légitimes tandis qu'ils encouragent les Palestiniens à le faire. Les antisémites refusent à Israël le droit de se défendre, et ignorent les victimes juives tout en condamnant Israël quand il poursuit les meurtriers. Les antisémites expriment rarement, voire, jamais, des jugements positifs à l'égard d'Israël. Les antisémites décrivent les Israéliens en n'utilisant que

des termes péjoratifs et des discours de haine, suggérant, par exemple, qu'ils sont "racistes" ou "nazis".

Nathan Sharansky a proposé le test des "3-D" pour différencier les critiques légitimes à l'égard d'Israël, des propos antisémites. Le premier "D" est le test consistant à savoir si Israël ou ses dirigeants sont "diabolisés" ou si leurs actions sont présentées de manière caricaturale. Le second "D" est le test du "double langage" ou du "deux poids-deux mesures". Un des exemples en est donné dans le cadre des Nations Unies, quand Israël est le seul pays à être condamné pour de prétendues atteintes aux droits de l'homme alors que les pays qui violent les droits de l'homme, à grande échelle, comme l'Iran, la Syrie et l'Arabie Saoudite, ne sont pas même mentionnés. Le troisième "D" est celui du test de la "délégitimation". Quand on met en cause la légitimité d'Israël et donc, son droit à l'existence, il s'agit bien toujours d'antisémitisme.⁴¹

Aucune campagne n'a lieu pour empêcher les gens d'exprimer leurs opinions négatives à l'encontre de la politique d'Israël. Et en fait, les critiques les plus virulents à l'égard d'Israël, sont les Israéliens eux-mêmes, qui n'hésitent pas à utiliser leur liberté d'expression pour, quotidiennement, exprimer leurs préoccupations. Il suffit de survoler la presse israélienne pour avoir accès à une surabondance d'articles questionnant tel ou tel aspect de la politique du gouvernement. Pourtant, les antisémites ne partagent pas l'intérêt des Israéliens dans l'amélioration de leur société ; leur objectif à court-terme est de délégitimer l'état d'Israël et, à long-terme, il est de le détruire. Et quoi qu'Israël puisse faire, rien ne réussira à satisfaire ces critiques.

MYTHE

« Les Arabes américains forment un bloc puissant que les Etats-Unis doivent flatter pour obtenir leurs votes. »

RÉALITÉ

Les Arabes américains représentent une très petite fraction de la population des Etats-Unis (soit moins d'un demi pourcent). Contrairement aux Juifs américains qui soutiennent massivement Israël, les Arabes américains ne forment pas un bloc monolithique. Aux Etats-Unis, il y a environ 1.200.000 Arabes qui sont le reflet du désaccord général qui règne dans le monde arabe, lui-même composé de vingt et un états dont les intérêts sont concurrentiels ou divergents.

Alors que la cause palestinienne reçoit la presque totalité de l'attention des médias, du fait du caractère spectaculaire du conflit israélo-arabe et à cause de l'omniprésence d'une poignée d'activistes et de porte-paroles palestiniens parlant haut et fort, la réalité est que 70.000 Palestiniens vivent aux Etats-Unis (soit 6 pourcent de la population arabo-américaine). A peu près 38 pourcent des Arabes américains sont des Libanais, en majorité chrétiens.

De plus, tandis que l'attention se fixe sur la prétendue influence croissante des musulmans aux Etats-Unis, moins d'un quart de la population arabo-américaine est musulmane.⁴² Du fait des mauvais traitements dont ils ont été victimes, de la part des Palestiniens et de la part des musulmans, les Arabes chrétiens, et spécialement ceux du Liban, ne soutiennent pas particulièrement le programme anti-Israël des Palestiniens.

En conséquence, le programme des électeurs arabes américains n'est pas de mener une politique de renforcement des liens arabo-américains ; ils préfèrent se concentrer sur l'affaiblissement des relations israélo-américaines. Néanmoins, les candidats aux

élections présidentielles, de même que la plupart des Américains, considèrent Israël comme un allié historique qui soutient les intérêts américains et qui n'a pas le moindre désir d'un renversement d'une politique qui s'inscrit dans la durée.

Les divisions apparurent en 2000, quand l'électorat juif se mit à se méfier de George W. Bush, le considérant comme ayant beaucoup plus de sympathie pour la cause arabe représentée par les Arabes américains. Dans cette élection, 45 pourcent du vote national des Arabes américains alla à George Bush, 38 pourcent à Al Gore et 13 pourcent à Ralph Nader (qui incidemment, est d'origine libanaise).⁴³ En 2004, la situation changea d'une manière spectaculaire quand les Arabes américains se mirent à considérer Bush comme pro-israélien et qu'ils furent désorientés par son accord aux mesures de sécurité qu'ils jugeaient comme autant de menaces contre leurs libertés civiles. En conséquence, John Kerry obtint 63 pourcent du vote arabo-américain tandis que le Président Bush en obtint 28 pourcent.⁴⁴ Une fois encore, ce vote spécifique ne changea en rien aux résultats.

Même si les Arabes américains votaient en tant que bloc, leur influence serait marginale et limitée à une poignée d'états. La moitié de la population arabe est concentrée dans cinq états – Californie, Floride, Michigan, New Jersey et New-York – qui sont tous des Etats clés pour le collège électoral. Quoi qu'il en soit, la population arabe n'est rien en comparaison de celle des Juifs dans chacun de ces états, à l'exception du Michigan.

Population Juive et Arabe dans les Etats clés⁴⁵

Etat	Population Arabe	% de la Population Arabe par Etat	Population Juive	% de la Population Juive par Etat
Californie	142 805	0,48	999 000	2,9
Floride	49 206	0,38	628 000	3,9
Michigan	76 504	0,82	110 000	1,1
New Jersey	46 381	0,60	485 000	5,7
New-York	94 319	0,52	1 657 000	8,7

MYTHE

« Les Etats-Unis doivent "s'engager" pour faire avancer le processus de paix. »

RÉALITÉ

Au Moyen-Orient, l'Union Européenne, la Russie et les Nations Unies ont, tous, mené une politique inégalitaire au détriment d'Israël, ce qui les a disqualifiés en tant qu'intermédiaires de bonne foi. Les Etats-Unis est le seul pays qui bénéficie de la confiance des deux parties, d'Israël et des états arabes, il est donc le seul pays à pouvoir jouer un rôle constructif dans le processus de paix. C'est ce qui a amené pas mal de gens à demander que l'Administration Bush s'engage davantage dans les négociations. Bien que les Etats-Unis puissent jouer un rôle de grande valeur en tant que médiateurs, l'histoire montre que les initiatives de paix américaines n'ont jamais été couronnées de succès et que ce sont les parties concernées elles-mêmes, qui doivent résoudre leurs différends.

L'Administration d'Eisenhower essaya de réduire les tensions en proposant

l'utilisation conjointe, israélo-arabe, du Jourdain. Ce plan aurait aidé les réfugiés arabes en permettant l'irrigation de nombreuses terres, et cela aurait aussi réduit les besoins en eaux, d'Israël. Avec prudence, Israël accepta ce plan, mais la Ligue Arabe le rejeta.

Le Président Johnson énonçait cinq principes pour la paix. « Le premier et le plus important des principes, » disait-il, « c'est que chaque pays de la région a le droit fondamental d'exister et doit voir ce droit respecté par ses voisins. » La réponse arabe lui parvint quelques semaines plus tard : « pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, et pas de négociations avec ce pays... »

William Rogers, Secrétaire d'Etat du Président Nixon, proposa un plan de paix visant à "équilibrer" la politique américaine, mais il impliquait que les Israéliens se retirent sur les frontières d'avant 1967, acceptent les réfugiés palestiniens et permettent à la Jordanie de jouer un rôle à Jérusalem. Pour Israël, ce plan était totalement inacceptable mais il fut également rejeté par les Arabes, bien qu'il favorisait largement leur position.

Le Secrétaire d'Etat du Président Ford, Henry Kissinger, eut plus de succès dans ses démarches diplomatiques en arrangeant le plan de désengagement des forces, après 1973, mais il ne réussit jamais à proposer un vrai plan de paix, et il échoua à faire avancer les parties concernées vers la cessation des hostilités et vers une mise en place d'un processus de paix.

Dans ce conflit, Jimmy Carter a été un parfait modèle d'engagement présidentiel. Il voulait organiser une conférence internationale à Genève afin d'obtenir une paix globale. Mais, pendant que Carter s'ingéniait à essayer d'organiser la conférence, le Président Anouar el-Sadate décidait de contourner les Américains et d'aller directement vers le peuple israélien pour s'adresser à la Knesset.

En dépit de l'histoire révisionniste réécrite par les anciens conseillers de Carter, l'accord de paix israélo-égyptien fut largement négocié *malgré* Carter. Menahem Begin et Anouar el-Sadate avaient engagé des contacts secrets bien avant Camp David et avaient établi les bases d'un accord bien avant l'intervention de Carter. La médiation de Carter aida à finaliser le traité mais la décision de Sadate de se rendre à Jérusalem fut essentiellement motivée par sa conviction que la politique de Carter était erronée.

En 1982, le Président Reagan annonça une initiative de paix inattendue qui autoriserait les Palestiniens à autogérer les territoires, en association avec la Jordanie. Ce plan rejetait aussi bien l'annexion israélienne que la création d'un état palestinien. Israël dénonça ce plan, l'accusant de mettre sa sécurité en danger. Ce plan avait été structuré essentiellement pour calmer les états arabes, furieux de l'expulsion de l'OLP de Beyrouth, et pourtant, ils rejetèrent également le Plan Reagan.

L'Administration de George Bush prit la suite et, en 1991 à Madrid, en organisant une conférence régionale historique qui se termina sans aboutir à aucun accord, et toutes ces rencontres multilatérales, supposées résoudre certaines des questions parmi les plus litigieuses, ne servirent à rien. De plus, l'hostilité ressentie par Bush envers Israël, avait fait augmenter la méfiance d'Israël à son égard et, de ce fait, toute tentative afin de convaincre les Israéliens de prendre des risques pour la paix, était devenue pratiquement impossible.

Le Président Clinton eut à peine le temps de mettre en place sa perspective de paix quand il découvrit qu'à Oslo, les Israéliens avaient secrètement négocié un accord avec les Palestiniens. Les Etats-Unis n'eurent rien à voir dans l'avancée qui eut lieu à Oslo et n'eurent que très peu d'influence dans les conséquences qui s'ensuivirent. En réalité, le processus devint de plus en plus confus, à mesure que les Etats-Unis s'y

engageaient.

La paix avec la Jordanie n'exigea pas non plus l'engagement des Etats-Unis. Les Israéliens et les Jordaniens avaient déjà accepté les grandes lignes du traité de paix, et le seul obstacle était le refus du roi Hussein de signer le traité, avant qu'Israël n'ait trouvé un accord avec les Palestiniens. Après Oslo le roi, rassuré, s'engagea dans le processus et aucun plan américain ne fut nécessaire.

Dans un ultime effort pour sauver l'héritage de son mandat présidentiel, Clinton proposa un plan de paix prévoyant la création d'un état palestinien. De nouveau, ce ne fut pas grâce à l'initiative de Clinton mais grâce à la volonté du seul Premier Ministre Ehud Barak, qui accepta de faire des concessions spectaculaires, que les chances d'atteindre un accord augmentèrent. Même après que Clinton ait décidé de donner un état aux Palestiniens, situé sur toute la Rive Occidentale et la Bande de Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale, les Palestiniens rejetèrent cette proposition.

Le Président George W. Bush lui aussi, proposa un plan, mais il fut aussitôt bloqué par Yasser Arafat refusant de réformer l'Autorité Palestinienne et refusant de démanteler l'infrastructure terroriste et d'arrêter la violence. Le plan de Bush se transforma en Feuille de route qui obtint le soutien de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et des Nations Unies mais ne fut pas mise en œuvre à cause de la violence continue des Palestiniens. Ce ne fut que lorsque le Premier Ministre Ariel Sharon fit sa proposition de désengagement – une approche unilatérale à laquelle le Département d'Etat s'était toujours opposé – que le plan de paix se remit à progresser. Pourtant, plutôt que de capitaliser sur l'élan d'énergie créé par l'évacuation israélienne de la Bande de Gaza, l'Administration Bush préféra restée attachée à son propre plan qui capota, à cause de l'incapacité et/ou du non-vouloir de Mahmoud Abbas, à tenir ses engagements.

L'histoire a montré que la paix au Moyen-Orient n'a pas été faite en Amérique. Seules les parties concernées peuvent décider de la fin du conflit et des termes qui seront acceptables. Aucun plan américain n'a jamais réussi et il est fort peu probable que l'un de ces plans puissent amener la paix. La fin du conflit israélo-arabe ne sera pas réalisée grâce aux initiatives américaines ni par leur implication intensive ; la fin du conflit ne sera possible que si les dirigeants arabes ont le courage de suivre l'exemple de Sadate et de Hussein en se décidant à vivre en paix avec Israël.

Notes

1. *Foreign Relations of the United States 1947*, (DC: GPO, 1948), pp. 1173–4, 1198–9, 1248, 1284. [Henceforth FRUS 1947.]
2. Mitchell Bard, *The Water's Edge And Beyond*, (NJ: Transaction Publishers, 1991), p. 132.
3. FRUS 1947, p. 1313.
4. Harry Truman, *Years of Trial and Hope*, Vol. 2, (NY: Doubleday, 1956), p. 156.
5. John Snetsinger, *Truman, The Jewish Vote and the Creation of Israel*, (CA: Hoover Institution Press, 1974), pp. 9–10; David Schoenbaum, "The United States and the Birth of Israel," *Wiener Library Bulletin*, (1978), p. 144n.
6. Peter Grose, *Israel in the Mind of America*, (NY: Alfred A. Knopf, 1983), p. 217; Michael Cohen, "Truman, The Holocaust and the Establishment of the State of Israel," *Jerusalem Quarterly*, (Printemps 1982), p. 85.
7. Mitchell Bard, *U.S.- Israel Relations: Looking to the Year 2000*, Essais de l'AIPAC sur les Relations USA-Israël, (1991), p. 3.
8. Nathan Guttman, "US Stopped parts sales during intifada," *Jerusalem Post*, (22 Septembre 2005); Ze'ev Schiff, "U.S. Sanctions still in place, despite deal over security exports," *Haaretz*, (28 Août 2005).

9. Résumés des conversations concernant Harriman-Eshkol, (25 Février 1965); Résumés des conversations entre l'Ambassadeur Avraham Harman et W. Averill Harriman, "Ambassador-at-Large", (15 Mars 1965), LBJ Library; Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, (MA: Little Brown and Company, 1979), pp. 65–66.
10. Robert Trice, "Domestic Political Interests and American Policy in the Middle East: Pro-Israel, Pro-Arab and Corporate Non-Governmental Actors and the Making of American Foreign Policy, 1966–1971," (Thèse de Doctorat non publiée, University of Wisconsin-Madison, 1974), pp. 226–230.
11. Résumés des conversations entre Yitzhak Rabin et d'autres, entre Paul Warnke et d'autres (4 Novembre 1968), LBJ Library.
12. Discours devant le B'nai B'rith le 10 Septembre 1968, cité par Bernard Reich, *Quest for Peace*, (NJ: Transaction Books, 1977), p. 423n.
13. Discours de la campagne Truman, Madison Square Garden, (28 Octobre 1948).
14. USAID; *Washington Post*, (27 Mai 2005).
15. Ministre israélien de la Défense.
16. Dore Gold, *America, the Gulf, and Israel*, (CO: Westview Press, 1988), p. 84.
17. Yitzhak Rabin, discours à la conférence sur la "Strategy and Defense in the Eastern Mediterranean," organisée par le Washington Institute for Near East Policy and Israel Military Correspondents Association, Jerusalem, (9-11 Juillet 1986).
18. Ronald Reagan, "Recognizing the Israeli Asset," *Washington Post*, (15 août 1979).
19. Discours de Reagan devant le B'nai B'rith, 3 Septembre 1980, cité par Mitchell Bard in *U.S.- Israel Relations: Looking to the Year 2000*, AIPAC Papers on U.S.- Israel Relations, p. 6.
20. Wolf Blitzer, *Territory of Lies*, (NY: Harper & Row, 1989), p. 201.
21. *New York Times*, (2 et 21 Décembre 1985).
22. Blitzer, pp. 166–171.
23. Alan Dershowitz, *Chutzpah*, (MA: Little Brown, & Co., 1991), pp. 289–312.
24. *Washington Post*, (23 Décembre 2000).
25. *Washington Post*, (24 Novembre 2003).
26. Matthew E. Berger, "After court denies his appeal, Pollard left with few legal options," Jewish Telegraphic Agency, (24 Juillet 2005).
27. Energy Information Administration; Oak Ridge National Laboratory.
28. *Newsweek*, (29 Octobre 2001).
29. *Al-Raya* (Qatar), (6 Janvier 2002).
30. *Washington Post*, (16 Décembre 2002).
31. CNN, (3 Décembre 2002).
32. *Maariv*, (17 Octobre 2005).
33. Henry Kissinger, *The White House Years*. (MA: Little Brown & Co., 1979), pp. 600–617.
34. *Guardian Unlimited*, (1^{er} Janvier 2001).
35. *Near East Report*, (16 Septembre 1970).
36. *Jerusalem Post*, (19 Octobre 2001); sondage organisé par *Newsweek* dans "Protocols," *The New Republic Online*, (30 Octobre 2001).
37. Jewish Telegraphic Agency, (2 Novembre 2001).
38. *Washington Post*, (13 Septembre 2001).
39. *Jerusalem Post*, (17 Octobre 2001).
40. Discours tenu au cours de l'office du matin, Memorial Church, Cambridge, Massachusetts, (17 Septembre 2002), Bureau du Président, Harvard University.
41. Natan Sharansky, "Antisemitism in 3- D," *Forward*, (21 Janvier 2005), p. 9.
42. Alex Ionides, "Getting Their House Together," *Egypt Today*, (Novembre 2003).
43. "Poll: Bush losing Arab- American support," Zogby International, (13 Mars 2004).

44. James Zogby, "Arab Americans in election 2004," Arab American Institute—15 Novembre 2004, in American Muslim Perspective, [http://www.ampolitics.ghazali.net/html/arab_americans2.html].
45. Bureau du Recensement des USA (2000).

19. Le Processus de Paix

MYTHE

« C'est à Anouar el-Sadate que revient tout le mérite pour la signature du traité de paix israélo-égyptien. »

RÉALITÉ

Le chemin qui a mené vers la paix israélo-égyptienne n'a pas du tout commencé avec la visite à Jérusalem du Président Anouar el-Sadate, en novembre 1977. La visite de Sadate a, incontestablement, été un évènement unique et sans précédent, de la part d'un homme d'état courageux. Mais cela s'est produit après plus d'un demi-siècle d'efforts de la part des dirigeants sionistes d'abord, puis des Israéliens, afin de négocier la paix.

Simha Dinitz, l'ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis, faisait remarquer que « Pour qu'Israël atteigne le même impact spectaculaire, il aurait fallu que nous déclarions la guerre à l'Egypte, que nous maintenions des relations belligérantes pendant des années, que nous refusions de parler aux Egyptiens, que nous menions contre eux des opérations militaires et des actes de terrorisme, que nous déclarions le boycott économique, fermions le Déroit de Tiran, que nous interdisions leur trafic maritime dans le Canal de Suez et que nous les déclarions comme étant des exclus, bannis de l'humanité. Ensuite, Mr. Begin serait allé au Caire, et sa visite aurait été tout aussi spectaculaire. Il est clair que nous n'allions pas nous livrer à tout cela car, depuis le début, notre politique a toujours été de privilégier la négociation. »¹

Néanmoins, le Premier Ministre israélien Menahem Begin a, lui aussi, montré qu'il n'en n'était pas à un déplacement près, pour réaliser la paix. Et bien qu'il ait dû affronter une opposition farouche à l'intérieur même de son propre parti, Begin a gelé toutes les implantations israéliennes sur la Rive Occidentale afin de faire progresser les pourparlers. En dépit du parti-pris de l'Administration Carter en faveur de l'Egypte, Begin est resté déterminé à poursuivre le processus de paix. Et finalement, il accepta de rendre le Sinaï à l'Egypte, cette région hautement stratégique – soit, 91 pourcent des territoires conquis par Israël au cours de la Guerre des Six Jours – en échange d'une simple promesse de paix de la part de Sadate.

C'est en reconnaissance de ses efforts volontaires et délibérés que Begin a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1978, conjointement avec le dirigeant égyptien.

MYTHE

« L'Egypte a accepté toutes les concessions pour obtenir la paix. »

RÉALITÉ

En échange de simples promesses Israël a fait à l'Egypte, des concessions tangibles et matérielles.

Israël – qui a été l'objet constant de blocus maritimes, d'assauts militaires et d'attaques terroristes, à partir de ce pays – a fait des sacrifices économiques et des sacrifices stratégiques largement plus importants que ne le fit l'Egypte, en échange de la normalisation de ses relations avec Israël. Bien qu'Israël ait reçu une aide supplémentaire de la part des USA pour effectuer le désengagement, Israël dû abandonner une très large partie du Sinaï, rendant à un voisin qui avait utilisé depuis

toujours ce Sinaï comme base de lancement pour des attaques incessantes prenant Israël pour cible. Israël renonçait également au contrôle direct sur les voies maritimes, au départ et à destination d'Eilat, à 1 500 kilomètres de routes, à des immeubles et des maisons, à des usines, à des hôtels, à des hôpitaux et à des exploitations agricoles.

Du fait que l'Égypte avait insisté pour que tous les civils quittent le Sinaï, 7 000 Israéliens furent déracinés, arrachés à leurs maisons et à aux activités professionnelles qu'ils avaient mis des années à construire. Cette expérience a été une expérience traumatisante, physiquement et émotionnellement, tout particulièrement pour les habitants de Yamit, qui furent évacués de leurs foyers par la force.

Israël perdait aussi des stations radars d'alerte avancée situées sur les hauteurs du Sinaï et qui fournissaient des renseignements sur les mouvements de troupes sur la rive ouest du Canal de Suez et dans toutes les zones proches du Canal de Suez et du Golfe d'Eilat. Autant d'installations qui étaient vitales dans la prévention des attaques venant de l'Est. Après ce départ, Israël a dû re-localiser 170 installations militaires, des aérodromes et des bases militaires.

En rendant le Sinaï à l'Égypte, Israël a aussi dû renoncer à l'unique possibilité de maîtriser son approvisionnement énergétique. Le gisement de pétrole d'Alma, dans le sud-ouest du Sinaï, découvert et mis en activité par Israël, fut transféré à l'Égypte en novembre 1979. A cette date, ce gisement était devenu le gisement individuel le plus important, fournissant la moitié des besoins en énergie du pays. Israël estimait que le contenu du gisement encore non exploité, se chiffrait à 100 milliards de dollars et que, s'il continuait l'exploitation du gisement, le pays pourrait être énergétiquement indépendant en 1990.

Israël accepta également de lever son contrôle militaire sur la Rive Occidentale et sur Gaza, de retirer ses troupes de certaines zones des territoires et d'aider à la mise en œuvre de l'autonomie palestinienne. Le gouvernement Begin accepta toutes ces concessions sans qu'aucun Arabe palestinien n'ait reconnu Israël ou ne soit venu pour s'exprimer au nom des habitants de ces territoires.

En 1988, Israël renonça à Taba – station balnéaire construite par Israël dans ce qui n'était qu'un désert sec et aride. Depuis les Accords de Camp David, le statut de Taba n'était toujours pas résolu. Et le 29 septembre 1988, quand un arbitrage international statua en faveur de l'Égypte, Israël rendit la ville à l'Égypte.

MYTHE

« La question palestinienne est au cœur du conflit israélo-arabe. »

RÉALITÉ

En réalité, la question Arabe palestinienne n'est que le résultat du conflit qui découle directement du refus des Arabes à accepter un état juif au Moyen-Orient.

Si en 1948, les gouvernements arabes n'avaient pas déclaré la guerre afin de bloquer la résolution de partition de l'ONU, aujourd'hui, c'est un état palestinien qui célébrerait plus d'un demi-siècle d'indépendance. Si les états arabes n'avaient pas apporté leur soutien au terrorisme prenant les civils israéliens comme cibles, provoquant ainsi sept guerres israélo-arabes consécutives, le conflit aurait été réglé depuis déjà très longtemps et le problème palestinien serait résolu.

De 1948 à 1967, la Rive Occidentale et Gaza étaient bien sous administration arabe et aucune implantation juive n'existait dans ces territoires, pourtant, les Arabes n'ont pas créé d'état palestinien. Au contraire, Gaza était occupée par l'Égypte et la Rive Occidentale était occupée par la Jordanie. Aucune demande n'avait jamais été faite de créer un état indépendant sur la Rive Occidentale et à Gaza, jusqu'à ce qu'Israël

prenne le contrôle de ces zones après la Guerre des Six Jours.

« Israël veut donner aux Palestiniens ce que jamais personne ne leur a donné : un état. Ni les Turcs, ni les Britanniques, ni les Egyptiens, ni les Jordaniens ne leur ont donné cette occasion. »

-Ariel Sharon Premier Ministre²

MYTHE

« Si le problème palestinien était résolu le Moyen-Orient serait déjà en paix. »

RÉALITÉ

Le problème palestinien n'est que l'une des querelles ethniques, religieuses et nationalistes qui mettent la région en ébullition. Voici d'ailleurs une liste non exhaustive de certains des conflits du début du 20^{ème} siècle : la Guerre du Golfe de 1991 ; la Guerre Iran-Irak ; la Guerre civile libanaise ; l'ingérence de la Libye au Tchad ; la Guerre civile au Soudan ; le conflit Syrie-Irak et la guerre entre le Front Polisario et le Maroc.

Daniel Pipes faisait remarquer que « dans cette partie du monde, pratiquement chaque frontière, de la Libye au Pakistan et de la Turquie au Yémen, est mal délimitée ou bien est contestée. Mais, les Américains ont tendance à ne connaître que les problèmes concernant les frontières d'Israël et ignorent que ces problèmes s'inscrivent dans un schéma récurrent dans toute le Moyen-Orient. »³

Si le problème palestinien était résolu, cela n'aurait qu'un impact dérisoire sur les innombrables rivalités inter-arabes qui ont produit les nombreuses guerres de la région. Et cela ne supprimerait pas non plus, l'opposition systématique des états arabes à Israël. La Syrie, par exemple, est en conflit territorial avec Israël, conflit qui n'a rien à voir avec les Palestiniens. Et d'autres pays, tels que l'Iran, maintiennent un état de guerre contre Israël, sans avoir pourtant la moindre frontière commune et donc sans conflit territorial.

MYTHE

« L'opposition d'Israël à la création d'un état palestinien est la cause du conflit actuel. »

RÉALITÉ

Pendant plusieurs années, l'opinion publique israélienne considérait que la création d'un état palestinien constituerait un sérieux danger pour la sécurité d'Israël. Ces peurs étaient largement justifiées, fondées sur l'engagement palestinien de longue date dans le projet de destruction de l'état d'Israël, et suite à la grande réticence exprimée par les Palestiniens à l'égard de la mise en place récente du plan par étapes préconisant, pour commencer, la création d'un petit état qui, en fait, leur servirait de base afin de poursuivre leur but de toujours : prendre la place d'Israël.

Israël persiste à considérer qu'un état palestinien ferait peser une menace sur le pays, particulièrement du fait de trafic clandestin et illégal d'armes vers les territoires contrôlés par l'Autorité Palestinienne et de son soutien sans faille, au terrorisme. Pourtant, un changement s'est opéré dans l'opinion, et même les Israéliens de la "droite dure" sont, à présent, réconciliés avec l'idée de la création d'un état palestinien et sont prêts à accepter les risques, en échange de la paix.

« Finalement, nous [Israël et les Palestiniens] parviendrons à une solution dans laquelle il y aura un état palestinien, mais cet état palestinien devra naître par les négociations et devra être un état palestinien démilitarisé. »

-Ariel Sharon⁴

MYTHE

« *Un état palestinien ne sera pas un danger pour Israël.* »

RÉALITÉ

Bien qu'ils soient réconciliés avec l'idée d'un état palestinien et bien qu'ils veuillent croire à une coexistence pacifique, les Israéliens considèrent encore que cette entité fera peser une menace sur leur sécurité. Même après avoir rendu la Rive Occidentale et la totalité de Gaza, et que les Palestiniens se gouvernent désormais eux-mêmes, le terrorisme contre les Israéliens n'a jamais cessé. A l'inverse, quelle que soit l'ampleur des concessions faites par Israël, rien n'a suffi à convaincre l'Autorité Palestinienne de mettre un terme à la violence. Et cela n'a évidemment pas rassuré les Israéliens ; au contraire, cela a augmenté leur réticence quant à céder des territoires supplémentaires pour la création d'un état palestinien.

Les Israéliens craignaient aussi que l'état palestinien ne soit la proie des intégristes islamiques et ne servent de base à des actions terroristes. Cependant, le plus grave danger serait que l'état palestinien ne devienne une base avancée pour une guerre menée par les états arabes qui ont toujours refusé de faire la paix avec Israël.

Un rapport publié par l'*Institut d'Etudes avancées Stratégiques et Politiques* faisait remarquer que « dans les mains des Israéliens, la Rive Occidentale est un formidable moyen de dissuasion qu'Israël peut utiliser pour dissuader les ennemis arabes de simplement imaginer la possibilité d'une attaque sur le "front Est". » Aujourd'hui si une coalition arabe venait de l'est du Jourdain « cela voudrait dire attaquer à partir du point le plus bas du versant de la montagne c'est-à-dire, à partir de la Mer Morte et de la Vallée du Rift qui s'étend au-dessous. » Les chaînes montagneuses de la Rive Occidentale constituant « la principale ligne de défense d'Israël contre les armées arabes venant de l'est. »⁵

MYTHE

« *On n'a jamais proposé aux Palestiniens, un état qui leur serait propre.* »

RÉALITÉ

En vérité, les Palestiniens ont eu d'innombrables occasions de créer un état indépendant mais ils ont, toujours, refusé ces possibilités :

- En 1937, la Commission Peel proposait la partition de la Palestine et la création d'un état arabe.
- En 1939, le Livre Blanc britannique ne proposait que la seule création d'un état arabe, mais les Arabes rejetèrent ce plan.
- En 1947, l'ONU, dans le cadre de son plan de partition, avait voulu créer un état arabe bien plus grand qu'initialement prévu.

- En 1979, les négociations de paix israélo-égyptienne, offraient aux Palestiniens une autonomie qui aurait, sans aucun doute, mené vers une totale indépendance.
- En 1993, avant que les Palestiniens n'enfreignent leurs engagements et ne sabordent les accords, le processus d'Oslo qui démarrait cette année-là, s'acheminait vers la création d'un état palestinien.
- En 2000, le Premier Ministre Ehud Barak a fait la proposition de la création d'un état palestinien, mais Yasser Arafat a rejeté cette proposition.

Et n'oublions pas que de 1948 à 1967, Israël ne contrôlait pas la Rive Occidentale. Les Palestiniens auraient pu exiger des Jordaniens, la création d'un état indépendant. De très nombreuses raisons ont été évoquées pour expliquer pourquoi les Palestiniens, selon les termes d'Abba Ebban, « n'ont jamais raté une occasion de rater une occasion. » L'historien Benny Morris a précisé que les Palestiniens avaient des raisons religieuses, historiques et matérielles pour s'opposer à un accord de paix avec Israël. Il ajoutait que « Arafat et les hommes de sa génération, ne pouvaient abandonner leur vision d'un grand Israël pour les Arabes. [Cela est vrai car] c'est une terre sainte, le *Dar al-Islam* [le monde de l'Islam]. Il leur est inconcevable que cette terre, qui fut aux mains des musulmans, soit entre les mains des infidèles [nous, les Israéliens]. » Les Palestiniens pensent aussi que le temps joue en leur faveur. « Ils pensent que, dans cent ou deux cents ans, c'est l'élément démographique qui vaincra les Juifs, tout comme pour les Croisés. » Les Palestiniens misent aussi sur le fait que, dans le futur, les Arabes vont acquérir des armes nucléaires qui leur permettront de battre Israël. « Pourquoi alors accepteraient-ils aujourd'hui, un compromis qu'ils perçoivent comme injuste ? »⁶

« Barak fit une proposition qui pouvait se concrétiser dans un futur si proche que personne n'aurait osé imaginer une telle possibilité, mais Arafat déclina la proposition. Quand vous avez un pays qui est aussi fin qu'une lame de rasoir et que, du haut d'un grand hôtel, vous pouvez en voir les trois côtés d'un seul coup d'œil, alors, vous devez faire attention à ce que vous donnez et à qui vous le donnez. »

-Donald Rumsfeld Secrétaire américain à la Défense⁷

MYTHE

« En 2000, Yasser Arafat rejeta les propositions de Barak parce qu'elles n'offraient pas aux Palestiniens la possibilité d'un état viable. »

RÉALITÉ

Le Premier Ministre israélien Ehud Barak proposa de se retirer de 97 pourcent de la Rive Occidentale et de 100 pour cent de la Bande de Gaza. De plus, il était d'accord pour le démantèlement de 63 pourcent d'implantations isolées. En échange des 3 pourcent de la Rive Occidentale qu'Israël conservait, il offrait d'agrandir d'environ un tiers, la surface du territoire de Gaza.

Barak fit également des concessions qui étaient totalement inconcevables auparavant, en acceptant que les quartiers arabes de Jérusalem-Est deviennent la capitale du nouvel état. Les Palestiniens conserveraient aussi le contrôle de leurs lieux

saints et auraient une « souveraineté religieuse » sur le Mont du Temple.

Selon le témoignage de Dennis Ross, le négociateur américain, Israël a proposé de créer un état palestinien d'un seul tenant, et non pas une multitude de cantons. Même pour la Bande de Gaza, qui ne peut être contiguë à la Rive Occidentale sans couper Israël en deux, une solution était à l'étude pour construire une autoroute aérienne sans postes de contrôle israéliens, et qui relierait les deux parties de l'état palestinien. La proposition prenait également en compte la question des réfugiés, leur garantissant le droit au retour vers l'état palestinien. A quoi devait s'ajouter la levée d'un fond international de 30 milliards de dollars au titre de réparations et d'indemnisations.

Israël acceptait également de donner aux Palestiniens, l'accès à l'eau dessalée de son territoire.

En échange, il était demandé à Arafat d'accepter la souveraineté israélienne, sur les parties du Mur Occidental qui ont une forte signification religieuse pour les Juifs (ce n'est donc pas la totalité du Mont du Temple), et sur trois stations d'alerte radar avancée, située dans la vallée du Jourdain et dont Israël s'engageait à se retirer au bout de six années. Plus important encore, Arafat devait accepter que la fin des négociations coïnciderait avec la fin du conflit. C'est sur ce point précis que les négociations ont échoué. Arafat n'étant pas prêt à accepter la fin du conflit car, comme le fait remarquer Ross : « la fin du conflit serait sa propre fin. »⁸

La vision qui avait prévalu pendant plus d'une année, lors des négociations de Camp David/Maison Blanche, c'était qu'Israël faisait des concessions très généreuses tandis que Yasser Arafat, lui, les rejetait toutes, pour mieux poursuivre la guerre commencée en septembre 2000. Pour contrecarrer cette vision d'un Arafat faisant obstacle à la paix, les Palestiniens et leurs partisans, commencèrent alors d'égrener toute une série d'excuses pour expliquer pourquoi Arafat n'avait pas dit "oui" à la proposition qui aurait permis l'établissement d'un état palestinien. La réalité est que si les Palestiniens étaient tellement mécontents de telle ou telle partie de la proposition israélienne, ils n'avaient qu'une chose à faire : faire une contre-proposition. Ils ne l'ont jamais faite.

« Lors de sa dernière conversation avec le Président Clinton, Arafat déclara à Clinton qu'il était "un grand homme." Ce à quoi Clinton répliqua, "Oui, c'est ça ! Je suis plutôt un raté monumental et ça, c'est à cause de vous." »⁹

MYTHE

« Au cours des négociations de Taba en 2001, Israël et les Palestiniens étaient sur le point d'atteindre un accord de paix mais l'élection d'Ariel Sharon a torpillé l'accord. »

RÉALITÉ

Même après que Yasser Arafat ait rejeté l'offre sans précédent de créer un état palestinien dans les 97 pourcent de la Rive Occidentale, les membres du gouvernement israélien continuaient d'espérer qu'un accord de paix était toujours possible. En janvier 2001, dans l'espoir de faire une percée avant les élections israéliennes et avant la fin du Mandat présidentiel de Clinton, Israël envoya dans le port égyptien de Taba, une délégation composée de membres parmi les plus pacifistes et qui étaient tous partisans de la solution des "deux états." Les Israéliens pensaient que même si Arafat n'avait même pas fait de contre-proposition à Barak, ils

pourraient rencontrer une délégation palestinienne, même en l'absence du Président de l'OLP, et que l'on pourrait ainsi, en faisant quelques concessions, au moins réduire le fossé entre les propositions de Barak et les exigences maximales d'Arafat.

Les Israéliens réalisaient donc que les Palestiniens n'étaient pas du tout disposés à négocier sur la base des propositions de Barak. Et qu'à l'inverse, ils reprenaient toutes les concessions qu'ils avaient faites. Ainsi par exemple, à Camp David, les Palestiniens avaient accepté que les Israéliens conservent deux blocs d'implantations dont la plupart de la population juive serait intégrée en Israël. Mais à Taba, les Palestiniens réclamèrent l'évacuation de 130 des 146 implantations et refusèrent d'accepter la création des blocs d'implantations. En réalité, tandis que les Palestiniens proclamaient à tort, qu'à Camp David, Barak ne leur avait proposé que des cantons au lieu d'un état d'un seul tenant, ce sont plutôt les Palestiniens qui, à Taba, ont tenté de créer un Bantoustan juif isolé, et dépendant de routes d'accès.

Outre certains différends quant aux implantations, et qui n'étaient en fait, que la reprise d'anciennes positions palestiniennes, les parties en présence demeuraient profondément divisées sur le statut de Jérusalem. Barak avait proposé aux Palestiniens, de faire de la partie Est de Jérusalem, majoritairement peuplée par les Arabes, d'en faire leur capitale, et de partager la souveraineté sur le Mont du Temple. Arafat avait insisté pour obtenir contrôle palestinien total sur les lieux saints et contestèrent le moindre lien des Juifs avec ce site. A Taba, les Palestiniens refusèrent également de reconnaître que ce lieu est le lieu saint des Juifs et exigèrent d'avoir l'exclusivité du contrôle du Mur Occidental.

Et sur le troisième point crucial, à savoir la question des réfugiés, aucun accord n'a été trouvé. Les Palestiniens n'acceptèrent pas non plus les propositions d'Israël sur le nombre de réfugiés autorisés à rentrer en Israël ou sur le montant des compensations qui seraient versées aux autres. Beilin faisait remarquer que les Palestiniens devraient dire aux réfugiés qu'une fois la paix réalisée, et leur état créé, « ils seraient autorisés à immigrer dans [l'état palestinien] et à y vivre en toute dignité. Et pas à Haïfa. »¹⁰

En dépit d'une déclaration positive publiée à la fin des négociations, la vérité est qu'aucun accord n'a été atteint et, à en croire les Palestiniens eux-mêmes, les participants ont quitté les pourparlers encore plus divisés qu'ils ne l'étaient à Camp David. Après les négociations, Abu Alaa, l'un des plus importants négociateurs palestiniens, déclarait à *Al-Ayyam* que « jamais le fossé n'aura été aussi profond entre les positions des deux parties concernées. »¹¹

MYTHE

« On a demandé aux Palestiniens de n'accepter que 22 pourcent de la Palestine pour leur état, alors que les Israéliens en conservent 78 pourcent. »

RÉALITÉ

Le gouvernement d'Israël a accepté la solution des deux états pour résoudre le conflit avec les Palestiniens. Une fois qu'Israël avait accepté de donner aux Palestiniens l'indépendance qu'ils disaient vouloir, ils changèrent alors leur revendication pour discuter de la taille de l'état qu'on leur offrait. De nombreux "modérés", comme Hanan Ashrawi qui prétend vouloir coexister avec Israël, ont adopté le vieux refrain disant qu'Israël n'accorde aucune faveur aux Palestiniens en leur offrant un état dans les territoires contestés car cela revient à leur demander d'accepter un territoire de seulement 22 pourcent de la Palestine tandis qu'Israël en conserve 78 pourcent. Ce point est emblématique et montre bien que l'engagement des Palestiniens est partial et comment ils veulent faire croire que les ouvertures de paix effectuées par Israël, sont

pratiquement inexistantes. Ceux qui connaissent l'histoire de la Palestine savent bien que la réalité est exactement à l'opposé de cette version.

La Palestine historique se compose, non seulement d'Israël et de la Rive Occidentale, mais également de la Jordanie actuelle. C'est tout cela *Israël*, y compris avec les territoires contestés qui ne représentent que 22 pourcent de la Palestine. Si Israël devait se retirer totalement de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza, il n'en posséderait alors que 18 pourcent. Or, du point de vue d'Israël, ce sont les sionistes qui ont fait un vrai sacrifice en renonçant à 82 pourcent de la terre d'Israël. Et en réalité, avant que les Arabes n'attaquent dans le but de détruire l'état d'Israël naissant, les sionistes étaient prêts à ne même accepter que 12 pourcent de l'Israël historique, en acceptant la résolution de partition de l'ONU.

Et pendant ce temps, trois-quarts de la totalité des 9 millions de Palestiniens existants, eux, vivent dans la Palestine historique.

MYTHE

« Ariel Sharon a exprimé clairement que tant qu'il serait Premier Ministre, il n'y aurait ni paix ni accord de paix. »

RÉALITÉ

Ariel Sharon a été diabolisé par les Arabes et caricaturé par les médias, qui très souvent, ont insisté à le qualifier de Premier Ministre "d'extrême droite" ou de la "droite dure", autant de qualificatifs qui sont rarement utilisés à l'égard des autres leaders étrangers de cette manière systématique. Sharon a passé la plus grande partie de sa vie à servir comme soldat ou comme haut fonctionnaire, cherchant la paix pour son pays.

C'est Ariel Sharon qui a apporté à Menahem Begin, Premier Ministre à cette époque, le soutien nécessaire qui a rendu possible la signature du Traité de Paix Israélo-Egyptien. A Camp David, au moment crucial où les négociations ont failli capoter à cause de l'insistance du Président Anouar el-Sadate à exiger que toutes les implantations israéliennes du Sinaï soient démantelées, Begin appela Sharon pour lui demander s'il était prêt à renoncer à toutes ces implantations. Non seulement Sharon lui conseilla d'accepter, mais c'est lui qui, au final, mit en œuvre cette décision de faire évacuer les habitants, parfois même par la force.¹²

Les positions de Sharon ont évoluées avec le temps. Alors qu'il avait été farouchement opposé à la création d'un état palestinien, en tant que Premier Ministre, il a accepté cette idée. Depuis sa prise de fonction, Sharon n'a cessé de proposer aux Palestiniens de négocier à la condition qu'ils mettent fin à la violence. Il s'est contenté de ne demander qu'une période sans violence de sept jours – demande que certains jugeaient encore trop exorbitante alors qu'à Oslo, les Palestiniens s'étaient pourtant engagés à une période de huit années – ce à quoi il renonça ultérieurement. Et c'est précisément à ce moment-là que les Palestiniens répondirent à son geste d'apaisement par le massacre de Pessah' (Pâque juive), un attentat-suicide commis dans un hôtel religieux de Natanya, qui fit 29 morts.

Même lorsque le Prince Abdallah d'Arabie Saoudite proposa un plan de paix truffé de propositions que les Saoudiens savaient totalement inacceptables pour Israël, Sharon ne rejeta pas ce plan d'office et proposa des négociations directes pour en discuter. Sharon accepta aussi de négocier avec les Palestiniens sur la base de la Feuille de route établie par les Etats-Unis, la Russie, l'Union Européenne et les Nations Unies, et ce, malgré de sérieuses réserves à l'égard de nombreux éléments du plan.

Bien que Sharon soit l'un des pères fondateurs du mouvement des implantations, il a déclaré que « toutes les implantations d'aujourd'hui, en Judée et Samarie ne pourront pas être maintenues. »¹³ C'est également lui qui ordonna l'évacuation de quatre communautés de Samarie et de toutes celles de Gaza malgré une opposition violente de la part de son propre parti.

Si les Arabes avaient le moindre doute quant à l'engagement de Sharon pour la paix, ils n'avaient qu'une chose à faire : le tester en arrêtant la violence et en démarrant les négociations. Tant que les Palestiniens continueront leurs attaques terroristes, aucun Premier Ministre israélien ne pourra leur proposer des concessions.

« Garder 3.5 millions de personnes sous occupation est aussi mauvais pour nous que pour eux... Je veux dire clairement que j'en suis arrivé à la conclusion que nous devons atteindre un accord [de paix]. »

-Ariel Sharon Premier Ministre¹⁴

MYTHE

« Israël doit aider Mahmoud Abbas à améliorer sa position face aux Palestiniens afin de faciliter le processus de paix. »

RÉALITÉ

La mort de Yasser Arafat a relancé l'espoir qu'un nouveau dirigeant palestinien allait émerger, porteur du courage et de la vision d'un Anouar el-Sadate et d'un roi Hussein et qu'il accepterait la création d'un état palestinien voulant vivre en paix aux côtés d'Israël. C'est Mahmoud Abbas que les Palestiniens ont choisi pour les diriger. Abbas avait été engagé dans les anciennes négociations de paix et son élection fût bien accueillie par Israël, même si les Israéliens ne se faisaient pas d'illusions sur Abbas. Il avait été le numéro deux de l'OLP et un des fondateurs de l'organisation terroriste du Fatah. Dans le passé, il avait fait de nombreuses déclarations irrédentistes et avait continué à les faire au cours de sa campagne. Sa position intransigeante quant au "droit au retour" des réfugiés palestiniens, n'augurait rien de positif pour des négociations à venir. Mais par ailleurs, il avait également fait preuve de courage en critiquant publiquement la Guerre Palestinienne et en disant que la violence n'aiderait pas la cause palestinienne. Il se déclarait prêt pour faire la paix avec Israël.

Bien qu'Israël ne lui doive rien, on a constamment exigé qu'Israël fasse des gestes d'ouverture afin d'aider Abbas à consolider son pouvoir. C'est plutôt Abbas lui-même qui doit faire la preuve de sa volonté aussi bien que de sa capacité à réformer l'Autorité Palestinienne, à démanteler les réseaux terroristes et à mettre un terme à la violence. Faire l'énumération de ce qu'il a à faire ne suffit pas : il doit passer à l'acte. Les accords signés par les Palestiniens sont sans équivoque à l'égard de ce qui est exigé d'eux ; ils ne peuvent pas échapper à leurs responsabilités simplement en faisant des déclarations d'intention de concessions ou de cessez-le-feu à la presse anglo-saxonne, surtout quand il s'agit de groupes comme le Hamas, qui demeurent engagés dans la destruction d'Israël.

Bien qu'il n'ait aucune obligation à le faire, Israël a donc pris des mesures pour montrer sa bonne volonté, notamment en facilitant les élections palestiniennes (dont tous les observateurs étrangers ont dit qu'elles n'avaient pas été empêchées par Israël¹⁵), en relâchant des prisonniers, et en retirant ses troupes de certaines parties de la Rive Occidentale. Plus important encore, Israël a évacué tous ses civils et tous ses

soldats de la Bande de Gaza.

L'espoir d'un règlement négocié du conflit entre les Israéliens et les Palestiniens, repose à présent, sur les épaules d'Abbas. Il a pris des mesures pour consolider son pouvoir. A plusieurs reprises, il a persuadé le Hamas d'accepter des cessez-le-feu. Il a donné l'ordre aux forces palestiniennes de sécurité d'arrêter leurs attaques contre les civils israéliens et il a envoyé un contingent de policiers afin d'imposer l'ordre dans la Bande de Gaza. Il a également déclaré que seuls les policiers et le personnel de sécurité étaient autorisés à porter des armes. A ce jour cependant, il n'a que très peu réussi à mettre en œuvre toutes ces décisions, et de nombreux Israéliens se demandent si sa force politique est assez grande pour pouvoir imposer l'ordre.

La coexistence sera impossible tant que les Palestiniens n'arrêteront pas la violence. Il ne doit plus y avoir de Juif attaqué, où qu'il soit dans le monde, ni de mortiers ou de roquettes tirés sur Israël, et pas d'incitations à la violence. Il ne s'agit pas d'offrir aux extrémistes un droit de veto sur les négociations ; Israël n'a jamais dit qu'Abbas devait arrêter 100 pourcent des incidents avant d'engager des pourparlers avec lui, mais Israël insiste pour qu'il montre qu'il fait 100 pourcent d'efforts afin d'y parvenir. A ce jour, il ne l'a pas fait.

« Je confirme que la résistance continuera même après le retrait de Gaza et que les armes de la résistance seront conservées pour protéger son accomplissement. »

-Osama Hamdan représentant du Hamas¹⁶

MYTHE

« Le plan de désengagement est une ruse pour permettre à Israël de garder la Rive Occidentale. »

RÉALITÉ

Le Premier Ministre Ariel Sharon, de même que le Président Bush, ont clairement exprimé que le plan de désengagement allait de paire avec la Feuille de route. Sharon a également constamment réitéré son acceptation d'un état palestinien d'un seul tenant, sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza, ce qui impliquerait de nouvelles évacuations de communautés situées sur la Rive Occidentale.

Les motivations de Sharon ont été mises en question malgré les risques politiques qu'il a pris en poursuivant son plan. Après tout, qui aurait pu prévoir en Israël ou à l'extérieur d'Israël, qu'à une date aussi proche que 2000, l'homme considéré comme le père du mouvement des implantations, s'opposerait à son parti et ferait évacuer des Juifs de leurs maisons dans les territoires.

Sans oublier que le plan de désengagement ne se limitait pas à Gaza et qu'il impliquait aussi le démantèlement de quatre communautés de Samarie. Alors que le nombre des Juifs évacués était relativement petit (550 personnes environ), la zone évacuée par Israël est en réalité, bien plus large de la totalité de la Bande de Gaza.¹⁷

Les Juifs qui vivent dans la Rive Occidentale n'ont jamais cru que l'évacuation de Gaza signifierait la consolidation de leur situation. Tout au contraire, et c'est la raison pour laquelle de si nombreux Juifs de Judée et de Samarie ont défendu les droits des Juifs de Gaza, considérant que l'évacuation de Gaza constituait le précédent qui, finalement, serait suivi par l'évacuation de la Rive Occidentale. Sharon n'a exprimé son accord que sur le projet de maintenir de larges blocs d'implantations dans lesquelles la majorité des Israéliens acceptent d'être intégrés à Israël, alors que les

communautés plus petites et isolées voient, dans le désengagement, la première étape vers leur évacuation finale.

« Je pense que s'ils [les Palestiniens] n'arrivent pas à faire des progrès au cours du mandat de l'actuel premier ministre [israélien], alors il sera bien plus difficile de faire des progrès vers la paix après. Il [Sharon] est capable de poursuivre le processus de paix et, s'il le veut, il sera capable de trouver les solutions. »

-Hosni Mubarak Président égyptien¹⁸

MYTHE

« Israël a évacué Gaza mais pour mieux le transformer en prison en empêchant la circulation des biens et des personnes. »

RÉALITÉ

Israël a décidé de totalement évacuer tous ses soldats et tous ses civils de la Bande de Gaza, afin d'améliorer la vie des Palestiniens et des Israéliens. A présent, l'Autorité Palestinienne exerce le total contrôle sur la population de Gaza. Personne n'y est plus "sous occupation". Aujourd'hui, les Palestiniens de Gaza peuvent se déplacer librement dans Gaza, vivre et travailler là où choisissent de le faire, et mener des vies normales, uniquement soumis aux restrictions imposées par leurs dirigeants.

Avant son désengagement, Israël a installé une équipe de développement afin d'améliorer la situation économique de Gaza. Israël a proposé de fournir son aide dans la construction d'usines de désalinisation, de systèmes d'égouts, d'hôpitaux et d'une centrale électrique. Une autre équipe a été créée pour faciliter les échanges commerciaux avec les Palestiniens.¹⁹ En outre, Israël a accepté d'autoriser des convois reliant la Bande de Gaza à la Rive Occidentale et a proposé de construire un réseau ferroviaire reliant les deux, démontrant qu'Israël n'a pas la moindre intention d'isoler les deux territoires.²⁰

Pourtant, et malgré cela, Israël est accusé d'emprisonner des Arabes de Gaza en refusant aux Palestiniens, l'usage d'un port maritime et d'un aéroport. Israël est préparé à autoriser l'usage de ces installations mais aucune des deux n'est prête à l'être. En outre, les hommes d'affaires palestiniens et les économistes ont déclaré que la construction du port maritime qui prendrait des mois pour être achevée, n'était pas une priorité. Si les relations avec Israël seront bonnes, les Palestiniens utiliseront le port israélien d'Ashdod ou Port Saïd en Egypte.²¹

En novembre 2005, Israël et l'Autorité Palestinienne ont passé un accord pour autoriser une plus grande liberté de circulation dans et hors de Gaza, et pour permettre aux Palestiniens de commencer la construction du port maritime et de l'aéroport. L'accord stipulait aussi que le poste de contrôle de Rafah serait surveillé par les fonctionnaires palestiniens et égyptiens, accompagnés sur place, par des observateurs de l'Union Européenne. Israël aurait accès à un circuit de surveillance vidéo lui permettant de surveiller la circulation des personnes passant par ce poste de contrôle et qu'il pourrait considérer comme suspectes, mais n'aurait pas le pouvoir d'opposer son veto au passage d'un individu de l'autre côté de la frontière.²²

« Je remercie Allah l'inspiré, pour Son soutien dans le Djihad de notre peuple et pour la libération de la bien-aimée Bande de Gaza, et je lui demande de nous aider à libérer

Jérusalem et la Rive Occidentale, Acre, Haïfa, Jaffa, Safed, Nazareth, Ashkelon et toute la Palestine. »

**-Muhammad Deif Commandant des Brigades
'Izz Al-Din Al-Qassam²**

Les Palestiniens ne désirent pas négocier un accord de paix conjointement au désengagement d'Israël de Gaza ; de ce fait, Israël n'a aucune assurance que cette zone ne sera pas utilisée comme base terroriste. Le Hamas et d'autres groupes terroristes, ont explicitement déclaré que leur projet était de continuer la guerre afin de détruire Israël.

Au même moment, les Palestiniens refusent d'honorer leurs obligations, telles qu'elles sont spécifiées dans la Feuille de route : désarmer les terroristes et démanteler leur infrastructure. Etant donné ces conditions et étant donné le souvenir du *Karine-A* – ce cargo chargé d'armes iraniennes destinées à l'Autorité Palestinienne et qu'Israël a saisi en 2002 – Israël ne pouvait courir le risque de mettre sa population en danger en autorisant les Palestiniens à faire entrer des matériaux, soit par mer soit par air, sans aucune inspection ou bien les autoriser à aller vers ou hors de la Rive Occidentale sans le moindre contrôle. Les Israéliens et les Palestiniens ont discuté de la meilleure façon de favoriser une circulation plus rapide des biens et des personnes à travers la frontière, tout en garantissant à Israël, le droit à sa sécurité.

MYTHE

« Israël devrait être remplacé par un état binational dans lequel Juifs et Palestiniens vivraient ensemble. »

RÉALITÉ

L'idée d'un état binational n'est pas une idée nouvelle ; elle a été énoncée par des Juifs éminents tels que Judah Magnes dans les années 20. Il est clair que, de nos jours, cette idée ne jouit plus d'aucune popularité.

La vision utopique des avocats du binationalisme était que les Juifs aussi bien que les Arabes, avaient tous deux un droit légitime sur cette terre et qu'ils devraient vivre ensemble, dans un même état. Cette idée niait le droit des Juifs sur leur foyer national historique et impliquait également que les Arabes étaient prêts à coexister pacifiquement avec les Juifs à l'intérieur d'un seul et même état. Supposition qui a été totalement invalidée par vingt années de violence de la part des Arabes à l'encontre des Juifs en Palestine, par le rejet arabe du Livre Blanc britannique de 1939, qui leur faisait déjà cette proposition-là.

« Jamais un état palestinien ne pourra être fondé sur la base de la violence. Le temps est arrivé pour tous les vrais amis du peuple palestinien, pour chaque dirigeant du Moyen-Orient et pour le peuple palestinien lui-même, de couper tous les financements et tous les soutiens aux terroristes et de combattre activement le terrorisme, sur tous les fronts. C'est seulement à ce moment-là qu'Israël sera en sécurité et qu'un drapeau pourra flotter sur une Palestine indépendante. »

-Président George W. Bush²⁵

Il était très clair déjà en 1937, que les deux peuples ne pourraient pas vivre ensemble, et qu'il fallait un état pour chaque peuple. En conséquence, cette même année, la Commission Peel proposa une partition et, dix ans plus tard, l'ONU approuva cette proposition. Depuis rien n'a changé, et aucune nouvelle solution pour terminer le conflit n'a été proposée.

Dans la mesure où la population arabe constitue d'ores et déjà environ 46 pourcent de la population vivant entre la Mer Méditerranée et le Jourdain, et que son taux de natalité est le double de celui des Juifs israéliens, très vite les Palestiniens deviendraient la majorité de la population d'un état binational. Alors, la spécificité juive de la nation s'effriterait pour finalement disparaître, et que les Juifs israéliens perdraient le contrôle politique sur le seul refuge des Juifs.

Etant donné les mauvais traitements historiques infligés aux minorités, et particulièrement à l'encontre de la communauté juive, qui ont toujours prévalu dans les pays arabes, cette idée serait la meilleure recette pour rétablir la persécution des Juifs (et des chrétiens). L'un des partisans de l'idée d'un état binational, suggéra qu'une force internationale pourrait protéger les Juifs mais aucun dirigeant ne n'osait parier sur une telle protection pour garantir le destin du peuple juif dans un tel contexte. Plus important encore, si les partisans du binationalisme reconnaissent que les Juifs auraient besoin d'une protection dans le cadre d'un tel état, comment peuvent-ils raisonnablement croire que cette solution pourrait résoudre le conflit ?

MYTHE

« Les Palestiniens ont correctement éduqué leurs enfants au sujet d'Israël et de la coexistence future avec les Juifs israéliens. »

RÉALITÉ

Au lieu d'utiliser l'éducation pour promouvoir la paix avec leurs voisins juifs, les Palestiniens ont obstinément endoctriné leurs enfants à l'aide de stéréotypes antisémites, d'une propagande antisémite et toutes sortes de moyens, davantage destinés à générer l'hostilité et l'intolérance que la coexistence pacifique.

Ainsi par exemple, "Children's Club", une émission télévisée palestinienne destinée aux enfants et calquée sur la formule interactive de "Sesame Street", mettant en scène des enfants, des marionnettes et des personnages de fiction qui encouragent la haine des Juifs et incitent à exercer la violence contre eux, à travers le Djihad (guerre sainte). On peut voir des enfants qui chantent une chanson dans laquelle ils expriment leur désir de devenir des "guerriers suicide", en pointant des mitrailleuses sur les Israéliens. Le refrain d'une autre chanson, repris en chœur par les enfants, dit « Quand je me promènerai à Jérusalem, je deviendrai une bombe humaine. » Et les enfants participants à l'émission ajoutent : « Nous allons défendre nos revendications avec des pierres et des balles, » et nous appellerons « au djihad contre Israël. »

Les Palestiniens utilisent des spots publicitaires pour appeler leur jeunesse à se joindre au combat contre Israël, leur disant de laisser tomber leurs jouets, de ramasser des pierres et d'aller combattre Israël. Un autre spot met en scène des acteurs rejouant l'incident au cours duquel un enfant a été tué, pris dans le feu croisé d'un affrontement entre Israéliens et Palestiniens. Ce spot publicitaire montre l'enfant exhortant les autres enfants à « le suivre. »²⁶

« Nous avons trouvé des manuels scolaires et des livres qui sont si antisémites que, s'ils étaient publiés en Europe, leurs éditeurs seraient immédiatement présentés à la Justice au

motif de racisme. »

-François Zimeray Membre du Parlement Européen et avocat Français²⁷

On trouve des messages similaires dans les manuels scolaires palestiniens, dont une grande partie est préparée par le Ministère palestinien de l'Education. Le manuel scolaire de la classe de CM2, intitulé *Muqarar al-Tilawa Wa'ahakam Al-Tajiwid*, décrit les Juifs comme étant des lâches pour qui Allah a préparé les feux de l'enfer. Dans un autre manuel scolaire intitulé *Al-Mutala'ah Wa'alnussus al-Adabia* et destiné aux élèves de 4^{ème}, les Israéliens sont appelés "les bouchers de Jérusalem". Des histoires glorifiant ceux qui jettent des pierres sur les soldats israéliens, apparaissent dans plusieurs textes. Dans *Al-Mutala'ah Wa'alnussus al-Adabia*, ce manuel également destiné aux élèves de 3^{ème}, on fait référence à la bactérie du sionisme qui doit être éradiquée de la nation arabe.

Les textes plus récents sont d'un antisémitisme moins aigu mais ils continuent de poser problème. Par exemple, ils représentent la nation palestinienne comme constituée de musulmans et de chrétiens. Absolument aucune mention n'est faite des Juifs ni des communautés juives de Palestine, vieilles de plusieurs siècles et qui ont largement précédé le sionisme. De même pour l'état d'Israël, qui n'est pas non plus mentionné mais cela n'empêche pas d'attribuer tous les problèmes de la société palestinienne au conflit israélo-arabe. Les références sont généralement stéréotypées et sont reliées d'une manière négative, à leur opposition à Mahomet et à leur refus de se convertir à l'Islam. Une récente étude sur l'architecture, décrit les mosquées et les églises les plus remarquables, mais aucune mention n'est faite des lieux saints juifs.²⁸ Une étude récente conclut que :

Quand l'on compare les anciens manuels scolaires aux nouveaux, la réduction des références antisémites est évidente, mais, en dépit de ce changement, l'histoire des relations entre les musulmans, les chrétiens et les Juifs est enseignée de manière à renforcer les stéréotypes classiques des Juifs dans les cultures islamique et chrétienne. Le lien qui est établi entre les conflits actuels et les antagonismes de l'époque de Jésus et de Mahomet, montre combien rien n'a vraiment changé.

Mais les leçons ne s'arrêtent pas à l'école. Les colonies de vacances enseignent aussi aux enfants palestiniens comment résister aux Israéliens et leur enseignent qu'il n'y a pas de gloire plus grande que d'être un martyr. Dans ces colonies de vacances, on s'entraîne aussi à faire de faux kidnappings et l'on apprend à égorger des Israéliens. Quatre colonies de vacances, nommées les "Camps du Paradis", organisées par le Djihad Islamique et situées dans la Bande de Gaza, proposent un entraînement militaire à des enfants âgées de 8 à 12 ans et les encouragent à devenir des terroristes et à faire des attentats-suicides. La BBC a réussi à filmer des enfants s'entraînant à défiler au pas et à pratiquer les arts martiaux.²⁹

Les autorités palestiniennes tentent également de convaincre les enfants que le but d'Israël est de tuer tous les enfants, par tous les moyens possibles, y compris par les moyens plus sournois. Ainsi, le quotidien *Al Hayat Jadida* a-t-il prétendu que l'aviation israélienne parachutait des bonbons empoisonnés au-dessus des écoles élémentaires et secondaires de la Bande de Gaza.³⁰

Ces enseignements transgressent aussi bien l'esprit que la lettre des accords de paix qui ont été signés.

« Nous apprenons aux enfants que les attentats-suicides effraient les Israéliens... Nous leur apprenons que lorsqu'un terroriste s'est fait exploser, il atteint au niveau le plus élevé du paradis. »

-Le conseiller palestinien des "Camps du Paradis" interviewé par la BBC³¹

MYTHE

« Les Palestiniens n'ont plus d'objection à la création d'Israël. »

RÉALITÉ

L'une des obligations primordiales des Palestiniens dans le cadre de la Feuille de route pour la paix, c'est de reconnaître le droit d'Israël d'exister dans la paix et la sécurité. Comment est-il donc possible que le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas, interprète la décision de la création de l'état d'Israël en 1948, comme étant un crime ?³²

Pendant que les Israéliens célébraient le 57^{ème} anniversaire de leur indépendance, Abbas et d'autres Palestiniens pleuraient sur le jour de la création de l'état d'Israël, qu'ils appellent le Jour de la Nakba. Si les Palestiniens et les états arabes avaient accepté la résolution de partition de 1947, l'état de Palestine aurait plutôt été en train de célébrer son anniversaire, et les Palestiniens n'auraient pas à se lamenter sur *Al-Nakba* ("la Catastrophe").

Il est compréhensible que les Palestiniens soient amers quant à leur histoire des soixante dernières années, mais ce que nous savons c'est qu'ils ne se plaignent que de l'actuelle "occupation" des territoires qu'Israël a conquis en 1967. Or, pourquoi ne célèbreraient-ils pas plutôt l'anniversaire du jour de leur Nakba en juin, à la date anniversaire de la défaite arabe lors de la Guerre des Six Jours ?

La raison en est que les Palestiniens considèrent la création d'Israël comme étant le péché originel et qu'aujourd'hui encore, leur fixation obsessionnelle sur cet évènement est à la hauteur de l'ampleur de leur refus de se réconcilier avec l'état hébreu. A cette occasion, les commentaires d'Abbas, ainsi que ceux du Premier Ministre de l'Autorité Palestinienne, Ahmed Korei, disant que « notre blessure continue de saigner, 57 ans après », n'inspirent pas franchement confiance quant à leur volonté de régler le conflit avec Israël. »³³

« Le terrorisme ne produira pas de résultat positif, et il n'y aura pas l'ombre d'une chance de créer un état palestinien indépendant aussi longtemps que la violence et le terrorisme continueront. »

-Joschka Fisher Ministre allemand des Affaires étrangères³⁴

Le Hamas, qui n'a jamais laissé le moindre doute quant à son refus d'accepter l'existence d'Israël, qualifie Israël de "cancer", tout en promettant de continuer le combat « jusqu'à la libération du dernier centimètre carré de notre terre et tant que tous les réfugiés n'auront pas réintégré leur foyer. »³⁵ Et c'est bien cette organisation qui gagne les élections palestiniennes et qui aura vraisemblablement, son mot à dire et une réelle influence à l'égard d'Israël.

L'autre aspect dérangeant de jour de la Nakba c'est que ce jour-là, la circulation

s'arrête, les gens s'immobilisent en silence et les sirènes retentissent, tout ce dispositif visant à imiter la coutume israélienne du Jour du Souvenir de l'Holocauste. Cette mise en place insidieuse n'est qu'une façon d'établir une odieuse comparaison entre l'Holocauste et la création d'Israël.

Il se pourrait que l'actuel leadership ne reflète pas vraiment les sentiments du peuple palestinien. Ainsi, en mai 2005, un sondage montrait que 54 pourcent des Palestiniens étaient prêts à accepter la solution de deux états.³⁶ Cela donne de l'espoir mais tant que l'Autorité Palestinienne qualifiera la création d'Israël de catastrophe à égalité avec l'Holocauste, les prospectives d'une coexistence seront faibles.

**CARTE 22 – Carte de la Palestine sous l'Autorité Palestinienne –*

MYTHE

« Les Palestiniens ont abandonné leur plus grand rêve, celui de détruire Israël. »

RÉALITÉ

Dans ses manuels scolaires, l'Autorité Palestinienne continue de promouvoir la vision d'une grande Palestine, tout particulièrement grâce aux cartes géographiques. On peut voir le produit le plus spectaculaire de cette démarche dans la Carte 22, qui montre une carte de la Palestine, publiée sur le site Internet officiel palestinien, sur laquelle la Palestine englobe non seulement la Rive Occidentale et la Bande de Gaza, mais encore la totalité d'Israël. On trouve des cartes semblables où Israël ne figure pas, dans de nombreux manuels scolaires.²⁷

Israël a toujours exprimé sa volonté de vivre en paix avec un état palestinien à leurs côtés. Mais comme la Carte 22 l'indique, les Palestiniens continuent de rêver d'un état palestinien qui remplacerait Israël.

MYTHE

« Les Palestiniens sont poussé au terrorisme par le désespoir. »

RÉALITÉ

La situation que de nombreux Palestiniens vivent est regrettable et souvent très difficile. Beaucoup d'entre eux vivent dans la pauvreté, ils voient un avenir sans espoir et ne sont pas satisfaits de la façon dont les Israéliens les traitent. Mais cela ne peut pas être une excuse au terrorisme. Car en réalité, de nombreux terroristes ne sont pas pauvres et pas du tout désespérés. Le terroriste le plus recherché au monde, Oussama ben-Laden par exemple, est un millionnaire saoudien.

Interrogé au sujet deux terroristes palestiniens qui se firent exploser dans un centre commercial de Jérusalem, tuant 10 jeunes âgés de 14 à 21 ans, le cousin de l'un des terroristes déclarait : « ces deux-là ne manquaient de rien. »³⁸

Un rapport du Bureau National de Recherche Economique concluait que « les conditions économiques et d'éducation, sont sans rapport direct avec la participation ou le soutien au terrorisme. » Les chercheurs disent que les conditions économiques ne peuvent pas être mises en cause comme raison de la violence dans la région car il n'y a pas de lien entre le terrorisme et les mauvaises conditions économiques. De plus, ces chercheurs ont établi que le soutien aux actions violentes contre Israël, y compris les attentats-suicides, ne varie absolument pas en fonction de

l'environnement social.³⁹

Amnesty International a publié une étude condamnant toutes les attaques perpétrées par les Palestiniens contre les civils israéliens en affirmant qu'aucune action israélienne ne peut les justifier. Selon les termes du rapport, « Les attaques menées par des groupes palestiniens armés, contre les civils, se multiplient, sont systématiques et s'inscrivent dans une stratégie d'attaques volontaires contre les civils. Et que donc, aux termes de la loi internationale, ils constituent des crimes contre l'humanité. »⁴⁰

Israël n'est pas responsable du terrorisme. Le terrorisme n'est pas le résultat de "l'occupation". Et en aucun cas, il ne peut être la seule réponse des Palestiniens à leur propre mécontentement. Une véritable option s'offre aux Palestiniens, pour réussir à améliorer leur situation, et cela s'appelle : la négociation. Et ce n'est pas la seule option. Les Palestiniens pourraient également choisir le chemin de la non-violence pris par Martin Luther King et par Gandhi. Malheureusement, ils ont choisi de mener une guerre de terreur au lieu d'opter pour un processus de paix. Au fil du temps, Israël a prouvé sa volonté d'échanger des territoires contre la paix, mais il n'a jamais voulu échanger des territoires contre de la terreur.

« L'utilisation des attentats-suicides est totalement inacceptable. Rien ne peut justifier une telle chose. »

-Olara Otunuu Représentant Spécial de l'Onu pour la protection des enfants dans les conflits armés⁴¹

MYTHE

« Les Palestiniens sont impuissants à arrêter les terroristes. »

RÉALITÉ

Les médias ont largement contribué à avaliser une image faussée d'une Autorité Palestinienne qui serait incapable de démanteler les réseaux terroristes parce qu'ils se fondent au milieu environnant et parce qu'ils bénéficieraient d'un fort soutien populaire des groupes terroristes des radicaux islamistes palestiniens.

Les forces armées du Hamas et le Djihad Islamique ne sont pas si importantes. Ensemble, les ailes armées des deux organisations totalisent moins de 1 500 hommes alors que l'Autorité Palestinienne est forte de 35 000 hommes, répartis entre la police, les services de renseignements et les forces de sécurité.⁴² Non seulement l'Autorité Palestinienne a une supériorité écrasante en termes d'effectifs et de puissance de feu, en plus, grâce à ses services de renseignements, elle a tous les moyens de trouver une grande partie, voire tous les terroristes.

Il est vrai que les terroristes ont gagné une certaine popularité, mais les sondages montrent qu'ensemble, tous les groupes réunis bénéficient seulement du soutien d'un quart de la population palestinienne. L'Autorité Palestinienne n'est pas démocratique et donc ses dirigeants ne basent pas leurs décisions sur l'opinion publique. Toutes les données montrent qu'il n'est donc pas gênant de décider d'une action en se basant uniquement sur la sympathie que peut inspirer telle ou telle faction radicale.

L'Autorité Palestinienne devrait prendre exemple sur le gouvernement jordanien qui a interdit au Hamas de prendre pied dans le royaume. Le roi Abdullah a fermé tous les bureaux du Hamas à Amman, a interdit tous ses journaux et a arrêté et expulsé de nombreux membres de l'organisation.⁴³

Malgré les souffrances que les terroristes lui ont fait subir, le public palestinien n'a pas appelé à mettre fin à la violence : aucun groupe équivalent au mouvement israélien « La Paix Maintenant » n'a encore émergé.

Pourtant, à titre individuel, il est toujours possible à chaque Palestinien de dire non au terrorisme. Quand le recruteur de terroristes a téléphoné à la femme de l'ancien dirigeant du Hamas, Abdel Aziz al-Rantisi, pour lui demander si son fils serait disponible pour aller en opération, elle a refusé : elle lui a dit non.⁴⁴

Dans d'autres pays, y compris en Israël (où elles ont aidé à accélérer le retrait du Liban), les mères ont souvent contribué à mettre en place des changements positifs. Quand suffisamment de mères palestiniennes se dresseront contre les recruteurs de terroristes et contre leurs dirigeants politiques, quand elles diront qu'elles ne permettent plus à leurs enfants d'être utilisés comme bombe humaine, les perspectives de paix s'amélioreront. Aussi longtemps qu'elles préféreront que leurs enfants soient des martyrs plutôt que des médecins, des utilisateurs de bombes plutôt que des universitaires, et des meurtriers plutôt que des avocats, alors la violence continuera et les jeunes Palestiniens continueront à mourir pour rien.

« Malgré les promesses répétées par sa direction, l'Autorité Palestinienne n'a pas fait le moindre progrès dans l'accomplissement de ses obligations majeures, à savoir prendre des mesures immédiates sur le terrain, pour faire cesser la violence, pour combattre le terrorisme et pour réformer et réorganiser l'Autorité Palestinienne. »

-Terje Roed-Larsen Envoyé de l'Onu au Moyen-Orient⁴⁵

MYTHE

« L'usage de la violence par les Palestiniens se justifie parce que le processus de paix ne leur a pas permis de réaliser leurs aspirations nationales. »

RÉALITÉ

Les prémisses sur lesquelles le processus de paix d'Oslo est fondé, stipulent que les conflits seront réglés par la négociation et en aucun cas par les armes. Les Palestiniens n'ont jamais accepté ces principes de base de la coexistence. Les réactions face aux plaintes prétendant que le retrait d'Israël n'est pas suffisant ou pas assez rapide devraient toujours s'inscrire dans la négociation : davantage de négociations, ou davantage de mesure destinées à raffermir la confiance et davantage de preuves d'un désir de vivre ensemble, et oublier la violence.

Pour comprendre la raison de l'échec du processus d'Oslo, et comprendre pourquoi les Palestiniens ne vivent pas en paix aux côtés des Israéliens, il serait utile d'examiner le processus de paix israélo-arabe qui a marché, à savoir les négociations israélo-égyptiennes. Même si l'accord de paix de Camp David a été élaboré grâce aux négociations, la route vers la paix aura été longue, tortueuse et a louvoyé pendant des années. Ce qui l'a cependant rendu possible, c'est l'engagement des deux pays pour faire la paix et les actions que ces deux pays ont prises pour sécuriser cette paix.

Avant qu'Anouar el-Sadate se mette à sérieusement parler de paix, l'Égypte aura maintenu un état de guerre avec Israël pendant plus de 25 années. Des conflits sanglants les opposèrent en 1948, 1956, 1967, de 1968 à 1970 et en 1973. La colère, le chagrin, la peine, et le désordre qui ont duré un quart de siècle, ne se sont pas dissipés en une nuit. Le processus démarra avec la guerre de 1973, quand Henry Kissinger facilita les négociations de l'accord de désengagement au cours duquel les

deux pays firent des concessions significatives.

L'Égypte avait demandé que le désengagement d'Israël du Sinaï soit conséquent et qu'il s'engage aussi à abandonner tous les territoires conquis en 1967, mais Israël ne rendit qu'une petite partie du Sinaï. Or, plutôt que d'avoir recours à la violence, les Égyptiens s'engagèrent dans de nouvelles négociations.

Le premier accord fut signé en janvier 1974. Il fallut environ un an et demi pour aboutir à un second accord. Ce ne fut pas facile. On critiqua Israël pour son "inflexibilité" et les Égyptiens ne furent pas moins intransigeants. Anouar el-Sadate accepta de limiter dans les médias la propagande anti-israélienne et de mettre un terme à sa participation au boycott arabe. Yitzhak Rabin accepta également de faire des concessions territoriales difficiles à faire, abandonnant des champs pétrolifères et deux points de passage stratégiques du Sinaï.

« Si les Israéliens sont capables de faire des compromis et que vous, vous ne l'êtes pas, alors je ne peux rien faire, je devrais rentrer chez moi. Vous êtes ici depuis 14 jours, et vous dites non à tout. Cet état de choses va avoir des conséquences. Et c'est l'échec, qui sera au bout du processus de paix... »

-Président Clinton à Yasser Arafat⁴⁶

Après "Sinaï II", l'Égypte n'avait toujours pas récupéré la totalité de son territoire. Sadate n'était pas satisfait de cette situation et il était cloué au pilori par les autres états arabes qui lui reprochaient d'aller si loin dans la recherche de la paix avec Israël. Mais malgré tout cela, il n'eut pas recours à la violence. Il n'y eut pas de lâchers de *feddayins*, comme Nasser l'avait fait dans les années 50. A la place, Sadate continua les pourparlers.

Il fallut encore trois années pour que les accords de Camp David soient signés et six mois de plus pour que le traité final soit négocié. Au total, il aura fallu cinq années de travail pour négocier des sujets aussi brûlants que ceux du conflit qui est actuellement dans l'impasse.

En échange de ses concessions substantielles, Israël reçut la promesse d'un nouvel avenir, fait de relations pacifiées. Si Israël a pu prendre ce risque, c'est parce que l'Égypte lui avait prouvé, au cours des cinq années passées, qu'elle savait résoudre les conflits de façon pacifique et que son objectif n'était plus la destruction de son voisin.

L'Égypte n'était pourtant pas totalement satisfaite. Sadate exigeait encore une petite portion de territoire qu'Israël conservait dans le Sinaï. Il fallut encore neuf années pour qu'un arbitrage international fasse qu'Israël rende la ville de Taba. Plutôt que d'utiliser cette situation comme prétexte pour violer le traité de paix, l'Égypte préféra négocier.

MYTHE

« L'Autorité Palestinienne a saisi des armes de contrebande et a rempli ses obligations de limiter la possession des armes aux seules forces de police autorisées. »

RÉALITÉ

Selon les termes de l'Accord Intérimaire signé par Israël et les Palestiniens, « aucune organisation, aucun groupe, aucun individu de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza ne doit fabriquer, vendre, acquérir, posséder, importer ou introduire de quelque

manière que ce soit dans la zone de la Rive Occidentale ou dans la Bande de Gaza, des armes à feu, des munitions, des armes lourdes, des explosifs, de la poudre ou tout autre équipement de ces catégories » à l'exception de la police palestinienne. Et plus loin, l'annexe à cet accord ajoute que la police n'est autorisée à ne posséder qu'un nombre limité de fusils, de pistolets et mitrailleuses et que toutes ces armes doivent être enregistrées. En acceptant la Feuille de route, l'Autorité Palestinienne a également accepté de confisquer toutes les armes illégales non autorisées. Pourtant au cours de la Guerre Palestinienne, les Palestiniens abandonnaient tous les engagements qui figuraient dans les accords d'Oslo, engagements qu'ils prétendaient vouloir remplir et qu'Israël considérait comme crucial pour sa sécurité. L'exemple le plus spectaculaire de cette attitude eut lieu en janvier 2002, quand l'Autorité Palestinienne fit entrer clandestinement 50 tonnes d'armes fabriquées en Iran et en Russie, parmi lesquelles des fusées Katioucha à longue portée, des missiles anti-chars LAW et Sagger, des mortiers à longue portée, des mines, des fusils d'assaut, des munitions et plus de deux tonnes de têtes explosives puissantes conçues pour percer les blindages. Une fois le *Karine-A* capturé et sa cargaison illégale saisie, et malgré les dénégations de Yasser Arafat, Omar Akawi, l'officier de marine de l'Autorité Palestinienne qui commandait le navire, reconnu que toute cette opération d'infiltration d'armes de contrebande avait été ordonnée par l'Autorité Palestinienne.⁴⁷

Entre la capture du bateau, la saisie des armes, et l'évacuation de Gaza, les forces israéliennes ont dû mener un combat constant pour empêcher les Palestiniens de faire entrer des armes en contrebande dans la Bande de Gaza, par des tunnels creusés à cet effet. Après le désengagement de Gaza, Israël et l'Égypte signèrent un accord par lequel l'Égypte était chargée de patrouiller sur la route « Philadelphie », le long de la frontière égypto-palestinienne. En août 2005, après l'évacuation de Gaza par les Israéliens, pendant une courte période l'Égypte ouvrit la frontière entre Gaza et l'Égypte, ce qui permit aux Palestiniens de faire rentrer à Gaza des armes et des munitions pour attaquer les Israéliens.

Selon le Général de Division Doron Almog, « le terme "contrebande" ne rend pas vraiment compte du problème posé par le couloir Philadelphie... Car il s'agit-là, à Gaza, d'importations illégales de quantités très importantes d'armes et de matériel militaire, sur une échelle suffisante pour transformer Gaza en plate-forme de lancement permettant d'attaquer Israël en profondeur, directement au cœur du pays. »⁴⁸

Non seulement l'Autorité Palestinienne refuse d'intervenir pour stopper le flux de ce trafic d'armes, mais elle a également bafoué tous ses engagements à l'égard de la Feuille de route, répétant que les groupes terroristes ne seraient pas désarmés.⁴⁹ Des dizaines de milices armées, formellement interdites par les traités de paix, existent donc aujourd'hui. Elles possèdent des fusils, des mitrailleuses, des mortiers, des grenades et des explosifs, qui leur permettent de mener des attaques terroristes contre Israël. Chaque photo publiée dans la presse et qui montre un Palestinien en armes – et de telles photos sont quotidiennement publiées – constitue, à chaque fois, une nouvelle preuve que les Palestiniens violent leurs promesses, ce qui renforce les inquiétudes des Israéliens au sujet des intentions réelles des Palestiniens et sur la menace qu'un futur état palestinien pourrait faire courir à la sécurité d'Israël.

MYTHE

« Les Palestiniens ont rempli leur engagement d'arrêter et de présenter les terroristes à la Justice. »

RÉALITÉ

Il est arrivé, parfois, que les Palestiniens arrêtent des terroristes ; cependant, ils les ont immédiatement relâchés, en les faisant passer par la porte de derrière.⁵⁰ Un exemple éloquent de ce manquement à lutter contre les terroristes est donné par la situation du chef du Hamas, Sheikh Ahmed Yassin, qui n'a été arrêté qu'en juin 2002, pour être aussitôt relâché et placé en résidence surveillée. Très peu de temps après, on pouvait le voir participer à une manifestation dans la Bande de Gaza. Bien qu'il soit à la tête de l'organisation ayant le plus d'attentats-suicides contre les civils israéliens à son actif, Yassin n'a jamais été emprisonné.

Le traitement que l'Autorité Palestinienne réserve aux Palestiniens soupçonnés de terrorisme contre Israël, contraste terriblement d'avec la façon dont ils traitent les Palestiniens accusés de collaborer avec Israël ou accusés de s'opposer à la ligne politique de leurs dirigeants. En général, les Palestiniens qui commettent des "crimes" contre le peuple palestinien sont arrêtés et, à plusieurs reprises, ils ont été rapidement exécutés.⁵¹

La libération abusive de ceux qui sont accusés de violence contre Israël, équivaut à envoyer le message à l'opinion publique que le terrorisme est une chose acceptable. Et cela autorise les terroristes eux-mêmes à continuer leur campagne de violences contre Israël.

« Nous n'arrêterons pas les fils de notre peuple pour apaiser Israël. Notre peuple peut être assuré que nous ne laisserons pas faire une chose pareille. »

-Jabril Rajoub Chef de la Sécurité préventive de l'Autorité Palestinienne sur la Rive Occidentale⁵²

MYTHE

« Les terroristes palestiniens n'attaquent que les Israéliens ; ils n'ont jamais attaqué des Américains. »

RÉALITÉ

L'OLP a une longue histoire de violence brutale contre des civils innocents de très nombreux pays, y compris des Etats-Unis. Mais l'existence de groupes terroristes palestiniens musulmans est un phénomène plus récent qui n'a d'ailleurs pas non plus épargné les Américains. Voici quelques exemples d'actions terroristes palestiniens ayant impliqué des citoyens américains :

- Une quarantaine d'Américains se trouvaient parmi les passagers retenus en otages quand le Front de Libération de la Palestine (FPLP) détourna quatre avions en septembre 1970.
- En 1972, l'OLP envoya des lettres piégées au Président Nixon, à l'ancien Secrétaire d'état William Rogers et au Secrétaire de la Défense Melvin Laird.
- Le 2 mars 1973, des membres de l'OLP assassinèrent Cleo Noel, l'ambassadeur américain au Soudan et le chargé d'affaires George Moore. Les assassins furent capturés par le Soudan et ils reconnurent qu'ils avaient reçu des ordres directs de l'OLP. On pense que les services américains de renseignements avaient des preuves liant directement Yasser Arafat aux assassinats mais, pour des raisons

inconnues, elles furent toutes supprimées. Et tous les terroristes relâchés.⁵³

- Le 11 mars 1978, des terroristes de l'OLP atterrirent sur les côtes israéliennes et tuèrent un photographe américain qui marchait le long de la plage. Ensuite, les terroristes réquisitionnèrent un bus qui circulait sur la route côtière, tirant sur les passants et jetant des grenades par les fenêtres du bus. Quand les troupes israéliennes arrêtaient cette course mortelle, les terroristes avaient tués 34 civils et en avaient blessés 82.
- En octobre 1985, un groupe terroriste du FLP, commandé par Abul Abbas, détourna le paquebot Achille Lauro. Léon Klinghoffer, un passager américain en fauteuil roulant, fut assassiné.
- En mars 1988, le Fatah d'Arafat déclara qu'il avait essayé d'assassiner le Secrétaire d'état George Shultz en garant une voiture piégée près de son hôtel à Jérusalem.⁵⁴
- Le 9 avril 1995, un terroriste du Djihad Islamique se fit exploser dans un bus israélien et tua huit personnes, parmi lesquelles Alisa Flatow, une étudiante de l'Université Brandeïs, âgée de 20 ans.
- Le 9 août 2001, Shoshana Yehudit Greenbaum était parmi les 15 personnes tuées dans l'attentat-suicide de la pizzeria Sbarro dans le centre de Jérusalem. Le Hamas et le Djihad Islamique revendiquèrent la responsabilité de cet attentat.
- Le 31 juillet 2002, une bombe explosait à la cafeteria de l'Université Hébraïque, tuant sept personnes et en blessant 80 autres. Cinq Américains figuraient parmi les tués.
- Le 11 juin 2003, à Jérusalem, un attentat à la bombe contre un bus, tua un Américain et blessa la fille de Robert Singer, fille du sénateur de l'état du New Jersey.
- Le 20 juin 2003, une fusillade contre une voiture circulant dans la zone de la Rive Occidentale, tua Tzvi Goldstein et blessa son père, sa mère et sa femme.
- Le 19 août 2003, à Jérusalem, un attentat-suicide visant un bus tua cinq Américains parmi lesquels des enfants âgés de 9 et 3 ans et un nourrisson de 3 mois ; un jeune américain de 11 ans fut blessé.
- Le 15 octobre 2003, dans la Bande de Gaza, des terroristes palestiniens prirent un convoi américain en embuscade et tuèrent trois citoyens américains qui travaillaient à l'ambassade américaine de Tel-Aviv.
- Le 24 septembre 2004, une attaque de mortier frappa un immeuble, tuant Tiferet Tratner, un ressortissant ayant la double nationalité.

« L'attentat à la bombe d'hier [du 9 août 2001], dans une pizzeria pleine de monde, dans le centre de Jérusalem, qui a blessé environ 100 personnes et qui en a tué au moins 14, est une

atrocité qui n'a rien à voir avec quoi que ce soit lié au conflit israélo-palestinien... prendre délibérément des civils et des enfants pour cible... est une sauvagerie qu'aucun pays ne peut raisonnablement tolérer. Hier soir, la détermination d'Israël à réagir a été entièrement légitime...

C'est Mr. Arafat qui a relâché et fait sortir de prison des dizaines de militants islamistes et qui, depuis, a toujours refusé de les arrêter. C'est encore Mr. Arafat qui a systématiquement refusé d'arrêter la violence et d'arrêter les provocations officielles contre Israël. Après avoir capitalisé sur la colère palestinienne et avoir rejeté un processus politique viable, l'Autorité Palestinienne ne peut plus désormais, faire reposer le blâme des attaques meurtrières, sur des groupes qu'elle soutient en toute connaissance de cause. »

-Editorial du Washington Post⁵⁵

MYTHE

« Dans les territoires, le Hamas est une force de modération plaidant pour l'harmonie et la réconciliation entre musulmans et juifs. »

RÉALITÉ

Le Hamas, Mouvement de Résistance Islamique, est opposé à l'existence d'Israël, sous quelque forme que ce soit. Son programme déclare qu' « il n'y a aucune solution à la question palestinienne sauf à travers le *Djihad* (la guerre sainte). » Ce mouvement met en garde et considère que chaque musulman quittant « le cercle de la lutte contre le sionisme » est coupable de « haute trahison. » La charte du Hamas appelle à la création d'une république islamique en Palestine, qui remplacerait Israël.⁵⁶

MYTHE

« Il ne faut pas confondre l'aile politique du Hamas et l'aile terroriste. »

RÉALITÉ

Ceux qui font l'apologie du terrorisme palestinien, tout particulièrement dans les médias, soutiennent que le Hamas ne devrait pas être qualifié d'organisation terroriste car seuls quelques membres du groupe sont engagés dans des activités meurtrières, tandis que tous les autres exercent des activités charitables. Ainsi, le médiateur (*l'ombudsman*) du *Washington Post*, affirmait que dans la mesure où le Hamas est un « mouvement nationaliste » et qu'il est engagé dans « un travail social », les auteurs palestiniens des attentats-suicides ou d'autres attaques, devraient être décrits par la presse comme « militants » ou comme simples « tireurs. »⁵⁷ La distinction qui est faite entre l'aile « politique » et l'aile « militaire » du Hamas, est totalement arbitraire. Toutes les activités du Hamas sont interconnectées les unes aux autres et servent l'objectif premier de l'organisation, clairement établi dans sa charte et qui est de « brandir la bannière d'Allah sur chaque centimètre carré de la Palestine. »

Le dirigeant du Hamas, Sheikh Ahmed Yassine, a démenti le fait que les deux ailes du Hamas soient indépendantes l'une de l'autre : « Nous ne pouvons pas séparer l'aile du corps. Si nous le faisons alors, le corps ne pourrait plus voler. Le Hamas est bien un corps entier. »⁵⁸ Et les dirigeants « politiques » du Hamas ont librement reconnu qu'ils avaient des relations avec les assassins. Le porte-parole du Hamas, 'Abd al-'Aziz ar-Rantisi, a déclaré que « la direction politique a libéré les mains des brigades [Izz ad-Din al-Qassam] pour leur permettre de faire tout ce qui leur semble utile, contre les frères des singes et des porcs [les Juifs, par exemple]. »⁵⁹

Le travail social dans lequel le Hamas est engagé est intimement lié à la « lutte

armée.» La plupart des activités charitables sont utilisées pour recruter des jeunes Palestiniens et leur faire accomplir des opérations terroristes. Les hôpitaux, les mosquées, les clubs de sport, les bibliothèques, les écoles assurent leur fonction mais, dans le même temps, servent aussi de couverture pour cacher des armes, obtenir des équipements et pour endoctriner les futurs terroristes prêts à se faire exploser.

Le système d'éducation est entièrement utilisé pour inciter les jeunes Palestiniens à devenir des martyrs. « Les enfants des maternelles d'aujourd'hui sont les *shahids* [martyrs] de demain », c'est avec de tels slogans que les enfants d'une école gérée par le Hamas apprennent à lire, tandis que des affiches dans les classes de l'Université Islamique al-Najah de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza, déclarent que si « Israël possède la bombe nucléaire ; nous possédons les bombes humaines. »⁶⁰

Les exécuteurs du Hamas se servent des programmes sociaux et des œuvres de charité pour récolter et blanchir des fonds, pour vivre grâce à cet argent tout en s'engageant dans le terrorisme. Ceux qui reçoivent de l'aide du Hamas comprennent bien qu'il s'agit-là d'une situation faussée. En effet, quand ensuite on leur demande leur participation soit pour cacher des armes, soit pour offrir asile à un terroriste en fuite, ou encore pour servir de messenger, très peu de gens osent refuser.⁶¹

Le gouvernement des Etats-Unis reconnaît les liens existant entre les œuvres de charité du Hamas et ses activités terroristes, et c'est la raison pour laquelle le Ministère des Finances a désigné six cadres supérieurs, dirigeants politiques du Hamas, et cinq œuvres de charité comme étant autant d'entités terroristes. Selon les termes du Ministère des Finances, « la direction politique du Hamas gère ses réseaux terroristes de la même façon qu'il gère ses autres activités. »

« ... toute culture qui est fière de considérer la future génération comme une simple réserve d'armes bon marché, a d'ores et déjà perdu cette génération. Tout dirigeant qui cultive ou qui pardonne le suicide comme étant une arme dans son plan de guerre, a perdu tout principe de moralité. Et que dire, alors, des sociétés qui pratiquent le sacrifice humain ? »

-Ellen Goodman Editorialiste⁶²

MYTHE

« Les Palestiniens n'ont aucun besoin de propagande car la réalité de la conduite israélienne suffit à éclairer sa barbarie. »

RÉALITÉ

Les dirigeants palestiniens et arabes utilisent quotidiennement leurs médias pour diffuser des diffamations outrageantes afin d'enflammer leur population contre Israël et contre les Juifs. Les Palestiniens sont passés maîtres dans la technique du « plus grand mensonge », peaufinée par Adolf Hitler et énoncée dans *Mein Kampf* :

L'échelle d'un mensonge est le facteur déterminant qui rendra ce mensonge crédible ou pas, car les masses populaires ne sont pas intentionnellement ou consciemment mauvaises, elles sont plutôt dupées dans la profondeur de leurs âmes. La simplicité primitive de leur esprit en fait des proies faciles, toujours prêtes à accepter un mensonge énorme plutôt qu'un petit mensonge car eux-mêmes, ils en disent, des petits mensonges mais ils n'oseraient jamais en faire de très gros.

L'un des exemples majeurs de grande duperie palestinienne eut lieu le 11 mars 1997, lorsque les représentants palestiniens de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU affirmèrent que le gouvernement israélien avait injecté le virus du sida à 300 enfants palestiniens.⁶³

En 2002, les Palestiniens ont affirmé qu'Israël lâchait des bonbons empoisonnés au-dessus des écoles à partir d'hélicoptères, afin d'empoisonner les enfants. Ce mensonge fut réitéré et mis à jour en 2003, avec l'affirmation qu'Israël « fabriquait des bombes et des mines sous formes de jouets » et que des avions les lâchaient sur les territoires palestiniens pour que les enfants puissent jouer avec ces jouets qui exploseront entre leurs mains.⁶⁴ En 2005, les Palestiniens déclarèrent qu'Israël utilisait « un dispositif radial de surveillance » aux postes de contrôle, et que ce dispositif aurait tué une femme palestinienne de 55 ans.⁶⁵

Pour tenter d'enflammer le monde musulman, les Palestiniens proclament régulièrement de fausses affirmations disant que les Juifs vont faire exploser le Mont du Temple ou la mosquée d'al-Aqsa. Ainsi, le 29 septembre 2000, la Voix de la Palestine, radio officielle de l'Autorité Palestinienne, lança des appels « à tous les Palestiniens pour venir défendre la mosquée d'al-Aqsa. » Cela eut lieu le jour *suivant* la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple et les émeutes qui en découlèrent marquèrent le début officiel, de la Guerre Palestinienne. Au milieu de la guerre, la télévision de l'Autorité Palestinienne « Message au Monde » diffusait cette annonce : « Les criminels sionistes projettent de détruire la mosquée d'al-Aqsa parce qu'ils recherchent le saint Temple de Jérusalem dont ils disent à tort, qu'il se trouve sous la mosquée. »⁶⁶

L'un des montages diffamatoires les plus odieux a été l'affirmation mensongère sur le 11 Septembre, ayant circulé dans tout le Moyen-Orient, et disant que des gens ne sont pas venus travailler prétendant « être malades » ce matin-là, parce qu'ils savaient qu'une attaque allait avoir lieu. Et qu'Israël et le Mossad seraient responsables de ces atrocités. Bien-sûr, cette affirmation était également fausse mais c'est le genre de théorie de la conspiration à laquelle les Arabes qui croient à la falsification du *Protocoles des Sages de Sion*, adhèrent largement.

« Je dois rappeler à ceux qui se concentrent sur la Feuille de route que la première chose que la feuille de route affirme c'est que sécurité est primordiale afin de faire avancer la paix, et qu'un effort collectif doit être fait pour combattre le terrorisme. »

-George W. Bush⁶⁷

MYTHE

« Libérer les prisonniers palestiniens aidera à construire la confiance dans le processus de paix sans mettre en danger la sécurité d'Israël. »

RÉALITÉ

A de très nombreuses occasions, Israël a libéré des prisonniers palestiniens, les Palestiniens ayant fait de cette exigence une question centrale en affirmant que cela allait augmenter la confiance dans le processus de paix. Cependant, à ce jour, il est difficile de trouver la moindre preuve que ces libérations de prisonniers aient produit le moindre résultat pour améliorer les perspectives de paix. Les concessions israéliennes n'ont pas réussi à modérer l'attitude palestinienne ni à augmenter la volonté de l'Autorité Palestinienne de remplir les obligations de la Feuille de route à

savoir, le démantèlement des réseaux terroristes et la confiscation des armes illégales.

Naturellement, Israël a été réticent à relâcher les prisonniers parce que ces individus sont en prison pour de vraies raisons : ils ont commis des crimes et, souvent, des crimes violents. En outre, après qu'Israël ait accompli ces gestes humanitaire et politique, les terroristes libérés reprenaient aussitôt leurs activités terroristes. Par exemple, au cours de l'été 2003, Ariel Sharon n'est pas resté indifférent aux instances palestiniennes et à la communauté internationale qui prétendaient que la libération de prisonniers allait renforcer la stature de Mahmoud Abbas, le Premier Ministre de l'époque. Bien que la Feuille de route ne précise rien à ce sujet, Sharon libéra 350 Palestiniens. Très peu de temps plus tard, deux de ces anciens prisonniers, sous le commandement d'un troisième, perpétrèrent des attentats-suicides au Café Hillel de Jérusalem et contre la base militaire de Tzrifin, attentats qui firent 15 morts et plus de 80 blessés.⁶⁸

Après l'élection de Mahmoud Abbas comme Président de l'Autorité Palestinienne, et avant le désengagement d'Israël de Gaza, environ 1 000 Palestiniens furent libérés. Mais le terrorisme continua.

La libération des prisonniers est un autre exemple des grands risques pris par Israël en faveur de la paix, sans aucune réciprocité de la part des Palestiniens.

« Depuis trois ans que je travaille sur ce sujet, le problème est toujours le même problème. Nommément c'est le terrorisme, ce terrorisme produit par le Hamas, par le Djihad Islamique palestinien, et par d'autres organisations du même genre, qui n'ont aucun intérêt ni pour la paix ni pour la création d'un état palestinien. Ils ne sont intéressés que par la destruction d'Israël. »

-Colin Powell Secrétaire d'Etat⁶⁹

MYTHE

« La barrière de sécurité n'arrêtera pas le terrorisme. »

RÉALITÉ

Tout le long de la frontière séparant Israël de la Rive Occidentale il n'y a, soit pas de barrières du tout, soit des barrières très facilement franchissables. En réponse à des dizaines d'attentats-suicides et face aux attaques terroristes quotidiennes contre les civils, Israël a décidé de construire une barrière de sécurité proche de la Ligne Verte (la ligne d'armistice de 1949), dans le but d'empêcher les infiltrations de terroristes palestiniens à l'intérieur d'Israël. Un nombre croissant d'Israéliens soutient l'idée de la barrière de sécurité. Les Israéliens qui vivent le long de la Ligne Verte, aussi bien les Juifs que les Arabes, sont en faveur de la barrière afin de les protéger des voleurs et des vandales ainsi que des terroristes. En réalité, la barrière a provoqué une vraie révolution dans la vie quotidienne de plusieurs villes arabes israélienne car elle leur a apporté le calme et la tranquillité, tout en leur permettant la reprise de l'activité économique.⁷⁰

Même les Israéliens qui ne sont pas enthousiastes à l'idée de la création d'un état palestinien, considèrent que la barrière est indispensable pour réduire le nombre des attentats terroristes. Ainsi, le chef du Shin Bet, Avi Dichter, a déclaré qu'une barrière matérielle constituerait une réelle dissuasion comme c'est d'ailleurs le cas de la clôture qui sépare Israël de la Bande de Gaza.⁷¹ Depuis son édification, aucun terroriste n'a franchi cette barrière, alors que pendant la Guerre Palestinienne, 250 terroristes étaient rentrés dans la zone de la Rive Occidentale. La barrière n'est pas

inexpugnable. Il sera toujours possible que certains terroristes réussissent à la franchir ; néanmoins, face à cet obstacle, les incursions sont bien plus difficiles à réaliser et réduisent d'autant, le nombre des attaques. Depuis septembre 2000, au cours des 34 mois de violences, et jusqu'à la construction du premier segment de la barrière de sécurité, à la fin de juillet 2003, les terroristes basés en Samarie, ont perpétré 73 attaques au cours desquelles 293 Israéliens ont été tués et 1 950 ont été blessés. Au cours des 11 mois séparant l'édification du premier segment au début d'août 2003 et la fin du mois de juin 2004, seules trois attaques terroristes ont réussi et elles eurent lieu toutes les trois, dans la première moitié de 2003. Depuis le début de la construction de la barrière, le nombre des attaques a diminué de plus de 90 pourcent.

Après l'édification de la barrière, le nombre de morts et de blessés israéliens a respectivement, diminué de plus de 70 pourcent et de 85 pourcent. Le succès de la barrière anti-terroriste de Samarie est que la base de lancement des attaques terroristes s'est déplacée en Judée, là où il n'y a pas de barrière continue de sécurité.⁷²

MYTHE

« Israël est le seul pays qui croit qu'une barrière peut sécuriser ses frontières. »

RÉALITÉ

Ce n'est ni déraisonnable ni anormal d'édifier une barrière pour des raisons de sécurité. Des barrières de sécurité existent déjà entre Israël et le Liban, la Syrie et la Jordanie et donc, édifier une barrière afin de séparer Israël des territoires de l'Autorité Palestinienne, n'a absolument rien de révolutionnaire. De nombreux pays ont ce genre de barrières de sécurité pour protéger leurs frontières et de nombreux pays ont utilisé de telles barrières en cas de conflits politiques :

- Les Etats-Unis construisent une barrière pour empêcher l'immigration mexicaine illégale.
- L'Espagne a construit une barrière, financée par l'Union Européenne, pour séparer ses enclaves de Ceula et de Mellila du Maroc et empêcher ainsi les populations pauvres de l'Afrique sub-saharienne d'entrer en Europe.
- L'Inde a construit une barrière longue de 740 kilomètres au Cachemire, pour arrêter les infiltrés en provenance du Pakistan.
- L'Arabie Saoudite a construit une barrière de 100 kilomètres, le long d'une frontière d'une zone mal définie, afin de bloquer la contrebande d'armes venant du Yémen.
- La Turquie a édifié une barrière dans la province d'Alexandretta, au sud du pays, province anciennement syrienne et que la Syrie réclame comme lui appartenant.
- A Chypre, l'ONU a financé une barrière de sécurité renforçant la partition de facto de l'île.
- A Belfast, les Britanniques ont construit des barrières de sécurité séparant les quartiers catholiques des protestants.⁷³

Paradoxalement, c'est après avoir condamné la barrière israélienne que l'ONU annonça son projet de construction de sa propre barrière de sécurité autour de son quartier général de New-York.⁷⁴

MYTHE

« *La barrière de sécurité devrait être construite sur la frontière d'avant 1967.* »

RÉALITÉ

Des critiques se sont plaint que la clôture était construite au-delà de la frontière israélienne d'avant 1967, mais ce que l'on appelle la Ligne Verte n'est pas une frontière reconnue par la communauté internationale, ce n'est qu'une ligne d'armistice entre Israël et la Jordanie, dans l'attente de la négociation d'une frontière définitive. Comme l'a fait remarquer la Cour Suprême d'Israël dans son arrêt sur la barrière de sécurité, édifier cette barrière le long de cette ligne aurait été une déclaration politique et n'aurait pas rempli son rôle essentiel, à savoir : la prévention du terrorisme.

Le tracé de la barrière doit prendre en compte la topographie, la densité de population et l'évaluation des risques et menaces, de part et d'autre. Pour qu'elle protège efficacement le maximum d'Israéliens, elle doit également incorporer quelques implantations de la Rive Occidentale.

La plus grande partie de la barrière se déroule à peu près le long de la Ligne Verte. A certains endroits, la barrière est, en fait, à l'intérieur de cette ligne. A trois endroits différents, la barrière se trouve à environ 1.5 kilomètre à l'est de trois zones, ce qui permet d'inclure les implantations de Henanit, de Shaked, de Rehan, de Salit et de Zofim. La question la plus controversée a été de savoir s'il fallait construire la barrière autour d'Ariel, une ville d'à peu près 20 000 habitants et deuxième communauté la plus importante des territoires. Pour inclure Ariel, la barrière aurait dû s'étendre sur à peu près 20 kilomètres dans la zone de la Rive Occidentale. Pour le court-terme, Israël a donc décidé de construire une barrière distincte autour d'Ariel, mais en février 2005, Israël précisa que plus tard, ce segment serait intégré dans la barrière principale.

Les Palestiniens se plaignent que la barrière crée « un fait accompli, » mais l'on sait d'ores et déjà, que la plus grande partie de la zone incluse à l'intérieur de la barrière fera partie d'Israël dans tout accord de paix avec les Palestiniens. Les négociateurs israéliens ont toujours prévu que la future frontière serait la frontière de 1967, avec quelques modifications destinées à réduire les risques sécuritaires encourus par Israël et de permettre à un plus nombre de Juifs de vivre à l'intérieur de l'état. Ainsi, un nombre croissant d'Israéliens en sont arrivé à la conclusion que la meilleure solution possible au conflit, c'est la séparation d'avec les Palestiniens.

Le tracé initial de la clôture prévoyait environ 730 kilomètres ; cependant, l'itinéraire en a été modifié à plusieurs reprises. Puis du fait de l'arrêt rendu par la Cour Suprême en juin 2004, le tracé de la barrière a de nouveau, été modifié afin de la rapprocher de la ligne de cessez-le-feu de 1967 et de la rendre moins pesante aux Palestiniens. On envisage à présent que la barrière de sécurité ne mesurera qu'environ 615 kilomètres et qu'elle intégrera 7 pourcent de la Rive Occidentale – soit moins de 415 kilomètres carrés – du "côté israélien", tandis que 5 460 kilomètres carrés seront du "côté palestinien."

Aujourd'hui, un peu plus de 225 kilomètres de la barrière sont réalisés. Une fois la barrière terminée, Israël devra alors autoriser, ou non, les Juifs à demeurer dans les communautés du "mauvais" côté de la barrière (là où ils ne pourront plus bénéficier

de la sécurité que leur offre la barrière), de leur offrir des indemnités de départ, ou de les forcer à évacuer vers le côté israélien.

Quand et si, les Palestiniens décideront de négocier la fin du conflit, la barrière pourra alors être détruite ou déplacée. Et même sans le moindre changement, un état palestinien pourrait théoriquement et dès à présent, être créé dans les 93 pourcent de la Rive Occidentale (aujourd'hui, les Palestiniens contrôlent 100 pourcent de la Bande de Gaza). Ce qui est proche des 97 pourcent proposés aux Palestiniens par Israël, à Camp David en 2000. Dit en d'autres termes : s'il y a encore des problèmes à régler, l'aspect territorial de la controverse serait réduit à une négociation ne traitant plus que d'environ 230 kilomètres carrés.

MYTHE

« Israël est en train de créer un ghetto palestinien. »

RÉALITÉ

Les affirmations des Palestiniens qui assurent que la barrière de sécurité va créer un ghetto, sont absolument absurdes. Le Premier Ministre Ariel Sharon a déjà accepté la création d'un état palestinien d'un seul tenant, en continu, de leur côté de la barrière.

Quand les Palestiniens arrêteront d'avoir recours à la violence, ce qui est clairement exigé par la Feuille de route, et qu'ils négocieront en toute bonne foi, alors il sera possible de retirer la barrière ou de l'ouvrir afin de permettre la libre circulation des personnes. C'est d'ailleurs ce qui avait été fait quand Israël s'est retiré du Sud Liban. Jusqu'à ce que le terrorisme cesse, Israël devra prendre des précautions pour protéger ses citoyens et, terminer la barrière est une protection vitale des plus efficaces. Elle peut aussi motiver les Palestiniens à prendre des mesures positives en leur montrant que, lorsque l'on finance le terrorisme : on doit en payer le prix.

Les Palestiniens profitent aussi de l'édification de la barrière car elle réduit le nombre des opérations militaires israéliennes dans les territoires, ainsi que le déploiement des troupes dans les villes palestiniennes. Dans de nombreuses régions, des mesures très onéreuses, telles que couvres-feu et postes de contrôle, ont été terriblement réduites ou sont même devenues totalement inutiles.

Tous les efforts sont faits pour ne pas intégrer les villages palestiniens à l'intérieur de la barrière et afin qu'aucun territoire ne soit annexé. Le terrain utilisé pour construire la barrière est fonction des nécessités militaires, il n'est pas confisqué et reste l'entière propriété de son propriétaire. Et des procédures légales sont déjà en place pour permettre à tout propriétaire de déposer un recours légal concernant l'utilisation de son terrain. Tout en précisant qu'Israël a évalué à 22 millions de dollars le budget destiné à indemniser les Palestiniens pour l'utilisation de leurs terrains.

Israël fait de son mieux pour minimiser, dans la zone de construction, l'impact négatif sur les Palestiniens et pour organiser des passages permettant aux agriculteurs et aux fermiers de continuer à cultiver leurs terres, ainsi que des points de passage permettant la liberté de mouvements des personnes et le transfert de produits et denrées. Des compensations sont donc également accordées aux propriétaires pour les dédommager de l'utilisation de leurs terres et, le cas échéant, pour tous dégâts causés à leurs arbres. Des entrepreneurs s'occupent de déraciner les arbres puis de les replanter avec soin. Jusqu'à présent, en accord avec cette procédure, plus de 60 000 oliviers ont été replantés.

Malgré la meilleure volonté et les efforts faits par Israël, la barrière a occasionné quelques blessures à des résidents proches de la clôture. La Cour Suprême d'Israël a

pris en compte les doléances des Palestiniens et a statué que le gouvernement devait réduire ses infractions à l'égard de la population locale et ne plus modifier le cours de la barrière aux environs de Jérusalem. Bien que cette décision de la Cour Suprême rende la tâche du gouvernement consistant à protéger la population des menaces terroristes, bien plus difficile encore, que cela coûte de l'argent et du temps, le Premier Ministre a immédiatement accepté le jugement.

MYTHE

« *La barrière de sécurité israélienne est comparable au Mur de Berlin.* »

RÉALITÉ

Bien que les critiques aient cherché à décrire la barrière de sécurité comme une sorte de "Mur de Berlin", cela n'a rien de comparable. En tout premier lieu, à l'inverse du Mur de Berlin, la barrière ne divise pas un peuple, les Allemands des Allemands, en refusant la liberté à l'une des deux parties. La barrière de sécurité d'Israël sépare deux peuples, les Israéliens et les Palestiniens, et offre la liberté et la sécurité aux deux parties. En second lieu, alors que les Israéliens sont absolument prêts à vivre avec les Palestiniens et que 20 pourcent de la population israélienne est déjà arabe, ce sont les Palestiniens qui ne veulent pas vivre avec les Juifs et demandent à ce que la Rive Occidentale soit *judenrein* (vide de Juifs). En troisième lieu, la barrière n'est pas construite pour empêcher les citoyens de s'enfuir de leur état, elle est simplement destinée à maintenir les terroristes hors d'Israël.

Finalement, des 615 kilomètres prévus, seule une toute petite partie a été construite (moins de 3 pourcent, soit 25 kilomètres) sous la forme d'un mur de béton, haut de 10 mètres, édifié dans les zones de Kalkilya et de Tulkarem qui sont des viviers du terrorisme, afin d'empêcher les tireurs palestiniens isolés de tirer sur les voitures circulant sur l'autoroute Trans-Israël, l'une des autoroutes les plus importantes de tout le pays. Et le mur occupe moins d'espace que les autres barrières, à peine 8 mètres : il ne produit donc pratiquement aucun effet sur la zone où il a été édifié.

La plus grande partie de la barrière doit être une barrière faite de grillage, semblable à celles qui sont utilisées dans tous les Etats-Unis, couplée avec des capteurs de longue portée, des engins aériens téléguidés, des tranchées, des mines et des passages gardés par des hommes armés. Les postes de contrôle, gérés par les hommes, sont le seul moyen de se déplacer, aller et retour, des deux côtés de la barrière. La barrière est, presque toujours, d'une épaisseur d'environ 48 mètres.

Israël n'a jamais voulu construire ce genre de barrière et a résisté à cette perspective pendant plus de 35 ans. S'il y a un responsable à blâmer pour cet état de fait, c'est le Hamas, le Jihad Islamique et les autres terroristes palestiniens. Peut-être qu'en leur montrant qu'il y a un prix à payer quand on aide et finance le terrorisme, l'existence de cette barrière de sécurité incitera les Palestiniens à prendre des mesures contre les terroristes.

MYTHE

« *La Cour Suprême d'Israël a jugé que la barrière de sécurité n'était pas légale.* »

RÉALITÉ

En 1989, Alan Dershowitz faisait remarquer que, « Pour la première fois dans toute l'histoire du Moyen-Orient, il existe une instance judiciaire indépendante, prête à recevoir les doléances des Arabes, et ce système judiciaire a un nom : la Cour

Suprême israélienne. »⁷⁵ Ce tribunal reçoit toutes les doléances des Palestiniens qui affirment que la barrière de sécurité leur cause des problèmes, qu'aux termes du droit israélien et international, la barrière n'est pas légale, et qu'elle voile l'objectif israélien qui est d'annexer de nouveaux territoires en faveur d'Israël.

Ce tribunal a jugé que le tracé d'un petit segment de la barrière – à peine 30 kilomètres dans les environs de Jérusalem (sur les 200 kilomètres construits à l'époque) – devrait être modifié, à cause des difficultés qu'il provoquait dans cette zone, en coupant les Palestiniens de leurs fermes, de leurs écoles et de leurs villages.

Cependant, le tribunal statua également qu'il ne pouvait prendre en compte les arguments prétendant que la barrière avait été édiflée pour des raisons politiques et non pas pour des raisons de sécurité. La Justice rejeta spécifiquement l'idée que la barrière devait être construite sur la Ligne Verte, faisant remarquer que « ce sont les perspectives de sécurités – et non pas les perspectives politiques – qui seront retenues pour examiner le tracé et le déterminer en fonction des seuls critères de sécurité, sans tenir compte de la localisation de la "Ligne Verte". »

La Justice a également conclu que « le droit international, applicable à toute zone en état de belligérance et sous occupation, autorise la saisie de terrains privés pour y édifier une barrière de séparation, à la condition expresse que les besoins militaires le justifient. Le droit international autorise donc l'édification d'une Barrière, dans la mesure où elle répond à une exigence militaire. Car dans une telle configuration, l'obstacle se substitue aux opérations militaires en bloquant les infiltrations de terroristes à l'intérieur des agglomérations israéliennes. »

La question fondamentale que la Cour Suprême doit donc résoudre est de savoir comment répondre aux besoins de sécurité d'Israël sans pour autant provoquer des atteintes disproportionnées aux résidents proches de la barrière. La Justice a jugé que le droit humanitaire international et le droit administratif israélien « requièrent que tous les efforts soient faits afin les dommages ne soient pas disproportionnés. Là où la construction de la Barrière de Séparation sépare les habitants de leurs terres, l'accès à ces terres doit absolument être assuré, afin de minimiser au maximum les ennuis qui pourraient en découler. »

La Justice prend acte que sa décision pourrait avoir des effets sur la lutte contre le terrorisme. « Nous sommes conscients que cette décision ne facilite pas forcément la confrontation avec la réalité. C'est le destin de toute démocratie : la démocratie ne considère pas que tous les moyens sont bons ni qu'elle doive tolérer toutes les atteintes qui pourraient lui être infligées par ses ennemis. C'est pourquoi parfois, la démocratie doit lutter en ayant les mains liées. Malgré cela, la démocratie conserve toujours l'avantage car vivre dans un état de droit qui protège les libertés individuelles est l'une des garanties majeures de sa sécurité même. Finalement, ces libertés la renforcent et lui donnent l'énergie de vaincre ses difficultés. »

«Etant donné la longueur du segment concerné, étant donné le nombre de villages et de personnes concernés, la décision [de la Cour Suprême israélienne], est temporaire. Néanmoins, en tant que décision de principe, elle est, et de très loin, au-dessus de tout ce qu'aucun autre gouvernement du Moyen-Orient n'a jamais autorisé – et, à plus forte raison, n'a jamais mis en œuvre. »

-Richard Cohen⁷⁶

Une fois encore, la Cour Suprême a démontré qu'Israël est un état de droit et que

les jugements sont rendus, même sur des sujets concernant la sécurité nationale et que ces jugements peuvent même réussir à mettre en question l'obligation humanitaire de l'Etat à protéger ses propres citoyens.

Bien que la décision de la Cour Suprême ait rendu encore plus ardue la tâche du gouvernement qui est d'assurer la protection de ses citoyens contre les menaces terroristes et que cette décision soit très coûteuse en termes de finance et de temps, le gouvernement a accepté ce jugement et a redéfini le tracé de la barrière dans les environs de Jérusalem. Par ailleurs, le jugement du tribunal est désormais inscrit dans le reste du projet de construction.

MYTHE

« Des centaines de soldats israéliens refusent de servir dans les territoires. Ce la prouve bien que la politique d'Israël est injuste. »

RÉALITÉ

En 2002, environ 400 Israéliens, des réservistes de l'armée (sur un total de 445 000 de leurs compatriotes – soit 0,08 pourcent) ont signé une pétition pour refuser de servir dans les territoires. A l'époque, ils bénéficièrent d'une énorme publicité car il est totalement inhabituel pour les soldats israéliens, de refuser de servir leur pays. Par contre, ce qui n'attira pas du tout l'attention des médias fut la réaction de la majorité des autres Israéliens qui appelèrent à servir dans l'Opération Bouclier Défensif (*Operation Defensive Shield*). La réponse fut massive, à plus de 100 pourcent. Et seuls les Israéliens trop âgés ou souffrant d'un handicap ou pour d'autre raison majeure, furent dispensés de faire leur période de réserve dans les territoires.

Dans les démocraties, comme c'est le cas de la démocratie israélienne, les gens sont libres de critiquer leur gouvernement mais la voix de la minorité n'a pas plus de poids, que celle de la majorité. En fait, un sondage de l'Université de Tel-Aviv a montré que presque 80 pourcent des personnes interrogées rejetaient totalement l'attitude de ces "refuzniks" alors que le soutien réel dont ils ont bénéficié au total, est de 15 pourcent. De surcroît, une contre-pétition fut publiée dans les journaux israéliens de février 2002, signée par plus de 1 000 autres réservistes se disant « surpris et honteux » du contenu de la pétition rédigée par ceux qu'ils appelaient des « déserteurs ». Et plus de 4 500 réservistes se portèrent volontaires pour une nouvelle période de service.⁷⁷

Ces soldats soulevaient des questions importantes au sujet de la façon dont les Palestiniens étaient traités par les militaires, ce qui fut pris très au sérieux par l'opinion publique israélienne et par le gouvernement, mais leur action n'était uniquement motivée par la seule objection de conscience : c'était un acte politique. Shlomo Gazit, un ancien chef des renseignements militaires israéliens, et sympathisant des objectifs politiques des "refuzniks", leur écrivit un plaidoyer passionné, leur demandant de renoncer à leur protestation. Il leur fit remarquer que la sécurité d'Israël dépendait de la loyauté absolue des soldats à l'égard des élus du peuple et du caractère apolitique du système de sécurité. Gazit observa qu'il était impossible de laisser les soldats décider à quels ordres ils préféreraient obéir et que si l'exemple des refuzniks était suivi, d'autres soldats pourraient adopter la même attitude mais en défendant des principes opposés et pourraient, par exemple, refuser de faire évacuer des implantations ou refuser de se retirer de tel ou tel territoire ce qui, d'ailleurs, eut lieu trois ans plus tard, quand une poignée de soldats s'opposèrent au désengagement de Gaza. Comme Gazit le fit justement remarquer, les soldats peuvent mener à bien leur mission sans pour autant perdre leur humanité ou la possibilité de

refuser des ordres *illégaux*.⁷⁸

En outre, la société israélienne démocratique offre aux soldats d'autres voies pour poursuivre leurs buts politiques, notamment en créant un nouveau parti politique ou en adhérant à un parti déjà existant, dans le but de modifier la société israélienne. Une autre option est d'aller en justice. Huit des réservistes israéliens l'ont fait et leur cas a été présenté devant la Cour Suprême. En décembre 2002, le tribunal statua, disant que les réservistes ne pouvaient pas choisir leurs affectations, ajoutant que s'il leur était possible de le faire, cela aboutirait à une situation dans laquelle chaque unité de l'armée mènerait des opérations en fonction de son propre code moral.⁷⁹

Alors qu'en 2002 les "refuzniks" firent vraiment sensation, depuis, le nombre des Israéliens qui ont refusé de faire leur service de réservistes dans les territoires, est allé en décroissant. En 2002, 129 réservistes furent emprisonnés ; en 2003, le nombre est passé à 26.⁸⁰ En novembre 2004, un record absolu a été battu par les demandes pour servir dans les unités de combat des Forces de Défense Israéliennes, en atteignant le chiffre de 92 pourcent de nouvelles recrues demandant à être affectés dans ces unités-là.⁸¹

MYTHE

« L'Autorité Palestinienne protège les lieux saints juifs. »

RÉALITÉ

Moins de 24 heures après que le dernier soldat des Forces de Défense Israéliennes se soit retiré de la Bande de Gaza, les bulldozers de l'Autorité Palestinienne commençaient à raser les synagogues que les résidents juifs avaient laissées derrière eux. Des milliers de Palestiniens envahirent aussi les anciennes implantations de Gaza et mirent le feu à plusieurs synagogues et yeshivot tandis que les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne regardaient, sans bouger. Plusieurs Palestiniens appartenant à des groupes terroristes montèrent sur les toits des synagogues pour y planter des drapeaux verts tandis que d'autres membres de ces groupes, à l'intérieur des bâtiments, y mettaient le feu et pillaient tout ce que les Juifs avaient laissé derrière eux.⁸²

Israël avait décidé de ne pas démanteler les 19 synagogues et yeshivas de Gaza et des implantations évacuées de la Samarie du nord. Shaul Mofaz, Ministre de la Défense, déclarait que « Ce serait une faute historique juive que de détruire les synagogues. »⁸³

Israël avait dit au Secrétaire-Général des Nations Unies, Koffi Annan, qu'à partir du moment où le plan de désengagement était mis en œuvre, « c'était à l'Autorité Palestinienne qu'incombait désormais la responsabilité de protéger ces lieux pieux que sont les synagogues. »⁸⁴ Plus tôt la même semaine, dans tout Gaza, les ouvriers du Ministère de la Défense avaient placé des panneaux sur les murs des synagogues et sur lesquels était écrit "Lieux Saints" en arabe et en anglais, afin que les Palestiniens ne les détruisent pas.⁸⁵

Le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, justifiait la destruction des synagogues de Gaza en affirmant : « Il n'y a pas de synagogues ici. » Abbas ajoutait que les bâtiments qui avaient été des synagogues, étaient vides à présent, qu'ils risquaient de s'effondrer et qu'on allait les démolir pour construire des maisons pour des milliers de Palestiniens.⁸⁶ L'Autorité Palestinienne continua de maintenir que les synagogues étaient les symboles de l'occupation israélienne, et boycotta la cérémonie de transfert d'autorité de Gaza aux Palestiniens, en signe de protestation contre la décision d'Israël d'avoir laissé les synagogues intactes.⁸⁷

Mais cela n'est pas le seul exemple du refus de l'Autorité Palestinienne à protéger les lieux saints juifs :

- En Septembre 1996, des émeutiers palestiniens détruisirent une synagogue proche du Tombeau de Joseph, à Naplouse.
- Depuis 1996, le Tombeau de Rachel, près de Bethléem, a très souvent été attaqué.
- En octobre 2000, le Tombeau de Joseph a été incendié après que la garnison qui le gardait se soit temporairement retirée. Il fut, plus tard, reconstruit et transformé en mosquée.
- Toujours en octobre 2000, l'ancienne synagogue de Jéricho fut détruite par un incendie et une deuxième synagogue d'importance historique fut endommagée.

Les manuels scolaires de l'Autorité Palestinienne continuent d'enseigner aux jeunes Palestiniens que les Juifs n'ont aucun lien avec la Terre d'Israël et continuent de mépriser le Judaïsme, il n'est donc pas surprenant que les jeunes ne montrent aucun respect pour les institutions juives. Et c'est la raison pour laquelle Israël est si réticent à faire le moindre compromis concernant Jérusalem, ce qui pourrait permettre aux Palestiniens de mettre en danger le caractère sacré des lieux de culte de toutes les religions.

MYTHE

« La paix avec la Syrie a été empêchée par le refus obstiné d'Israël de se retirer du Plateau du Golan. »

RÉALITÉ

Etant donné les récents développements, on comprend pourquoi Israël est plus que réticent à rendre les hauteurs stratégiques du Golan et à perdre son système radar d'alerte avancée. Malgré cela, Israël a sans cesse réitéré son désir de négocier l'avenir du Plateau du Golan. Un compromis envisageable consisterait en un retrait partiel d'Israël le long des lignes de l'accord de 1974 avec la Syrie. Une autre option serait un retrait total d'Israël dans le cas où le Golan deviendrait zone démilitarisée.

Après avoir perdu les élections de 1999, Benyamin Netanyahou confirma les rumeurs selon lesquelles il avait engagé des négociations secrètes avec le Président syrien Hafez el-Assad pour qu'Israël se retire du Golan, tout en y maintenant une station radar d'alerte avancée sur le Mont Hermon. En public, Assad continuait d'insister sur la nécessité d'un retrait total et sans compromis et ne montrait aucune volonté pour dépasser le stade d'un engagement limité "de non-belligérance" avec Israël, plutôt qu'un traité de paix totale, comme Israël l'avait demandé.

L'élection d'Ehud Barak donna un élan supplémentaire au processus de paix avec, en janvier 2000, des négociations intensives qui se tenaient aux Etats-Unis entre Barak et le Ministre syrien des Affaires Etrangères, Farouk al-Sharaa. Ces négociations firent se lever de nouveaux espoirs en faveur de la conclusion d'un traité de paix, mais elles n'aboutirent pas. Hafez el-Assad est mort en juin 2000, et aucune négociation n'a eu lieu depuis car Bashar, son fils et successeur, n'a montré aucun signe de changement de la position de la Syrie concernant le Golan.

Israël a clairement indiqué qu'il était prêt à faire des compromis sur la question du Golan et même à faire de sérieuses concessions. Le seul obstacle a été le refus

d'Assad de faire la paix avec Israël.

MYTHE

« *L'occupation continue du territoire libanais par Israël est le seul empêchement à la conclusion d'un traité de paix.* »

RÉALITÉ

Israël n'a jamais eu d'intention hostile à l'encontre du Liban, mais a été contraint d'y mener des combats à cause de la situation chaotique régnant au Sud Liban et ayant permis aux terroristes, d'abord de l'OLP, puis du Hezbollah, de menacer les citoyens israéliens vivant dans le nord du pays. En 1983, Israël a bien signé un traité de paix avec le Liban, mais la Syrie a contraint le Président Amine Gemayel à dénoncer cet accord.

Le 24 mai 2000, Israël a unilatéralement retiré ses troupes du Sud Liban. Le retrait israélien fut mené en coordination avec l'ONU et, en accord avec l'ONU, il constituait la dernière phase des obligations israéliennes prévues par la Résolution 425 du Conseil de Sécurité. Malgré cela, le Hezbollah et le gouvernement libanais continuent d'insister sur le fait qu'Israël détienne encore une petite partie inhabitée et désertique du territoire libanais nommé "les Fermes de Shebaa". Cette affirmation fournir au Hezbollah, le prétexte pour continuer ses attaques contre Israël. De son côté, Israël maintient que ce territoire a été pris à la Syrie et pas au Liban.

Dans la mesure où la Syrie contrôle le Liban, et tant qu'elle n'aura pas résolu son conflit avec Israël concernant le Plateau du Golan, elle n'encouragera pas le gouvernement libanais à négocier la moindre paix avec Israël. Un accord de paix entre le Liban et Israël pourra se faire très vite, dès que la Syrie et Israël auront abouti à un accord négocié.

MYTHE

« *Israël a un surplus en eau et son refus de le partager avec ses voisins pourrait provoquer la prochaine guerre.* »

RÉALITÉ

Pour les populations du Moyen-Orient, les ressources en eau sont une question de vie ou de mort, de paix et de guerre. Comme l'a si bien titré le *Jerusalem Post* faisant allusion à cette menace pour Israël, « Celui dont la main contrôle le robinet, est celle qui dirigera le pays. »⁸⁹

En 1990, le roi Hussein de Jordanie déclarait que la seule question qui pourrait pousser son pays à la guerre serait la question de l'eau, aussi n'est-il pas surprenant que l'accord sur les ressources en eau ait été un point essentiel de la négociation du traité de paix avec Israël. La Jordanie reçoit donc à présent de la part d'Israël, une allocation annuelle d'eau.⁹⁰

Depuis quelques années, Israël est confronté à un déficit permanent en eau, tout simplement parce que sa consommation d'eau est supérieure à la quantité d'eau récoltée grâce au stockage des précipitations naturelles. Les années de sécheresse, la situation empire puisque la quantité d'eau dans les citernes, baisse de façon significative de même que le niveau de tous les cours d'eau.

Chaque année, la situation s'aggrave à mesure que la population augmente d'une façon exponentielle, que les désaccords au sujet des réserves d'eau existantes se font plus aigus, et qu'Israël et les Palestiniens négocient les droits d'accès à l'eau sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza.

L'eau d'Israël provient de trois sources majeures : les nappes phréatiques des côtes, des montagnes et le Lac de Tibériade (ou mer de Galilée). Chacune fournit à peu près 25 pourcent du total consommé. Environ 20 pourcent provient de petites nappes phréatiques et les 5 pourcent restant proviennent du Shafdan, une installation qui recycle les eaux usées de l'agglomération de Tel-Aviv.

« A l'époque de l'Ancien Testament, on consacrait deux jours entiers pour régler les conflits au sujet de l'eau, qui a toujours été plutôt rare dans notre région. Une des options était de combattre pour l'eau, l'autre était de se réunir devant l'ouverture d'un puit et d'y placer une pierre si large qu'il fallait cinq bergers pour réussir à la soulever, installant ainsi une vraie coopération. »

-Yaacov Tzur Ancien Ministre israélien de l'Agriculture

La qualité de l'eau des nappes phréatiques en bordure de mer se détériore à cause d'un pompage trop important et de sa contamination par les eaux usées des égouts. Le Lac de Tibériade nécessite un délicat équilibre du niveau de ses eaux. Si le niveau est trop bas, l'eau salée provenant des sources alentour, s'y infiltre. Si le niveau est trop élevé, il y a des risques d'inondation. L'eau d'origine montagnaise est de meilleure qualité.

C'est aussi celle qui est à la base des contentieux politiques les plus sérieux. Avant 1967, c'est Israël qui utilisait 95 pourcent de cette eau, et les Arabes seulement 5 pourcent. Depuis, la part des Arabes a plus que triplé, ce qui n'empêche pas les Palestiniens de continuer à exiger que les proportions soient inversées. Ils affirment que dans la mesure où la nappe phréatique est située sous la Rive Occidentale, elle devrait être sous contrôle palestinien. Les Palestiniens prétendent qu'Israël leur "vole" l'eau, mais dans le partage de l'eau, Israël veut conserver la part du lion.

La question de l'eau a des conséquences directes sur l'économie et sur la sécurité d'Israël. L'un des dangers serait que le pompage de l'eau par les Palestiniens en Judée et en Samarie, puisse tellement augmenter que cela éliminerait complètement toute possibilité de pompage de l'eau en Israël. Les Palestiniens ont également exigé le droit d'étendre leur secteur agricole, et d'utiliser exactement les mêmes rares ressources d'eau que Comptroller, l'organisme d'état qui gère l'eau en Israël et qui a jugé que l'eau était insuffisante pour étendre le secteur agricole israélien. Par ailleurs, les Palestiniens ont officiellement reconnu que 50 pourcent de leur eau potable est perdu à cause de systèmes d'adduction obsolètes et inefficaces. Le dilemme de l'Autorité Palestinienne est encore plus grave à Gaza où la nappe phréatique est pratiquement inutilisable du fait de la pollution et du taux de salinité.

La quantité d'eau à fournir par Israël aux territoires, a été décidée d'un commun accord au cours de négociations bipartites et, aux termes de l'Accord Intérimaire, Israël a rempli ses obligations. De plus, les Etats-Unis ont accepté de financer un pipeline destiné à amener à Gaza, de l'eau en provenance d'une usine israélienne de désalinisation située à Ashkelon.⁹¹

En réponse à la menace que fait peser la Guerre Palestinienne sur les réserves d'eau, les officiels israéliens et les palestiniens ont publié une déclaration conjointe, en janvier 2001, pour s'opposer à ce que les réserves d'eau et les infrastructures qui les protègent, ne soient endommagées, faisant également part de leur intention d'assurer l'approvisionnement en eau des villes et des villages palestiniens et israéliens, de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza.⁹²

Israël pourrait assurer son approvisionnement en eau en maintenant son contrôle sur trois régions de la Rive Occidentale, représentant 20 pourcent du territoire ; cependant, la pression de la communauté internationale et la dynamique du processus de paix pourraient contraindre Israël à renoncer à tout ou partie de ces territoires.

« Israël n'a aucun droit, pas même à une seule goutte d'eau de cette région. »

-Farouk al-Sharaa Ministre syrien des Affaires Etrangères⁹³

L'eau est également une question importante dans les négociations avec les Syriens. La Syrie exige la restitution du Plateau du Golan en échange de la paix avec Israël. Selon l'expert Joyce Starr, un gouvernement israélien qui concéderait ces territoires du Golan, sans s'être assuré l'approvisionnement en eau de la rivière Yarmuk, ou d'autres sources, ferait courir « un grave danger » à la nation.⁹⁴

Israël prend des mesures afin d'améliorer cette question de l'eau, la première de ces mesures étant de commencer la construction d'importantes usines de désalinisation qui d'ici 2006, devront fournir près du quart des besoins en eau d'Israël. Un accord a également été signé, permettant à Israël d'importer de l'eau en provenance de Turquie. Israël a aussi proposé aux Palestiniens de construire une usine de désalinisation à Hadera, pour fournir les Palestiniens de la Rive Occidentale, mais ils ont rejeté cette proposition.

***CARTE 23 – Ressources en eau d'origine montagnaise et phréatique**

MYTHE

« L'Arabie Saoudite est une force de paix et de modération qui n'alimente ni ne finance le terrorisme. »

RÉALITÉ

Au cours d'une réunion secrète des hauts fonctionnaires du Bureau du Conseil du Pentagone, Laurent Murawiec, un analyste de la Rand Corporation, déclara : « Les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne terroriste : des planificateurs aux financiers, des cadres aux soldats de base, des idéologues à ceux qui vocifèrent. L'Arabie Saoudite soutient nos ennemis et attaquent nos alliés. »⁹⁵

L'exemple le plus spectaculaire de l'engagement de l'Arabie Saoudite dans le terrorisme est sur les 19 terroristes impliqués dans l'attaque du 11 Septembre, 15 étaient des Saoudiens. Malgré cette réalité évidente, le gouvernement saoudien refuse toujours de coopérer aux enquêtes menées sur les attaques par les USA et rejette les demandes des Américains de geler le financement des groupes terroristes par l'intermédiaire des organisations des œuvres de charité. La plupart de ces œuvres de charité sont basées au Etats-Unis et sont l'objet d'enquêtes du ministère des Finances.

Le soutien saoudien au terrorisme et particulièrement à al-Qaida, n'est pas limité aux seuls extrémistes du royaume. Un rapport classé secret défense, des services américains de renseignements, faisait état d'un sondage d'octobre 2001 fait parmi les jeunes adultes diplômés de la classe d'âge de 25 à 41 ans, révélait que 95 pourcent des personnes interrogées soutenaient la cause d'Oussama ben-Laden.⁹⁶ Selon un rapport

de l'ONU, « au cours des dix dernières années, par le biais d'un réseau d'œuvres de charité et de compagnies agissant comme compagnies écrans, al-Qaida a reçu entre 300 et 400 millions de dollars venant d'hommes d'affaires aisés et de banquiers dont les fortunes représentent 20 pourcent du PNB saoudien. »⁹⁷

Les Saoudiens ont grandement été impliqués dans le soutien au terrorisme palestinien. Ils ont été les plus grands financiers du Hamas au cours des années 90, en lui versant des subsides d'à peu près 10 millions de dollars par an. A un moment, Abou Mazen s'est même plaint auprès du gouverneur de Riyad que l'argent saoudien n'était pas directement versé aux "martyrs" mais qu'il allait directement au Hamas.⁹⁸

Le 11 avril 2002, les Saoudiens organisèrent un téléthon du terrorisme, pour lever des fonds pour les familles des "martyrs" palestiniens et pour les familles des auteurs d'attentats-suicides : ce téléthon collecta plus de 100 millions de dollars de fonds. Lors de l'Opération Bouclier Défensif, les Israéliens découvrirent de nombreux documents liant clairement les Saoudiens au terrorisme. L'un de ces documents énumérait, ligne par ligne, les allocations distribuées aux familles et décrivait toutes les circonstances de chacune des morts de Palestiniens, preuve irréfutable que ces allocations étaient bien destinées aux auteurs d'attentats-suicides. L'information provenait du Comité saoudien pour l'aide à l'Intifada d'al-Qods, dont le directeur n'est autre que le Ministre saoudien de l'Intérieur, le Prince Nayef bin 'Adb al-Aziz.

En septembre 2005, les autorités israéliennes arrêtaient un Arabe-Israélien, activiste du Hamas, qui reconnut recevoir ses instructions destinées aux membres actifs du Hamas ainsi que des centaines de milliers de dollars de la part du Quartier-Général du Hamas en Arabie Saoudite. Les dirigeants du Hamas en Arabie Saoudite fournissent les fonds pour établir une "agence de communications" dont la mission est de rapporter tous les développements se déroulant sur le terrain et destiné aux membres actifs du Hamas à l'étranger. De l'argent a aussi été transféré, souvent au prétexte d'activités charitables, aux familles des auteurs d'attentats-suicides, aux prisonniers et aux institutions du Hamas.¹⁰⁰

MYTHE

« L'engagement du monde arabe dans la paix, est reflété par son renoncement au boycott contre Israël. »

RÉALITÉ

La ligue Arabe a décrété le boycott contre les Juifs avant même que l'état d'Israël ne soit créé, et la plupart de ses membres ont maintenu l'embargo politique et économique contre l'état hébreu, depuis sa création. L'influence du boycott se réduisit après que l'Égypte et la Jordanie firent la paix avec Israël, que les Palestiniens s'engagèrent dans des négociations pour la paix et que plusieurs états du Golfe commencèrent d'ignorer la liste noire, cependant, cette liste n'a jamais été abandonnée, et depuis des dizaines d'années, plusieurs pays, en particulier l'Arabie Saoudite, l'auraient même plutôt renforcée.

La 72^{ème} conférence du Bureau pour le Boycott d'Israël, qui s'est tenue en avril 2004, donne une idée précise de la façon intense dont le boycott est ancré dans le monde arabe. Des représentants de 19 pays arabes se sont rencontrés en Syrie pour discuter du boycott et pour établir des listes noires de compagnies travaillant avec l'état hébreu.¹⁰¹

On peut mettre au crédit de la Mauritanie, l'Égypte et la Jordanie, qui ont des liens diplomatiques avec Israël, le fait qu'elles se soient tenues à distance de la conférence. Par contre, les Palestiniens y participèrent et le chef de leur délégation, Ali Abo al-

Hawa, demanda à la conférence de répondre favorablement à la demande de l'opinion publique arabe en faveur d'un boycott de l'état d'Israël, concernant notamment les relations économiques. Cet appel était une violation caractérisée de la promesse faite par l'OLP de s'opposer à tout boycott, dans la déclaration commune du 28 septembre 1995, lors du Sommet de Washington. Les délégués présents à cette conférence de 2004 voulaient aussi prendre des mesures afin d'empêcher les compagnies israéliennes de pénétrer le marché irakien, mais ils retirèrent cette proposition de l'ordre du jour après que le délégué irakien, Sabah al-Imam, leur aient assuré qu'il « n'y avait aucune activité israélienne en Irak » qui n'ait été approuvée par les autorités irakiennes.

En conséquence, la Syrie décida d'expulser plusieurs navires de ses ports – un Grec, un Danois et deux Maltais – parce qu'ils avaient fait escale dans des ports israéliens et avaient inscrit neuf compagnies israéliennes sur la liste noire. Et la Libye, qui prétendait accorder des visas à tous les participants qui se seraient qualifiés, annonça qu'elle n'autoriserait aucun Israélien à participer aux Championnats d'Échecs du Monde qui devaient se tenir à Tripoli en juin 2004.¹⁰²

En 2005, l'Arabie Saoudite annonçait qu'elle arrêterait son embargo économique sur les produits israéliens, afin d'être acceptée dans l'Organisation Mondiale du Commerce.¹⁰³ Malgré ces annonces, les efforts continus pour tenter d'isoler Israël, économiquement et diplomatiquement, démontrent bien que de nombreux états arabes ne sont pas encore prêts à reconnaître Israël. Tant que le boycott durera et tant que les membres de la Ligue Arabe n'accepteront pas l'existence d'Israël, les perspectives de paix dans la région, resteront faibles.

Notes

1. Discours à la Conférence Politique de l'AIPAC, (8 Mai 1978).
2. Reuters, (24 Septembre 2001).
3. Daniel Pipes, *The Long Shadow: Culture and Politics in the Middle East*, (NJ: Transaction Publishers, 1989), pp. 273–74.
4. Reuters, (11 Novembre 2001).
5. Michael Widlanski, *Can Israel Survive A Palestinian State?*, (Jerusalem: Institute for Advanced Strategic and Political Studies, 1990), pp. 10, 35.
6. *Yediot Aharonot*, (23 Novembre 2001).
7. *Yediot Aharonot*, (7 Août 2002).
8. *Maariv*, (6 Avril 2001); Interview avec Dennis Ross, Fox News Sunday, (21 Avril 2002); Conférence de Presse du Président Clinton, (25 Juillet 2000); "Camp David: An Exchange." *The New York Review of Books*, (20 Septembre 2001); Fred Barnes, "Myths of the Intifada," *The Daily Standard*, (25 Avril 2002).
9. MSNBC, (26 Mars 2002).
10. *Yediot Aharonot*, (18 Août 2003).
11. David Makovsky, "Taba Mythchief," *The National Interest*, (26 Février 2003).
12. Steven Spiegel, *The Other Arab- Israeli Conflict: Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan*, (IL: University of Chicago Press, 1986), p. 358; Ariel Sharon, *Warrior*, (NY: Touchstone Books, 2001), pp. 400–401.
13. CBC News, (29 Août 2005).
14. Associated Press, (26 Mai 2003).
15. Herb Keinon, "Observer teams validate PA elections," *Jerusalem Post*, (11 Janvier 2005).
16. *Jerusalem Post*, (4 Novembre 2004).
17. Discours de l'Ambassadeur Dennis Ross, University of Michigan, (13 Mars 2005).
18. *Jerusalem Post*, (2 Décembre 2004).

19. *Globes*, (26 Avril 2005).
20. *Haaretz*, (7 Juin 2005); Ynetnews.com, (8 Septembre 2005).
21. James Bennet, "Palestinians' Big Plans for Gaza, With a Bit of Doubt," *New York Times*, (27 Août 2005).
22. Herb Keinon, Matthew Gutman, et JPost staff, "Abbas: Permanent status deal could be reached in 6 months," *Jerusalem Post*, (15 Novembre 2005); Robin Wright, "Rice Cements Deal on Gaza Borders," *Washington Post*, (16 Novembre 2005).
23. Cassette audio mise, le 27 Août 2005, sur le site internet des Brigades 'Izz Al- Din Al-Qassam Brigades, traduite par le MEMRI.
24. Herb Keinon, "PA to get Gush Katif hothouses," *Jerusalem Post*, (12 Août 2005).
25. *New York Times*, (27 Août 2003).
26. NBC News and MSNBC, (8 Mai 2001).
27. *Jerusalem Post*, (16 Octobre 2001).
28. Lee Hockstader, "At Arab, Israeli Schools, Hatred Is Common Bond," *Washington Post*, (5 Septembre 2001).
29. *Near East Report*, (25 Juin 2001); *Jerusalem Post*, (20 Juillet 2001).
30. *Jerusalem Post*, (23 Mai 2001).
31. Cité dans le *Jerusalem Post*, (20 Juillet 2001).
32. *Jerusalem Post*, (15 Mai 2005).
33. *Jerusalem Post*, (15 Mai 2005).
34. "Germany's Fischer: No Palestinian state if violence goes on," Associated Press, (15 Juillet 2005).
35. Associated Press, (15 Mai 2005).
36. Jerusalem Media & Communication Center, (2–7 Mai 2005).
37. Autorité Palestinienne. A noter que le site est souvent inopérant et le matériel utilisé est parfois déplacé ou reclassé sous la rubrique "histoire," ce qui se justifierait si la Jordanie y figurait aussi comme faisant partie de la Palestine historique.
38. *Washington Post*, (5 Décembre 2001).
39. Jitka Maleckova and Alan Kreuger, "Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is There a Causal Connection?" (Juillet 2002), cité dans le *Daily Star* [Liban], (6 Août 2002).
40. "Without distinction—attacks on civilians by Palestinian armed groups," Amnesty International, (11 Juillet 2002).
41. *Jerusalem Post*, (15 Janvier 2003).
42. Anthony H. Cordesman, "Escalating to Nowhere: The Israeli-Palestinian War—The Actors in the Conflict: The Palestinian Factions That Challenge Peace and the Palestinian Authority," (DC: CSIS, 12 Septembre 2003), p. 35.
43. International Policy Institute for Counter-Terrorism, "Jordan Closes Hamas Offices in Amman," (August 31, 1999); "Jordan Deports Hamas Leaders to Qatar," (22 Novembre 1999); "The Jordanian Move against Hamas," (31 Août 1999).
44. Radio Israël, (1 Août 2002).
45. "US Envoy Slams Palestinian Authority over Terror Attacks," Scotsman.com, (14 Juillet 2004).
46. *Washington Post*, (18 Juillet 2001), cité dans l'article de Robert Malley et Hussein Agha dans le *New York Review of Books* dans lequel ils citent le Président au Sommet de Camp David en Juillet 2000.
47. Fox News, (8 Janvier 2002); *USA Today*, (10 Janvier 2002).
48. Doron Almog, "Tunnel- Vision in Gaza," *Middle East Quarterly*, (Été 2004).
49. *Jerusalem Post*, (22 Août, 22 Septembre 2005).

50. Par exemple, trois officiels d'une faction palestinienne ayant revendiqué la responsabilité d'une attaque contre Israël, ont été arrêtés mais relâchés cinq heures plus tard, *Haaretz*, (5 Février 2005).
51. Voir, par exemple, CNN, (13 Janvier 2001); Associated Press, (31 Juillet 2001).
52. Association Islamique pour la Palestine, (9 Juin 2001).
53. Neil Livingstone et David Halevy, *Inside the PLO*, (Readers Digest Press, 1990), pp. 276–288.
54. *Chicago Tribune*, (5 Mars 1988).
55. *Washington Post*, (10 Août 2001).
56. Charte du Hamas. Voir les Annexes.
57. *Washington Post*, (21 Septembre 2003).
58. Reuters, (27 Mai 1998).
59. Reuters, (31 Juillet 2001).
60. *USA Today*, (26 Juin 2001).
61. Matthew Levitt, " Hamas from Cradle to Grave," *The Middle East Quarterly*, (Hiver 2004).
62. *Washington Post*, (6 Avril 2002).
63. Morris Abram, "Israel Under Attack: Anti- Semitism in the United Nations," *The Earth Times*, (16–31 Décembre 1997).
64. Télévision de l'Autorité Palestinienne, (3 Mars 2003).
65. Agence de Presse Palestinienne, WAFA, (28 Avril 2005).
66. Télévision de l'Autorité Palestinienne, (3 Mars 2003).
67. *Washington Post*, (19 Septembre 2003).
68. Ze'ev Dasberg, "Society takes precedence over the individual," *Haaretz*, (2 November 2003).
69. VOA News, (12 Février 2004).
70. Yair Ettinger, "Highway, fence spur growth in Wadi Ara," *Haaretz*, (14 Juillet 2004).
71. *Haaretz*, (13 Février 2002).
72. Ministère Israélien des Affaires Etrangères.
73. Editorial du *Wall Street Journal*, (26 Septembre 2005).
74. Nations Unies, (6 Mai 2004).
75. Discours à la Conférence Politique de l'AIPAC, (23 Mai 1989).
76. Richard Cohen, "Israel's Day of Light," *Washington Post*, (3 Juillet 2004).
77. *The Jewish Week* (NY), (8 Février 2002); *Jerusalem Post*, (5 Avril 2002).
78. *Washington Jewish Week*, (14 Février 2002).
79. Jewish Telegraphic Agency, (30 Décembre 2002).
80. Jewish Telegraphic Agency, (3 Février 2004).
81. *Maariv*, (24 Novembre 2004).
82. "PA bulldozers begin razing remaining Gaza synagogues," *Jerusalem Post*, (12 Septembre 2005).
83. Herb Keinon, "Cabinet votes not to dismantle Gaza synagogues," *Jerusalem Post*, (12 Septembre 2005).
84. Herb Keinon, "Cabinet votes not to dismantle Gaza synagogues," *Jerusalem Post*, (12 Septembre 2005).
85. Yoav Stern, "PA to raze synagogues, spokesman says," *Haaretz*, (12 Septembre 2005).
86. Khaled Abu Toameh, "PA, Hamas defend synagogue razing," *Jerusalem Post*, (12 Septembre 2005).
87. "PA bulldozers begin razing remaining Gaza synagogues," *Jerusalem Post*, (12 Septembre 2005).
88. Radio Damas, (8 Mars 1974).
89. *Jerusalem Post*, (16 Juillet 1994).

90. *Washington Times*, (30 Juillet 1990).
91. *Yediot Aharonot*, (14 Janvier 2005).
92. Comité Israëlo-Palestinien sur l'Eau, "Joint Declaration for Keeping the Water Infrastructure out of the Cycle of Violence," (31 Janvier 2001).
93. *Mideast Mirror*, (7 Octobre 1991).
94. *Washington Post*, (10 Septembre 1995).
95. *Washington Post*, (6 Août 2001).
96. *New York Times*, (27 Janvier 2002).
97. Cité dans le *Gulf News*, (28 Décembre 2002).
98. Kenneth Timmerman, "Hamas' Friends," *Australia/Israel Review*, (Juin 2002), p. 13.
99. *Washington Post*, (2 et 12 Avril 2002).
100. Matthew Levitt, "A Hamas Headquarters in Saudi Arabia?" *Washington Institute for Near East Policy*, (28 Septembre 2005).
101. Associated Press, SANA, (26 Avril 2004).
102. *Jerusalem Post*, (May 5, 2004); Associated Press, (8 Mai 2004).
103. "Saudi Arabia lifts Israel embargo," *Jerusalem Post*, (15 Novembre 2005).

20. Les Implantations

MYTHE

« Israël n'a aucun droit à être présent sur la Rive Occidentale. Les implantations israéliennes sont illégales. »

RÉALITÉ

Les Juifs ont vécu en Judée et en Samarie – constituant la Rive Occidentale – depuis des temps immémoriaux. La seule période au cours de laquelle il leur a été interdit d'habiter ces régions, a été l'époque très récente de l'occupation jordanienne, de 1948 à 1967. Cette interdiction était une violation des dispositions établies par le Mandat pour la Palestine adopté par la Ligue des Nations, qui avait approuvé la création d'un état juif et encourageait tout particulièrement les « Juifs à créer des communautés de forts peuplements sur les terres, » incluant la Judée et la Samarie.

De nombreuses autorités légales prétendirent que les implantations étaient « illégales ». Mais Stephen Schwebel, ancien Président de la Cour Internationale de Justice, faisait remarquer que dans le cas où un pays livre une guerre d'autodéfense, il peut s'emparer et occuper un territoire quand cela est nécessaire à sa protection. Schwebel ajoutait aussi qu'un état pouvait exiger, comme condition de son retrait, que des mesures soient prises pour s'assurer que ses citoyens ne soient plus menacés à partir du territoire en question.¹

Selon Eugène Rostow, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques de l'Administration Johnson, la Résolution 242 donnait à Israël le droit de rester sur la Rive Occidentale. Rostow ajoutait que la résolution « autorise Israël à administrer les territoires » qu'il a conquis en 1967, « jusqu'à ce qu'une paix juste et durable soit établie au Moyen-Orient. »²

MYTHE

« Les implantations sont un obstacle à la paix. »

RÉALITÉ

Les implantations n'ont jamais été un obstacle à la paix.

- De 1949 à 1967, alors qu'il était interdit aux Juifs de vivre sur la Rive Occidentale, les Arabes ont refusé de faire la paix avec Israël.
- De 1967 à 1977, même si le Parti Travailleiste ne créa que quelques implantations stratégiques dans les territoires, les Arabes ont refusé de négocier la paix avec Israël.
- En 1977, c'est après plusieurs mois de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement du Likoud, engagé dans une politique plus intensive des implantations, que le Président Anouar el-Sadate vint à Jérusalem et signa un traité de paix avec Israël. En conséquence, c'est dans le respect des accords de paix signés avec l'Egypte que les implantations israéliennes existant dans le Sinaï furent démantelées.
- Un an plus tard, Israël gela la création de nouvelles implantations pour trois mois,

en espérant que cette décision inciterait d'autres pays arabes à se joindre au processus de paix de Camp David. Mais aucun ne le fit.

- En 1994, quand la Jordanie signa un traité de paix avec Israël, les implantations ne posèrent aucun problème; c'est pourtant à cette époque que le nombre de Juifs vivant dans les territoires allait en augmentant.
- Entre juin 1992 et juin 1996, sous des gouvernements dominés par les travaillistes, la population juive des implantations augmenta d'à peu près 50 pourcent. Or cette croissance rapide de la population n'empêcha pas les Palestiniens de signer les accords d'Oslo en septembre 1993 ainsi que le deuxième accord d'Oslo en septembre 1995.
- En 2000, le Premier Ministre Ehoud Barak proposa de démanteler une douzaine d'implantations, mais les Palestiniens ne voulaient toujours pas mettre une fin au conflit.
- En Août 2005, Israël évacua toutes les implantations de la bande de Gaza et quatre implantation dans la Samarie du nord, mais les attaques terroristes continuèrent.

La création des implantations pourrait inciter à la paix car elle pourrait obliger les Palestiniens et les autres Arabes à reconsidérer leur opinion qui est que le temps travaille en leur faveur. Les écrits arabes font souvent référence au temps qui a été nécessaire pour chasser les Croisés et au fait qu'il en faudra peut-être autant pour se débarrasser des sionistes. L'augmentation de la population juive dans les territoires oblige les Arabes à mettre en question ce postulat. Elias Freij, le maire de Bethléem, déclarait, « à présent, les Palestiniens se rendent compte que le temps joue désormais, en faveur d'Israël qui a les moyens de créer des implantations et de réels moyens d'action, et que le seul moyen de se sortir de ce dilemme : c'est la négociation bipartite. »³

Pourtant, de nombreux Israéliens sont inquiets de l'expansion des implantations. Certains même les considèrent comme des provocations, d'autres craignent que les résidents des implantations ne soient trop vulnérables et ne deviennent les cibles d'attaques répétées des Palestiniens. Pour assurer leur défense, il faut déployer un grand nombre de soldats, entraînés et préparés à une future confrontation possible avec telle ou telle armée arabe. Certains Israéliens critiquent aussi les sommes qui sont octroyées aux communautés vivant au-delà de la Ligne Verte et les subventions spéciales qui leur sont allouées pour les aider à acheter leurs maisons, tandis que d'autres pensent au contraire, que ces résidents forment une ligne de défense avancée et qu'ils développent une terre qui appartient de plein droit à Israël.

La question des implantations fait partie des sujets qui doivent être abordés lors des négociations finales. La question du tracé définitif de la frontière sera discuté entre Israël et l'entité palestinienne et sera sans doute influencée par la distribution des villes juives de Judée et de Samarie (la frontière avec Gaza a été officiellement définie après le retrait d'Israël). Israël veut incorporer le plus possible d'habitants des implantations à l'intérieur de ses frontières, alors que les Palestiniens veulent expulser tous les Juifs des territoires qu'ils contrôlent.

Qu'Israël se retire vers la ligne d'armistice de 1949, unilatéralement ou dans le cadre d'un accord de paix négocié, la plupart des habitants des implantations seront confrontés à une ou plusieurs options : rester dans les territoires (mais le

désengagement de Gaza fait penser que cela ne sera pas possible), être expulsés de leurs maisons, ou se réinstaller en Israël (avec des indemnités financières).

Ce qui fait obstacle à la paix, ce n'est pas l'existence de communautés juives dans les territoires contestés, c'est le refus des Palestiniens d'accepter un état aux côtés d'Israël au lieu de vouloir un état qui remplace Israël.

MYTHE

« La Convention de Genève interdit la construction d'implantations juives dans les territoires occupés. »

RÉALITÉ

La Quatrième Conférence de Genève interdit les transferts *forcés* de population d'un état, vers le territoire d'un autre état occupé lors d'une guerre. Cette disposition garantit aux populations locales sous occupation, le droit de rester sur leur propre territoire, sans obligation de se réinstaller ailleurs. Mais cela n'a rien à voir avec la question des implantations. Les Juifs ne sont pas contraints d'aller sur la Rive Occidentale, au contraire, ils sont volontaires pour se réinstaller dans ces endroits d'où eux-mêmes, ou leurs ancêtres, ont vécu avant d'en être expulsés.

De plus, ces territoires n'ont jamais légalement appartenus ni à l'Égypte ni à la Jordanie, et encore moins aux Palestiniens qui n'ont jamais exercé la moindre souveraineté sur quelque partie que ce soit de la Palestine. A ce sujet, le Professeur Eugène Rostow, ancien sous-secrétaire d'état américain aux Affaires Politiques, affirme que « Le droit des Juifs à s'implanter dans cette région est en tous points, le même que celui de toute population locale qui voudrait s'y installer. »⁴

D'autre part, l'un des axes de la politique d'Israël est de ne réquisitionner aucune terre privée à des fins d'implantations. Les constructions d'habitations privées ne sont autorisées sur des terrains privés, seulement après avoir déterminé qu'aucun droit individuel ne sera enfreint. Par ailleurs, les implantations n'impliquent aucun déplacement de population arabe vivant dans les territoires. Les médias font toujours en sorte de faire croire que pour chaque Juif s'installant sur la Rive Occidentale, des centaines de Palestiniens sont obligés de partir. La vérité est tout autre car l'extrême majorité des implantations ont été construites dans des zones inhabitées et aucun Palestinien n'a été obligé à partir du fait de la petite poignée de personnes qui s'est installée, dans ou à proximité, de villes arabes.

MYTHE

« Par provocation, Israël crée des implantations juives dans des villes à prédominance arabe, et en a tellement installées que des compromis territoriaux ne sont désormais plus possibles. »

RÉALITÉ

Au total, la zone de construction des implantations représente moins de 2 pourcent des territoires contestés. On estime à 70 pourcent la proportion des habitants vivant dans des zones qui, en réalité, ne sont que les faubourgs des villes principales israéliennes telles que Jérusalem, et ces zones sont considérées par la quasi-totalité des Israéliens, comme étant indispensables à leur sécurité. En décembre 2000, le Président Clinton indiquait lui-même que ces zones devraient demeurer sous souveraineté israélienne permanente.⁵

Ce sont les préoccupations stratégiques qui ont conduit les gouvernements du Parti Travailleuse aussi bien que du Likoud à créer des implantations dans le but de

sécuriser une majorité de population juive dans les régions stratégiques de la Rive Occidentale tels que le couloir Tel-Aviv/Jérusalem qui fut le théâtre de sévères affrontements au cours des guerres israélo-arabes. Néanmoins, quand les pourparlers arabo-israéliens commencèrent à la fin des années 90, plus de 80 pourcent de la Rive Occidentale était vide d'implantations, ou n'en comportait que quelques-unes et de surcroît, à peine peuplées.⁶

Aujourd'hui, environ 20 000 Juifs vivent dans 150 communautés de la Rive Occidentale. L'écrasante majorité de ces implantations compte moins de 1 000 membres et certaines ne comptent que quelques dizaines d'habitants. Tous les analystes s'accordent à dire que 70 à 80 pourcent de ces résidents pourraient être rapatriés à l'intérieur des frontières d'Israël avec juste quelques modifications mineures de la Ligne Verte.

MYTHE

« A Camp David, sous la présidence de Jimmy Carter, Israël a donné son accord pour arrêter la construction d'implantations pendant cinq ans. »

RÉALITÉ

Les accords de Camp David ont été conclus pour une période de cinq années au cours desquelles les Palestiniens devaient administrer les territoires. Le Premier Ministre Menahem Begin avait accepté un moratoire de trois mois sur les implantations de la Rive Occidentale. Begin respecta cet accord et le Président Anouar el-Sadate le reconnut volontiers, « Nous avons convenu ensemble de geler l'extension des implantations pour les trois mois à venir, ce qui était, selon notre estimation, le temps nécessaire pour parvenir à signer un accord de paix. »⁷

MYTHE

« Le Rapport Mitchell affirmait qu'il fallait autant blâmer la politique d'implantation israélienne que la violence des Palestiniens pour l'arrêt du processus de paix et que le gel des implantations était une condition préalable à l'arrêt de la violence. »

RÉALITÉ

En novembre 2000, l'ancien sénateur George Mitchell fut chargé de prendre la tête d'une commission d'enquête pour déterminer les causes de ce qui allait devenir la Guerre Palestinienne et trouver des pistes pour empêcher la propagation de la violence. Le rapport publié par la Commission recommanda en effet, le gel des implantations – l'une des 15 mesures proposées pour reconstruire un climat de confiance – mais Mitchell et Warren Rudman, un autre membre de la Commission, insistèrent sur le fait que la création d'implantations est incomparablement moins grave que le terrorisme palestinien. Ils déclaraient textuellement, dans une lettre destinée à expliciter leur position : « En aucune façon, nous ne pouvons comparer les terrorismes des Palestiniens à la création des implantations des Israéliens... »

Mitchell et Rudman s'élevaient aussi contre l'idée d'un quelconque lien possible entre les implantations et le terrorisme. « Le but premier et immédiat doit être l'arrêt de la violence... Une partie de l'effort nécessaire pour faire cesser la violence doit intégrer une coopération en termes de sécurité, entre Israël et l'Autorité Palestinienne, dans le but d'empêcher la violence et de combattre le terrorisme. » Ils ajoutaient, « En ce qui concerne le terrorisme, nous appelons l'Autorité Palestinienne, dans le but de restituer un climat de confiance, à montrer sans ambiguïté, aux Israéliens aussi bien

qu'aux Palestiniens, et grâce à des actions concrètes, que le terrorisme est répréhensible et inacceptable. L'Autorité Palestinienne doit faire un réel effort pour empêcher les opérations terroristes et aussi pour punir leurs auteurs qui agissent sous sa juridiction. »⁸

« Si la construction de l'accord de paix se structure sur des zones dont les Palestiniens reconnaissent eux-mêmes qu'elles feront désormais partie d'Israël dans tout accord de paix futur, alors, pourquoi une telle fixation obsessionnelle sur les implantations qui seraient un "obstacle à la paix" ? »

-Yossi Klein Halevi⁹

MYTHE

« Le projet d'Israël de relier Jérusalem à Ma'ale Adumim va signifier le sabotage du processus de paix. »

RÉALITÉ

En mars 2005, Israël annonçait son intention de construire 3 500 habitations sur une bande de territoire se situant entre la communauté de Ma'ale Adumim et Jérusalem.¹⁰ Cette décision déclencha aussitôt un tollé de la part des officiels palestiniens qui déclarèrent que c'était « une sorte de terrorisme contre le processus de paix et contre le peuple palestinien » et la secrétaire d'état Condoleezza Rice déclara que cela n'était pas en accord avec la politique des USA.¹¹

C'est un bon exemple montrant l'importance non seulement de la compréhension des questions politiques mais également des questions géographiques.

Ma'ale Adumim est situé dans la zone de la Rive Occidentale, on en parle donc comme d'une implantation mais, en réalité, il s'agit d'une banlieue de la capitale d'Israël, juste à 5 kilomètres des limites de la ville et à dix minutes de voiture. Ma'ale Adumim n'est pas un avant-poste construit récemment au sommet d'une colline ; c'est une communauté vieille de 30 ans qui jouit d'une bonne réputation, qui est claire, propre et sûre, et qui proche du lieu de travail de nombreux résidents. C'est également la plus large communauté juive des territoires, forte d'une population de 27 300 personnes.

Du fait de son importance et de sa localisation, il est clair pour les Israéliens aussi bien que pour les Palestiniens, que Ma'ale Adumim ne sera ni démantelé ni évacué ; cette communauté fera partie d'Israël après qu'un accord de paix ait été trouvé. C'est pourquoi le projet de relier cette ville à Jérusalem a été conçu pendant le mandat du Premier Ministre Rabin. Ce projet de développement était l'une des phases de son projet global de relier toutes implantations importantes des environs immédiats de Jérusalem.

Pour comprendre pourquoi ce projet a eu le soutien de tous les principaux partis israéliens, il suffit de regarder la carte. Si Ma'ale Adumim n'est pas relié à Jérusalem, la ville se transforme en île. Nous avons beaucoup entendu parler des doléances des Palestiniens concernant la continuité du territoire du futur état palestinien, les mêmes critères s'appliquent aux futures frontières d'Israël.

Pourquoi cela serait-il un problème qu'Israël remplisse ce couloir de passage, vide, se trouvant entre la capitale et cette cité dortoir ? Le couloir est d'à peu près 1 315 hectares et il est totalement inhabité, de sorte qu'aucun Palestinien ne sera déplacé. Et pourquoi Israël ne devrait pas construire dans et autour de la ville dont le Congrès

américain a déclaré « qu'elle devrait être reconnue comme capitale de l'état d'Israël » et « qu'elle devait restée une et indivisible » ?

En avril 2004, dans une lettre au Premier Ministre Ariel Sharon, le Président Bush reconnaissait qu'Israël inclurait certaines implantations à l'intérieur de ses frontières :

Sur le terrain, à la lumière de nouvelles réalités dont font partie les centres majeurs de peuplements israéliens, il ne serait pas réaliste d'attendre qu'à l'issue des négociations finales, un retour total aux frontières de la ligne d'armistice de 1949 soit déclaré et d'ailleurs, tous les efforts qui ont eu lieu pour négocier la solution dite "des deux états", ont abouti exactement à la même conclusion.¹²

Etant donné que Ma'ale Adumim est le plus important de ces centres de peuplement, la décision consistant à construire autour de la ville est cohérente avec la position exprimée dans la lettre de Bush. D'ailleurs, elle est également en accord avec le plan Clinton.

Est-ce que la réalisation du projet de construction connu sous le nom de E-1, empêchera la création d'un état palestinien continu ? Encore une fois, il suffit de regarder la carte pour constater que ce ne sera pas le cas. La barrière de sécurité est à peu près construite le long de la Ligne Verte, et aussi autour des blocs d'implantations les plus importants, notamment Ma'ale Adumim, dont on pense qu'ils seront inclus dans les frontières définitives de l'état. La zone de la Rive Occidentale qui se trouve au-delà de la barrière de sécurité, est d'un seul tenant.

***CARTE 24 – Les Futures Frontières d'Israël et de la Palestine ?**

*Proposed Palestinian State : **Projet d'Etat Palestinien***
*Israeli Settlement Blocs : **Blocs d'Implantations Israéliennes***
*Annexed to Israel : **Annexés à Israël***
*1967 " border" : **Frontière de 1967***

*Haïfa /Sea of Galilée :Mer de Galilée (or : Lac de Tibériade)/Djénine/Tulkarem/
Naplouse/ Kalkilya/ Ariel-39 000 habitants/ Modiin Illit-31 000 habitants/ Jéricho/
Ma'ale Adumim-33 000 habitants/Bethléem/GushEtzion-24 000 habitants/ Hébron/
Gaza Strip :Bande de Gaza/ Dead Sea :Mer Morte/ Jordanie/ Jourdain/ Egypte/
Mer Méditerranée/*

MYTHE

« Pour que la paix soit possible, il faut qu'Israël démantèle toutes les implantations. »

RÉALITÉ

Quand les négociations sérieuses commenceront au sujet du statut final de la Rive Occidentale, les tracés des frontières seront faits de telle sorte qu'il sera possible de savoir lesquelles des implantations seront intégrées à Israël et lesquelles devront être évacuées. En août 2005, le Premier Ministre Ariel Sharon, reconnaissait que « toutes les implantations d'aujourd'hui, en Judée et en Samarie, ne pourront pas rester israéliennes. »

A Gaza, l'intention d'Israël a été de se retirer totalement car aucune implantation n'y est vitale ni pour son économie, ni pour sa sécurité, pas plus que pour des raisons démographiques. La situation dans la Rive Occidentale est complètement différente

parce que, depuis des siècles et des siècles, les Juifs ont une très ancienne histoire et des liens religieux très forts, avec cette région. D'autre part, la Rive Occidentale est une zone d'importance stratégique du fait de sa proximité avec le cœur d'Israël et par le fait qu'à peu près le quart de ses ressources en eau se trouve dans cette zone-là.

« Il est clair que dans les accords permanents, nous serons amenés à renoncer à certaines des implantations juives.. »

-Ariel Sharon Premier Ministre¹³

Le désengagement de Gaza n'a seulement concerné que 21 implantations et environ 8 500 Juifs ; en Judée et en Samarie, il s'agit de plus de 100 implantations et d'une population d'à peu près 250 000 habitants. Toute nouvelle évacuation de la Rive Occidentale serait une décision dramatique, à laquelle la plupart des résidents et leurs sympathisants, s'opposeraient férocement avec une encore énergie plus intense que celle déployée lors du désengagement de Gaza. Néanmoins, la plupart des Israéliens sont d'accord avec le retrait des petites communautés isolées, or, presque la moitié des implantations ne sont peuplées, chacune, que de 500 habitants, ou moins.

Approximativement les deux-tiers des Juifs de la Rive Occidentale vivent dans cinq "blocs" d'implantations qui, tous, sont proches de la frontière de 1967. La presque totalité des Israéliens pensent que ces blocs devront faire partie d'Israël, quand les frontières finales seront établies, d'ailleurs, le Premier Ministre Sharon a toujours déclaré que les grands blocs d'implantations « resteront entre nos mains. »

Comme le tableau le montre bien, ces communautés sont fortes de plusieurs milliers d'habitants. Les évacuer serait comme si l'on devait évacuer des grandes villes américaines d'une importance équivalente à celle de la capitale du Maryland, Annapolis, de Juneau, d'Alaska, ou d'Augusta en Géorgie.

Implantations Consensuelles

Bloc	Nombre De Communautés	Population	Surface Approx. (km²)
Ma'ale Adumim	6	33 000	72
Modiin Illit	4	31 205	5
Ariel	15	38 909	121
Gush Etzion	18	42 322	26
Givat Ze'ev	5	14 603	8
Total	45	160 039	233

Ma'ale Adumim est une banlieue de la capitale d'Israël, à dix minutes de voiture et à même pas 5 kilomètres des limites de la ville de Jérusalem. Ma'ale Adumim est la communauté la plus importante des villes juives des territoires, avec une population forte de 27 300 habitants. Et à peu près 3 000 personnes vivent dans les environs des implantations qui font partie du bloc de Ma'ale Adumim. Depuis longtemps, le projet d'Israël était de remplir l'espace vide se situant entre Jérusalem et cette ville dortoir (telle qu'elle est nommée dans le projet E-1). Ce corridor est d'à peu près 1 315 hectares, il est totalement inhabité et n'obligera aucun Palestinien à se déplacer. Selon

le plan Clinton, Ma'ale est destiné à faire partie d'Israël.

A tout juste 10 minutes de Jérusalem, le bloc du Gush Etzion se compose de 18 communautés, fortes d'une population de 42 000 habitants. Les Juifs ont vécu dans cette région déjà avant 1948 et c'est la Légion Jordanienne qui a détruit les implantations, tuant 240 femmes et enfants au cours de la Guerre d'Indépendance d'Israël. Plus tard, en 1967, Israël a repris cette région, et les descendants des anciens habitants réinstallèrent des communautés. Avec 24 000 habitants, Betar Illit est la plus importante de ces implantations.

Le bloc de Givat Ze'ev, qui se compose de cinq communautés, est situé au nord-ouest de Jérusalem ; avec une population de 11 000 habitants, Givat Ze'ev est la plus importante des cinq.

Modiin Illit est un bloc de quatre communautés. Avec 26 000 habitants, la ville de Modiin Illit est la plus dense et se situe juste sur la Ligne Verte, à 19 kilomètres environ au nord-ouest de Jérusalem et à exactement la même distance à l'est de Tel-Aviv.

Aujourd'hui, Ariel est au cœur du deuxième bloc d'implantations le plus peuplé. La ville est située à 25 kilomètres à l'est de Tel-Aviv et à 50 kilomètres au nord de Jérusalem. Ariel et les communautés avoisinantes, ont eu pour effet d'élargir une bande de terrain très étroite (qui avant 1967, n'était large que de 5 kilomètres), et de donner accès à une route allant vers la vallée du Jourdain, dans le cas où Israël aurait à se battre sur le terrain, dans une guerre venant de l'est. Cette situation est néanmoins un peu plus controversée que celle des autres implantations, du fait qu'elle se trouve au point le plus éloigné de la ligne d'Armistice de 1949, s'étendant sur à peu près 20 kilomètres à l'intérieur de la Rive Occidentale. Malgré cela, lors des négociations de Camp David, Barak proposa qu'Ariel soit inclus dans les blocs d'implantations devant être rattachés à Israël ; le plan Clinton également, envisageait d'inclure Ariel à l'intérieur des nouvelles frontières d'Israël.

La plupart des plans de paix intégraient le fait qu'Israël allait annexer assez de territoires pour y installer 70 à 80 pourcent des Juifs vivant actuellement sur la Rive Occidentale. Cependant, si l'on considère les chiffres du tableau ci-joint, on peut voir que, même après l'annexion de ces six blocs, Israël serait toujours en-deçà de son objectif démographique. Le total de la population de ces communautés est de 160 000 personnes environ, ce qui représente à peu près 64 pourcent de la population juive vivant en Judée et en Samarie, et elle est estimée à 250 000 personnes. Cependant, les prévisions sont qu'à peu près un tiers des Juifs vivant dans les autres implantations, serait prêt à venir s'installer dans ces blocs, ce qui porterait le total à presque 80 pourcent de résidents en Judée et Samarie, et qui obligerait Israël à évacuer encore quelques 50 000 autres personnes.

En 1995, le Premier Ministre Yitzhak Rabin affirmait qu'Israël garderait les blocs d'implantations de Ma'ale Adumim, Givat Ze'ev et du Gush Etzion. Avant le Sommet de Camp David de 2000, même le négociateur palestinien, Saeb Erekat, affirmait que les Palestiniens pourraient accepter qu'Israël garde Ma'ale Adumim et Givat Ze'ev.

A Camp David, Israël insista pour que 80 pourcent des habitants juifs de Judée et de Samarie demeurent dans les blocs d'implantations, sous souveraineté israélienne. Le Président Clinton donna son accord et proposa qu'Israël annexe de 4 à 6 pourcent de la Rive Occidentale, et que les trois blocs d'implantations puissent permettre à Israël d'atteindre l'objectif démographique, en échange de quelques territoires.

Dans une lettre datée de 2004, et adressée au Premier Ministre Ariel Sharon, le Président Bush, prenant en compte les paramètres démographiques de la région, reconnut le caractère inévitable de l'annexion par Israël, de quelques villes

israéliennes de la Rive Occidentale. Pourtant, un an plus tard, au cours d'une réunion avec le Président Abbas de l'Autorité Palestinienne, il modifia son soutien en disant qu'une telle décision devrait bénéficier de l'accord mutuel des Israéliens et des Palestiniens. Quoi qu'il en soit, la future frontière sera approximativement celle du tracé de la barrière de sécurité, avec pour condition (en accord avec les USA) l'inclusion de la plupart des résidents d'implantations, à l'intérieur d'Israël.

L'intégration des blocs d'implantations empêcherait-elle la création d'un état palestinien continu et d'un seul tenant ? Un examen de la carte 24 montre que ce ne sera pas le cas. Le total de ces communautés ne représente que 1,5 pourcent de la Rive Occidentale. Un état ressemblant à la forme d'un haricot, et relié à la Bande de Gaza par un passage sécurisé, serait un état en continu. Certains prétendent que le projet E-1, reliant Ma'ale Adumim à Jérusalem diviserait Jérusalem-Est, mais cela n'est pas nécessairement fondé dans la mesure où Israël a proposé de construire un passage sous-terrain à quatre voies et garantissant la libre circulation entre la Rive Occidentale et les quartiers arabes de Jérusalem.

Et enfin, Israël pourrait décider unilatéralement de se désengager de la Rive Occidentale et déterminer quelles implantations il conservera à l'intérieur de frontières qu'il délimitera. Mais Israël préférerait cependant négocier un traité de paix avec les Palestiniens, énumérant les communautés juives qui seraient incluses à l'intérieur des frontières d'Israël définies au préalable, et celles qui seraient à évacuer. Mais, sans aucun doute, Israël insistera pour qu'un ou tous les blocs du "consensus" deviennent partie intégrante d'Israël.

Notes

1. *American Journal of International Law*, (Avril 1970), pp. 345–46.
2. *New Republic*, (21 Octobre 1991), p. 14.
3. *Washington Post*, (1^{er} Novembre 1991).
4. *American Journal of International Law*, (1990, Vol. 84), p. 72.
5. *Haaretz*, (13 Septembre 2001).
6. *Jerusalem Post*, (22 Octobre 1991).
7. Middle East News Agency, (20 Septembre 1978).
8. Lettre de George Mitchell et Warren Rudman au Directeur d'ADL, Abraham Foxman, (11 Mai 2001).
9. *Los Angeles Times*, (20 Juin 2001).
10. "Mofaz okays 3,500 housing units in Ma'aleh Adumim," *Jerusalem Post*, (20 Mars 2005).
11. Etgar Lefkovits, "Building controversy," *Jerusalem Post*, (28 Mars 2005).
12. Lettre de George W. Bush à Ariel Sharon, (14 Avril 2004).
13. Premier Ministre Ariel Sharon, Discours au Comité Central du Likoud, (5 Janvier 2004).

21. L'Equilibre des Armes

MYTHE

« La menace d'Israël et le retrait de l'offre des Etats-Unis de construire le Barrage d'Assoua, a conduit l'Egypte en 1955, à chercher son armement en Union Soviétique. C'est ce qui enclencha la course aux armements au Moyen-Orient. »

RÉALITÉ

En 1955, les Etats-Unis ayant armé l'Irak, ennemi haï de l'Egypte et mis en place le Pacte de Bagdad, Nasser, par dépit, se tournait vers l'Union Soviétique. Nasser s'opposait à cet accord, comme il s'opposait à toute alliance de défense avec l'Occident.

C'est en 1955 que l'Egypte a commencé à recevoir des armes du bloc Soviétique. Les Etats-Unis, espérant maintenir en Egypte une certaine influence et conduire Nasser à réduire ses acquisitions d'armes, offrirent de construire le barrage d'Assouan. Mais Nasser augmenta ses commandes d'armes et dédaigna l'initiative de paix américaine. L'Egypte s'engageait dans une sorte de "neutralisme", ce qui signifiait que Nasser avait l'intention, s'il le pouvait, de recevoir de l'aide des pays de l'Est autant que des pays occidentaux, tout en maintenant sa liberté d'attaquer l'Occident et d'aider les efforts soviétiques pour gagner de l'influence dans le monde arabe et le monde afro-asiatique. La conséquence de cette politique et de l'hostilité croissante de Nasser à l'encontre de l'Occident, fut l'annulation de l'offre des Etats-Unis à l'égard d'Assouan. A la suite de quoi, l'Egypte nationalisa le Canal de Suez.

Aussitôt après le marché sur les armes conclu par Nasser en 1955, Israël fit appel aux Etats-Unis – pour obtenir le droit d'acheter des armes et pas pour qu'on lui en fasse cadeau. Les Etats-Unis estimèrent qu'il était nécessaire de maintenir un équilibre des armes mais préférèrent orienter Israël vers des fournisseurs français et européens. Ce ne fut qu'à partir de 1962 que les Etats-Unis finirent par accepter de vendre des armements sérieux à Israël : les missiles anti-aériens HAWKS.

MYTHE

« Les états arabes ont dû se maintenir dans une course aux armements imposée par Israël. »

RÉALITÉ

Dans la plupart des cas, c'est exactement le contraire qui est vrai. En 1955, c'est l'Egypte qui a reçu des bombardiers soviétiques IL-28. Mais ce n'est qu'en 1958 que la France livra à Israël un escadron des bombardiers de même catégorie, des Sud Vautour bi-réacteurs. En 1957, l'Egypte obtint des avions de chasse Mig-17, mais ce n'est qu'en 1959 qu'Israël obtint des avions de la même catégorie : les Super Mystère. L'Egypte disposa de sous-marins en 1957 mais Israël n'en disposa qu'en 1959. Après que les Egyptiens aient obtenu des Mig-21, les Israéliens commandèrent des Mirage III Supersoniques d'interception et des chasseurs bombardiers de chez Dassault.

Les Egyptiens obtinrent des missiles sol-air – les SA-2 – deux années avant qu'Israël n'obtienne des missiles HAWKS des Etats-Unis. Et plus tard, c'est avec réticence que Washington accepta de vendre des chars Patton à Israël.

Même après que les Etats-Unis aient commencé de vendre des armes à Israël, dans les années 60, ils ont continué de maintenir leur politique de ventes équivoques, en vendant les mêmes armes aux pays arabes. Ainsi, en 1965, la première vente majeure de tanks à Israël fut aussitôt compensée par une vente similaire à la Jordanie. L'année suivante, quand Israël reçut des Skyhawks, les Etats-Unis fournirent des avions au Maroc et à la Libye, ainsi que des équipements militaires supplémentaires au Liban, à l'Arabie Saoudite et à la Tunisie.¹

C'est en 1968, quand l'Administration Johnson vendit les avions Phantom, que la politique américaine se transforma, pour finalement assurer à l'état hébreu, une avance qualitative. Depuis lors cependant, les Etats-Unis ont souvent vendu des armements sophistiqués aux adversaires d'Israël (tels que des F-15, des AWACS et des missiles Singer), avec pour effet de réduire l'avance qualitative de l'état hébreu.

MYTHE

« Dans tous les domaines, Israël est militairement supérieur à ses voisins et a maintenu une avance qualitative sur ses ennemis. »

RÉALITÉ

L'avance militaire qualitative d'Israël a diminué à mesure que les états arabes et musulmans ont acquis de plus en plus d'armements classiques et non conventionnels. En fait, malgré leurs dénégations, les Etats-Unis laissent s'amenuiser l'avance qualitative accordée à Israël. Dans certains cas, c'est le transfert d'armes américaines vers les pays arabes qui est la cause directe de cet amenuisement.

L'armée permanente d'Israël est plus petite que celle de l'Egypte, de l'Iran et de la Syrie. Même en ajoutant ses réservistes, Israël a des effectifs inférieurs à ceux de l'Egypte et de l'Iran. En outre, Israël pourrait être amené à affronter une coalition d'ennemis et toute alliance de ses ennemis potentiels lui serait supérieure en nombre d'hommes, de tanks et de forces aériennes. Durant les années 90, les états arabes et l'Iran importèrent pour plus de 180 milliards de dollars d'armes parmi les plus sophistiquées, ainsi que des infrastructures militaires venant aussi bien des pays du bloc soviétique que des pays occidentaux. En 2004, l'Arabie Saoudite dépensa 21,6 millions de dollars à elle seule (et en 2005, l'Administration Bush notifia au Congrès, son intention de vendre aux Saoudiens pour 2 millions d'armes supplémentaires), tandis que, de son côté, l'Iran dépensait plus de 17 milliards de dollars dans l'achat d'armement. Entre 2001 et 2004, l'Egypte acheta des armes pour un montant de 6,5 milliards de dollars : en comparaison, Israël en a acheté pour 4,4 milliards. En 2005, la Syrie renouvelait son arsenal militaire auprès de la Russie, obtenant des missiles anti-aériens SA-18 et la promesse d'armements supplémentaires. Pour sa défense, Israël investit à peu près 9 milliards de dollars par an, alors que l'Iran et les pays arabes, dont la plupart sont en état de guerre avec Israël investissent plus de 40 milliards de dollars par an.²

A part la question de la quantité des armes, Israël doit également se préoccuper de la question de la réduction de son avance qualitative, dans la mesure où les états arabes acquièrent de plus en plus de systèmes sophistiqués. Ainsi par exemple, en 2005, les Emirats arabes reçurent des avions de combat F-16, plus récents et de technologie plus avancée que ceux vendus à Israël. Ce fut la première vente d'avions à un état non-membre de l'OTAN.³

Outre la quantité des armes qui sont achetées, ces états acquièrent et produisent un nombre croissant d'armes non-conventionnelles. La mise au point d'armes chimiques et biologiques, combinée à la poursuite de programmes d'armes nucléaires, rend la

position stratégique d'Israël plus incertaine.

Au-delà de la menace quant à sa sécurité, ces augmentations massives d'armes obligent Israël à investir 9 pourcent de son PNB pour sa défense. Or, même ce niveau élevé d'investissement est encore insuffisant pour faire face à la menace arabe car les restrictions budgétaires ont forcé Israël à faire des coupes substantielles dans son budget-défense. Les acquisitions d'armes par les états arabes obligent Israël à augmenter considérablement le coût de sa propre défense, ce qui pèse d'un poids très lourd sur son économie.

MYTHE

« La vente d'armes des USA à l'Arabie Saoudite a aidé à réduire le nombre des troupes américaines nécessaires à la défense du Golfe Persique. Ces armes ne menacent absolument pas Israël. »

RÉALITÉ

Les forces armées saoudiennes sont structurellement incapables de défendre leur pays. En 1990 et 1991, face à la menace irakienne, elles se sont retrouvées sans recours, malgré l'acquisition par les Saoudiens, de plus de 50 milliards de dollars d'armes et de matériels militaires dans les dix années ayant précédé la Guerre du Golfe.⁴ Si Saddam Hussein avait continué sa "blitzkrieg" en Arabie Saoudite, avant que les troupes américaines n'arrivent en août 1990, la plus grande partie de l'arsenal vendu par les Etats-Unis à Riyad, serait à présent entre les mains de Saddam et de l'Irak.

Les forces armées saoudiennes sont réduites et ne pourraient pas supporter un assaut trois ou quatre fois supérieur à leurs propres capacités. D'autre part, il est contradictoire de prétendre que l'armement américain serait suffisant et efficace pour combattre une menace extérieure mais qu'à l'inverse, cet armement ne représenterait aucun danger pour Israël.

Les USA n'ont aucun moyen pour s'assurer que les quantités énormes de matériel aérien et les missiles qui ont été vendus à l'Arabie Saoudite ne seront pas utilisées contre Israël. Il est également impossible d'éliminer l'éventualité que ces armes puissent tomber entre les mains d'ennemis des Etats-Unis, étant donné le soutien apporté au terrorisme par les Saoudiens, et la possibilité d'un renversement de la monarchie par un régime hostile.

A l'époque des guerres israélo-arabes du passé, les Saoudiens n'étaient pas encore en possession d'un tel arsenal si moderne et en telle quantité et leurs participations aux coalitions contre Israël ne représentaient alors aucune menace. C'est à partir de 1973 que l'avance saoudienne a totalement changé cette équation. Le royaume pourrait être poussé par des partenaires du front de l'Est à mener une action offensive contre Israël, précisément à cause de cette avance militaire.

« J'aurais préféré qu'Israël n'ait aucun besoin d'armes défensives de destruction massive ni aucun besoin d'avoir les forces de défense les plus puissantes de la région. Et j'aurais aimé que le monde n'ait pas conduit l'état hébreu à consacrer ses ressources limitées, à financer ses dépenses militaires plutôt qu'à financer ses universités, mais l'impératif de survie est prioritaire et la puissance militaire d'Israël est la clé de sa survie. Celui qui pense que seule, la supériorité morale peut assurer la survie, doit se souvenir du Ghetto de Varsovie et des chambres à gaz de Treblinka. »

-Alan Dershowitz⁵

MYTHE

« Israël a refusé de signer le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires pour pouvoir menacer ses voisins. »

RÉALITÉ

Bien qu'Israël n'ait jamais officiellement reconnu avoir l'arme nucléaire, il a été néanmoins souvent question du fait que, depuis des années, Israël serait membre du club nucléaire. Pourtant, jamais Israël n'a testé, ni utilisé, ni menacé d'avoir recours à l'arme nucléaire.

La décision prise par Israël de ne pas adhérer au Traité de Non-Prolifération (TNP), est essentiellement basée sur le fait que le traité n'a jamais empêché la prolifération nucléaire de se développer dans la région. L'Irak est signataire du TNP et malgré cela, il a accumulé d'importantes quantités d'équipements nucléaires sans en référer à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), jusqu'en 1981, quand Israël se décida à attaquer les réacteurs irakiens. Plus récemment, on a découvert qu'un autre pays signataire du TNP, l'Iran, poursuivait un programme de recherche nucléaire tenu secret depuis plus de dix ans et que d'ici cinq à dix ans, il lui serait possible de posséder une bombe nucléaire.

Israël a appelé à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient et, à de nombreuses reprises, il a rappelé qu'il ne serait pas le premier état à introduire des armes nucléaires dans la région.

MYTHE

« Le contrôle des armes au Moyen-Orient ne sera pas possible tant qu'Israël refusera de renoncer à l'arme nucléaire. »

RÉALITÉ

La capacité nucléaire supposée être celle d'Israël est un moyen de pression, destiné à compenser les menaces potentielles représentées par le déséquilibre en faveur des états arabes qui possèdent des armes conventionnelles, des armes chimiques et des missiles balistiques. Israël n'a pas le désir d'attaquer unilatéralement ses voisins avec des armes nucléaires alors que les Arabes – comme l'histoire l'a déjà montré – ont à la fois la capacité et la motivation pour s'allier dans une guerre contre Israël.

Le désir des régimes arabes et islamiques de posséder les armes de destruction massive a également à voir avec les notions de fierté nationale et d'envie de rivaliser, non seulement avec Israël, mais aussi avec les autres peuples. Ainsi par exemple, Saddam Hussein utilisa ses armes chimiques dans le cas d'un conflit intérieur à savoir les Kurdes, et la motivation de l'Irak pour continuer son programme nucléaire fut la menace qu'Hussein ressentait, en provenance de l'Iran.⁶ Le Pakistan a développé la première "bombe islamique" pour se mesurer à la bombe de l'Inde, sa rivale. Et le Ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharrazi, a déclaré : « l'Iran a une haute compétence technologique et doit être reconnu comme tel par la communauté internationale, comme l'un des membres du club nucléaire : il s'agit là d'un fait irréversible. »⁷

Le contrôle des armes doit donc commencer par la réduction des moyens militaires offensifs des Arabes. Les propositions arabes d'effectuer un « contrôle des armes », se limitent plutôt à un appel pour qu'Israël abandonne son armement nucléaire mais sans rien offrir de substantiel en échange.

MYTHE

« Ayant signé un accord de paix avec Israël, l’Egypte n’est plus une menace militaire. »

RÉALITÉ

Bien qu’en principe, l’Egypte soit en paix avec Israël et que l’Egypte honore les engagements pris à Camp David au cours de ces récentes années, le Caire a accumulé un armement offensif très substantiel. Dans leur prudence, les planificateurs militaires israéliens n’ont donc eu d’autre choix que de surveiller de très près l’augmentation de l’arsenal militaire égyptien, dans le cas où les événements régionaux tourneraient mal. Si l’actuel régime du Caire devait être renversé, la prospective de relations stables avec Israël pourrait sérieusement être remise en question.

De 2001 à 2004, l’Egypte a été le troisième acheteur d’armes, juste derrière la Chine et l’Inde. Malgré son statut de pays allié des USA, l’Egypte a pourtant acheté des missiles Scuds à la Corée du Nord et l’on suppose qu’elle possède aussi des armes chimiques.⁸ Son armée, ses forces aériennes et navales, possède à présent un large arsenal d’armes occidentales parmi les plus sophistiquées et dont la plupart sont identiques à celles que possède Israël. En 2003, par exemple, l’Egypte a demandé à avoir des avions F-15 équipés de JDAM, des munitions combinées d’attaque dirigée : des "bombes intelligentes". En 2003, ces armes sophistiquées ont été utilisées par les USA lors de la guerre avec l’Irak. A présent, l’Egypte également a des tanks Abrams, des avions de combat et des hélicoptères Apache offensifs.

Ces transferts d’armes sont un vrai sujet de préoccupation pour Israël car aucun pays ne met l’Egypte en danger : les principales menaces contre l’Egypte, sont des menaces qui viennent de l’intérieur. Alors, pourquoi l’Egypte aurait-elle dépensé des milliards de dollars pour se constituer un tel arsenal, comprenant 3 000 tanks et plus de 500 avions de combats, et surtout dans un tel contexte de difficultés économiques réelles, provoquées par la croissance exponentielle de sa population qui manque de nourriture, d’habitations et d’emplois ? Si les simulations militaires auxquelles se livre l’Egypte fournissent un indicateur quant à la manière de penser du régime alors, Israël a de bonnes raisons de s’inquiéter. Les forces armées égyptiennes se sont livrées à des manœuvres militaires à grande échelle, contre un ennemi de l’Est non nommé (Israël, par exemple), et incluant des simulations d’opérations de franchissement du Sinaï. En réalité, Israël est désigné comme "l’ennemi" dans tous les jeux de guerre.

En décembre 2003, Israël protesta contre l’utilisation par l’Egypte, de véhicules télécommandés et de drones afin d’espionner les installations et matériels militaires israéliens. En réponse, Israël menaça de tirer sur les drones dont les vols étaient un viol caractérisé du traité de paix et relançait l’inquiétude au sujet de l’accumulation d’un arsenal militaire par l’Egypte.⁹

Un autre sujet d’inquiétude pour Israël, est la prochaine crise de succession. En effet, le Président Hosni Moubarak est âgé de bientôt 80 ans et, depuis l’assassinat d’Anouar el-Sadate en 1981, il a été le seul guide et maître de la nation. Personne ne sait qui va succéder à Moubarak. Etant donné le fort courant fondamentaliste et l’antipathie des militaires à l’égard d’Israël, il n’est pas du tout certain que le successeur de Moubarak continuera de maintenir la "paix froide" qui a prévalu pendant plus de 30 années.

MYTHE

« L'Iran n'a pas la moindre intention de devenir une puissance nucléaire et ne menace ni Israël ni les Etats-Unis. »

RÉALITÉ

L'Iran n'a jamais fait secret de son antipathie pour Israël et pour les Etats-Unis – le Président Mahmoud Ahmadinejad a dit qu'Israël devait être effacé de la carte. L'Iran désormais, représente la plus grande menace contre la stabilité au Moyen-Orient. Les services de renseignements israéliens et américains sont arrivés à la conclusion que le régime islamique d'Iran est capable de réussir son programme d'armement nucléaire d'ici dix ans et, probablement plus vite, si le programme en œuvre n'est pas arrêté avant.

En 1990, la Chine a signé un accord de coopération nucléaire de 10 ans, autorisant les ingénieurs iraniens à se former en Chine. De plus, la Chine a déjà construit un réacteur de recherche nucléaire en Iran, opérationnel depuis 1994. En 2002, l'Iran a révélé avoir acheter un gaz spécial à la Chine, destiné à enrichir l'uranium utilisé dans la production des armes nucléaires.

L'Iran est l'un des signataires du Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires, ce qui lui permet de poursuivre ses recherches en technologie nucléaire, en toute tranquillité, y compris la recherche de l'uranium et son enrichissement, sous le regard de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). L'acquisition de ce gaz est supposée avoir été déclarée à l'AIEA mais, en fait, il a été passé sous silence. Les experts chinois ont également été impliqués dans la supervision de l'installation de centrifugeuses, utilisées pour l'enrichissement de l'uranium.

Selon la CIA, « l'Iran continue d'utiliser son programme d'énergie nucléaire civile pour justifier ses efforts afin d'obtenir le nucléaire domestique et pour, de cette manière ou d'une autre, réussir à maîtriser tout le cycle du combustible nucléaire. L'Iran prétend que cette maîtrise du cycle ne serait utilisée que pour produire du combustible pour les réacteurs nucléaires, tel que le réacteur d'une puissance de 1 000 mégawatts que la Russie continue de construire à Bushehr, cité portuaire dans le sud du pays. Or, l'Iran n'a pas le moindre besoin de produire son propre combustible pour ce réacteur puisque la Russie s'est engagé à fournir ce combustible durant toute la vie du réacteur et négocie avec l'Iran pour récupérer le combustible irradié et utilisé. »¹⁰

En 2002, deux usines nucléaires qui n'étaient pas connues, furent découvertes en Iran. L'une située à Arak et produisant de l'eau lourde susceptible d'être utilisée dans la fabrication d'armes. L'autre, située à Natanz. En février 2003, le Président iranien Mohammad Khatami annonçait la découverte d'un gisement d'uranium près de Yadz, ville du centre du pays, et le projet de l'Iran d'installer les équipements d'extraction « pour utiliser cette technologie nucléaire de pointe, à des fins pacifiques. »¹¹ Ce développement de la situation est plutôt alarmant car il suggère que l'Iran a essayé d'obtenir les moyens de produire et de traiter le combustible lui-même, malgré l'accord pris avec la Russie, s'engageant à fournir à l'Iran, tout l'uranium dont il aurait besoin à des fins civiles.

D'autres preuves de la poursuite du programme nucléaire de l'Iran ont été apportées fin 2003 et début 2004, quand le meilleur scientifique nucléaire du Pakistan, Abdul Qadeer Khan, reconnu qu'il fournissait son expertise et son savoir à l'Iran, et que son pays lui fournissait des installations. En février 2004, le gouvernement iranien, confronté à une nouvelle preuve obtenue par le réseau secret des fournisseurs proches de Khan, dut reconnaître qu'il avait un projet pour une centrifugeuse de pointe, à très haute vitesse, pour enrichir l'uranium signalé à l'AIEA. Ce genre de centrifugeuse permettrait à l'Iran de produire le combustible nucléaire bien plus

rapidement que les dispositifs que l'Iran a signalés, avec réticence, à l'Agence en 2003. Cette révélation est une preuve supplémentaire que l'Iran ment quand il affirme avoir modifié tous les documents liés au programme d'enrichissement. En juillet 2004, l'Iran a brisé les scellés posés sur les installations nucléaires surveillées par les inspecteurs des Nations Unies, ce qui lui permit de reprendre la construction et le contrôle des machines réalisant la fission des atomes et des matériaux nécessaires à l'arme nucléaire. Cette action de la part de Téhéran était une violation caractérisée de l'accord pris avec les pays européens et par lequel l'Iran s'engageait à interrompre « toute activité d'enrichissement de l'uranium. » Mettant au défi cette requête majeure exprimée par 35 pays, le 21 septembre 2004, l'Iran annonçait qu'il avait démarré la transformation de l'uranium brut en gaz utilisé pour l'enrichissement, cette méthode qui permet de construire des armes nucléaires. Deux semaines plus tard, l'Iran annonçait qu'il avait traité plusieurs tonnes de concentré d'uranium brut afin de le préparer à l'enrichissement – une étape essentielle dans le développement des armes atomiques.¹²

Le Secrétaire d'Etat Colin Powell, déclarait que les Etats-Unis avaient des renseignements indiquant que l'Iran essayait de modifier des missiles pour les rendre aptes à transporter des armes nucléaires, ce qui, faisait remarquer Powell, n'avait de sens que si l'Iran développait aussi ou planifiait de développer, ses capacités nucléaires. Il continuait en disant : « Il n'y a aucun doute dans mon esprit – et ce que je pense vient directement de ce que nous avons exprimé depuis des années – l'Iran veut posséder l'arme nucléaire pour l'utiliser, ce qui signifie que les iraniens peuvent faire plus que simplement en parler : ils peuvent la réaliser. »¹³

En février 2005, le porte-parole du Conseil Suprême de la Sécurité Nationale d'Iran, Ali Agha Mohammadi, affirmait que l'Iran ne mettrait pas un terme à son programme nucléaire et que les pourparlers avec les Européens étaient destinés à protéger les réalisations nucléaires du pays, et certainement pas pour négocier d'y mettre fin. En mai, l'Iran confirmait qu'il avait converti 37 tonnes d'uranium en gaz, première reconnaissance des avances réalisées dans le processus de production de l'uranium enrichi. Cela signifie clairement qu'au cas où les négociations avec les Européens concernant l'avenir de son programme nucléaire devaient échouer, l'Iran aurait la capacité de démarrer très vite, l'enrichissement de l'uranium.¹⁴

Le 2 septembre 2005, l'AIEA rapporta que depuis la reprise de ses activités nucléaires, un mois plus tôt, l'Iran avait déjà produit 7 tonnes de gaz nécessaires à l'enrichissement de l'uranium. Un ancien inspecteur nucléaire de l'ONU déclarait que cette quantité était suffisante pour fabriquer une arme atomique. Dans un langage inhabituellement direct, un rapport de l'AIEA déclarait que des interrogations subsistaient, concernant des points essentiels sur les 18 années d'activité nucléaire clandestine de l'Iran et sur le fait qu'il n'était toujours pas possible de « conclure qu'il n'y avait aucun matériel nucléaire clandestin ou d'activités nucléaires clandestines en Iran. »¹⁵

En réponse, l'Iran menaça de reprendre l'enrichissement de l'uranium et de faire obstruction aux inspections de ses installations nucléaires si l'AIEA devait décider de porter le cas devant le Conseil de Sécurité qui risquerait de prendre des sanctions contre l'Iran. Devant l'Assemblée Générale de l'ONU, dans un discours féroce, le Président récemment élu Mahmoud Ahmadinejad, défendit le droit de son pays à produire du combustible nucléaire et, plus tard, il inquiéta le monde entier au sujet de la prolifération nucléaire, quand il ajouta, « l'Iran est prêt à transférer son savoir nucléaire à tous les pays islamiques, en fonction de leurs besoins. »¹⁶

Massoud Yazaiari, le porte-parole des Gardes Révolutionnaires Iraniens adressa

une mise en garde disant que l’Iran répondrait à toute tentative israélienne destinée à arrêter leur programme nucléaire. « Leurs menaces d’attaquer nos installations nucléaires ne réussiront pas, » déclarait Yazaiari. « Ils savent que la réponse de Téhéran serait massive et qu’elle effacerait Israël de la surface de la terre. »¹⁷

Notes

1. Mitchell Bard, *The Water’s Edge And Beyond*, (NJ: Transaction Publishers, 1991), p. 194–209.
2. Aluf Benn, “Israel worried about possible new Russia- Syria arms deals,” *Haaretz*, (26 Octobre 2005); Information de l’International Peace Research Institute de Stockholm (SIPRI).
3. Arieh O’Sullivan, “US Sells world’s best F-16s to UAE,” *Jerusalem Post*, (5 Mai 2005).
4. Agence de Contrôle de l’Armement et du Désarmement; Rapport de l’Agence d’Assistance à la Défense et à la Sécurité; Dépenses Militaires Mondiales et Transferts d’Armement.
5. Alan Dershowitz, *Chutzpah*, (MA: Little Brown, and Co., 1991), p. 249.
6. Josef Joffe, “A World Without Israel,” *Foreign Policy*, (Janvier/Février 2005), pp. 36–42.
7. Associated Press, (12 Juin 2004).
8. Aluf Benn, “Israel worried about possible new Russia- Syria arms deals,” *Haaretz*, (26 Octobre 2005); Center for Strategic and International Studies, United Nations (UN) Institute for Disarmament Research.
9. *Jerusalem Post*, (21 Décembre 2003).
10. Rapport Non Classifié du Congrès sur l’Acquisition de Technologie liée aux Armes de Destruction Massive et sur les Munitions Conventionnelles de Pointe, (Langley, VA: CIA, 2004).
11. Associated Press, (11 Février 2003).
12. *Telegraph*, (27 Juillet 2004); Associated Press, (6 Octobre 2004).
13. *Washington Post*, (18 Novembre 2004).
14. Associated Press, (9 Mai 2005).
15. *Chicago Tribune*, (3 Septembre 2005).
16. Associated Press, (15 & 20 Septembre 2005).
17. *Maariv*, (27 Juillet 2004).

22. Les Médias

MYTHE

« La couverture de presse d'Israël est proportionnelle à son importance dans le monde des affaires. »

RÉALITÉ

Il n'est pas facile de justifier la somme de couverture de presse accordée à Israël en se basant sur l'importance de ce pays, dans le monde des affaires ou en relation avec les intérêts américains. Comment se fait-il qu'un pays de la taille de l'état du New Jersey fait chaque jour, le plein des unes internationales, dépassant de loin des pays plus intéressants du point de vue journalistique, comme la Russie, la Chine et la Grande-Bretagne ?

Israël a certainement le quotient de réputation *per capita*, le plus élevé au monde. Les Américains connaissent mieux la politique israélienne que celle de n'importe quel autre pays étranger. Par exemple, la plupart des dirigeants d'Israël, sont plus connus aux Etats-Unis que ceux des pays voisins comme le Canada ou le Mexique. En outre, une grande partie des Américains sont très bien informés du conflit israélo-arabe.

L'une des raisons pour lesquelles les Américains sont si bien informés, c'est l'importance de la couverture médiatique. Les groupes de presse américains ont beaucoup plus de correspondants de presse en Israël que dans tous les autres pays, à l'exception de la Grande-Bretagne.

MYTHE

« Israël bénéficie de l'attention car c'est le seul pays du Moyen-Orient qui affectant les intérêts américains. »

RÉALITÉ

Le Moyen-Orient est important pour les Etats-Unis (et pour tous les pays occidentaux), essentiellement à cause de ses ressources en pétrole. Tous les événements qui risquent de compromettre la production et les livraisons de pétrole affectent les intérêts vitaux des USA. Les Etats-Unis ont donc aussi intérêt à soutenir les régimes amis de la région. Une attention est accordée à cette région car le Moyen-Orient est le théâtre de conflits répétés qui, directement ou indirectement, peuvent toucher les intérêts américains. Certains événements dans des pays comme la Jordanie, le Liban ou l'Iran ont requis l'intervention des troupes américaines, et rien n'attire davantage l'attention du public que des vies américaines mises en danger à l'étranger. Les Etats-Unis ont été sérieusement engagés dans chaque guerre israélo-arabe mais, ils ont aussi eu leurs propres combats, notamment en 1991, la Guerre du Golfe contre l'Irak et, en 2003, "l'Opération Liberté pour l'Irak". Actuellement, les médias se concentrent sur l'Irak à cause du déploiement continu des troupes américaines dans cette zone.

Mais par ailleurs, les Etats-Unis ne sont pas particulièrement impliqués dans les guerres fratricides de pays éloignés, quand les combats n'affectent pas les intérêts américains. Cela est vrai de l'Afrique, de l'Amérique latine, et même les Balkans. De même, les conflits inter-arabes n'ont pas provoqué autant d'intérêt que les problèmes israéliens. Cependant, le différent israélo-palestinien – deux peuples luttant pour la

même terre – est une histoire particulièrement dramatique. Et le fait qu’il s’agisse de la Terre Sainte rend ce différend plus dramatique encore.

Une autre explication pour cette couverture médiatique disproportionnée par rapport à Israël et comparée à celle des pays arabes, c’est que très peu de correspondants connaissent l’histoire du Moyen-Orient et que très peu d’entre eux parlent les langues de la région. La culture occidentale d’Israël est plus familière aux journalistes que celle des sociétés musulmanes, qui leur sont étrangères.

MYTHE

« *La couverture médiatique du monde arabe est objective.* »

RÉALITÉ

Quand les journalistes sont autorisés à lever le voile du secret, et à regarder les dictateurs et les terroristes de plus près, le prix à payer est souvent un prix exorbitant. Les journalistes sont victimes d’intimidation ou de chantage. Ainsi au Liban, dans les années 80, pour obtenir des interviews et pour être protégés, c’est à l’Organisation de Libération de la Palestine que les reporters devaient soumettre leurs prix et leurs enchères. Pendant la Guerre Palestinienne, les journalistes israéliens furent informés qu’ils ne devaient pas se rendre dans les territoires de l’Autorité Palestinienne et certains reçurent des menaces par téléphone, après avoir publié des articles critiques à l’encontre des dirigeants de l’Autorité.¹

Quand de nombreux téléspectateurs ont reproché à CNN, son parti-pris contre Israël, son président, Reese Schonfeld, expliqua : « Quand je visionne les images qui passent à l’antenne, je réalise qu’elles traduisent notre attention aux sensibilités arabes. » Schonfeld suggéra aussi que si les images étaient biaisées, c’était que CNN ne voulait pas compromettre l’accès privilégié de la chaîne aux pays arabes.²

Dans les pays arabes, quand les journalistes ne sont pas escortés pour voir ce que les dictateurs veulent qu’ils voient, ils sont suivis. Les citoyens eux, sont avertis, avec plus ou moins de subtilité par les agences locales de sécurité, qu’ils doivent surveiller tous les propos qu’ils tiennent aux étrangers.

En ce qui concerne la couverture médiatique de l’Autorité Palestinienne, les médias occidentaux se reposent largement sur des assistants palestiniens qui escortent leurs correspondants dans les territoires. Souvent, les informations qui font le tour du monde sont fournies par les Palestiniens. Par exemple, deux des journalistes qui travaillent pour l’Agence France-Presse sont aussi des journalistes qui travaillent, en simultané, pour les médias palestiniens. Le correspondant de l’Associated Press travaille également pour le journal officiel de l’Autorité. Un journaliste de longue date remarquait : « C’est exactement comme employer quelqu’un du Bureau de Presse du gouvernement [israélien] ou un officiel d’un parti politique et le faire travailler comme journaliste. »³

Ehud Ya’ari écrivait, « selon mon estimation, plus de 95 pourcent des images TV diffusées chaque soir par satellite sur les chaînes israéliennes et étrangères sont fournies par des équipes palestiniennes. Les deux principales agences d’images vidéo, APTN et Reuters TV, emploient un réseau d’indépendants et de freelance sur tout le territoire, pour fournir des reportages en temps réel. Ces équipes s’identifient évidemment, avec l’intifada, tant émotionnellement que politiquement et, dans le "meilleur des cas", elles n’osent tout simplement pas filmer des scènes qui pourraient embarrasser l’Autorité Palestinienne. Aussi, les caméras cadrent-elles de manière à présenter une vision orientée, déviée, des actions de l’armée israélienne et ne cadrent jamais les tireurs palestiniens en armes et font bien attention à fournir des gros plans,

partiaux et sélectionnés, de la situation sur le terrain. »⁴

En octobre 2000, une situation particulièrement abominable eu lieu à Ramallah, quand deux réservistes israéliens non-combattants furent lynchés par la foule déchaînée. D'après les journalistes témoins de la scène, la police palestinienne tenta d'empêcher les journalistes étrangers de filmer de qui se passait. Une équipe de la télévision italienne réussit à filmer des moments de la scène et finalement, ces images choquantes firent la une des journaux du monde entier. Une autre agence de presse italienne rivale se distingua, en faisant passer une annonce dans le principal journal de l'Autorité Palestinienne, *Al Hayat-Al-Jadidah*, expliquant qu'elle n'avait rien à voir avec les images qui avaient été filmées :

Mes chers amis de Palestine. Nous vous félicitons, et nous pensons qu'il est de notre devoir de vous donner notre version (des événements) qui ont eu lieu, le 12 octobre, à Ramallah. L'une des chaînes de télévision qui nous fait concurrence (et qui n'est pas la chaîne officielle RAI), a filmé les événements ; c'est *cette* chaîne qui a filmé les événements. Ensuite, c'est la télévision israélienne qui a diffusé ces images, en les présentant comme des images filmées par une chaîne italienne, ce qui a donné l'impression au public que nous (la RAI) avions filmé ces images.

Nous soulignons que cela ne s'est pas du tout passé ainsi, car nous, nous avons toujours respecté (et nous continuerons de respecter) les procédures journalistiques de l'Autorité Palestinienne et le travail (de la presse) en Palestine, parce que nous sommes crédibles et que notre travail est fiable.

Nous vous remercions de votre confiance et vous pouvez être assurés que cela n'est pas notre manière d'agir (note : ce qui veut dire que nous ne travaillons pas comme les autres chaînes de télévision). Nous n'avons pas fait (et nous ne ferons jamais) une chose pareille.

Nous vous prions d'accepter nos bénédictions,

Signé

Ricardo Cristiano

Représentant de la chaîne italienne officielle en Palestine⁵

Quand une entreprise de presse dévie de la ligne pro-palestinienne, elle se fait immédiatement réprimander. Ainsi, en novembre 2000, le Syndicat des Journalistes Palestiniens se plaint du fait que l'Associated Press donnait une fausse version de la Guerre Palestinienne. Ce syndicat prétendit que la couverture faite par l'Associated Press était un crime contre le peuple palestinien, dans la mesure où elle exprimait aussi la position israélienne. Le syndicat menaçait d'adopter toutes les mesures nécessaires contre le personnel de l'agence de presse ainsi que contre ses bureaux, situés dans les territoires de l'Autorité Palestinienne, au cas où l'agence continuerait à s'attaquer aux intérêts palestiniens.⁶

« Nous filmions le début de la manifestation. Soudain une camionnette arriva à toute allure. A l'intérieur se trouvaient des militants du Fatah. Ils donnèrent des ordres et distribuèrent des cocktails Molotov. Nous étions en train de filmer. Mais ces images, vous ne les verrez jamais. En juste quelques secondes, une foule de jeunes nous entourait, nous menaçant et nous emmenèrent de force, jusqu'au poste de police. Là, nous avons décliné nos identités puis on nous obligea à effacer les images controversées. La Police Palestinienne calma la situation mais elle censura nos images. Nous avons désormais la preuve que toutes ces émeutes ne

sont absolument pas spontanées. Tous les ordres viennent directement de la hiérarchie palestinienne. »

-Jean Pierre Martin⁷

MYTHE

« Les journalistes qui couvrent le Moyen-Orient n'ont qu'une motivation : la recherche de la vérité. »

RÉALITÉ

Ce n'est une surprise pour personne d'apprendre que les journalistes, au Moyen-Orient, partagent avec leurs collègues de la rubrique "des chiens écrasés", le goût du scoop et un penchant pour le sensationnel. L'exemple le plus spectaculaire nous vient des journalistes de télévision qui, privilégiant la forme au détriment du fond, le visuel plutôt que la substance, favorisent le traitement simpliste de l'information. Ainsi quand on a demandé au correspondant de la NBC en Israël, pourquoi les reporters montrent les manifestations palestiniennes de la Rive Occidentale, alors qu'ils savent pertinemment qu'elles sont mises en scène, il a répondu : « Nous jouons le jeu parce qu'il nous faut de l'image ! »⁸ Et les chaînes ne peuvent pas avoir d'images en provenance de sociétés verrouillées comme la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Iran ou la Libye.

Israël est souvent confronté à une situation impossible : celle de contrer des images avec des mots. Comme l'expliquait Gidéon Meir, le Ministre israélien des Affaires étrangères : « Quand un tank entre dans Ramallah, ça ne passe pas bien à la télévision. Bien-sûr, nous pouvons toujours expliquer pourquoi nous sommes là, et ce que nous y faisons. Mais ce ne sont que des mots. Nous devons combattre des images par des mots... »⁹

L'ampleur du problème auquel Israël doit faire face est clairement exprimée par Tami Allen-Frost, vice-présidente de l'Association de la Presse Etrangère et productrice du journal télévisé de la chaîne britannique ITN : « L'image la plus forte, celle qui reste dans la mémoire, c'est celle d'un tank dans la ville. Dans l'ensemble, il y a plus d'incidents dans la Rive Occidentale qu'il n'y a d'attentats-suicides. Au final, ce qui compte, c'est la quantité. »¹⁰

MYTHE

« Israël a une couverture de presse favorable parce que les Juifs américains contrôlent les médias et qu'ils ont une influence politique disproportionnée. »

RÉALITÉ

Si les Juifs contrôlaient les médias, on n'entendrait pas tant de Juifs se plaindre de la partialité anti-israélienne de la presse. Il est vrai que l'attention médiatique dont Israël fait l'objet, est liée au fait que la plus grande population juive hors d'Israël se trouve aux Etats-Unis et que les Juifs américains se sentent vraiment concernés par Israël. Un grand nombre de Juifs ont des positions importantes dans les médias (mais cela ne signifie absolument pas qu'ils "contrôlent" la presse, comme les antisémites veulent le faire croire), et comme la population juive est concentrée dans les villes qui sont aussi des marchés médiatiques importants, comme New York et Los Angeles, il est logique que les projecteurs soient braqués sur Israël.

Aux Etats-Unis, les Juifs bénéficient d'un pouvoir politique qui n'est pas proportionnel à l'importance, en nombre, de sa population et ils utilisent ce pouvoir

pour renforcer les liens USA/Israël. Pourtant, rien ne prouve que cela se traduise par une couverture de presse favorable à Israël. Il est même possible d'affirmer que le lobby pro-arabe à autant d'influence, voire plus, sur les médias pour encourager et orienter une vision partielle et anti-israélienne.

MYTHE

« Les officiels arabes tiennent le même langage aux journalistes occidentaux et à leurs peuples. »

RÉALITÉ

Les officiels arabes expriment leur opinion d'une façon très différente, selon qu'ils parlent en anglais ou en arabe. Ils expriment leurs vrais sentiments et leurs vraies positions quand ils s'adressent à leurs compatriotes, dans leur langue maternelle. Néanmoins, à usage externe, les hommes politiques arabes ont appris à utiliser un ton plus modéré et expriment leurs opinions d'une manière très différente quand ils s'adressent, en anglais, à des publics occidentaux. Il y a déjà bien longtemps que les propagandistes arabes sont devenus plus raffinés dans leur façon de présenter leur version des faits. On les voit régulièrement apparaître dans les journaux télévisés occidentaux, et ils sont cités dans la presse écrite, et ils prennent l'allure de gens raisonnables qui ont des revendications légitimes. Mais par contre, quand ils s'expriment en arabe, ce qu'ils disent alors est loin d'être aussi modéré ou aussi raisonnable.

Comme les Israéliens n'ont aucun mal à traduire ce qui est dit en arabe, ils ne sont pas dupes et sont parfaitement informés des opinions de leurs ennemis. Par contre, les Américains et tous les anglophones, eux, sont facilement dupés par la version "light" servie par tout propagandiste arabe.

Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple d'une telle situation, le négociateur palestinien, Saeb Erekat, est souvent cité par les médias occidentaux. Le 9 mai 2001, on lui demanda de réagir au meurtre brutal de deux adolescents israéliens. Le *Washington Post* a publié la réponse d'Erekat :

Saeb Erekat, un représentant officiel palestinien, s'exprimant en anglais a dit, lors d'une conférence de presse, que « tuer des civils est un crime, que ce soit du côté palestinien ou du côté israélien. » Ce commentaire ne fut jamais publié dans les médias palestiniens de langue arabe.¹¹

Ce qui est inhabituel, dans le cas présent, c'est que le *Washington Post* ait pris la peine de préciser que ce commentaire d'Erekat avait été passé sous silence par la presse palestinienne.

Au cours des années, Yasser Arafat a acquis la réputation d'un homme au double langage, affirmant une chose en anglais, pour les médias occidentaux et disant tout le contraire dans sa langue maternelle, à destination de la presse palestinienne. C'est la raison pour laquelle l'Administration Bush exigeait d'Arafat qu'il répète en arabe tout ce qu'il avait dit en anglais, en particulier les condamnations des attaques terroristes et les appels à la violence. De ce fait, les dirigeants arabes ont de plus en plus de mal à maintenir leur technique du double langage parce que de nos jours, leurs propos sont traduits en anglais puis sont diffusés par les organisations de surveillance.

MYTHE

« Les journalistes maîtrisent l'histoire du Moyen-Orient et sont donc capables

de mettre les événements actuels dans leur contexte. »

RÉALITÉ

L'une des raisons du malentendu au sujet du Moyen-Orient, et des préjugés qui sont repris dans les médias : c'est l'ignorance des journalistes. Il y en a très peu parmi eux qui parlent l'hébreu ou l'arabe, et en conséquence, ils n'ont aucun accès direct aux sources de leurs informations. Presque toujours, ils ne font que régurgiter les récits qu'ils ont lus dans les publications en anglais de la région plutôt que de faire leur enquête, en toute indépendance. Quand ils essaient de replacer les événements dans leur contexte historique, comme ils ne connaissent pas le contexte historique, ils citent des faits tronqués et du coup, leurs versions sont inexactes et erronées. Pour ne citer qu'un seul exemple, au cours d'une conférence sur l'histoire des lieux saints de Jérusalem, Garrick Utley, journaliste de CNN, déclara qu'au temps de l'Administration jordanienne, de 1948 à 1976, Juifs avaient le droit de prier au Mur Occidental.¹² En réalité, durant cette période, l'accès à leurs lieux saints avaient été interdits aux Juifs. Cette ignorance de l'histoire est emblématique et nous aide à comprendre la position d'Israël à l'égard de Jérusalem.

Etude de cas

Un article du *Washington Post* au sujet du "cycle de la mort" dans la zone de la Rive Occidentale, intégrait une interview de Raed Karmin, représentant du Fatah, la faction dominante de Yasser Arafat au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine. Le récit commençait par faire observer que Karmin courait pour aller se joindre à une bataille contre des soldats israéliens et qu'il portait un fusil d'assaut M-16. Mais ce que l'histoire passe sous silence, c'est que seule la Police palestinienne est autorisée à être armée. Le rapport impliquerait donc que le "cycle" de la violence israélienne et celui de la violence palestinienne sont équivalents puisque Karmin disait agir pour venger la mort d'un Palestinien que les Israéliens avaient tué parce qu'il était l'organisateur d'attaques terroristes. Karmin reconnut qu'il avait enlevé deux Israéliens qui déjeunaient dans un restaurant de Tulkarem puis qu'il avait mis en scène leur exécution. Karmin fut arrêté par l'Autorité Palestinienne, mais juste quatre mois plus tard, il fut relâché et en conséquence, il tua encore quatre Israéliens, parmi ses victimes se trouvait un homme faisant ses courses dans une épicerie et un chauffeur auquel il avait tendu un guet-apens. Et il déclara au *Washington Post*, « Je continuerai à attaquer des Israéliens. »¹³

MYTHE

« Les Israéliens ne peuvent nier la vérité de photos montrant leurs actions. »

RÉALITÉ

Une seule photo en dit plus que mille mots, mais parfois la photo est aussi trompeuse que les mots utilisés pour la décrire, sont erronés. Il est incontestable que les photographes et les cameramans de télévision cherchent toujours les images les plus spectaculaires possible, et de préférence, des images montrant des Goliath israéliens brutaux maltraitant des petits David palestiniens souffrant or : ces images sont toujours sorties de leur contexte.

Un exemple devenu désormais un classique du genre, c'est la photo terrible que l'Associated Press a fait circuler, montrant un soldat israélien en colère et brandissant

une matraque, debout, au-dessus d'un jeune homme en sang. Cette photo donnait l'impression que le jeune venait d'être battu par le soldat. Elle fut publiée dans le *New York Times*¹⁴ et déclencha une émotion internationale parce que la légende de la photo, fournie par l'Autorité Palestinienne, disait : « Un policier israélien et un Palestinien sur le Mont du Temple. » Prise à l'époque où Ariel Sharon venait de visiter la mosquée d'al-Aksa, la photo apparaissait comme la preuve vivante de la brutalité des Israéliens. Il se trouve qu'en réalité, la légende de la photo était fautive et que la photo montre une situation qui aurait dû donner exactement l'impression inverse, si elle avait été correctement mise dans son contexte.

En effet, il se trouve que la victime n'était pas du tout un Palestinien battu par un Israélien mais qu'il s'agissait en réalité, d'un policier qui protégeait Tuvia Grossman, un étudiant Juif américain se trouvant dans un taxi qui venait d'être la cible de jets de pierre de Palestiniens. Grossman fut tiré de force hors du taxi, battu et frappé. Il réussit à s'enfuir et à se réfugier auprès d'un policier israélien. C'est à ce moment précis que le photographe a pris la photo.

Non seulement donc, la victime n'était pas la bonne, mais en prétendant que la photo ait été prise sur le Mont du Temple, l'Associated Press était, une fois de plus, encore dans l'erreur.

Quand l'agence de presse fut avertie de ses erreurs, elle publia une série de communiqués et de rectificatifs dont certains ne rendaient toujours pas vraiment compte de la situation réelle. Mais comme toujours dans le cas où les médias se trompent : de toute façon, le mal était fait. De nombreux supports de presse qui avaient utilisé cette photo, ne publièrent aucun rectificatif. Quant à ceux qui furent publiés, ils ne reçurent aucun écho et passèrent presque totalement inaperçus.

Un autre exemple de l'effet dramatiquement spectaculaire qu'une photo et sa légende peuvent avoir, quand elles sont toutes les deux erronées, est illustré par une photo publiée par l'agence Reuters, montrant un jeune Palestinien arrêté par la police israélienne le 6 avril 2001. Le jeune était manifestement effrayé et avait mouillé son pantalon. Une fois encore, la photo eut un succès considérable dans le monde car elle renforçait l'image de brutalité des occupants israéliens qui s'en prenaient à des enfants innocents. Or, le contexte réel était très différent. En effet, juste avant que la photo (que l'on croyait être la première) fût prise, un autre photographe de Reuters avait pris une autre photo. Et là, on voyait clairement ce jeune en train de participer à une émeute violente contre les soldats israéliens. Mais pratiquement aucun média ne publia cette photo-là.

MYTHE

« *La presse fait preuve d'indulgence à l'égard des terroristes.* »

RÉALITÉ

La presse accepte les platitudes des terroristes et répète quotidiennement la version des faits de leurs porte-parole. Avec crédulité, elle prétend que les attaques contre des civils innocents sont le fait de "combattants de la liberté." Depuis quelques années, de nouveaux médias ont développé une véritable aversion pour le terme "terroriste" et l'ont remplacé par le terme de "militant", parce qu'ils ne veulent pas donner l'impression de prendre parti ni risquer de porter des jugements sur les auteurs des attentats.

C'est ainsi que les médias, après qu'un terroriste palestinien se soit fait exploser dans une pizzeria de Jérusalem le 9 août 2001, et tuant 15 personnes, le décrivent comme étant un "militant" (*Los Angeles Times, Chicago Tribune, NBC Nightly*

News), ou comme étant un "kamikaze" (*New York Times*, *USA Today*). Le journal télévisé d'ABC News n'employa jamais le mot de "terroriste". Le 4 octobre 2003, à Haïfa, quand une Palestinienne entra dans un restaurant bondé, du bord de mer, et se fit exploser en déclenchant la bombe qu'elle portait, faisant 21 morts dont 4 enfants, l'agence Reuters rendit compte en disant que cette femme avait mené une "attaque", en représailles contre des actions de l'armée israélienne et que cet attentat montrait simplement que les dirigeants palestiniens n'avaient pas réussi "à bien tenir les rênes et à contrôler les militants."¹⁵

Clifford May, de la chaîne Middle East Information Network, souligna l'absurdité de cette couverture médiatique : « Aucun journal n'aurait jamais écrit, "Hier, des militants ont frappé le World Trade Center" pas plus qu'ils n'auraient ajouté, "Ils se présentent comme des combattants de la liberté, et nous, qui sommes-nous pour les juger, nous ne sommes que des simples journalistes." »¹⁶

« Cela ne rentre dans aucune logique, que des militants engagés dans une guerre, fassent exploser des bébés et des nourrissons. »

-Tom Fiedler Rédacteur en Chef du *Miami Herald*¹⁷

L'un des exemples les plus criants de la façon dont parfois, les médias font la distinction entre les différentes attaques qui frappent les autres pays, c'est la liste qui a été publiée en novembre 2003, des "récentes attaques terroristes ayant eu lieu dans le monde " et qui a été diffusée par l'Associated Press, l'organe de presse sans aucun doute, le plus influent au monde. La liste énumérait 15 attentats terroristes ayant eu lieu au cours des cinq dernières années, entre août 1998 et août 2003. Au cours de cette période, 800 Israéliens ont été tués dans des attentats terroristes, mais aucun des attentats ayant eu lieu en Israël ne figure dans cette liste.¹⁸ De même, quand l'Associated Press publia son livre des Photos de l'Année 2003, sur le thème de la souffrance humaine, six des 130 photos choisies concernaient le conflit israélo-palestinien. Toutes les six concernaient les Palestiniens.

Dans une note détaillée, adressée au bureau des nouvelles de l'étranger du *New York Times*, James Bennet, l'ancien rédacteur-en-chef du bureau de Jérusalem, critiquait la réticence de son journal à utiliser le mot "terrorisme". Il déclarait : « Les attentats à la bombe, prémédités contre des étudiants se trouvant à la cafeteria de leur université, ou contre des familles qui dégustent ensemble des glaces chez le glacier, demandent à être appelés par leur nom... J'aimerais éviter toute connotation politique aussitôt associée au terme de "terrorisme", mais je crains qu'en anglais courant, il ne soit pas possible de ne pas faire le lien entre les deux. » Bennet reconnaissait qu'éviter d'utiliser le terme, c'était déjà « un acte politique en soi. »¹⁹

Plutôt que de montrer les terroristes tels qu'ils sont, les médias préfèrent mettre sur le même plan les victimes du terrorisme et les terroristes eux-mêmes. Par exemple, on montre souvent sur la même page, les victimes israéliennes du terrorisme et les Israéliens qui capturent les terroristes : donnant ainsi l'impression que le Palestinien menotté et caché par le soldat qui l'arrête, est aussi victime que la femme victime, que l'on aide à quitter la scène de l'attentat, et qui est en état de choc.

Un des exemples les plus emblématiques de cet état de choses a été donné le 27 mai 2002, après un attentat-suicide à Petah-Tikva, quand CNN interviewa la mère de Jihad Titi, le terroriste. Chen et Lior Keinan, les parents de la petite fille âgée de 15 mois, tuée lors de l'attentat, furent également interviewés. Mais CNN International ne

diffusa pas leur interview, ni en Israël ni dans aucun autre pays du monde, CNN préféra attendre plusieurs heures au cours desquelles on diffusa plusieurs fois l'interview de la mère de Titi, avant, finalement, de diffuser celui des parents de la fillette.

Cela était sans doute encore trop pour CNN qui annonça sa décision de changer de politique et de ne plus « rapporter le moindre déclaration faite par des terroristes ou leurs familles, sauf s'il y avait une sérieuse raison de le faire. »²⁰

MYTHE

« L'Autorité Palestinienne n'impose aucune restriction aux journalistes étrangers. »

RÉALITÉ

Ce n'est qu'après les attentats du 11 Septembre, perpétrés contre les Etats-Unis, que l'Autorité Palestinienne donna la pleine mesure de l'idée précise qu'elle se fait de la liberté de la presse. Un caméraman de l'Associated Press, qui avait filmé des Palestiniens célébrant les attaques terroristes lors d'un rassemblement à Naplouse, fut ensuite convoqué par les services de sécurité de l'Autorité Palestinienne où on lui interdit de diffuser les images qu'il avait filmées. Les Tanzim de Yasser Arafat lui adressèrent aussi des menaces de mort s'il diffusait son reportage. Un photographe de la même agence, présent lors de ce rassemblement, et à qui on avait interdit de prendre des photos, s'inclina et obéit.

Plusieurs responsables de l'Autorité Palestinienne exigèrent que l'équipe de l'Associated Press de Jérusalem, ne diffuse pas ce reportage vidéo. Ahmed Abdel Rahman, le secrétaire de Cabinet d'Arafat déclara que l'Autorité Palestinienne « ne pourrait pas garantir la vie » du caméraman si son film était diffusé.²¹ Le caméraman demanda alors que son reportage ne soit pas diffusé et l'agence de presse céda au chantage et refusa la diffusion.

Plus d'une semaine plus tard, l'Autorité Palestinienne rendit à l'agence une cassette qu'elle lui avait confisquée et qui montrait un rassemblement dans la Bande de Gaza, au cours duquel les manifestants portaient des pancartes favorables à Oussama ben-Laden. Des six minutes qui avaient été tournées, les Palestiniens avaient effacés deux passages qu'ils qualifiaient de "cruciaux", selon les termes mêmes d'un responsable de l'Autorité.²²

La radio israélienne rapporta que le 14 septembre 2001, l'Autorité Palestinienne avait saisi un reportage filmé le jour même par les cameramans de plusieurs agences de la presse internationale et arabe, couvrant les célébrations organisées par le Hamas sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza, pour fêter les attaques contre l'Amérique. Les participants brandissaient des photos du terroriste Oussama ben-Laden.²³ Ces mêmes chaînes qui avaient diffusé sans problème, le matériel vidéo et les photos fournies par l'Autorité Palestinienne (Arafat donnant son sang, les étudiants palestiniens observant une minute de silence, des affiches soutenant l'Amérique), oublièrent de diffuser aussi l'information que l'Autorité Palestinienne utilise la terreur et l'intimidation pour empêcher la diffusion des images qui ne lui sont pas favorables.

En octobre 2001, après que les Etats-Unis aient attaqué l'Afghanistan, le rassemblement des Palestiniens qui eut lieu dans la Bande de Gaza pour exprimer leur soutien à ben-Laden, fut durement réprimé par la police palestinienne. L'Autorité Palestinienne prit des mesures pour empêcher toute couverture de presse de ces rassemblements et sur les émeutes qui s'en sont suivies. L'agence de presse basée à

Paris, Reporters Sans Frontières, a émis une protestation vigoureuse auprès de l'Autorité par l'intermédiaire de Robert Ménard, le secrétaire général de l'agence de presse, disant : « Nous craignons que l'Autorité Palestinienne ne profite du fait que l'attention du monde entier soit tournée vers la riposte des Etats-Unis, pour restreindre de plus en plus la liberté d'information. » et protesta également contre les interdictions de diffuser les images des appels à la grève générale ; des activités nationalistes ; des manifestations ou de toute autre information, sans l'autorisation expresse de l'Autorité Palestinienne. Le but de cette stratégie pour museler la presse étant, comme l'a déclaré un fonctionnaire palestinien anonyme : « Nous ne voulons pas que quoi que ce soit puisse venir ternir notre image. »²⁴

En août 2002, le syndicat de l'Union des journalistes palestiniens, avait interdit à tous les journalistes de photographier les enfants palestiniens armés ou participant à des activités d'organisations terroristes, afin d'éviter que ces photos ne cassent l'image des Palestiniens. Cette interdiction prit place après que de nombreuses photos d'enfants en armes et habillés en terroristes, aient été publiées. Peu de temps avant que le syndicat n'intervienne, six enfants avaient été photographiés, armés de fusils M-16 et de Kalashnikov, participant à une manifestation pro-irakienne dans la Bande de Gaza. Une autre organisation syndicaliste, le Syndicat des Journalistes Palestiniens, pris la même mesure drastique, en ajoutant l'interdit de photographier les hommes encagoulés. L'Association de la Presse étrangère exprima sa "profonde inquiétude" à l'égard de ces tentatives de censure de la liberté de presse, et à l'égard des menaces de sanctions proférées contre les journalistes qui ignoreraient ces interdictions.²⁵

En juillet 2004, alors que, à Gaza, l'instabilité allait croissante et que les protestations contre la corruption de l'Autorité Palestinienne étaient de plus en plus nombreuses, les journalistes qui couvraient la crise recevaient des menaces de mort. On leur a demandé aussi, par exemple, de se tenir à l'écart d'une manifestation se déroulant à Gaza, contre la nomination du cousin d'Arafat, par Arafat lui-même, comme commandant des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne. Un reporter travaillant pour une organisation de presse internationale révéla qu'on avait prévenu les journalistes que tous ceux qui avaient été voir la manifestation, subirait le même sort qu'un législateur palestinien, abattu juste après qu'il ait souhaité une réforme de l'Autorité, lors d'une interview télévisée. A cause de ces pressions, les médias palestiniens rendirent à peine, ou pas du tout, compte de la manifestation.²⁶ En juillet 2005, à Gaza, le Syndicat des Journalistes Palestiniens appela les journalistes à célébrer "le retrait" d'Israël de Gaza et à ne surtout pas faire écho aux conflits internes, entre clans rivaux palestiniens.²⁷

Mais les journalistes des pays arabes sont, eux aussi, sujets à la censure. En janvier 2003 par exemple, le Service Général de Renseignements de l'Autorité, arrêta le correspondant de la chaîne Al-Jazeera. Le journaliste était accusé de porter aux intérêts du peuple palestinien pour avoir rapporté que c'était le Fatah qui avait revendiqué la responsabilité du double attentat-suicide à Tel-Aviv. En janvier 2004, il fut exigé des journalistes travaillant pour une chaîne arabe par satellite, de ne faire référence à tous les Palestiniens tués par les Forces de Défense Israélienne, en n'utilisant uniquement le terme de *shahids* (des martyrs).

Des agressions physiques contre les journalistes ayant offensé les représentants de l'Autorité Palestinienne, ont été rapportées à des nombreuses reprises. Le reporter d'une chaîne saoudienne d'informations a été blessé par balle alors qu'il traversait la Bande de Gaza dans sa voiture. Ensuite, on le sortit de force de sa voiture, il fut frappé parce que sa chaîne s'était permis de critiquer les lieutenants de Yasser Arafat

et Arafat lui-même. Une semaine plus tard, 100 journalistes palestiniens se rendirent au quartier-général d'Arafat à Ramallah, pour lui faire vœu d'allégeance.²⁸

MYTHE

« Les médias contrôlent avec soin les déclarations palestiniennes avant de les publier. »

RÉALITÉ

Les Palestiniens savent qu'ils peuvent, désormais, faire circuler à peu près n'importe quelle information auprès des médias et que l'information sera forcément diffusée dans la presse écrite ou sur une chaîne de télévision. Une fois qu'elle sera diffusée par l'un ou l'autre des médias, inévitablement : tous les autres suivront. Et, très vite, la désinformation prend l'apparence d'un fait réel et Israël peut toujours essayer de montrer les preuves de l'inexactitude des faits qui sont rapportés, il est trop tard : le mal est fait. Une fois que l'image ou l'impression est inscrite dans l'esprit de quelqu'un, il est presque toujours difficile, voire impossible, de l'en effacer.

Ce fut le cas lorsqu'un garçon palestinien fut battu à mort dans un village situé près d'une implantation juive. Les médias reprurent in extenso la version des Palestiniens, prétendant que le garçon avait été attaqué par les habitants de l'implantation alors qu'en réalité, il fut révélé plus tard qu'il avait été tué lors d'une querelle entre des clans palestiniens rivaux.²⁹ A une autre occasion, une fillette palestinienne de 10 ans fut soi-disant, tuée par les tirs venant d'un tank des Forces de Défense Israéliennes. Quelque temps plus tard, on apprit qu'elle était morte à cause des coups de feu tirés en l'air par les Palestiniens pour célébrer le retour du pèlerinage à La Mecque de croyants musulmans.³⁰

On dit qu'il y a trois types de mensonges : les mensonges, les mensonges sans importance, et les statistiques. L'illustration en est donnée par la propagande palestinienne qui fait circuler de fausses statistiques pour qu'Israël apparaisse comme un état monstrueux. Ainsi, quand il s'agit d'incidents mortels ou de destructions, les palestiniens gonflent toujours les chiffres : les médias les ingurgitent, les intègrent puis ensuite, ils répètent ces données totalement fabriquées jusqu'à ce que, au final, ces fausses données se transforment en vérités absolues dans l'esprit des gens. Cela s'est passé pendant la Guerre du Liban quand le frère de Yasser Arafat prétendit que les opérations israéliennes avaient fait 600 000 Libanais sans abri. Il avait augmenté le chiffre mais ce chiffre fut repris par le Comité International de la Croix Rouge et publié in extenso, dans la presse. Jusqu'au moment où la Croix Rouge le réfuta enfin, mais il était trop tard pour changer l'impression qu'un énorme problème de réfugiés venait d'être créé par les opérations militaires menées par Israël, pour se défendre des attaques des terroristes sur la frontière nord du pays.³¹

Cette situation s'est reproduite en avril 2002, après l'opération d'Israël à Djénine, quand le porte-parole palestinien, Saeb Erekat, déclara à CNN qu'au moins 500 personnes avaient été massacrées et que 1 600 personnes dont des femmes et des enfants, étaient portées disparues. Tout cela était faux, fabriqué de toutes pièces, ce que d'ailleurs le comité palestinien reconnut plus tard.³²

Ce qui est encore plus scandaleux que la répétition des mensonges d'Erekat, c'est que malgré ses mensonges, les médias continuent de le traiter comme porte-parole légitime, lui donnant ainsi toutes les possibilités de diffuser ses contre-vérités et de continuer la désinformation. Si n'importe lequel des représentants officiels américains avait été pris sur le fait d'avoir menti aux médias, il aurait aussitôt perdu toute crédibilité et aurait perdu toute possibilité de se voir offrir un forum pour continuer

d'exprimer ses idées.

Notes

1. *Jerusalem Report*, (7 Mai 1991).
2. *New York Jewish Week*, (31 Août 2001).
3. "Where the reporting stops," *Jerusalem Post*, (18 Janvier 2005).
4. *Jerusalem Report*, (7 Mai 1991).
5. *Al Hayat- Al- Jadidah*, (16 Octobre 2001).
6. *Al Hayat- Al- Jadidah* (2 Novembre 2001).
7. Rapport réalisé par Jean Pierre Martin le 5 Octobre 2000, un jour après que l'équipe de la télévision belge RTL-TV1, ait filmé dans la zone de Ramallah.
8. *Near East Report*, (5 Août 1991).
9. *Jerusalem Report*, (22 Avril 2002).
10. *Jerusalem Report*, (22 Avril 2002).
11. *Washington Post*, (10 Mai 2001).
12. CNN, (10 Octobre 2000).
13. *Washington Post*, (7 Septembre 2001).
14. *New York Times*, (30 Septembre 2000).
15. Tom Fiedler, "Handle with care: words like 'conflict,' 'terrorist,'" *Miami Herald*, (4 Janvier 2004).
16. *Washington Post*, (13 Septembre 2001).
17. Fiedler, (4 Janvier 2004).
18. *WorldnetDaily*, (24 Novembre 2003).
19. Cité par Daniel Okrent, "The War of the Words: A Dispatch From the Front Lines," *New York Times*, (6 Mars 2005).
20. *Forward*, (28 Juin 2002).
21. Associated Press, (12 Septembre 2001).
22. Jewish Telegraphic Agency, (20 Septembre 2001).
23. Associated Press and *Jerusalem Post*, (13 Septembre 2001); International Media Review Analysis, <http://www.imra.org.il>, (13–14 Septembre 2001); Jewish Telegraphic Agency, (20 Septembre 2001).
24. *Jerusalem Post*, (10 Octobre 2001).
25. *Jerusalem Post*, (26 Août 2002).
26. *Jerusalem Post*, (24 Juillet 2004).
27. Khaled Abu Toameh, "PA to journalists: All slain Palestinians are martyrs," *Jerusalem Post*, (12 Janvier 2004) et "PA journalists urged to celebrate Gaza 'retreat,'" *Jerusalem Post*, (27 Juillet 2004)
28. *Jerusalem Post*, (12 & 14 Janvier 2004).
29. Arnon Regular, "Palestinian boy likely stabbed to death in West Bank clan feud," *Haaretz*, (21 Juillet 2005).
30. Margot Dudkevitch, "PA arrests suspect in girl's murder," *Jerusalem Post*, (1^{er} Février 2005).
31. *Washington Post*, (25 Juin 1982).
32. *New York Post*, (3 Mai 2002).

23. Opinions du Monde Arabo-Musulman sur Israël

Il arrive souvent que le désir d'aboutir à des relations pacifiques entre les Juifs et les Arabes soit si fort, qu'il conduise à négliger les commentaires exprimés par les officiels arabes et par les médias qui sont, souvent incendiaires et parfois, d'un antisémitisme débridé. Généralement, lorsque les discours s'adressent à des auditoires occidentaux, le ton employé est plus modéré mais, lorsqu'il s'agit de s'adresser en arabe, à des compatriotes, le ton des discours prononcés et leur contenu, deviennent plus vigoureux et plus directs. Ce qui suit n'est qu'un petit échantillon des opinions exprimées au sujet d'Israël et des Juifs. Elles reflètent bien le niveau d'hostilité et les pensées profondes de nombreux Arabes et musulmans. Bien-sûr, les Arabes et les musulmans ne souscrivent *pas tous* à ces opinions, mais ces exemples ne pas uniques, ce sont des certitudes ressenties par d'importants représentants officiels et diffusées par les principaux médias arabes. Ces citations doivent figurer ici car, l'une des leçons que nous avons appris de *l'Holocauste*, c'est que les gens de bonne volonté ont toujours du mal à croire que les gens de mauvais volonté qui menacent de faire le mal, finalement, passent à l'acte : et font le mal.

ANTISÉMITISME

« Depuis toujours, depuis les premiers temps de l'histoire, depuis qu'Allah a créé les Juifs, on sait que leurs vies ne sont que duperies, calculs, ruses et conspirations. »

**-Imoud Falouji Conseiller du Ministre des Communications,
à la télévision palestinienne, 8 août 2002**

« Nous savons que les Juifs ont manipulé les événements du 11 Septembre pour retourner l'opinion américaine contre les Arabes et les musulmans... Nous continuons de nous demander : Qui a profité des attaques du 11 Septembre ? Je pense qu'ils (les Juifs) ont été les auteurs de ces attaques. »

**-Prince Nayef Ministre de l'Intérieur saoudien, au Assyasah (Koweït)
traduction du magazine saoudien 'Ain-Al-Yaqin, 29 novembre 2002**

« Ils ont réussi à avoir le contrôle de la majorité des pays les plus puissants (du monde) et ils – une si petite communauté – ont acquis un pouvoir mondial. Mais 1,3 milliards de musulmans ne seront pas vaincus par quelques millions de Juifs. Il doit bien y avoir un moyen... Les Européens ont tués six millions de Juifs sur les 12 millions qui existaient, mais aujourd'hui, les Juifs ont le contrôle du monde, grâce à leurs intermédiaires. Ce sont eux qui font mourir les autres à leur place, en les menant à la guerre... Si nous sommes faibles, personne ne nous soutiendra. Les Israéliens ne respectent que la force et c'est pourquoi nous devons nous unir. »

**-Mahatir Mohammad Premier Ministre de Malaisie,
lors de l'ouverture du sommet de l'Organisation des états islamiques,**

16 octobre 2003

« Ô Dieu, donne la force à l'Islam et aux musulmans, humilie les infidèles et l'infidélité. Ô Dieu, détruit nos ennemis, les Juifs et les croisés, ennemis de l'Islam. »

-Shaykh Jamal Shakir

**Sermon à la mosquée du roi Abdallah d'Amman
Chaîne 1 de la télévision en langue arabe Amman Jordanie,
5 Mars 2004**

« Le prophète a dit : les Juifs se cacheront derrière les rochers et les arbres, et les rochers et les arbres diront : Oh serviteur d'Allah, Oh musulman, il y a un Juif derrière moi, viens et tue-le ! Pourquoi tant de haine ? Parce que personne sur la surface de la terre n'aime les Juifs : aucun être humain, aucun rocher, aucun arbre ; tout ce qui existe hait les Juifs. Ils détruisent tout, ils détruisent les arbres, ils détruisent les maisons. Chacun veut se venger des Juifs, sur ces porcs qui sont sur la surface de la terre, et le jour de notre victoire, si Allah le veut, viendra bientôt. »

-Shaykh Ibrahim Mudayris

**Télévision de l'Autorité Palestinienne
10 septembre 2004**

« Les sionistes essaient de transmettre des maladies dangereuses comme le SIDA, dans tous les pays arabes. »

**-Al Manar (Télévision du Hezbollah)
3 novembre 2004**

« Les Juifs sont un cancer qui se développe dans le monde... Les Juifs sont comme le virus du SIDA qui frappe l'humanité... Les Juifs sont responsables de toutes les guerres et de tous les conflits... »

**-Sermon du Sheik Ibrahim Mudeiris
Télévision de l'Autorité Palestinienne
13 mai 2005**

DIFFAMATION

« Le Talmud déclare que si un Juif ne boit pas chaque année, le sang d'un non-Juif, il sera damné pour l'éternité. »

**-Marouf al-Dawalibi, délégué de l'Arabie Saoudite à la conférence
de la Commission des Droits de l'Homme sur la tolérance religieuse
5 décembre 1984**

« Pendant ces fêtes [de Pourim], le Juif doit préparer des pâtisseries très spéciales, dont le

contenu n'est pas seulement coûteux et rare : il est impossible de le trouver sur les marchés locaux ni internationaux... Pendant ces fêtes, les Juifs doivent se procurer du sang humain, de sorte que leurs prêtres puissent préparer les pâtisseries de la fête... Avant d'entrer plus avant dans les détails, je voudrais préciser que cette utilisation du sang par les Juifs, est un fait connu et avéré, historiquement et légalement, tout au long de l'histoire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils ont été persécutés et contraints à l'exil, en Europe et en Asie, à toutes les époques...Pendant cette fête, les Juifs portent des masques et des costumes, et se permettent l'alcool, la prostitution et l'adultère... »

**-Dr Umayma Ahmad Al-Jalahma de l'Université King Faiçal
dans le quotidien saoudien gouvernemental *Al-Riyadh*, 10 mars 2002**

« L'Europe chrétienne s'est soulevée contre les Juifs quand il s'est avéré que leurs rabbins attireraient habilement toute personne passant seule, dans la rue, [l'attirant] dans leurs lieux de cultes. Ensuite, ils prenaient son sang pour l'utiliser dans la préparation d'aliments, pour leurs fêtes religieuses : cela fait partie de leur rituel. »

**-Dr Mohammed ben S'ad Al-Shwey'ir
éditorialiste de *Al-Jazeera*(Arabie Saoudite), 2 septembre 2002**

RECHERCHE DE LA PAIX

« Tant que la question de la Palestine ne sera pas réglée, il nous sera difficile de protéger et de sauvegarder les Juifs dans le monde arabe. »

**-Faris el-Kouri délégué syrien
New York Times, 19 février 1947**

« Le monde arabe n'est pas d'humeur à faire des compromis. Que votre plan soit rationnel et logique, c'est possible, M. Horowitz, mais le destin des nations ne se décide pas avec de la logique rationnelle. Les nations ne concèdent rien : elles combattent. Vous n'obtiendrez rien par des moyens pacifiques ou par le compromis. Et si, peut-être, vous réussirez à obtenir quelque chose, ce ne sera que par la force et par les armes. Nous allons essayer de vous vaincre. Je ne suis pas sûr que nous y réussirons, mais nous essaierons. Nous avons pu chasser les Croisés mais, d'un autre côté, nous avons perdu l'Espagne et la Perse. Il se peut que nous perdions aussi la Palestine. Mais il est trop tard pour parler de solutions pacifiques. »

**-Azzam Pasha secrétaire de la Ligue Arabe
16 septembre 1947**

« [Tous] nos efforts pour trouver une solution pacifique au problème de la Palestine, ont échoués. La seule voie qui nous reste, c'est la guerre. Et c'est moi qui aurai le plaisir et l'honneur de sauver la Palestine. »

**-Roi Abdallah de Transjordanie
26 avril 1948**

« Hier, le représentant de l'Agence Juive nous a dit qu'ils n'étaient pas les agresseurs et que les Arabes avaient commencé le combat. Nous ne le nions pas. Nous avons prévenu le monde entier que nous allions faire la guerre. »

**-Djamal Husseini devant le Conseil Sécurité
16 avril 1948**

« Les Arabes ont l'intention de mener une guerre d'extermination et de commettre des massacres dont on parlera comme on évoque ceux des Mongols ou les Croisades. »

**-Azzam Pasha Secrétaire-Général de la Ligue Arabe
15 mai 1948**

« Je ne combats pas uniquement contre Israël. Mon devoir est de délivrer tout le monde arabe de la destruction, orchestrée par les intrigues d'Israël, et qui ont leurs racines à l'étranger. Notre haine est puissante. Il serait absurde de parler de paix avec Israël. Il n'y a pas le moindre espace pour la moindre négociation. »

**-Nasser Président égyptien
14 octobre 1956**

« Nos forces sont totalement prêtes non seulement pour repousser l'agression, mais pour enclencher une action de libération et à faire exploser la présence sioniste dans la patrie arabe. L'armée syrienne, le doigt sur la gâchette, est unie... et moi, en tant que militaire, je crois que le moment est venu d'entrer dans la bataille de l'annihilation totale. »

**-Hafez el-Assad Ministre syrien de la Défense
20 mai 1967**

« Au stade où nous en sommes, la politique arabe n'a que deux objectifs. Le premier, c'est l'élimination des traces de l'agression de 1967, grâce au retrait israélien de tous les territoires qu'il a occupé cette année-là. Le deuxième objectif, c'est l'élimination des traces de l'agression de 1948, grâce à l'élimination de l'état d'Israël lui-même. Aujourd'hui, cependant, cela est encore un objectif abstrait et indéterminé, et certains d'entre nous se sont égarés, en commençant par la deuxième étape au lieu de la première. »

**-Mohammed Heikal confident de Sadate et
éditeur du journal semi-officiel Al-Ahram
25 février 1971**

« Les armées arabes sont entrées en Palestine pour protéger les Palestiniens de la tyrannie sioniste mais, au lieu de les protéger, elles les ont abandonnés, en les forçant à émigrer et à quitter leur patrie, et les ont jetés dans des prisons semblables aux ghettos où les Juifs étaient habitués à vivre. »

**-Mahmoud Abbas (Abu Mazen) porte-parole de l'OLP
Falastina a-Thaura, mars 1976**

« Saddam, notre héros, attaque Israël avec des armes chimiques. »

**-Palestiniens manifestant pour soutenir Saddam
Husseini et l'invasion du Koweït**

Associated Press, 12 août 1990

« Nous n'arrêterons pas les fils de notre peuple juste pour apaiser Israël. Que notre peuple demeure assuré que cela ne se produira pas. »

**-Jibril Rajoub chef de l'Autorité Palestinienne de la Rive Occidentale
Association Islamique pour la Palestine, 9 juin 2001**

« ... Avec la volonté d'Allah, cet état illégitime... Israël, sera détruit ; cet état illégitime, les Etats-Unis, seront détruits ; cet état illégitime, la Grande-Bretagne, sera détruit... Béni soit celui qui a soutenu le Djihad, au nom d'Allah... Béni soit celui qui s'est mis une ceinture d'explosifs sur le corps ou sur le corps de son fils et s'est immolé au milieu des Juifs... »

**-Sermon du Sheik Ibrahim Madhi
quelques jours après la déclaration du cessez-le-feu par Yasser Arafat
Télévision officielle de l'Autorité Palestinienne, 8 juin 2001**

« Avons-nous jeté de la boue au visage de Bill Clinton, lui qui ose proposer un état avec certains arrangements ? Avons-nous été assez honnêtes à propos de ce que nous avons fait ? Avons-nous eu raison de faire ce que nous avons fait ? Non, nous n'avons pas raison. Après deux ans de violence, nous demandons, aujourd'hui, ce que nous rejetons. »

**-Nabil Amr ex-ministre du cabinet de l'Autorité Palestinienne
cité dans le Jerusalem Post, 21 octobre 2002**

« Tout comme Ramallah, Gaza, Naplouse et Djénine sont des villes palestiniennes, Haïfa, Nazareth, Jaffa, Ramle, Lod, Beersheva, Safed et d'autres sont aussi, des villes palestiniennes... Les Juifs sionistes sont des étrangers dans ce pays. Ils n'ont aucun droit à vivre ici ni à s'installer ici. Ils devraient aller ailleurs dans le monde, pour y installer leur état et y forger leur fausse identité... Ils doivent quitter leurs maisons... Nous ne croyons pas à cette soi-disant "paix avec Israël" parce que l'on ne peut pas faire la paix avec Satan. Israël est le plus grand Satan. »

**-Père 'Atallah Hanna, curé chrétien palestinien
sermon fait à l'église grecque orthodoxe de Jérusalem
19 janvier 2003**

« Le Hamas continuera à garder les armes à la main et défendra chaque pouce de sa terre... Notre problème national n'est pas lié à la Rive Occidentale, à Gaza ou à al-Quds... mais à la Palestine, toute la Palestine. »

**-Sheikh Abd Al-Rahman Al-Sudayyis
imam de la plus sainte mosquée d'Islam, Al-Haram, La Mecque
Sermon sur la chaîne 1 saoudienne, 15 juillet 2005**

« Guerriers d'Al-Qassam, pluie de roquettes sur les colons ! Ne laissez pas un seul Juif dormir !

Les Brigades d'Al-Aqsa vont vous faire trembler à Haïfa et à Tel-Aviv, elles vont vous frapper à Safed et à Acre.

*Parce que nous ne faisons aucune différence entre la Palestine [juive] et la Palestine [arabe].
Parce que [comme] Jaffa est pareille à Gaza, Tel-al-Zuhour [Tel-Aviv] est pareil à Rafah et la
Galilée est pareille à Hébron.*

Nous ne faisons pas de distinction entre les différentes parties de mère patrie. »

**-Chanson diffusée sur Sawt Al-Aksa, station de radio du Hamas
16 août 2005**

*« Nous continuerons nos opérations-martyrs à l'intérieur d'Israël jusqu'à ce que nos terres
soient libérées, avec l'aide de Dieu... Nous ne déposerons pas les armes, tant que Jérusalem
et que la Rive Occidentale seront sous occupation. »*

**-Muhamemd Hijazi commandant des milices
affiliées au Fatah de la Bande de Gaza
Jerusalem Post, 12 septembre 2005**

*« Nous n'aurons pas de repos et nous n'abandonnerons pas le chemin du Djihad et du martyr,
aussi longtemps qu'un centimètre carré de notre terre sera aux mains des Juifs. »*

**-Raed Saed haut dirigeant du Hamas
Ynet News, 19 septembre 2005**

*« D'abord et avant tout, cette terre palestinienne, et toute la nation arabe, n'est qu'une partie
d'un seul et même tout. Dans le passé, il n'y avait pas d'état palestinien indépendant ; il n'y
avait pas d'état jordanien indépendant ; et ainsi de suite. Il y avait des régions nommées Irak
ou Egypte, mais ne formant qu'un seul pays... Notre but principal est de créer un grand état
islamique, qu'il soit pan-arabique ou pan-islamique. »*

**-Mahmoud al-Zahar dirigeant du Hamas
La Media Line, 22 septembre 2005**

PLANS DE DESTRUCTION D'ISRAËL

*« Si nous sommes d'accord pour déclarer que notre état est, aujourd'hui, sur 22% de la
Palestine, c'est-à-dire la Rive Occidentale et Gaza, notre but ultime est la libération de toute la
Palestine historique, du fleuve jusqu'à la mer... Nous distinguons les objectifs stratégiques à
long terme, des objectifs de la phase politique que nous devons accepter temporairement, à
cause de la pression internationale. »*

**-Fayçal al-Husseini
Al-Arabi, 24 juin 2005**

*« Israël est un pays bien plus petit que l'Iran et il est donc bien plus vulnérable à une attaque
nucléaire. »*

**-Ali Rafsanjani ancien Président iranien
cité dans le Jerusalem Report, 4 mars 2002**

« Il y a 800 ans, nous avons vaincus les Croisés, et aujourd'hui, nous vaincrons les ennemis de l'Islam. »

**-Salman Abu Ahmed Député Maire de Nazareth
cité dans le Jerusalem Report, 4 février 2005**

« ... Nous retournerons aux frontières d'avant 1967, mais cela ne veut pas dire que nous renoncerons à Jérusalem et Haïfa, à Jaffa, Lod, Ramle, Natanya [Al-Zuhour] et Tel-Aviv [Tel Al-Rabia]. Jamais. Si Dieu veut, nous retournerons dans chacun des villages dont nous avons été expulsés... Notre accord pour accepter le retour aux frontières de 1967 ne veut pas dire que nous renonçons à nos autres droits. Non !... cette génération n'atteindra peut-être pas ce but mais les autres générations l'atteindront, et la terre de Palestine... réclamera que les Palestiniens reviennent comme Mohammed est revenu ici : en conquérant. »

**-Sheik Ibrahim Mudyris
Sermon du vendredi 4 février 2005**

« Le Hamas n'est "absolument pas" prêt pour la coexistence avec Israël, même si les Forces de Défense Israéliennes se retirent sur les frontières de 1967. "C'est peut-être une solution temporaire," pendant 5 à 10 années. Mais finalement, la Palestine doit redevenir musulmane et, dans le long terme, Israël doit disparaître de la surface de la terre. »

**-Mahmoud al-Zahar dirigeant du Hamas
Yediot Aharanot, 24 juin 2005**

SANCTIONNER LA VIOLENCE

« La règle de tuer les Américains et leurs alliés – civils et militaires – doit être un devoir individuel pour chaque musulman qui peut l'accomplir dans n'importe lequel des pays où il se trouve et dans lequel il est possible de le faire, dans le but de libérer la mosquée d'Al-Aqsa et la sainte mosquée [La Mecque] de leur emprise et de façon à chasser leurs armées, vaincues et incapables de menacer les musulmans. »

-Fatwa (décret religieux) émise par Oussama ben-Laden en 1998

« Le peuple palestinien est en état d'urgence contre l'échec du sommet de Camp David. Si la situation devait exploser, le peuple palestinien vivant dans les zones contrôlées par L'Autorité Palestinienne, est prêt à livrer la prochaine bataille féroce contre l'occupation israélienne... La prochaine Intifada sera plus violente que la première, surtout parce qu'à présent, le peuple palestinien possède des armes, pour se défendre lors des confrontations à venir, contre l'armée israélienne... L'expérience libanaise qui a su repousser l'occupation israélienne du Sud Liban, a donné au peuple palestinien la force morale nécessaire et a augmenté sa volonté de la lutte armée. »

**-Une "haute personnalité" de l'Autorité Palestinienne
Kul Al-Arab, 14 juillet 2000**

« Nous apprenons aux enfants que les attentats-suicides effraient les Israéliens et que nous avons le droit de les perpétrer... Nous leur apprenons que lorsqu'un terroriste s'est fait exploser, il atteint au niveau le plus élevé du Paradis. »

**-Conseiller palestinien des "Camps du Paradis" interviewé par la BBC
cité dans le *Jerusalem Post*, 20 juillet 2001**

« Même s'ils vont à Sheba'a, nous n'arrêterons pas de les combattre. Notre but est de libérer les frontières de la Palestine de 1948... [Les Juifs] peuvent retourner en Allemagne ou là d'où ils viennent. »

**-Hassan Ezzedin porte-parole du Hezbollah
New Yorker, 14 octobre 2002**

« Si ils [les Juifs] viennent tous en Israël, cela nous évitera d'aller les chercher partout, dans le monde. »

**-Sheikh Sayyed Hassan Nasrallah dirigeant du Hezbollah
Lebanon Daily Star, 23 octobre 2002**

« Le djihad et les attentats-suicides vont continuer – et l'entité sioniste verra sa fin arriver pas plus tard que dans les premières vingt-cinq années de ce siècle. Vous devez donc, vous [Saints combattants musulmans] être patients – le Hamas prend en charge la libération de toute la terre palestinienne, de la mer jusqu'au fleuve, de Rafah [dans le sud] jusqu'à Rosh Hanikra [dans le nord]. »

**-Sheikh Ahmed Yassin leader spirituel du Hamas
Al-Ayyam, 28 décembre 2002**

« Il n'y a pas de doute que la nouvelle vague [d'attaques] en Palestine effacera ce stigma [Israël] de la face du monde islamique... Tous ceux qui reconnaîtront et soutiendront Israël, vont brûler dans les flammes de la colère des nations islamiques [et que] tout [leader islamique] doit savoir que, reconnaître le régime sioniste, c'est reconnaître aussi, dans le même temps, la reddition et la défaite du monde islamique... Comme l'Imam [l'Ayatollah Ruhallah Khomeini] nous l'a dit, Israël doit être effacé de la carte. »

**-Discours de Mahmoud Ahmadinejad
Associated Press, 26 octobre 2005**

Sources:

Foreign Broadcast Information Service

Haaretz

Ministère israélien des Affaires étrangères

Jerusalem Post

MEMRI

Near East Report

Palestinian Media Watch

Intelligence and Terrorism Intelligence Center at the Center for Special Studies

Différentes autres sources

ANNEXES

L'Équilibre des Armes au Moyen-Orient

Pays	Troupes Régulières	Troupes de Réserve	Total	Tanks	Forces Aériennes*
Israël	186 500	445 000	631 500	3 930	798
Egypte	450 000	254 000	704 000	~3 000	518
Jordanie	100 700	60 000	160 700	970	106
Liban	61 400		61 400	350	
Autorité Palestinienne	~45 000		~45 000		
Iran	518 000	350 000	868 000	~1 700	335
Syrie	289 000	132 500	421 500	3 700	510
Arabie Saoudite	171 500	20 000	191 500	750	~345

Note : On a retiré l'Irak de ce tableau. Il y a environ 130 000 hommes constituant les forces de sécurité (dont la plus grande partie est constituée par les différentes composantes de la sécurité intérieure). Par "anticipation", on estime que ces forces se chiffreront à quelques 186 335 dont 35 000 constitueront l'armée nationale d'Irak. Actuellement, il ne possède pas de tanks ou de force aérienne en service (bien qu'il soit question de doter les nouvelles forces de sécurité, d'un petit nombre de tanks opérationnels de l'ancien arsenal de Saddam, se trouvant aujourd'hui, sous contrôle américain).

* Il s'agit du nombre total des avions de combat.

Sources : Shai Feldman et Yiftah Shapir, Eds. *The Middle East Military Balance*, (Cambridge: MIT Press, 2004); Anthony Cordesman, "Syrian Military Forces and Capabilities," Center for Strategic and International Studies, (5 avril 2003); AIPAC.

La Feuille de Route du Moyen-Orient

(30 avril 2003)

Feuille de Route visant l'efficacité en basant la résolution permanente du conflit Israélo-Palestinien sur la solution des Deux-Etats.

Ce qui suit, c'est une Feuille de route qui vise l'efficacité et fixe des objectifs, avec des phases précises, des échéances, des dates butoires, et des repères permettant de progresser grâce à des avancées mutuelles, de la part des deux parties, dans les

domaines politique, sécuritaire, économique, humanitaire et pour la création des institutions, sous les auspices du Quartet international (Etats-Unis, Union Européenne, Nations Unies et Russie). L'objectif étant d'aboutir d'ici 2005, au règlement définitif et équitable du conflit israélo-palestinien, comme le Président Bush l'avait d'ailleurs déclaré dans son discours du 24 juin, discours accueilli favorablement par l'UE, la Russie et l'ONU par les déclarations ministérielles Quadripartite du 16 juillet et du 17 septembre.

Le règlement du conflit israélo-palestinien par la solution binationale, ne pourra s'accomplir que si la violence et le terrorisme prennent fin : quand les Palestiniens auront des dirigeants agissant d'une manière efficace et décisive contre la terreur, et qui devront être capables de construire une démocratie basée sur la tolérance et la liberté ; quand les Israéliens seront prêts à faire le nécessaire pour qu'un état palestinien soit créé ; et quand les deux parties auront clairement accepté, sans ambiguïté, les objectifs du règlement négocié, tel que décrit plus haut. Dès la Phase I, le Quartet aidera et facilitera la mise en œuvre du plan, ainsi que les discussions directes et nécessaires, entre les deux parties. Le plan établit les échéances réalistes de sa mise en œuvre. Cependant, ce plan par étapes ne peut progresser et réussir, que si les deux parties font preuve de bonne volonté et se soumettent à toutes les obligations énumérées ci-dessus. Si les deux parties accomplissent leurs obligations plus rapidement, les progrès se feront plus vite qu'indiqué dans le plan. Et le fait de ne pas accepter les obligations, ralentira le processus.

Le règlement négocié entre les parties, se concrétisera par l'émergence d'un état palestinien indépendant, démocratique et viable, vivant dans la paix et la sécurité, aux côtés d'Israël et de ses autres voisins. En résolvant le conflit israélo-palestinien, ce règlement mettrait un terme à l'occupation commencée en 1967, basée sur la Conférence de Madrid, sur le principe de l'échange de la terre pour la paix, sur les Résolutions 242, 338 et 1397 de l'ONU, sur les accords déjà pris par les deux parties et sur l'initiative du Prince saoudien de la Couronne – accepté par la Ligue Arabe lors du Sommet de Beyrouth – appelant à reconnaître Israël comme voisin avec lequel on doit vivre dans la paix et la sécurité, dans le contexte d'un règlement équitable. Cette initiative est un élément majeur dans les efforts faits par la communauté internationale afin de promouvoir une paix juste sur tous les plans, y compris sur le contentieux israélo-syrien et israélo-libanais.

Le Quartet se rencontrera régulièrement afin d'évaluer les progrès effectués quant à la mise en place du plan. A chaque étape, on attend que les objectifs fixés pour chaque phase soient atteints en même temps, par les deux parties concernées, sauf s'il en est fait mention différemment.

Phase I : Fin de la terreur et de la Violence, Normalisation de la Vie Palestinienne, et Edification des Institutions Palestiniennes - de ce jour à Mai 2003

Dès la Phase I, les Palestiniens doivent entreprendre l'arrêt immédiat et inconditionnel de la violence, en accord avec ce qui est édicté ci-dessus ; cette action doit être accompagnée de mesures de soutien prises par Israël. Les Palestiniens et les Israéliens doivent entreprendre une coopération sécuritaire basée sur ce plan et sur sa doctrine, à savoir, l'arrêt de la violence, du terrorisme et la motivation pour restructurer l'efficacité des services palestiniens de sécurité. Les Palestiniens doivent entreprendre une réforme politique efficace en vue de préparer l'avènement de leur état, en y ajoutant un projet de Constitution et la tenue d'élections libres, ouvertes et non

truquées. Sur la base de ces mesures, Israël prendra toutes les initiatives nécessaires pour normaliser les relations avec les Palestiniens. Israël se retirera des zones palestiniennes occupées depuis le 28 septembre 2000, et les deux parties concernées devront restaurer le *statu quo*, qui existait à cette époque, au rythme des progrès réalisés dans le domaine de la sécurité et de la coopération. Israël gèlera ses implantations, selon les termes du rapport Mitchell.

Au départ de la Phase I :

- Les dirigeants palestiniens doivent réitérer, sans aucune équivoque, le droit d'Israël à exister en paix et dans la sécurité ; ils doivent appeler à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel pour en finir avec les actions armées et avec tous les actes de violence contre les Israéliens, où qu'ils se trouvent. Toutes les institutions officielles palestiniennes devront faire cesser toute incitation contre Israël.
- Les dirigeants israéliens doivent déclarer, sans aucune équivoque, leur engagement pour la vision des deux états telle qu'exprimée par le Président Bush : un état indépendant, viable, sous souveraineté palestinienne et vivant aux côtés d'Israël, dans la paix et la sécurité ; ils doivent appeler à un arrêt immédiat de la violence contre les Palestiniens, partout où ils soient. Toutes les institutions officielles israéliennes devront faire cesser toute incitation contre les Palestiniens.

Sécurité

- Les Palestiniens doivent déclarer, sans aucune équivoque, la fin de la violence et du terrorisme et entreprendre des efforts tangibles et visibles sur le terrain, pour arrêter, séparer et emprisonner les individus ou les groupes, qui perpétuent ou organisent, les attaques violentes contre les Israéliens, où qu'ils se trouvent dans le monde.
- Dès que le dispositif de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) sera restauré et restructuré, il devra commencer à mener des opérations ciblées, destinées à affronter tous ceux qui sont engagés dans les activités terroristes, et démanteler tous leurs équipements et toute leur infrastructure. Cela implique de commencer par la confiscation des armes illégales et par la consolidation de l'autorité de sécurité, dégagée de toute association avec le terrorisme et avec la corruption.
- Le gouvernement d'Israël (GOI) ne doit donc entreprendre aucune action qui pourrait miner la confiance, y compris les transferts ou les attaques contre les civils ; ni de confiscation et/ou de démolition des habitations et propriétés palestiniennes, qui seraient envisagées comme mesures de rétention ou pour faciliter les constructions israéliennes ; ni de destruction des institutions et infrastructure palestiniennes ; et doit prendre les autres mesures figurant également dans le plan de base.
- En se basant sur les éléments et sur les moyens déjà existants, les représentants du Quartet commenceront alors leur accompagnement informel et la supervision du processus, ils consulteront les parties concernées afin de discuter des modalités du dispositif formel d'accompagnement, et de sa mise en œuvre.
- La mise en place par les USA (déjà antérieurement acceptée) de la reconstruction,

de la formation et du plan de coopération de sécurité, en collaboration avec un bureau extérieur de surveillance (USA – Egypte – Jordanie). Le Quartet soutiendra tous les efforts allant dans le sens d'un cessez-le-feu juste et durable.

- Toutes les organisations palestiniennes de sécurité seront consolidées et réparties en trois services sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur.
- Les forces palestiniennes de sécurité, restructurées et ré-entraînées, et les Forces de Défense Israéliennes devront, progressivement, commencer leur coopération dans le domaine de la sécurité et entreprendre la mise en place du plan de base, avec des réunions régulières au niveau des cadres supérieurs, ainsi que la participation des représentants officiels américains de la sécurité.
- Les états arabes devront couper tous les financements publics et privés et toutes les autres formes de soutien aux groupes soutenant ou pratiquant la violence et le terrorisme.
- Tous les donateurs de soutien budgétaire aux Palestiniens ne devront verser leurs fonds que par l'intermédiaire d'un compte unique du Trésor du Ministère des Finances.
- A mesure que les dispositifs de sécurité se mettent en place les Forces de Défense Israéliennes se retireront progressivement des zones occupées depuis le 28 septembre 2000, et les deux parties restaureront le *statu quo*, tel qu'il existait avant le 28 septembre 2000. Les forces de sécurité palestiniennes se redéployeront dans les zones évacuées par les Forces israéliennes.

Création des Institutions Palestiniennes

- Création immédiate d'un processus fiable, visant à l'édification du projet pour la rédaction de la Constitution de l'état palestinien. Aussi vite qu'il sera possible, le comité constitutionnel devra faire circuler ce projet de Constitution palestinienne, basée sur l'idée d'une démocratie parlementaire forte et sur un Cabinet avec un premier ministre à sa tête, autorisant le débat public. Le comité constitutionnel proposera un projet pour les élections, projet qui sera soumis à l'approbation des institutions palestiniennes compétentes.
- La nomination d'un premier ministre par intérim ou d'un Cabinet exerçant le pouvoir exécutif et occupant également la fonction de décisionnaire.
- Le GOI devra faciliter les déplacements des officiels palestiniens, dans le cadre du Conseil Législatif palestinien (PLC) et les réunions du Cabinet ; un nouvel entraînement pour les forces de sécurité, supervisé par des observateurs internationaux, une réforme électorale, et toutes les mesures supplémentaires, nécessaires à la mise en place de la réforme.
- La nomination de ministres palestiniens ayant tous pouvoirs afin d'engager cette réforme fondamentale. La réalisation des autres mesures destinées à concrétiser une réelle séparation des pouvoirs, y compris toute autre réforme palestinienne qui sera nécessaire pour atteindre ce but.

- L'établissement d'une commission palestinienne indépendante, pour les élections. Une reformulation des lois régulant les élections par le PLC.
- L'accomplissement des modifications du modèle judiciaire, administratif et économique, tel que prévu par le Groupe International de Travail sur la Réforme Palestinienne (*International Task Force on Palestinian Reform*).
- Dès qu'il leur sera possible, les Palestiniens devront organiser des élections libres, ouvertes et honnêtes, basées sur les mesures énumérées ci-dessus, dans le cadre d'un débat ouvert et dans la transparence du processus de sélection des candidats. La campagne électorale devra être basée sur le multipartisme et sans aucune censure.
- Le GOI apportera son aide au Groupe de Travail pour l'organisation des élections, l'inscription sur les listes électorales, les activités des candidats et le vote des représentants officiels. Un soutien sera apporté aux organisations non-gouvernementales (ONG) impliquées dans le processus électoral.
- Le GOI réouvrira la Chambre de Commerce ainsi que les autres institutions palestiniennes de Jérusalem-Est, sur la base expresse que ces institutions devront opérer dans la stricte observance des accords précédemment pris entre les deux parties.

Réponse Humanitaire

- Israël prendra des mesures afin d'améliorer la situation humanitaire. Israël et les Palestiniens procéderont à la mise en œuvre de toutes les préconisations faites par le rapport Bertini, afin d'améliorer les conditions humanitaires, de lever les couvre-feu, d'alléger les restrictions pesant sur la circulation des biens et des personnes, et enfin, pour permettre d'avoir le plein accès aux travailleurs internationaux de l'humanitaire, dans la sécurité et sans entraves.
- Le Comité de Liaison Ad Hoc (l'AHLC) contrôlera la situation humanitaire et les perspectives du développement économique sur la Rive Occidentale et Gaza, et lancera une campagne majeure pour lever les dons qui devront également bénéficier à la réforme.
- Le GOI et l'AP poursuivront le processus de paiement des salaires et le transfert de fonds, y compris des arriérés, en accord avec le mécanisme de surveillance accepté.

Société Civile

- Le soutien continu des donateurs, inclus les fonds en augmentation, versés via les Organisations privées de Volontaires (PVO) et les ONG, destinés aux programmes interpersonnels, au développement du secteur privé et aux initiatives de la société civile.

Implantations

- Le GOI démantèlera immédiatement les implantations des postes avancés, édifiées depuis mars 2001.
- En accord avec le Rapport Mitchell, le GOI gèlera les implantations (y compris leur croissance naturelle).

Phase II : Transition – de Juin 2003 à Décembre 2003 –

Au cours de la deuxième phase, les efforts devront se concentrer sur l'option consistant à créer un état palestinien indépendant avec des frontières provisoires et les attributs de la souveraineté, sur la base de la nouvelle Constitution, et comme étape transitoire vers l'établissement d'un règlement définitif. Comme il a déjà été remarqué plus haut, cet objectif ne sera atteint que si le peuple palestinien se dote d'une classe dirigeante agissant efficacement contre le terrorisme, désireuse et capable de construire une démocratie agissante, basée sur la tolérance et la liberté. Avec de tels dirigeants, des institutions civiles réformées et des structures de sécurité, les Palestiniens auront le soutien actif du Quartet et de toute la communauté internationale, pour les aider à établir un état indépendant et viable.

Les progrès de la Phase II dépendront du jugement consensuel émis par le Quartet, qui devra déterminer si les conditions sont effectivement remplies par les deux parties, ce qui permettra de continuer la procédure. Avec pour objectif la normalisation de la vie des Palestiniens et la création des institutions palestiniennes, la Phase II démarre après les élections palestiniennes et doit se terminer, d'ici 2003, par la création possible d'un état palestinien avec des frontières provisoires. Son objectif premier est de mettre en place un système de sécurité permanent et une coopération sécuritaire efficace ; la normalisation continue de la société palestinienne et la création de ses institutions ; l'accomplissement des objectifs soulignés dans la Phase I ; la ratification d'une Constitution palestinienne démocratique ; l'établissement en bonne et due forme, du bureau du premier ministre ; la consolidation de la réforme politique ainsi que la création d'un état palestinien avec des frontières provisoires.

- **Conférence Internationale :** réunie à l'initiative du Quartet, après consultation des deux parties, et immédiatement après le succès des élections palestiniennes, afin de soutenir le redémarrage de l'économie palestinienne et le lancement du processus menant à un état palestinien indépendant avec des frontières provisoires.
 - Cette réunion basée sur le principe d'une paix juste et équitable au Moyen-Orient, devrait rassembler tous les protagonistes (en y incluant la paix entre Israël et la Syrie et entre Israël et le Liban), et devrait également être basée sur les principes décrits dans le préambule de ce document.
 - Les états arabes devront restaurer avec Israël, les liens pré-existants, d'avant l'intifada (relations commerciales, etc.).
 - La reprise des engagements multilatéraux sur les questions incluant les ressources régionales en eau, l'environnement, le développement économique, les réfugiés et la question du contrôle des armes.

- Une nouvelle Constitution pour un état palestinien démocratique et indépendant sera finalisée et approuvée par les institutions palestiniennes compétentes. Et si nécessaire, d'autres élections seront organisées, après l'approbation de la nouvelle Constitution.
- Une réforme donnant de vrais pouvoirs au cabinet du premier ministre, établie au préalable en accord et cohérence avec le projet de Constitution.
- La continuation de l'efficacité dans l'application totale de la politique de coopération sécuritaire, basée sur la Phase I.
- La création d'un état palestinien indépendant avec des frontières provisoires, grâce au processus de l'engagement israélo-palestinien, inauguré par la conférence internationale. La mise en œuvre des accords antérieurs doit aussi faire partie de ce processus, afin d'augmenter au maximum la continuité territoriale, et d'inclure une politique des implantations, en conjonction avec la création d'un état palestinien aux frontières provisoires.
- Un rôle prédominant accordé à la supervision de la phase de transition, avec le soutien actif, continu et opérationnel du Quartet.
- La promotion internationale de la reconnaissance de l'état palestinien, assurée par le Quartet et une éventuelle adhésion à l'ONU.

Phase III : Accord de Statut permanent et Fin du Conflit Israélo-Palestinien – de 2004 à 2005 –

La progression vers la Phase III est basée sur le jugement consensuel du Quartet, prenant en considération les actions des deux parties ainsi que la supervision du Quartet. Les objectifs de la Phase III sont la consolidation de la réforme et la stabilisation des institutions palestiniennes ; des actions de sécurité performantes ; et des négociations israélo-palestiniennes visant à finaliser un accord de statut permanent, d'ici 2005.

- **Deuxième Conférence Internationale** : réunie à l'initiative du Quartet, après consultation des deux parties, début 2004, afin de confirmer l'accord conclu sur la création d'un état palestinien indépendant avec des frontières provisoires ; afin d'enclencher le processus grâce au soutien actif, continu et opérationnel du Quartet, processus qui doit mener, d'ici 2005, à une résolution finale sur un statut permanent. L'accord devra inclure les questions de Jérusalem, des réfugiés, des implantations et le soutien des progrès en direction d'une paix totale au Moyen-Orient, entre Israël et le Liban et entre Israël et la Syrie, et devra se concrétiser aussi vite qu'il sera possible.
- La continuation des progrès et de l'efficacité dans la mise en place de la réforme, menée par le Groupe de Travail, en vue de la préparation de l'accord sur le statut permanent.
- La continuation des progrès et de l'efficacité dans les réalisations sécuritaires, ainsi qu'une totale coopération, soutenue et efficace, de la politique sécuritaire.

- Les actions internationales afin de faciliter la réforme, et de stabiliser les institutions et l'économie palestiniennes en vue de l'accord sur le statut permanent.
- Les parties concernées devront aboutir à un accord sur le statut permanent, ce qui devra mettre un terme au conflit israélo-palestinien, d'ici 2005. Grâce à l'accord mis en place par les négociations entre les parties et basées sur les Résolutions 242, 338 et 1397 de l'ONU, l'occupation commencée en 1967 devra ainsi prendre fin et devra inclure une résolution acceptée, juste, équitable et réaliste, de la question des réfugiés ; la résolution négociée du statut de Jérusalem prendra en compte les réalités politiques et religieuses des deux parties concernées, et devra protéger, partout dans le monde, les intérêts religieux des Juifs, des chrétiens et des musulmans ; devra réaliser l'accomplissement des deux états, Israël et un état palestinien souverain, indépendant, démocratique et viable, vivant côte à côte, en paix et en sécurité.
- L'acceptation de la part des états arabes, de relations totalement normalisées avec Israël ainsi que la sécurité pour tous les états de la région, dans un contexte de paix israélo-arabe totale.

Charte du Mouvement de Résistance Islamique (HAMAS)

Ce qui suit est un extrait de la Charte du Mouvement de Résistance Islamique (Hamas). L'intégralité du texte est disponible dans la Bibliothèque Virtuelle Juive (http://www.jewishvirtualibrary.org/jsourc/Terrorism/Hamas_covenant_complete.html).

Notre combat contre les Juifs est très important et très sérieux. Il demande d'y investir tous nos efforts. Le Mouvement de Résistance Islamique n'est qu'une seule et unique unité combattante qui doit être soutenue... jusqu'à ce que l'ennemi soit vaincu et que la victoire d'Allah soit accomplie. C'est notre devoir de brandir la bannière d'Allah sur chaque centimètre carré de la Palestine... C'est l'un des maillons dans la chaîne des combats contre les envahisseurs sionistes...

Le Prophète, Allah qu'il soit béni et sauvé, a dit : « Le Jour du Jugement ne viendra pas tant que les musulmans n'aient pas vaincu les Juifs (tuer les Juifs) et tant qu'un Juif sera encore caché derrière les pierres et les arbres. Les pierres et les arbres diront "il y a un Juif derrière moi, viens et tue le" »... Il n'y a pas d'autre réponse à la question de la Palestine : il n'y a que le Djihad. Les initiatives, les propositions et toutes les conférences internationales ne sont qu'une perte de temps et ne sont que de vaines tentatives. La Palestine est une terre islamique.

Les organisations sionistes, qui prennent des formes et des noms différents, tels que Francs-Maçons, Rotary Clubs, groupes d'espionnage et autres... ne sont rien d'autre que des cellules de subversion et de sabotage. Les peuples d'Islam doivent jouer leur rôle et affronter ces saboteurs.

La société musulmane doit faire face à un ennemi vicieux et rusé qui agit exactement comme le nazisme, qui a dépouillé les gens de leur patrie. A leur manière

nazie, les Juifs n'ont fait aucune exception, ni pour les femmes ni pour les enfants.

Nos ennemis ont pris le contrôle des médias. Ce sont eux qui sont derrière la Révolution Française et la Révolution Communiste... Eux, qui étaient derrière la Première Guerre Mondiale, ils ont été capables de détruire le Califat Islamique, et ils en ont profité financièrement et ils ont gagné de l'argent. Ils ont obtenu la Déclaration Balfour, formé la Ligue des Nations grâce à laquelle ils gouvernent le monde. Ils étaient derrière la Deuxième Guerre Mondiale, grâce à laquelle ils ont fait des profits financiers énormes en vendant des armes, pavant ainsi le chemin vers la création de leur état. C'est eux, qui ont remplacé la Ligue des Nations par les Nations Unies et le Conseil de Sécurité, et grâce à quoi ils peuvent gouverner le monde. Il n'y a aucune guerre au monde sans [qu'ils] y mettent les doigts.

L'Organisation de Libération de la Palestine a accepté l'idée d'un état laïque, ce qui est en complète contradiction avec la vision de l'idéologie religieuse. Le jour où l'OLP adoptera l'Islam comme style de vie, nous devriendrons ses soldats et nous alimenterons le feu qui brûlera les ennemis. D'ici ce jour, le Mouvement de Résistance Islamique sera aux côtés de l'OLP comme un fils aux côtés de son père, comme un frère aux côtés de son frère, comme un membre de la famille, près d'un autre membre de la famille, et qui souffre quand il souffre et qui le soutient quand il doit affronter ses ennemis, en lui souhaitant d'avoir la sagesse nécessaire et d'être bien guidé...

L'invasion sioniste est une invasion vicieuse et rusée. Qui ne se prive d'aucun moyen, utilisant toutes les méthodes pour faire le mal, et tout ce qui est possible pour parvenir à ses fins. Il fait largement appel aux organisations secrètes, telles que les Francs-Maçons, le Rotary et le Lions Club et d'autres groupes de sabotage. Toutes ces organisations travaillent dans l'intérêt du sionisme... Leur but est de miner les sociétés, de détruire leurs valeurs, de corrompre les consciences, de détériorer la nature de l'Islam et de l'annihiler. Il est derrière les trafics de drogues, derrière l'alcoolisme sous toutes ses formes, derrière tout ce qui facilite son contrôle et son expansion.

Les écrivains, les intellectuels, les gens des médias, les orateurs, les éducateurs et les professeurs et tous les différents secteurs du monde arabe et musulman : tous sont appelés pour jouer leur rôle et pour remplir leur devoir, à cause de la férocité de l'offensive sioniste et de l'influence que les sionistes exercent dans de nombreux pays, grâce au contrôle de la finance et des médias.

Le plan sioniste est sans limite. Après la Palestine, les sionistes aspireront à s'étendre du Nil à l'Euphrate. Quand ils auront digéré la région qu'ils ont conquise, ils aspireront à s'étendre encore, et ainsi de suite. Leur plan est de réaliser le *Protocole des Sages de Sion*, et leur conduite actuelle en est la preuve la plus convaincante. Abandonner le cercle de la lutte contre le sionisme serait un acte de haute trahison, et maudit soit celui qui abandonne.

Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (22 Novembre 1967)

Le Conseil de Sécurité,

Exprime sa préoccupation constante à l'égard de la gravité de la situation au Moyen-Orient,

Souligne le caractère inadmissible de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité de devoir travailler pour une paix juste et durable, dans laquelle chaque état de la région doit pouvoir vivre,

Souligne également le fait qu'en ayant accepté la Charte des Nations Unies, tous les Etats Membres se sont engagés afin d'agir en accord avec l'Article 2 de la Charte,

1/ *Affirme* que l'accomplissement des principes de la Charte, exige la réalisation d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, devant inclure l'application des deux principes ci-après :

- (i) Le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit ;
- (ii) La fin de toutes les revendications et déclarations de belligérance, le respect pour la souveraineté reconnue, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de chaque pays de la région et le droit, pour tous les états, de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, libérés de toute menace ou action de force ;

2/ *Affirme également* la nécessité :

- (a) De garanties de libre navigation dans toutes les eaux internationales de la zone ;
- (b) De l'accomplissement d'un juste règlement du problème des réfugiés ;
- (c) De garanties de l'inviolabilité territoriale et politique de chaque Etat de la région, grâce à des mesures incluant la création de zones démilitarisées ;

3/ *Requiert* la désignation par le Secrétaire-Général, d'un Représentant Spécial au Moyen-Orient, afin d'établir et de maintenir des relations avec tous les Etats concernés, afin d'atteindre un accord et de soutenir les efforts faits pour atteindre un règlement pacifique et accepté, en accord avec les prévisions et les principes de cette résolution ;

4/ *Requiert* que, dès qu'il le sera possible, le Secrétaire-Général fasse son rapport au Conseil de Sécurité, concernant les progrès des actions menées par le Représentant Spécial.

Sites Internet Conseillés

*Pour une compréhension la plus large et la plus précise possible des thèmes en relation avec le sujet de cet ouvrage, vous pouvez accéder à la version de **Mythes & Réalités**, remise à jour régulièrement, et vous pouvez visiter notre Bibliothèque Virtuelle Juive (<http://www.JewishVirtualLibrary.org>). La Bibliothèque possède une bibliographie très importante, de plus de 1 000 sites internet. Ci-après, une sélection de sites issus de cette liste :*

About Israel

<http://alrael.co.il>

American Israel Public Affairs Committee (AIPAC)

<http://www.aipac.org>

American Jewish Committee

<http://www.ajc.org>

Anti-Defamation League (ADL)

<http://www.adl.org>

Arutz Sheva Israel National Radio

<http://www.a7.org>

Begin- Sadat Center for Strategic Studies

<http://www.biu.ac.il/SOC/besa/>

CAMERA

<http://www.camera.org>

Central Zionist Archives

<http://www.wzo.org.il/cza/index.htm>

The David Project

<http://www.davidproject.org/>

Dinur Center for the Study of Jewish History

<http://www.hum.huji.ac.il/dinur>

Embassy of Israel (US)

<http://www.israeemb.org>

Golan Heights Information Server

<http://english.golan.org.il>

Ha'aretz

<http://www.haaretz.co.il>

Hasbara Fellowships

<http://www.israelactivism.com/>

Hillel

<http://www.hillel.org>

HonestReporting.com

<http://www.honestreporting.com>

The Interdisciplinary Center

<https://www.idc.ac.il/eng/default.asp>

International Christian Embassy Jerusalem

<http://www.icej.org/>

International Policy Institute for Counter- Terrorism

<http://www.ict.org.il>

Internet Jewish History Sourcebook

<http://www.fordham.edu/halsall/jewish/jewishsbok.html>

Institute for Advanced Strategic and Political Studies

<http://www.iasps.org/index.php>

Israel Defense Forces (IDF)

<http://www.idf.il>

Israel on Campus Coalition

<http://israeloncampuscoalition.org/>

Israel Radio

<http://www.israelradio.org>

Israeli Central Bureau of Statistics

<http://www.cbs.gov.il/engindex.htm>

Israeli Ministry of Foreign Affairs

<http://www.israel-mfa.gov.il/mfa/home.asp>

Israeli Prime Minister's Office

<http://www.pmo.gov.il/english>

Jaffee Center for Strategic Studies

<http://www.tau.ac.il/jcss>

Jerusalem Capital of Israel

<http://www.jerusalem-archives.org>

Jerusalem Post

<http://www.jpost.com>

Jerusalem Report

<http://www.jrep.com>

Jewish Telegraphic Agency (JTA)

<http://www.jta.org>

Knesset—The Israeli Parliament

<http://www.knesset.gov.il>

Maps of the Middle East

http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east.html

Middle East Media & Research Institute (MEMRI)

<http://www.memri.org>

Middle East Review of International Affairs

<http://www.biu.ac.il/SOC/besa/meria/index.html>

Palestinian Media Watch

<http://www.pmw.org.il>

Peace Now

<http://www.peacenow.org.il/English.asp>

Pedagogic Center, The Department for Jewish Zionist Education, The Jewish

Agency for Israel

<http://www.jajz-ed.org.il>

Stand With Us

<http://www.standwithus.com/>

Terrorism Research Center

<http://www.terrorism.com>

The Israel Project

<http://theisraelproject.org/>

U.S. State Department

<http://www.state.gov>

United Jewish Communities

UJC <http://www.ujc.org>

Virtual Jerusalem

<http://www.virtualjerusalem.com>

Washington Institute for Near East Policy

<http://www.washingtoninstitute.org>

World Zionist Organization Student and Academics Department

<http://www.wzo.org.il>

Ouvrages Conseillés

- Aumann Moshe. *Land Ownership in Palestine 1880–1948*. Jerusalem: Academic Committee on the Middle East, 1976.
- Avineri Shlomo. *The Making of Modern Zionism: Intellectual Origins of the Jewish State*. NY Basic Books, 1981.
- Avneri Arie. *The Claim of Dispossession*. NJ: Transaction Books, 1984.
- Bard, Mitchell G. and Moshe Schwartz. *1001 Facts Everyone Should Know About Israel*. MD: Rowman and Littlefield, 2005.
- Bard, Mitchell G. *From Tragedy to Triumph: The Politics behind the Rescue of Ethiopian Jewry*. CT: Greenwood, 2002.
- Bard, Mitchell G. *The Complete Idiot's Guide to Middle East Conflict*, Third Edition. NY: Alpha Books, 2005.
- Bard, Mitchell. *The Water's Edge And Beyond*. NJ: Transaction Publishers, 1991.
- Becker, Jillian. *The PLO*. NY: St. Martin's Press, 1985.
- Begin, Menachem. *The Revolt*. NY: EP Dutton, 1978.
- Bell, J. Bowyer. *Terror Out Of Zion*. NJ: Transaction, 1996.
- Ben-Gurion, David. *Rebirth and Destiny of Israel*. NY: Philosophical Library, 1954.
- Collins, Larry and Dominique Lapierre. *O Jerusalem !* NY: Simon and Schuster, 1972.
- Dershowitz, Alan. *The Case for Israel*. NJ: John Wiley & Sons, Inc., 2003.
- Eban, Abba. *Heritage: Civilization and the Jews*. NY: Summit Books, 1984.
- Eban Abba. *My Country: The Story of Modern Israel*. NY: Random House, 1972.
- Gilbert, Martin. *Israel: A History*. NY: William Morrow & Co., 1998.
- Hazon, Yoram. *The Jewish State: The Struggle for Israel's Soul*. NY: Basic Books, 2001.
- Hertzberg Arthur. *The Zionist Idea*. PA: Jewish Publications Society, 1997.
- Herzl, Theodor. *The Diaries of Theodore Herzl*. NY: Peter Smith Publishers, 1987.
- Herzl, Theodor. *The Jewish State*. Dover Publications, 1989.
- Herzog, Chaim. *The Arab- Israeli Wars*. NY: Random House, 1984.
- Johnson, Paul. *A History of the Jews*. NY: HarperCollins, 1988.
- Katz, Samuel. *Battleground-Fact and Fantasy in Palestine*. SPI Books, 1986.
- Kollek, Teddy. *Jerusalem*. Washington, D.C.: Washington Institute For Near East Policy, 1990.
- Lacquer, Walter and Barry Rubin. *The Israel- Arab Reader*. NY: Penguin, 2001.
- Lewis, Bernard. *The Jews of Islam*. NJ: Princeton University Press, 1984.
- Lewis, Bernard. *The Middle East: A Brief History of the Last 2000 Years*. NY: Touchstone Books, 1997.
- Livingstone, Neil C., and David Halevy. *Inside the PLO*. NY: William Morrow and Co., 1990.
- Lorch Netanel. *One Long War*. NY: Herzl Press, 1976.
- Meir, Golda. *My Life*. NY: Dell, 1975.
- Netanyahu, Benjamin. *A Place Among Nations: Israel and the World*. NY: Warner Books, 1998.
- Oren, Michael. *Six Days of War: June 1967 and the Making of the Modern Middle East*. NY: Oxford University Press, 2002.
- Pipes, Daniel. *The Hidden Hand: Middle East Fears of Conspiracy*. Griffin Trade Paperback, 1998.
- Pipes, Daniel. *The Long Shadow: Culture and Politics in the Middle East*. NJ: Transaction Publishers, 1990.

- Porath Yehoshua. *The Emergence of the Palestinian- Arab National Movement, 1918–1929*. London: Frank Cass, 1996.
- Porath Yehoshua. *In Search of Arab Unity 1930–1945*. London: Frank Cass and Co., Ltd., 1986.
- Porath Yehoshua. *Palestinian Arab National Movement: From Riots to Rebellion: 1929–1939. vol. 2*. London: Frank Cass and Co., Ltd., 1977.
- Rabin, Yitzhak. *The Rabin Memoirs*. CA: University of California Press, 1996.
- Ross, Dennis. *The Missing Peace: The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*. NY: Farrar, Strauss and Giroux, 2004.
- Sachar Howard. *A History of Israel: From the Rise of Zionism to Our Time*. NY: Alfred A. Knopf, 1998.
- Safran Nadav. *Israel The Embattled Ally*. MA: Harvard University Press, 1981.
- Sanjuan, Pedro. *The UN Gang: A Memoir of Incompetence, Corruption, Espionage, Anti- Semitism, and Islamic Extremism at the UN Secretariat*. NY: Doubleday, 2005.
- Schiff Ze'ev and Ehud Ya'ari. *Intifada*. NY: Simon & Schuster, 1990.
- Schiff Zeev and Ehud Yaari. *Israel's Lebanon War*. NY: Simon and Schuster, 1984.
- Schoenberg, Harris. *Mandate For Terror: The United Nations and the PLO*. NY: Shapolsky 1989.
- Stillman Norman. *The Jews of Arab Lands*. PA: The Jewish Publication Society of America 1989.
- Stillman Norman. *The Jews of Arab Lands in Modern Times*. NY: Jewish Publication Society, 1991.
- Weizmann Chaim. *Trial and Error*. NY: Greenwood Press, 1972.
- Wigoder, Geoffrey, ed. *New Encyclopedia of Zionism and Israel*. NJ: Fairleigh Dickinson University Press, 1994.
- Ye'or, Bat. *The Dhimmi*. NJ: Associated University Press, 1985.

Index des Mythes

1. Les Racines d'Israël.....	5
« Les Juifs n'ont aucune légitimité à réclamer cette terre qu'ils nomment Israël. ».....	5
« La Palestine a toujours été un pays arabe. »	6
« Les Palestiniens sont les descendants des Cananéens et ils étaient en Palestine bien avant les Juifs. »	7
« La Déclaration Balfour n'a pas donné aux Juifs le droit à un Foyer national en Palestine. ».....	7
« L'installation de colonies juives a mis en péril les conditions "traditionnelles" des Arabes de Palestine. ».....	8
« Le sionisme est un racisme. »	9
« Les délégués à la Conférence Mondiale des Nations Unies contre le Racisme ont redéfini le Sionisme comme étant un racisme. »	10
« Les sionistes auraient pu choisir un autre pays que la Palestine. »	11
« En alternative à la Palestine, c'est Herzl lui-même qui proposa de créer l'état juif en Ouganda. »	11
« Tous les Arabes se sont opposés à la Déclaration Balfour, la considérant comme une trahison de leurs droits. »	12
« Les sionistes ont été instrumentalisés par l'impérialisme occidental. ».....	12
« Dans la correspondance Hussein-Mac Mahon, on trouverait la promesse faite par les Britanniques d'une indépendance arabe. »	13
« La politique israélienne provoque l'antisémitisme. »	14
« Les partisans d'Israël critiquent les Arabes mais ne critiquent jamais les Israéliens. ».....	14
2. Le Mandat Britannique.....	17
« Les Britanniques ont aidé les Juifs à déplacer les populations arabes natives de Palestine. »	17
« Les Britanniques ont autorisé les Juifs à venir en masse en Palestine tandis qu'ils contrôlaient sévèrement l'immigration des Arabes. »	17
« Les Britanniques ont changé leur politique après la Seconde Guerre Mondiale pour permettre aux survivants de l'Holocauste de s'établir en Palestine. »	19
« Plus la population juive de Palestine augmentait, plus la condition des Arabes palestiniens s'aggravait. »	19
« Les Juifs ont volé la terre arabe. »	20
« Les Britanniques ont aidé les Palestiniens à vivre en paix avec les Juifs. »	21
« Le Mufti n'était pas antisémite. »	23
« L'Irgoun fit sauter l'Hôtel King David dans le cadre d'une campagne de terreur contre les civils. »	24
3. La Partition	27
« Les Nations Unies ont injustement découpé la Palestine. ».....	27
« Le plan de partition a donné la majorité des terres, aux Juifs, tout particulièrement des terres cultivables. ».....	28
« Israël a volé la Palestine en 1948. ».....	28
« On n'a jamais offert d'état aux Arabes Palestiniens, leur déniaient ainsi tout droit à l'autodétermination. ».....	29
« En Palestine, la majorité de la population était arabe : un état arabe aurait donc dû être créé. ».....	29
« Les Arabes étaient prêts à accepter des compromis afin d'éviter tout bain de sang. »	30
4. La Guerre de 1948.....	32
« Les Juifs ont déclenché la guerre avec les Arabes. »	32
« Les Etats-Unis ont été le seul pays à critiquer l'attaque arabe contre Israël. »	33
« Le soutien que l'Occident aurait apporté à Israël a permis aux Juifs de conquérir la Palestine. »	34
« Le boycott économique d'Israël fut décidé après la guerre de 48 ».....	35
5. La Guerre de 1956.....	37
« Les gouvernements arabes étaient prêts à accepter Israël après la guerre de 1948. ».....	37
« La frappe militaire israélienne de 1956 était préméditée. »	37
« Le soutien inconditionnel d'Israël par les Etats-Unis s'est totalement dévoilé au cours de la	

guerre de Suez. »	39
6. La Guerre des Six-Jours 1967.....	40
« Les gouvernements arabes reconnurent Israël après la guerre de Suez en 1956. ».....	40
« La frappe militaire d'Israël en 1967 était préparée. ».....	40
« Nasser avait le droit de fermer le détroit de Tiran et d'interdire la navigation aux bâtiments israéliens. ».....	42
« C'est grâce à l'aide des Américains qu'Israël a réussi à battre les Arabes en six jours . ».....	43
« Israël attaqua la Jordanie pour conquérir Jérusalem. »	43
« Israël n'avait pas à tirer le premier. »	43
«Israël n'avait aucune intention de négocier les territoires conquis pendant la Guerre des Six Jours. ».....	44
« Israël expulsa de paisibles villageois arabes de la rive occidentale du Jourdain et les empêchèrent d'y revenir après la guerre. ».....	44
«Israël a délibérément attaqué le USS Liberty. »	45
7. La Guerre d'Usure 1967 - 1970.....	50
« Après la Guerre des Six Jours, les Palestiniens étaient prêts à négocier un accord. »	50
« Après la guerre de 1967, Israël refusait de négocier un accord avec les Arabes. »	50
« L'acquisition de territoires par Israël, au cours de la Guerre de 1967, serait "inadmissible", selon la Résolution 242 du Conseil de Sécurité. »	51
« La Résolution 242 exigeait qu'Israël revienne à ses frontières d'avant 1967. ».....	51
« La Résolution 242 reconnaît un droit des Palestiniens à l'autodétermination. »	53
« Les états arabes et l'OLP ont accepté la Résolution 242 alors qu'Israël l'a rejetée. ».....	53
« Israël est responsable de la Guerre d'Usure. ».....	53
« A la fin de la Guerre d'Usure, l'Egypte a offert la paix à Israël mais Jérusalem a fait échouer ses initiatives. »	54
« Le rejet par Israël, des initiatives de paix égyptiennes, a abouti à la Guerre de Kippour. »	55
8. La Guerre de 1973.....	56
« Israël est responsable de la Guerre de 1973 ».....	56
« Anouar el-Sadate avait accepté les propositions de paix américaines et il ne voulait pas la guerre. ».....	56
« L'Egypte et la Syrie ont été les seuls états arabes à être impliqués dans la guerre. »	57
9. Les Frontières.....	59
«La création de l'état d'Israël en 1948, a changé les relations politiques et territoriales entre des états indépendants, existant depuis des siècles. »	59
« Depuis sa création, Israël est un état expansionniste. »	59
« La Rive Occidentale fait partie de la Jordanie. »	60
« Israël prit le contrôle des Hauteurs du Golan au cours d'une guerre d'agression. ».....	60
« Le Golan n'a aucune importance stratégique pour Israël. »	61
« Israël a refusé tout compromis au sujet du Plateau du Golan alors que la Syrie était prête à échanger la paix contre des territoires. »	62
« Israël a illégalement occupé le Plateau du Golan en 1981, contrevenant aux lois internationales et à la Résolution 242 de l'ONU. ».....	63
« Le retrait de la Rive Occidentale par Israël serait à peine plus difficile que le retrait du Sinaï. »63	
« Les demandes d'Israël en matière de frontières sûres ne sont pas raisonnables, à l'époque des missiles à longue portée et des bombardiers à long rayon d'action. »	64
« Israël "occupe" la rive occidentale du Jourdain. »	65
10. Israël et le Liban	68
«L'OLP ne représentait aucune menace contre Israël et observait un cessez-le-feu quand Israël a attaqué le Liban. »	68
« L'OLP a traité les Libanais avec dignité et respect. »	68
« Israël est responsable du massacre de milliers de réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila. »	69
« Israël n'a pas obtempéré à la demande de l'ONU lui de se retirer totalement du Liban à cause de l'occupation illégale des fermes de Shebaa. »	70
« La Syrie a été une force de stabilisation agissant pour le bien du Liban. »	71
« La Syrie est intervenu au Liban à la seule demande de la Ligue Arabe. »	72
11. Les Guerres du Golfe.....	74

« La Guerre du Golfe de 1991 a été faite pour Israël. ».....	74
« Le profil bas adopté par Israël pendant la Guerre du Golfe prouve qu'il n'avait aucun intérêt stratégique pour les Etats-Unis. »	74
« Israël tira profit de la Guerre du Golfe de 1991, sans avoir à en payer le prix. »	75
« L'Irak n'a jamais été une menace contre Israël. »	76
« Saddam Hussein n'a jamais eu l'intention d'acquérir des armes nucléaires. ».....	77
« L'OLP a gardé sa neutralité pendant la Guerre du Golfe de 1991. ».....	78
« En 2003, pour aider Israël, les Juifs américains auraient incité les Etats-Unis à déclarer la guerre à l'Irak. »	78
12. Les Nations Unies	81
« Les Nations Unies ont joué un rôle constructif dans les affaires du Moyen-Orient. Par leur sens de l'équité et de l'impartialité, les Nations Unies sont le forum idéal pour chercher les solutions au conflit israélo-arabe. »	81
« On a dénié aux Palestiniens le droit de faire entendre leur voix à l'ONU. »	82
« Israël bénéficie des mêmes droits que tous les autres membres des Nations Unies. »	83
« Les Nations Unies et ses institutions affiliées peuvent critiquer Israël mais n'ont jamais attaqué les Juifs ou utilisé une rhétorique antisémite. »	84
« En 1991, les états arabes approuvèrent la résolution diffamatoire sur le sionisme. ».....	85
« Bien que l'Assemblée Générale soit partielle, le Conseil de Sécurité a toujours été impartial dans le traitement des questions du Moyen-Orient. »	85
« Les Etats-Unis ont toujours soutenu Israël et toujours exercé leur droit de veto contre les résolutions critiques. ».....	85
« Les alliés arabes de l'Amérique soutiennent systématiquement les positions américaines à l'ONU. ».....	86
« L'échec d'Israël à appliquer les résolutions de l'ONU est une violation de la loi internationale. »	86
« Les Etats-Unis ont fait preuve d'un même souci à l'égard de la vie des Israéliens et de celles des Palestiniens. »	87
13. Les Réfugiés.....	89
« Un million de Palestiniens a été expulsé d'Israël entre 1947 et 1949. ».....	89
« Les Palestiniens sont le seul peuple à être devenu un peuple de réfugiés à la suite du conflit israélo-arabe. »	89
« Dès le début, les Juifs n'ont pas caché qu'ils n'avaient aucune intention de vivre en paix avec leurs voisins arabes. »	90
« En expulsant les Palestiniens, les Juifs ont créé le problème des réfugiés. ».....	91
« L'invasion arabe n'a eu que très peu d'impact sur les Arabes de Palestine. ».....	93
« Les dirigeants arabes n'ont jamais encouragé les Arabes de Palestine à fuir. »	94
« Les Arabes palestiniens ainsi que les habitants pacifiques de Deir Yacine durent fuir, pour éviter d'être massacrés. ».....	96
« Israël a refusé de laisser les Palestiniens revenir dans leurs foyers pour que les Juifs s'approprient leurs biens. ».....	99
« Une résolution de l'ONU appelait Israël à rapatrier tous les réfugiés palestiniens. ».....	100
« Les Palestiniens qui voulaient rentrer dans leurs foyers ne mettaient pas la sécurité d'Israël en danger. »	101
« Les réfugiés palestiniens ont été ignorés par un monde sans cœur. ».....	102
« Les états arabes ont financé l'aide apportée aux réfugiés palestiniens. »	103
« Les états arabes ont toujours bien accueillis les Palestiniens. ».....	104
« Des millions de Palestiniens sont confinés dans des camps insalubres. »	105
« Israël a contraint les réfugiés palestiniens à rester dans les camps de la Bande de Gaza. »	105
« Tous les réfugiés ont été rapatriés, seuls les Palestiniens ont été empêchés de retourner dans leurs foyers. »	106
« Si les réfugiés palestiniens avaient été rapatriés alors, le conflit israélo-arabe aurait pris fin. ».....	107
« Israël expulsa encore plus de Palestiniens en 1967. ».....	108
« L'UNWRA n'a aucune responsabilité dans l'incitation de la terreur issue des camps de réfugiés. »	108
« Tous les réfugiés palestiniens ont le droit de retourner dans leurs foyers. ».....	109
14. Situation des Juifs dans les Pays Arabo-Musulmans.....	113
« Les Arabes ne peuvent pas être antisémites étant eux-mêmes sémites. ».....	113

« Les nations arabes sont anti-israéliennes mais n'ont jamais été anti-juives. »	113
« Les Juifs vivant dans les pays musulmans ont toujours été bien traités par les Arabes. »	115
« Dans les pays arabes, les "Peuples du Livre", Juifs et Chrétiens sont protégés. »	117
15. Les Droits de l'Homme en Israël et dans les Territoires	133
« Israël exerce la discrimination raciale contre ses citoyens arabes. »	133
« Les Arabes israéliens n'ont pas le droit d'acheter des terres. »	134
« Les Arabes israéliens sont victimes de discrimination dans le cadre de l'emploi. »	134
« Israël applique la détention administrative pour emprisonner, sans procès, des Arabes pacifiques. »	134
« Les Arabes détenus dans les prisons israéliennes sont torturés, battus et même tués. »	135
« Israël traite les Palestiniens comme les Noirs ont été traités par l'apartheid en Afrique du Sud. »	136
« Israël mène une politique de génocide contre les Palestiniens, comparable à celle des nazis contre les Juifs. »	137
« Les Palestiniens ont le niveau de vie le plus bas de tout le Moyen-Orient. »	138
« Les postes de contrôle israéliens empêchent, sans raison valable, les Palestiniens de recevoir des soins médicaux. »	138
« Israël empêche les ambulances palestiniennes d'amener des blessés et des malades palestiniens dans les hôpitaux. »	140
« Les Israéliens dénie les droits des Palestiniens et les humilient en les contrôlant aux checkpoints. »	141
« Les manuels scolaires israéliens sont aussi mauvais que ceux de l'Autorité Palestinienne. »	143
« Israël est une théocratie et ne devrait pas être un état juif. »	145
« Israël persécute les chrétiens. »	146
16. La Guerre Palestinienne 2000 - 2005*	150
« La Guerre Palestinienne, surnommée par les Arabes "l'intifada al-Aqsa" a été provoquée par la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple en septembre 2000. »	150
« Seule une poignée d'Israéliens a été tuée au cours de la guerre alors que des milliers de Palestiniens innocents ont été tués par les troupes israéliennes. »	151
« La violence est une réaction compréhensible et légitime face à la politique d'Israël. »	152
« Israël a créé le Hamas. »	152
« L'Autorité Palestinienne arrête les terroristes et confisquent leurs armes. »	153
« Les Palestiniens n'encouragent pas les enfants à s'engager dans la terreur. »	154
« Les femmes palestiniennes commettent des attentats-suicides parce qu'elles s'engagent pour la "libération" de la Palestine. »	156
« Les Palestiniens qui veulent la paix et sont contre le terrorisme sont respectés et l'Autorité Palestinienne leur accorde la liberté d'expression. »	157
« Israël réagit de manière démesurée contre des enfants qui ne font que jeter des pierres. »	157
« L'image d'un enfant, protégé par son père, diffusée sur toutes les télévisions, prouve qu'Israël n'hésite pas à tuer d'innocents enfants palestiniens. »	159
« L'utilisation des avions de combats F-16 montre la disproportion des forces qu'Israël utilise contre des civils palestiniens innocents. »	160
« La politique d'Israël d'assassinat des terroristes palestiniens est immorale et contre-productive. »	162
« Israël tue indifféremment les terroristes palestiniens et les civils. »	164
« En avril 2002, Israël a commis un massacre dans le camp de réfugiés de Djénine. »	165
« Rachel Corrie a été tuée par Israël alors qu'elle manifestait pacifiquement contre la démolition illégale d'une maison palestinienne. »	167
« Israël a empoisonné Yasser Arafat. »	168
17. Jérusalem	171
« Jérusalem est une ville arabe. »	171
« Le mont du Temple a toujours été un lieu saint musulman et le Judaïsme n'a jamais eu aucun lien avec ce lieu. »	171
« Jérusalem ne doit pas être la capitale d'Israël. »	172
« A l'inverse des Juifs, les Arabes sont prêts à accepter l'internationalisation de Jérusalem. »	173
« L'internationalisation est la meilleure solution pour concilier les revendications contradictoires sur Jérusalem. »	174
« A Jérusalem, de 1948 à 1967, la Jordanie a assuré la liberté de culte pour toutes les religions. »	

.....	174
« La Jordanie a sauvé les lieux saints juifs. »	175
« A Jérusalem, sous l'administration israélienne, la liberté a été supprimée. »	175
« Israël a interdit l'accès des musulmans et des chrétiens à leurs lieux saints. »	176
« La politique israélienne encourage les Juifs fanatiques à agresser les musulmans, les chrétiens et leurs lieux saints. »	177
« Israël ne reconnaît pas les revendications palestiniennes sur Jérusalem. »	177
« Israël a réduit les droits politiques des Arabes palestiniens à Jérusalem. »	179
« Sous la Résolution 242 de l'ONU, Jérusalem-Est est considérée comme "territoire occupé". Et donc, l'annexion de Jérusalem par Israël est une violation de la résolution de l'ONU. »	179
« Jérusalem-Est devrait faire partie d'un état palestinien parce que tous ses habitants sont des Arabes palestiniens et qu'aucun Juif n'y a jamais vécu. »	179
« Les Etats-Unis ne reconnaissent pas Jérusalem comme capitale d'Israël. »	180
« Les Palestiniens ont préservé avec soin, les vestiges archéologiques du Mont du Temple. » ...	181
18. La Politique des USA au Moyen-Orient	183
« La création d'Israël n'est due qu'à la pression américaine. »	183
« En 1948, à cause du lobby juif, les Etats-Unis ont favorisé Israël, au détriment des Arabes. »	183
« Les Etats-Unis et Israël n'ont rien en commun. »	184
« La plupart des Américains s'oppose au rapprochement avec Israël. »	185
« La politique américaine a toujours été hostile aux Arabes. »	186
« Depuis 1948, les Etats-Unis ont systématiquement soutenu Israël. »	187
« Les USA ont toujours donné des armes à Israël pour lui permettre d'avoir une avance qualitative par rapport aux Arabes. »	188
« L'aide américaine au Moyen-Orient a toujours été à sens unique, les Arabes n'en bénéficient presque jamais. »	189
« Israël continue d'exiger d'importantes aides économiques alors qu'il est un pays riche qui n'a plus besoin d'aucune aide. »	191
« Israël se vante d'être le quatrième état le plus fort au monde, il n'a donc certainement pas besoin de l'aide militaire des USA. »	191
« L'aide américaine subventionne les fournisseurs d'équipements militaires à Israël, aux dépens de l'industrie américaine. »	192
« Pour les Etats-Unis, Israël n'a jamais eu d'importance stratégique. »	192
« Le fait d'avoir utilisé Jonathan Pollard pour espionner les Etats-Unis apporte la preuve qu'Israël travaille contre les intérêts américains. »	194
« La dépendance des Etats-Unis au pétrole arabe a diminué au fil des années. »	195
« C'est à cause du soutien américain à Israël que le 11 Septembre, les terroristes ont attaqué le World Trade Center et le Pentagone. »	196
« Le 11 Septembre, le détournement de quatre avions en un seul jour, cela représente un acte terroriste unique et sans précédent. »	197
« C'est le Mossad israélien qui a réalisé les attentats à la bombe du World Trade Center pour provoquer la haine des Américains contre les Arabes. »	198
« Les groupes comme le Hezbollah, le Djihad Islamique, le Hamas et le FPLP sont des combattants de la liberté et pas des terroristes. »	199
« Les universités américaines devraient se distancier et boycotter les compagnies qui font du commerce avec Israël, pour imposer l'arrêt de "l'occupation" israélienne et de la violation des droits de l'homme. »	199
« Les partisans d'Israël essaient de réduire les critiques au silence, en les qualifiant d'antisémites. »	200
« Les Arabes américains forment un bloc puissant que les Etats-Unis doivent flatter pour obtenir leurs votes. »	201
« Les Etats-Unis doivent "s'engager" pour faire avancer le processus de paix. »	202
19. Le Processus de Paix	207
« C'est à Anouar el-Sadate que revient tout le mérite pour la signature du traité de paix israélo-égyptien. »	207
« L'Egypte a accepté toutes les concessions pour obtenir la paix. »	207
« La question palestinienne est au cœur du conflit israélo-arabe. »	208
« Si le problème palestinien était résolu le Moyen-Orient serait déjà en paix. »	209
« L'opposition d'Israël à la création d'un état palestinien est la cause du conflit actuel. »	209
« Un état palestinien ne sera pas un danger pour Israël. »	210

« On n'a jamais proposé aux Palestiniens, un état qui leur serait propre. ».....	210
« En 2000, Yasser Arafat rejeta les propositions de Barak parce qu'elles n'offraient pas aux Palestiniens la possibilité d'un état viable. »	211
« Au cours des négociations de Taba en 2001, Israël et les Palestiniens étaient sur le point d'atteindre un accord de paix mais l'élection d'Ariel Sharon a torpillé l'accord. »	212
« On a demandé aux Palestiniens de n'accepter que 22 pourcent de la Palestine pour leur état, alors que les Israéliens en conservent 78 pourcent. »	213
« Ariel Sharon a exprimé clairement que tant qu'il serait Premier Ministre, il n'y aurait ni paix ni accord de paix. ».....	214
« Israël doit aider Mahmoud Abbas à améliorer sa position face aux Palestiniens afin de faciliter le processus de paix. »	215
« Le plan de désengagement est une ruse pour permettre à Israël de garder la Rive Occidentale. »	216
« Israël a évacué Gaza mais pour mieux le transformer en prison en empêchant la circulation des biens et des personnes. ».....	217
« Israël devrait être remplacé par un état binational dans lequel Juifs et Palestiniens vivraient ensemble. ».....	218
« Les Palestiniens ont correctement éduqué leurs enfants au sujet d'Israël et de la coexistence future avec les Juifs israéliens. »	219
« Les Palestiniens n'ont plus d'objection à la création d'Israël. ».....	221
« Les Palestiniens ont abandonné leur plus grand rêve, celui de détruire Israël. ».....	222
« Les Palestiniens sont poussé au terrorisme par le désespoir. ».....	222
« Les Palestiniens sont impuissants à arrêter les terroristes. ».....	223
« L'usage de la violence par les Palestiniens se justifie parce que le processus de paix ne leur a pas permis de réaliser leurs aspirations nationales. ».....	224
« L'Autorité Palestinienne a saisi des armes de contrebande et a rempli ses obligations de limiter la possession des armes aux seules forces de police autorisées. ».....	225
« Les Palestiniens ont rempli leur engagement d'arrêter et de présenter les terroristes à la Justice. »	226
« Les terroristes palestiniens n'attaquent que les Israéliens ; ils n'ont jamais attaqué des Américains. ».....	227
« Dans les territoires, le Hamas est une force de modération plaidant pour l'harmonie et la réconciliation entre musulmans et juifs. »	229
« Il ne faut pas confondre l'aile politique du Hamas et l'aile terroriste. ».....	229
« Les Palestiniens n'ont aucun besoin de propagande car la réalité de la conduite israélienne suffit à éclairer sa barbarie. »	230
« Libérer les prisonniers palestiniens aidera à construire la confiance dans le processus de paix sans mettre en danger la sécurité d'Israël. »	231
« La barrière de sécurité n'arrêtera pas le terrorisme. ».....	232
« Israël est le seul pays qui croit qu'une barrière peut sécuriser ses frontières. ».....	233
« La barrière de sécurité devrait être construite sur la frontière d'avant 1967. ».....	234
« Israël est en train de créer un ghetto palestinien. »	235
« La barrière de sécurité israélienne est comparable au Mur de Berlin. »	236
« La Cour Suprême d'Israël a jugé que la barrière de sécurité n'était pas légale. »	236
« Des centaines de soldats israéliens refusent de servir dans les territoires. Ce la prouve bien que la politique d'Israël est injuste. ».....	238
« L'Autorité Palestinienne protège les lieux saints juifs. ».....	239
« La paix avec la Syrie a été empêchée par le refus obstiné d'Israël de se retirer du Plateau du Golan. »	240
« L'occupation continue du territoire libanais par Israël est le seul empêchement à la conclusion d'un traité de paix. »	241
« Israël a un surplus en eau et son refus de le partager avec ses voisins pourrait provoquer la prochaine guerre. »	241
« L'Arabie Saoudite est une force de paix et de modération qui n'alimente ni ne finance le terrorisme. ».....	243
« L'engagement du monde arabe dans la paix, est reflété par son renoncement au boycott contre Israël. »	244

20. Les Implantations..... 249

« Israël n'a aucun droit à être présent sur la Rive Occidentale. Les implantations israéliennes sont

illégales. »	249
« Les implantations sont un obstacle à la paix. »	249
« La Convention de Genève interdit la construction d'implantations juives dans les territoires occupés. »	251
« Par provocation, Israël crée des implantations juives dans des villes à prédominance arabe, et en a tellement installées que des compromis territoriaux ne sont désormais plus possibles. »	251
« A Camp David, sous la présidence de Jimmy Carter, Israël a donné son accord pour arrêter la construction d'implantations pendant cinq ans. »	252
« Le Rapport Mitchell affirmait qu'il fallait autant blâmer la politique d'implantation israélienne que la violence des Palestiniens pour l'arrêt du processus de paix et que le gel des implantations était une condition préalable à l'arrêt de la violence. »	252
« Le projet d'Israël de relier Jérusalem à Ma'ale Adumim va signifier le sabotage du processus de paix. »	253
« Pour que la paix soit possible, il faut qu'Israël démantèle toutes les implantations. »	254
21. L'Équilibre des Armes	258
« La menace d'Israël et le retrait de l'offre des Etats-Unis de construire le Barrage d'Assoua, a conduit l'Égypte en 1955, à chercher son armement en Union Soviétique. C'est ce qui enclencha la course aux armements au Moyen-Orient. »	258
« Les états arabes ont dû se maintenir dans une course aux armements imposée par Israël. »	258
« Dans tous les domaines, Israël est militairement supérieur à ses voisins et a maintenu une avance qualitative sur ses ennemis. »	259
« La vente d'armes des USA à l'Arabie Saoudite a aidé à réduire le nombre des troupes américaines nécessaires à la défense du Golfe Persique. Ces armes ne menacent absolument pas Israël. »	260
« Israël a refusé de signer le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires pour pouvoir menacer ses voisins. »	261
« Le contrôle des armes au Moyen-Orient ne sera pas possible tant qu'Israël refusera de renoncer à l'arme nucléaire. »	261
« Ayant signé un accord de paix avec Israël, l'Égypte n'est plus une menace militaire. »	262
« L'Iran n'a pas la moindre intention de devenir une puissance nucléaire et ne menace ni Israël ni les Etats-Unis. »	263
22. Les Médias	266
« La couverture de presse d'Israël est proportionnelle à son importance dans le monde des affaires. »	266
« Israël bénéficie de l'attention car c'est le seul pays du Moyen-Orient qui affectant les intérêts américains. »	266
« La couverture médiatique du monde arabe est objective. »	267
« Les journalistes qui couvrent le Moyen-Orient n'ont qu'une motivation : la recherche de la vérité. »	269
« Israël a une couverture de presse favorable parce que les Juifs américains contrôlent les médias et qu'ils ont une influence politique disproportionnée. »	269
« Les officiels arabes tiennent le même langage aux journalistes occidentaux et à leurs peuples. »	270
« Les journalistes maîtrisent l'histoire du Moyen-Orient et sont donc capables de mettre les événements actuels dans leur contexte. »	270
« Les Israéliens ne peuvent nier la vérité de photos montrant leurs actions. »	271
« La presse fait preuve d'indulgence à l'égard des terroristes. »	272
« L'Autorité Palestinienne n'impose aucune restriction aux journalistes étrangers. »	274
« Les médias contrôlent avec soin les déclarations palestiniennes avant de les publier. »	276

American-Israeli Cooperative Enterprise (AICE)

L'AICE – l'ENTREPRISE COOPÉRATIVE ISRAËLO-AMÉRICAINNE – a été créée en 1993. C'est une organisation à but non-lucratif (style Loi 1901) et non-partisane, destinée à renforcer les liens entre Israël et les Etats-Unis, en soulignant les valeurs et les fondamentaux que nos deux sociétés ont en commun. Concrètement, cela implique le développement de programmes éducatifs et sociaux aux Etats-Unis, programmes basés sur les modèles israéliens qui ont fait leurs preuves dans les mêmes champs d'action, et en échange, l'apport de nouveaux programmes américains en Israël. Ces activités coopératives, issues de nos valeurs communes, sont appelées *Shared Value Initiatives*.

Les objectifs et les champs d'action de l'AICE, sont, entre autres :

- Fournir des outils de recherche, d'étude, de discussion et d'échange de points de vues concernant la coopération non-militaire (*Shared Value Initiatives*) entre les peuples et les gouvernements des Etats-Unis et d'Israël.
- Faciliter la formation d'associations entre les Israéliens et les Américains.
- Promouvoir les activités conjointes et les bénéfices que l'Amérique et Israël peuvent en retirer.
- Explorer les thématiques d'intérêt historique commun aux deux peuples et aux gouvernements des Etats-Unis et d'Israël.
- Sponsoriser la recherche, les conférences et les documentations.
- Servir de cadre aux activités conjointes israélo-américaines.
- Fournir du matériel pédagogique sur l'histoire et la culture juives.
- Promouvoir des bourses d'études dans le domaine des études sur Israël.

L'AICE gère également la Bibliothèque Virtuelle Juive, une encyclopédie juive de culture générale, couvrant tous les thèmes, de l'antisémitisme jusqu'au sionisme (www.JewishVirtualLibrary.org).

DIRECTION

Howard Rosenbloom, Président/Trésorier
Dr Arthur Bard, Vice-Président/Secrétaire
Mitchell Bard, Directeur Exécutif

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dorothy Bard	Stephen J. Lovell
Newton Becker	Bernice Manocherian
Martin Block	J. George Mitnick
Rence Comet	Sy Opper
Henry Everett z"l	Terry M. Rubinstein
Howard Friedman	Sholom Shefferman

Jerry Gottesman
Paula Gottesman
Eugene M. Grant
Andy Lappin
Dr Brad Levinson

Irving Shuman
Alan Slifka
Louis S. Sorell
Arnold Wagner
Jane Weitzman

Au Sujet de l'Auteur

Mitchell Bard est le Directeur Exécutif de l'association à but non-lucratif, l'AICE : Entreprise Coopérative Israélo-Américaine. Il est également analyste politique, spécialisé dans le domaine des questions de politique étrangère. A ce titre, il intervient fréquemment comme conférencier, sur le thème de la politique USA-Moyen-Orient. Le Dr Bard est également Directeur de la Bibliothèque Virtuelle Juive. Le Dr Bard a participé à des émissions de radio et de télévision, sur les réseaux régionaux et nationaux. Ses travaux ont été publiés dans les éditions universitaires, les magazines et dans les journaux les plus importants.

Il est l'auteur/éditeur des ouvrages suivants :

- *The Water's Edge And Beyond: Defining the Limits to Domestic Influence on U.S. Middle East Policy*
- *Partners for Change: How U.S.- Israel Cooperation Can Benefit America*
- *U.S.- Israel Relations: Looking to the Year 2000*
- *Building Bridges: Lessons For America From Novel Israeli Approaches To Coexistence*
- *Forgotten Victims: The Abandonment of Americans in Hitler's Camps*
- *The Complete Idiot's Guide to World War II*
- *The Complete Idiot's Guide to Middle East Conflict*
- *The Complete History of the Holocaust*
- *The Holocaust (Turning Points in World History)*
- *The Nuremberg Trials (At Issue in History)*
- *The Nuremberg Trials (Eyewitness to History)*
- *From Tragedy to Triumph: The Politics behind the Rescue of Ethiopian Jewry*
- *The Complete Idiot's Guide to Understanding the Brain*
- *On One Foot: A Middle East Guide for the Perplexed or How to Respond on Your Way to Class When Your Best Friend Joins an Anti- Israel Protest*
- *The Founding of the State of Israel*
- *1001 Facts Everyone Should Know About Israel* (co-auteur: Moshe Schwartz)

Le Dr Bard est également l'auteur/éditeur de six études publiées par l'AICE:

- *Learning Together: Israeli Innovations in Education that Could Benefit Americans*
- *Experience Counts: Innovative Programs For The Elderly In Israel That Can Benefit Americans*
- *Good Medicine: Israeli Innovations In Health Care That Could Benefit Americans*
- *Breakthrough Dividend: Israeli Innovations In Biotechnology That Could Benefit Americans.*
- *Rewriting History in Textbooks*
- *TENURED OR TENUOUS: Defining the Role of Faculty in Supporting Israel on Campus*

Bard est diplômé de l'UCLA (Université de Californie, Los Angeles) où il a obtenu un Doctorat en Sciences Politiques. Il possède un Master en Administration Publique, obtenu à Berkeley. Ainsi qu'un B.A. en Economie, de l'Université de Californie de Santa Barbara.